



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**JUIN 2019**

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE  
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<b><i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i></b>	<b><i>07</i></b>
Séance du jeudi et vendredi 04 et 05 avril 2019	08
Séance du jeudi, vendredi et mardi 16, 17 et 21 mai 2019	10
Séance du jeudi et vendredi 20 et 21 juin 2019	16
<b><i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i></b>	<b><i>1307</i></b>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2019

### ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

#### DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

##### SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 04 ET 05 AVRIL 2019

N° 19-110-1 – PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2019-38 DU 23 JANVIER 2019 RELATIF AUX COMPÉTENCES DES PRÉFETS EN MATIÈRE D'ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE D'ASILE ET DE MISE EN ŒUVRE DES PROCÉDURES RELEVANT DU RÈGLEMENT DU 26 JUIN 2013 DIT « DUBLIN III »

08

##### SEANCE DU JEUDI, VENDREDI ET MARDI 16, 17 ET 21 MAI 2019

N° 19-164-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE POUR LA REPLANTATION DE 48 HA DE CANNES À SUCRE, TRAVAUX DE DÉROCHAGES, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE ET RÉALISATION D'UN HANGAR - PROGRAMME D'EXPLOITATION DASL 2016 - RMAR040116DA0970259

10

N° 19-179-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SHB SAS POUR LA TRANSFORMATION DES CO-PRODUITS DE LA FILIÈRE BANANE EN INGRÉDIENTS COSMÉTIQUES ET NUTRITIONNELS : DÉVELOPPEMENT INGRÉDIENTS/PRODUITS FINIS, ESSAI PILOTE ET DIMENSIONNEMENT D'UN SITE - MQ0017637 »

13

##### SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 20 ET 21 JUIN 2019

N° 19-216-1 – MOTION DES ELUS DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE RELATIVE À LA CONSULTATION POUR L'ADOPTION D'UN DRAPEAU ET D'UN HYMNE MARTINICAIS

16

N° 19-218-1 – PORTANT DÉNOMINATION DU CENTRE CULTUREL SITUÉ SUR L'HABITATION GRADIS À BASSE-POINTE EN « CENTRE CULTUREL ANTOINE TANGAMEN DIT « ZWAZO »

18

N° 19-220-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ CARAIBES LOGEMENTS À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 277 126,00 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA (VENTE EN L'ÉTAT DE FUTUR ACHEVEMENT) D'UN PROGRAMME IMMOBILIER DE 24 LOGEMENTS LOCATIFS DE TYPE PLS «RÉSIDENCE LES DEUX OIES» QUARTIER JAMBETIE BEAUSEJOUR À FORT-DE-FRANCE ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-100-1 DU 4 AVRIL 2018

20

N° 19-221-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 141 149,72 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS PLS SITUÉS AU QUARTIER RAVINE-VILAINE À FORT-DE-FRANCE

51

N° 19-222-1 – PORTANT REMISE GRACIEUSE D'UNE DETTE AU BÉNÉFICE DE L'ASSOCIATION PROMOMATHS

96

N° 19-223-1 – PORTANT ADMISSION EN NON VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES DE LA SOCIÉTÉ SATRAS

98

N° 19-224-1 – PORTANT ADMISSION EN NON VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES DE LA SOCIÉTÉ LA FOURNÉE SALÉENNE

100

N° 19-225-1 – PORTANT ADOPTION DU COMPTE DE GESTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2018

102

N° 19-226-1 – PORTANT ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2018

240

N° 19-227-1 – PORTANT AFFECTATION DES RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018

742

N° 19-228-1 – PORTANT ADOPTION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

747

N° 19-228-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À L'INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT (IMS), POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2019

1129

N° 19-229-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE (EFPMA) AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA JOURNÉE PORTES OUVERTES 2019

1131

N° 19-230-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE DE TOUT ACTE ET TOUTE DÉCISION PORTANT SUR L'EXÉCUTION DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC TRÈS HAUT DÉBIT POUR L'EXPLOITATION TECHNIQUE ET COMMERCIALE DU RÉSEAU FTTH, AINSI QUE DES CONVENTIONS D'INSTALLATION, DE GESTION, D'ENTRETIEN ET DE REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES À TRÈS HAUT DÉBIT EN FIBRE OPTIQUE

1133

N° 19-231-1 – PORTANT UTILISATION DU MODÈLE CONCEPTUEL DE DONNÉES « GRACE THO » PRÉSENTÉ PAR L'ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (A.V.I.C.C.A.) ET APPROBATION DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION

1135

N° 19-232-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA SOCIÉTÉ IPM ANTILLES GUYANE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE À LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

1137

N° 19-233-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

1139

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2019

N° 19-234-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-75-8 DU 4 AVRIL 2019 PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS LÉGISLATIVES

1141

N° 19-234-2 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-75-10 DU 4 AVRIL 2019 PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ MARTIN MÉDIA

1143

N° 19-234-3 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-75-16 DU 4 AVRIL 2019 PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ LA DOCUMENTATION FRANCAISE

1145

N° 19-235-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE MARTINIQUE POUR L'OPÉRATION « MISE EN OEUVRE D'UN « CANCER DATA-HUB » POUR UNE EXPLOITATION DES DONNÉES DE SANTÉ EN CANCÉROLOGIE ET HÉMATOLOGIE: INTÉRÊT POUR LA DATA-VISUALISATION ET LA MODÉLISATION DES PARCOURS SANTÉ - MQ0019171 »

1147

N° 19-236-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA FREDON POUR LA VULGARISATION ET LA DÉMONSTRATION DE PRATIQUES DE BIOCONTRÔLE ADAPTÉES AU CONTEXTE DE LA FILIÈRE MARTINICAISE DE DIVERSIFICATION VÉGÉTALE - RMAR010218DA0970010

1150

N° 19-237-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À VOISIN WILLY POUR L'ADOPTION D'UN NOUVEL ITINÉRAIRE TECHNIQUE POUR LA CULTURE DE L'ANANAS - RMAR040119DA0970007

1153

N° 19-238-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-164-1 DU 17 MAI 2019 ET OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE POUR LA REPLANTATION DE CANNES À SUCRE (47,64 HA RAMENÉS À 39,32 HA), TRAVAUX DE DÉROCHAGES, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE ET RÉALISATION D'UN HANGAR PROGRAMME D'EXPLOITATION DASL 2016- RMAR040116DA0970259

1156

N° 19-239-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL AGRISUD'ESPERANCE POUR LA PLANTATION DE 7,27 HA (2,38 HA ÉLIGIBLES) DE VITROPLANTS BANANES ET AMÉNAGEMENT DE L'EXPLOITATION 2018 - RMAR040118DA0970086

1159

N° 19-240-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE (E.A.M.P) POUR LA PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 34,77 HA EN 2019 SUR LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE ET DU MORNE-ROUGE ET CONFECTION DE TRACES POUR LA CIRCULATION DANS LES ÎLOTS (400ML) - RMAR040118DA0970158

1162

N° 19-242-1 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°19-31-1 DU 15 FÉVRIER 2019 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU « CIRAD BIO-PIMENTA PROTECT : DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU PRODUIT DE BIOCONTRÔLE À BASE DE BOIS D'INDE (PIMENTA RACEMOSA) POUR LA PROTECTION DES CULTURES MARAÎCHÈRES EN MARTINIQUE- RMAR160218DA0970010 »

1165

N° 19-243-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « CERISE PEYI SAS POUR VENTE DE PRODUITS AGRICOLES ET TRANSFORMÉS EN CIRCUIT COURT ET EN LIGNE - RMAR190219GA3350003 »

1168

N° 19-244-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « VILLE DE SAINTE-LUCE - AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DE TROIS-RIVIÈRES - PFEA430018CT0970006 »

1171

N° 19-245-1 – PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À L'ASSOCIATION LE PÔLE AGRO-RESSOURCES ET DE RECHERCHE DE MARTINIQUE (PARM) POUR LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA GRAPPE D'ENTREPRISES « INOVAGRO » PAR DÉLIBÉRATION N°11-1033-1 POUR PAIEMENT DES SOLDES DE SUBVENTION AU TITRE DU PO FEDER 2007-2013

1173

N° 19-246-1 – PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (O.A.E.D) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX POUR L'EXERCICE 2019

1175

N° 19-247-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES CYCAS » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) DE SAINTE-THÉRÈSE AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

1178

N° 19-248-1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LA RUCHE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

1180

N° 19-250-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE « ALLOCATION VACANCES » EN FAVEUR DES JEUNES CONFISÉS AUX ASSISTANTS FAMILIAUX ET AUX TIERS BÉNÉVOLES DE L'ARTICLE L 221-2-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

1182

N° 19-251-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ACTION SIDA MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

1185

N° 19-252-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM) DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ALIMENTAIRE, POUR L'ANNÉE 2018

1187

N° 19-253-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION DES ŒUVRES LAÏQUES DE LA MARTINIQUE (FOL), POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

1189

N° 19-254-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CITOYENNE POUR L'INSERTION SOLIDAIRE ET ÉCONOMIQUE (ACISE) SAMU SOCIAL

1191

N° 19-255-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (A.A.D.C.P) POUR LA MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (D.L.A.) AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

1199

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2019

N° 19-256-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE (ASC) PARAPPEL POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

1201

N° 19-257-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ LOCAL POUR LE LOGEMENT AUTONOME DES JEUNES (CLLAJ) MARTINIQUE AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

1203

N° 19-258-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LANGELLIER ACTIF POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

1205

N° 19-259-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE (CAESM) DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DE SON PLAN INTERCOMMUNAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

1207

N° 19-260-1 – MODIFIANT LA DÉLIBÉRATION N°16-291-1 DU 5 OCTOBRE 2016 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LOGEMENT SOCIAL (ALS) POUR SON PROJET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN 2016

1209

N° 19-261-1 – PORTANT CRÉATION D'EMPLOIS SUPPORTS AUX RECRUTEMENTS DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS "DJOB VACANCES" ET "SPORT VACANCES"

1211

N° 19-262-1 – PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE AU BÉNÉFICIAIRE DE MADAME

1213

N° 19-263-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'INDÉPENDANCE DES ACTIVITÉS DE CONSEIL À L'UTILISATION DES PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES ET AU DISPOSITIF DE CERTIFICATS D'ÉCONOMIE DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES

1215

N° 19-264-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT REVALORISATION DU REVENU DE SOLIDARITÉ EN GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE, À LA RÉUNION ET DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE SAINT-BARTHÉLÉMY, SAINT-MARTIN ET SAINT-PIERRE- ET-MIQUELON

1217

N° 19-265-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA COMPOSITION DES REPAS SERVIS DANS LES RESTAURANTS COLLECTIFS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.230-5-1 DU CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME

1219

N° 19-267-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA RÉVISION DES ORIENTATIONS NATIONALES POUR LA PRÉSERVATION ET LA REMISE EN BON ÉTAT DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

1221

N° 19-268-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'EXONÉRATION DE COTISATIONS SOCIALES APPLICABLE AUX EMPLOYEURS IMPLANTÉS EN OUTRE-MER

1223

N° 19-269-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 31 MARS AU 29 MAI 2019

1225

N° 19-270-1 – PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION « NOUVEL ACCOMPAGNEMENT POUR LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE » (NACRE) AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT

1227

N° 19-271-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF « CHRYSALIDE » POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION ET À LA REPRISE D'ENTREPRISE

1259

N° 19-272-1 – PORTANT ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM)

1277

N° 19-273-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE PLAN REGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE GUADELOUPE ET SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

1279

N° 19-274-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE POUR L'ÉLABORATION DU MODÈLE DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU À L'ÉCHELLE DE LA MARTINIQUE

1281

N° 19-275-1 – PORTANT CLASSEMENT EN AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DU SITE DE GRANDE ANSE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DU CARBET

1283

N° 19-276-1 – PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA FÉDÉRATION DES YOLES RONDES DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DU TOUR DE MARTINIQUE DES YOLES RONDES 2019

1285

N° 19-277-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE MOTOCYCLISME

1287

N° 19-277-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE BASKET-BALL AUX ÉTATS-UNIS

1289

N° 19-277-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE MOTOCYCLISME DE SON FILS YOURY CATHERINE

1291

N° 19-278-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA PARTICIPATION DE LA SÉLECTION SÉNIOR MASCULINE DE FOOTBALL À LA GOLD CUP 2019

1293

N° 19-279-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PARC NATUREL DE MARTINIQUE (PNM) POUR L'ORGANISATION DE LA 4ème ÉDITION DES FLORALIES INTERNATIONALES DE MARTINIQUE

1295

N° 19-281-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

1297

---

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2019**

---

N° 19-283-1 – MOTION POUR LE MAINTIEN DE L'OCTROI DE  
MER DES ELUS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE  
MARTINIQUE

1299

N° 19-284-1 – MOTION POUR UNE PRISE EN COMPTE DES  
DIFFICULTÉS DES FILIÈRES DES SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE  
L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE EN MARTINIQUE

1301

N° 19-285-1 – MOTION POUR UN VRAI ACCOMPAGNEMENT  
DES AGRICULTEURS VICTIMES DE LA CHLORDÉCONE

1303

N° 19-286-1 – MOTION POUR UNE DÉFENSE DE L'ÉCOLE  
PUBLIQUE DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ

1305

**ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE**

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 06 - PORTANT DÉSIGNATION DE  
REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE  
MARTINIQUE AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ  
- ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

1308



# DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190405-19-110-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-110-1

#### PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2019-38 DU 23 JANVIER 2019 RELATIF AUX COMPÉTENCES DES PRÉFETS EN MATIÈRE D'ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE D'ASILE ET DE MISE EN ŒUVRE DES PROCÉDURES RELEVANT DU RÈGLEMENT DU 26 JUIN 2013 DIT « DUBLIN III »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;  
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 30 novembre 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le décret n°2019-38 du 23 janvier 2019 relatif aux compétences des préfets en matière d'enregistrement de la demande d'asile et de mise en œuvre des procédures relevant du règlement du 26 juin 2013 dit « DUBLIN III ».

Elle précise que le texte renforce les pouvoirs du préfet sans prévoir l'avis des élus locaux ou leur consultation concernant notamment les aspects sociaux.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 2 abstentions, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190516-19-164-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-164-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE POUR LA REPLANTATION DE 48 HA DE CANNES À SUCRE, TRAVAUX DE DÉROCHAGES, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE ET RÉALISATION D'UN HANGAR - PROGRAMME D'EXPLOITATION DASL 2016 - RMAR040116DA0970259

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 07 juillet 2016 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 15 avril 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent soixante-dix-neuf mille sept cent trente-cinq euros quarante-sept centimes (179 735,47€), soit 59,97% du coût total éligible de 299 718,40 €, est attribuée à la SAS DISTILLERIES AGRICOLES de Sainte-Luce pour la replantation de 48 ha de cannes à sucre, travaux de dérochages, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire et réalisation d'un hangar - programme d'exploitation DASL 2016 - RMAR040116DA0970259.

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente-et-un mille sept cent dix huit euros trois centimes (31 718,03 €), est attribuée à la « SAS DISTILLERIES AGRICOLES de Sainte-Luce pour la replantation de 48 ha de cannes à sucre, travaux de dérochages, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire et réalisation d'un hangar - programme d'exploitation DASL 2016 - RMAR040116DA0970259 ».

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190516-19-179-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP, 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-179-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SHB SAS POUR LA TRANSFORMATION DES CO-PRODUITS DE LA FILIÈRE BANANE EN INGRÉDIENTS COSMÉTIQUES ET NUTRITIONNELS : DÉVELOPPEMENT INGRÉDIENTS/PRODUITS FINIS, ESSAI PILOTE ET DIMENSIONNEMENT D'UN SITE – MQ0017637 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le régime d'aide SA 40 391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020,  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 13 novembre 2017 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million cent six mille dix-huit euros huit centimes (1 106 018,08 €) soit 75% de l'assiette éligible, est attribuée à la « SHB SAS - Transformation des co-produits de la filière banane en ingrédients cosmétiques et nutritionnels : développement ingrédients/produits finis, essai pilote et dimensionnement d'un site - MQ0017637 ».

Le coût total éligible de l'opération représente un million quatre cent soixante-quatorze mille six cent quatre-vingt-dix euros soixante-dix-sept centimes (1 474 690,77 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à huit cent quatre vingt quatre mille huit cent quatorze euros quarante six centimes (884 814,46 €), soit 60% du coût total éligible, au chapitre 930-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à deux cent vingt-et-un mille deux cent trois euros soixante deux centimes (221 203,62 €), soit 15% du coût total éligible, au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédits de paiement 2019
- 50 % en crédits de paiement 2020.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190521-19-216-1-DE  
Date de télétransmission : 04/06/2019  
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-216-1

#### MOTION DES ELUS DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE RELATIVE A LA CONSULTATION POUR L'ADOPTION D'UN DRAPEAU ET D'UN HYMNE MARTINIQUAIS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Claude BELLUNE, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière le 21 mai 2019,

**CONSIDERANT** que, de la décision de lancer « une consultation devant mener à l'adoption d'un hymne et d'un drapeau pour la Martinique » jusqu'au dévoilement public des résultats, l'Assemblée de Martinique n'a jamais été consultée ;

**CONSIDERANT** que le règlement de cette consultation, en accordant au Président du Conseil Exécutif de Martinique (PCE) le pouvoir de déterminer de manière unilatérale la composition de la commission de sélection et de « procéder librement au choix final » mais aussi en excluant explicitement toutes les œuvres préexistantes, ne portait pas en son sein la garantie d'un choix démocratique, transparent et ouvert au plus grand nombre ;

**CONSIDERANT** qu'un drapeau est le fruit d'une histoire partagée et non le résultat d'un concours expéditif d'œuvres artistiques aussi respectables soient-elles ;

**CONSIDERANT** qu'un fanion présenté à la population comme ayant pour seul objet « d'accompagner nos sportifs et nos artistes à l'international » n'a pas vocation à être arboré au fronton de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ni d'aucun bâtiment public ;

**REGRETTENT** que le manque de concertation de la démarche ait entraîné encore plus de division et de confusion en Martinique alors que la fonction d'un symbole identitaire comme un drapeau ou un hymne est de rassembler et d'unifier un peuple.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, 2 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation  
La 2<sup>e</sup> Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

  
Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-218-1-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2019  
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-218-1

#### PORTANT DÉNOMINATION DU CENTRE CULTUREL SITUÉ SUR L'HABITATION GRADIS À BASSE-POINTE EN « CENTRE CULTUREL ANTOINE TANGAMEN DIT « ZWAZO » »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;

Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 juin 2019 ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique a obtenu l'autorisation des représentants de Monsieur Antoine TANGAMEN pour utiliser son nom ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est approuvée la dénomination du centre culturel situé sur l'habitation Gradis sis à Basse-Pointe, en « Centre Culturel Antoine TANGAMEN dit « ZWAZO » ».

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-220-1-DE  
Date de télétransmission : 26/07/2019  
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-220-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ  
CARAIBES LOGEMENTS À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE  
3 277 126,00 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA (VENTE EN L'ÉTAT DE FUTUR  
ACHEVEMENT) D'UN PROGRAMME IMMOBILIER DE 24 LOGEMENTS LOCATIFS DE TYPE PLS  
« RÉSIDENCE LES DEUX OIES » QUARTIER JAMBETTE BEAUSEJOUR À FORT-DE-FRANCE  
ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-100-1 DU 4 AVRIL 2018**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-100-1 du 4 avril 2018 portant garantie d'emprunt de Collectivité Territoriale de Martinique à la société Caraibes Logements à hauteur de 40 % d'un emprunt d'un montant total de 3 277 126,00 € destiné à l'acquisition en vefa (vente en l'état de futur achèvement) d'un programme immobilier de 24 logements locatifs de type PLS « résidence des deux oies » quartier Jambette Beauséjour à Fort-de-France ;

Vu la demande formulée par la société Caraibes Logements ;

Vu le contrat de prêt n°95342 en annexe signé entre la Société CARAIBES LOGEMENTS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-100-1 du 4 avril 2018 susvisée, est annulée.

**ARTICLE 2 :** La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de trois millions deux cent soixante-dix-sept mille cent vingt-six euros (3 277 126,00 €), souscrit par la société CARAIBES LOGEMENTS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°95342, constitué de deux lignes du Prêt et destiné à la construction de 24 logements sociaux PLS, quartier Jambette Beauséjour à Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 4 :** La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

N° 95342

Entre

**CARAIBES LOGEMENTS - n° 000451048**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

PR0050-PR0058 V2 2012 page 1/25  
Contrat de prêt n° 95342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE

1/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

LENTA F 100 F 100 F

Entre

**CARAIBES LOGEMENTS**, SIREN n°: 831274402, sis(e) CHEZ SOFICO CALIFORNIE ZI  
IMMEUBLE AMANDINE 97232 LE LAMENTIN,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **CARAIBES LOGEMENTS** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28  
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue  
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

2/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROCES-VERBAUX V2.20.2 - Page 3/25  
Contrat de prêt n° 56342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes  
  
3/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération PLS Les deux oies, Parc social public, Acquisition en VEFA de 24 logements situés Beauséjour 97200 FORT-DE-FRANCE.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions deux-cent-soixante-dix-sept mille cent-vingt-six euros (3 277 126,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2018, d'un montant de cinq-cent-quarante-et-un mille cent-vingt-six euros (541 126,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2018, d'un montant de deux millions sept-cent-trente-six mille euros (2 736 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -  
4/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, des nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

PROCES-VERBAUX V2 2017, page 6/25  
Contrat de prêt n° 55343 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes  
  
6/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

PR0050-PR0068 V2.20.2 page 7/25  
Central de prêt n° 65342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes  
  
7/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **09/07/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - la déclaration d'achèvement et d'attestation de conformité des travaux avant le dernier versement
  - le courrier du notaire conviant les parties à la signature de la VEFA couplés des projets de VEFA

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :  
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,  
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PROCES-VERBAUX V2.210.2 page 10/25  
Contrat de prêt n° 55343 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
[antilles-guyane@caissedesdepots.fr](mailto:antilles-guyane@caissedesdepots.fr)

Paraphes

10/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS		
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2018	PLSDD 2018		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5245218	5245217		
Montant de la Ligne du Prêt	541 126 €	2 736 000 €		
Commission d'instruction	320 €	1 640 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,79 %	1,79 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,79 %	1,79 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	1,04 %	1,04 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,79 %	1,79 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index <sup>1</sup>	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	1,04 %	1,04 %		
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	1,79 %	1,79 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		

PROSD-PROCES V2.20.2 page 11/25  
Contrat de prêt n° 55342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Phase d'amortissement (suite)			
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

PROCES-VERBAUX V2 20.2 page 12/25  
Contrat de prêt n° 55342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -  
13/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

**MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

**PHASE DE PRÉFINANCEMENT**

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

**PHASE D'AMORTISSEMENT**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 98 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

### ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

• Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 »

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

PRO090-PRO093 V2.20.2 page 15/25  
Contrat de prêt n° 56342 Emprunteur n° 1000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

15/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

**ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

**ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

**ARTICLE 14 COMMISSIONS**

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

PROCSA-PROCSA V2 2012 page 17/25  
Contrat de prêt n° 50342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -  
17/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

**ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -  
18/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

PRO090-PRO088 V2 2012 page 15/25  
Contrat de prêt n° 55342 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

**ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

**ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## 17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

### 17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Paraphes



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

22/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

## ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

23/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR0030-PR0036 V0 2012 Page 24/25  
Contrat de prêt n° 55322 Emprunteur n° 000451048

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00  
[antilles-guyane@caissedesdepots.fr](mailto:antilles-guyane@caissedesdepots.fr)

Paraphes

24/25



caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 11 Avril 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : J. P.

Qualité : Garant

Dûment habilité(e) aux présentes

Pour Concéder logements  
(Res Fole F 831 274 402)

Cachet et Signature :

Le, 11 Avril 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

  
Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



## CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

### ENTRE

**La Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

### ET

**La Société CARAIBES LOGEMENTS** représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société CARAIBES LOGEMENTS en date du .....

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 19 du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 277 126,00 € plus les intérêts, constitué de 2 lignes de prêts, remboursables en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour réaliser un programme immobilier en VEFA de 24 logements sociaux PLS « Résidence des deux Oies » quartier Jambette Beauséjour sur le territoire de la ville de Fort de France.

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

### ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de TROIS MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE CENT VINGT SIX EUROS (3 277 126,00 €) destiné à la réalisation d'un programme immobilier en VEFA de 24 logements sociaux PLS « Résidence les deux Oies » quartier Jambette Beauséjour, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19 du 2019 :

Ligne du prêt	CPLS	PLS
	<i>Complémentaire au PLS 2018</i>	<i>PLSDD 2018</i>
Identifiant de la ligne du prêt	5245218	5245217
Montant	<b>541 126 €</b>	<b>2 736 000 €</b>
Commission d'instruction	320 €	1 640 €
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Durée	40 ans	40 ans
Durée de préfinancement	18 mois	18 mois
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,04%	1,04%
Taux d'intérêt	1,79%	1,79%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Modalité de révision	DR (Double révisabilité)	DR (Double révisabilité)

### ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

### **ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT**

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

### **ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES**

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

### **ARTICLE 5 - SURETES**

L'emprunteur s'engage, pendant toute la durée du remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

Un cautionnement hypothécaire sera accordé par la SNC LES DEUX OIES, propriétaire de l'immeuble.

### **ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI**

**6.1.** L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- \* les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- \* Le rapport d'activités de la société.

**6.2.** L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

## **ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

## **ARTICLE 8 - DUREE**

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

## **ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-221-1-DE  
Date de télétransmission : 26/07/2019  
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-221-1

#### PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 141 149,72 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS PLS SITUÉS AU QUARTIER RAVINE-VILAINE À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique ;  
Vu le contrat de prêt n°94504 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de quatre millions cent quarante-et-un mille cent quarante-neuf euros soixante-douze centimes (4 141 149,72 €), souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 94504, constitué de trois lignes du Prêt et destiné à la construction de 32 logements sociaux PLS, quartier Ravine-Vilaine à Fort-de-France.  
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :** La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 94504**

Entre

**SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

[antilles-guyane@caissedesdepots.fr](mailto:antilles-guyane@caissedesdepots.fr)

FORT-DE-FRANCE -  
1/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## CONTRAT DE PRÊT

Entre

**SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE**, SIREN n°: 303188528, sis(e) BP7214 PETIT PARADIS 97274 SCHOELCHER CEDEX 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

2/25



[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

3/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ORMOSIA 2, Parc social public, Construction de 32 logements situés Quartier Ravine Vilaine 97200 FORT-DE-FRANCE.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions cent-quarante-et-un mille cent-quarante-neuf euros et soixante-douze centimes (4 141 149,72 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2017, d'un montant de quatre-cent-soixante-et-onze mille cinq-cent-quarante-et-un euros et huit centimes (471 541,08 euros) ;
- PLS PLSD 2017, d'un montant de deux millions huit-cent-quatre-vingt-six mille deux-cent-dix-huit euros et quarante centimes (2 886 218,40 euros) ;
- PLS foncier PLSD 2017, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-trois mille trois-cent-quatre-vingt-dix euros et vingt-quatre centimes (783 390,24 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

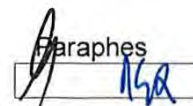
## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes  


Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/25



www.groupecaisseedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/06/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - le permis de construire purgé de tout recours

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -  
9/25



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017	PLSDD 2017	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5267078	5267077	5267076	
Montant de la Ligne du Prêt	471 541,08 €	2 886 218,4 €	783 390,24 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,81 %	1,81 %	1,81 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,81 %	1,81 %	1,81 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06 %	1,06 %	1,06 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81 %	1,81 %	1,81 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	
Index <sup>1</sup>	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %	1,06 %	
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	1,81 %	1,81 %	1,81 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	

PR0090-PR0088 V2.19 page 11/25  
Contrat de prêt n° 94504 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/25



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

PR0300-PR0308 V2.19 page 12/25  
Contrat de prêt n° 94504 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/25



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

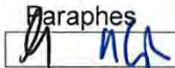
Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes  




www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

**MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

**PHASE DE PRÉFINANCEMENT**

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

**PHASE D'AMORTISSEMENT**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

## ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

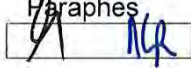
Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes  


Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

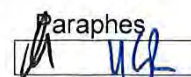
Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Paraphes  


Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/25



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

### **ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -

18/25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

## ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### 17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

#### 17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

22/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

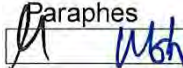
## ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes  


Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr  
23/25



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

### **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

### **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

### **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

### **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -  
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
[antilles-guyane@caissedesdepots.fr](mailto:antilles-guyane@caissedesdepots.fr) 24/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **27 MARS 2019**

Pour l'Emprunteur,

Civilité : **M**

Nom / Prénom :

Qualité : **Directeur Général**

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, **25 Mars 2019**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **Mme**

Nom / Prénom :

Qualité : **Directrice Régionale adjointe**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur régional

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE



Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R  
N° du Contrat de Prêt : 94504 / N° de la Ligne du Prêt : 5267078  
Opération : Construction  
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2017

Capital prêté : 471 541,08 €  
Taux actuariel théorique : 1,81 %  
Taux effectif global : 1,81 %  
Intérêts de Préfinancement : 17 248,29 €  
Taux de Préfinancement : 1,81 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/03/2022	1,81	17 278,05	8 430,96	8 847,09	0,00	480 358,41	0,00
2	22/03/2023	1,81	17 278,05	8 583,56	8 694,49	0,00	471 774,85	0,00
3	22/03/2024	1,81	17 278,05	8 738,93	8 539,12	0,00	463 035,92	0,00
4	22/03/2025	1,81	17 278,05	8 897,10	8 380,95	0,00	454 138,82	0,00
5	22/03/2026	1,81	17 278,05	9 058,14	8 219,91	0,00	445 080,68	0,00
6	22/03/2027	1,81	17 278,05	9 222,09	8 055,96	0,00	435 858,59	0,00
7	22/03/2028	1,81	17 278,05	9 389,01	7 889,04	0,00	426 469,58	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	22/03/2029	1,81	17 278,05	9 558,95	7 719,10	0,00	416 910,63	0,00
9	22/03/2030	1,81	17 278,05	9 731,97	7 546,08	0,00	407 178,66	0,00
10	22/03/2031	1,81	17 278,05	9 908,12	7 369,93	0,00	397 270,54	0,00
11	22/03/2032	1,81	17 278,05	10 087,45	7 190,60	0,00	387 183,09	0,00
12	22/03/2033	1,81	17 278,05	10 270,04	7 008,01	0,00	376 913,05	0,00
13	22/03/2034	1,81	17 278,05	10 455,92	6 822,13	0,00	366 457,13	0,00
14	22/03/2035	1,81	17 278,05	10 645,18	6 632,87	0,00	355 811,95	0,00
15	22/03/2036	1,81	17 278,05	10 837,85	6 440,20	0,00	344 974,10	0,00
16	22/03/2037	1,81	17 278,05	11 034,02	6 244,03	0,00	333 940,08	0,00
17	22/03/2038	1,81	17 278,05	11 233,73	6 044,32	0,00	322 706,35	0,00
18	22/03/2039	1,81	17 278,05	11 437,07	5 840,98	0,00	311 269,28	0,00
19	22/03/2040	1,81	17 278,05	11 644,08	5 633,97	0,00	299 625,20	0,00
20	22/03/2041	1,81	17 278,05	11 854,83	5 423,22	0,00	287 770,37	0,00
21	22/03/2042	1,81	17 278,05	12 069,41	5 208,64	0,00	275 700,96	0,00
22	22/03/2043	1,81	17 278,05	12 287,86	4 990,19	0,00	263 413,10	0,00
23	22/03/2044	1,81	17 278,05	12 510,27	4 767,78	0,00	250 902,83	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	22/03/2045	1,81	17 278,05	12 736,71	4 541,34	0,00	238 166,12	0,00
25	22/03/2046	1,81	17 278,05	12 967,24	4 310,81	0,00	225 198,88	0,00
26	22/03/2047	1,81	17 278,05	13 201,95	4 076,10	0,00	211 996,93	0,00
27	22/03/2048	1,81	17 278,05	13 440,91	3 837,14	0,00	198 556,02	0,00
28	22/03/2049	1,81	17 278,05	13 684,19	3 593,86	0,00	184 871,83	0,00
29	22/03/2050	1,81	17 278,05	13 931,87	3 346,18	0,00	170 939,96	0,00
30	22/03/2051	1,81	17 278,05	14 184,04	3 094,01	0,00	156 755,92	0,00
31	22/03/2052	1,81	17 278,05	14 440,77	2 837,28	0,00	142 315,15	0,00
32	22/03/2053	1,81	17 278,05	14 702,15	2 575,90	0,00	127 613,00	0,00
33	22/03/2054	1,81	17 278,05	14 968,25	2 309,80	0,00	112 644,75	0,00
34	22/03/2055	1,81	17 278,05	15 239,18	2 038,87	0,00	97 405,57	0,00
35	22/03/2056	1,81	17 278,05	15 515,01	1 763,04	0,00	81 890,56	0,00
36	22/03/2057	1,81	17 278,05	15 795,83	1 482,22	0,00	66 094,73	0,00
37	22/03/2058	1,81	17 278,05	16 081,74	1 196,31	0,00	50 012,99	0,00
38	22/03/2059	1,81	17 278,05	16 372,81	905,24	0,00	33 640,18	0,00
39	22/03/2060	1,81	17 278,05	16 669,16	608,89	0,00	16 971,02	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	22/03/2061	1,81	17 278,20	16 971,02	307,18	0,00	0,00	0,00
Total			691 122,15	488 789,37	202 332,78	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,75 % (Livret A).



www.groupecaisseledesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R  
N° du Contrat de Prêt : 94504 / N° de la Ligne du Prêt : 5267077  
Opération : Construction  
Produit : PLS - PLSD 2017

Capital prêté : 2 886 218,4 €  
Taux actuariel théorique : 1,81 %  
Taux effectif global : 1,81 %  
Intérêts de Préfinancement : 105 573,69 €  
Taux de Préfinancement : 1,81 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/03/2022	1,81	105 755,86	51 604,42	54 151,44	0,00	2 940 187,67	0,00
2	22/03/2023	1,81	105 755,86	52 538,46	53 217,40	0,00	2 887 649,21	0,00
3	22/03/2024	1,81	105 755,86	53 489,41	52 266,45	0,00	2 834 159,80	0,00
4	22/03/2025	1,81	105 755,86	54 457,57	51 298,29	0,00	2 779 702,23	0,00
5	22/03/2026	1,81	105 755,86	55 443,25	50 312,61	0,00	2 724 258,98	0,00
6	22/03/2027	1,81	105 755,86	56 446,77	49 309,09	0,00	2 667 812,21	0,00
7	22/03/2028	1,81	105 755,86	57 468,46	48 287,40	0,00	2 610 343,75	0,00
8	22/03/2029	1,81	105 755,86	58 508,64	47 247,22	0,00	2 551 835,11	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



[www.groupecaissedepots.fr](http://www.groupecaissedepots.fr)

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	22/03/2030	1,81	105 755,86	59 567,64	46 188,22	0,00	2 492 267,47	0,00
10	22/03/2031	1,81	105 755,86	60 645,82	45 110,04	0,00	2 431 621,65	0,00
11	22/03/2032	1,81	105 755,86	61 743,51	44 012,35	0,00	2 369 878,14	0,00
12	22/03/2033	1,81	105 755,86	62 861,07	42 894,79	0,00	2 307 017,07	0,00
13	22/03/2034	1,81	105 755,86	63 998,85	41 757,01	0,00	2 243 018,22	0,00
14	22/03/2035	1,81	105 755,86	65 157,23	40 598,63	0,00	2 177 860,99	0,00
15	22/03/2036	1,81	105 755,86	66 336,58	39 419,28	0,00	2 111 524,41	0,00
16	22/03/2037	1,81	105 755,86	67 537,27	38 218,59	0,00	2 043 987,14	0,00
17	22/03/2038	1,81	105 755,86	68 759,69	36 996,17	0,00	1 975 227,45	0,00
18	22/03/2039	1,81	105 755,86	70 004,24	35 751,62	0,00	1 905 223,21	0,00
19	22/03/2040	1,81	105 755,86	71 271,32	34 484,54	0,00	1 833 951,89	0,00
20	22/03/2041	1,81	105 755,86	72 561,33	33 194,53	0,00	1 761 390,56	0,00
21	22/03/2042	1,81	105 755,86	73 874,69	31 881,17	0,00	1 687 515,87	0,00
22	22/03/2043	1,81	105 755,86	75 211,82	30 544,04	0,00	1 612 304,05	0,00
23	22/03/2044	1,81	105 755,86	76 573,16	29 182,70	0,00	1 535 730,89	0,00
24	22/03/2045	1,81	105 755,86	77 959,13	27 796,73	0,00	1 457 771,76	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
[antilles-guyane@caissedesdepots.fr](mailto:antilles-guyane@caissedesdepots.fr)



www.groupecaisseledesdepots.fr

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	22/03/2046	1,81	105 755,86	79 370,19	26 385,67	0,00	1 378 401,57	0,00
26	22/03/2047	1,81	105 755,86	80 806,79	24 949,07	0,00	1 297 594,78	0,00
27	22/03/2048	1,81	105 755,86	82 269,39	23 486,47	0,00	1 215 325,39	0,00
28	22/03/2049	1,81	105 755,86	83 758,47	21 997,39	0,00	1 131 566,92	0,00
29	22/03/2050	1,81	105 755,86	85 274,50	20 481,36	0,00	1 046 292,42	0,00
30	22/03/2051	1,81	105 755,86	86 817,97	18 937,89	0,00	959 474,45	0,00
31	22/03/2052	1,81	105 755,86	88 389,37	17 366,49	0,00	871 085,08	0,00
32	22/03/2053	1,81	105 755,86	89 989,22	15 766,64	0,00	781 095,86	0,00
33	22/03/2054	1,81	105 755,86	91 618,02	14 137,84	0,00	689 477,84	0,00
34	22/03/2055	1,81	105 755,86	93 276,31	12 479,55	0,00	596 201,53	0,00
35	22/03/2056	1,81	105 755,86	94 964,61	10 791,25	0,00	501 236,92	0,00
36	22/03/2057	1,81	105 755,86	96 683,47	9 072,39	0,00	404 553,45	0,00
37	22/03/2058	1,81	105 755,86	98 433,44	7 322,42	0,00	306 120,01	0,00
38	22/03/2059	1,81	105 755,86	100 215,09	5 540,77	0,00	205 904,92	0,00
39	22/03/2060	1,81	105 755,86	102 028,98	3 726,88	0,00	103 875,94	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	22/03/2061	1,81	105 756,09	103 875,94	1 880,15	0,00	0,00	0,00
Total			4 230 234,63	2 991 792,09	1 238 442,54	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,75 % (Livret A).



www.groupecaisseledesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R  
N° du Contrat de Prêt : 94504 / N° de la Ligne du Prêt : 5267076  
Opération : Construction  
Produit : PLS foncier - PLSDD 2017

Capital prêté : 783 390,24 €  
Taux actuariel théorique : 1,81 %  
Taux effectif global : 1,81 %  
Intérêts de Préfinancement : 28 655,28 €  
Taux de Préfinancement : 1,81 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/03/2022	1,81	24 820,57	10 122,55	14 698,02	0,00	801 922,97	0,00
2	22/03/2023	1,81	24 820,57	10 305,76	14 514,81	0,00	791 617,21	0,00
3	22/03/2024	1,81	24 820,57	10 492,30	14 328,27	0,00	781 124,91	0,00
4	22/03/2025	1,81	24 820,57	10 682,21	14 138,36	0,00	770 442,70	0,00
5	22/03/2026	1,81	24 820,57	10 875,56	13 945,01	0,00	759 567,14	0,00
6	22/03/2027	1,81	24 820,57	11 072,40	13 748,17	0,00	748 494,74	0,00
7	22/03/2028	1,81	24 820,57	11 272,82	13 547,75	0,00	737 221,92	0,00
8	22/03/2029	1,81	24 820,57	11 476,85	13 343,72	0,00	725 745,07	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	22/03/2030	1,81	24 820,57	11 684,58	13 135,99	0,00	714 060,49	0,00
10	22/03/2031	1,81	24 820,57	11 896,08	12 924,49	0,00	702 164,41	0,00
11	22/03/2032	1,81	24 820,57	12 111,39	12 709,18	0,00	690 053,02	0,00
12	22/03/2033	1,81	24 820,57	12 330,61	12 489,96	0,00	677 722,41	0,00
13	22/03/2034	1,81	24 820,57	12 553,79	12 266,78	0,00	665 168,62	0,00
14	22/03/2035	1,81	24 820,57	12 781,02	12 039,55	0,00	652 387,60	0,00
15	22/03/2036	1,81	24 820,57	13 012,35	11 808,22	0,00	639 375,25	0,00
16	22/03/2037	1,81	24 820,57	13 247,88	11 572,69	0,00	626 127,37	0,00
17	22/03/2038	1,81	24 820,57	13 487,66	11 332,91	0,00	612 639,71	0,00
18	22/03/2039	1,81	24 820,57	13 731,79	11 088,78	0,00	598 907,92	0,00
19	22/03/2040	1,81	24 820,57	13 980,34	10 840,23	0,00	584 927,58	0,00
20	22/03/2041	1,81	24 820,57	14 233,38	10 587,19	0,00	570 694,20	0,00
21	22/03/2042	1,81	24 820,57	14 491,00	10 329,57	0,00	556 203,20	0,00
22	22/03/2043	1,81	24 820,57	14 753,29	10 067,28	0,00	541 449,91	0,00
23	22/03/2044	1,81	24 820,57	15 020,33	9 800,24	0,00	526 429,58	0,00
24	22/03/2045	1,81	24 820,57	15 292,19	9 528,38	0,00	511 137,39	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
[antilles-guyane@caissedesdepots.fr](mailto:antilles-guyane@caissedesdepots.fr)



www.groupecaisseledesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	22/03/2062	1,81	24 820,57	20 744,70	4 075,87	0,00	204 441,26	0,00
42	22/03/2063	1,81	24 820,57	21 120,18	3 700,39	0,00	183 321,08	0,00
43	22/03/2064	1,81	24 820,57	21 502,46	3 318,11	0,00	161 818,62	0,00
44	22/03/2065	1,81	24 820,57	21 891,65	2 928,92	0,00	139 926,97	0,00
45	22/03/2066	1,81	24 820,57	22 287,89	2 532,68	0,00	117 639,08	0,00
46	22/03/2067	1,81	24 820,57	22 691,30	2 129,27	0,00	94 947,78	0,00
47	22/03/2068	1,81	24 820,57	23 102,02	1 718,55	0,00	71 845,76	0,00
48	22/03/2069	1,81	24 820,57	23 520,16	1 300,41	0,00	48 325,60	0,00
49	22/03/2070	1,81	24 820,57	23 945,88	874,69	0,00	24 379,72	0,00
50	22/03/2071	1,81	24 820,99	24 379,72	441,27	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>1 241 028,92</b>	<b>812 045,52</b>	<b>428 983,40</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,75 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V2.3.3  
Offre Contractuelle n° 94504 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	22/03/2046	1,81	24 820,57	15 568,98	9 251,59	0,00	495 568,41	0,00
26	22/03/2047	1,81	24 820,57	15 850,78	8 969,79	0,00	479 717,63	0,00
27	22/03/2048	1,81	24 820,57	16 137,68	8 682,89	0,00	463 579,95	0,00
28	22/03/2049	1,81	24 820,57	16 429,77	8 390,80	0,00	447 150,18	0,00
29	22/03/2050	1,81	24 820,57	16 727,15	8 093,42	0,00	430 423,03	0,00
30	22/03/2051	1,81	24 820,57	17 029,91	7 790,66	0,00	413 393,12	0,00
31	22/03/2052	1,81	24 820,57	17 338,15	7 482,42	0,00	396 054,97	0,00
32	22/03/2053	1,81	24 820,57	17 651,98	7 168,59	0,00	378 402,99	0,00
33	22/03/2054	1,81	24 820,57	17 971,48	6 849,09	0,00	360 431,51	0,00
34	22/03/2055	1,81	24 820,57	18 296,76	6 523,81	0,00	342 134,75	0,00
35	22/03/2056	1,81	24 820,57	18 627,93	6 192,64	0,00	323 506,82	0,00
36	22/03/2057	1,81	24 820,57	18 965,10	5 855,47	0,00	304 541,72	0,00
37	22/03/2058	1,81	24 820,57	19 308,36	5 512,21	0,00	285 233,36	0,00
38	22/03/2059	1,81	24 820,57	19 657,85	5 162,72	0,00	265 575,51	0,00
39	22/03/2060	1,81	24 820,57	20 013,65	4 806,92	0,00	245 561,86	0,00
40	22/03/2061	1,81	24 820,57	20 375,90	4 444,67	0,00	225 185,96	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V2.3.3  
Offre Contractuelle n° 94504 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	22/03/2062	1,81	24 820,57	20 744,70	4 075,87	0,00	204 441,26	0,00
42	22/03/2063	1,81	24 820,57	21 120,18	3 700,39	0,00	183 321,08	0,00
43	22/03/2064	1,81	24 820,57	21 502,46	3 318,11	0,00	161 818,62	0,00
44	22/03/2065	1,81	24 820,57	21 891,65	2 928,92	0,00	139 926,97	0,00
45	22/03/2066	1,81	24 820,57	22 287,89	2 532,68	0,00	117 639,08	0,00
46	22/03/2067	1,81	24 820,57	22 691,30	2 129,27	0,00	94 947,78	0,00
47	22/03/2068	1,81	24 820,57	23 102,02	1 718,55	0,00	71 845,76	0,00
48	22/03/2069	1,81	24 820,57	23 520,16	1 300,41	0,00	48 325,60	0,00
49	22/03/2070	1,81	24 820,57	23 945,88	874,69	0,00	24 379,72	0,00
50	22/03/2071	1,81	24 820,99	24 379,72	441,27	0,00	0,00	0,00
Total			1 241 028,92	812 045,52	428 983,40	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,75 % (Livret A).

PR0009-PR0062 V2.3.3  
Offre Contractuelle n° 94504 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations  
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 22/03/2019

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	22/03/2046	1,81	24 820,57	15 568,98	9 251,59	0,00	495 568,41	0,00
26	22/03/2047	1,81	24 820,57	15 850,78	8 969,79	0,00	479 717,63	0,00
27	22/03/2048	1,81	24 820,57	16 137,68	8 682,89	0,00	463 579,95	0,00
28	22/03/2049	1,81	24 820,57	16 429,77	8 390,80	0,00	447 150,18	0,00
29	22/03/2050	1,81	24 820,57	16 727,15	8 093,42	0,00	430 423,03	0,00
30	22/03/2051	1,81	24 820,57	17 029,91	7 790,66	0,00	413 393,12	0,00
31	22/03/2052	1,81	24 820,57	17 338,15	7 482,42	0,00	396 054,97	0,00
32	22/03/2053	1,81	24 820,57	17 651,98	7 168,59	0,00	378 402,99	0,00
33	22/03/2054	1,81	24 820,57	17 971,48	6 849,09	0,00	360 431,51	0,00
34	22/03/2055	1,81	24 820,57	18 296,76	6 523,81	0,00	342 134,75	0,00
35	22/03/2056	1,81	24 820,57	18 627,93	6 192,64	0,00	323 506,82	0,00
36	22/03/2057	1,81	24 820,57	18 965,10	5 855,47	0,00	304 541,72	0,00
37	22/03/2058	1,81	24 820,57	19 308,36	5 512,21	0,00	285 233,36	0,00
38	22/03/2059	1,81	24 820,57	19 657,85	5 162,72	0,00	265 575,51	0,00
39	22/03/2060	1,81	24 820,57	20 013,65	4 806,92	0,00	245 561,86	0,00
40	22/03/2061	1,81	24 820,57	20 375,90	4 444,67	0,00	225 185,96	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94  
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



## CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

### ENTRE

**La Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

### ET

**La Société Immobilière de la Martinique** représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du .....

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 4 141 149,72 €, plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 32 logements sociaux (PLS) situés au quartier Ravine vilaine, sur le territoire de la ville de Fort de France.

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE MILLIONS CENT QUARANTE ET UN MILLE CENT QUARANTE NEUF EUROS ET SOIXANTE DOUZE CENTIMES (4 141 149,72 €) destiné à la construction de 32 logements sociaux (PLS) situés au quartier Ravine Vilaine à Fort de France, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19-1 du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	CPLS	PLS	PLS foncier
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017	PLSDD 2017
Identifiant de la ligne du prêt	5267078	5267077	5267076
Montant de la ligne du prêt	<b>471 541,08 €</b>	<b>2 886 218,40 €</b>	<b>783 390,24 €</b>
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de la période	1,81%	1,81%	1,81%
TEG de la ligne du prêt	1,81%	1,81%	1,81%
<u>Phase de préfinancement</u>			
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06%	1,06%	1,06%
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81%	1,81%	1,81%
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
<u>Phase d'amortissement</u>			
Durée	40 ans	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,06%	1,06%	1,06%
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81%	1,81%	1,81%
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360	30/360

## **ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE**

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

## **ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT**

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

## **ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES**

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

## **ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI**

**5.1.** L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- \* les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- \* Le rapport d'activités de la société.

**5.2.** L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

## **ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

## **ARTICLE 7 - DUREE**

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

## **ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-222-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-222-1

#### PORTANT REMISE GRACIEUSE D'UNE DETTE AU BÉNÉFICE DE L'ASSOCIATION PROMOMATHS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CR n°15-739-1 du 23 avril 2015 portant octroi d'une subvention à l'association PROMOMATHS ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande de remise gracieuse formulée par l'Association PROMOMATHS ;

Vu le bordereau de situation des produits locaux non soldés dus à la Trésorerie en date du 27 février 2019 ;

Vu le bilan financier du 24<sup>ème</sup> Rallye Mathématique des Antilles et de la Guyane et l'état liquidatif du service instructeur ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une remise gracieuse de dette est accordée à l'Association PROMOMATHS, pour une créance datant de 2015 et s'élevant à cinq cent neuf euros (509 €).

**ARTICLE 2 :** La charge budgétaire est constatée par l'émission d'un mandat de cinq cent neuf euros (509€) imputé au Budget Principal 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-223-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-223-1

#### PORTANT ADMISSION EN NON VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES DE LA SOCIÉTÉ SATRAS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le bordereau de situation des produits locaux non soldés dus à la Trésorerie à la date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;

Vu le courrier de Monsieur le Payeur Territorial en date du 9 octobre 2018 portant demande d'admission en non-valeur de titres de recettes irrécouvrables ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Sur proposition du Payeur Territorial, la somme de trente six mille huit cent soixante quinze euros quatre-vingt treize centimes (36 875,93 €), due par la société SATRAS au Budget Principal de la Collectivité Territoriale de Martinique, fait l'objet d'une admission en non-valeur.

**ARTICLE 2 :** La charge budgétaire est constatée par l'émission d'un mandat de trente six mille huit cent soixante quinze euros quatre-vingt treize centimes (36 875,93 €), imputé au Budget Principal 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-224-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : -- 2 SEP. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-224-1

#### PORTANT ADMISSION EN NON VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES DE LA SOCIÉTÉ LA FOURNÉE SALÉENNE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le bordereau de situation des produits locaux non soldés dus à la Trésorerie en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;  
Vu le courrier de Monsieur le Payeur Territorial en date du 9 octobre 2018 portant demande d'admission en non-valeur de titres de recettes irrécouvrables ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Sur proposition du Payeur Territorial, la somme de mille huit cent treize euros trois centimes (1 813,03 €), due par la société LA FOURNEE SALEENNE au Budget Annexe de la Collectivité Territoriale de Martinique, Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA), fait l'objet d'une admission en non-valeur.

**ARTICLE 2 :** La charge budgétaire est constatée par l'émission d'un mandat de mille huit cent treize euros trois centimes (1 813,03 €), imputé au Budget Annexe 2019 du Laboratoire Territorial d'Analyses de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-225-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-225-1

#### PORTANT ADOPTION DU COMPTE DE GESTION DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu la présentation du Compte de Gestion faite par le Payeur Territorial de Martinique ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 19 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique, adopte, tel qu'il figure en annexe, à la présente délibération, le Compte de Gestion de l'exercice 2018.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



**TRÉSOR PUBLIC**

P.COL MARTINIQUE

N° CODIQUE 103090

Date Edition : 24/05/2019

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-225-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

IDENTIFIANT BUDGET 01300  
N° de SIRET 20005550700012

## Coll Territoriale Martinique

### BUDGET PRINCIPAL

### COMPTE DE GESTION

### EXERCICE 2018

**PRÉSENTÉ À**

La Chambre régionale des comptes

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**

M MORAVIE Georges-Alain

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**

DU 01/01/2018 AU 24/05/2019

Poste comptable de P.COL MARTINIQUE

Date Edition : 24/05/2019

Nomenclature M57 fonction

01300 Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

## SOMMAIRE

### Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale .....	3
<a href="#">1 Bilan synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-1 4</a>
2 Bilan .....	Etat I-2 5
<a href="#">2.1 Bilan Actif</a>	
<a href="#">2.2 Bilan Passif</a>	
<a href="#">3 Compte de résultat synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-3 9</a>
<a href="#">4 Compte de résultat .....</a>	<a href="#">Etat I-4 11</a>
5 Annexe .....	13
<a href="#">Etats des opérations pour compte de tiers .....</a>	<a href="#">Etat I-5 14</a>
2EME PARTIE : Exécution budgétaire .....	16
<a href="#">1 Résultats budgétaires de l'exercice .....</a>	<a href="#">Etat II-1 17</a>
<a href="#">2 Résultats d'exécution .....</a>	<a href="#">Etat II-2 18</a>
<a href="#">3 Etat de consommation des crédits .....</a>	<a href="#">Etat II-3 20</a>
<a href="#">4 Etat de réalisation des opérations .....</a>	<a href="#">Etat II-4 24</a>
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs .....	54
<a href="#">1 Balance des comptes .....</a>	<a href="#">Etat III-1 55</a>
<a href="#">2 Situation des valeurs inactives .....</a>	<a href="#">Etat III-2 105</a>
<a href="#">4EME PARTIE : Page des signatures .....</a>	<a href="#">107</a>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

105  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : I-1 -**BILAN SYNTHETIQUE**

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

ACTIF NET <sup>(1)</sup>	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>		<b>FONDS PROPRES</b>	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	2 357 096,43
Subventions d'investissement versées	2 279 724,96	Neutralisations et régularisations	8 953,73
Autres immobilisations incorporelles	160 440,67	Réserves	3 339 048,32
<b>Immobilisations corporelles (nettes)</b>		Report à nouveau	9 029,58
Terrains	130 265,82	Résultat de l'exercice	50 201,26
Constructions	1 092 282,17	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	15,21
Réseaux et installations de voirie	1 161 071,39	<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>5 764 344,53</b>
Réseaux divers	408 064,44	<b>PASSIF</b>	
Installations techniques, agencements et matériel	3 106,39	<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)</b>	<b>19 278,77</b>
Immobilisations mises en concessions ou affermées		<b>DETTE FINANCIÈRE</b>	
Autres	323 172,38	Emprunts obligataires	
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>593 803,34</b>	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	678 197,61
<b>Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés</b>	<b>95 337,15</b>	Dettes financières et autres emprunts	25,60
<b>Immobilisations financières (nettes)</b>	<b>72 843,60</b>	<b>TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)</b>	<b>678 223,21</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>6 320 112,32</b>	<b>DETTE NON FINANCIÈRE</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 554,78
Stocks		Autres dettes non financières	33 473,48
Créances	207 661,52	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		<b>TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)</b>	<b>112 028,26</b>
Trésorerie	46 478,24	<b>TOTAL TRÉSORERIE (4)</b>	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>254 139,76</b>	<b>TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)</b>	<b>809 530,24</b>
Comptes de régularisation (III)	0,25	Comptes de régularisation (III)	377,56
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>6 574 252,32</b>	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)</b>	<b>6 574 252,32</b>

(1) Déduction faite des amortissements et provisions



ETAT : I-2

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BILAN (en Euro)**

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

ACTIF	NOTE	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		2 474 042 280,15	194 317 316,64	2 279 724 963,51	2 207 502 332,76
Autres immobilisations incorporelles		179 593 052,37	19 152 385,73	160 440 666,64	160 600 873,44
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		130 316 705,98	50 888,00	130 265 817,98	130 138 534,41
Constructions		1 107 346 007,98	15 063 833,98	1 092 282 174,00	1 093 407 473,59
Réseaux et installations de voirie		1 161 622 728,84	551 336,09	1 161 071 392,75	1 175 673 851,36
Réseaux divers		408 064 439,58		408 064 439,58	408 064 439,58
Installations techniques, agencements et matériel		6 815 613,19	3 709 219,64	3 106 393,55	3 356 463,06
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		366 333 333,71	43 160 949,64	323 172 384,07	326 070 285,59
Immobilisations corporelles en cours		593 803 337,21		593 803 337,21	523 091 792,60
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		95 337 148,43		95 337 148,43	11 540 092,84
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		72 843 597,42		72 843 597,42	73 443 546,33
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>		<b>6 596 118 244,86</b>	<b>276 005 929,72</b>	<b>6 320 112 315,14</b>	<b>6 112 889 685,56</b>



ETAT : I-2

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BILAN (en Euro)**

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

ACTIF	NOTE	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		20 800 745,18		20 800 745,18	23 341 227,71
Créances sur les redevables et comptes rattachés		23 722 407,65	7 214 594,84	16 507 812,81	15 119 994,60
Avances et acomptes versés par la collectivité		2 728 606,15		2 728 606,15	2 809 291,15
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		83 944 259,25		83 944 259,25	83 944 259,25
Créances sur budgets annexes		4 459 873,56		4 459 873,56	3 914 946,08
Créances sur les autres débiteurs		79 220 222,15		79 220 222,15	65 130 942,18
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)</b>		<b>214 876 113,94</b>	<b>7 214 594,84</b>	<b>207 661 519,10</b>	<b>194 260 660,97</b>
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		46 136 827,56		46 136 827,56	100 264 427,62
AUTRES		341 411,57		341 411,57	341 411,57
<b>TOTAL TRÉSORERIE (III)</b>		<b>46 478 239,13</b>		<b>46 478 239,13</b>	<b>100 605 839,19</b>
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		250,00		250,00	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>6 857 472 847,93</b>	<b>283 220 524,56</b>	<b>6 574 252 323,37</b>	<b>6 407 756 185,72</b>



ETAT : I-2  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

## BILAN (en Euro)

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2018	Exercice 2017
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		207 131 920,20	206 939 701,20
Fonds globalisés		602 251 759,90	574 356 506,40
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		1 131 464 027,25	1 073 856 037,60
Rattachées à un actif non amortissable		416 248 723,18	412 216 531,50
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		8 953 732,57	8 938 732,57
RÉSERVES		3 339 048 316,35	3 329 544 740,49
REPORT A NOUVEAU		9 029 581,06	3 464 490,09
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		50 201 257,83	15 068 666,83
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		15 206,79	15 206,79
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>		<b>5 764 344 525,13</b>	<b>5 624 400 613,47</b>



ETAT : I-2

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BILAN (en Euro)**

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2018	Exercice 2017
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		19 265 753,08	19 265 753,08
PROVISIONS POUR CHARGES		13 015,49	13 015,49
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)</b>		<b>19 278 768,57</b>	<b>19 278 768,57</b>
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		678 197 606,83	571 402 369,03
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		25 601,97	25 601,97
<b>TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)</b>		<b>678 223 208,80</b>	<b>571 427 971,00</b>
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		78 554 779,23	116 144 801,70
Dettes fiscales et sociales		904 653,77	694 673,11
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			
Fonds gérés par la collectivité		587 393,96	543 159,53
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		31 981 436,75	75 045 215,10
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
<b>TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)</b>		<b>112 028 263,71</b>	<b>192 427 849,44</b>
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
<b>TOTAL TRÉSORERIE (4)</b>			
<b>TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)</b>		<b>809 530 241,08</b>	<b>783 134 589,01</b>
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		377 557,16	220 983,24
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)</b>		<b>6 574 252 323,37</b>	<b>6 407 756 185,72</b>



ETAT : I-3  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2018**

En Milliers d' Euro

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)</b>		
Dotations de l'état	199 773,98	202 334,23
Participations	61 858,88	57 683,09
Compensations, autres attributions et autres participations	17 728,03	17 312,82
Dons et legs		
Impôts et taxes	637 478,24	622 649,04
<b>PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE</b>		
Ventes de biens ou prestations de services	4 642,60	6 867,35
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	25 950,55	21 867,00
Production stockée et immobilisée		
<b>AUTRES PRODUITS</b>		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)</b>	<b>947 432,27</b>	<b>928 713,52</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats et charges externes	49 246,73	63 425,67
Charges de personnel	203 613,31	205 223,51
Indemnités des élus (et membres du CESR)	2 903,57	2 931,09
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	3 744,48	702,06
Impôts et taxes	3 806,06	3 672,68
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	33 169,54	37 405,98
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	15,00	
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)</b>	<b>296 498,68</b>	<b>313 360,99</b>



ETAT : I-3  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

## COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2018

En Milliers d' Euro

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	584 670,15	454 426,19
Autres charges	3 621,41	132 454,14
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)</b>	<b>588 291,56</b>	<b>586 880,33</b>
<b>PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)</b>	<b>62 642,03</b>	<b>28 472,19</b>
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>45,15</b>	<b>84,93</b>
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>	<b>12 485,92</b>	<b>13 488,45</b>
<b>PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)</b>	<b>-12 440,77</b>	<b>-13 403,53</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII )</b>	<b>50 201,26</b>	<b>15 068,67</b>



ETAT : I-4  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2018**

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

POSTES	NOTE	Exercice 2018	Exercice 2017	Variation
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>				
<b>PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)</b>				
Dotations de l'état		199 773 978,00	202 334 229,00	-2 560 251,00
Participations		61 858 878,17	57 683 085,00	4 175 793,17
Compensations, autres attributions et autres participations		17 728 029,39	17 312 822,37	415 207,02
Dons et legs				
Impôts et taxes		637 478 239,19	622 649 035,46	14 829 203,73
<b>PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE</b>				
Ventes de biens ou prestations de services		4 642 598,19	6 867 351,84	-2 224 753,65
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		25 950 548,17	21 867 000,23	4 083 547,94
Production stockée et immobilisée				
<b>AUTRES PRODUITS</b>				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)</b>		<b>947 432 271,11</b>	<b>928 713 523,90</b>	<b>18 718 747,21</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Achats et charges externes		49 246 733,17	63 425 673,66	-14 178 940,49
Charges de personnel		203 613 309,85	205 223 514,39	-2 591 427,96
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		150 605 318,01	154 602 823,11	-3 997 505,10
Dont charges sociales		53 007 991,84	50 620 691,28	2 387 300,56
Indemnités des élus (et membres du CESR)		2 903 567,92	2 931 092,03	-27 524,11
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		3 744 475,79	702 057,79	3 042 418,00
Impôts et taxes		3 806 058,96	3 672 677,08	133 381,88
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		33 169 535,78	37 405 979,95	-4 236 444,17
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		15 000,00		15 000,00
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)</b>		<b>296 498 681,47</b>	<b>313 360 994,90</b>	<b>-16 862 313,43</b>
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		584 670 154,40	454 426 193,12	129 243 961,28
Dont ménages		376 057 803,76	378 649 231,72	-2 591 427,96
Dont personnes morales de droit privé		44 187 914,57		44 187 914,57
Dont collectivités territoriales		835 997,35	1 868 536,39	-1 032 539,04



ETAT : I-4

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2018**

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

POSTES	NOTE	Exercice 2018	Exercice 2017	Variation
Dont autres organismes publics		147 575 036,01	57 315 370,53	90 259 665,48
Dont établissements d'enseignement		16 013 402,71	16 593 054,48	-579 651,77
Autres charges		3 621 407,31	132 454 141,49	-128 832 734,18
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)</b>		<b>588 291 561,71</b>	<b>586 880 334,61</b>	<b>1 411 227,10</b>
<b>PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)</b>		<b>62 642 027,93</b>	<b>28 472 194,39</b>	<b>34 169 833,54</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des participations et des prêts		9 137,59	9 760,07	-622,48
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		36 014,29	75 165,61	-39 151,32
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>		<b>45 151,88</b>	<b>84 925,68</b>	<b>-39 773,80</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Charges d'intérêts		12 485 921,98	13 488 453,24	-1 002 531,26
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>		<b>12 485 921,98</b>	<b>13 488 453,24</b>	<b>-1 002 531,26</b>
<b>PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)</b>		<b>-12 440 770,10</b>	<b>-13 403 527,56</b>	<b>962 757,46</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII )</b>		<b>50 201 257,83</b>	<b>15 068 666,83</b>	<b>35 132 591,00</b>



**Opérations Compte de Tiers**

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

**Opérations Compte de Tiers**

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4541-1	83 904 306,03				83 904 306,03	
4581-	39 953,22				39 953,22	

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

116  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-1

## Résultats budgétaires de l'exercice

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	280 989 659,37	981 690 448,98	1 262 680 108,35
Titres de recette émis (b)	230 543 765,27	956 689 751,24	1 187 233 516,51
Réductions de titres (c)	1 957 532,00	6 246 419,90	8 203 951,90
Recettes nettes (d = b - c)	228 586 233,27	950 443 331,34	1 179 029 564,61
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	280 989 659,37	981 690 448,98	1 262 680 108,35
Mandats émis (f)	229 392 300,16	944 462 863,41	1 173 855 163,57
Annulations de mandats (g)	123 314,39	44 220 789,90	44 344 104,29
Dépenses nettes (h = f - g)	229 268 985,77	900 242 073,51	1 129 511 059,28
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent		50 201 257,83	49 518 505,33
(h - d) Déficit	682 752,50		



## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RESULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2018
I - Budget principal					
Investissement	-24 353 723,88		-682 752,50		-25 036 476,38
Fonctionnement	18 533 156,92	9 503 575,86	50 201 257,83		59 230 838,89
<b>TOTAL I</b>	<b>-5 820 566,96</b>	<b>9 503 575,86</b>	<b>49 518 505,33</b>		<b>34 194 362,51</b>
II - Budgets des services à caractère administratif					
01301-CTM BA LABORATOIRE					
Investissement	234 917,44		58 126,23		293 043,67
Fonctionnement	88 570,61		29 843,72		118 414,33
<b>Sous-Total</b>	<b>323 488,05</b>		<b>87 969,95</b>		<b>411 458,00</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>323 488,05</b>		<b>87 969,95</b>		<b>411 458,00</b>
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
01302-CTM BA PISE					
Investissement					
Fonctionnement	-133 968,56		493 428,76		359 460,20
<b>Sous-Total</b>	<b>-133 968,56</b>		<b>493 428,76</b>		<b>359 460,20</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>-133 968,56</b>		<b>493 428,76</b>		<b>359 460,20</b>
<b>TOTAL I + II + III</b>	<b>-5 631 047,47</b>	<b>9 503 575,86</b>	<b>50 099 904,04</b>		<b>34 965 280,71</b>

**ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS**

## SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		24 353 723,88	24 353 723,88
900	Services généraux	9 540 151,75	243 045,26	9 783 197,01
9005	Gestion des fonds européens	38 055 611,00		38 055 611,00
901	Sécurité	1 117 042,15		1 117 042,15
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	34 073 867,53	16 123 222,99	50 197 090,52
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 351 290,40	889 109,79	3 240 400,19
904	Santé et action sociale (hors RSA)	2 397 351,91	-154 345,60	2 243 006,31
90422	Petite enfance	1 473,57		1 473,57
905	Aménagement des territoires et habitat	26 972 851,84	4 514 229,63	31 487 081,47
906	Action économique	20 666 587,71	1 927 610,62	22 594 198,33
907	Environnement	13 350 083,53	3 276 314,40	16 626 397,93
908	Transports	30 379 897,57	-276 293,65	30 103 603,92
922	Dotations et participations	2 506 103,50		2 506 103,50
923	Dettes et autres opérations financières	44 594 400,54	2 700 637,88	47 295 038,42
925	Opérations patrimoniales	300 000,00	1 085 691,17	1 385 691,17
<b>TOTAL</b>		<b>226 306 713,00</b>	<b>54 682 946,37</b>	<b>280 989 659,37</b>

**ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS**

## SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
001	24 353 723,88				24 353 723,88
900	9 783 197,01	6 175 344,12	38 268,77	6 137 075,35	3 646 121,66
9005	38 055 611,00	23 197 163,83		23 197 163,83	14 858 447,17
901	1 117 042,15	921 803,65		921 803,65	195 238,50
902	50 197 090,52	49 146 148,38		49 146 148,38	1 050 942,14
903	3 240 400,19	1 952 898,69		1 952 898,69	1 287 501,50
904	2 243 006,31	1 689 773,25	11 000,00	1 678 773,25	564 233,06
90422	1 473,57				1 473,57
905	31 487 081,47	29 441 542,65	63 241,60	29 378 301,05	2 108 780,42
906	22 594 198,33	19 831 044,78	10 804,02	19 820 240,76	2 773 957,57
907	16 626 397,93	16 470 582,36		16 470 582,36	155 815,57
908	30 103 603,92	29 661 573,24		29 661 573,24	442 030,68
922	2 506 103,50	2 506 103,50		2 506 103,50	
923	47 295 038,42	47 277 950,67		47 277 950,67	17 087,75
925	1 385 691,17	1 120 371,04		1 120 371,04	265 320,13
<b>TOTAL</b>	<b>280 989 659,37</b>	<b>229 392 300,16</b>	<b>123 314,39</b>	<b>229 268 985,77</b>	<b>51 720 673,60</b>

**ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS**

## SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
900	Services generaux			
9005	Gestion des fonds européens	37 147 273,00		37 147 273,00
901	Securite	169 645,00		169 645,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 000 000,00	10 046 409,19	11 046 409,19
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	50 000,00		50 000,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	390 000,00		390 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 517 250,00	2 396 160,00	3 913 410,00
906	Action économique		4 339 305,77	4 339 305,77
907	Environnement			
908	Transports	759 967,00	18 306 754,31	19 066 721,31
922	Dotations et participations	72 925 821,00	676 677,00	73 602 498,00
923	Dettes et autres operations financieres	60 000 000,00	10 936 543,81	70 936 543,81
925	Operations patrimoniales	300 000,00	1 085 691,17	1 385 691,17
926	Transferts entre les sections	37 405 980,00		37 405 980,00
951	Virement de la section de fonctionnement ( recettes )	14 640 777,00	6 455 967,12	21 096 744,12
954	produit des cessions d immobilisations (recette)		439 438,00	439 438,00
<b>TOTAL</b>		<b>226 306 713,00</b>	<b>54 682 946,37</b>	<b>280 989 659,37</b>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

121

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-3 - Page droite 20

## ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
900		20 000,00		20 000,00	-20 000,00
9005	37 147 273,00	9 193 021,80		9 193 021,80	27 954 251,20
901	169 645,00				169 645,00
902	11 046 409,19	6 927 149,41	17 562,00	6 909 587,41	4 136 821,78
903	50 000,00	22 500,00		22 500,00	27 500,00
904	390 000,00				390 000,00
905	3 913 410,00	2 530 441,49		2 530 441,49	1 382 968,51
906	4 339 305,77	4 369 305,77		4 369 305,77	-30 000,00
907		42 219,00		42 219,00	-42 219,00
908	19 066 721,31	19 045 014,13		19 045 014,13	21 707,18
922	73 602 498,00	73 471 799,99	1 939 970,00	71 531 829,99	2 070 668,01
923	70 936 543,81	80 617 406,86		80 617 406,86	-9 680 863,05
925	1 385 691,17	1 120 371,04		1 120 371,04	265 320,13
926	37 405 980,00	33 184 535,78		33 184 535,78	4 221 444,22
951	21 096 744,12				21 096 744,12
954	439 438,00				439 438,00
<b>TOTAL</b>	<b>280 989 659,37</b>	<b>230 543 765,27</b>	<b>1 957 532,00</b>	<b>228 586 233,27</b>	<b>52 403 426,10</b>



**ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS**

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
930	Services generaux	219 274 441,31	21 682 164,16	240 956 605,47
9305	Gestion des fonds européens	10 976 643,00		10 976 643,00
931	Securite	18 043 860,65	-18 930,80	18 024 929,85
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80 409 790,34	6 273 576,90	86 683 367,24
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	10 585 083,61	758 794,15	11 343 877,76
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	135 552 897,17	-370 711,61	135 182 185,56
93422	Petite enfance	64 053,91	1 455 824,28	1 519 878,19
93423	Personnes âgées	801,60		801,60
9343	APA	63 016 100,11	-1 457 975,73	61 558 124,38
9344	RSA régularisations de RMI	202 385 803,94	19 486 672,65	221 872 476,59
935	Aménagement des territoires et habitat	2 797 953,87	230 994,00	3 028 947,87
936	Action économique	14 944 906,14	6 284 434,94	21 229 341,08
937	Environnement	9 091 000,00	295 955,30	9 386 955,30
938	Transports	81 322 449,06	1 774 369,99	83 096 819,05
941	Autres impots et taxes	1 462 000,00		1 462 000,00
943	Operations financieres	15 211 369,29	1 653 402,63	16 864 771,92
945	Provisions et autres opérations mixtes	370 000,00	-370 000,00	
946	Transferts entre les sections	37 405 980,00		37 405 980,00
953	Virement à la section d'investissement	14 640 777,00	6 455 967,12	21 096 744,12
<b>TOTAL</b>		<b>917 555 911,00</b>	<b>64 134 537,98</b>	<b>981 690 448,98</b>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

123

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-3 - Page droite 21

## ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
930	240 956 605,47	228 603 894,38	11 101 955,17	217 501 939,21	23 454 666,26
9305	10 976 643,00	16 497 950,88	7 461 413,42	9 036 537,46	1 940 105,54
931	18 024 929,85	18 008 470,97	1 730,19	18 006 740,78	18 189,07
932	86 683 367,24	84 630 815,73	800 835,80	83 829 979,93	2 853 387,31
933	11 343 877,76	10 831 076,29	1 145 301,13	9 685 775,16	1 658 102,60
934	135 182 185,56	135 038 885,10	7 519 192,51	127 519 692,59	7 662 492,97
93422	1 519 878,19				1 519 878,19
93423	801,60				801,60
9343	61 558 124,38	61 412 918,22	1 313 120,72	60 099 797,50	1 458 326,88
9344	221 872 476,59	224 333 266,34	6 984 340,67	217 348 925,67	4 523 550,92
935	3 028 947,87	2 961 354,45	382 672,91	2 578 681,54	450 266,33
936	21 229 341,08	17 568 810,78	1 044 173,88	16 524 636,90	4 704 704,18
937	9 386 955,30	9 687 876,81	950 891,38	8 736 985,43	649 969,87
938	83 096 819,05	79 135 368,40	673 620,58	78 461 747,82	4 635 071,23
941	1 462 000,00	1 453 616,00		1 453 616,00	8 384,00
943	16 864 771,92	21 114 023,28	4 841 541,54	16 272 481,74	592 290,18
945					
946	37 405 980,00	33 184 535,78		33 184 535,78	4 221 444,22
953	21 096 744,12				21 096 744,12
<b>TOTAL</b>	<b>981 690 448,98</b>	<b>944 462 863,41</b>	<b>44 220 789,90</b>	<b>900 242 073,51</b>	<b>81 448 375,47</b>



**ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS**

## SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
002	Resultat de fonctionnement reporté		9 029 581,06	9 029 581,06
930	Services generaux	15 993 045,00	8 034 081,00	24 027 126,00
9305	Gestion des fonds européens	11 939 659,00	7 931 413,42	19 871 072,42
931	Securite		1 651,91	1 651,91
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	20 818 589,00	9 310 749,17	30 129 338,17
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43 500,00	1 248 684,93	1 292 184,93
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	8 412 938,00	5 691 539,87	14 104 477,87
93422	Petite enfance	300 000,00		300 000,00
9343	APA	22 550 000,00	12 364 780,56	34 914 780,56
9344	RSA régularisations de RMI	173 402 666,00	5 768 060,18	179 170 726,18
935	Aménagement des territoires et habitat		987 863,94	987 863,94
936	Action économique		726 000,00	726 000,00
937	Environnement	3 270 000,00	872 654,86	4 142 654,86
938	Transports	384 078,00	703 151,08	1 087 229,08
940	Impositions directes	116 282 677,00	-2 020 768,00	114 261 909,00
941	Autres impots et taxes	331 431 455,00	1 714 467,00	333 145 922,00
942	Dotations et participations	212 727 304,00	1 761 377,00	214 488 681,00
943	Operations financieres		9 250,00	9 250,00
<b>TOTAL</b>		<b>917 555 911,00</b>	<b>64 134 537,98</b>	<b>981 690 448,98</b>

**ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS**

## SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
002	9 029 581,06				9 029 581,06
930	24 027 126,00	4 589 459,72		4 589 459,72	19 437 666,28
9305	19 871 072,42	15 340 849,95	3 270 442,31	12 070 407,64	7 800 664,78
931	1 651,91				1 651,91
932	30 129 338,17	28 262 401,22		28 262 401,22	1 866 936,95
933	1 292 184,93	1 376 098,68	12 500,00	1 363 598,68	-71 413,75
934	14 104 477,87	14 181 600,84	258 602,53	13 922 998,31	181 479,56
93422	300 000,00				300 000,00
9343	34 914 780,56	34 800 725,39	4 008,44	34 796 716,95	118 063,61
9344	179 170 726,18	172 611 689,48		172 611 689,48	6 559 036,70
935	987 863,94	625 213,91		625 213,91	362 650,03
936	726 000,00	68 010,34		68 010,34	657 989,66
937	4 142 654,86	3 060 118,08		3 060 118,08	1 082 536,78
938	1 087 229,08	756 223,65		756 223,65	331 005,43
940	114 261 909,00	114 482 022,00		114 482 022,00	-220 113,00
941	333 145 922,00	345 336 461,06	2 454 505,62	342 881 955,44	-9 736 033,44
942	214 488 681,00	215 650 311,00	246 361,00	215 403 950,00	-915 269,00
943	9 250,00	5 548 565,92		5 548 565,92	-5 539 315,92
<b>TOTAL</b>	<b>981 690 448,98</b>	<b>956 689 751,24</b>	<b>6 246 419,90</b>	<b>950 443 331,34</b>	<b>31 247 117,64</b>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

126  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
900202051	Concessions et droits similaires	1 259 158,83		1 259 158,83
9002021838	Autre matériel informatique	835 101,22		835 101,22
9002021848	Autres matériels de bureau et mobiliers	98 766,47		98 766,47
900202188	Autres immobilisations corporelles	3 314,00		3 314,00
900282031	Frais d'études	25 846,35		25 846,35
900282111	Terrains nus	104 331,00		104 331,00
900282115	Terrains bâtis	32 976,57		32 976,57
9002821318	Autres bâtiments publics	461 625,44		461 625,44
9002821351	Bâtiments publics	88 343,38		88 343,38
900282151	Réseaux de voirie	60 809,93	427,22	60 382,71
9002821568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	11 044,54		11 044,54
9002821578	Autre matériel technique	29 785,60		29 785,60
9002821848	Autres matériels de bureau et mobiliers	174 153,48		174 153,48
900282188	Autres immobilisations corporelles	102 422,38		102 422,38
90028231311	Bâtiments administratifs	1 564 401,52	37 841,55	1 526 559,97
90028231313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	64 620,13		64 620,13
90028231318	Autres bâtiments publics	139 621,87		139 621,87
90028231321	Immeuble de rapport	4 903,12		4 903,12
90028231328	Autres bâtiments privés	29 870,73		29 870,73
9002823158	Autres constructions	1 082 634,66		1 082 634,66
90028275	Dépôts et cautionnements versés	1 612,90		1 612,90
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 900</b>	<b>Services generaux</b>	<b>6 175 344,12</b>	<b>38 268,77</b>	<b>6 137 075,35</b>
900522041412	Bâtiments et installations	352 826,79		352 826,79
900522041482	Bâtiments et installations	394 754,00		394 754,00
900522041483	Projets d'infrastructure d'intérêt national	41 923,62		41 923,62
900522041582	Bâtiments et installations	8 184 346,12		8 184 346,12
90052204181	Biens mobiliers, matériel et études	201 096,38		201 096,38
90052204182	Bâtiments et installations	80 000,00		80 000,00
9005220421	Biens mobiliers, matériel et études	4 635 627,40		4 635 627,40
9005220422	Bâtiments et installations	9 306 589,52		9 306 589,52
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9005</b>	<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>23 197 163,83</b>		<b>23 197 163,83</b>
901220415332	Bâtiments et installations	125 572,00		125 572,00
901820421	Biens mobiliers, matériel et études	28 706,80		28 706,80
9018231318	Autres bâtiments publics	767 524,85		767 524,85
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 901</b>	<b>Securite</b>	<b>921 803,65</b>		<b>921 803,65</b>
902020431	Biens mobiliers, matériels et études	2 818 000,00		2 818 000,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

127  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
902212031	Frais d'études	250 867,17		250 867,17
902212041481	Biens mobiliers, matériels et études	936 185,00		936 185,00
90221204181	Biens mobiliers, matériel et études	78 976,00		78 976,00
9022120421	Biens mobiliers, matériel et études	40 863,00		40 863,00
9022120431	Biens mobiliers, matériels et études	208 545,00		208 545,00
9022121351	Bâtiments publics	226 340,09		226 340,09
9022121735	Installations générales agencements aménagements des constructions	319 786,79		319 786,79
9022121838	Autre matériel informatique	281 542,93		281 542,93
90221231312	Bâtiments scolaires	995 642,02		995 642,02
90221231351	Bâtiments publics	213 409,81		213 409,81
902212317312	Bâtiments scolaires	721 281,13		721 281,13
90221231735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	2 255 656,60		2 255 656,60
9022220421	Biens mobiliers, matériel et études	10 000,00		10 000,00
9022220431	Biens mobiliers, matériels et études	3 412 864,00		3 412 864,00
9022221848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 808,54		1 808,54
90222231312	Bâtiments scolaires	31 622 358,97		31 622 358,97
90222231351	Bâtiments publics	14 863,31		14 863,31
90222238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	323 843,41		323 843,41
9022320421	Biens mobiliers, matériel et études	600 000,00		600 000,00
9023204181	Biens mobiliers, matériel et études	494 788,88		494 788,88
9023231312	Bâtiments scolaires	7 959,33		7 959,33
902323141	Bâtiments publics	145 191,63		145 191,63
90232744	Prêts d'honneur	268 372,00		268 372,00
902520421	Biens mobiliers, matériel et études	2 229 050,00		2 229 050,00
9025231312	Bâtiments scolaires	327 362,89		327 362,89
902620421	Biens mobiliers, matériel et études	246 865,00		246 865,00
9026231312	Bâtiments scolaires	93 724,88		93 724,88
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 902</b>	<b>Enseignement, formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>49 146 148,38</b>		<b>49 146 148,38</b>
9031120421	Biens mobiliers, matériel et études	334 232,08		334 232,08
9031121351	Bâtiments publics	13 520,39		13 520,39
9031121848	Autres matériels de bureau et mobiliers	5 716,50		5 716,50
90311231314	Bâtiments culturels et sportifs	323 875,96		323 875,96
903132051	Concessions et droits similaires	8 115,75		8 115,75
9031321351	Bâtiments publics	2 819,49		2 819,49
903132161	Oeuvres et objets d'art	3 749,40		3 749,40
903132168	Autres collections et oeuvres d'art	6 120,00		6 120,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

128  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9031321848	Autres matériels de bureau et mobiliers	4 285,36		4 285,36
903142031	Frais d'études	55 845,76		55 845,76
903142051	Concessions et droits similaires	1 650,00		1 650,00
903142168	Autres collections et oeuvres d'art	3 920,00		3 920,00
9031421848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 786,95		3 786,95
903142188	Autres immobilisations corporelles	18 955,10		18 955,10
90314231314	Bâtiments culturels et sportifs	366 283,49		366 283,49
9031423161	Oeuvres et objets d'art	33 156,00		33 156,00
903152051	Concessions et droits similaires	350,00		350,00
90315215738	Autre matériel et outillage de voirie	1 249,97		1 249,97
903152161	Oeuvres et objets d'art	2 300,00		2 300,00
90322231314	Bâtiments culturels et sportifs	79 775,29		79 775,29
903232031	Frais d'études	2 126,60		2 126,60
903232158	Autres installations matériel et outillage techniques	10 899,00		10 899,00
90323231314	Bâtiments culturels et sportifs	5 374,66		5 374,66
903242041581	Biens mobiliers, matériels et études	15 000,00		15 000,00
9032521578	Autre matériel technique	42 218,28		42 218,28
90325231314	Bâtiments culturels et sportifs	311 218,26		311 218,26
90325231351	Bâtiments publics	15 212,52		15 212,52
9032620421	Biens mobiliers, matériel et études	267 410,00		267 410,00
903262188	Autres immobilisations corporelles	13 731,88		13 731,88
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 903</b>	<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>1 952 898,69</b>		<b>1 952 898,69</b>
90410204182	Bâtiments et installations	82 800,00		82 800,00
9041020422	Bâtiments et installations	16 007,95		16 007,95
90411231313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	4 850,92		4 850,92
904122031	Frais d'études	28 929,90		28 929,90
904122188	Autres immobilisations corporelles	31 602,25		31 602,25
90412231313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	371 158,57		371 158,57
904202041482	Bâtiments et installations	259 119,99		259 119,99
9042020421	Biens mobiliers, matériel et études	167 725,82	11 000,00	156 725,82
904202051	Concessions et droits similaires	67 524,89		67 524,89
90421220422	Bâtiments et installations	25 000,00		25 000,00
904212275	Dépôts et cautionnements versés	3 460,00		3 460,00
90422120421	Biens mobiliers, matériel et études	79 661,05		79 661,05
90423820422	Bâtiments et installations	495 200,00		495 200,00
90424231313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	13 178,89		13 178,89

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

129

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9042820422	Bâtiments et installations	37 260,00		37 260,00
904282188	Autres immobilisations corporelles	4 835,02		4 835,02
904282748	Autres prêts	1 458,00		1 458,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 904</b>	<b>Santé et action sociale (hors RSA)</b>	<b>1 689 773,25</b>	<b>11 000,00</b>	<b>1 678 773,25</b>
905102041482	Bâtiments et installations	117 553,88		117 553,88
90532041411	Biens mobiliers, matériel et études	19 150,00		19 150,00
90532041412	Bâtiments et installations	163 171,67		163 171,67
90532041481	Biens mobiliers, matériels et études	315 889,74		315 889,74
90532041482	Bâtiments et installations	11 032 681,52		11 032 681,52
90532041582	Bâtiments et installations	224 903,95		224 903,95
9053204182	Bâtiments et installations	2 294 375,00		2 294 375,00
905320421	Biens mobiliers, matériel et études	18 385,00		18 385,00
905320422	Bâtiments et installations	529 677,70		529 677,70
90542031	Frais d'études	74 967,78		74 967,78
9054231351	Bâtiments publics	29 275,25		29 275,25
90552204181	Biens mobiliers, matériel et études	12 630,00		12 630,00
90552204182	Bâtiments et installations	215 986,34		215 986,34
9055220422	Bâtiments et installations	3 770 700,30		3 770 700,30
9055320422	Bâtiments et installations	951 920,00		951 920,00
9055520422	Bâtiments et installations	5 063 909,13		5 063 909,13
905552748	Autres prêts	311 579,00		311 579,00
90555275	Dépôts et cautionnements versés	711,00		711,00
905723148	Autres constructions	2 406 615,69		2 406 615,69
905723158	Autres constructions	727 113,34		727 113,34
905882041482	Bâtiments et installations	577 717,27		577 717,27
90588204181	Biens mobiliers, matériel et études	166 635,00		166 635,00
9058820422	Bâtiments et installations	415 994,09	63 241,60	352 752,49
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 905</b>	<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>29 441 542,65</b>	<b>63 241,60</b>	<b>29 378 301,05</b>
9063122031	Frais d'études	87 658,78		87 658,78
90631220421	Biens mobiliers, matériel et études	1 463 681,44		1 463 681,44
90631221351	Bâtiments publics	24 271,83		24 271,83
906312217578	Autre matériel technique	675,10		675,10
9063122188	Autres immobilisations corporelles	3 035,98		3 035,98
906312231538	Autres réseaux	202 613,35		202 613,35
906312238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	625 828,79		625 828,79
9063220421	Biens mobiliers, matériel et études	7 667 603,82	10 804,02	7 656 799,80

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9063220422	Bâtiments et installations	332 128,93		332 128,93
906322745	Avances remboursables	200 000,00		200 000,00
906332041482	Bâtiments et installations	16 871,22		16 871,22
906332041582	Bâtiments et installations	92 610,06		92 610,06
90633204181	Biens mobiliers, matériel et études	7 875 000,00		7 875 000,00
9063320421	Biens mobiliers, matériel et études	562 900,50		562 900,50
9063320422	Bâtiments et installations	45 322,05		45 322,05
906720415331	Biens mobiliers, matériels et études	70 008,61		70 008,61
906720421	Biens mobiliers, matériel et études	560 834,32		560 834,32
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 906</b>	<b>Action économique</b>	<b>19 831 044,78</b>	<b>10 804,02</b>	<b>19 820 240,76</b>
9071204181	Biens mobiliers, matériel et études	2 828 940,00		2 828 940,00
90721120421	Biens mobiliers, matériel et études	17 200,00		17 200,00
9072132041581	Biens mobiliers, matériels et études	38 476,17		38 476,17
9072132041582	Bâtiments et installations	21 181,89		21 181,89
90721320421	Biens mobiliers, matériel et études	88 430,61		88 430,61
90721320422	Bâtiments et installations	42 500,00		42 500,00
90731204182	Bâtiments et installations	425 322,20		425 322,20
9073120421	Biens mobiliers, matériel et études	1 785 509,81		1 785 509,81
90732231538	Autres réseaux	677 796,12		677 796,12
9075220421	Biens mobiliers, matériel et études	77 442,69		77 442,69
9075220422	Bâtiments et installations	736 891,75		736 891,75
907582041582	Bâtiments et installations	6 000 000,00		6 000 000,00
90758204181	Biens mobiliers, matériel et études	2 939,34		2 939,34
9075820421	Biens mobiliers, matériel et études	3 018 542,75		3 018 542,75
9075820422	Bâtiments et installations	35 000,00		35 000,00
90762031	Frais d'études	38 436,13		38 436,13
9076204181	Biens mobiliers, matériel et études	400 000,00		400 000,00
9076204182	Bâtiments et installations	204 512,90		204 512,90
907623181	Installations générales, agencements, et aménagements divers	31 460,00		31 460,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 907</b>	<b>Environnement</b>	<b>16 470 582,36</b>		<b>16 470 582,36</b>
908282041582	Bâtiments et installations	2 576 465,82		2 576 465,82
908422031	Frais d'études	555 731,15		555 731,15
908422151	Réseaux de voirie	329 786,74		329 786,74
9084221828	Autres matériels de transport	892 379,47		892 379,47
9084223151	Réseaux de voirie	250 022,68		250 022,68
9084223158	Autres constructions	10 402 333,05		10 402 333,05

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

131

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
90842238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	104 210,23		104 210,23
908432031	Frais d'études	141 501,89		141 501,89
908432152	Installations de voirie	10 036,95		10 036,95
9084323151	Réseaux de voirie	12 800 516,09		12 800 516,09
908542031	Frais d'études	65 712,94		65 712,94
90854231351	Bâtiments publics	540 652,26		540 652,26
90854231538	Autres réseaux	871 800,69		871 800,69
90854238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	120 423,28		120 423,28
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 908</b>	<b>Transports</b>	<b>29 661 573,24</b>		<b>29 661 573,24</b>
922103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50		2 506 103,50
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 922</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>2 506 103,50</b>		<b>2 506 103,50</b>
9231641	Emprunts en euros	35 031 408,20		35 031 408,20
92316441	Opérations afférentes à l'emprunt	1 472 000,00		1 472 000,00
9232761	Créances pour avances en garantie d'emprunt	6 858 807,85		6 858 807,85
92327638	Créances sur les autres établissements publics	3 915 734,62		3 915 734,62
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 923</b>	<b>Dettes et autres opérations financières</b>	<b>47 277 950,67</b>		<b>47 277 950,67</b>
925231312	Bâtiments scolaires	562 461,55		562 461,55
925231318	Autres bâtiments publics	86 778,64		86 778,64
925231538	Autres réseaux	387 852,78		387 852,78
92523158	Autres constructions	55 563,58		55 563,58
925231735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	27 714,49		27 714,49
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 925</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>1 120 371,04</b>		<b>1 120 371,04</b>
<b>TOTAL</b>		<b>229 392 300,16</b>	<b>123 314,39</b>	<b>229 268 985,77</b>



## Etat de réalisation des opérations

## SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
90028275	Dépôts et cautionnements versés	20 000,00		20 000,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 900</b>	<b>Services generaux</b>	<b>20 000,00</b>		<b>20 000,00</b>
9005213172	FEDER	9 193 021,80		9 193 021,80
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9005</b>	<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>9 193 021,80</b>		<b>9 193 021,80</b>
902211318	Autres	104 344,29		104 344,29
902221311	Etat et établissements nationaux	1 669 738,73		1 669 738,73
9022213172	FEDER	3 170 042,12		3 170 042,12
90222231312	Bâtiments scolaires	7 210,68		7 210,68
90222238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	727 346,68		727 346,68
90231311	Etat et établissements nationaux	265 000,00		265 000,00
90232744	Prêts d'honneur	983 466,91	17 562,00	965 904,91
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 902</b>	<b>Enseignement, formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>6 927 149,41</b>	<b>17 562,00</b>	<b>6 909 587,41</b>
903141311	Etat et établissements nationaux	22 500,00		22 500,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 903</b>	<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>22 500,00</b>		<b>22 500,00</b>
905521311	Etat et établissements nationaux	2 396 160,00		2 396 160,00
9055220422	Bâtiments et installations	72 333,12		72 333,12
905552748	Autres prêts	55 512,00		55 512,00
90555275	Dépôts et cautionnements versés	6 436,37		6 436,37
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 905</b>	<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>2 530 441,49</b>		<b>2 530 441,49</b>
9063220421	Biens mobiliers, matériel et études	4 369 305,77		4 369 305,77
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 906</b>	<b>Action économique</b>	<b>4 369 305,77</b>		<b>4 369 305,77</b>
907341021	Dotation	42 219,00		42 219,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 907</b>	<b>Environnement</b>	<b>42 219,00</b>		<b>42 219,00</b>
908282151	Réseaux de voirie	15 000 440,01		15 000 440,01
908421311	Etat et établissements nationaux	3 271 151,40		3 271 151,40
9084223158	Autres constructions	205 672,72		205 672,72
908431311	Etat et établissements nationaux	567 750,00		567 750,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 908</b>	<b>Transports</b>	<b>19 045 014,13</b>		<b>19 045 014,13</b>
9221021	Dotation	150 000,00		150 000,00
92210222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (FCTVA)	32 341 327,00	1 939 970,00	30 401 357,00
922133121	Dotation départementale d'équipement des collèges	7 903 688,00		7 903 688,00
922133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00		26 318 744,00
9221337	Fonds régional pour le développement et l'emploi (outre mer)	2 725 849,31		2 725 849,31
92213411	DGE	3 873 761,68		3 873 761,68
9221345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	158 430,00		158 430,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 922</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>73 471 799,99</b>	<b>1 939 970,00</b>	<b>71 531 829,99</b>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

133

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9231068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86		9 503 575,86
9231641	Emprunts en euros	60 000 000,00		60 000 000,00
923261	Titres de participation	50 000,00		50 000,00
9232745	Avances remboursables	289 288,53		289 288,53
9232761	Créances pour avances en garantie d'emprunt	6 858 807,85		6 858 807,85
92327638	Créances sur les autres établissements publics	3 915 734,62		3 915 734,62
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 923</b>	<b>Dettes et autres opérations financières</b>	<b>80 617 406,86</b>		<b>80 617 406,86</b>
925238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	1 120 371,04		1 120 371,04
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 925</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>1 120 371,04</b>		<b>1 120 371,04</b>
926192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	15 000,00		15 000,00
92628031	Amortissements frais d'études	706 082,36		706 082,36
92628033	Amortissements frais d'insertion	83 190,94		83 190,94
9262804111	Biens mobiliers, matériel et études	3 400,00		3 400,00
9262804112	Bâtiments et installations	41 042,00		41 042,00
9262804122	Bâtiments et installations	934 866,33		934 866,33
92628041411	Biens mobiliers, matériel et études	116 336,00		116 336,00
92628041412	Bâtiments et installations	1 018 151,00		1 018 151,00
92628041481	Biens mobiliers, matériels et études	353 564,47		353 564,47
92628041482	Bâtiments et installations	3 419 525,75		3 419 525,75
92628041511	Biens mobiliers, matériel et études	4 117,00		4 117,00
92628041512	Bâtiments et installations	9 619,00		9 619,00
926280415321	Biens mobiliers, matériels et études	800,00		800,00
926280415331	Biens mobiliers, matériels et études	12 000,00		12 000,00
926280415332	Bâtiments et installations	1 332 175,00		1 332 175,00
926280415341	Biens mobiliers, matériels et études	66 033,00		66 033,00
926280415342	Bâtiments et installations	84 331,00		84 331,00
92628041581	Biens mobiliers, matériels et études	1 446 142,00		1 446 142,00
92628041582	Bâtiments et installations	446 253,00		446 253,00
92628041782	Bâtiments et installations	2 840,00		2 840,00
9262804181	Biens mobiliers, matériel et études	819 212,11		819 212,11
9262804182	Bâtiments et installations	633 198,00		633 198,00
926280421	Biens mobiliers, matériel et études	6 419 674,12		6 419 674,12
926280422	Bâtiments et installations	2 991 080,05		2 991 080,05
926280431	Biens mobiliers, matériels et études	1 509 606,78		1 509 606,78
926280432	Bâtiments et installations	659 112,00		659 112,00
9262804421	Biens mobiliers, matériel et études	12 200,00		12 200,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

134

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
92628051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42		2 035 357,42
92628121	Amortissements plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00		5 710,00
92628128	Amortissements autres agencements et aménagements de terrains	4 314,00		4 314,00
926281311	Bâtiments administratifs	788,00		788,00
926281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00		1 108 030,00
926281318	Amortissements autres bâtiments publics	384 497,00		384 497,00
926281351	Bâtiments publics	606 119,00		606 119,00
926281352	Bâtiments privés	4 962,00		4 962,00
92628152	Installations de voirie	2 225,00		2 225,00
926281572	Matériel technique scolaire	2 997,00		2 997,00
9262815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00		180 671,00
926281578	Autre matériel technique	159 464,00		159 464,00
92628158	Autres installations matériel et outillage techniques	2 359,00		2 359,00
926281735	Installations générales agencements et aménagements des constructions	157 611,00		157 611,00
9262817578	Autre matériel technique	451,00		451,00
92628181	Installations générales agencements et aménagements divers	13 999,00		13 999,00
926281828	Autres matériels de transport	2 721 349,54		2 721 349,54
926281838	Autre matériel informatique	832 864,10		832 864,10
926281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00		157 030,00
926281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54		1 438 819,54
92628185	Matériel de téléphonie	81 468,10		81 468,10
92628186	Cheptel	210,17		210,17
92628188	Amortissements autres immobilisations corporelles	143 688,00		143 688,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 926</b>	<b>Transferts entre les sections</b>	<b>33 184 535,78</b>		<b>33 184 535,78</b>
<b>TOTAL</b>		<b>230 543 765,27</b>	<b>1 957 532,00</b>	<b>228 586 233,27</b>



## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
93020617	Services extérieurs - études et recherches		1 000,00	-1 000,00
9302062268	Autres honoraires, conseils....	109 205,25	110 000,00	-794,75
930216182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique		3 213,69	-3 213,69
930216184	Services extérieurs - versements à des organismes de formation	520 131,61	98 893,27	421 238,34
930216188	Services extérieurs - autres frais divers	12 265,93	678,00	11 587,93
930216225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	1 004,84	10,05	994,79
9302162268	Autres honoraires, conseils....	882,89		882,89
930216247	Transports - transports collectifs	6 561,32	22 822,08	-16 260,76
930216251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	73 944,59	7 927,27	66 017,32
9302162878	Remboursement de frais à des tiers	2 880,56	78,00	2 802,56
930216331	Versement de transport	1 846 786,88		1 846 786,88
930216333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	8 578,00		8 578,00
930216336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	790 127,50		790 127,50
9302164111	Personnel titulaire - rémunération principale	68 466 411,53	43 874,23	68 422 537,30
9302164112	Personnel titulaire - supplément familial et indemnité de résidence	495 431,12		495 431,12
9302164113	NBI	665 708,69		665 708,69
9302164118	Personnel titulaire - autres indemnités	44 140 385,25		44 140 385,25
9302164131	Personnel non titulaire - rémunération	18 956 040,30	1 730,64	18 954 309,66
9302164162	Emplois d'avenir	19 330,64		19 330,64
930216417	Personnel non titulaire - rémunération des apprentis	666 720,78		666 720,78
930216451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	16 858 638,00	2 731,46	16 855 906,54
930216453	Cotisations aux caisses de retraites	25 326 761,93		25 326 761,93
930216454	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	885 308,63		885 308,63
930216455	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations pour assurance du personnel	53 796,02		53 796,02
930216472	Autres charges sociales-prestations familiales directes	4 494,86		4 494,86
9302164731	Autres charges sociales allocations chômage versées directement	908 005,10		908 005,10
930216475	Autres charges sociales - médecine du travail pharmacie	87 175,76	8 149,90	79 025,86
930216478	Autres charges sociales diverses	3 669 078,40	3 184,51	3 665 893,89
93021648	Autres charges de personnel	391 656,91		391 656,91
930216558	Autres contributions obligatoires	151 483,00		151 483,00
930226238	Publicité publications relations publiques - divers	249 241,68	5 960,81	243 280,87
9302860611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	257 891,61	22 686,74	235 204,87
9302860612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	1 854 462,73	101 040,68	1 753 422,05
9302860622	Achats non stockés de carburants	602 081,47	394 331,32	207 750,15
9302860623	Achats non stockés d'alimentation	29 821,13	4 053,70	25 767,43
9302860628	Achats d'autres fournitures non stockées	1 048,80		1 048,80

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9302860631	Achats non stockés de fournitures d'entretien	166 581,42	82 190,72	84 390,70
9302860632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	934 432,99	406 818,09	527 614,90
9302860636	Achats non stockés habillement et vêtements de travail	230 798,25	95 382,32	135 415,93
930286064	Achats non stockés de fournitures administratives	299 063,86	146 343,43	152 720,43
930286065	Achats non stockés de livres disques cassettes... (bibliothèques médiathèques...)		13 477,73	-13 477,73
930286068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	8 516,59		8 516,59
93028611	Contrats prestations de services	192 437,53	61 614,09	130 823,44
930286132	Services extérieurs - locations immobilières	4 464 536,42	18 721,46	4 445 814,96
9302861351	Locations mobilières matériel roulant	730 719,23	143 502,58	587 216,65
9302861358	Locations mobilières Autres	685 334,21	39 996,20	645 338,01
93028614	Services extérieurs - charges locatives et de copropriété	1 330 608,81	114 417,64	1 216 191,17
9302861521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	263 705,77	55 649,89	208 055,88
93028615221	Bâtiments publics	489 404,30	215 303,16	274 101,14
9302861551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	290 279,09	201 930,75	88 348,34
9302861558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	2 710,33	2 393,38	316,95
930286156	Services extérieurs - maintenance	917 302,51	311 568,08	605 734,43
930286161	Multirisques	4 155 030,47	21 135,63	4 133 894,84
93028617	Services extérieurs - études et recherches	661 225,72	142 026,50	519 199,22
930286182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	128 452,80	65 128,53	63 324,27
930286184	Services extérieurs - versements à des organismes de formation	12 000,00	13 584,00	-1 584,00
930286185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	112 809,63	136 897,59	-24 087,96
930286188	Services extérieurs - autres frais divers	575 945,70	403 592,43	172 353,27
930286218	Autre personnel extérieur au service	2 720,00	2 720,00	
9302862268	Autres honoraires, conseils...	503 916,82	256 852,27	247 064,55
930286227	Rémunération d'intermédiaires et honoraires frais d'actes et de contentieux	2 653 674,93	131 224,72	2 522 450,21
930286228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	17 577,00	85 973,89	-68 396,89
930286231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	978 649,68	283 878,58	694 771,10
930286232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	1 060 644,67	328 465,60	732 179,07
930286234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	78 600,88	1 635,25	76 965,63
930286236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	343 499,84	347 440,09	-3 940,25
930286238	Publicité publications relations publiques - divers	515,38		515,38
930286241	Transports - transports de biens	889,70		889,70
930286245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	224 896,06	227 247,81	-2 351,75
930286247	Transports - transports collectifs	543 140,00		543 140,00
930286251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	105 303,82	140 322,77	-35 018,95
930286261	Frais d'affranchissement	189 897,75		189 897,75

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

137  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
930286262	Frais de télécommunications	2 597 606,08	609 229,70	1 988 376,38
93028627	Autres services extérieurs - services bancaires et assimilés	18,31		18,31
930286281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	323 129,22	230,00	322 899,22
930286282	Autres services extérieurs - frais gardiennage	7 327 440,68	900 852,41	6 426 588,27
930286283	Autres services extérieurs - frais de nettoyage des locaux	439 306,85	54 200,29	385 106,56
9302862878	Remboursement de frais à des tiers	2 597,73		2 597,73
930286288	Autres services extérieurs	144 510,22		144 510,22
9302863512	Impôts directs - taxes foncières	1 099 707,50	451 106,95	648 600,55
9302863513	Impôts directs - autres impôts locaux	91 155,60	50 471,00	40 684,60
930286358	Autres droits administration des impôts	77,00		77,00
93028648	Autres charges de personnel		107 828,66	-107 828,66
9302865312	Frais de mission et de déplacement	68 002,83	134 494,34	-66 491,51
9302865332	Frais de mission et de déplacement	58 730,83	47 239,77	11 491,06
9302865748	Autres personnes de droit privé	12 378,76	9 000,00	3 378,76
930286581	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs simi	65 371,26		65 371,26
9302865888	Autres		2 446,00	-2 446,00
93028673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	970,80	970,80	
9303162268	Autres honoraires, conseils...	162 625,15	7 173,83	155 451,32
930316247	Transports - transports collectifs	105 871,91		105 871,91
930316288	Autres services extérieurs	113 416,40	115 096,40	-1 680,00
930316331	Versement de transport	100 439,11		100 439,11
930316451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	545 003,28	49 029,02	495 974,26
9303165311	Indemnités de fonction	1 800 393,31		1 800 393,31
9303165312	Frais de mission et de déplacement	220 081,96	6 922,51	213 159,45
9303165313	Cotisations de retraite	185 365,93	4 953,76	180 412,17
9303165315	Formation	64 932,39	17 500,39	47 432,00
930326236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	1 520,70		1 520,70
9303265321	Indemnités de fonction	5 278,00		5 278,00
9303265322	Frais de mission et déplacement	9 437,89	611,64	8 826,25
930336232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	10 323,00		10 323,00
9303365331	Indemnités de fonction	2 842,00		2 842,00
9303365332	Frais de mission et de déplacement	5 670,19	244,00	5 426,19
930386232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	300,00		300,00
930386236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	4 373,00		4 373,00
9303865313	Cotisations de retraite	53 273,08		53 273,08
9303865322	Frais de mission et déplacement	10 000,00		10 000,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

138  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9303865331	Indemnités de fonction	622 035,38	509,46	621 525,92
9303865332	Frais de mission et de déplacement	10 000,00		10 000,00
93041611	Contrats prestations de services		2 714 279,65	-2 714 279,65
93041617	Services extérieurs - études et recherches		143 070,85	-143 070,85
93041657358	Autres Groupements	370 312,50		370 312,50
93041657382	Organismes publics divers		344 692,21	-344 692,21
9304165748	Autres personnes de droit privé	417 152,37		417 152,37
930426281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	64 818,41		64 818,41
93042657381	Autres établissements publics locaux	2 000,00		2 000,00
9304265748	Autres personnes de droit privé	5 800,00		5 800,00
9304364111	Personnel titulaire - rémunération principale	2 680,08		2 680,08
930436453	Cotisations aux caisses de retraites	7 778,80		7 778,80
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 930</b>	<b>Services generaux</b>	<b>228 603 894,38</b>	<b>11 101 955,17</b>	<b>217 501 939,21</b>
93051611	Contrats prestations de services		477 609,59	-477 609,59
930516188	Services extérieurs - autres frais divers	1 296,58		1 296,58
9305165748	Autres personnes de droit privé	5 373 432,42	1 870 210,60	3 503 221,82
93052657381	Autres établissements publics locaux	200 671,09	200 671,09	
9305265748	Autres personnes de droit privé	10 922 550,79	4 912 922,14	6 009 628,65
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9305</b>	<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>16 497 950,88</b>	<b>7 461 413,42</b>	<b>9 036 537,46</b>
93126553	Service d'incendie	13 500 000,00		13 500 000,00
9312657381	Autres établissements publics locaux	4 500 000,00		4 500 000,00
9318615221	Bâtiments publics	4 156,64		4 156,64
9318615231	Voieries	78,28	78,28	
93186156	Services extérieurs - maintenance	4 236,05	1 651,91	2 584,14
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 931</b>	<b>Securite</b>	<b>18 008 470,97</b>	<b>1 730,19</b>	<b>18 006 740,78</b>
9322161521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	596,75		596,75
93221615221	Bâtiments publics	638 936,25	221 535,34	417 400,91
93221617	Services extérieurs - études et recherches	2 468,38	2 468,38	
932216188	Services extérieurs - autres frais divers	38 864,70		38 864,70
93221655111	Etablissements publics	5 237 139,30		5 237 139,30
93221655112	Etablissements privés	820 297,19		820 297,19
932216568	Autres participations	832 091,63		832 091,63
93221657361	Caisse des Ecoles	1 925,00		1 925,00
93221657381	Autres établissements publics locaux	1 993 511,95		1 993 511,95
9322165888	Autres	76 000,00		76 000,00
93222615221	Bâtiments publics	71 798,68	10 061,75	61 736,93

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

139

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
932226168	Autres	255 423,57		255 423,57
932226188	Services extérieurs - autres frais divers	14 900,00		14 900,00
932226336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo		784,43	-784,43
9322264111	Personnel titulaire - rémunération principale		18 506,00	-18 506,00
9322264131	Personnel non titulaire - rémunération		14 577,44	-14 577,44
932226453	Cotisations aux caisses de retraites		2 284,00	-2 284,00
93222655121	Etablissements publics	9 001 502,79		9 001 502,79
93222657348	Autres Communes	187 309,95		187 309,95
93222657381	Autres établissements publics locaux	1 179 348,54	40 088,78	1 139 259,76
93223655122	Etablissements privés	954 463,43		954 463,43
9322365748	Autres personnes de droit privé	43 000,00		43 000,00
932365131	Bourses	4 383 169,00	218 573,00	4 164 596,00
932365138	Autres secours	1 829,00	1 829,00	
9323657381	Autres établissements publics locaux	4 886 133,27	190 000,00	4 696 133,27
9323657382	Organismes publics divers	86 984,64		86 984,64
932365748	Autres personnes de droit privé	4 042,18		4 042,18
93236577	Remises gracieuses	12 083,86		12 083,86
9323673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	21 994,77		21 994,77
9325611	Contrats prestations de services	4 626 979,21	17 985,90	4 608 993,31
9325615221	Bâtiments publics	22 267,02		22 267,02
932565121	Rémunérations	166 424,89	3 579,02	162 845,87
9325657381	Autres établissements publics locaux	24 430 204,00		24 430 204,00
932565748	Autres personnes de droit privé	8 409 045,29	14 049,56	8 394 995,73
932665521	Personnes de droit privé	2 560 024,00	5 545,00	2 554 479,00
932665522	Collectivités	360 215,00		360 215,00
9326657382	Organismes publics divers	7 346 682,69		7 346 682,69
932665748	Autres personnes de droit privé	1 443 216,05		1 443 216,05
932765131	Bourses	948 592,00		948 592,00
9327657381	Autres établissements publics locaux	2 361 000,00		2 361 000,00
932765748	Autres personnes de droit privé	762 200,00		762 200,00
932886233	Publicité publications relations publiques - foires et expositions	186 018,29		186 018,29
932886236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	2 064,26		2 064,26
93288657381	Autres établissements publics locaux	121 925,00		121 925,00
9328865748	Autres personnes de droit privé	138 143,20	38 968,20	99 175,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 932</b>	<b>Enseignement, formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>84 630 815,73</b>	<b>800 835,80</b>	<b>83 829 979,93</b>
933061358	Locations mobilières Autres		960,88	-960,88

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9331161521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	46 899,13	20 077,93	26 821,20
93311615221	Bâtiments publics	4 496,62	6 640,20	-2 143,58
933116156	Services extérieurs - maintenance		10 738,51	-10 738,51
933116227	Rémunération d'intermédiaires et honoraires frais d'actes et de contentieux	2 166,34		2 166,34
9331165131	Bourses	373 350,23	170 700,52	202 649,71
93311657348	Autres Communes	261 318,71	124 803,65	136 515,06
93311657381	Autres établissements publics locaux	35 816,72	45 240,00	-9 423,28
93311657382	Organismes publics divers	3 175 907,59	159 107,59	3 016 800,00
9331165748	Autres personnes de droit privé	722 634,57	163 901,18	558 733,39
933126188	Services extérieurs - autres frais divers	11 550,00		11 550,00
933136065	Achats non stockés de livres disques cassettes... (bibliothèques médiathèques...)	96 278,38	19 340,61	76 937,77
933136068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	4 856,40		4 856,40
93313615221	Bâtiments publics	22 973,18		22 973,18
933136156	Services extérieurs - maintenance	10 381,86		10 381,86
933136182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	9 687,30	2 761,12	6 926,18
933136188	Services extérieurs - autres frais divers	22 307,76	2 505,00	19 802,76
933136232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	1 600,00		1 600,00
933136234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	1 442,93		1 442,93
933136241	Transports - transports de biens	4 243,59		4 243,59
9331460611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	5 422,98		5 422,98
9331460612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	3 818,68		3 818,68
9331460622	Achats non stockés de carburants	326,00		326,00
9331460623	Achats non stockés d'alimentation	1 149,89	1 446,92	-297,03
9331460632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	4 741,89	5 017,45	-275,56
933146064	Achats non stockés de fournitures administratives	1 235,31		1 235,31
933146068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	5 607,57		5 607,57
93314611	Contrats prestations de services	2 735,58	2 058,00	677,58
9331461358	Locations mobilières Autres	50 713,71	8 000,00	42 713,71
93314615221	Bâtiments publics	102 273,33	12 105,10	90 168,23
9331461558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	836,23		836,23
933146156	Services extérieurs - maintenance	3 777,10	4 442,00	-664,90
933146188	Services extérieurs - autres frais divers	178 640,22	31 351,77	147 288,45
933146228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	13 479,15		13 479,15
933146232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	17 287,72	2 642,00	14 645,72
933146234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	488,41		488,41
933146236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	63 933,72	2 732,61	61 201,11

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
933146241	Transports - transports de biens	25 965,12	1 971,52	23 993,60
933146245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	3 555,00		3 555,00
933146251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	1 677,45		1 677,45
933146261	Frais d'affranchissement	54,40		54,40
933146288	Autres services extérieurs	1 475,00	355,00	1 120,00
93314657382	Organismes publics divers	30 000,00		30 000,00
933156068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	8 377,10	260,00	8 117,10
93315615221	Bâtiments publics	45 400,92	32 783,10	12 617,82
9331561558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	2 958,68	1 829,00	1 129,68
933156156	Services extérieurs - maintenance	30 614,72	19 492,81	11 121,91
933156185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	401,56		401,56
933156188	Services extérieurs - autres frais divers	15 081,50	12 500,00	2 581,50
933156236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	16 452,75		16 452,75
933156241	Transports - transports de biens	5 542,13		5 542,13
933156261	Frais d'affranchissement	74,86		74,86
93322615221	Bâtiments publics	17 386,04	11 056,15	6 329,89
9332360631	Achats non stockés de fournitures d'entretien	17 491,46		17 491,46
9332360632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	465,92	1 443,22	-977,30
933236068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	415,95		415,95
93323615221	Bâtiments publics	2 735,23		2 735,23
933236156	Services extérieurs - maintenance	20 559,64	3 881,34	16 678,30
93324657381	Autres établissements publics locaux	1 270 000,00	35 000,00	1 235 000,00
9332465748	Autres personnes de droit privé	18 900,00	24 300,00	-5 400,00
9332560621	Achats non stockés de combustibles	130,12		130,12
9332560624	Achats non stockés de produits de traitement	6 645,82		6 645,82
9332560632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	8 732,90	4 138,27	4 594,63
9332560636	Achats non stockés habillement et vêtements de travail	864,94		864,94
933256064	Achats non stockés de fournitures administratives	1 230,39		1 230,39
933256068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	1 780,18	289,61	1 490,57
93325611	Contrats prestations de services	1 224,00		1 224,00
9332561358	Locations mobilières Autres	2 097,57	2 097,57	
9332561521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	53 674,95	13 410,60	40 264,35
93325615221	Bâtiments publics	48 865,16	1 762,57	47 102,59
9332561558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	219,13		219,13
933256156	Services extérieurs - maintenance	22 181,17		22 181,17
933256188	Services extérieurs - autres frais divers	1 397,48		1 397,48

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9332562878	Remboursement de frais à des tiers	147,50		147,50
9332660621	Achats non stockés de combustibles	448,68		448,68
9332660624	Achats non stockés de produits de traitement	673,86		673,86
933266068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	1 176,43		1 176,43
933266188	Services extérieurs - autres frais divers	89 525,37		89 525,37
933266232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	7 628,15	157,33	7 470,82
9332665748	Autres personnes de droit privé	3 727 323,87	182 000,00	3 545 323,87
9333860668	Achats non stockés autres produits pharmaceutiques	812,96		812,96
9333861351	Locations mobilières matériel roulant	4 974,08		4 974,08
933386245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	49 357,35		49 357,35
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 933</b>	<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>10 831 076,29</b>	<b>1 145 301,13</b>	<b>9 685 775,16</b>
934106245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	154 162,10	20 014,57	134 147,53
934106331	Versement de transport	11 432,90		11 432,90
934106336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	4 966,84		4 966,84
9341064111	Personnel titulaire - rémunération principale	412 211,43		412 211,43
9341064112	Personnel titulaire - supplément familial et indemnité de résidence	1 389,57		1 389,57
9341064113	NBI	3 655,08		3 655,08
9341064118	Personnel titulaire - autres indemnités	255 540,13		255 540,13
9341064131	Personnel non titulaire - rémunération	150 718,37		150 718,37
934106451	Charges securite sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	109 729,52		109 729,52
934106453	Cotisations aux caisses de retraites	139 545,81		139 545,81
934106454	Charges securite sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	7 535,98		7 535,98
934106455	Charges securite sociale et prévoyance cotisations pour assurance du personnel	288,00		288,00
9341160623	Achats non stockés d'alimentation		3 482,35	-3 482,35
9341160632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	34 753,74	2 754,66	31 999,08
934116065	Achats non stockés de livres disques cassettes... (bibliothèques médiathèques...)		1 852,76	-1 852,76
9341160661	Achats non stockés Medicaments	10 877,56	1 855,47	9 022,09
9341160668	Achats non stockés autres produits pharmaceutiques	50 822,00	5 537,58	45 284,42
934116068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	6 756,25	3 744,03	3 012,22
93411611	Contrats prestations de services	15 649,55	4 067,05	11 582,50
93411615221	Bâtiments publics	86 494,47	4 738,40	81 756,07
9341161558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers		56,15	-56,15
934116156	Services extérieurs - maintenance	18 669,82	32 011,83	-13 342,01
934116188	Services extérieurs - autres frais divers	69,95		69,95
9341162268	Autres honoraires, conseils....	6 944,00		6 944,00
934116234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	332,40	332,40	

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

 143  
 ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
 ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
934116236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	24 736,94	120,00	24 616,94
934116331	Versement de transport	3 033,04		3 033,04
934116336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	1 381,02		1 381,02
9341164111	Personnel titulaire - rémunération principale	56 261,04		56 261,04
9341164112	Personnel titulaire - supplément familial et indemnité de résidence	4,58		4,58
9341164113	NBI	1 508,68		1 508,68
9341164118	Personnel titulaire - autres indemnités	34 047,56		34 047,56
9341164131	Personnel non titulaire - rémunération	95 630,52		95 630,52
934116451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	37 902,02		37 902,02
934116453	Cotisations aux caisses de retraites	21 453,22		21 453,22
934116454	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	4 861,70		4 861,70
934116568	Autres participations	358 080,58	2 241 107,31	-1 883 026,73
934116573642	Aux régies dotées de la personnalité morale	1 800 000,00		1 800 000,00
9341260618	Autres fournitures non stockables	6 347,24	6 347,24	
9341260632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	1 152,01	172,10	979,91
9341260662	Achats non stockés Vaccins et sérums	209 454,02		209 454,02
934126068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures		10 000,00	-10 000,00
93412615221	Bâtiments publics	20 600,26	542,50	20 057,76
934126188	Services extérieurs - autres frais divers	2 044,63		2 044,63
934126231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	1 480,84	5 536,93	-4 056,09
934126236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	393,12	517,18	-124,06
934126573641	Aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie financière	1 557 382,82		1 557 382,82
93420617	Services extérieurs - études et recherches		104 800,15	-104 800,15
934206185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires		3 500,00	-3 500,00
9342062268	Autres honoraires, conseils...	94 356,83		94 356,83
934206234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	781,85		781,85
934206251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	96 774,88	5 430,80	91 344,08
934206331	Versement de transport	2 078,56		2 078,56
934206336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	808,60		808,60
9342064111	Personnel titulaire - rémunération principale	96 384,14		96 384,14
9342064118	Personnel titulaire - autres indemnités	55 442,61		55 442,61
934206451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	14 837,20		14 837,20
934206453	Cotisations aux caisses de retraites	28 795,35		28 795,35
934206455	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations pour assurance du personnel	146,00		146,00
934206568	Autres participations	27 857,02	13 232,55	14 624,47

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

144

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
93420657341	Communes membres du GFP	3 632,00		3 632,00

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
93420657348	Autres Communes	76 109,96		76 109,96
93420657362	CCAS	7 450,00	17 000,00	-9 550,00
93420657381	Autres établissements publics locaux	50 000,00	40 000,00	10 000,00
9342065748	Autres personnes de droit privé	1 120 287,54	1 285 854,00	-165 566,46
9342116523	Frais d'hospitalisation	2 695,12		2 695,12
93421260636	Achats non stockés habillement et vêtements de travail	776,02	645,79	130,23
93421260661	Achats non stockés Médicaments	1 300,34		1 300,34
9342126067	Achats non stockés de fournitures scolaires	9 918,24	3 230,93	6 687,31
9342126068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	7 357,70		7 357,70
934212615221	Bâtiments publics	1 117,55		1 117,55
9342126184	Services extérieurs - versements à des organismes de formation	16 987,26	60 687,11	-43 699,85
9342126185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	7 435,83		7 435,83
9342126188	Services extérieurs - autres frais divers	9 141,63	3 265,70	5 875,93
93421262261	Honoraires médicaux et paramédicaux	15 251,87	7 804,38	7 447,49
93421262268	Autres honoraires, conseils...	94 607,00	87 284,00	7 323,00
9342126234	Publicité publications relations publiques - Réceptions		2 712,50	-2 712,50
9342126236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	658,05		658,05
9342126245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	612,00	492,00	120,00
9342126331	Versement de transport	239 459,71		239 459,71
9342126336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	107 757,98		107 757,98
93421264121	Assistantes maternelles rémunération principale	16 932 947,68	157 737,32	16 775 210,36
93421264128	Assistantes maternelles autres indemnités	5 718,60	4 263,60	1 455,00
93421264131	Personnel non titulaire - rémunération	758,70		758,70
9342126451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	3 562 409,99		3 562 409,99
9342126453	Cotisations aux caisses de retraites	625 749,62		625 749,62
9342126454	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	569 842,11		569 842,11
93421264731	Autres charges sociales allocations chômage versées directement	77 361,61		77 361,61
93421265111	Famille et enfance	950 146,17	73 267,91	876 878,26
93421265131	Bourses	960,00	7 000,00	-6 040,00
9342126518	Autres (primes, dots...)	16 176,00	344,00	15 832,00
93421265211	Frais de scolarité	42 647,00	26 064,07	16 582,93
93421265212	Frais périscolaires	23 419,00	7 741,00	15 678,00
9342126522	Accueil familial	928 195,30	600,78	927 594,52
9342126523	Frais d'hospitalisation	73 950,80		73 950,80
934212652411	Foyers de l'enfance, centres et hotels maternels	10 402 102,62	3 325,25	10 398 777,37
934212652412	Maisons d'enfants à caractère social	16 767 022,97		16 767 022,97

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

146  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
934212652413	Lieux de vie et d'accueil	430 519,01		430 519,01
934212652415	Etablissements scolaires	108 284,67	65 605,64	42 679,03
934212652416	Services d'aide éducative en milieu ouvert et à domicile	1 953 744,52	2 091,47	1 951 653,05
934212652418	Autres	195 967,36	186 738,08	9 229,28
9342126525	Frais d'inhumation	2 000,00		2 000,00
9342126526	Prévention spécialisée	1 902 031,99		1 902 031,99
9342126558	Autres contributions obligatoires	1 235 015,87		1 235 015,87
9342126568	Autres participations	2 087 145,40		2 087 145,40
934212673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		289,82	-289,82
93421362261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 033,37		1 033,37
9342136232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	9 230,00		9 230,00
9342136234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	92 830,69		92 830,69
9342136523	Frais d'hospitalisation	31 461,56		31 461,56
934213657348	Autres Communes	81 641,74	156 057,79	-74 416,05
93421365748	Autres personnes de droit privé		30 000,00	-30 000,00
934221657348	Autres Communes	158 269,36		158 269,36
93422165748	Autres personnes de droit privé	148 900,00		148 900,00
9342286511211	Prestation de compensation du handicap (plus de 20ans)	535 227,30		535 227,30
93423162268	Autres honoraires, conseils...	7 041,65	7 041,65	
9342316236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	2 514,71		2 514,71
9342386068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	846,60		846,60
934238611	Contrats prestations de services	56 500,00		56 500,00
9342386184	Services extérieurs - versements à des organismes de formation	22 800,00	3 500,00	19 300,00
9342386185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	2 434,99	3 320,10	-885,11
9342386188	Services extérieurs - autres frais divers	367 882,75	599,03	367 283,72
93423862268	Autres honoraires, conseils...	700,00		700,00
9342386227	Rémunération d'intermédiaires et honoraires frais d'actes et de contentieux	1 667,00	1 404,00	263,00
9342386228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	910 549,53	69 538,65	841 010,88
9342386231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	15 710,90	5 930,40	9 780,50
9342386233	Publicité publications relations publiques - foires et expositions		8 830,48	-8 830,48
9342386234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	5 458,01		5 458,01
9342386236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	5 945,80		5 945,80
9342386245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	400,00		400,00
93423864111	Personnel titulaire - rémunération principale	7 741,28		7 741,28
93423864118	Personnel titulaire - autres indemnités	4 772,96		4 772,96
9342386453	Cotisations aux caisses de retraites	2 481,12		2 481,12

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

 147  
 ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
 ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9342386522	Accueil familial	991 987,26	1 727,00	990 260,26
93423865243	Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	26 599 512,70	132 078,66	26 467 434,04
9342386525	Frais d'inhumation	1 497,54		1 497,54
934238657362	CCAS	400 000,02		400 000,02
93423865748	Autres personnes de droit privé	872 362,32	79 920,00	792 442,32
934238673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	24 445,16	1 586,58	22 858,58
934256185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	25 870,15	1 245,58	24 624,57
9342562268	Autres honoraires, conseils....	111 787,18	177,30	111 609,88
934256511211	Prestation de compensation du handicapé (plus de 20ans)	19 062 042,69	25 962,66	19 036 080,03
934256511212	Prestation de compensation du handicapé (moins de 20ans)	2 591 107,78	16 353,66	2 574 754,12
93425651122	Allocation compensatrice tierce personne	4 365 919,39	12 740,58	4 353 178,81
9342565242	Frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés	6 337 187,89	319 495,21	6 017 692,68
934256568	Autres participations	130 000,00		130 000,00
93425657381	Autres établissements publics locaux	931 000,00		931 000,00
9342565748	Autres personnes de droit privé	3 500,00		3 500,00
93425673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	11 737,08		11 737,08
9342860618	Autres fournitures non stockables	2 602,24		2 602,24
93428611	Contrats prestations de services	112 450,00	385 371,00	-272 921,00
93428615221	Bâtiments publics	10 294,55	2 130,87	8 163,68
9342861558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	460,30		460,30
934286184	Services extérieurs - versements à des organismes de formation	191 737,85		191 737,85
934286185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	15 217,14		15 217,14
934286188	Services extérieurs - autres frais divers	2 825,05		2 825,05
9342862261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 759,12		1 759,12
9342862268	Autres honoraires, conseils....	10 919,04	13 450,35	-2 531,31
934286228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	15 671,40	9 618,00	6 053,40
934286231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	9 814,34		9 814,34
934286234	Publicité publications relations publiques - Réceptions	1 550,38		1 550,38
934286245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	27 520,21		27 520,21
934286288	Autres services extérieurs	27 015,00	6 500,00	20 515,00
9342865133	Secours d'urgence	1 145 022,19	278 672,59	866 349,60
93428652414	Foyers de jeunes travailleurs	105 044,50	93 934,55	11 109,95
9342865561	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement	332 000,00	332 000,00	
934286568	Autres participations	22 092,84		22 092,84
93428657348	Autres Communes		30 600,00	-30 600,00
9342865748	Autres personnes de droit privé	1 265 653,33	973 606,46	292 046,87

## Etat de réalisation des opérations

## SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 934</b>	<b>Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)</b>	<b>135 038 885,10</b>	<b>7 519 192,51</b>	<b>127 519 692,59</b>
934306331	Versement de transport	167,14		167,14
934306336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	30,70		30,70
9343064111	Personnel titulaire - rémunération principale	3 411,42		3 411,42
9343064118	Personnel titulaire - autres indemnités	2 073,48		2 073,48
934306451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	713,58		713,58
934306453	Cotisations aux caisses de retraites	1 093,36		1 093,36
934306455	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations pour assurance du personnel	20,00		20,00
9343162268	Autres honoraires, conseils...	311 201,21	734,16	310 467,05
93431651141	APA à domicile versée au service d'aide à domicile	1 194 045,89	87 682,01	1 106 363,88
93431651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	47 389 851,99	994 075,43	46 395 776,56
93432651143	APA versée au bénéficiaire en établissement	152 131,72		152 131,72
93433651144	APA versée à l'établissement	8 664 347,82	72 196,29	8 592 151,53
93433651148	APA autres	3 693 829,91	158 432,83	3 535 397,08
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9343</b>	<b>APA</b>	<b>61 412 918,22</b>	<b>1 313 120,72</b>	<b>60 099 797,50</b>
93441673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	15 264,83		15 264,83
9344462268	Autres honoraires, conseils...	29 577,11	31 543,51	-1 966,40
934446238	Publicité publications relations publiques - divers	13 303,19	13 303,19	
934446518	Autres (primes, dots...)	6 979 564,58	1 049 272,34	5 930 292,24
93444657348	Autres Communes	4 415 168,40	4 415 168,40	
9344465748	Autres personnes de droit privé	1 604 809,00	254 220,00	1 350 589,00
93444673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	41 948,51		41 948,51
93446615221	Bâtiments publics		1 660,05	-1 660,05
934466156	Services extérieurs - maintenance		3 938,55	-3 938,55
934466331	Versement de transport	298,78		298,78
934466336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territo	134,48		134,48
9344664111	Personnel titulaire - rémunération principale	12 446,08		12 446,08
9344664118	Personnel titulaire - autres indemnités	6 880,32		6 880,32
9344664131	Personnel non titulaire - rémunération	14 939,26		14 939,26
934466451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	4 572,90		4 572,90
934466453	Cotisations aux caisses de retraites	8 417,36		8 417,36
934466454	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	746,96		746,96
934466455	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations pour assurance du personnel	40,00		40,00
9344765171	Versements pour allocations forfaitaires	182 844 367,06	1 215 234,63	181 629 132,43
9344765172	Versements pour allocations forfaitaires majorées	28 340 787,52		28 340 787,52
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9344</b>	<b>RSA régularisations de RMI</b>	<b>224 333 266,34</b>	<b>6 984 340,67</b>	<b>217 348 925,67</b>

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
935106568	Autres participations	149 917,78		149 917,78
9352657358	Autres Groupements	68 220,00		68 220,00
9352657381	Autres établissements publics locaux	10 000,00		10 000,00
9353617	Services extérieurs - études et recherches	1 352,50	1 352,50	
9353657348	Autres Communes	324 457,22	313 816,90	10 640,32
935365748	Autres personnes de droit privé	500 000,00		500 000,00
935461521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	27 168,40	15 450,40	11 718,00
935556228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	40 924,15		40 924,15
9355565133	Secours d'urgence	584 957,00		584 957,00
935556568	Autres participations	15 000,00		15 000,00
9355565748	Autres personnes de droit privé	577 083,00		577 083,00
935765748	Autres personnes de droit privé	82 244,14	17 244,14	65 000,00
935886185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	4 808,97	4 808,97	
935886558	Autres contributions obligatoires	487 721,29		487 721,29
9358865748	Autres personnes de droit privé	87 500,00	30 000,00	57 500,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 935</b>	<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>2 961 354,45</b>	<b>382 672,91</b>	<b>2 578 681,54</b>
936311615221	Bâtiments publics		303,80	-303,80
93631260611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	7 185,28	5 440,50	1 744,78
93631260623	Achats non stockés d'alimentation	179,44		179,44
93631260632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	12 706,90		12 706,90
93631260668	Achats non stockés autres produits pharmaceutiques	2 629,30		2 629,30
9363126068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	2 420,00		2 420,00
936312615221	Bâtiments publics	109 304,40		109 304,40
93631261551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	15 904,62		15 904,62
93631261558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	5 363,21		5 363,21
936312617	Services extérieurs - études et recherches	3 175,00		3 175,00
9363126188	Services extérieurs - autres frais divers	3 882,94		3 882,94
93631262261	Honoraires médicaux et paramédicaux	196,50		196,50
93631262268	Autres honoraires, conseils....	11 646,35		11 646,35
9363126233	Publicité publications relations publiques - foires et expositions	208 221,38		208 221,38
9363126281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	504,00		504,00
9363126568	Autres participations	390 000,00		390 000,00
936312657351	GFP de rattachement	8 887,50		8 887,50
9363126573641	Aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie financière	1 046 350,06	216 175,03	830 175,03
936312657381	Autres établissements publics locaux	7 000,00		7 000,00
93631265742	Entreprises	918,00		918,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

150  
ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
93631265748	Autres personnes de droit privé	4 788 053,89	43 728,02	4 744 325,87
93632617	Services extérieurs - études et recherches		439 650,07	-439 650,07
93632657348	Autres Communes		2 976,46	-2 976,46
93632657382	Organismes publics divers	11 200,00		11 200,00
9363265748	Autres personnes de droit privé	1 943 752,67	335 900,00	1 607 852,67
93633657381	Autres établissements publics locaux	7 017 000,00		7 017 000,00
9363365748	Autres personnes de droit privé	141 351,44		141 351,44
9367617	Services extérieurs - études et recherches	5 040,00		5 040,00
93676236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	52 080,00		52 080,00
936765748	Autres personnes de droit privé	1 773 857,90		1 773 857,90
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 936</b>	<b>Action économique</b>	<b>17 568 810,78</b>	<b>1 044 173,88</b>	<b>16 524 636,90</b>
9371617	Services extérieurs - études et recherches	147 698,30		147 698,30
93716568	Autres participations		9 600,00	-9 600,00
9371657348	Autres Communes	617 770,60	617 770,60	
9371657358	Autres Groupements	439 189,94		439 189,94
9371657382	Organismes publics divers	4 400 000,00		4 400 000,00
937211617	Services extérieurs - études et recherches	66 000,00	66 000,00	
9372116188	Services extérieurs - autres frais divers	240,00	240,00	
9372116238	Publicité publications relations publiques - divers	66 000,00	66 000,00	
937211657351	GFP de rattachement	15 805,00		15 805,00
937211657381	Autres établissements publics locaux	13 120,00		13 120,00
937211657382	Organismes publics divers	14 825,00		14 825,00
93721165748	Autres personnes de droit privé	65 267,22	6 000,00	59 267,22
9372117498	Autres reversements sur dotations et participations	26 452,00		26 452,00
937213657348	Autres Communes	4 324,83		4 324,83
93731657341	Communes membres du GFP	6 973,38		6 973,38
93731657348	Autres Communes	32 242,60	32 242,60	
93731657358	Autres Groupements	10 000,00	10 000,00	
9373165748	Autres personnes de droit privé	5 000,00	5 000,00	
93732615231	Voieries	2 400 433,81	572,26	2 399 861,55
9375865748	Autres personnes de droit privé	49 447,42	6 108,82	43 338,60
937661524	Services extérieurs - entretien et réparations de bois et forêts	45 000,00	45 000,00	
93766568	Autres participations		13 142,10	-13 142,10
9376657382	Organismes publics divers	1 035 216,50		1 035 216,50
937665748	Autres personnes de droit privé	2 600,00	2 600,00	
9378617	Services extérieurs - études et recherches	28 876,19		28 876,19

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

151

ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique

ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
93786188	Services extérieurs - autres frais divers	21 686,64		21 686,64
9378657351	GFP de rattachement	30 375,00	30 375,00	
9378657382	Organismes publics divers	14 399,88		14 399,88
937865748	Autres personnes de droit privé	128 932,50	40 240,00	88 692,50
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 937</b>	<b>Environnement</b>	<b>9 687 876,81</b>	<b>950 891,38</b>	<b>8 736 985,43</b>
93806156	Services extérieurs - maintenance	13 018,50	10 469,50	2 549,00
9380617	Services extérieurs - études et recherches	28 969,50	28 969,50	
938062878	Remboursement de frais à des tiers	13 892,45		13 892,45
93816156	Services extérieurs - maintenance	6 715,04	6 715,04	
93816245	Transports - transports de personnes extérieures à la collectivité	219 747,62	94 983,62	124 764,00
93821615221	Bâtiments publics	124,78		124,78
9382165748	Autres personnes de droit privé	3 660 000,00		3 660 000,00
93828617	Services extérieurs - études et recherches	86 230,51		86 230,51
938286568	Autres participations	8 822,43	8 822,43	
93828657381	Autres établissements publics locaux	64 523 541,00		64 523 541,00
9382865748	Autres personnes de droit privé	1 137 868,82		1 137 868,82
9384260612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	57 417,32		57 417,32
9384261351	Locations mobilières matériel roulant	60 472,78		60 472,78
93842615231	Voieries	1 490 395,97	227 132,38	1 263 263,59
9384261558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	2 730,00		2 730,00
938426188	Services extérieurs - autres frais divers	35 288,38	64 487,32	-29 198,94
9384262268	Autres honoraires, conseils....	1 339,15		1 339,15
938426227	Rémunération d'intermédiaires et honoraires frais d'actes et de contentieux	2 833,80		2 833,80
9384264111	Personnel titulaire - rémunération principale		10 386,00	-10 386,00
9384360612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	23 737,26		23 737,26
9384360632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	26 378,73		26 378,73
9384360633	Achats non stockés de fournitures de voirie	3 978,33		3 978,33
9384361351	Locations mobilières matériel roulant	195 087,07		195 087,07
9384361521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	1 502,22	1 502,22	
93843615231	Voieries	6 502 005,15	212 211,16	6 289 793,99
938436156	Services extérieurs - maintenance	2 782,81	2 782,81	
938436241	Transports - transports de biens	1 117,55	1 117,55	
93854615231	Voieries	1 016 909,44	4 041,05	1 012 868,39
9385461558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	12 461,79		12 461,79
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 938</b>	<b>Transports</b>	<b>79 135 368,40</b>	<b>673 620,58</b>	<b>78 461 747,82</b>
9417392252	Prélèvements au titre du fonds de solidarité en faveur des départements	1 453 616,00		1 453 616,00



**Etat de réalisation des opérations**

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 941</b>	<b>Autres impôts et taxes</b>	<b>1 453 616,00</b>		<b>1 453 616,00</b>
9436228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	5 000,00		5 000,00
943627	Autres services extérieurs - services bancaires et assimilés	302 842,61	13 319,43	289 523,18
94366111	Intérêts réglés à l'échéance	12 899 666,27		12 899 666,27
94366112	Intérêts - rattachement des ICNE	4 329 812,52	4 828 222,11	-498 409,59
9436615	Charges d'intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	84 500,00		84 500,00
9436618	Charges d'intérêts des autres dettes	165,30		165,30
943673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 492 036,58		3 492 036,58
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 943</b>	<b>Opérations financières</b>	<b>21 114 023,28</b>	<b>4 841 541,54</b>	<b>16 272 481,74</b>
9466761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	15 000,00		15 000,00
9466811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	33 169 535,78		33 169 535,78
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 946</b>	<b>Transferts entre les sections</b>	<b>33 184 535,78</b>		<b>33 184 535,78</b>
<b>TOTAL</b>		<b>944 462 863,41</b>	<b>44 220 789,90</b>	<b>900 242 073,51</b>

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

 153  
 ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
 ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9302074718	Autres	164 215,00		164 215,00
9302074788	Autres	20 026,80		20 026,80
93020755	Dédits et pénalités perçus	150,00		150,00
930207588	Autres produits divers de gestion courante	74 093,19		74 093,19
930216419	Remboursements sur rémunérations du personnel	991 868,67		991 868,67
930216479	Remboursements sur autres charges sociales	491 213,46		491 213,46
9302170848	Aux autres organismes	297 959,80		297 959,80
9302170878	Par des tiers	1 007 843,45		1 007 843,45
9302870323	Redevance d'occupation du domaine public de la collectivité unique	1 044,00		1 044,00
930287035	Locations de droits de chasse et de pêche	6 364,80		6 364,80
9302870388	Autres redevances et recettes diverses	541,51		541,51
9302870878	Par des tiers	32 464,70		32 464,70
93028752	Revenus des immeubles	241 144,12		241 144,12
930287588	Autres produits divers de gestion courante	116 056,77		116 056,77
9304174771	Fonds social européen	420 771,85		420 771,85
930417588	Autres produits divers de gestion courante	723 701,60		723 701,60
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 930</b>	<b>Services généraux</b>	<b>4 589 459,72</b>		<b>4 589 459,72</b>
9305174771	Fonds social européen	3 487 728,64		3 487 728,64
9305274772	FEDER	4 391 449,55	3 270 442,31	1 121 007,24
930527588	Autres produits divers de gestion courante	7 461 671,76		7 461 671,76
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9305</b>	<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>15 340 849,95</b>	<b>3 270 442,31</b>	<b>12 070 407,64</b>
9322174881	Participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement scola	809 783,76		809 783,76
932217588	Autres produits divers de gestion courante	76 000,00		76 000,00
9322274881	Participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement scola	29 953,85		29 953,85
9325731773	Frais de gestion des ressources pour la formation professionnelle et l'apprentis	8 979 211,81		8 979 211,81
9325731774	TICPE FPA	3 517 412,15		3 517 412,15
93257458	Autres	7 975 799,00		7 975 799,00
93257478211	Etat	3 885 000,00		3 885 000,00
932574888	Autres	1 127 449,44		1 127 449,44
93257588	Autres produits divers de gestion courante	288 325,10		288 325,10
932674718	Autres	1 349 069,60		1 349 069,60
932887588	Autres produits divers de gestion courante	224 396,51		224 396,51
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 932</b>	<b>Enseignement, formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>28 262 401,22</b>		<b>28 262 401,22</b>
9331174788	Autres	21 772,00		21 772,00
933117588	Autres produits divers de gestion courante	7 401,69		7 401,69
933127588	Autres produits divers de gestion courante	798 337,91	12 500,00	785 837,91

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

 154  
 ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
 ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9331374772	FEDER	29 953,98		29 953,98
933147062	Redevances et droits services à caractère culturel	315 212,05		315 212,05
933147088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages..)	33 379,23		33 379,23
933157088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages..)	7 561,82		7 561,82
9331574718	Autres	24 480,00		24 480,00
93326747818	Autres	20 000,00		20 000,00
93326752	Revenus des immeubles	40 000,00		40 000,00
933387476	Sécurité sociale et organismes mutualistes	78 000,00		78 000,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 933</b>	<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>1 376 098,68</b>	<b>12 500,00</b>	<b>1 363 598,68</b>
9341274718	Autres	295 501,06		295 501,06
93420731422	TICPE - Grenelle (2&#38;#7497; part)	4 270 293,90	191 991,39	4 078 302,51
9342126419	Remboursements sur rémunérations du personnel	2 758,22		2 758,22
9342127512	Recouvrements sur sécurité sociale et organismes mutualistes	495 084,58		495 084,58
9342127588	Autres produits divers de gestion courante	79 540,19		79 540,19
93423874718	Autres	280 000,00		280 000,00
9342387478141	Part autonomie	468 770,67		468 770,67
9342387511	Recouvrements sur départements et autres collectivités publiques	400 446,54	609,29	399 837,25
9342387513	Recouvrements sur bénéficiaires, tiers-payants et successions	884 657,54		884 657,54
9342387518	Recouvrements sur autres redevables	1 192 427,71	62 903,20	1 129 524,51
93425747812	Dotation versée au titre de la PCH	4 165 682,12		4 165 682,12
934257588	Autres produits divers de gestion courante	717 118,58	3 098,65	714 019,93
9342874713	Fonds d'appui aux politiques d'insertion	929 319,73		929 319,73
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 934</b>	<b>Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)</b>	<b>14 181 600,84</b>	<b>258 602,53</b>	<b>13 922 998,31</b>
93430747811	Dotation versée au titre de l'APA	30 746 326,84		30 746 326,84
934307588	Autres produits divers de gestion courante	3 987 641,66		3 987 641,66
934317533	APA	66 756,89	4 008,44	62 748,45
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9343</b>	<b>APA</b>	<b>34 800 725,39</b>	<b>4 008,44</b>	<b>34 796 716,95</b>
9344474771	Fonds social européen	621 570,14		621 570,14
93447731421	TICPE - LRL	165 052 666,20		165 052 666,20
9344774783	Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	5 276 851,00		5 276 851,00
9344775342	Allocations forfaitaires	1 483 442,92		1 483 442,92
9344775343	Allocations forfaitaires majorées	177 159,22		177 159,22
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 9344</b>	<b>RSA régularisations de RMI</b>	<b>172 611 689,48</b>		<b>172 611 689,48</b>
9355574888	Autres	194 000,00		194 000,00
935557588	Autres produits divers de gestion courante	2 429,00		2 429,00
935770878	Par des tiers	60 000,00		60 000,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

 155  
 ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
 ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
935887588	Autres produits divers de gestion courante	368 784,91		368 784,91
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 935</b>	<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>625 213,91</b>		<b>625 213,91</b>
9363127083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	41 784,80		41 784,80
9363127088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages..)	21 944,20		21 944,20
93631274888	Autres	4 281,34		4 281,34
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 936</b>	<b>Action économique</b>	<b>68 010,34</b>		<b>68 010,34</b>
9372117588	Autres produits divers de gestion courante	26 452,00		26 452,00
9373270388	Autres redevances et recettes diverses	2 816 497,83		2 816 497,83
93767588	Autres produits divers de gestion courante	517,89		517,89
937874718	Autres	33 995,50		33 995,50
93787588	Autres produits divers de gestion courante	182 654,86		182 654,86
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 937</b>	<b>Environnement</b>	<b>3 060 118,08</b>		<b>3 060 118,08</b>
938174888	Autres	18 000,00		18 000,00
938287588	Autres produits divers de gestion courante	325 710,60		325 710,60
93842755	Dédits et pénalités perçus	28 435,05		28 435,05
9385474621	DGD	384 078,00		384 078,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 938</b>	<b>Transports</b>	<b>756 223,65</b>		<b>756 223,65</b>
94073111	Taxes foncières et d'habitation	72 367 433,00		72 367 433,00
94073112	Cotisation sur Valeur Ajoutée des Entreprises	36 039 151,00		36 039 151,00
94073114	Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau	2 855 849,00		2 855 849,00
94073118	Autres	399 687,00		399 687,00
940732222	Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions et la collectivité t	2 213 209,00		2 213 209,00
94073224	Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	606 693,00		606 693,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 940</b>	<b>Impositions directes</b>	<b>114 482 022,00</b>		<b>114 482 022,00</b>
94173121	Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistremen	23 760 367,42	190 000,00	23 570 367,42
94173122	Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement	473 952,41		473 952,41
94173128	Autres droits d'enregistrement	298,00		298,00
94173131	Taxe d'aménagement - part départementale	1 630 341,59		1 630 341,59
94173141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 729 945,82		2 729 945,82
94173151	Taxe sur les permis de conduire	285 511,00		285 511,00
94173153	Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	7 907 529,50	584 774,00	7 322 755,50
94173171	Taxe sur les conventions d'assurance	28 602 608,70	1 342 106,31	27 260 502,39
941731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	30 151,18		30 151,18
941731771	Taxe d'apprentissage	27 858 729,50	100 712,71	27 758 016,79
941731772	TICPE - Ressource régionale de l'apprentissage	2 885 318,73	156 049,10	2 729 269,63
94173221	FNGIR	6 629 251,00		6 629 251,00

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 103090

NOM DU POSTE COMPTABLE : P.COL MARTINIQUE

 156  
 ETABLISSEMENT : Coll Territoriale Martinique  
 ETAT : II-4 -

## Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
941732251	Attributions au titre du fonds national de péréquation des D.M.T.O.	7 404 671,00		7 404 671,00
941732252	Attributions au titre du fonds de solidarité en faveur des départements	10 303 217,00		10 303 217,00
9417324	Frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties	12 345 602,00		12 345 602,00
94173411	Taxe sur les rhums	1 815 465,01		1 815 465,01
9417342	Taxes sur les carburants	82 932 450,45		82 932 450,45
94173432	Octroi de mer régional	75 129 473,90		75 129 473,90
94173433	Taxe due par les entreprises de transport public aérien et maritimes (dont Corse)	2 073 739,15	80 863,50	1 992 875,65
9417348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer	35 967 145,28		35 967 145,28
941735	Fraction de TVA	14 510 977,50		14 510 977,50
941755	Dédits et pénalités perçus	59 714,92		59 714,92
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 941</b>	<b>Autres impôts et taxes</b>	<b>345 336 461,06</b>	<b>2 454 505,62</b>	<b>342 881 955,44</b>
94274121	Dotation forfaitaire des départements	27 465 895,00		27 465 895,00
942741221	Dotation de fonctionnement minimale des départements	11 399 670,00		11 399 670,00
942741222	Dotation de péréquation urbaine des départements	8 341 685,00		8 341 685,00
942741223	Dotation de compensation des départements	99 558 193,00		99 558 193,00
942744	FCTVA	4 123 340,00		4 123 340,00
94274621	DGD	8 890 075,00		8 890 075,00
94274631	DGD	31 635 243,00		31 635 243,00
94274788	Autres	8 418 836,00		8 418 836,00
942748312	D.C.R.T.P.	6 738 601,00	246 361,00	6 492 240,00
94274832	Etat Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE)	2 720 625,00		2 720 625,00
94274835	Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe loc	6 358 148,00		6 358 148,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 942</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>215 650 311,00</b>	<b>246 361,00</b>	<b>215 403 950,00</b>
9437588	Autres produits divers de gestion courante	5 503 414,04		5 503 414,04
943761	Produits des participations	9 137,59		9 137,59
94376811	Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées	23 988,46		23 988,46
9437688	Autres	12 025,83		12 025,83
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 943</b>	<b>Opérations financières</b>	<b>5 548 565,92</b>		<b>5 548 565,92</b>
<b>TOTAL</b>		<b>956 689 751,24</b>	<b>6 246 419,90</b>	<b>950 443 331,34</b>

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		206 281 121,45				192 219,00		206 473 340,45		206 473 340,45
10222	FCTVA		514 048 895,70			1 939 970,00	32 341 327,00	1 939 970,00	546 390 222,70		544 450 252,70
10228	Autres fonds d'investissement		57 801 507,20						57 801 507,20		57 801 507,20
1022	<b>Sous Total compte 1022</b>		<b>571 850 402,90</b>			<b>1 939 970,00</b>	<b>32 341 327,00</b>	<b>1 939 970,00</b>	<b>604 191 729,90</b>		<b>602 251 759,90</b>
10251	Dons et legs en capital		658 579,75						658 579,75		658 579,75
1025	<b>Sous Total compte 1025</b>		<b>658 579,75</b>						<b>658 579,75</b>		<b>658 579,75</b>
102	<b>Sous Total compte 102</b>		<b>778 790 104,10</b>			<b>1 939 970,00</b>	<b>32 533 546,00</b>	<b>1 939 970,00</b>	<b>811 323 650,10</b>		<b>809 383 680,10</b>
103	Plan de relance FCTVA		2 506 103,50			2 506 103,50		2 506 103,50	2 506 103,50		0,00
1068	Excéd de fonctionnement capitalisé		3 329 544 740,4				9 503 575,86		3 339 048 316,2		3 339 048 316,85
106	<b>Sous Total compte 106</b>		<b>3 329 544 740,4</b>				<b>9 503 575,86</b>		<b>3 339 048 316,2</b>		<b>3 339 048 316,85</b>
10	<b>Sous Total compte 10</b>		<b>4 110 840 948,0</b>			<b>4 446 073,50</b>	<b>42 037 121,86</b>	<b>4 446 073,50</b>	<b>4 152 878 069,5</b>		<b>4 148 431 996,45</b>
110	Report à nouveau solde créditeur		3 464 490,09	9 503 575,86	15 068 666,83			9 503 575,86	18 533 156,92		9 029 581,06
11	<b>Sous Total compte 11</b>		<b>3 464 490,09</b>	<b>9 503 575,86</b>	<b>15 068 666,83</b>			<b>9 503 575,86</b>	<b>18 533 156,92</b>		<b>9 029 581,06</b>
12	Résultat exercice excéd déficit		15 068 666,83	15 068 666,83				15 068 666,83	15 068 666,83		0,00
12	<b>Sous Total compte 12</b>		<b>15 068 666,83</b>	<b>15 068 666,83</b>				<b>15 068 666,83</b>	<b>15 068 666,83</b>		<b>0,00</b>
1311	Etat et établissements nationaux		27 219 640,91				8 192 300,13		35 411 941,04		35 411 941,04
1312	Régions		1 889 266,30						1 889 266,30		1 889 266,30
1313	Départements		568 088,07						568 088,07		568 088,07
13148	Autres communes		157 000,00						157 000,00		157 000,00



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1314	<b>Sous Total compte 1314</b>		157 000,00						157 000,00		157 000,00
13151	GFP de rattachement		88 631,30						88 631,30		88 631,30
13158	Autres groupements		309 269,72						309 269,72		309 269,72
1315	<b>Sous Total compte 1315</b>		397 901,02						397 901,02		397 901,02
1316	Autres Etablissement Publics Locaux		592 571,50						592 571,50		592 571,50
13172	FEDER		231 053 419,96				12 363 063,92		243 416 483,88		243 416 483,88
13173	FEOGA		1 834 383,17						1 834 383,17		1 834 383,17
13178	Autres fonds européens		2 255 789,33						2 255 789,33		2 255 789,33
1317	<b>Sous Total compte 1317</b>		235 143 592,46				12 363 063,92		247 506 656,38		247 506 656,38
1318	Autres		1 231 275,80				104 344,29		1 335 620,09		1 335 620,09
131	<b>Sous Total compte 131</b>		267 199 336,06				20 659 708,34		287 859 044,40		287 859 044,40
1321	Etat et EPN		94 833 477,49						94 833 477,49		94 833 477,49
1322	Région		21 417 015,53						21 417 015,53		21 417 015,53
1323	Dépt		14 118 208,20						14 118 208,20		14 118 208,20
13248	Autres communes		12 175 259,53						12 175 259,53		12 175 259,53
1324	<b>Sous Total compte 1324</b>		12 175 259,53						12 175 259,53		12 175 259,53
1326	Autres EPL		500 000,00						500 000,00		500 000,00
13272	FEDER		87 561 239,92						87 561 239,92		87 561 239,92
13273	FEOGA		8 702 612,42						8 702 612,42		8 702 612,42

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13278	Autres fonds européens		63 096 193,43						63 096 193,43		63 096 193,43
1327	<b>Sous Total compte 1327</b>		<b>159 360 045,77</b>						<b>159 360 045,77</b>		<b>159 360 045,77</b>
1328	Autres		7 264 233,83						7 264 233,83		7 264 233,83
132	<b>Sous Total compte 132</b>		<b>309 668 240,35</b>						<b>309 668 240,35</b>		<b>309 668 240,35</b>
133121	Dot départle équipement des collèges		195 313 412,74				7 903 688,00		203 217 100,74		203 217 100,74
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire		603 158 733,64				26 318 744,00		629 477 477,64		629 477 477,64
13312	<b>Sous Total compte 13312</b>		<b>798 472 146,38</b>				<b>34 222 432,00</b>		<b>832 694 578,38</b>		<b>832 694 578,38</b>
1331	<b>Sous Total compte 1331</b>		<b>798 472 146,38</b>				<b>34 222 432,00</b>		<b>832 694 578,38</b>		<b>832 694 578,38</b>
1335	Amendes radars automatiques et de police		358 182,75						358 182,75		358 182,75
1337	Fds rég pour le dév. et l'emploi		7 892 120,20				2 725 849,31		10 617 969,51		10 617 969,51
133	<b>Sous Total compte 133</b>		<b>806 722 449,33</b>				<b>36 948 281,31</b>		<b>843 670 730,64</b>		<b>843 670 730,64</b>
13411	DGE		20 978 050,46				3 873 761,68		24 851 812,14		24 851 812,14
1341	<b>Sous Total compte 1341</b>		<b>20 978 050,46</b>				<b>3 873 761,68</b>		<b>24 851 812,14</b>		<b>24 851 812,14</b>
1344	Contributions locales temporaires		1 142 568,92						1 142 568,92		1 142 568,92
1345	Amendes radars automatiques et de police		928 550,00				158 430,00		1 086 980,00		1 086 980,00
1347	Fds rég pour le dév. et l'emploi		4 214 043,17						4 214 043,17		4 214 043,17
1348	Autres		49 279,00						49 279,00		49 279,00
134	<b>Sous Total compte 134</b>		<b>27 312 491,55</b>				<b>4 032 191,68</b>		<b>31 344 683,23</b>		<b>31 344 683,23</b>
1381	Etat et Etablissements Nationaux		71 054 471,35						71 054 471,35		71 054 471,35



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1388	Autres		4 181 328,25					4 181 328,25			4 181 328,25
138	Sous Total compte 138		75 235 799,60					75 235 799,60			75 235 799,60
13913	Départements	65 747,79						65 747,79		65 747,79	
1391	Sous Total compte 1391	65 747,79						65 747,79		65 747,79	
139	Sous Total compte 139	65 747,79						65 747,79		65 747,79	
13	Sous Total compte 13	65 747,79	1 486 138 316,4			61 640 181,33		65 747,79	1 547 778 498,7		1 547 712 750,43
15111	Prov litiges (nb)		13 157 703,92					13 157 703,92			13 157 703,92
1511	Sous Total compte 1511		13 157 703,92					13 157 703,92			13 157 703,92
15171	Prov garant emprunts (nb)		4 529 000,00					4 529 000,00			4 529 000,00
1517	Sous Total compte 1517		4 529 000,00					4 529 000,00			4 529 000,00
15181	Autres prov pour risques (nb)		1 579 049,16					1 579 049,16			1 579 049,16
1518	Sous Total compte 1518		1 579 049,16					1 579 049,16			1 579 049,16
151	Sous Total compte 151		19 265 753,08					19 265 753,08			19 265 753,08
1582	Autres prov charges (b)		13 015,49					13 015,49			13 015,49
158	Sous Total compte 158		13 015,49					13 015,49			13 015,49
15	Sous Total compte 15		19 278 768,57					19 278 768,57			19 278 768,57
1641	Emprunts en euros		538 213 174,49	83 797 055,59		35 031 408,20	60 000 000,00	35 031 408,20	682 010 230,08		646 978 821,88
16441	Opér afférentes à l'emprunt		28 360 972,43			1 472 000,00		1 472 000,00	28 360 972,43		26 888 972,43
1644	Sous Total compte 1644		28 360 972,43			1 472 000,00		1 472 000,00	28 360 972,43		26 888 972,43

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
164	Sous Total compte 164		566 574 146,92		83 797 055,59	36 503 408,20	60 000 000,00	36 503 408,20	710 371 202,51		673 867 794,31
165	Dép et caution reçus		7 142,48						7 142,48		7 142,48
16872	Autres dettes - Région		18 459,49						18 459,49		18 459,49
1687	Sous Total compte 1687		18 459,49						18 459,49		18 459,49
16884	Int courus sur emprunts établ financiers		4 828 222,11	4 828 222,11	4 329 812,52			4 828 222,11	9 158 034,63		4 329 812,52
1688	Sous Total compte 1688		4 828 222,11	4 828 222,11	4 329 812,52			4 828 222,11	9 158 034,63		4 329 812,52
168	Sous Total compte 168		4 846 681,60	4 828 222,11	4 329 812,52			4 828 222,11	9 176 494,12		4 348 272,01
16	Sous Total compte 16		571 427 971,00	4 828 222,11	88 126 868,11	36 503 408,20	60 000 000,00	41 331 630,31	719 554 839,11		678 223 208,80
181	Cpte liaison : affectation	110 585,75						110 585,75		110 585,75	
18	Sous Total compte 18	110 585,75						110 585,75		110 585,75	
192	Plus ou moins-values cessions immo		13 852 170,25				15 000,00		13 867 170,25		13 867 170,25
193	Autres neutralisations et régularisation	4 913 437,68						4 913 437,68		4 913 437,68	
19	Sous Total compte 19	4 913 437,68	13 852 170,25				15 000,00	4 913 437,68	13 867 170,25		8 953 732,57
	<b>Total classe 1</b>	<b>5 089 771,22</b>	<b>6 220 071 331,1</b>	<b>29 400 464,80</b>	<b>103 195 534,94</b>	<b>40 949 481,70</b>	<b>163 692 303,19</b>	<b>75 439 717,72</b>	<b>6 486 959 169,1</b>	<b>5 089 771,22</b>	<b>6 416 609 223,85</b>
2031	Frais d'études	98 262 503,44				1 327 624,45		99 590 127,89		99 590 127,89	
2032	Frais recherche et dev	60 708 276,47						60 708 276,47		60 708 276,47	
2033	Frais d'insertion	1 584 179,66						1 584 179,66		1 584 179,66	
203	Sous Total compte 203	160 554 959,57				1 327 624,45		161 882 584,02		161 882 584,02	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	59 503,76						59 503,76		59 503,76	



ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204112	Bâtiments et installations	1 014 450,03						1 014 450,03		1 014 450,03	
204113	Projets infra d'intérêt national	97 120 753,45						97 120 753,45		97 120 753,45	
<b>20411</b>	<b>Sous Total compte 20411</b>	<b>98 194 707,24</b>						<b>98 194 707,24</b>		<b>98 194 707,24</b>	
204121	Biens mobiliers, matériel et études	361 166,55						361 166,55		361 166,55	
204122	Bâtiments et installations	14 023 000,00						14 023 000,00		14 023 000,00	
<b>20412</b>	<b>Sous Total compte 20412</b>	<b>14 384 166,55</b>						<b>14 384 166,55</b>		<b>14 384 166,55</b>	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	58 588 430,81						58 588 430,81		58 588 430,81	
204132	Bâtiments et installations	448 057 404,77						448 057 404,77		448 057 404,77	
<b>20413</b>	<b>Sous Total compte 20413</b>	<b>506 645 835,58</b>						<b>506 645 835,58</b>		<b>506 645 835,58</b>	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	8 526 250,85				19 150,00		8 545 400,85		8 545 400,85	
2041412	Bâtiments et installations	33 430 741,68				515 998,46		33 946 740,14		33 946 740,14	
<b>204141</b>	<b>Sous Total compte 204141</b>	<b>41 956 992,53</b>				<b>535 148,46</b>		<b>42 492 140,99</b>		<b>42 492 140,99</b>	
2041481	Biens mobiliers, matériels et études	307 531 830,13				1 252 074,74		308 783 904,87		308 783 904,87	
2041482	Bâtiments et installations	113 039 894,96				12 398 697,88		125 438 592,84		125 438 592,84	
2041483	Projets d'infra d'intérêt national					41 923,62		41 923,62		41 923,62	
<b>204148</b>	<b>Sous Total compte 204148</b>	<b>420 571 725,09</b>				<b>13 692 696,24</b>		<b>434 264 421,33</b>		<b>434 264 421,33</b>	
<b>20414</b>	<b>Sous Total compte 20414</b>	<b>462 528 717,62</b>				<b>14 227 844,70</b>		<b>476 756 562,32</b>		<b>476 756 562,32</b>	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	366 288,03						366 288,03		366 288,03	
2041512	Bâtiments et installations	822 533,88						822 533,88		822 533,88	

ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204151	Sous Total compte 204151	1 188 821,91						1 188 821,91		1 188 821,91	
2041532	Biens mobiliers, matériels et études	4 000,00						4 000,00		4 000,00	
2041532	Sous Total compte 2041532	4 000,00						4 000,00		4 000,00	
2041533	Biens mobiliers, matériels et études	60 000,00				70 008,61		130 008,61		130 008,61	
2041533	Bâtiments et installations	21 038 324,23				125 572,00		21 163 896,23		21 163 896,23	
2041533	Sous Total compte 2041533	21 098 324,23				195 580,61		21 293 904,84		21 293 904,84	
2041534	Biens mobiliers, matériels et études	541 734,70						541 734,70		541 734,70	
2041534	Bâtiments et installations	1 265 003,05						1 265 003,05		1 265 003,05	
2041534	Sous Total compte 2041534	1 806 737,75						1 806 737,75		1 806 737,75	
204153	Sous Total compte 204153	22 909 061,98				195 580,61		23 104 642,59		23 104 642,59	
2041581	Biens mobiliers, matériels et études	23 885 044,73				53 476,17		23 938 520,90		23 938 520,90	
2041582	Bâtiments et installations	17 681 611,62				17 099 507,84		34 781 119,46		34 781 119,46	
2041583	Projets d'infra d'intérêt national	7 336 865,00						7 336 865,00		7 336 865,00	
204158	Sous Total compte 204158	48 903 521,35				17 152 984,01		66 056 505,36		66 056 505,36	
20415	Sous Total compte 20415	73 001 405,24				17 348 564,62		90 349 969,86		90 349 969,86	
2041781	Biens mobiliers, matériels et études	40 000,00						40 000,00		40 000,00	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

165

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041782	Bâtiments et installations	42 601,72						42 601,72		42 601,72	
204178	Sous Total compte 204178	82 601,72						82 601,72		82 601,72	
20417	Sous Total compte 20417	82 601,72						82 601,72		82 601,72	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204181	Biens mobiliers, matériel et études	82 516 742,84				12 061 005,60		94 577 748,44		94 577 748,44	
204182	Bâtiments et installations	25 574 397,64				3 302 996,44		28 877 394,08		28 877 394,08	
204183	Projet infrastructure d'intérêt national	265 238 838,80						265 238 838,80		265 238 838,80	
20418	<b>Sous Total compte 20418</b>	<b>373 329 979,28</b>				<b>15 364 002,04</b>		<b>388 693 981,32</b>		<b>388 693 981,32</b>	
2041	<b>Sous Total compte 2041</b>	<b>1 528 167 413,2</b>				<b>46 940 411,36</b>		<b>1 575 107 824,9</b>		<b>1 575 107 824,9</b>	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	184 312 141,20				23 900 672,09	4 391 109,79	208 212 813,29	4 391 109,79	203 821 703,50	
20422	Bâtiments et installations	124 356 282,67				21 804 101,42	135 574,72	146 160 384,09	135 574,72	146 024 809,37	
20423	Projets d'infrastructure d'intérêt national	384 141 327,99						384 141 327,99		384 141 327,99	
2042	<b>Sous Total compte 2042</b>	<b>692 809 751,86</b>				<b>45 704 773,51</b>	<b>4 526 684,51</b>	<b>738 514 525,37</b>	<b>4 526 684,51</b>	<b>733 987 840,86</b>	
20431	Biens mobiliers, matériels et études	29 504 788,65				6 439 409,00		35 944 197,65		35 944 197,65	
20432	Bâtiments et installations	128 919 631,45						128 919 631,45		128 919 631,45	
2043	<b>Sous Total compte 2043</b>	<b>158 424 420,10</b>				<b>6 439 409,00</b>		<b>164 863 829,10</b>		<b>164 863 829,10</b>	
204411	Biens mobiliers, matériel et études	21 785,60						21 785,60		21 785,60	
20441	<b>Sous Total compte 20441</b>	<b>21 785,60</b>						<b>21 785,60</b>		<b>21 785,60</b>	
204421	Biens mobiliers, matériel et études	61 000,00						61 000,00		61 000,00	
20442	<b>Sous Total compte 20442</b>	<b>61 000,00</b>						<b>61 000,00</b>		<b>61 000,00</b>	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

167

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2044	Sous Total compte 2044	82 785,60						82 785,60		82 785,60	
204	Sous Total compte 204	2 379 484 370,1				99 084 593,87	4 526 684,51	2 478 568 964,0	4 526 684,51	2 474 042 280,1	
2051	Concessions et droits similaires	12 019 437,88				1 336 799,47		13 356 237,35		13 356 237,35	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
205	<b>Sous Total compte 205</b>	12 019 437,88				1 336 799,47		13 356 237,35		13 356 237,35	
2087	Immo.incorp reues au titre mise à dispo	217 008,35						217 008,35		217 008,35	
2088	Autres immobilisations incorporelles	4 137 222,65						4 137 222,65		4 137 222,65	
208	<b>Sous Total compte 208</b>	4 354 231,00						4 354 231,00		4 354 231,00	
20	<b>Sous Total compte 20</b>	2 556 412 999,2				101 749 017,79	4 526 684,51	2 658 162 017,0	4 526 684,51	2 653 635 332,5	
2111	Terrains nus	47 522 907,92				104 331,00		47 627 238,92		47 627 238,92	
2115	Terrains bâtis	7 564 807,87				32 976,57		7 597 784,44		7 597 784,44	
2117	Bois et forêts	837 046,96						837 046,96		837 046,96	
211	<b>Sous Total compte 211</b>	55 924 762,75				137 307,57		56 062 070,32		56 062 070,32	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	50 730,35						50 730,35		50 730,35	
2128	Autres agent et améngt terrains	81 370,24						81 370,24		81 370,24	
212	<b>Sous Total compte 212</b>	132 100,59						132 100,59		132 100,59	
21311	Bâtiments administratifs	376 710 099,75						376 710 099,75		376 710 099,75	
21312	Bâtiments scolaires	181 892 573,35						181 892 573,35		181 892 573,35	
21313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	17 901 861,40						17 901 861,40		17 901 861,40	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	27 193 244,11						27 193 244,11		27 193 244,11	
21318	Autres bâtiments publics	273 582 572,51				461 625,44		274 044 197,95		274 044 197,95	
2131	<b>Sous Total compte 2131</b>	877 280 351,12				461 625,44		877 741 976,56		877 741 976,56	
21321	Immeuble de rapport	412 692,78						412 692,78		412 692,78	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21328	Autres bâtiments privés	562 434,43						562 434,43		562 434,43	
<b>2132</b>	<b>Sous Total compte 2132</b>	<b>975 127,21</b>						<b>975 127,21</b>		<b>975 127,21</b>	
21351	Bâtiments publics	30 473 084,67				355 295,18		30 828 379,85		30 828 379,85	
21352	Bâtiments privés	395 805,19						395 805,19		395 805,19	
<b>2135</b>	<b>Sous Total compte 2135</b>	<b>30 868 889,86</b>				<b>355 295,18</b>		<b>31 224 185,04</b>		<b>31 224 185,04</b>	
<b>213</b>	<b>Sous Total compte 213</b>	<b>909 124 368,19</b>				<b>816 920,62</b>		<b>909 941 288,81</b>		<b>909 941 288,81</b>	
2141	Construct sur sol autrui bats publics	1 432 173,06						1 432 173,06		1 432 173,06	
<b>214</b>	<b>Sous Total compte 214</b>	<b>1 432 173,06</b>						<b>1 432 173,06</b>		<b>1 432 173,06</b>	
2151	Réseaux de voirie	1 146 353 753,2				390 596,67	15 000 867,23	1 146 744 349,8	15 000 867,23	1 131 743 482,6	
2152	Installations de voirie	28 776 222,48				10 036,95		28 786 259,43		28 786 259,43	
21533	Réseaux cablés	90 994,76						90 994,76		90 994,76	
21534	Réseaux électrification	743,23						743,23		743,23	
21538	Autres réseaux	407 955 433,20						407 955 433,20		407 955 433,20	
<b>2153</b>	<b>Sous Total compte 2153</b>	<b>408 047 171,19</b>						<b>408 047 171,19</b>		<b>408 047 171,19</b>	
2154	Voies navigables	1 092 986,77						1 092 986,77		1 092 986,77	
21568	Autre mat outil incendie déf civ					11 044,54		11 044,54		11 044,54	
<b>2156</b>	<b>Sous Total compte 2156</b>					<b>11 044,54</b>		<b>11 044,54</b>		<b>11 044,54</b>	
21572	Matériel technique scolaire	78 666,76						78 666,76		78 666,76	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	584 723,91				1 249,97		585 973,88		585 973,88	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21573	Sous Total compte 21573	584 723,91				1 249,97		585 973,88		585 973,88	
21578	Autre matériel technique	5 873 457,72				72 003,88		5 945 461,60		5 945 461,60	
2157	Sous Total compte 2157	6 536 848,39				73 253,85		6 610 102,24		6 610 102,24	
2158	Autres instal mat outil tech	47 200,06				10 899,00		58 099,06		58 099,06	
215	Sous Total compte 215	1 590 854 182,0				495 831,01	15 000 867,23	1 591 350 013,0	15 000 867,23	1 576 349 145,0	
2161	Oeuvres et objets d'art	2 830 564,82				6 049,40		2 836 614,22		2 836 614,22	
2162	Fonds anciens des bibliothèques musées	15 798,90						15 798,90		15 798,90	
2168	Autres collections et oeuvres d'art	1 375 543,62				10 040,00		1 385 583,62		1 385 583,62	
216	Sous Total compte 216	4 221 907,34				16 089,40		4 237 996,74		4 237 996,74	
21718	Autres terrains	74 122 535,07						74 122 535,07		74 122 535,07	
2171	Sous Total compte 2171	74 122 535,07						74 122 535,07		74 122 535,07	
217311	Bâtiments administratifs	22 882 495,38						22 882 495,38		22 882 495,38	
217312	Bâtiments scolaires	159 148 923,84						159 148 923,84		159 148 923,84	
217313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	929 159,46						929 159,46		929 159,46	
21731	Sous Total compte 21731	182 960 578,68						182 960 578,68		182 960 578,68	
21735	IGAAC constructions	12 692 180,64				319 786,79		13 011 967,43		13 011 967,43	
2173	Sous Total compte 2173	195 652 759,32				319 786,79		195 972 546,11		195 972 546,11	
217538	Autres réseaux	17 268,39						17 268,39		17 268,39	
21753	Sous Total compte 21753	17 268,39						17 268,39		17 268,39	



ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2175731	Matériel roulant	126 236,65						126 236,65		126 236,65	
217573	Sous Total compte 217573	126 236,65						126 236,65		126 236,65	
217578	Autre matériel technique	9 455,60				675,10		10 130,70		10 130,70	
21757	Sous Total compte 21757	135 692,25				675,10		136 367,35		136 367,35	
2175	Sous Total compte 2175	152 960,64				675,10		153 635,74		153 635,74	
217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	24 268,84						24 268,84		24 268,84	
21784	Sous Total compte 21784	24 268,84						24 268,84		24 268,84	
2178	Sous Total compte 2178	24 268,84						24 268,84		24 268,84	
217	Sous Total compte 217	269 952 523,87				320 461,89		270 272 985,76		270 272 985,76	
2181	Instal gales agent amngts divers	246 190 476,03						246 190 476,03		246 190 476,03	
21828	Autres matériels de transport	21 266 840,38				892 379,47		22 159 219,85		22 159 219,85	
2182	Sous Total compte 2182	21 266 840,38				892 379,47		22 159 219,85		22 159 219,85	
21831	Matériel informatique scolaire	198 791,97						198 791,97		198 791,97	
21838	Autre matériel informatique	16 262 433,96				1 116 644,15		17 379 078,11		17 379 078,11	
2183	Sous Total compte 2183	16 461 225,93				1 116 644,15		17 577 870,08		17 577 870,08	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	1 232 709,44						1 232 709,44		1 232 709,44	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	66 379 992,69				288 517,30		66 668 509,99		66 668 509,99	
2184	Sous Total compte 2184	67 612 702,13				288 517,30		67 901 219,43		67 901 219,43	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2185	Matériel de téléphonie	966 650,84						966 650,84		966 650,84	

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2186	Cheptel	4 203,35						4 203,35		4 203,35	
2188	Autres immobilisations corporelles	7 093 531,94				177 896,61		7 271 428,55		7 271 428,55	
218	<b>Sous Total compte 218</b>	<b>359 595 630,60</b>				<b>2 475 437,53</b>		<b>362 071 068,13</b>		<b>362 071 068,13</b>	
21	<b>Sous Total compte 21</b>	<b>3 191 237 648,4</b>				<b>4 262 048,02</b>	<b>15 000 867,23</b>	<b>3 195 499 696,5</b>	<b>15 000 867,23</b>	<b>3 180 498 829,2</b>	
2293	Département		15 206,79						15 206,79		15 206,79
229	<b>Sous Total compte 229</b>		<b>15 206,79</b>						<b>15 206,79</b>		<b>15 206,79</b>
22	<b>Sous Total compte 22</b>		<b>15 206,79</b>						<b>15 206,79</b>		<b>15 206,79</b>
2312	Agencements et aménagements de terrains	41 542,85						41 542,85		41 542,85	
231311	Bâtiments administratifs	13 827 992,87				1 564 401,52	37 841,55	15 392 394,39	37 841,55	15 354 552,84	
231312	Bâtiments scolaires	85 850 919,18				33 609 509,64	7 210,68	119 460 428,82	7 210,68	119 453 218,14	
231313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	10 467 004,44				453 808,51		10 920 812,95		10 920 812,95	
231314	Bâtiments culturels et sportifs	2 679 831,17				1 086 527,66		3 766 358,83		3 766 358,83	
231318	Autres bâtiments publics	16 192 459,71				993 925,36		17 186 385,07		17 186 385,07	
23131	<b>Sous Total compte 23131</b>	<b>129 018 207,37</b>				<b>37 708 172,69</b>	<b>45 052,23</b>	<b>166 726 380,06</b>	<b>45 052,23</b>	<b>166 681 327,83</b>	
231321	Immeuble de rapport	20 786,39				4 903,12		25 689,51		25 689,51	
231328	Autres bâtiments privés	193 328,31				29 870,73		223 199,04		223 199,04	
23132	<b>Sous Total compte 23132</b>	<b>214 114,70</b>				<b>34 773,85</b>		<b>248 888,55</b>		<b>248 888,55</b>	
231351	Bâtiments publics	5 273 673,81				813 413,15		6 087 086,96		6 087 086,96	
231352	Bâtiments privés	574 854,71						574 854,71		574 854,71	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
23135	Sous Total compte 23135	5 848 528,52				813 413,15		6 661 941,67		6 661 941,67	
2313	Sous Total compte 2313	135 080 850,59				38 556 359,69	45 052,23	173 637 210,28	45 052,23	173 592 158,05	
23141	Bâtiments publics	1 044 841,81				145 191,63		1 190 033,44		1 190 033,44	
23148	Autres constructions	2 573 326,42				2 406 615,69		4 979 942,11		4 979 942,11	
2314	Sous Total compte 2314	3 618 168,23				2 551 807,32		6 169 975,55		6 169 975,55	
23151	Réseaux de voirie	55 951 611,09				13 050 538,77		69 002 149,86		69 002 149,86	
23152	Installations de voirie	4 077 823,18						4 077 823,18		4 077 823,18	
231533	Réseaux cablés	630 083,10						630 083,10		630 083,10	
231538	Autres réseaux	9 651 090,79				2 140 062,94		11 791 153,73		11 791 153,73	
23153	Sous Total compte 23153	10 281 173,89				2 140 062,94		12 421 236,83		12 421 236,83	
23158	Autres constructions	259 431 810,68				12 267 644,63	205 672,72	271 699 455,31	205 672,72	271 493 782,59	
2315	Sous Total compte 2315	329 742 418,84				27 458 246,34	205 672,72	357 200 665,18	205 672,72	356 994 992,46	
23161	Oeuvres et objets d'art	181 921,15				33 156,00		215 077,15		215 077,15	
2316	Sous Total compte 2316	181 921,15				33 156,00		215 077,15		215 077,15	
2317311	Bâtiments administratifs	41 790,33						41 790,33		41 790,33	
2317312	Bâtiments scolaires	14 553 978,63				721 281,13		15 275 259,76		15 275 259,76	
2317313	Bâtiments sociaux et médico sociaux	257 028,96						257 028,96		257 028,96	
231731	Sous Total compte 231731	14 852 797,92				721 281,13		15 574 079,05		15 574 079,05	
231735	Installations générales, agencements, am	3 160 804,21				2 283 371,09		5 444 175,30		5 444 175,30	



ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
23173	Sous Total compte 23173	18 013 602,13				3 004 652,22		21 018 254,35		21 018 254,35	
2317	Sous Total compte 2317	18 013 602,13				3 004 652,22		21 018 254,35		21 018 254,35	
23181	Instal.gles, ag divers	1 987 631,20				31 460,00		2 019 091,20		2 019 091,20	
2318	Sous Total compte 2318	1 987 631,20				31 460,00		2 019 091,20		2 019 091,20	
231	Sous Total compte 231	488 666 134,99				71 635 681,57	250 724,95	560 301 816,56	250 724,95	560 051 091,61	
237	Avances acptes vers cdes immob incorpo	982 147,43						982 147,43		982 147,43	
238	Avances acptes vers sur immob corpo	33 443 510,18				1 174 305,71	1 847 717,72	34 617 815,89	1 847 717,72	32 770 098,17	
23	Sous Total compte 23	523 091 792,60				72 809 987,28	2 098 442,67	595 901 779,88	2 098 442,67	593 803 337,21	
2421	De la collectivité territoriale	10 439 427,64		83 797 055,59				94 236 483,23		94 236 483,23	
242	Sous Total compte 242	10 439 427,64		83 797 055,59				94 236 483,23		94 236 483,23	
248	Autres immobilisat mises en affectation	990 079,45						990 079,45		990 079,45	
24	Sous Total compte 24	11 429 507,09		83 797 055,59				95 226 562,68		95 226 562,68	
261	Titres de participation	43 284 033,07					50 000,00	43 284 033,07	50 000,00	43 234 033,07	
266	Autres formes de participation	5 587 796,00						5 587 796,00		5 587 796,00	
26	Sous Total compte 26	48 871 829,07					50 000,00	48 871 829,07	50 000,00	48 821 829,07	
272	Titres immob : droit de créance	12 232 184,39						12 232 184,39		12 232 184,39	
2744	Prêts d'honneur	3 670 942,70				285 934,00	983 466,91	3 956 876,70	983 466,91	2 973 409,79	
2745	Avances remboursables	3 102 063,26				200 000,00	289 288,53	3 302 063,26	289 288,53	3 012 774,73	
2748	Autres prêts	1 726 940,28				313 037,00	55 512,00	2 039 977,28	55 512,00	1 984 465,28	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
274	Sous Total compte 274	8 499 946,24				798 971,00	1 328 267,44	9 298 917,24	1 328 267,44	7 970 649,80	
275	Dépôts et cautionnements versés	3 839 586,63				5 783,90	26 436,37	3 845 370,53	26 436,37	3 818 934,16	
2761	Créances avances garantie emprunt					6 858 807,85	6 858 807,85	6 858 807,85	6 858 807,85		0,00
27638	Créances sur autres etab pub					3 915 734,62	3 915 734,62	3 915 734,62	3 915 734,62		0,00
2763	Sous Total compte 2763					3 915 734,62	3 915 734,62	3 915 734,62	3 915 734,62		0,00
276	Sous Total compte 276					10 774 542,47	10 774 542,47	10 774 542,47	10 774 542,47		0,00
27	Sous Total compte 27	24 571 717,26				11 579 297,37	12 129 246,28	36 151 014,63	12 129 246,28	24 021 768,35	
28031	Amort frais études		7 693 123,31				706 082,36		8 399 205,67		8 399 205,67
28033	Amort frais d'insertion		1 394 616,94				83 190,94		1 477 807,88		1 477 807,88
2803	Sous Total compte 2803		9 087 740,25				789 273,30		9 877 013,55		9 877 013,55
2804111	Biens mobiliers, matériel et études		52 903,76				3 400,00		56 303,76		56 303,76
2804112	Bâtiments et installations		637 081,00				41 042,00		678 123,00		678 123,00
280411	Sous Total compte 280411		689 984,76				44 442,00		734 426,76		734 426,76
2804122	Bâtiments et installations		1 883 529,00				934 866,33		2 818 395,33		2 818 395,33
280412	Sous Total compte 280412		1 883 529,00				934 866,33		2 818 395,33		2 818 395,33
2804132	Bâtiments et installations		298 120,00						298 120,00		298 120,00
280413	Sous Total compte 280413		298 120,00						298 120,00		298 120,00
2804141	Biens mobiliers, matériel et études		116 336,00				116 336,00		232 672,00		232 672,00



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041412	Bâtiments et installations		1 018 151,00				1 018 151,00		2 036 302,00		2 036 302,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804141	Sous Total compte 2804141		1 134 487,00				1 134 487,00		2 268 974,00		2 268 974,00
2804148	Biens mobiliers, matériels et études		2 075 857,96				353 564,47		2 429 422,43		2 429 422,43
2804148	Bâtiments et installations		27 874 042,25				3 419 525,75		31 293 568,00		31 293 568,00
2804148	Sous Total compte 2804148		29 949 900,21				3 773 090,22		33 722 990,43		33 722 990,43
280414	Sous Total compte 280414		31 084 387,21				4 907 577,22		35 991 964,43		35 991 964,43
2804151	Biens mobiliers, matériel et études		4 117,00				4 117,00		8 234,00		8 234,00
2804151	Bâtiments et installations		9 619,00				9 619,00		19 238,00		19 238,00
2804151	Sous Total compte 2804151		13 736,00				13 736,00		27 472,00		27 472,00
28041532	Biens mobiliers, matériels et études		800,00				800,00		1 600,00		1 600,00
2804153	Sous Total compte 28041532		800,00				800,00		1 600,00		1 600,00
28041533	Biens mobiliers, matériels et études		44 000,00				12 000,00		56 000,00		56 000,00
28041533	Bâtiments et installations		11 390 464,00				1 332 175,00		12 722 639,00		12 722 639,00
2804153	Sous Total compte 28041533		11 434 464,00				1 344 175,00		12 778 639,00		12 778 639,00
28041534	Biens mobiliers, matériels et études		296 148,44				66 033,00		362 181,44		362 181,44
28041534	Bâtiments et installations		883 208,00				84 331,00		967 539,00		967 539,00
2804153	Sous Total compte 28041534		1 179 356,44				150 364,00		1 329 720,44		1 329 720,44



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804153	Sous Total compte 2804153		12 614 620,44				1 495 339,00		14 109 959,44		14 109 959,44
2804158	Biens mobiliers, matériels et études		3 426 392,00				1 446 142,00		4 872 534,00		4 872 534,00
2804158	Bâtiments et installations		2 390 623,00				446 253,00		2 836 876,00		2 836 876,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804158	Projets d'infra d'intérêt national		46 666,00						46 666,00		46 666,00
2804158	Sous Total compte 2804158		5 863 681,00				1 892 395,00		7 756 076,00		7 756 076,00
280415	Sous Total compte 280415		18 492 037,44				3 401 470,00		21 893 507,44		21 893 507,44
2804178	Bâtiments et installations		2 840,00				2 840,00		5 680,00		5 680,00
2804178	Sous Total compte 2804178		2 840,00				2 840,00		5 680,00		5 680,00
280417	Sous Total compte 280417		2 840,00				2 840,00		5 680,00		5 680,00
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		10 676 661,11				819 212,11		11 495 873,22		11 495 873,22
2804182	Bâtiments et installations		4 431 469,00				633 198,00		5 064 667,00		5 064 667,00
280418	Sous Total compte 280418		15 108 130,11				1 452 410,11		16 560 540,22		16 560 540,22
28041	Sous Total compte 28041		67 559 028,52				10 743 605,66		78 302 634,18		78 302 634,18
280421	Biens mobiliers, matériel et études		36 879 412,71				6 419 674,12		43 299 086,83		43 299 086,83
280422	Bâtiments et installations		47 461 405,12				2 991 080,05		50 452 485,17		50 452 485,17
28042	Sous Total compte 28042		84 340 817,83				9 410 754,17		93 751 572,00		93 751 572,00
280431	Biens mobiliers, matériels et études		6 413 393,00				1 509 606,78		7 922 999,78		7 922 999,78
280432	Bâtiments et installations		13 632 198,68				659 112,00		14 291 310,68		14 291 310,68
28043	Sous Total compte 28043		20 045 591,68				2 168 718,78		22 214 310,46		22 214 310,46
2804421	Biens mobiliers, matériel et études		36 600,00				12 200,00		48 800,00		48 800,00



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

181

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280442	Sous Total compte 280442		36 600,00				12 200,00		48 800,00		48 800,00
28044	Sous Total compte 28044		36 600,00				12 200,00		48 800,00		48 800,00



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804	Sous Total compte 2804		171 982 038,03				22 335 278,61		194 317 316,64		194 317 316,64
28051	Concessions et droits similaires		6 910 374,76				2 035 357,42		8 945 732,18		8 945 732,18
2805	Sous Total compte 2805		6 910 374,76				2 035 357,42		8 945 732,18		8 945 732,18
28087	Immo.incorp reçues au titre mise à dispo		108 504,35						108 504,35		108 504,35
28088	Autres immobilisations incorporelles		221 135,65						221 135,65		221 135,65
2808	Sous Total compte 2808		329 640,00						329 640,00		329 640,00
280	Sous Total compte 280		188 309 793,04				25 159 909,33		213 469 702,37		213 469 702,37
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		36 142,00				5 710,00		41 852,00		41 852,00
28128	Amort autres agencet amégat terr		4 722,00				4 314,00		9 036,00		9 036,00
2812	Sous Total compte 2812		40 864,00				10 024,00		50 888,00		50 888,00
281311	Bâts administratifs		10 029,00				788,00		10 817,00		10 817,00
281312	Bâtiments scolaires		4 355 190,00				1 108 030,00		5 463 220,00		5 463 220,00
281318	Amort autres bâtiments publics		3 892 872,00				384 497,00		4 277 369,00		4 277 369,00
28131	Sous Total compte 28131		8 258 091,00				1 493 315,00		9 751 406,00		9 751 406,00
281351	Bâtiments publics		3 758 557,17				606 119,00		4 364 676,17		4 364 676,17
281352	Bâtiments privés		10 097,00				4 962,00		15 059,00		15 059,00
28135	Sous Total compte 28135		3 768 654,17				611 081,00		4 379 735,17		4 379 735,17
2813	Sous Total compte 2813		12 026 745,17				2 104 396,00		14 131 141,17		14 131 141,17



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28152	Installations de voirie		12 985,00				2 225,00		15 210,00		15 210,00

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28154	Voies navigables		536 126,09						536 126,09		536 126,09
281572	Matériel technique scolaire		10 257,32				2 997,00		13 254,32		13 254,32
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		683 638,92				180 671,00		864 309,92		864 309,92
281573	<b>Sous Total compte 281573</b>		<b>683 638,92</b>				<b>180 671,00</b>		<b>864 309,92</b>		<b>864 309,92</b>
281578	Autre matériel technique		2 662 750,10				159 464,00		2 822 214,10		2 822 214,10
28157	<b>Sous Total compte 28157</b>		<b>3 356 646,34</b>				<b>343 132,00</b>		<b>3 699 778,34</b>		<b>3 699 778,34</b>
28158	Autres instal mat outil tech		4 923,00				2 359,00		7 282,00		7 282,00
2815	<b>Sous Total compte 2815</b>		<b>3 910 680,43</b>				<b>347 716,00</b>		<b>4 258 396,43</b>		<b>4 258 396,43</b>
281735	Instal gales agent amégts const		775 081,81				157 611,00		932 692,81		932 692,81
28173	<b>Sous Total compte 28173</b>		<b>775 081,81</b>				<b>157 611,00</b>		<b>932 692,81</b>		<b>932 692,81</b>
2817578	Autre matériel technique		1 708,30				451,00		2 159,30		2 159,30
281757	<b>Sous Total compte 281757</b>		<b>1 708,30</b>				<b>451,00</b>		<b>2 159,30</b>		<b>2 159,30</b>
28175	<b>Sous Total compte 28175</b>		<b>1 708,30</b>				<b>451,00</b>		<b>2 159,30</b>		<b>2 159,30</b>
2817	<b>Sous Total compte 2817</b>		<b>776 790,11</b>				<b>158 062,00</b>		<b>934 852,11</b>		<b>934 852,11</b>
28181	Instal gales agent amngts divers		489 022,29				13 999,00		503 021,29		503 021,29
281828	Autres matériels de transport		11 004 590,34				2 721 349,54		13 725 939,88		13 725 939,88
28182	<b>Sous Total compte 28182</b>		<b>11 004 590,34</b>				<b>2 721 349,54</b>		<b>13 725 939,88</b>		<b>13 725 939,88</b>
281831	Matériel informatique scolaire		198 791,97						198 791,97		198 791,97
281838	Autre matériel informatique		16 812 398,95				832 864,10		17 645 263,05		17 645 263,05



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28183	Sous Total compte 28183		17 011 190,92				832 864,10		17 844 055,02		17 844 055,02
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire		406 633,90				157 030,00		563 663,90		563 663,90
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		6 910 465,45				1 438 819,54		8 349 284,99		8 349 284,99
28184	Sous Total compte 28184		7 317 099,35				1 595 849,54		8 912 948,89		8 912 948,89
28185	Matériel de téléphonie		737 618,25				81 468,10		819 086,35		819 086,35
28186	Cheptel						210,17		210,17		210,17
28188	Amort autres immobilisations corporelles		1 212 000,04				143 688,00		1 355 688,04		1 355 688,04
2818	Sous Total compte 2818		37 771 521,19				5 389 428,45		43 160 949,64		43 160 949,64
281	Sous Total compte 281		54 526 600,90				8 009 626,45		62 536 227,35		62 536 227,35
28	Sous Total compte 28		242 836 393,94				33 169 535,78		276 005 929,72		276 005 929,72
	Total classe 2	6 355 615 493,2	242 851 600,73	83 797 055,59		190 400 350,46	66 974 776,47	6 629 812 899,6	309 826 377,20	6 596 007 659,2	276 021 136,51
4011	Fournisseurs		23 387 556,68	182 223 413,60	173 735 573,53			182 223 413,60	197 123 130,21		14 899 716,61
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		2 088 411,06	265 138,55	354 521,62			265 138,55	2 442 932,68		2 177 794,13
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			1 588 805,18	1 588 805,18			1 588 805,18	1 588 805,18		0,00
40173	Fournisseurs pénal retard exécut marchés		75 342,72		28 721,54				104 064,26		104 064,26
4017	Sous Total compte 4017		2 163 753,78	1 853 943,73	1 972 048,34			1 853 943,73	4 135 802,12		2 281 858,39
401	Sous Total compte 401		25 551 310,46	184 077 357,33	175 707 621,87			184 077 357,33	201 258 932,33		17 181 575,00
4021	Bénéficiaires de l'aide sociale		29 302 239,43	254 722 395,27	243 116 593,73			254 722 395,27	272 418 833,16		17 696 437,89
402	Sous Total compte 402		29 302 239,43	254 722 395,27	243 116 593,73			254 722 395,27	272 418 833,16		17 696 437,89

ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4041	Fournis immob		10 007 472,97	86 333 233,58	83 915 909,17			86 333 233,58	93 923 382,14		7 590 148,56
40471	Fournis immob		11 840 059,58	2 458 148,11	1 649 329,81			2 458 148,11	13 489 389,39		11 031 241,28
	- retenues de garantie										
40472	Fournisseurs immo - Cession, Oppositions		72 694,78	199 394,81	2 721 505,39			199 394,81	2 794 200,17		2 594 805,36
40473	Fournisseurs-pénalités retard exé march		327 892,99		264 904,04				592 797,03		592 797,03
4047	Sous Total compte 4047		12 240 647,35	2 657 542,92	4 635 739,24			2 657 542,92	16 876 386,59		14 218 843,67
404	Sous Total compte 404		22 248 120,32	88 990 776,50	88 551 648,41			88 990 776,50	110 799 768,73		21 808 992,23
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		39 043 131,49	39 043 131,49	21 867 774,11			39 043 131,49	60 910 905,60		21 867 774,11
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	2 059 291,15			80 685,00			2 059 291,15	80 685,00	1 978 606,15	
4092	Avances aux établissements soc médi-soci	750 000,00						750 000,00		750 000,00	
409	Sous Total compte 409	2 809 291,15			80 685,00			2 809 291,15	80 685,00	2 728 606,15	
40	Sous Total compte 40	2 809 291,15	116 144 801,70	566 833 660,59	529 324 323,12			569 642 951,74	645 469 124,82		75 826 173,08
4111	Redevables - Amiable	3 613 556,34		15 521 287,31	14 412 168,13			19 134 843,65	14 412 168,13	4 722 675,52	
4116	Redevables - Contentieux	2 801 521,79		279 586,83	65 066,53			3 081 108,62	65 066,53	3 016 042,09	
411	Sous Total compte 411	6 415 078,13		15 800 874,14	14 477 234,66			22 215 952,27	14 477 234,66	7 738 717,61	
4141	Locataires-acquéreurs et locataires-Amia	315 940,16		281 144,12	329 866,49			597 084,28	329 866,49	267 217,79	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	382 606,92		213 543,48	55 798,78			596 150,40	55 798,78	540 351,62	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

187

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
414	Sous Total compte 414	698 547,08		494 687,60	385 665,27			1 193 234,68	385 665,27	807 569,41	
4161	Créances douteuses	15 220 964,23			44 843,60			15 220 964,23	44 843,60	15 176 120,63	
416	Sous Total compte 416	15 220 964,23			44 843,60			15 220 964,23	44 843,60	15 176 120,63	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
41	<b>Sous Total compte 41</b>	22 334 589,44		16 295 561,74	14 907 743,53			38 630 151,18	14 907 743,53	23 722 407,65	
421	Personnel - rémunérations dues		5 966,41	128 130 918,51	128 297 162,30			128 130 918,51	128 303 128,71		172 210,20
427	Personnel - oppositions			328 423,43	328 423,43			328 423,43	328 423,43		0,00
429	Deficit débits comptables et régisseurs	51 031,11		126 943,04	76 000,00			177 974,15	76 000,00	101 974,15	
42	<b>Sous Total compte 42</b>	51 031,11	5 966,41	128 586 284,98	128 701 585,73			128 637 316,09	128 707 552,14		70 236,05
431	Sécurité sociale			42 479 095,64	42 479 095,64			42 479 095,64	42 479 095,64		0,00
437	Autres organismes sociaux		1 899,70	35 817 252,66	36 194 467,68			35 817 252,66	36 196 367,38		379 114,72
43	<b>Sous Total compte 43</b>		1 899,70	78 296 348,30	78 673 563,32			78 296 348,30	78 675 463,02		379 114,72
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	2 015,74						2 015,74		2 015,74	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	1 060 732,86			88 053,02			1 060 732,86	88 053,02	972 679,84	
441	<b>Sous Total compte 441</b>	1 062 748,60			88 053,02			1 062 748,60	88 053,02	974 695,58	
44311	Opér particul avec Etat dépenses			1 845 809,68	1 845 809,68			1 845 809,68	1 845 809,68		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable	7 712 638,60		646 917 856,84	647 332 467,64			654 630 495,44	647 332 467,64	7 298 027,80	
44316	Opér particul avec Etat rec contentieux	321 335,60			1 155,20			321 335,60	1 155,20	320 180,40	
4431	<b>Sous Total compte 4431</b>	8 033 974,20		648 763 666,52	649 179 432,52			656 797 640,72	649 179 432,52	7 618 208,20	
44321	Opér particul avec Région dépenses			2 880,56	2 880,56			2 880,56	2 880,56		0,00
44322	Opér particul Région	8 100,00		42 351,00	42 351,00			50 451,00	42 351,00	8 100,00	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

189

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4432	recettes amiable										
	<b>Sous Total compte 4432</b>	<b>8 100,00</b>		<b>45 231,56</b>	<b>45 231,56</b>			<b>53 331,56</b>	<b>45 231,56</b>	<b>8 100,00</b>	
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable	1 191 268,97		739 522,64	563 016,65			1 930 791,61	563 016,65	1 367 774,96	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44336	Opér particul avec Dépt rec contentieux	272 121,51		2 252,45	3 135,00			274 373,96	3 135,00	271 238,96	
<b>4433</b>	<b>Sous Total compte 4433</b>	<b>1 463 390,48</b>		<b>741 775,09</b>	<b>566 151,65</b>			<b>2 205 165,57</b>	<b>566 151,65</b>	<b>1 639 013,92</b>	
44341	Opér part av Etat communes dépenses		896 607,14	15 870 632,46	15 526 131,90			15 870 632,46	16 422 739,04		552 106,58
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable	415 849,43		284 584,05	205 035,39			700 433,48	205 035,39	495 398,09	
44346	Op particul avec Cnes rec contentieux			1 551,16				1 551,16		1 551,16	
<b>4434</b>	<b>Sous Total compte 4434</b>	<b>415 849,43</b>	<b>896 607,14</b>	<b>16 156 767,67</b>	<b>15 731 167,29</b>			<b>16 572 617,10</b>	<b>16 627 774,43</b>		<b>55 157,33</b>
44351	Opér particul grp dépenses		114 850,00	1 047 639,94	945 767,94			1 047 639,94	1 060 617,94		12 978,00
<b>4435</b>	<b>Sous Total compte 4435</b>		<b>114 850,00</b>	<b>1 047 639,94</b>	<b>945 767,94</b>			<b>1 047 639,94</b>	<b>1 060 617,94</b>		<b>12 978,00</b>
44361	Opér part av Etat caisse écoles dépenses			1 925,00	1 925,00			1 925,00	1 925,00		0,00
<b>4436</b>	<b>Sous Total compte 4436</b>			<b>1 925,00</b>	<b>1 925,00</b>			<b>1 925,00</b>	<b>1 925,00</b>		<b>0,00</b>
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses		279 821,91	1 018 747,81	760 311,70			1 018 747,81	1 040 133,61		21 385,80
<b>4437</b>	<b>Sous Total compte 4437</b>		<b>279 821,91</b>	<b>1 018 747,81</b>	<b>760 311,70</b>			<b>1 018 747,81</b>	<b>1 040 133,61</b>		<b>21 385,80</b>
44381	Autres établi publics locaux - dépenses		13 221 238,23	188 714 859,91	190 909 789,25			188 714 859,91	204 131 027,48		15 416 167,57
44382	Autres étab pub locaux - recette amiable	6 050 330,65		2 453 109,90	2 452,42			8 503 440,55	2 452,42	8 500 988,13	
44386	Autres étab pub lo - recette contentieux	579 895,03			101 555,38			579 895,03	101 555,38	478 339,65	
<b>4438</b>	<b>Sous Total compte 4438</b>	<b>6 630 225,68</b>	<b>13 221 238,23</b>	<b>191 167 969,81</b>	<b>191 013 797,05</b>			<b>197 798 195,49</b>	<b>204 235 035,28</b>		<b>6 436 839,79</b>



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

191

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
443	Sous Total compte 443	16 551 539,79	14 512 517,28	858 943 723,40	858 243 784,71			875 495 263,19	872 756 301,99	2 738 961,20	
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés		686 807,00	1 888 983,24	1 211 947,24			1 888 983,24	1 898 754,24		9 771,00
4486	Etat - autres charges à payer				343 557,85				343 557,85		343 557,85



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

## BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4487	Etat - produits à recevoir	5 726 939,32		1 084 450,45	5 726 939,32			6 811 389,77	5 726 939,32	1 084 450,45	
448	Sous Total compte 448	5 726 939,32		1 084 450,45	6 070 497,17			6 811 389,77	6 070 497,17	740 892,60	
44	Sous Total compte 44	23 341 227,71	15 199 324,28	861 917 157,09	865 614 282,14			885 258 384,80	880 813 606,42	4 444 778,38	
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	1 971 846,85		3 182 204,86	3 164 534,06			5 154 051,71	3 164 534,06	1 989 517,65	
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	1 943 099,23		1 573 379,18	1 046 122,50			3 516 478,41	1 046 122,50	2 470 355,91	
451	Sous Total compte 451	3 914 946,08		4 755 584,04	4 210 656,56			8 670 530,12	4 210 656,56	4 459 873,56	
4532	Fonds communs des services d'hébergement		538 079,74		44 234,43				582 314,17		582 314,17
4533	Service social		5 079,79						5 079,79		5 079,79
453	Sous Total compte 453		543 159,53		44 234,43				587 393,96		587 393,96
45411	Dépenses	83 904 306,03						83 904 306,03		83 904 306,03	
4541	Sous Total compte 4541	83 904 306,03						83 904 306,03		83 904 306,03	
454	Sous Total compte 454	83 904 306,03						83 904 306,03		83 904 306,03	
4581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	39 953,22						39 953,22		39 953,22	
458	Sous Total compte 458	39 953,22						39 953,22		39 953,22	
45	Sous Total compte 45	87 859 205,33	543 159,53	4 755 584,04	4 254 890,99			92 614 789,37	4 798 050,52	87 816 738,85	
4626	Créances cess immob - contentieux	857,44						857,44		857,44	
462	Sous Total compte 462	857,44						857,44		857,44	
465	Avances en garantie d'emprunt			569 739,77	569 739,77			569 739,77	569 739,77		0,00
466	Excédé de verSEment		102 583,00	1 260 948,12	1 161 498,45			1 260 948,12	1 264 081,45		3 133,33



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs		59 719 890,14	191 432 001,36	146 428 408,37			191 432 001,36	206 148 298,51		14 716 297,15
46717	Autres comptes créditeurs			721 142,70	1 228 972,51			721 142,70	1 228 972,51		507 829,81
4671	<b>Sous Total compte 4671</b>		<b>59 719 890,14</b>	<b>192 153 144,06</b>	<b>147 657 380,88</b>			<b>192 153 144,06</b>	<b>207 377 271,02</b>		<b>15 224 126,96</b>
46721	Débiteurs divers - amiable	31 845 737,18		40 295 595,03	23 398 122,07			72 141 332,21	23 398 122,07	48 743 210,14	
46726	Débiteurs divers - contentieux	14 734 012,66		2 183 073,94	4 721 059,65			16 917 086,60	4 721 059,65	12 196 026,95	
4672	<b>Sous Total compte 4672</b>	<b>46 579 749,84</b>		<b>42 478 668,97</b>	<b>28 119 181,72</b>			<b>89 058 418,81</b>	<b>28 119 181,72</b>	<b>60 939 237,09</b>	
467311	Débiteurs d'indus RMI - amiable	2 411 581,89			65 204,90			2 411 581,89	65 204,90	2 346 376,99	
467316	Débiteurs d'indus RMI - contentieux	8 331 107,10		49 011,82	191 549,42			8 380 118,92	191 549,42	8 188 569,50	
46731	<b>Sous Total compte 46731</b>	<b>10 742 688,99</b>		<b>49 011,82</b>	<b>256 754,32</b>			<b>10 791 700,81</b>	<b>256 754,32</b>	<b>10 534 946,49</b>	
467331	Débiteurs d'indus APA - amiable	215 195,78		42 601,77	68 113,30			257 797,55	68 113,30	189 684,25	
467336	Débiteurs d'indus APA - contentieux	380 940,37		17 310,60	13 802,47			398 250,97	13 802,47	384 448,50	
46733	<b>Sous Total compte 46733</b>	<b>596 136,15</b>		<b>59 912,37</b>	<b>81 915,77</b>			<b>656 048,52</b>	<b>81 915,77</b>	<b>574 132,75</b>	
467341	Débiteurs d'indus RSA - amiable	4 703 786,72		1 660 602,14	663 802,04			6 364 388,86	663 802,04	5 700 586,82	
467346	Débiteurs d'indus RSA - contentieux	673 174,83		456 160,41	76 823,55			1 129 335,24	76 823,55	1 052 511,69	
46734	<b>Sous Total compte 46734</b>	<b>5 376 961,55</b>		<b>2 116 762,55</b>	<b>740 625,59</b>			<b>7 493 724,10</b>	<b>740 625,59</b>	<b>6 753 098,51</b>	
467351	Débiteurs d'indus PCH - amiable	938,91						938,91		938,91	
467356	Débiteurs d'indus PCH - contentieux	42 458,86			420,85			42 458,86	420,85	42 038,01	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

194

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46735	Sous Total compte 46735	43 397,77			420,85			43 397,77	420,85	42 976,92	
4673	Sous Total compte 4673	16 759 184,46		2 225 686,74	1 079 716,53			18 984 871,20	1 079 716,53	17 905 154,67	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46751	Opé. gérants immeubles et régis. inter.	1 581 402,08			1 437 965,23			1 581 402,08	1 437 965,23	143 436,85	
46752	Mandataire-opérat. déléguées - recettes	158 717,25			29 155,30			158 717,25	29 155,30	129 561,95	
4675	<b>Sous Total compte 4675</b>	<b>1 740 119,33</b>			<b>1 467 120,53</b>			<b>1 740 119,33</b>	<b>1 467 120,53</b>	<b>272 998,80</b>	
467	<b>Sous Total compte 467</b>	<b>65 079 053,63</b>	<b>59 719 890,14</b>	<b>236 857 499,77</b>	<b>178 323 399,66</b>			<b>301 936 553,40</b>	<b>238 043 289,80</b>	<b>63 893 263,60</b>	
46	<b>Sous Total compte 46</b>	<b>65 079 911,07</b>	<b>59 822 473,14</b>	<b>238 688 187,66</b>	<b>180 054 637,88</b>			<b>303 768 098,73</b>	<b>239 877 111,02</b>	<b>63 890 987,71</b>	
4711	Verst des régisseurs		4 125,73	414 692,05	481 563,87			414 692,05	485 689,60		70 997,55
4712	Viremts réimputés		706 098,95	1 960 970,38	1 935 412,39			1 960 970,38	2 641 511,34		680 540,96
47131	Raet : verst contrib directes			515 517 242,32	515 517 242,32			515 517 242,32	515 517 242,32		0,00
47132	Raet : verst dgf			7 580 115,00	7 580 115,00			7 580 115,00	7 580 115,00		0,00
47133	Raet : fonds d'emprunt			120 000 000,00	120 000 000,00			120 000 000,00	120 000 000,00		0,00
47134	Raet : subv			1 520 116,02	1 520 116,02			1 520 116,02	1 520 116,02		0,00
47138	Raet : autres			134 963 069,65	134 968 675,36			134 963 069,65	134 968 675,36		5 605,71
4713	<b>Sous Total compte 4713</b>			<b>779 580 542,99</b>	<b>779 586 148,70</b>			<b>779 580 542,99</b>	<b>779 586 148,70</b>		<b>5 605,71</b>
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		3 896,91	19 527,17	15 825,36			19 527,17	19 722,27		195,10
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		32 973,12	3 418 592,77	3 385 619,65			3 418 592,77	3 418 592,77		0,00
47141	<b>Sous Total compte 47141</b>		<b>36 870,03</b>	<b>3 438 119,94</b>	<b>3 401 445,01</b>			<b>3 438 119,94</b>	<b>3 438 315,04</b>		<b>195,10</b>
47143	Flux d'encaissements à réimputer		8 472,53	147 479,66	157 180,35			147 479,66	165 652,88		18 173,22
4714	<b>Sous Total compte 4714</b>		<b>45 342,56</b>	<b>3 585 599,60</b>	<b>3 558 625,36</b>			<b>3 585 599,60</b>	<b>3 603 967,92</b>		<b>18 368,32</b>
4718	Autres recettes à régulariser		117 712,16	4 464 268,72	4 642 211,17			4 464 268,72	4 759 923,33		295 654,61

ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	Sous Total compte 471		873 279,40	790 006 073,74	790 203 961,49			790 006 073,74	791 077 240,89		1 071 167,15
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			53 158 889,17	53 158 889,17			53 158 889,17	53 158 889,17		0,00
47218	Autres dépenses			540 543,73	540 543,73			540 543,73	540 543,73		0,00
4721	Sous Total compte 4721			53 699 432,90	53 699 432,90			53 699 432,90	53 699 432,90		0,00
4722	Commissions bancaires en instance de mdt			32,06	32,06			32,06	32,06		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			5 916 273,34	5 916 023,34			5 916 273,34	5 916 023,34	250,00	
472	Sous Total compte 472			59 615 738,30	59 615 488,30			59 615 738,30	59 615 488,30	250,00	
47621	Augmentation emprunts dettes assimil			80 301,19	80 301,19			80 301,19	80 301,19		0,00
4762	Sous Total compte 4762			80 301,19	80 301,19			80 301,19	80 301,19		0,00
476	Sous Total compte 476			80 301,19	80 301,19			80 301,19	80 301,19		0,00
4781	Frais de poursuites rattachés			193,29	193,29			193,29	193,29		0,00
4788	Autres comptes transitoires		57 928,52						57 928,52		57 928,52
478	Sous Total compte 478		57 928,52	193,29	193,29			193,29	58 121,81		57 928,52
47	Sous Total compte 47		931 207,92	849 702 306,52	849 899 944,27			849 702 306,52	850 831 152,19		1 128 845,67
4911	Prov dépréciat comptes redevables (nb)		7 214 594,84						7 214 594,84		7 214 594,84
491	Sous Total compte 491		7 214 594,84						7 214 594,84		7 214 594,84
49	Sous Total compte 49		7 214 594,84						7 214 594,84		7 214 594,84
	Total classe 4	201 475 255,81	199 863 427,52	2 745 075 090,5	2 651 430 970,5			2 946 550 346,5	2 851 294 398,5	214 876 363,94	119 620 415,71
51172	Chèques impayés			6 905,03	6 905,03			6 905,03	6 905,03		0,00

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51178	Autres valeurs impayées			123 211,12	123 211,12			123 211,12	123 211,12		0,00
5117	<b>Sous Total compte 5117</b>			130 116,15	130 116,15			130 116,15	130 116,15		0,00
5118	Autres valeurs à l'encaissement	41 106,32		1 032 154,57	997 744,57			1 073 260,89	997 744,57	75 516,32	
511	<b>Sous Total compte 511</b>	41 106,32		1 162 270,72	1 127 860,72			1 203 377,04	1 127 860,72	75 516,32	
515	Compte au trésor	100 214 572,70		1 116 756 224,11	1 170 925 299,4			1 216 970 796,81	1 170 925 299,4	46 045 497,55	
51931	Lignes crédit de trésor non liées emprunt			15 000 000,00	15 000 000,00			15 000 000,00	15 000 000,00		0,00
5193	<b>Sous Total compte 5193</b>			15 000 000,00	15 000 000,00			15 000 000,00	15 000 000,00		0,00
519	<b>Sous Total compte 519</b>			15 000 000,00	15 000 000,00			15 000 000,00	15 000 000,00		0,00
51	<b>Sous Total compte 51</b>	100 255 679,02		1 132 918 495,6	1 187 053 160,1			1 233 174 174,6	1 187 053 160,1	46 121 013,87	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	7 630,20		35 624,12	28 759,03			43 254,32	28 759,03	14 495,29	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 118,40		200,00				1 318,40		1 318,40	
541	<b>Sous Total compte 541</b>	8 748,60		35 824,12	28 759,03			44 572,72	28 759,03	15 813,69	
54	<b>Sous Total compte 54</b>	8 748,60		35 824,12	28 759,03			44 572,72	28 759,03	15 813,69	
561	Fonds de garantie sur comptes de dépôts	341 411,57						341 411,57		341 411,57	
56	<b>Sous Total compte 56</b>	341 411,57						341 411,57		341 411,57	
580	Opérations d'ordre budgétaires			34 304 906,82	34 304 906,82			34 304 906,82	34 304 906,82		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			131 989,65	131 989,65			131 989,65	131 989,65		0,00
586	Opér fin budget p et			2 788 321,06	2 788 321,06			2 788 321,06	2 788 321,06		0,00



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
588	bud annex rattachés Autres virements internes			4 302 449,55	4 302 449,55			4 302 449,55	4 302 449,55		0,00

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
58	Sous Total compte 58			41 527 667,08	41 527 667,08			41 527 667,08	41 527 667,08		0,00
	<b>Total classe 5</b>	<b>100 605 839,19</b>		<b>1 174 481 986,1</b>	<b>1 228 609 586,1</b>			<b>1 275 087 825,1</b>	<b>1 228 609 586,1</b>	<b>46 478 239,13</b>	
60611	Achts non stkés fourniture eau-assainissement					270 499,87	28 127,24	270 499,87	28 127,24	242 372,63	
60612	Achts non stkés fourniture énergie électrique					1 939 435,99	101 040,68	1 939 435,99	101 040,68	1 838 395,31	
60618	Autres fournitures non stockables					8 949,48	6 347,24	8 949,48	6 347,24	2 602,24	
6061	<b>Sous Total compte 6061</b>					<b>2 218 885,34</b>	<b>135 515,16</b>	<b>2 218 885,34</b>	<b>135 515,16</b>	<b>2 083 370,18</b>	
60621	Achts non stkés combustibles					578,80		578,80		578,80	
60622	Achts non stkés carburants					602 407,47	394 331,32	602 407,47	394 331,32	208 076,15	
60623	Achts non stkés d'aliment					31 150,46	8 982,97	31 150,46	8 982,97	22 167,49	
60624	Achts non stkés produits traitement					7 319,68		7 319,68		7 319,68	
60628	Achts autres fourniture non stkées					1 048,80		1 048,80		1 048,80	
6062	<b>Sous Total compte 6062</b>					<b>642 505,21</b>	<b>403 314,29</b>	<b>642 505,21</b>	<b>403 314,29</b>	<b>239 190,92</b>	
60631	Achts non stkés fourniture entretien					184 072,88	82 190,72	184 072,88	82 190,72	101 882,16	
60632	Achts non stkés fourniture petit équipement					1 023 365,08	420 343,79	1 023 365,08	420 343,79	603 021,29	
60633	Achts non stkés fourniture voirie					3 978,33		3 978,33		3 978,33	
60636	Achts non stkés habillement et vêtement travail					232 439,21	96 028,11	232 439,21	96 028,11	136 411,10	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

200

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6063	Sous Total compte 6063					1 443 855,50	598 562,62	1 443 855,50	598 562,62	845 292,88	
6064	Achts non stkés fournît admin					301 529,56	146 343,43	301 529,56	146 343,43	155 186,13	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes					96 278,38	34 671,10	96 278,38	34 671,10	61 607,28	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60661	Achats non stockés					12 177,90	1 855,47	12 177,90	1 855,47	10 322,43	
	Medicaments										
60662	Achats non stockés					209 454,02		209 454,02		209 454,02	
	Vaccins et sérums										
60668	Achats non stockés autres produits pharm					54 264,26	5 537,58	54 264,26	5 537,58	48 726,68	
6066	<b>Sous Total compte 6066</b>					<b>275 896,18</b>	<b>7 393,05</b>	<b>275 896,18</b>	<b>7 393,05</b>	<b>268 503,13</b>	
6067	Achts non stkés fourniture scolaires					9 918,24	3 230,93	9 918,24	3 230,93	6 687,31	
6068	Achts non stkés autres mat et fourn					48 110,77	14 293,64	48 110,77	14 293,64	33 817,13	
606	<b>Sous Total compte 606</b>					<b>5 036 979,18</b>	<b>1 343 324,22</b>	<b>5 036 979,18</b>	<b>1 343 324,22</b>	<b>3 693 654,96</b>	
60	<b>Sous Total compte 60</b>					<b>5 036 979,18</b>	<b>1 343 324,22</b>	<b>5 036 979,18</b>	<b>1 343 324,22</b>	<b>3 693 654,96</b>	
611	Contrats prestations de services					5 007 975,87	3 662 985,28	5 007 975,87	3 662 985,28	1 344 990,59	
6132	Locations immobilières					4 464 536,42	18 721,46	4 464 536,42	18 721,46	4 445 814,96	
61351	Locations mobilières matériel roulant					991 253,16	143 502,58	991 253,16	143 502,58	847 750,58	
61358	Locations mobilières Autres					738 145,49	51 054,65	738 145,49	51 054,65	687 090,84	
6135	<b>Sous Total compte 6135</b>					<b>1 729 398,65</b>	<b>194 557,23</b>	<b>1 729 398,65</b>	<b>194 557,23</b>	<b>1 534 841,42</b>	
613	<b>Sous Total compte 613</b>					<b>6 193 935,07</b>	<b>213 278,69</b>	<b>6 193 935,07</b>	<b>213 278,69</b>	<b>5 980 656,38</b>	
614	Charges locatives et de copropriété					1 330 608,81	114 417,64	1 330 608,81	114 417,64	1 216 191,17	
61521	Entretien et réparations de terrains					393 547,22	106 091,04	393 547,22	106 091,04	287 456,18	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

202

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615221	Bâtiments publics					1 698 629,38	520 622,99	1 698 629,38	520 622,99	1 178 006,39	
61522	Sous Total compte 61522					1 698 629,38	520 622,99	1 698 629,38	520 622,99	1 178 006,39	
615231	Voieries					11 409 822,65	444 035,13	11 409 822,65	444 035,13	10 965 787,52	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61523	Sous Total compte 61523					11 409 822,65	444 035,13	11 409 822,65	444 035,13	10 965 787,52	
61524	Entretien réparations de bois et forêts					45 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00		0,00
6152	Sous Total compte 6152					13 546 999,25	1 115 749,16	13 546 999,25	1 115 749,16	12 431 250,09	
61551	Entretien réparations matériel roulant					306 183,71	201 930,75	306 183,71	201 930,75	104 252,96	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					27 739,67	4 278,53	27 739,67	4 278,53	23 461,14	
6155	Sous Total compte 6155					333 923,38	206 209,28	333 923,38	206 209,28	127 714,10	
6156	Maintenance					1 050 239,22	407 692,38	1 050 239,22	407 692,38	642 546,84	
615	Sous Total compte 615					14 931 161,85	1 729 650,82	14 931 161,85	1 729 650,82	13 201 511,03	
6161	Multirisques					4 155 030,47	21 135,63	4 155 030,47	21 135,63	4 133 894,84	
6168	Autres					255 423,57		255 423,57		255 423,57	
616	Sous Total compte 616					4 410 454,04	21 135,63	4 410 454,04	21 135,63	4 389 318,41	
617	Etudes et recherches					1 031 036,10	929 337,95	1 031 036,10	929 337,95	101 698,15	
6182	Divers doc générale et technique					138 140,10	71 103,34	138 140,10	71 103,34	67 036,76	
6184	verst à organismes formation					763 656,72	176 664,38	763 656,72	176 664,38	586 992,34	
6185	Divers - frais colloques et séminaires					168 978,27	149 772,24	168 978,27	149 772,24	19 206,03	
6188	Autres frais divers					1 404 837,21	519 219,25	1 404 837,21	519 219,25	885 617,96	
618	Sous Total compte 618					2 475 612,30	916 759,21	2 475 612,30	916 759,21	1 558 853,09	
61	Sous Total compte 61					35 380 784,04	7 587 565,22	35 380 784,04	7 587 565,22	27 793 218,82	
6218	Autre personnel extérieur au service					2 720,00	2 720,00	2 720,00	2 720,00		0,00



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
621	Sous Total compte 621					2 720,00	2 720,00	2 720,00	2 720,00		0,00
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					1 004,84	10,05	1 004,84	10,05	994,79	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					18 240,86	7 804,38	18 240,86	7 804,38	10 436,48	
62268	Autres honoraires, conseils...					1 456 749,63	514 257,07	1 456 749,63	514 257,07	942 492,56	
6226	Sous Total compte 6226					1 474 990,49	522 061,45	1 474 990,49	522 061,45	952 929,04	
6227	Rému interméd honoraires frais act cont					2 660 342,07	132 628,72	2 660 342,07	132 628,72	2 527 713,35	
6228	Rému interméd honoraires divers					1 003 201,23	165 130,54	1 003 201,23	165 130,54	838 070,69	
622	Sous Total compte 622					5 139 538,63	819 830,76	5 139 538,63	819 830,76	4 319 707,87	
6231	Pub public relat publ annonces insert					1 005 655,76	295 345,91	1 005 655,76	295 345,91	710 309,85	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					1 107 013,54	331 264,93	1 107 013,54	331 264,93	775 748,61	
6233	Pub public relat publ foires expositions					394 239,67	8 830,48	394 239,67	8 830,48	385 409,19	
6234	Publicité publications relations publicu					181 485,55	4 680,15	181 485,55	4 680,15	176 805,40	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés					518 172,89	350 809,88	518 172,89	350 809,88	167 363,01	
6238	Pub public relat publ divers					329 060,25	85 264,00	329 060,25	85 264,00	243 796,25	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

205

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
623	Sous Total compte 623					3 535 627,66	1 076 195,35	3 535 627,66	1 076 195,35	2 459 432,31	
6241	Transports de biens					37 758,09	3 089,07	37 758,09	3 089,07	34 669,02	
6245	transports de perso extér a collectivité					680 250,34	342 738,00	680 250,34	342 738,00	337 512,34	
6247	Transports collectifs					655 573,23	22 822,08	655 573,23	22 822,08	632 751,15	
624	Sous Total compte 624					1 373 581,66	368 649,15	1 373 581,66	368 649,15	1 004 932,51	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					277 700,74	153 680,84	277 700,74	153 680,84	124 019,90	
<b>625</b>	<b>Sous Total compte 625</b>					<b>277 700,74</b>	<b>153 680,84</b>	<b>277 700,74</b>	<b>153 680,84</b>	<b>124 019,90</b>	
6261	Frais d'affranchissement					190 027,01		190 027,01		190 027,01	
6262	Frais de télécommunication					2 597 606,08	609 229,70	2 597 606,08	609 229,70	1 988 376,38	
<b>626</b>	<b>Sous Total compte 626</b>					<b>2 787 633,09</b>	<b>609 229,70</b>	<b>2 787 633,09</b>	<b>609 229,70</b>	<b>2 178 403,39</b>	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					302 860,92	13 319,43	302 860,92	13 319,43	289 541,49	
6281	Aut serv extér concours divers					388 451,63	230,00	388 451,63	230,00	388 221,63	
6282	frais gardiennage					7 327 440,68	900 852,41	7 327 440,68	900 852,41	6 426 588,27	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					439 306,85	54 200,29	439 306,85	54 200,29	385 106,56	
62878	Rembst frais à des tiers					19 518,24	78,00	19 518,24	78,00	19 440,24	
<b>6287</b>	<b>Sous Total compte 6287</b>					<b>19 518,24</b>	<b>78,00</b>	<b>19 518,24</b>	<b>78,00</b>	<b>19 440,24</b>	
6288	Autres serv extér					286 416,62	121 951,40	286 416,62	121 951,40	164 465,22	
<b>628</b>	<b>Sous Total compte 628</b>					<b>8 461 134,02</b>	<b>1 077 312,10</b>	<b>8 461 134,02</b>	<b>1 077 312,10</b>	<b>7 383 821,92</b>	
<b>62</b>	<b>Sous Total compte 62</b>					<b>21 880 796,72</b>	<b>4 120 937,33</b>	<b>21 880 796,72</b>	<b>4 120 937,33</b>	<b>17 759 859,39</b>	
6331	Verst de transport					2 203 696,12		2 203 696,12		2 203 696,12	
6333	Particip employ à format cont					8 578,00		8 578,00		8 578,00	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					905 207,12	784,43	905 207,12	784,43	904 422,69	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

207

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
633	Sous Total compte 633					3 117 481,24	784,43	3 117 481,24	784,43	3 116 696,81	
63512	Impôts directs - taxes foncières					1 099 707,50	451 106,95	1 099 707,50	451 106,95	648 600,55	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63513	Impôts directs - autres impôts locaux					91 155,60	50 471,00	91 155,60	50 471,00	40 684,60	
6351	<b>Sous Total compte 6351</b>					<b>1 190 863,10</b>	<b>501 577,95</b>	<b>1 190 863,10</b>	<b>501 577,95</b>	<b>689 285,15</b>	
6358	Autres droits administration des impôts					77,00		77,00		77,00	
635	<b>Sous Total compte 635</b>					<b>1 190 940,10</b>	<b>501 577,95</b>	<b>1 190 940,10</b>	<b>501 577,95</b>	<b>689 362,15</b>	
63	<b>Sous Total compte 63</b>					<b>4 308 421,34</b>	<b>502 362,38</b>	<b>4 308 421,34</b>	<b>502 362,38</b>	<b>3 806 058,96</b>	
64111	Persl titulaire_rémun principale					69 057 547,00	72 766,23	69 057 547,00	72 766,23	68 984 780,77	
64112	Persl titulaire supplt fami et indem rés					496 825,27		496 825,27		496 825,27	
64113	NBI					670 872,45		670 872,45		670 872,45	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					44 499 142,31		44 499 142,31		44 499 142,31	
6411	<b>Sous Total compte 6411</b>					<b>114 724 387,03</b>	<b>72 766,23</b>	<b>114 724 387,03</b>	<b>72 766,23</b>	<b>114 651 620,80</b>	
64121	Assistants maternelles rémunéra princip					16 932 947,68	157 737,32	16 932 947,68	157 737,32	16 775 210,36	
64128	Assistants maternelles autres indemnité					5 718,60	4 263,60	5 718,60	4 263,60	1 455,00	
6412	<b>Sous Total compte 6412</b>					<b>16 938 666,28</b>	<b>162 000,92</b>	<b>16 938 666,28</b>	<b>162 000,92</b>	<b>16 776 665,36</b>	
64131	Persel non titulaire - rémunération					19 218 087,15	16 308,08	19 218 087,15	16 308,08	19 201 779,07	
6413	<b>Sous Total compte 6413</b>					<b>19 218 087,15</b>	<b>16 308,08</b>	<b>19 218 087,15</b>	<b>16 308,08</b>	<b>19 201 779,07</b>	
64162	Emplois d'avenir					19 330,64		19 330,64		19 330,64	
6416	<b>Sous Total compte 6416</b>					<b>19 330,64</b>		<b>19 330,64</b>		<b>19 330,64</b>	

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6417	Persel non titulaire rémun apprentis					666 720,78		666 720,78		666 720,78	
6419	Rembst rémunérations du persel						994 626,89		994 626,89		994 626,89

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
641	Sous Total compte 641					151 567 191,88	1 245 702,12	151 567 191,88	1 245 702,12	150 321 489,76	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					21 133 806,49	51 760,48	21 133 806,49	51 760,48	21 082 046,01	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					26 162 076,57	2 284,00	26 162 076,57	2 284,00	26 159 792,57	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					1 468 295,38		1 468 295,38		1 468 295,38	
6455	Charges sécu prévo cotis assur personnel					54 290,02		54 290,02		54 290,02	
645	Sous Total compte 645					48 818 468,46	54 044,48	48 818 468,46	54 044,48	48 764 423,98	
6472	Autres charges sociales-prestations fami					4 494,86		4 494,86		4 494,86	
64731	Autres charges soc alloc chômage					985 366,71		985 366,71		985 366,71	
6473	Sous Total compte 6473					985 366,71		985 366,71		985 366,71	
6475	Autres charges sociales médecine travail					87 175,76	8 149,90	87 175,76	8 149,90	79 025,86	
6478	Autres charges sociales diverses					3 669 078,40	3 184,51	3 669 078,40	3 184,51	3 665 893,89	
6479	Rembst sur autres charges social						491 213,46		491 213,46		491 213,46
647	Sous Total compte 647					4 746 115,73	502 547,87	4 746 115,73	502 547,87	4 243 567,86	
648	Autres charges de personnel					391 656,91	107 828,66	391 656,91	107 828,66	283 828,25	
64	Sous Total compte 64					205 523 432,98	1 910 123,13	205 523 432,98	1 910 123,13	203 613 309,85	
65111	Famille et enfance					950 146,17	73 267,91	950 146,17	73 267,91	876 878,26	



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

211

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6511211	Presta de compensa handi plus de 20 ans					19 597 269,99	25 962,66	19 597 269,99	25 962,66	19 571 307,33	
6511212	Presta de compensa handi moins de 20 ans					2 591 107,78	16 353,66	2 591 107,78	16 353,66	2 574 754,12	
651121	Sous Total compte 651121					22 188 377,77	42 316,32	22 188 377,77	42 316,32	22 146 061,45	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
651122	Allocation compensatrice tierce personne					4 365 919,39	12 740,58	4 365 919,39	12 740,58	4 353 178,81	
65112	<b>Sous Total compte 65112</b>					<b>26 554 297,16</b>	<b>55 056,90</b>	<b>26 554 297,16</b>	<b>55 056,90</b>	<b>26 499 240,26</b>	
651141	APA à domicile versée au serv aide domic					1 194 045,89	87 682,01	1 194 045,89	87 682,01	1 106 363,88	
651142	APA à domicile versée au bénéficiaire					47 389 851,99	994 075,43	47 389 851,99	994 075,43	46 395 776,56	
651143	APA versée bénéficiaire en établissement					152 131,72		152 131,72		152 131,72	
651144	APA versée à l'établissement					8 664 347,82	72 196,29	8 664 347,82	72 196,29	8 592 151,53	
651148	APA autres					3 693 829,91	158 432,83	3 693 829,91	158 432,83	3 535 397,08	
65114	<b>Sous Total compte 65114</b>					<b>61 094 207,33</b>	<b>1 312 386,56</b>	<b>61 094 207,33</b>	<b>1 312 386,56</b>	<b>59 781 820,77</b>	
6511	<b>Sous Total compte 6511</b>					<b>88 598 650,66</b>	<b>1 440 711,37</b>	<b>88 598 650,66</b>	<b>1 440 711,37</b>	<b>87 157 939,29</b>	
65121	Rémunérations					166 424,89	3 579,02	166 424,89	3 579,02	162 845,87	
6512	<b>Sous Total compte 6512</b>					<b>166 424,89</b>	<b>3 579,02</b>	<b>166 424,89</b>	<b>3 579,02</b>	<b>162 845,87</b>	
65131	Bourses					5 706 071,23	396 273,52	5 706 071,23	396 273,52	5 309 797,71	
65133	Secours d'urgence					1 729 979,19	278 672,59	1 729 979,19	278 672,59	1 451 306,60	
65138	Autres secours					1 829,00	1 829,00	1 829,00	1 829,00		0,00
6513	<b>Sous Total compte 6513</b>					<b>7 437 879,42</b>	<b>676 775,11</b>	<b>7 437 879,42</b>	<b>676 775,11</b>	<b>6 761 104,31</b>	
65171	Versements pour allocations forfaitaires					182 844 367,06	1 215 234,63	182 844 367,06	1 215 234,63	181 629 132,43	
65172	Versements pour allocations forfaitaires					28 340 787,52		28 340 787,52		28 340 787,52	
6517	<b>Sous Total compte 6517</b>					<b>211 185 154,58</b>	<b>1 215 234,63</b>	<b>211 185 154,58</b>	<b>1 215 234,63</b>	<b>209 969 919,95</b>	
6518	Autres (primes, dots...)					6 995 740,58	1 049 616,34	6 995 740,58	1 049 616,34	5 946 124,24	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
651	Sous Total compte 651					314 383 850,13	4 385 916,47	314 383 850,13	4 385 916,47	309 997 933,66	
65211	Frais de scolarité					42 647,00	26 064,07	42 647,00	26 064,07	16 582,93	
65212	Frais périscolaires					23 419,00	7 741,00	23 419,00	7 741,00	15 678,00	
6521	Sous Total compte 6521					66 066,00	33 805,07	66 066,00	33 805,07	32 260,93	
6522	Accueil familial					1 920 182,56	2 327,78	1 920 182,56	2 327,78	1 917 854,78	
6523	Frais d'hospitalisation					108 107,48		108 107,48		108 107,48	
652411	Foyers de l'enfance, centre hotel matern					10 402 102,62	3 325,25	10 402 102,62	3 325,25	10 398 777,37	
652412	Maisons d'enfants à caractère social					16 767 022,97		16 767 022,97		16 767 022,97	
652413	Lieux de vie et d'accueil					430 519,01		430 519,01		430 519,01	
652414	Foyers de jeunes travailleurs					105 044,50	93 934,55	105 044,50	93 934,55	11 109,95	
652415	Etablissements scolaires					108 284,67	65 605,64	108 284,67	65 605,64	42 679,03	
652416	Serv aide educ milieu ouvert et domicile					1 953 744,52	2 091,47	1 953 744,52	2 091,47	1 951 653,05	
652418	Autres					195 967,36	186 738,08	195 967,36	186 738,08	9 229,28	
65241	Sous Total compte 65241					29 962 685,65	351 694,99	29 962 685,65	351 694,99	29 610 990,66	
65242	frais de séjour en etab et serv handicap					6 337 187,89	319 495,21	6 337 187,89	319 495,21	6 017 692,68	
65243	frais de séjour en etab pers âgées					26 599 512,70	132 078,66	26 599 512,70	132 078,66	26 467 434,04	
6524	Sous Total compte 6524					62 899 386,24	803 268,86	62 899 386,24	803 268,86	62 096 117,38	
6525	Frais d'inhumation					3 497,54		3 497,54		3 497,54	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6526	Prévention spécialisée					1 902 031,99		1 902 031,99		1 902 031,99	

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
652	Sous Total compte 652					66 899 271,81	839 401,71	66 899 271,81	839 401,71	66 059 870,10	
65311	Indemnités de fonction					1 800 393,31		1 800 393,31		1 800 393,31	
65312	Frais de mission et de déplacement					288 084,79	141 416,85	288 084,79	141 416,85	146 667,94	
65313	Cotisations de retraite					238 639,01	4 953,76	238 639,01	4 953,76	233 685,25	
65315	Formation					64 932,39	17 500,39	64 932,39	17 500,39	47 432,00	
6531	Sous Total compte 6531					2 392 049,50	163 871,00	2 392 049,50	163 871,00	2 228 178,50	
65321	Indemnités de fonction					5 278,00		5 278,00		5 278,00	
65322	Frais de mission et déplacement					19 437,89	611,64	19 437,89	611,64	18 826,25	
6532	Sous Total compte 6532					24 715,89	611,64	24 715,89	611,64	24 104,25	
65331	Indemnités de fonction					624 877,38	509,46	624 877,38	509,46	624 367,92	
65332	Frais de mission et de déplacement					74 401,02	47 483,77	74 401,02	47 483,77	26 917,25	
6533	Sous Total compte 6533					699 278,40	47 993,23	699 278,40	47 993,23	651 285,17	
653	Sous Total compte 653					3 116 043,79	212 475,87	3 116 043,79	212 475,87	2 903 567,92	
655111	Etablissements publics					5 237 139,30		5 237 139,30		5 237 139,30	
655112	Etablissements privés					820 297,19		820 297,19		820 297,19	
65511	Sous Total compte 65511					6 057 436,49		6 057 436,49		6 057 436,49	
655121	Etablissements publics					9 001 502,79		9 001 502,79		9 001 502,79	
655122	Etablissements privés					954 463,43		954 463,43		954 463,43	
65512	Sous Total compte 65512					9 955 966,22		9 955 966,22		9 955 966,22	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6551	Sous Total compte 6551					16 013 402,71		16 013 402,71		16 013 402,71	
65521	Personnes de droit privé					2 560 024,00	5 545,00	2 560 024,00	5 545,00	2 554 479,00	
65522	Collectivités					360 215,00		360 215,00		360 215,00	
6552	Sous Total compte 6552					2 920 239,00	5 545,00	2 920 239,00	5 545,00	2 914 694,00	
6553	Service incendie					13 500 000,00		13 500 000,00		13 500 000,00	
65561	Contributions au fonds de compensation					332 000,00	332 000,00	332 000,00	332 000,00		0,00
6556	Sous Total compte 6556					332 000,00	332 000,00	332 000,00	332 000,00		0,00
6558	Autres contributions obligatoires					1 874 220,16		1 874 220,16		1 874 220,16	
655	Sous Total compte 655					34 639 861,87	337 545,00	34 639 861,87	337 545,00	34 302 316,87	
6568	Autres participations					4 021 007,68	2 285 904,39	4 021 007,68	2 285 904,39	1 735 103,29	
656	Sous Total compte 656					4 021 007,68	2 285 904,39	4 021 007,68	2 285 904,39	1 735 103,29	
657341	Communes membres du GFP					10 605,38		10 605,38		10 605,38	
657348	Autres Communes					6 158 613,37	5 693 436,40	6 158 613,37	5 693 436,40	465 176,97	
65734	Sous Total compte 65734					6 169 218,75	5 693 436,40	6 169 218,75	5 693 436,40	475 782,35	
657351	GFP de rattachement					55 067,50	30 375,00	55 067,50	30 375,00	24 692,50	
657358	Autres Groupements					887 722,44	10 000,00	887 722,44	10 000,00	877 722,44	
65735	Sous Total compte 65735					942 789,94	40 375,00	942 789,94	40 375,00	902 414,94	
657361	Caiss ecoles					1 925,00		1 925,00		1 925,00	
657362	CCAS					407 450,02	17 000,00	407 450,02	17 000,00	390 450,02	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6573641	Aux BA et régies autonomie financ seule					2 603 732,88	216 175,03	2 603 732,88	216 175,03	2 387 557,85	
6573642	Aux régies dotées de personnalité morale					1 800 000,00		1 800 000,00		1 800 000,00	
657364	Sous Total compte 657364					4 403 732,88	216 175,03	4 403 732,88	216 175,03	4 187 557,85	
65736	Sous Total compte 65736					4 813 107,90	233 175,03	4 813 107,90	233 175,03	4 579 932,87	
657381	Autres établissements publics locaux					113 532 271,57	550 999,87	113 532 271,57	550 999,87	112 981 271,70	
657382	Organismes publics divers					16 115 216,30	503 799,80	16 115 216,30	503 799,80	15 611 416,50	
65738	Sous Total compte 65738					129 647 487,87	1 054 799,67	129 647 487,87	1 054 799,67	128 592 688,20	
6573	Sous Total compte 6573					141 572 604,46	7 021 786,10	141 572 604,46	7 021 786,10	134 550 818,36	
65742	Entreprises					918,00		918,00		918,00	
65748	Autres personnes de droit privé					51 958 290,69	10 325 773,12	51 958 290,69	10 325 773,12	41 632 517,57	
6574	Sous Total compte 6574					51 959 208,69	10 325 773,12	51 959 208,69	10 325 773,12	41 633 435,57	
6577	Remises gracieuses					12 083,86		12 083,86		12 083,86	
657	Sous Total compte 657					193 543 897,01	17 347 559,22	193 543 897,01	17 347 559,22	176 196 337,79	
6581	Redevances concessions, brevets, licence					65 371,26		65 371,26		65 371,26	
65888	Autres					76 000,00	2 446,00	76 000,00	2 446,00	73 554,00	
6588	Sous Total compte 6588					76 000,00	2 446,00	76 000,00	2 446,00	73 554,00	
658	Sous Total compte 658					141 371,26	2 446,00	141 371,26	2 446,00	138 925,26	
65	Sous Total compte 65					616 745 303,55	25 411 248,66	616 745 303,55	25 411 248,66	591 334 054,89	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					12 899 666,27		12 899 666,27		12 899 666,27	



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					4 329 812,52	4 828 222,11	4 329 812,52	4 828 222,11		498 409,59
6611	<b>Sous Total compte 6611</b>					17 229 478,79	4 828 222,11	17 229 478,79	4 828 222,11	12 401 256,68	
6615	Charges d'intérêts ctes courants dépôts					84 500,00		84 500,00		84 500,00	
6618	Charges d'intérêts des autres dettes					165,30		165,30		165,30	
661	<b>Sous Total compte 661</b>					17 314 144,09	4 828 222,11	17 314 144,09	4 828 222,11	12 485 921,98	
66	<b>Sous Total compte 66</b>					17 314 144,09	4 828 222,11	17 314 144,09	4 828 222,11	12 485 921,98	
673	Titres annulés sur exercices antérieurs					3 608 397,73	2 847,20	3 608 397,73	2 847,20	3 605 550,53	
6761	Diff sur réalisations (positives)					15 000,00		15 000,00		15 000,00	
676	<b>Sous Total compte 676</b>					15 000,00		15 000,00		15 000,00	
67	<b>Sous Total compte 67</b>					3 623 397,73	2 847,20	3 623 397,73	2 847,20	3 620 550,53	
6811	DA - immob					33 169 535,78		33 169 535,78		33 169 535,78	
681	<b>Sous Total compte 681</b>					33 169 535,78		33 169 535,78		33 169 535,78	
68	<b>Sous Total compte 68</b>					33 169 535,78		33 169 535,78		33 169 535,78	
	<b>Total classe 6</b>					942 982 795,41	45 706 630,25	942 982 795,41	45 706 630,25	899 260 415,10	1 984 249,94
70323	Redev occupation domaine public col uniq						1 044,00		1 044,00		1 044,00
7032	<b>Sous Total compte 7032</b>						1 044,00		1 044,00		1 044,00
7035	Locations droits de chasse et de pêche						6 364,80		6 364,80		6 364,80
70388	Autres redevances						2 817 039,34		2 817 039,34		2 817 039,34



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

219

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	et recettes diverses										
7038	Sous Total compte 7038						2 817 039,34		2 817 039,34		2 817 039,34



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
703	Sous Total compte 703						2 824 448,14		2 824 448,14		2 824 448,14
7062	Redev droits serv à caractère culturel						315 212,05		315 212,05		315 212,05
706	Sous Total compte 706						315 212,05		315 212,05		315 212,05
7083	Locations diverses autre qu'immeuble						41 784,80		41 784,80		41 784,80
70848	Aux autres organismes						297 959,80		297 959,80		297 959,80
7084	Sous Total compte 7084						297 959,80		297 959,80		297 959,80
70878	Par des tiers						1 100 308,15		1 100 308,15		1 100 308,15
7087	Sous Total compte 7087						1 100 308,15		1 100 308,15		1 100 308,15
7088	Aut prod activ annex abonnt vente ouvr						62 885,25		62 885,25		62 885,25
708	Sous Total compte 708						1 502 938,00		1 502 938,00		1 502 938,00
70	Sous Total compte 70						4 642 598,19		4 642 598,19		4 642 598,19
73111	Taxes foncières et d'habitation						72 367 433,00		72 367 433,00		72 367 433,00
73112	Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises						36 039 151,00		36 039 151,00		36 039 151,00
73114	Imposition Forfait Entreprises Réseau						2 855 849,00		2 855 849,00		2 855 849,00
7311	Sous Total compte 7311						111 262 433,00		111 262 433,00		111 262 433,00
73121	Taxe déptle pub fonc et droit dép enregi					190 000,00	23 760 367,42	190 000,00	23 760 367,42		23 570 367,42
73122	Taxe déptle add certains droits enregist						473 952,41		473 952,41		473 952,41

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

221

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73128	Autres droits d'enregistrement						298,00		298,00		298,00
7312	Sous Total compte 7312					190 000,00	24 234 617,83	190 000,00	24 234 617,83		24 044 617,83



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73131	Taxe d'aménagement - part départementale						1 630 341,59		1 630 341,59		1 630 341,59
<b>7313</b>	<b>Sous Total compte 7313</b>						<b>1 630 341,59</b>		<b>1 630 341,59</b>		<b>1 630 341,59</b>
73141	Taxe sur consommation finale électricité						2 729 945,82		2 729 945,82		2 729 945,82
731421	TICPE - LRL						165 052 666,20		165 052 666,20		165 052 666,20
731422	TICPE - Grenelle (2&#38;#7497; part)					191 991,39	4 270 293,90	191 991,39	4 270 293,90		4 078 302,51
<b>73142</b>	<b>Sous Total compte 73142</b>					<b>191 991,39</b>	<b>169 322 960,10</b>	<b>191 991,39</b>	<b>169 322 960,10</b>		<b>169 130 968,71</b>
<b>7314</b>	<b>Sous Total compte 7314</b>					<b>191 991,39</b>	<b>172 052 905,92</b>	<b>191 991,39</b>	<b>172 052 905,92</b>		<b>171 860 914,53</b>
73151	Taxe sur les permis de conduire						285 511,00		285 511,00		285 511,00
73153	Taxe certificats immatriculation véhicul					584 774,00	7 907 529,50	584 774,00	7 907 529,50		7 322 755,50
<b>7315</b>	<b>Sous Total compte 7315</b>					<b>584 774,00</b>	<b>8 193 040,50</b>	<b>584 774,00</b>	<b>8 193 040,50</b>		<b>7 608 266,50</b>
73171	Taxe sur les conventions d'assurance					1 342 106,31	28 602 608,70	1 342 106,31	28 602 608,70		27 260 502,39
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour						30 151,18		30 151,18		30 151,18
<b>73172</b>	<b>Sous Total compte 73172</b>						<b>30 151,18</b>		<b>30 151,18</b>		<b>30 151,18</b>
731771	Taxe d'apprentissage					100 712,71	27 858 729,50	100 712,71	27 858 729,50		27 758 016,79
731772	TICPE - Ressource régionale apprentissag					156 049,10	2 885 318,73	156 049,10	2 885 318,73		2 729 269,63



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -

223

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
731773	Frais gestion formation prof apprentiss						8 979 211,81		8 979 211,81		8 979 211,81
731774	TICPE FPA						3 517 412,15		3 517 412,15		3 517 412,15
73177	Sous Total compte 73177					256 761,81	43 240 672,19	256 761,81	43 240 672,19		42 983 910,38
7317	Sous Total compte 7317					1 598 868,12	71 873 432,07	1 598 868,12	71 873 432,07		70 274 563,95



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7318	Autres						399 687,00		399 687,00		399 687,00
<b>731</b>	<b>Sous Total compte 731</b>					<b>2 565 633,51</b>	<b>389 646 457,91</b>	<b>2 565 633,51</b>	<b>389 646 457,91</b>		<b>387 080 824,40</b>
73221	FNGIR						6 629 251,00		6 629 251,00		6 629 251,00
732222	Fonds						2 213 209,00		2 213 209,00		2 213 209,00
	péréquation										
	ress perçues										
	par Corse										
<b>73222</b>	<b>Sous Total compte 73222</b>					<b>2 213 209,00</b>		<b>2 213 209,00</b>			<b>2 213 209,00</b>
73224	Fonds						606 693,00		606 693,00		606 693,00
	péréquation										
	cotisation VA										
	entrepri										
732251	Attributions						7 404 671,00		7 404 671,00		7 404 671,00
	fonds nat										
	péréquation										
	DMTO										
732252	Attributions						10 303 217,00		10 303 217,00		10 303 217,00
	fonds										
	solidarité en										
	fav dép										
<b>73225</b>	<b>Sous Total compte 73225</b>					<b>17 707 888,00</b>		<b>17 707 888,00</b>			<b>17 707 888,00</b>
<b>7322</b>	<b>Sous Total compte 7322</b>					<b>27 157 041,00</b>		<b>27 157 041,00</b>			<b>27 157 041,00</b>
7324	Frais gestion						12 345 602,00		12 345 602,00		12 345 602,00
	taxe foncière										
	propr baties										
<b>732</b>	<b>Sous Total compte 732</b>					<b>39 502 643,00</b>		<b>39 502 643,00</b>			<b>39 502 643,00</b>
73411	Taxe sur les						1 815 465,01		1 815 465,01		1 815 465,01
	rhums										
<b>7341</b>	<b>Sous Total compte 7341</b>					<b>1 815 465,01</b>		<b>1 815 465,01</b>			<b>1 815 465,01</b>
7342	Taxes sur les						82 932 450,45		82 932 450,45		82 932 450,45
	carburants										
73432	Octroi de mer						75 129 473,90		75 129 473,90		75 129 473,90
	régional										
73433	Taxe due par					80 863,50	2 073 739,15	80 863,50	2 073 739,15		1 992 875,65
	entreprises										
	transp public										
<b>7343</b>	<b>Sous Total compte 7343</b>					<b>80 863,50</b>	<b>77 203 213,05</b>	<b>80 863,50</b>	<b>77 203 213,05</b>		<b>77 122 349,55</b>



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer						35 967 145,28		35 967 145,28		35 967 145,28

ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
734	Sous Total compte 734					80 863,50	197 918 273,79	80 863,50	197 918 273,79		197 837 410,29
735	Fraction de TVA						14 510 977,50		14 510 977,50		14 510 977,50
7392252	Prélèvements au titre des fonds de solidarité départementale					1 453 616,00		1 453 616,00		1 453 616,00	
739225	Sous Total compte 739225					1 453 616,00		1 453 616,00		1 453 616,00	
73922	Sous Total compte 73922					1 453 616,00		1 453 616,00		1 453 616,00	
7392	Sous Total compte 7392					1 453 616,00		1 453 616,00		1 453 616,00	
739	Sous Total compte 739					1 453 616,00		1 453 616,00		1 453 616,00	
73	Sous Total compte 73					4 100 113,01	641 578 352,20	4 100 113,01	641 578 352,20		637 478 239,19
74121	Dotation forfaitaire des départements						27 465 895,00		27 465 895,00		27 465 895,00
741221	Dotation de fonction minimale des départements						11 399 670,00		11 399 670,00		11 399 670,00
741222	Dotation de péréquation urbaine des départements						8 341 685,00		8 341 685,00		8 341 685,00
741223	Dotation de compensation des départements						99 558 193,00		99 558 193,00		99 558 193,00
74122	Sous Total compte 74122						119 299 548,00		119 299 548,00		119 299 548,00
7412	Sous Total compte 7412						146 765 443,00		146 765 443,00		146 765 443,00
741	Sous Total compte 741						146 765 443,00		146 765 443,00		146 765 443,00
744	FCTVA						4 123 340,00		4 123 340,00		4 123 340,00
7458	Autres						7 975 799,00		7 975 799,00		7 975 799,00
745	Sous Total compte 745						7 975 799,00		7 975 799,00		7 975 799,00
74621	DGD						9 274 153,00		9 274 153,00		9 274 153,00



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7462	Sous Total compte 7462						9 274 153,00		9 274 153,00		9 274 153,00
74631	DGD						31 635 243,00		31 635 243,00		31 635 243,00
7463	Sous Total compte 7463						31 635 243,00		31 635 243,00		31 635 243,00
746	Sous Total compte 746						40 909 396,00		40 909 396,00		40 909 396,00
74713	Fonds d'appui aux politiques d'insertion						929 319,73		929 319,73		929 319,73
74718	Autres						2 147 261,16		2 147 261,16		2 147 261,16
7471	Sous Total compte 7471						3 076 580,89		3 076 580,89		3 076 580,89
7476	Sécurité sociale et organismes mutualist						78 000,00		78 000,00		78 000,00
74771	Fonds social européen						4 530 070,63		4 530 070,63		4 530 070,63
74772	FEDER					3 270 442,31	4 421 403,53	3 270 442,31	4 421 403,53		1 150 961,22
7477	Sous Total compte 7477					3 270 442,31	8 951 474,16	3 270 442,31	8 951 474,16		5 681 031,85
747811	Dotation versée au titre de l'APA						30 746 326,84		30 746 326,84		30 746 326,84
747812	Dotation versée au titre de la PCH						4 165 682,12		4 165 682,12		4 165 682,12
7478141	Part autonomie						468 770,67		468 770,67		468 770,67
747814	Sous Total compte 747814						468 770,67		468 770,67		468 770,67
747818	Autres						20 000,00		20 000,00		20 000,00
74781	Sous Total compte 74781						35 400 779,63		35 400 779,63		35 400 779,63
7478211	Etat						3 885 000,00		3 885 000,00		3 885 000,00
747821	Sous Total compte 747821						3 885 000,00		3 885 000,00		3 885 000,00



ETAT : III-1

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74782	Sous Total compte 74782						3 885 000,00		3 885 000,00		3 885 000,00
74783	Fonds de mobilisation départemental pour						5 276 851,00		5 276 851,00		5 276 851,00
74788	Autres						8 460 634,80		8 460 634,80		8 460 634,80
7478	Sous Total compte 7478						53 023 265,43		53 023 265,43		53 023 265,43
747	Sous Total compte 747					3 270 442,31	65 129 320,48	3 270 442,31	65 129 320,48		61 858 878,17
748312	D.C.R.T.P.					246 361,00	6 738 601,00	246 361,00	6 738 601,00		6 492 240,00
74831	Sous Total compte 74831					246 361,00	6 738 601,00	246 361,00	6 738 601,00		6 492 240,00
74832	Etat Compensation contributi CVAE CFE						2 720 625,00		2 720 625,00		2 720 625,00
74835	Dot transfert compensations ex F Dir loc						6 358 148,00		6 358 148,00		6 358 148,00
7483	Sous Total compte 7483					246 361,00	15 817 374,00	246 361,00	15 817 374,00		15 571 013,00
74881	Participation des famil heberg scolaire						839 737,61		839 737,61		839 737,61
74888	Autres						1 343 730,78		1 343 730,78		1 343 730,78
7488	Sous Total compte 7488						2 183 468,39		2 183 468,39		2 183 468,39
748	Sous Total compte 748					246 361,00	18 000 842,39	246 361,00	18 000 842,39		17 754 481,39
7498	Autres reversements sur dotat et partici					26 452,00		26 452,00		26 452,00	
749	Sous Total compte 749					26 452,00		26 452,00		26 452,00	
74	Sous Total compte 74					3 543 255,31	282 904 140,87	3 543 255,31	282 904 140,87		279 360 885,56
7511	Recouvrements sur départements et Co Pub					609,29	400 446,54	609,29	400 446,54		399 837,25



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7512	Recouvrements sur séc soc et org mutuali						495 084,58		495 084,58		495 084,58

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7513	Recouvrements sur bénéficiers, tiers-p, successeurs						884 657,54		884 657,54		884 657,54
7518	Recouvrements sur autres redevables					62 903,20	1 192 427,71	62 903,20	1 192 427,71		1 129 524,51
751	<b>Sous Total compte 751</b>					<b>63 512,49</b>	<b>2 972 616,37</b>	<b>63 512,49</b>	<b>2 972 616,37</b>		<b>2 909 103,88</b>
752	Revenus des immeubles						281 144,12		281 144,12		281 144,12
7533	APA					4 008,44	66 756,89	4 008,44	66 756,89		62 748,45
75342	Allocations forfaitaires						1 483 442,92		1 483 442,92		1 483 442,92
75343	Allocations forfaitaires majorées						177 159,22		177 159,22		177 159,22
7534	<b>Sous Total compte 7534</b>						<b>1 660 602,14</b>		<b>1 660 602,14</b>		<b>1 660 602,14</b>
753	<b>Sous Total compte 753</b>					<b>4 008,44</b>	<b>1 727 359,03</b>	<b>4 008,44</b>	<b>1 727 359,03</b>		<b>1 723 350,59</b>
755	Dédits et pénalités perçus						88 299,97		88 299,97		88 299,97
7588	Autres produits divers de gestion courante					15 598,65	20 964 248,26	15 598,65	20 964 248,26		20 948 649,61
758	<b>Sous Total compte 758</b>					<b>15 598,65</b>	<b>20 964 248,26</b>	<b>15 598,65</b>	<b>20 964 248,26</b>		<b>20 948 649,61</b>
75	<b>Sous Total compte 75</b>					<b>83 119,58</b>	<b>26 033 667,75</b>	<b>83 119,58</b>	<b>26 033 667,75</b>		<b>25 950 548,17</b>
761	Produits des participations						9 137,59		9 137,59		9 137,59
76811	Sortie des emprunts à risques avec IRA						23 988,46		23 988,46		23 988,46
7681	<b>Sous Total compte 7681</b>						<b>23 988,46</b>		<b>23 988,46</b>		<b>23 988,46</b>
7688	Autres						12 025,83		12 025,83		12 025,83
768	<b>Sous Total compte 768</b>						<b>36 014,29</b>		<b>36 014,29</b>		<b>36 014,29</b>
76	<b>Sous Total compte 76</b>						<b>45 151,88</b>		<b>45 151,88</b>		<b>45 151,88</b>



ETAT : III-1  
103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

## BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 7					7 726 487,90	955 203 910,89	7 726 487,90	955 203 910,89	1 480 068,00	948 957 490,99
	Total général	6 662 786 359,4	6 662 786 359,4	4 032 754 597,4	3 983 236 092,4	1 182 059 115,4	1 231 577 620,4	11 877 600 072,4	11 877 600 072,4	7 763 192 516,4	7 763 192 516,50



ETAT : III-2

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

**BALANCE DES VALEURS INACTIVES**

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé								
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861							0,00	0,00
Portefeuille								
TICKETS DE SERVICE	21 900,00	19 800,00	41 700,00	0,00	29 700,00	29 700,00	12 000,00	0,00
MUSEE DE LA CANNE	33 920,00	91 700,00	125 620,00	0,00	79 760,00	79 760,00	45 860,00	0,00
ECOMUSEE DE MARTINIQUE	19 320,00	42 200,00	61 520,00	0,00	39 460,00	39 460,00	22 060,00	0,00
MAISON DES VOLCANS	14 400,00	4 700,00	19 100,00	0,00	4 080,00	4 080,00	15 020,00	0,00
MUSEE D'HISTOIRE ET D'ETNOGRAPHIE	6 840,00	36 600,00	43 440,00	0,00	28 580,00	28 580,00	14 860,00	0,00
PISCINE TERRITORIALE JB	1 352,50	2 400,00	3 752,50	0,00	2 400,00	2 400,00	1 352,50	0,00
MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET PREHIST	11 220,00	53 888,00	65 108,00	0,00	25 300,00	25 300,00	39 808,00	0,00
Sous Total compte 861	108 952,50	251 288,00	360 240,50	0,00	209 280,00	209 280,00	150 960,50	0,00
862							0,00	0,00
Correspondant								
TICKETS DE SERVICE	27 300,00	4 650,00	31 950,00	0,00	25 650,00	25 650,00	6 300,00	0,00
MUSEE DE LA CANNE	9 380,00	33 145,40	42 525,40	0,00	36 697,20	36 697,20	5 828,20	0,00
ECOMUSEE DE MARTINIQUE	5 080,00	18 476,00	23 556,00	0,00	17 773,80	17 773,80	5 782,20	0,00
MAISON DES VOLCANS	2 086,75	1 993,25	4 080,00	0,00	0,00	0,00	4 080,00	0,00
MUSEE D'HISTOIRE ET D'ETNOGRAPHIE	6 035,00	20 605,00	26 640,00	0,00	5 800,00	5 800,00	20 840,00	0,00
PISCINE TERRITORIALE JB	0,00	2 400,00	2 400,00	0,00	1 416,00	1 416,00	984,00	0,00
MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET PREHIST	3 580,00	15 200,00	18 780,00	0,00	10 500,00	10 500,00	8 280,00	0,00
Sous Total compte 862	53 461,75	96 469,65	149 931,40	0,00	97 837,00	97 837,00	52 094,40	0,00
863							0,00	0,00
Prise en charge titre et valeur								



## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Juin 2019 -

233

ETAT : III-2

103090

P.COL MARTINIQUE

Coll Territoriale Martinique

Arrêtée à la date du 31/12/2018

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé								
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
TICKETS DE SERVICE	0,00	30 900,00	30 900,00	49 200,00	0,00	49 200,00	0,00	18 300,00
MUSEE DE LA CANNE	0,00	76 697,20	76 697,20	43 300,00	85 085,40	128 385,40	0,00	51 688,20
ECOMUSEE DE MARTINIQUE	0,00	36 273,80	36 273,80	24 400,00	39 716,00	64 116,00	0,00	27 842,20
MAISON DES VOLCANS	0,00	0,00	0,00	16 486,75	2 613,25	19 100,00	0,00	19 100,00
MUSEE D'HISTOIRE ET D'ETNOGRAPHIE	0,00	12 700,00	12 700,00	12 875,00	35 525,00	48 400,00	0,00	35 700,00
PISCINE TERRITORIALE JB	0,00	1 416,00	1 416,00	1 352,50	2 400,00	3 752,50	0,00	2 336,50
MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET PREHIST	0,00	20 000,00	20 000,00	14 800,00	53 288,00	68 088,00	0,00	48 088,00
Sous Total compte 863	0,00	177 987,00	177 987,00	162 414,25	218 627,65	381 041,90	0,00	203 054,90
TOTAUX	162 414,25	525 744,65	688 158,90	162 414,25	525 744,65	688 158,90	203 054,90	203 054,90



## Page des signatures

01300 - Coll Territoriale Martinique

Exercice 2018

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :**JOSEPH-BONIFACE Eddy (1014335037-0), Inspecteur des Finances Publiques****A DRFiP DE LA MARTINIQUE, le 28/05/2019**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **Coll Territoriale Martinique** pendant l'année **2018** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**MORAVIE Georges-Alain (1013026230-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe****A MARTINIQUE, le 28/05/2019**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

## Détail d'un compte de gestion sur chiffres

ET

Détail d'un compte de gestion sur chiffres

Pièces annexes

### Détail du compte de gestion sur chiffres

Code Col	103090013	Libellé	Coll Territoriale Martinique
SIRET	20005550700012	Exercice	2018
Code INSEE	984	Etat du compte	CGC validé Ordo

### Téléchargement

Téléchargement du pdf



### Action

Aucune action n'est possible sur ce compte de gestion sur chiffres

### Historique

#### Historique des téléchargements

#### Historique des versions

Utilisateur	Date
MARIE-JEANNE ALFRED (amariejeanne-xt)	25/06/2019 23:18:05
MARIE-JEANNE ALFRED (amariejeanne-xt)	25/06/2019 23:17:28
MARIE-JEANNE ALFRED (amariejeanne-xt)	25/06/2019 23:01:25
DALIGONY Marie-Ange (1017223162-0)	12/06/2019 18:16:10
MORAVIE Georges-Alain (1013026230-0)	04/06/2019 15:57:36
JOSEPH-BONIFACE Eddy (1014335037-0)	03/06/2019 16:14:16
MORAVIE Georges-Alain (1013026230-0)	28/05/2019 17:54:58
JOSEPH-BONIFACE Eddy (1014335037-0)	28/05/2019 16:07:58

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-225-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**RAPPORT**  
**À**  
**MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**  
**MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS**  
**À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**

**SEANCE DU 20 JUIN 2019**

**RAPPORT N° 9**

**EXAMEN ET VOTE**  
**COMPTE DE GESTION 2018**

Le vote du compte gestion doit intervenir préalablement à celui du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Conformément à la réglementation, Monsieur le Payeur Territorial a transmis avant le 01 juin courant, à Monsieur le Président du Conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, son compte de gestion pour le budget principal, le budget du LTA et celui du BGPISE.

Vous êtes invités à vous prononcer sur leur adoption.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, Chers collègues de bien vouloir en délibérer.

  
Le Président du Conseil exécutif  
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

- 3 JUIN 2019

## **ASSEMBLEE DE MARTINIQUE**

### **DELIBERATION N°**

### **COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2018**

#### **L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 Aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-001 du 18 décembre 2015 procédant de l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-présidents de L'Assemblée de Martinique ;

Vu L'avis émis par le conseil économique, social environnemental de la culture et de l'éducation (CESECEM) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'exposé du payeur de la Collectivité Territoriale sur le compte de gestion de l'exercice 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après avoir délibéré ;

**ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique, adopte tel qu'il figure en annexe à la présente délibération, le Compte de gestion de l'exercice 2018.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par la Collectivité Territoriale de Martinique avec .....



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-226-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-226-1

#### PORTANT ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Stéphanie NORCA, Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 19 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Formation professionnelle et Apprentissage et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 11 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement Réseaux numériques le 14 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Transport le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique, après en avoir débattu, adopte, tel qu'il figure en annexe, à la présente délibération, le Compte Administratif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2018, et constate sa concordance avec le Compte de Gestion du Payeur Territorial.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 31 voix pour, 12 voix contre et 1 abstention, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



collectivitedemartinique.mq   



Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-226-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



# COMPTE ADMINISTRATIF

## 2 0 1 8



## EXPOSE DES MOTIFS

## Le Compte de Gestion (CG)

Est l'ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous la responsabilité d'un comptable principal dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des Collectivités Locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

**Avant le 1<sup>er</sup> juin** de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte:

- **une balance générale** de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la Collectivité),
- **le bilan comptable** de la Collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la Collectivité ou de l'établissement local. Le compte de gestion est également soumis au vote de l'Assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance sur les flux des deux documents (Compte administratif et Compte de gestion).

## Le Compte administratif (CA) est le compte rendu de la gestion de l'ordonnateur pour l'exercice écoulé

Il retrace les ouvertures cumulées, les dépenses et les recettes exécutées par l'ordonnateur au cours de l'exercice écoulé, mais aussi les restes à réaliser (dépenses et recettes) des deux sections du budget.

**Les résultats de l'exercice budgétaire** figurant au compte administratif sont constitués du déficit ou de l'excédent réalisé de chacune des deux sections, mais aussi des restes à réaliser en dépenses et en recettes. Ces derniers font en effet partie intégrante des résultats du compte administratif.

**Les restes à réaliser en dépenses** sont justifiés par un état détaillé des dépenses engagées non mandatées; en recettes, ils sont justifiés par un état faisant apparaître les recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission de titre.

## Résultat de l'exercice 2018

	Budget principal (€)	LTA (€)	BGPISE (€)
Résultat comptable	<b>34 194 362,51</b>	<b>298 999 ,22</b>	359 460,20
Montant des Dépenses Engagées Non Mandatées	34 709 829,98	<b>240 339,22</b>	526 649,44
Restes à réaliser en recettes		<b>98 647,90</b>	9 104,78
Résultat global net de clôture			
Excédent		<b>157 307,90</b>	
Déficit	<b>515 467,47</b>		158 084,46

(\*) Ce résultat comptable est concordant avec le résultat du Compte de gestion 2018.

## **SOMMAIRE**

### **LES RECETTES**

**PAGE 5-45**

**INVESTISSEMENT**

**PAGE 9-22**

**FONCTIONNEMENT**

**PAGE 23-45**

### **LES DÉPENSES**

**PAGE 46-193**

**INVESTISSEMENT**

**PAGE 47-117**

**FONCTIONNEMENT**

**PAGE 118-193**





# LES RECETTES



## PRESENTATION GENERALE

Lors de l'exécution budgétaire des recettes de l'année 2018, la Collectivité Territoriale de Martinique a effectué des opérations dites réelles et d'autres opérations qualifiées d'ordre.

Les opérations réelles se caractérisent par le fait qu'elles donnent lieu à des mouvements de trésorerie.

Les opérations d'ordre, exécutées à l'initiative de l'ordonnateur, ne donnent lieu quant à elles à aucun décaissement et encaissement : des transferts de crédits peuvent s'effectuer d'une section à l'autre ou entre dépenses et recettes d'une même section, permettant notamment de retracer des mouvements qui ont un impact sur l'actif de la Collectivité sans avoir de conséquences sur la trésorerie.

### RECETTES REELLES (hors résultats et opérations d'ordre)

Section	Prévision	Exécution	Taux d'exécution
Investissement	221 101 244,08 €	194 281 326,45 €	87,87%
Fonctionnement	972 660 867,92 €	950 443 331,34 €	97,72%
<b>Totaux</b>	<b>1 193 762 112,00 €</b>	<b>1 144 724 657,79 €</b>	<b>95,89%</b>

## PRESENTATION GENERALE (suite)

Le total des recettes globales (réelles et d'ordre) de la Collectivité Territoriale de Martinique exécutées en 2018, s'élève à 1 179 029 564,61 € en 2018 contre 1 126 675 608,97 € en 2017, soit une augmentation de 4,65 %.

### Recettes 2018



## STRUCTURE

Les ressources de la Collectivité Territoriale de Martinique sont principalement assises sur la fiscalité (notamment les impôts locaux) et les dotations de l'Etat.

La Collectivité Territoriale de Martinique a recours à l'emprunt pour financer sa section d'investissement.

## REALISATION

Le taux d'exécution de l'ensemble des recettes atteint par la Collectivité Territoriale de Martinique est de 94,09 % pour l'exercice 2018 contre 93,79 % en 2017. Ce taux est relativement stable.

La quasi-totalité de cette somme alimente la section de fonctionnement de son budget.

## PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES RECETTES DE LA CTM

Les recettes de fonctionnement sont constituées à plus de 40 % de recettes fiscales et plus de 60% des dotations de l'Etat et des financeurs divers.

La Fiscalité (directe et indirecte chapitre 940 et 941) représente **48 %** des recettes réelles de fonctionnement; ce pourcentage résulte de l'effet cumulé de la baisse des dotations et de la dynamique des bases fiscales.

RECETTES REELLES HORS RESULTATS ET OPERATIONS D'ORDRE (Investissement et fonctionnement)	EXECUTION RECETTES
Services généraux	4 609 459,72
Gestion des fonds européens	21 263 429,44
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	35 171 988,63
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 386 098,68
Santé et action sociale (hors RSA et hors APA)	13 922 998,31
Aménagement des territoires et habitat	3 155 655,40
Action économique	4 437 316,11
Environnement	3 102 337,08
Transports	19 801 237,78
Dotations et participations	286 935 779,99
Dettes et autres opérations financières	86 165 972,78
APA	34 796 716,95
RSA - Régularisations de RMI	172 611 689,48
Impositions directes	114 482 022,00
Autres impôts et taxes	342 881 955,44

## INVESTISSEMENT

Au terme de l'exercice 2018 le montant définitif des titres émis (Opérations réelles et opérations d'ordre) en section d'investissement s'établit à 228 586 233,27€ euros soit 81,35% des prévisions.

* Recettes réelles :	194 281 326,45 €
* Opérations d'ordre :	34 304 906,82 €

Les recettes d'investissement réelles hors emprunts s'élèvent à 134 281 326,45 € en 2018 .

Elles se composent de dotations et subventions de l'État, de subventions en provenance de divers ministères, de fonds de concours européens et de subventions versées par des tiers.

Les dotations et subventions d'investissement s'élèvent à 101 737 333,19 € en 2018, soit 75,76 % des recettes d'investissement hors emprunts.

## Chapitre 902

### Enseignement, formation professionnelle et apprentissage



Dans le secteur de l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage, la Collectivité Territoriale de Martinique perçoit des dotations et subventions, notamment pour assurer la maintenance et l'équipement des 43 collèges et 25 lycées.

Le total des recettes perçues en 2018 s'élève à 6 909 587,41 €.

ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	6 909 587,41€
<b>Collèges (subventions pour travaux)</b> <i>-Travaux de câblage, mise en place d'un débit internet suffisant pour certains ressources pédagogiques en salle de classe( Collèges ASSELIN DE BEAUVILLE/DILLON 2/PETIT-MANOIR) Subv d.a.n.e (delegat° acad. au numeriq. Educa/) convent° de partenariat préfiguration</i>	104 344,29 €
<b>Lycées publics</b> -Reconstruction/Démolitions LYCEE SCHOELCHER -Trop Percu sur NH 26B et régularisation révision /Marché 09EST004/Mission OPC LYCEE SCHOELCHER/ -Récupération avance sur divers mrchés	5 574 338,21 €
<b>Enseignement supérieur (Subventions et remboursements de prêts d'honneur)</b> -Subventions /constructions Pôle uniersitaire /SCOSU 2018, -Recouvrement prêts spécifiques étudiants	1 230 904,91 €

## Chapitre 903

### Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs



La promotion de la culture, la valorisation du patrimoine et aussi le développement des pratiques sportives constituent des compétences importantes de la Collectivité Territoriale de Martinique.

A ce titre, la Collectivité a reçu un certain nombre de subventions selon la répartition suivante.

SUBVENTIONS ET AUTRES RECETTES	MONTANT
<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>22 500,00 €</b>
Musées Archéologique et de Préhistoire (subvention versée au titre de la restauration des collections céramique archéologique, par la DAC - Direction des Affaires Culturelles de la Préfecture de Martinique)	22 500,00 €

# Chapitre 905

## Aménagement des territoires et habitat



La Collectivité Territoriale de Martinique aménage le territoire de manière à en faire un espace équilibré favorable au développement économique et humain dans le respect de l'environnement.

Dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire et d'amélioration de l'habitat, le total des recettes s'élève à 2 530 441,49 € en 2018.

### Répartition :

Aménagement des territoires et habitat	2 530 441,49 €
Aide au secteur locatif (subvention Etat)	2 468 493,12 €
Financement des travaux confortements des HLM Zones sismiques, Trop perçus sur subvent° de construct° logement "LAJUS" au CARBET ( LA SIMAR), Remboursments d'aides aux Propriétaires bailleurS	
Logement social ( <i>remboursement de prêt sans intérêt au titre de dépôt de garantie, accordées au ménage bénéficiaire des aides à l'accès au Logement- Dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement</i> )	61 948,37 €

## Chapitre 906

### Action économique



La mise en place d'une politique forte d'accompagnement et de soutien de l'économie pour son développement et sa modernisation, nécessite des ressources considérables.

La Collectivité Territoriale de Martinique se doit de créer un environnement favorable pour permettre un dynamisme économique qui se caractérisera à terme par la création ou le maintien d'emplois.

Des actions et des dispositifs ont été mis en œuvre pour soutenir les entreprises, promouvoir la recherche et l'innovation, assurer l'attractivité et la compétitivité du territoire.

Pour l'exercice 2018, la somme totale des recettes relative au secteur «Action Economique» s'élève donc à 4 369 305,77 € .

Elle concerne des remboursements effectués par la SA SAGIPAR.

ACTION ECONOMIQUE	Exécution
<b>Industrie, commerce et artisanat</b>	<b>4 369 305,77 €</b>
Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études ( <i>remboursements sur dotation FIRM 1-2-3</i> )	4 369 305,77 €



## Chapitre 907

### Environnement



Pour préserver les richesses et le patrimoine naturel du territoire Martiniquais, il est nécessaire de mener une politique forte en matière de développement durable. Cette politique vise à apporter une réponse aux problématiques environnementales et à leurs impacts sur notre territoire.

Le total des recettes exécutées au titre de l'environnement s'élève à 42 219,00 € pour l'exercice 2018 (participation de l'Etat curage Rivière du Prêcheur).

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ET AUTRE	MONTANT RECETTE
<b>Environnement</b>	<b>42 219,00 €</b>
Eaux pluviales ( <i>participation de l'Etat - curage de Rivière du Prêcheur</i> )	42 219,00 €



## Chapitre 908

### Transports



Le transport constitue un enjeu aussi bien pour la vie quotidienne des Martiniquais que pour le développement économique, social et environnemental.

La Collectivité Territoriale de Martinique gère également un réseau de plus de 1000 kilomètres qu'il convient de maintenir et de moderniser afin d'assurer aux martiniquais des conditions de circulation et de sécurité optimales.

Le montant total des recettes au titre des subventions et recouvrements divers en 2018 s'élève 19 045 014,13 €.



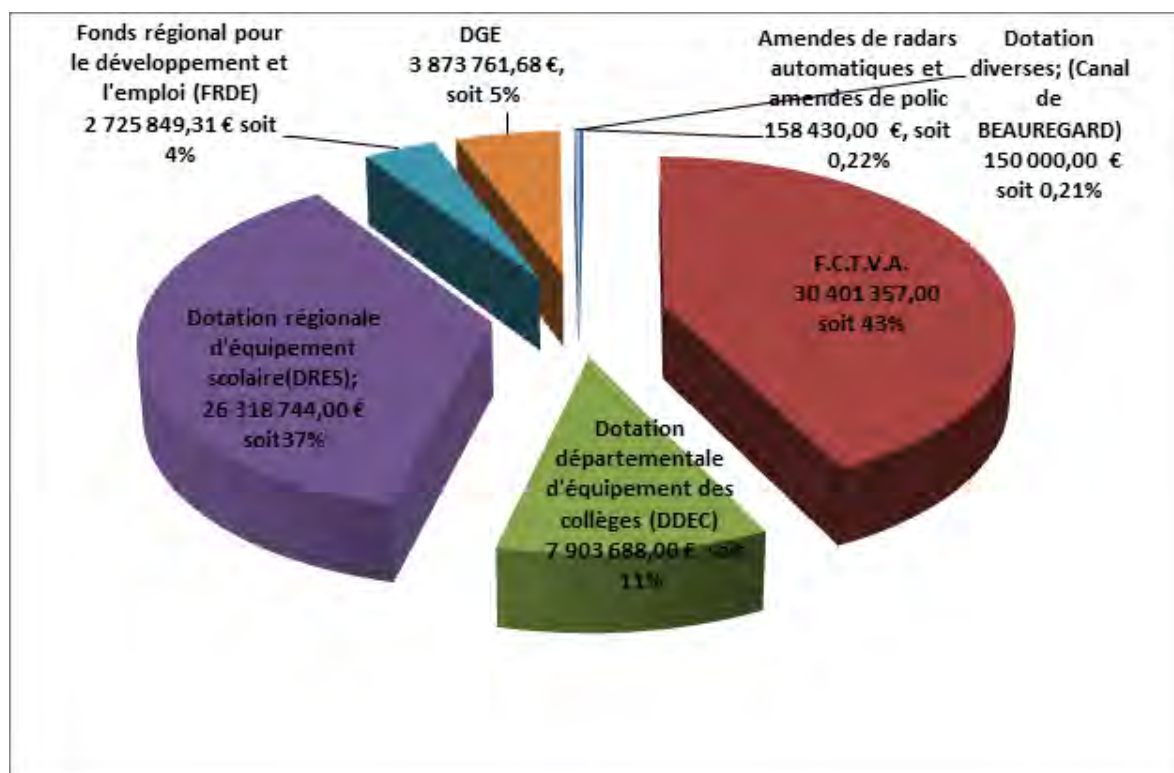
# Chapitre 922

## Dotations et participations

L'État alloue des dotations à la Collectivité notamment pour financer les compétences qui lui ont été transférées par la loi, et mener une politique d'investissement au niveau local.

Le total des ressources encaissées s'élève à 71 531 829,99 € en 2018, soit un taux d'exécution de 97,19 %.

### STRUCTURE DES DOTATIONS D'INVESTISSEMENTS



# Chapitre 922

## Dotations et participations (suite)

Description	Prévision	Exécution
Dotation diverse ( <i>canal BEAUREGARD et Rivière Prêcheur</i> .)	150 000,00 €	150 000,00 €
Dotations et fonds d'investissement - F.C.T.V.A.	32 332 570,00 €	30 401 357,00 € *
Dotation départementale d'équipement des collèges	7 903 688,00 €	7 903 688,00 €
Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00 €	26 318 744,00 €
Fonds affectés à l'équipement transférables - Fonds régional pour le développement et l'emploi	2 725 849,00 €	2 725 849,31 €
DGE	4 066 647,00 €	3 873 761,68 €
Fonds affectés à l'équipement non transférables - Amendes de radars automatiques et amendes de police	105 000,00 €	158 430,00 €

*La quote-part des montants déclarés au titre du FCTVA versé en 2018, a été retraitée par la Préfecture et donc revue à la baisse, d'où la différence avec la prévision*



# Chapitre 922

## Dotations et participations (suite)

### **Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)**

Depuis le 1er janvier 1986, la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC), instituée par les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 et n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiées, est attribuée aux départements pour compenser les dépenses d'investissement et d'équipement des collèges transférés aux départements.

Cette dotation étant affectée, elle ne peut être mobilisée que pour financer les dépenses liées à la reconstruction, aux grosses réparations, à l'équipement (article L.3334-16 du CGCT).

Le montant de la DDEC reste inchangé depuis 2008 et s'élève donc à 7 903 688 € en 2018.

Au cours de l'exercice 2018, cette dotation a permis d'effectuer des dépenses liées aux grosses réparations, et équipements des collèges.

### **Fonds Régional pour le Développement et l'Emploi (FRDE)**

Cette dotation est affectée au financement d'investissements contribuant au développement économique du territoire et du désenclavement sous maîtrise d'œuvre de la Collectivité.

Le montant encaissé en 2018 s'élève à 2 725 849,31 €.

### **Dotation Régionale à l'Équipement Scolaire (DRES)**

Instituée par les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 et n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiées, la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES), est attribuée aux régions pour compenser les dépenses d'équipement et d'investissement des lycées depuis le 1er janvier 1986.

La DRES s'élève pour l'exercice 2018 à 26 318 744,00 € et reste inchangée depuis plusieurs années.



# Chapitre 922

## Dotations et participations (suite)

### Dotation Globale d'Équipement (DGE)

Pour soutenir l'effort d'investissement en matière d'équipement rural (infrastructures publiques en milieu rural, tourisme vert ou encore habitat rural), la Collectivité Territoriale de Martinique bénéficie de la Dotation Globale d'Équipement (DGE).

Elle est proportionnelle aux dépenses d'aménagement foncier effectuées et aux subventions versées pour la réalisation des travaux d'équipement rural par la CTM.

Elle s'élève à un total de **3 873 761,68 €** en **2018**, dont 2,4M€ pour la 2<sup>ème</sup> part de 2017.

En 2017, elle était d'un total de 1 744 663,50 €.

### Evolution de DGE annuelle attribuée

Années	2016	2017	2018	écart 2017/2018
DGE (attribuée)	1 240 094,00 €	1 267 441,00 €	1 407 114,68 € (1)	11%

(1) Non compris DGE 2<sup>ème</sup> part 2017 (2 466 647 €) versée en 2018

### Le produit des amendes de polices automatisées (radar)

La répartition de ce produit est effectuée en fonction de la longueur de voie gérée par chaque bénéficiaire (l'ex-département et l'ex-région).

Les ex-routes départementales représentent en Martinique 630 KM.

Les ex-routes nationales, gérées par l'ex-Région et maintenant la Collectivité Territoriale de Martinique représentent 320 KM.

La somme attribuée à Collectivité en 2018 est de **158 430,00 €** contre 158 411,00 € en 2017.

Ce montant reste quasi constant sur les 3 années.





# Chapitre 922

## Dotations et participations (suite)

### **Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA)**

Le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) constitue principalement une aide à l'investissement des collectivités Territoriales. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur certaines de leurs dépenses et qu'ils ne peuvent pas récupérer directement par la voie fiscale.

La loi de finances pour 2016, dans ses articles 34 et 35, a élargi le bénéfice du FCTVA à certaines dépenses de fonctionnement en étendant le dispositif aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées à compter du 1er janvier 2016. Le taux de compensation forfaitaire est fixé par l'article L. 1615-6 du code général des collectivités Territoriales (CGCT).

Le total encaissé en 2018 au titre du FCTVA s'élève à 30 401 357,00 €.

Compte tenu des contraintes de fin de gestion de la Préfecture en 2017, le versement 2017 est intervenu en janvier 2018 pour un montant de 20 432 540,00 € (dépenses investissements = 18 492 570 € et dépenses de fonctionnement = 1 939 970 €).

La part du FCTVA 2018 perçu en 2018 relative aux dépenses d'investissements de l'année 2017 représente un total **de 11 809 213,00 €**.



## Chapitre 923

### Dettes et autres opérations financières

En 2018, le total des recettes exécutées par la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des dettes et autres opérations financières s'élève à 80 617 406,86 € en 2018, contre 82 026 183,46 € en 2017.

La CTM a encaissé 60 M€ au titre de la dernière tranche du prêt de 100 M€ que lui a consenti l'Agence Française de Développement par convention n° CMQ 1679 01 signée le 18 décembre 2017. Ce prêt était destiné à financer partiellement le budget d'investissements 2017 et 2018 de la CTM.





# FONCTIONNEMENT



## Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement représentent la somme des « recettes fiscales et non fiscales » comme le prévoit la nomenclature budgétaire.

La «règle d'or» à respecter est la suivante : les recettes de fonctionnement doivent toujours couvrir les dépenses de fonctionnement.

La section de fonctionnement a été arrêtée en recettes totales pour un montant prévisionnel de 981 690 448,98 € à la dernière décision modificative pour 2018.

Au terme de l'exercice 2018 le montant total des recettes réelles et d'ordre exécuté en section de fonctionnement (hors résultat de 9 029 581,06 €) est de 950 443 331,34 €, contre 930 869 730,63 € en 2017, soit une augmentation de +1,62%.

La section recettes de fonctionnement hors résultat affiche un taux de réalisation de 97,72 % des recettes escomptées.

<b>* Prévision :</b> <b>(hors résultat de 9 029 581,06 €)</b>	<b>972 660 867,92 €</b>
<b>* Recettes réelles</b> <b>(hors résultat de 9 029 581,06 €)</b>	<b>950 443 331,34 €</b>



## Les recettes de fonctionnement (suite)

Libellé	Description recettes	Voté	Ordonnancé	% Ordonnancé
<b>Fonctionnement</b>		<b>981 690 448,98</b>	<b>959 472 912,40</b>	<b>97,74%</b>
930	Services généraux	24 027 126,00	4 589 459,72	19,10%
9305	Gestion des fonds européens	19 871 072,42	12 070 407,64	60,74%
931	Sécurité	1 651,91	-	0,00%
932	Enseignement, formation professionnelle et	30 129 338,17	28 262 401,22	93,80%
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et	1 292 184,93	1 363 598,68	105,53%
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	14 404 477,87	13 922 998,31	96,66%
9343	APA	34 914 780,56	34 796 716,95	99,66%
9344	RSA - Régularisations de RMI	179 170 726,18	172 611 689,48	96,34%
935	Aménagement des territoires et habitat	987 863,94	625 213,91	63,29%
936	Action économique	726 000,00	68 010,34	9,37%
937	Environnement	4 142 654,86	3 060 118,08	73,87%
938	Transports	1 087 229,08	756 223,65	69,56%
940	Impositions directes	114 261 909,00	114 482 022,00	100,19%
941	Autres impôts et taxes	333 145 922,00	342 881 955,44	102,92%
942	Dotations et participations	214 488 681,00	215 403 950,00	100,43%
943	Opérations financières	9 250,00	5 548 565,92	0,00%



# Chapitre 940

## Imposition Directe

Une part prépondérante dans les recettes de la CTM

Afin d'assurer l'autonomie financière de la Collectivité Territoriale de Martinique, certaines ressources fiscales prélevées par l'Etat sont mises à sa disposition.

Ces prélèvements sont de deux ordres :

- une part de fiscalité directe qui peut être obligatoire (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, contribution économique Territoriale...) et facultative (taxe d'enlèvement des ordures ménagères...),
- une part de fiscalité indirecte qui peut être également obligatoire (droits de mutation, carte grise, part de taxe intérieure sur les produits pétroliers ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance...) ou facultative (taxe de consommation finale d'électricité ...).

Cette fiscalité constitue l'une des ressources essentielles de la Collectivité.

En 2018, la réalisation en termes d'impôts directs s'élève à 114 482 022,00 € contre 112 684 877,00 € en 2017, soit une augmentation de 1,60%.

Répartition :

Description	Crédits Votés	Exécution
<b>Impositions directes</b>	<b>114 261 909,00 €</b>	<b>114 482 022,00 €</b>
Taxes foncières et d'habitation	72 537 882,00 €	72 367 433,00 €
CVAE - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	36 039 151,00 €	36 039 151,00 €
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	2 926 145,00 €	2 855 849,00 €
Autres taxes (rôles supplémentaires FDL)	- €	399 687,00 €
Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	606 693,00 €	606 693,00 €
Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	2 152 038,00 €	2 213 209,00 €



## Chapitre 940

### Imposition Directe (suite)

Fiscalité Directe-Une part prépondérante dans les recettes de la CTM

#### Les enjeux pour les collectivités

L'élément commun aux taxes principales de la Collectivité, est la valeur locative cadastrale, c'est-à-dire le loyer potentiel. Elle est utilisée pour le calcul de la base de chacun des impôts directs locaux.

*Petit rappel : En Martinique, la valeur locative cadastrale des propriétés bâties et non bâties est calculée en retenant comme date de référence le 1<sup>er</sup> janvier 1975.*

#### La taxe foncière et d'habitation :

Le produit de cette recette s'élève pour l'année 2018 à 72 367 433,00 € contre 71 209 953,00 € en 2017, soit une augmentation est de 1,60 % du seul fait de la révision des valeurs locatives, et donc l'augmentation de la base fiscale.

Cette taxe est payée par les propriétaires d'immeubles et est assise sur une part de la valeur locative cadastrale par application d'un taux voté par l'Assemblée de Martinique. Son taux a été maintenu à 19,49 %.

#### *Petit rappel sur les taux de la TFPB votés par les DOM de 2010 à 2018*

Code du département	Nom du département	Taux voté (en %)								
		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
971	Guadeloupe	25,27	25,27	25,27	25,27	25,27	25,27	25,27	25,27	25,27
972	Martinique	19,49	19,49	19,49	19,49	19,49	19,49	19,49	19,49	19,49
973	Guyane	32,92	32,92	32,92	32,92	32,92	32,92	32,92	32,92	32,92
974	Réunion	12,94	12,94	12,94	12,94	12,94	12,94	12,94	12,94	12,94
976	Mayotte					2,58	3,00	3,50	3,50	3,50

Source : DGCL - à partir des Etats fiscaux 1253 de la DGFIP.



## Chapitre 940

### Imposition Directe (suite)

Fiscalité Directe-Une part prépondérante dans les recettes de la CTM

- **La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)**

La CVAE est le principal impôt économique local, mis en place en 2010 pour remplacer la taxe professionnelle. En 2017, près de 17,6 milliards d'euros de recettes de CVAE ont été répartis entre les collectivités territoriales : 8,79 milliards d'euros (50%) ont été dévolus aux régions, 4,78 milliards d'euros (26,5%) aux communes et intercommunalités et 4 milliards d'euros (23,5%) aux départements

Le produit de la CVAE pour l'année 2018 à laquelle sont assujetties au taux national de 1,5% les entreprises dont le chiffre d'affaire excède 152 500 €, est attribué à la Collectivité à hauteur 48,5%.

Le montant recouvré en 2018 est en diminution.

Il faut noter que l'évolution de la CVAE n'est pas complètement "corrélée" à celle de la valeur ajoutée (c'est-à-dire la création de richesse par les entreprises), l'évolution différenciée du produit de la CVAE et de la valeur ajoutée est liée au fait que les entreprises s'acquittent de cet impôt en plusieurs fois, sous la forme d'acomptes qu'elles peuvent moduler à la hausse ou à la baisse.

Il est passé de **37 940 736 €** en **2017** à **36 039 151 €** en **2018** soit une diminution de **5 %**.

- **Le produit de l'Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)**

Le produit de l'IFER dû par les stations électriques et l'imposition sur les éoliennes et centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque s'élève à **2 855 849 €** pour l'exercice **2018** contre **2 923 020 €** pour l'exercice 2017.

- **Rôles supplémentaires**

Les rôles supplémentaires concernent l'imposition particulière d'un contribuable faisant suite, par exemple, à une rectification pour insuffisance de base déclarée.

En 2018, les recettes perçues par la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des rôles supplémentaires, s'élèvent à **399 687 €**.



## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Fiscalité indirecte

Le volet "Autre impôts et taxes" constitue la fiscalité indirecte locale. Elle représente une part limitée des ressources fiscales de la Collectivité. Il s'agit principalement des droits de mutation à titre onéreux et de la part locale de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TIPCE). Il peut s'agir encore de la taxe sur les cartes grises, la taxe sur l'électricité.

Le total de la réalisation des recettes en **2018** au titre du chapitre 941 s'élève à **342 881 955,44 €** contre 329 357 432,54 € en 2017; soit une augmentation de 4,11%.

Description	Crédits Votés	Exécution
<b>Autres impôts et taxes</b>	<b>333 145 922,00 €</b>	<b>342 881 955,44 €</b>
Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	22 000 000,00 €	23 570 367,42 €
Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement	- €	473 952,41 €
Autres droits d'enregistrement	- €	298,00 €
Taxe d'aménagement - part départementale	1 500 000,00 €	1 630 341,59 €
Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 800 000,00 €	2 729 945,82 €
Taxe sur les permis de conduire	270 000,00 €	285 511,00 €
Taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules	7 200 000,00 €	7 322 755,50 €
Taxes sur les conventions d'assurance	26 150 000,00 €	27 260 502,39 €
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00 €	30 151,18 €
Taxe d'apprentissage	27 300 000,00 €	27 758 016,79 €
TICPE - Ressource régionale de l'apprentissage	2 670 000,00 €	2 729 269,63 €
FNGIR	6 629 251,00 €	6 629 251,00 €
attribution au titre des fonds national de péréquation des D.M.T.O.	7 404 671,00 €	7 404 671,00 €
Attributions au titre du fonds de solidarité en faveur des départements.	10 503 000,00 €	10 303 217,00 €
Frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties	12 300 398,00 €	12 345 602,00 €
Taxes sur les rhums	1 700 000,00 €	1 815 465,01 €
Taxes sur les carburants	82 848 000,00 €	82 932 450,45 €
Octroi de mer régional	72 000 000,00 €	75 129 473,90 €
Taxes due par les entreprises de transport public aérien et maritimes (dont Corse)	1 950 000,00 €	1 992 875,65 €
Taxe sur les tabacs	33 000 000,00 €	35 967 145,28 €
Fraction de TVA	14 885 602,00 €	14 510 977,50 €
Dédits et pénalités perçus	- €	59 714,92 €



## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Taxe sur les certificats d'immatriculation

Une taxe est instituée au profit des régions, lors de la délivrance de certificats d'immatriculation des véhicules.

Elle est assise et recouvrée comme un droit de timbre.

**En 2018, le produit de cette taxe s'élève à 7 322 755,50 €.**

### Taxe sur les carburants

La taxe sur les carburants est une taxe spéciale de consommation perçue sur les essences, les supercarburants, le gazole et les émulsions dans du gazole permettant d'alimenter le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

La Collectivité est donc compétente pour la fixation des taux et exonérations applicables à ces produits.

Cette taxe est calculée forfaitairement sur le volume de carburant mis à la consommation et non en fonctionnement du prix du carburant. C'est donc une taxe unitaire.

Le taux retenu par la Collectivité pour un produit ne peut excéder les taux maximums fixés par le code des douanes (Article 265, modifié par LOI n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - art. 14, puis par la LOI n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - art.17) fixé pour le même produit en métropole.

**Le produit pour cette taxe s'élève en 2018 à 82 932 450,45 €.**



## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Taxe sur les permis de conduire

La délivrance d'un permis de conduire donne lieu au paiement d'une taxe régionale.

**Le produit perçu en 2018 pour cette ressource est de 285 511,00 €.**

### Octroi de mer

L'octroi de mer est une imposition spécifique des départements d'outre-mer instituée en 1670.

Cette taxe indirecte porte sur les produits importés comme sur les productions locales.

Elle permet d'assurer des ressources aux budgets des collectivités, en particulier pour les communes, et de favoriser le développement des entreprises locales en instaurant des possibilités d'exonérations.

Afin de permettre aux économies ultramarines de compenser les contraintes structurelles auxquelles elles doivent faire face, le régime d'octroi de mer autorise, par décision du Conseil de l'Union Européenne, pour un nombre limité de produits, l'instauration d'un différentiel de taux entre les biens fabriqués localement (octroi de mer interne) et les biens identiques importés (octroi de mer externe)

Les taux d'octroi de mer sont fixés par délibérations de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le produit de la taxe d'octroi de mer dépend de l'activité socio-économique en Martinique et des différentes mesures d'exonération décidées par la CTM.

**Cette recette spécifique est en augmentation et s'élève à 75 129 473,90 € en 2018.**



## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Ce fonds a été créé en 2013 au profit des Départements les moins favorisés, classés en fonctionnement d'un indice synthétique de ressources et de charges, aménagé d'une quote part destinée aux seuls départements d'Outre-mer.

L'attribution de ce produit est reconduite pour un montant identique à celui de 2017.

Il s'élève donc en totalité pour l'année 2018 à 6 229 251 € soit :

- Part Région : 4 061 714 €
- Part Département : 2 567 537 €.

### Taxe sur les entreprises de transport aérien et maritime

Instaurée par la loi de finances de 1994, et réactivée par la loi de finances de 2007, la taxe sur les entreprises de transport aérien et maritime permet la consolidation des ressources régionales.

Le produit encaissé en 2018 s'élève à 1 992 875,65 €.

### Taxe sur les rhums

La taxe sur les rhums correspond à un droit assimilé aux droits d'octroi de mer, appliqué aux rhums et spiritueux fabriqués et livrés en Martinique.

Le produit encaissé pour 2018 s'élève à 1 815 465,01 €.

## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Taxe sur les tabacs

La taxe sur les tabacs spécifique aux départements d’Outre- Mer est constituée des droits de consommation perçus sur le territoire martiniquais et du reversement de droits de consommation.

Le produit encaissé sur 2018 s’élève à 35 967 145,28 €.

### Taxe Spéciale sur les Conventions d’Assurance (TSCA)

La Taxe Spéciale sur les Conventions d’Assurance (TSCA) est un impôt proportionnel créée en 1944 acquitté sur certaines conventions d’assurance.

Le produit est affecté en partie aux départements, et donc à la CTM.

Cette ressource s’élève pour 2018 à 27 260 502,39 €.



## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Taxe de Publicité Foncière et droit d'enregistrement

La taxe départementale d'enregistrement et la taxe départementale de publicité foncière sont des impositions perçues sur les ventes et les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux.

Le produit de cette recette est corrélée aux évolutions du marché immobilier.

**Cette ressource complétée par une contribution du Fonds National de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FNP DMTO) s'élève en 2018 à 23 570 367,42 €.**

### Fonds National de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux

Ce fonds a été institué en 2011 dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale. Le Département de la Martinique est éligible au droit au reversement du FNP DMTO depuis l'année 2012. Compte-tenu des évolutions du marché immobilier sur le territoire hexagonal, la contribution du fonds a diminuée en 2018.

**Le produit encaissé en 2018 est de 7 404 671,00 €.**



## Chapitre 941 | Autres impôts et taxes

### Taxe sur l'électricité

La loi « NOME » du 7 décembre 2010 relative à l'organisation du marché de l'électricité a institué à compter du 1er janvier 2011 une taxe départementale sur la consommation finale d'électricité fournie sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVa.

Les Taxes Locales sur l'Electricité (TLE) ont été remplacées le 1er janvier 2011 par des **Taxes sur la Consommation Finale d'électricité** (TCFE). Ce changement traduit la volonté du législateur européen de modifier l'assiette de ces taxes locales afin de ne pas discriminer les clients selon le prix de l'offre souscrite.

**Le produit perçu au titre de l'année 2018 s'élève à 2 729 945,82 €.**

### Taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement est assise sur les opérations de construction, de reconstruction, d'agrandissement des bâtiments et aménagements nécessitant une autorisation d'urbanisme.

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, elle s'est substituée aux deux anciennes taxes d'urbanisme :

- TD CAUE : Taxe pour le financement des dépenses du Conseil d'Architecture, d'urbanisme et de l'environnement,
- TDENS : Taxe départementale des espaces naturels sensibles

Le taux de la taxe d'aménagement a été augmenté et fixé à 1,75 %.

La part départementale de la taxe d'aménagement est instituée par délibération de la Collectivité en vue de financer, d'une part, la politique de protection des espaces naturels sensibles prévue à l'article L. 142-1 ainsi que les dépenses prévues à l'article L. 142-2 et, d'autre part, les dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement en application de l'article 8 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

**La recette perçue de la taxe d'aménagement s'élève à 1 630 341,59 € en 2018.**



## Chapitre 932

### Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Le total des recettes réalisées en 2018, par la Collectivité Territoriale de Martinique, au titre de l'Enseignement, la formation professionnelle et apprentissage s'élève à 28 262 401,22 €.



#### Ressources pour la formation professionnelle et l'apprentissage

L'article 41 de la loi de finances pour 2014 a prévu l'affectation aux régions, en substitution de la dotation générale de décentralisation liée à la formation professionnelle, d'une part des frais de gestion au titre de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'autre part, d'une fraction supplémentaire de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE).

La recette encaissée en 2018 s'élève à un total de 12 496 623,96 € dont :

- 3 517 412,15 € de TICPE FPA,
- 8 979 211,81 € de frais de gestion.

<b>TICPE FPA</b>	<b>3 517 412,15 €</b>
<b>Frais de gestion</b>	<b>8 979 211,81 €</b>

## Chapitre 934

### Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)



Les valeurs de solidarité et de proximité fondent l'action sociale de la Collectivité de Martinique en direction de la population et des territoires. La collectivité a consacré un budget prévisionnel en recettes de 14 404 477,87 millions d'euros en 2018 à la Santé et action sociale pour assurer l'accompagnement de chacun grâce à divers modes d'interventions:

- Soutenir les familles en difficulté,
- Prévenir l'enfance en danger et optimiser les conditions de prise en charge des enfants mineurs confiés,
- Poursuivre les actions de prévention en matière de santé publique,
- Relever le défi du vieillissement en favorisant le soutien à domicile de la personne âgée et en renforçant l'offre d'accueil en établissements,
- Conforter le bien-être des personnes en situation de handicap,
- Lutter contre les exclusions et protéger les plus fragiles,
- Soutenir le retour à l'emploi et le logement des personnes défavorisées.

Les recettes exécutés au titre des actions de santé et sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI), s'élèvent à 13 922 998,31 € en 2018 avec un taux d'exécution de 96,66 %.

Description	Exécution
<b>Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)</b>	<b>13 922 998,31 €</b>
Prévention et éducation pour la santé	295 501,06 €
Services communs	4 078 302,51 €
Aides à la famille	577 382,99 €
Autres action en faveur des personnes âgées	3 162 789,97 €
Personnes handicapées	4 879 702,05 €
Autres interventions sociales	929 319,73 €



# Chapitre 934-3

## APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie)

Les recettes exécutées au titre de l'APA s'élèvent à **34 796 716,95 € en 2018** avec un taux d'exécution de 99,66 %, contre 28 655 115,40 € en 2017, soit une augmentation très significative de 21,43 %. Cette évolution s'explique par le versement du solde de 2017 de la dotation APA et des recouvrement des CESU périmés .

Description	Crédit voté	Crédit Ordonné
<b>APA</b>	<b>34 914 780,56 €</b>	<b>34 796 716,95 €</b>
Services communs <ul style="list-style-type: none"> <li>(Dotation versée au titre de l'APA 2018 y compris solde APA 2- 2017 d'un montant de 6 466 351,72€)</li> <li>Remboursement par le Centre de Remboursement des CESU (1) périmés émis au titre de l'APA</li> </ul>	30 674 189,91 €	34 733 968,50 €
APA à domicile Recouvrement indu APA (ex : versement postérieurement au décès du bénéficiaire)	4 240 590,65 €	62 748,45 €

(1) CESU= Chèque Emploi Service Universel

### Petit rappel :

Afin de contribuer aux financements des aides individuelles, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) verse à la Collectivité Territoriale de la Martinique une partie de ses ressources : l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour les personnes âgées.

- 1,932 milliard d'euros, c'est le montant prévisionnel de l'APA 1 en 2018,
- 454 millions d'euros, c'est le montant prévisionnel de l'APA 2 en 2018.

Le concours APA versé par la CNSA à la Collectivité se scinde en deux parts : le concours APA originel, issu de la loi du 20 juillet 2001 et le concours APA II, issu de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015.

### \*APA 1

Le mécanisme de répartition du concours APA entre les départements repose sur la prise en compte de quatre critères : le nombre de personnes âgées de plus de soixante-quinze ans (variable entrant pour 50 % dans le calcul de la dotation du département), la dépense d'APA (20 %), le potentiel fiscal (-25 %) et le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (5 %).



## Chapitre 934-3

### APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie)- suite

Pour les collectivités d'outre-mer, une quote-part est instaurée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement. Le calcul ne tient pas compte du potentiel fiscal. En contrepartie, le critère du nombre de foyers bénéficiaires du RSA est ainsi pondéré à hauteur de 30 % pour les collectivités (contre 5 % pour les départements).

Le financement du concours APA provient de l'affectation des ressources citées au paragraphe II de l'article L. 14-10-5 du Code de l'action sociale et des familles et d'une partie des ressources mentionnées au paragraphe II de l'article L. 14-10-8.

#### **\*APA 2**

Cette part, créée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement, contribue au financement :

- de la revalorisation des plafonds de l'APA à domicile pour les personnes les moins autonomes,
- de la diminution de la participation financière des bénéficiaires de l'APA à domicile dont le plan d'aides est important,
- du droit au répit des aidants
- à la revalorisation des salaires des professionnels de la branche aide à domicile.

La CNSA effectue un versement d'acompte mensuel à la Collectivité de Martinique, dont la totalité correspond à 90% du concours prévisionnel par département.

Le calcul du montant de la seconde part du concours APA repose sur le montant total de la dépense d'APA à domicile au titre de l'année 2016 (puis 2017 pour l'année suivante, etc.) diminué du montant total de la dépense d'APA à domicile au titre de l'année 2015 (année fixe de référence) et augmenté des crédits alloués en 2015 aux départements au titre des accords de la branche aide à domicile (soit 25,65 millions d'euros), dans la limite de la fraction de contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) affectée pour l'année considérée à la section II du budget de la CNSA (article 55 de la loi).

La répartition entre les départements est calculée en appliquant la part de chaque département dans la charge nouvelle, estimée ex-ante par le ministre chargé des personnes âgées (décret n°2016-212 du 26 février 2016).



## Chapitre 934-4

### RSA et régularisations de RMI

Les recettes ordonnancées au titre du RSA et des régularisations de RMI s'élèvent à 172 611 689,48 € en 2018 avec un taux d'exécution de 96,34 %, contre 174 236 506,99 € en 2017, soit une faible diminution de 0,93%.

Cette diminution est due à la baisse du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion( FMDI) en 2018 versé en 3 parts.

- FMDI de 2017= 6 369 857,00 €,
  - FMDI de 2018= 5 276 851,00 €,
- Soit un écart de 17,16%.

Description	Crédit voté	Crédit Ordonné
<b>RSA - Régularisations de RMI</b>	<b>179 170 726,18 €</b>	<b>172 611 689,48 €</b>
Insertion sociale	4 900 000,00 €	- €
Insertion professionnelle	1 750 000,00€	621 570,14 €
- Fonds social européen ( <i>Participation FSE/IEJ*-appel de fonds du 27 /06/18</i> )		
RSA allocations	172 520 726,18 €	171 990 119,34 €
- TICPE pour 165 042 666,00 €		
- FMDI pour 5 276 851,00 €		
- Indus RMI/RSA pour 1 660 602,14€		

(\*)IEJ= Initiative Emploi des Jeunes

#### PETIT RAPPEL SUR LE RSA :

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) est une nouvelle prestation qui remplace deux minima sociaux existants, le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et l'Allocation de Parent Isolé (API). Il se substitue aux dispositifs d'intéressement à la reprise d'activité (prime de retour à l'emploi, prime forfaitaire, intéressement proportionnel). Il garantit à toute personne, qu'elle soit ou non en capacité de travailler, de disposer d'un revenu minimum. Il est entré en application le 1er juin 2009.

Il a pour objectifs :

- d'encourager l'accès ou le retour à l'emploi, en garantissant que tout retour à l'emploi donne lieu, dans la durée, à une augmentation de revenus,
- de lutter contre la pauvreté en assurant aux bénéficiaires des moyens convenables d'existence,
- d'améliorer l'accompagnement social et l'insertion professionnelle.

Il se présente sous la forme du versement :

- d'un complément de revenus pour ceux qui travaillent mais dont les ressources n'atteignent pas un certain niveau variable selon la situation familiale,
- d'un minimum forfaitaire qui se substitue au RMI et à l'API pour ceux qui ne travaillent pas.

Il permet également, pour les bénéficiaires sans activité ou qui ne tirent de leur activité que des ressources limitées, de bénéficier d'un accompagnement social et/ou professionnel, pour faciliter leur accès à l'emploi ou consolider leurs capacités professionnelles .



## Chapitre 934-4

### RSA et régularisations de RMI (suite)

- **Indu RSA**

Suite à une non déclaration d'éléments entrant dans le calcul de l'allocation (ressources, reprise d'activité, départ ou arrivée de personnes au foyer,...) , à une information erronée ou à une erreur lors du traitement du dossier, le RSA peut être versé à tort aux allocataires, et génèrent donc des indus.

**PETIT RAPPEL SUR LE FMDI.**

Le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI), crée par l'article 37 de la loi de finances pour 2006, est institué sous la forme d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat et dont bénéficient les départements, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, et les collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Il est doté de 500 millions d'euros par an depuis 2006 et comprends trois parts :

- une première part de 40 % au titre de la compensation,
- une deuxième part de 30 % au titre de la péréquation,
- une troisième part de 30 % au titre de l'insertion.

NB : L'article 89 de la loi de finances pour 2017 a révisé les critères de répartition entre les départements de la troisième part du fonds, afin de tenir compte des besoins identifiés sur chaque territoire et des efforts réalisés par les départements en matière de financement des contrats aidés.



# Chapitre 942

## Dotations et participations

### RECETTES NON FISCALES (ressources extérieures)

Les recettes non fiscales sont composées essentiellement de dotations et participations de l'Etat, des recettes perçues dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs d'aide sociale et des recettes dites d'exploitation.

Elles représentent un montant global de 215 403 950 € en 2018, (soit un taux d'exécution de +100%).

Description	Crédit Voté	Exécution
<b>Dotations et participations</b>	<b>214 488 681,00 €</b>	<b>215 403 950,00 €</b>
D.G.F. - Dotation forfaitaire des départements	26 940 907,00 €	27 465 895,00 €
D.G.F. - Dotation de fonctionnement minimale des départements	11 399 670,00 €	11 399 670,00 €
D.G.F. - Dotation de péréquation urbaine des départements	8 341 685,00 €	8 341 685,00 €
D.G.F. - Dotation de compensation des départements	99 558 193,00 €	99 558 193,00 €
FCTVA	3 689 970,00 €	4 123 340,00 €
Dotation générale de décentralisation - DGD	8 890 075,00 €	8 890 075,00 €
Dotation générale de décentralisation - DGD	31 635 243,00 €	31 635 243,00 €
Participations - Autres	8 418 836,00 €	8 418 836,00 €
Compensations, attributions et autres participations - D.C.R.T.P.	6 738 601,00 €	6 492 240,00 €
Compensations, attributions et autres participations - État - Compensation au titre de la Contribution	2 704 785,00 €	2 720 625,00 €
Compensations, attributions et autres participations - Dotation pour transfert de compensations d'ex	6 170 716,00 €	6 358 148,00 €



# Chapitre 942

## Dotations et participations (suite)

### • Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Cette recette versée par l'Etat, restait inchangée depuis 2013, pour passer en 2016 à la somme de 6 738 638,00 €.

En 2018, cette dotation a diminué et s'élève à 6 492 240,00 €.

### • Diminution du concours financier de l'État

Ces dotations sont en diminution du fait de la politique budgétaire et de redressement des comptes menée par l'État.

### • Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Créée en 1979, c'est la plus grosse enveloppe de l'État accordée aux collectivités.

Elle permet notamment de financer l'administration générale de la collectivité.

Elle est allouée en fonction de la population, de la superficie et du potentiel financier de la Collectivité.

Elle se décompose en deux dotations : une dotation forfaitaire et une dotation de péréquation.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) attribuée aux régions a été remplacée par l'attribution d'une fraction de TVA.

La DGF enregistre un nouveau recul dès 2017 qui pèse sur la situation budgétaire de la Collectivité.

Le montant perçu en 2018 au titre de la DGF s'élève en totalité à 146 765 443,00 € contre 161 651 045,00 € en 2017.

### Évolution de la DGF sur 3 ans

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	2016	2017	2018
DGF-DEPARTEMENT	152 419 516,00 €	146 765 443,00 €	146 765 443,00 €
DGF-REGIONS	16 890 832,00 €	14 885 602,00 €	0,00 € *
Montant de la part de la TVA			14 510 977,50 €
TOTAL	169 310 348,00 €	161 651 045,00 €	161 276 420,50 €

*\*A compter du 1er janvier 2018, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) attribuée aux régions a été remplacée par l'attribution d'une fraction de TVA.*



# Chapitre 942

## Dotations et participations (suite)

- **Dotation Générale de Décentralisation (DGD)**

Les charges liées aux transferts de compétences intervenus entre l'Etat et les départements et les régions depuis 1984 sont partiellement compensées par le transfert d'impôts d'Etat et par l'attribution d'une Dotation Générale de Décentralisation (DGD).

Le montant total de la DGD (y compris DGD bibliothèque et Ports Maritimes) s'élève en 2018 à 40 525 318,00 € contre 40 299 106,00 € en 2017.

DGD	2016	2017	2018	Ecart 2017/2018
DGD DEPARTEMENT	8 890 075,00 €	8 890 075,00 €	8 890 075,00 €	0,00%
DGD REGION	31 443 375,00 €	31 409 031,00 €	31 635 243,00 €	+0,72%
	<b>40 333 450,00 €</b>	<b>40 299 106,00 €</b>	<b>40 525 318,00 €</b>	<b>+0,72%</b>



# Récapitulatif exécution des recettes 2018 (réelles et d'ordre) par chapitre (y compris résultat)

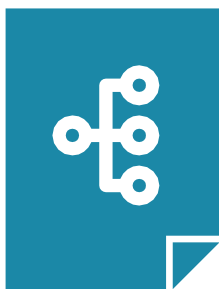
DESCRIPTIF		RECETTE VOTEE	RECETTE ORDONNANCEE	% Ordonnancé
<b>Investissement</b>		<b>280 989 659,37</b>	<b>228 586 233,27</b>	<b>81,35%</b>
900	Services généraux	-	20 000,00	0,00%
9005	Gestion des fonds européens	37 147 273,00	9 193 021,80	24,75%
901	Sécurité	169 645,00	-	0,00%
902	Enseignement, formation	11 046 409,19	6 909 587,41	62,55%
903	Culture, vie sociale, jeunesse,	50 000,00	22 500,00	45,00%
904	Santé et action sociale (hors RSA)	390 000,00	-	0,00%
905	Aménagement des territoires et	3 913 410,00	2 530 441,49	64,66%
906	Action économique	4 339 305,77	4 369 305,77	100,69%
907	Environnement	-	42 219,00	0,00%
907735	Lutte contre les inondations	-	-	0,00%
908	Transports	19 066 721,31	19 045 014,13	99,89%
922	Dotations et participations	73 602 498,00	71 531 829,99	97,19%
923	Dettes et autres opérations	70 936 543,81	80 617 406,86	113,65%
925	Opérations patrimoniales	1 385 691,17	1 120 371,04	80,85%
926	Transferts entre les sections	37 405 980,00	33 184 535,78	88,71%
<b>Fonctionnement</b>		<b>981 690 448,98</b>	<b>959 472 912,40</b>	<b>97,74%</b>
930	Services généraux	24 027 126,00	4 589 459,72	19,10%
9305	Gestion des fonds européens	19 871 072,42	12 070 407,64	60,74%
931	Sécurité	1 651,91	-	0,00%
932	Enseignement, formation	30 129 338,17	28 262 401,22	93,80%
933	Culture, vie sociale, jeunesse,	1 292 184,93	1 363 598,68	105,53%
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	14 404 477,87	13 922 998,31	96,66%
9343	APA	34 914 780,56	34 796 716,95	99,66%
9344	RSA - Régularisations de RMI	179 170 726,18	172 611 689,48	96,34%
935	Aménagement des territoires et	987 863,94	625 213,91	63,29%
936	Action économique	726 000,00	68 010,34	9,37%
937	Environnement	4 142 654,86	3 060 118,08	73,87%
938	Transports	1 087 229,08	756 223,65	69,56%
940	Impositions directes	114 261 909,00	114 482 022,00	100,19%
941	Autres impôts et taxes	333 145 922,00	342 881 955,44	102,92%
942	Dotations et participations	214 488 681,00	215 403 950,00	100,43%
943	Opérations financières	9 250,00	5 548 565,92	0,00%
<b>TOTAUX GENERAUX</b>		<b>1 262 680 108,35</b>	<b>1 188 059 145,67</b>	<b>94,09%</b>





# LES DÉPENSES





# INVESTISSEMENT

Gestion en AP / CP



## Récapitulatif des dépenses d'investissement par chapitre (hors chapitre 925)

CHAP	INTITULES	CREDITS VOTES	MANDATES	REPORTS
001	Solde d'exécution de la section d'investissement	24 353 723,88	0,00	0,00
900	Services généraux	9 783 197,01	6 137 075,35	3 588 475,01
9005	Gestion des fonds européens	38 055 611,00	23 197 163,83	14 858 447,17
901	Sécurité	1 117 042,15	921 803,65	195 238,50
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	50 197 090,52	49 146 148,38	1 046 996,10
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 240 400,19	1 952 898,69	1 287 501,50
904	Santé et action sociale (hors RSA)	2 244 479,88	1 678 773,25	522 019,63
905	Aménagement des territoires et habitat	31 487 081,47	29 378 301,05	1 743 694,68
906	Action économique	22 594 198,33	19 820 240,76	2 773 957,57
907	Environnement	16 626 397,93	16 470 582,36	154 408,47
908	Transports	30 103 603,92	29 661 573,24	391 818,65
922	Dotations et participations	2 506 103,50	2 506 103,50	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	47 295 038,42	47 277 950,67	17 087,00
<b>TOTAL</b>		<b>279 603 968,20</b>	<b>228 148 614,73</b>	<b>26 579 644,28</b>

## SERVICES GENERAUX

Tout au long de l'année 2018, la Collectivité Territoriale de Martinique a poursuivi sa politique d'amélioration de la qualité du service rendu aux publics et aux administrations.

De plus, elle a également assuré une continuité de ses efforts afin de se doter d'une administration moderne, efficace et performante.

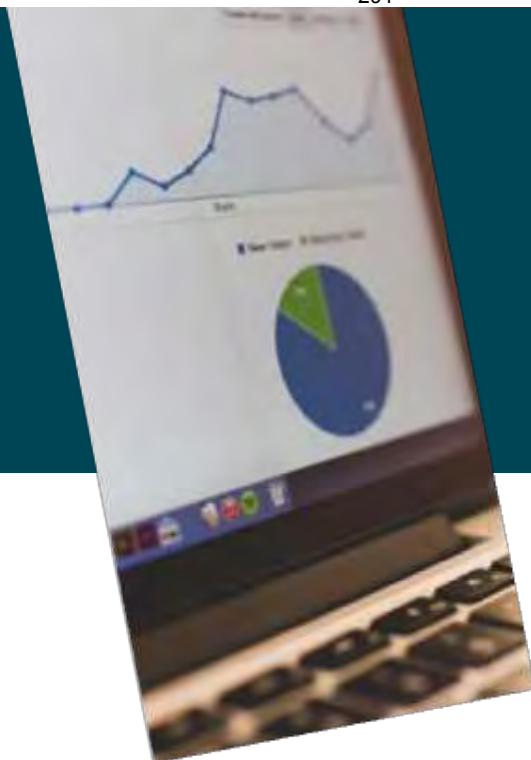
Enfin, outre les outils mis en place afin de lutter contre le gaspillage, la nouvelle Réglementation de Protection des Données Personnelles (RGPD), a été au cœur des préoccupations de la CTM en 2018. Celle-ci vise à créer un espace numérique de confiance au sein de l'UE en redonnant à chaque individu la maîtrise sur ses données personnelles et en responsabilisant les organisations qui collectent et/ou utilisent les informations sur les personnes physiques.

Dans l'optique d'une amélioration et d'une harmonisation des procédures financières de la CTM, les services financiers, en lien avec l'éditeur du logiciel Grand-Angle, ont élaboré un programme d'actions en vue d'optimiser les processus d'exécution budgétaire.

CHAP	S/S/FCT	INTITULES	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
900	020	Administration générale de la collectivité	2 547 410,00	2 196 340,52	351 069,48
	028	Autres moyens généraux	7 235 787,01	3 940 734,83	3 237 405,53
<b>900</b>	<b>TOTAL</b>		<b>9 783 197,01</b>	<b>6 137 075,35</b>	<b>3 588 475,01</b>

## S/FCT 020

### Administration générale de la Collectivité



Pour accompagner l'efficiace et la modernisation des directions et services, la CTM s'est attachée à :

1 - Renforcer la sécurité du système d'information par l'application du **Règlement Général de Protection des Données** (RGPD) qui est entrée en vigueur le 25 mai 2018 (nouvelle réglementation (UE) 2016/679 du parlement européen).

A cet effet, il a été mis en œuvre les préconisations de l'audit et le diagnostic de notre système d'information : un Délégué à la Protection des Données (DPO) a été désigné ; il est chargé de veiller à la protection des données à caractère personnel conformément à la législation en vigueur,

2 - Impulser la transformation numérique de la commande publique par la généralisation de solutions contribuant à la dématérialisation des transmissions des marchés publics à la Préfecture (portail de transmission des actes, certificats de signature électronique et dématérialisation des circuits des commissions),

3 - Poursuivre le projet RIGMA (Réseau d'Information Géographique de la Martinique) qui permet d'offrir de nouveaux services en ligne à la fois aux agents et à la population.

L'originalité de ce projet a été reconnue et a permis d'aboutir à la mise en place d'un financement Europe-Etat à hauteur de 75% environ pour un budget de 637 000 € HT,

4 - Améliorer la performance de l'administration en déployant des solutions métiers pour les Directions (suivi des participants pour les Fonds Européens, Solis Mobilité, logiciel de gestion de la fonction juridique, logiciel de gestion de la documentation ...),

5 - Renforcer et fiabiliser le système d'information par l'amélioration des interconnexions entre les différents sites,

6 - Renforcer la proximité avec les usagers.



## S/FCT 020

### Administration générale de la Collectivité (suite)

S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
020	Administration générale de la collectivité	2 547 410,00	2 196 340,52	351 069,48

La CTM poursuit son orientation vers des actions de modernisation des outils informatiques destinées notamment à l'amélioration des conditions de travail.

A cet effet, il est mis à la disposition des Directions métiers, des licences/logiciels (acquisitions ou renouvellements) qui tendent à l'amélioration de la compétitivité de l'administration.

Par ailleurs, il est procédé progressivement au renouvellement et à l'harmonisation du parc informatique

afin de maintenir un haut niveau d'équipement (postes informatiques et moyens modernes favorisant le nomadisme des agents).

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>314 556,37 €</b>	LICENCES APPLICATIVES (OPTIMISATION DU SYSTEME D'INFORMATION DE LA SANTE, SUIVI FONCTION JURIDIQUE, SID POUR LA MEDIATHEQUE ...)
<b>621 411,30 €</b>	LICENCES INFRASTRUCTURES (RENOUVELLEMENT ET ACQUISITION DE SUPPORTS ET MAINTENANCE SYSTEMES ET RESEAUX)
<b>323 191,16 €</b>	LICENCES BUREAUTIQUES (OFFICE EXCHANGE, OPEN GOUV, ADOBE ...)
<b>496 074,18 €</b>	ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE (UNITES CENTRALES, ORDINATEURS ...)
<b>339 027,04 €</b>	MISE EN ŒUVRE DE SOLUTIONS D'INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES (SERVEURS STOCKAGE ET SOLUTIONS AINSI QUE MISE A NIVEAU DU SYSTEME TELEPHONIQUE)



## S/FCT 028

### Autres moyens généraux

La Collectivité a poursuivi ses efforts de sécurisation des infrastructures et d'évolution du système d'information. Ils se caractérisent par des efforts d'optimisation des pratiques des différents services.

Les agents de la CTM doivent disposer d'un environnement de travail fiable et performant grâce au déploiement d'outils collaboratifs facilitant les échanges.



S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
028	Autres moyens généraux	7 235 787,01	3 940 734,83	3 237 405,53

Au cours de la gestion 2018, des opérations significatives ont été menées par la Collectivité.

Parmi celles-ci, on peut citer :

- les travaux de reprise de toiture et d'étanchéité des bâtiments et pose d'une clôture au PARM,
- la mise en sécurité et la conservation des bâtiments de la CTM,
- la réfection de la toiture de l'abattoir territorial,
- les travaux sur la toiture des bâtiments de la CTM,
- le nettoyage renforcé des bâtiments (CATM).

D'autres actions ont été menées, comme la rénovation, l'entretien et les grosses réparations des bâtiments des services communs, dans les PMI et CMS, ainsi que les travaux de conservation des bâtiments résidences.

Des opérations d'amélioration des bâtiments administratifs et du cadre de vie ont également eu lieu.

D'une manière générale, il s'est agi de poursuivre un programme d'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail des agents.



## S/FCT 028

### Autres moyens généraux (suite)

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>450 000,00 €</b>	ACQUISITION SACMARDIDEL PAR CTM ACTE DU 25/07/2018 LOCAUX 480M <sup>2</sup> SIS CA DELGRES ENTREE A BAT1 1ER ETAGE
<b>144 536,39 €</b>	LTA.TRAVAUX DE RACCORDEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT
<b>331 278,68 €</b>	OBSERVATOIRE DU MORNE DES CADETS CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE VOIE
<b>187 317,85 €</b>	IMMEUBLE MICHELIN CHANGEMENT DE TOITURE
<b>97 470,98 €</b>	IMMEUBLE CONCORDE TRAVAUX DE PEINTURE
<b>130 076,08 €</b>	TRAVAUX CLIMATISATION PATRIMOINE CTM CENTRE OUEST



# CHAPITRE 900-5

## Gestion des Fonds Européens

### S/FCT 052 : FEDER



Pour la période 2014-2020, les Fonds Européens constituent un important effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité en Martinique.

C'est par la mise en complémentarité des fonds communautaires, nationaux et régionaux, que la Collectivité Territoriale de Martinique propose des solutions adaptées à ses ambitions et aux enjeux identifiés.

A ce jour, la quasi-totalité des secteurs productifs ont été soutenus :

- 78 entreprises sont engagées dans des programmes de recherche avec notamment le PARM et le CIRAD comme partenaire,
- 25 entreprises relevant du secteur touristique (5 hôtels, 9 opérations de meublés de tourisme, 4 restaurants, 7 structures de produits touristiques),
- 5 distilleries,
- 10 entreprises de l'industrie agro-alimentaire,
- Les opérations collectives qui promeuvent le savoir-faire de nos entreprises (OSE, VALORA, MADIN'EXPO...),
- 193 entreprises aidées au titre de la compensation des surcoûts subis dans le cadre du transport pour :
  - L'approvisionnement des industries en marchandises et/ou matières premières,
  - L'export de produits finis issus d'un processus de production réalisé en Martinique).

De plus, sur le FSE :

- 2120 participants ont bénéficié de formations pour la création d'emplois et l'insertion des jeunes,
- 3150 participants ont bénéficié de formations diplômantes et professionnalisantes d'adultes demandeurs d'emplois, de formation d'intégration des personnes immigrées et de qualification des salariés.



# Gestion des Fonds Européens

## suite du chapitre 900-5

### FONCTION 052 : FEDER

#### (suite)

Géré par la Collectivité Territoriale de Martinique, le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) soutient des projets en lien avec :

- l'innovation pour la croissance,
- les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC),
- la performance et compétitivité pour la croissance,
- les réponses à l'urgence énergétique,
- la préservation et valorisation de l'environnement,
- la compensation des surcoûts liés à l'ultra périphéricité et autres handicaps structurels,
- le transport et l'accessibilité, leviers de compétitivité et mobilité,
- le développement endogène des territoires,
- l'attractivité et inclusion dans les territoires,
- l'adaptation des infrastructures de formation visant l'insertion professionnelle.

CHAP	S/FCT	INTITULES	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
9005	052	FEDER	38 045 384,00	23 197 163,83	14 848 220,17
<b>9005</b>	<b>TOTAL</b>		<b>38 045 384,00</b>	<b>23 197 163,83</b>	<b>14 848 220,17</b>

En 2018, parmi les dossiers soutenus, on peut citer :

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>8 184 346,12 €</b>	SMTVD/ ACOMPTE 2- COMPLEXE ENVIRONNEMENTAL DE VALORISATION DES DECHETS
<b>1 056 946,20 €</b>	SOMES /ACPTÉ 1- EXTENSION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL
<b>522 809,00 €</b>	COMIA / MODERNISATION UNITE DE PRODUCTION
<b>873 288,23 €</b>	MARTINIQUE NUTRITION ANIMALE / MODERNISATION DE L'OUTIL DE PRODUCTION
<b>933 990,00 €</b>	EDF / CESI MARTINIQUE
<b>1 153 608,55</b>	BELLONNIE ET BOURDILLON SUCCESEURS / PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'OUTIL DE PRODUCTION
<b>370 440,24 €</b>	CAP NORD MARTINIQUE / CREATION D'UN RESEAU DE POINTS DE VUE
<b>3 805 295,99 €</b>	SAMAC / ACOMPTE 1- MODERNISATION & EXTENSION DES INSTALLATIONS
<b>404 942,57 €</b>	PALAIS DES CONGRES DE MADIANA / ACOMPTE 1 - MODERNISATION ENERGETIQUE





# Chapitre 901

## ► Sécurité

Au cours de la gestion 2018, un accent particulier a été mis sur la protection des personnes et de leurs biens, par la Collectivité Territoriale de Martinique, à travers des décisions et actions.

La Collectivité Territoriale de Martinique a également contribué à l'acquisition d'un nouveau système informatique dématérialisé et interconnecté à hauteur de 70 000 €.

# S/FCT 12 /18

## Incendie et secours / Autres interventions de protections des personnes et des biens



La Collectivité Territoriale de Martinique assure, au travers de dotations annuelles, le fonctionnement régulier de nombreux satellites dont le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), domaine crucial pour la population, aussi bien en cas d'accident, qu'en cas de catastrophe.

La Collectivité Territoriale de Martinique, en sus de la dotation de fonctionnement, apporte au Service Départemental d'Incendie et de Secours les moyens budgétaires nécessaires au financement de son programme d'investissement (constructions, matériels, équipements,...).

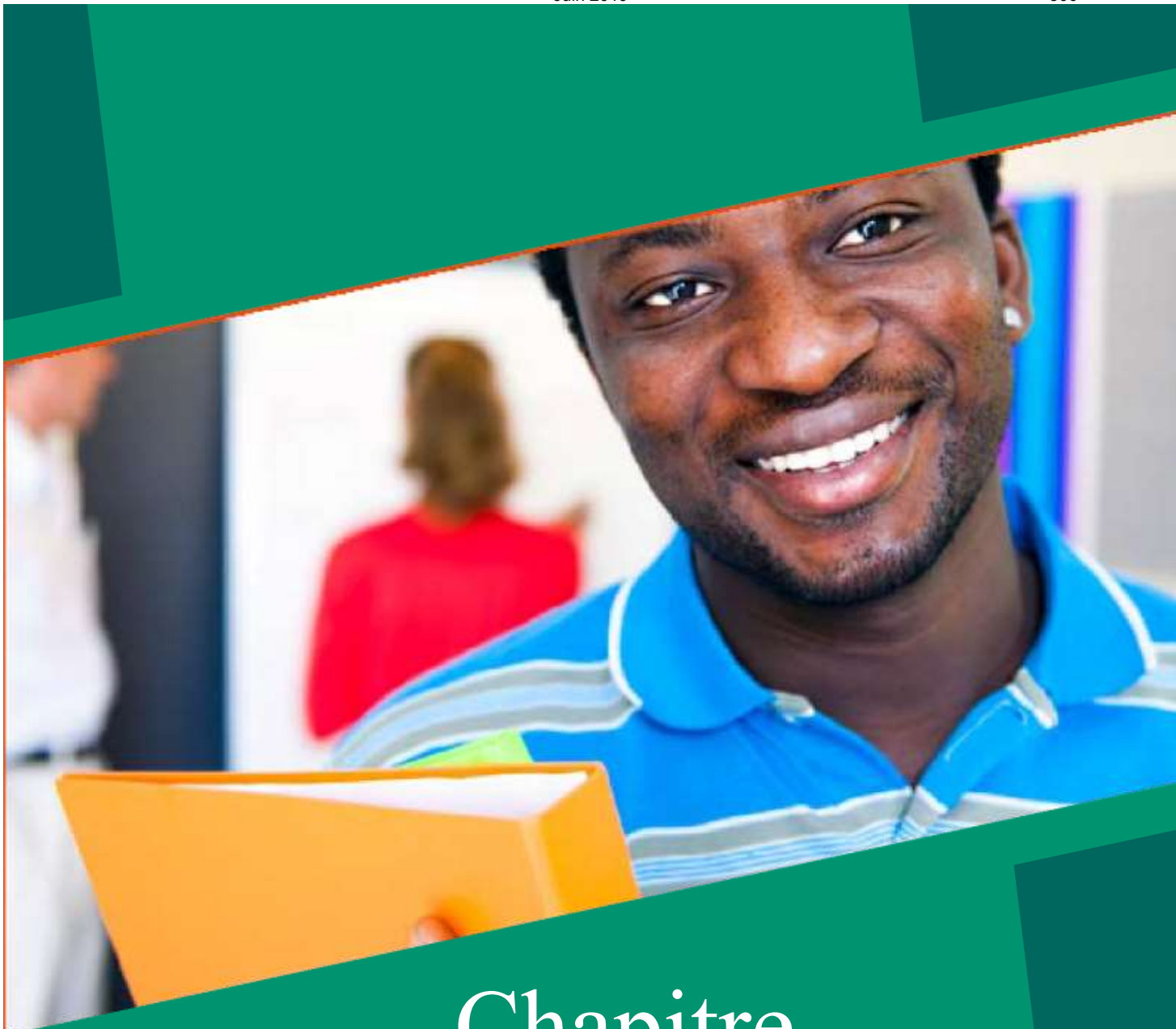
CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
901	12	Incendie et secours	214 326,49	125 572,00	88 754,49
	18	Autres interventions de protections des personnes et des biens	902 715,66	796 231,65	106 484,01
901	TOTAL		1 117 042,15	921 803,65	195 238,50

Ces dépenses concernent la construction de l'Etat-Major SDIS (règlement de soldes de marchés) et la poursuite, à hauteur de 690 000 €, des travaux de reconstruction de l'OVSM dont la livraison est prévue courant 2019.

### ACTIONS IMPORTANTES

125 572,00 €	SDIS AVANCE SUR DOTATION 2018 D'INVESTISSEMENT
690 153,62 €	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE L'OBSERVATOIRE DU MORNE DES CADETS (OVSM)
42 265,93 €	SUITE DES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU SDIS





# Chapitre 902

## ► Enseignement, Formation Professionnelle et Apprentissage

Pour 2018, la Collectivité Territoriale de Martinique a voulu conforter les actions entreprises ces dernières années dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière d'éducation, de formation et de promotion du développement de notre jeunesse.

Au-delà de la gestion courante, des orientations innovantes ont été mises en œuvre afin:

- d'adapter les formations aux besoins du territoire,
- d'accompagner les jeunes,
- de soutenir la recherche par des partenariats au service du territoire,
- d'offrir un meilleur dispositif aux futurs professionnels de la santé.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
902	20	Services communs	2 853 000,00	2 818 000,00	35 000,00
	221	Collèges	7 030 562,02	6 529 095,54	501 466,48
	222	Lycées publics	35 833 484,47	35 385 738,23	443 800,20
	223	Lycées privés	600 000,00	600 000,00	
	23	Enseignement supérieur	922 136,75	916 311,84	5 824,91
	25	Formation professionnelle	2 617 317,40	2 556 412,89	
	256	Autres			60 904,51
	26	Apprentissage	340 589,88	340 589,88	
902	TOTAL		50 197 090,52	49 146 148,38	1 046 996,10

# S/FCT: 20 /221 /222 / 223

Services communs / Collèges /  
Lycées publics/ Lycées privés



Conformément aux dispositions du code de l'éducation, mais également dans le cadre d'une politique volontariste de soutien aux établissements scolaires, la CTM verse chaque année des dotations d'investissement aux Etablissement Publics Locaux d'Enseignement (EPL).

A ce titre, 1 767 500 € ont été mandatés pour la dotation 2018 pour **les lycées publics** ; 936 185 € s'agissant de la dotation 2018 pour **les collèges**.

Ces sommes sont destinées à permettre aux établissements de financer des investissements et notamment l'achat d'équipements afin d'améliorer les conditions d'apprentissage.

Par ailleurs, 311 542,93 € ont été consacrés à l'acquisition d'équipements nomades et réseaux. Cette dépense s'inscrit dans la stratégie de la CTM en matière de numérique éducatif.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
902	20	Services communs	2 853 000,00	2 818 000,00	35 000,00
	221	Collèges	7 030 562,02	6 529 095,54	501 466,48
	222	Lycées publics	35 833 484,47	35 385 738,23	443 800,20
	223	Lycées privés	600 000,00	600 000,00	
902	TOTAL		46 317 046,49	45 332 833,77	980 266,68

Il est souligné que la **reconstruction du Lycée SCHOELCHER** constitue une opération majeure de la Collectivité. Elle avance conformément aux prévisions, dont l'objectif est de mettre à disposition de la communauté scolaire l'établissement pour la rentrée de l'année 2020-2021. Cette opération contribue à une bonne réalisation de la consommation des Fonds Européens mais également à l'activité dans le domaine des travaux du bâtiment.

En outre, la reconstruction du **collège « Lagrosillière »** et du **lycée Nord Atlantique** en structures modulaires, sur le site de l'Anse Charpentier doit être mise en valeur en 2018, dans le cadre des actions nouvelles lancées par la Collectivité. Les travaux de VRD ont débuté en août 2018, ainsi que les plateformes des collèges et lycée.

Cette opération représente un coût total de 15 M€, financés à 10 % par la CTM, le reste réparti entre les crédits FEDER et d'Etat.

## S/FCT: 20 /221 /222 / 223

### Services communs / Collèges / Lycées publics/ Lycées privés (suite)

Par ailleurs, la Collectivité Territoriale de Martinique a poursuivi ses actions en 2018 sur son **parc immobilier scolaire** avec des interventions pour assurer la durabilité des bâtiments et les rendre exploitables en toute sécurité.

Ainsi, ont été réalisés des **travaux de ravalement et d'étanchéité** (*collèges Tartenson, Schoelcher Placoly, Dillon 1, Castendet à Coridon et G. Café du Marin*), des **travaux de sur-toiture et d'étanchéité de façade** (*les 2 collèges de Trinité, lycée du François*).

Dans ce lycée, l'accent a été mis sur l'aspect **accessibilité et sécurité des usagers**, notamment par l'aménagement d'un parking et d'un accès sécurisé. Ont été également réalisés des **travaux de voies et réseaux** divers en bordure d'autres établissements scolaires.

Pour répondre aux nouvelles attentes pédagogiques et dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, des **travaux d'aménagements intérieurs** ont été engagés (*salle de musculation et cuisine pédagogique respectivement au lycée de Bellefontaine et lycée agricole du François, et salle de permanence et sanitaires au collège de Rivière-Salée*).

En outre, des **travaux d'entretien et de rénovation du patrimoine des équipements sportifs** ont été réalisés, dans un souci du respect de leur mise aux normes et de l'accessibilité des usagers (*collège Dillon 2 et cité scolaire de Trinité*).

Enfin, des **travaux de mise en mise en conformité et en sécurité, amélioration et réparation des installations de climatisation** ont été effectués dans les collèges et lycées (électricité, vidéo-protection, alarmes incendie, mise en sécurité. Ces travaux représentent 2,5M€ d'euros de mandatés.

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>22 214 917,50 €</b>	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU LYCEE SCHOELCHER
<b>269 843,00 €</b>	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES AUX COLLEGES
<b>311 950,00 €</b>	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES AUX LYCEES
<b>3 039 561,00 €</b>	DOTATIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES AUX COLLEGES ET LYCEES

## S/FCT 23

### Enseignement supérieur



La Collectivité Territoriale de Martinique s'est attachée à poursuivre son soutien à l'Université des Antilles, outil majeur de l'enseignement supérieur sur le territoire.

A ce titre, l'Université des Antilles a bénéficié du solde de sa subvention 2017 et de la 1<sup>ière</sup> tranche de la subvention 2018.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des étudiants, la Collectivité a versé 268 372 € au titre de l'attribution des prêts aux étudiants.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
902	23	Enseignement supérieur	922 136,75	916 311,84	5 824,91
902	TOTAL		922 136,75	916 311,84	5 824,91

#### ACTIONS IMPORTANTES

148 565,59 €	POLE UNIVERSITAIRE DE SANTE (PUS)
268 372,00 €	PRETS ETUDES SUPERIEURES
231 788,88 €	UA - SUBVENTION INVESTISSEMENT 2017-2018
263 000,00 €	UA- FINANCEMENT DES PROJETS D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES

# S/FCT 25 / 26

## Formation professionnelle / Apprentissage



L'IMFPA constitue un opérateur majeur de la formation professionnelle en Martinique.

Une enveloppe de plus de 2,5 millions d'euros lui a été versée pour solde 2017 et 1<sup>ère</sup> tranche 2018 afin de lui permettre d'investir dans des équipements performants et créer un environnement favorable à la réussite des stagiaires.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
902	25/256	Formation professionnelle / Autres	2 617 317,40	2 556 412,89	60 904,51
	26	Apprentissage	340 589,88	340 589,88	0,00
902	TOTAL		2 957 907,28	2 897 002,77	60 904,51

Dans le but de poursuivre la mise à niveau des CFA et créer ainsi les conditions d'accueil optimales de réussite pour les jeunes, une enveloppe de près de 250 000 € a été attribuée au CFA Métiers et CFA BTP. Ces subventions contribuent à l'effort de la Collectivité en matière d'apprentissage, au même titre que les aides à l'embauche d'apprentis ou les subventions de fonctionnement attribuées au CFA.

### ACTIONS IMPORTANTES

223 383,88 €	TRAVAUX DANS LES CENTRES DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE
117 206,00 €	80% SUBV INV CFA BTP 2018
2 453 265,09 €	TRAVAUX IMFPA
49 949,35 €	TRAVAUX BÂTIMENTS DILLON – CHATEAUBOEUF – ANSE GOURAUD







# CHAPITRE 903

## Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs

Au cours de la gestion 2018, des investissements ont été réalisés à hauteur de près de 2 millions d'euros dans ce secteur afin de réaliser des travaux de restaurations, d'acquisitions d'équipements à finalité culturelle ou sportive.

De nombreuses actions ont été menées afin de soutenir et développer la production cinématographique et audiovisuelle locale, de présenter des expositions en vue d'impulser la dynamique au sein des Musées et/ou des Bibliothèques ou encore afin d'encourager les pratiques sportives.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>903</b>	311	Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	1 357 346,85	677 344,93	680 001,92
	312	Patrimoine	1 766,77	0,00	1 766,77
	313	Bibliothèques, médiathèques	32 964,86	25 090,00	7 874,86
	314	Musées	641 487,36	483 597,30	157 890,06
	315	Services d'archives	85 950,91	3 899,97	82 050,94
	322	Stades	165 125,29	79 775,29	85 350,00
	323	Piscines	67 241,94	18 400,26	48 841,68
	324	Centres de formation sportifs	18 929,73	15 000,00	3 929,73
	325	Autres équipements sportifs ou de loisirs	380 242,82	368 649,06	11 593,76
	326	Manifestations sportives	489 343,66	281 141,88	208 201,78
<b>903</b>	<b>TOTAL</b>		<b>3 240 400,19</b>	<b>1 952 898,69</b>	<b>1 287 501,50</b>

# S/FCT 311/312

## Activités artistiques, actions et manifestations culturelles / Patrimoine

En 2018, la CTM a porté son soutien au développement de diverses activités artistiques et manifestations culturelles.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
903	311	Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	1 357 346,85	677 344,93	680 001,92
	312	Patrimoine	1 766,77	0,00	1 766,77
903	TOTAL		1 359 113,62	677 344,93	681 768,69

La CTM a porté sa contribution au soutien de nombreux projets associatifs visant à organiser des événements artistiques et culturels dans plusieurs domaines d'expression (conte, théâtre, danse, musique, spectacle, festivals, exposition..).

Les travaux se sont aussi poursuivis au Domaine de Fonds Saint Jacques (*Poursuite des travaux de réhabilitation*) et à l'Habitation Gradis (*réalisation d'une plateforme compactée pour l'installation d'un chapiteau itinérant, interventions sur le réseau informatique*).

### EXEMPLES D'ACTIONS

31 005,00 €	LES FILMS D'ICI - AIDE A LA PRODUCTION "LE GANG DES ANTILLAIS"
223 140,63 €	DOMAINE DE FONDS SAINT JACQUES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION
24 000,00 €	AIDE AUX PROJETS CINEMATOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION CNC/ETAT/CTM
65 308,83 €	TRAVAUX CENTRE CULTUREL GRADIS



# S/FCT 313 / 314 / 315

Bibliothèques, médiathèques /  
Musées / Services d'archives



L'année 2018 a été marquée par la poursuite du financement des actions d'enrichissement, de restauration du patrimoine culturel martiniquais géré par la CTM.

De plus, l'ouverture du musée du PERE PINCHON (lieu emblématique dédié à la mise en valeur de la collection d'histoire naturelle et d'archéologie du « PERE PINCHON ») est à souligner.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
903	313	Bibliothèques, médiathèques	32 964,86	25 090,00	7 874,86
	314	Musées	641 487,36	483 597,30	157 890,06
	315	Services d'archives	85 950,91	3 899,97	82 050,94
903	TOTAL		760 403,13	512 587,27	247 815,86

## ACTIONS IMPORTANTES

153 411,30 €	MUSEE PERE PINCHON
21 900,00 €	INDEMNISATION MUSEOGRAPHE AU TITRE DE LA CONSTRUCTION MUSEE PERE PINCHON
92 486,15 €	TRAVAUX MUSEE D'HISTOIRE ET D'ETHNOGRAPHIE
33 156,00 €	RESTAURATION COLLECTIONS CERAMIQUES ARCHEOLOGIQUES MUSEE DEPARTEMENTAL ARCHEOLOGIE ET PREHISTOIRE MQUE
59 564,48 €	TRAVAUX ECOMUSEE RIVIERE PILOTE



# S/FCT

## 322 / 323 / 324 / 325 / 326

Stades / Piscines / Centres de formation sportifs / Autres équipements sportifs ou de loisirs / Manifestations sportives



La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a pour ambition de mener, en partenariat avec les autres Collectivités locales, le mouvement sportif et le secteur privé, une politique très engagée visant à encourager les activités physiques et sportives, notamment à travers la pérennisation de l'action des ligues, comités, associations et sportifs martiniquais. Qu'il s'agisse de la compétition ou du sport de masse, la mise en œuvre de cette politique publique s'appuie notamment sur les principaux acteurs de la vie sportive (ligues, comités, associations et sportifs).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
903	322	Stades	165 125,29	79 775,29	85 350,00
	323	Piscines	67 241,94	18 400,26	48 841,68
	324	Centres de formation sportifs	18 929,73	15 000,00	3 929,73
	325	Autres équipements sportifs ou de loisirs	380 242,82	368 649,06	11 593,76
	326	Manifestations sportives	489 343,66	281 141,88	208 201,78
903	TOTAL		1 120 883,44	762 966,49	357 916,95

La Collectivité Territoriale de Martinique dispose d'un parc **d'équipements sportifs** structurants répartis sur l'ensemble du territoire.

Elle poursuit, dans le cadre de ses compétences, sa politique de mise aux normes techniques, de remise à niveau et d'entretien de ces équipements, afin qu'ils soient adaptés aux attentes, notamment chez les jeunes publics, et exploitables en toute sécurité : aux Stades Louis Achille et Desclieux, Hippodrome de Carrère, Golf des Trois-Ilets.

### ACTIONS IMPORTANTES

259 311,87 €	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOVATION GOLF DES TROIS-ILETS
65 422,28 €	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOVATION STADE LOUIS ACHILLE
88 335,30 €	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOVATION HIPPODROME
39 524,86 €	TRAVAUX PISCINE J. BALLY
21 000,00 €	LIGUE MARTINICAISE DE BASKETBALL - PROGRAMME D'ACTION 2017-2018 - ACPTE 70 % INVESTISSEMENT





# Chapitre 904

# Santé et Action Sociale

Chaque année, les dépenses consacrées aux politiques de santé et d'action sociale constituent une sorte de « baromètre » de l'engagement de la CTM auprès des publics plus vulnérables. En effet, en dépit des contraintes particulièrement fortes pesant sur le budget de la CTM, il faut sans ambages réaffirmer que l'institution poursuit sa politique volontariste en direction des martiniquaises et des martiniquais fragilisés socialement.

Elle le fait naturellement dans le cadre dévolu par les textes de lois et les codes (Code de l'action Sociale et des Familles et code de la Santé Publique notamment) mais aussi en mobilisant des moyens financiers importants dont certains sont conjugués à ceux du Fond Social Européen (FSE). L'objectif affiché par notre Collectivité est de mettre en place des dispositifs innovants en direction de certains publics pour lesquels la seule réponse réglementaire n'est pas complète voire à certains égards, insuffisante.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>904</b>	410	Services communs	99 228,00	98 807,95	420,05
	411	PMI et planification familiale	5 000,00	4 850,92	149,08
	412	Prévention et éducation pour la santé	524 054,33	431 690,72	92 363,61
	418	Autres actions	2 600,00	0,00	2 600,00
	420	Services communs	543 764,99	483 370,70	60 394,29
	4212	Aides à la famille	107 914,57	28 460,00	79 454,57
	422	Petite enfance	273,57	0,00	273,57
	4221	Crèches et garderies	84 583,84	79 661,05	4 922,79
	4238	Autres action en faveur des personnes âgées	728 045,43	495 200,00	232 845,43
	424	Personnes en difficulté	14 962,00	13 178,89	1 783,11
	428	Autres interventions sociales	134 053,15	43 553,02	46 813,13
<b>904</b>	<b>TOTAL</b>		<b>2 244 479,88</b>	<b>1 678 773,25</b>	<b>522 019,63</b>



# S/FCT 41

## Santé



La stratégie poursuivie comprend :

- un volet de renforcement de l'éducation pour la santé,
- des actions sur les déterminants de la santé (mobilité, nutrition, éducation à la sexualité et la vie affective...) pour lutter contre les inégalités,
- des programmes et des actions de prévention et de réduction des risques,
- des actions de prévention et de prises en charge pour les problèmes de santé.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
904	410	Services communs	99 228,00	98 807,95	420,05
	411	PMI et planification familiale	5 000,00	4 850,92	149,08
	412	Prévention et éducation pour la santé	524 054,33	431 690,72	92 363,61
	418	Autres actions	2 600,00	0,00	2 600,00
904	TOTAL		630 882,33	535 349,59	95 532,74

Au cours de la gestion 2018, la CTM a confirmé son intervention à travers le financement de programmes de subventions d'investissement en santé publique pour la réalisation de projets d'étude et d'évaluation qui constituent un levier à la mise en place d'interventions efficaces ou prometteuses en promotion de la santé et en prévention.

Ainsi, les actions suivantes peuvent être mises en avant :

### ACTIONS IMPORTANTES

16 007,95 €	ACOMPTE EHPAD TERREVILLAGE
112 705,00 €	LTA TRAVAUX DE RECONSTRUCTION
76 107,33	FOYER DE RIVIERE L'OR REALISATION D'OUVRAGES BETONNES



## Fonction 42

### Action Sociale



La Collectivité Territoriale de Martinique est l'acteur majeur en matière de politiques sociales (action sociale, revenu minimum d'insertion, aide sociale à l'enfance, actions en faveur des personnes âgées et handicapées, protection maternelle et infantile, formation professionnelle ...) et médico-sociales (protection générale en matière de santé publique, actions de prévention dans le domaine sanitaire...).

Ces compétences sociales et médico-sociales s'exercent tant au niveau communal, que départemental et régional.

Des subventions importantes ont été versées pour un équipement de qualité aux structures pour mineurs en difficultés sociales, EHPAD, centre d'accueil de jour pour personnes âgées et handicapées, foyer de vie pour adultes handicapés, centre d'accueil de jour.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
904	420	Services communs	543 764,99	483 370,70	60 394,29
	4212	Aides à la famille	107 914,57	28 460,00	79 454,57
	422	Petite enfance	273,57	0,00	273,57
	4221	Crèches et garderies	84 583,84	79 661,05	4 922,79
	4238	Autres actions en faveur des personnes âgées	728 045,43	495 200,00	232 845,43
	424	Personnes en difficulté	14 962,00	13 178,89	1 783,11
	428	Autres interventions sociales	134 053,15	43 553,02	46 813,13
904	TOTAL		1 613 597,55	1 143 423,66	426 486,89



# S/FCT 420/4212/422 4221/424/428

Services communs / Aide  
à la famille / Petite enfance/ Crèches et  
garderie / Personnes en difficulté / Autres  
interventions sociales



L'accueil des jeunes enfants participe à la prévention et à la protection des enfants dans leurs milieux de vie autre que le domicile familial.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
904	420	Services communs	543 764,99	483 370,70	60 394,29
	4212	Aides à la famille	107 914,57	28 460,00	79 454,57
	422	Petite enfance	273,57	0,00	273,57
	4221	Crèches et garderies	84 583,84	79 661,05	4 922,79
	424	Personnes en difficulté	14 962,00	13 178,89	1 783,11
	428	Autres interventions sociales	134 053,15	43 553,02	46 813,13
904	TOTAL		885 552,12	648 223,66	193 641,46

## ACTIONS IMPORTANTES

30 000,00 €	ACISE SAMU SOCIAL / SOLDE 40% INVESTISSEMENT
259 119,99 €	VILLE TRINITE EPICERIE SOLIDAIRE INVEST/ACOMPTE 1
14 400,00 €	SOLDE SUBVENTION INVESTISSEMENT ALLIAD
10 000,00 €	CRECHE CRECHENDO - SUBVENTION INVEST 2EME TR 2016 - 1ER ACOMPTE 50 %
18 031,91 €	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'EQUIPEMENT DU CENDRA
37 260,00 €	AGIR SANS VOIR – SUBVENTION D'INVESTISSEMENT



## S/FCT 4238

### Autres actions en faveur des personnes âgées



Répondre efficacement aux besoins des personnes en situation de perte d'autonomie sur le territoire est une priorité.

Afin d'apporter des solutions appropriées à toutes les situations, il existe une diversité de structures qui sont destinées à leur accueil.

Ces établissements se classent selon l'âge, le degré d'autonomie de la personne ainsi que le lieu d'intervention.

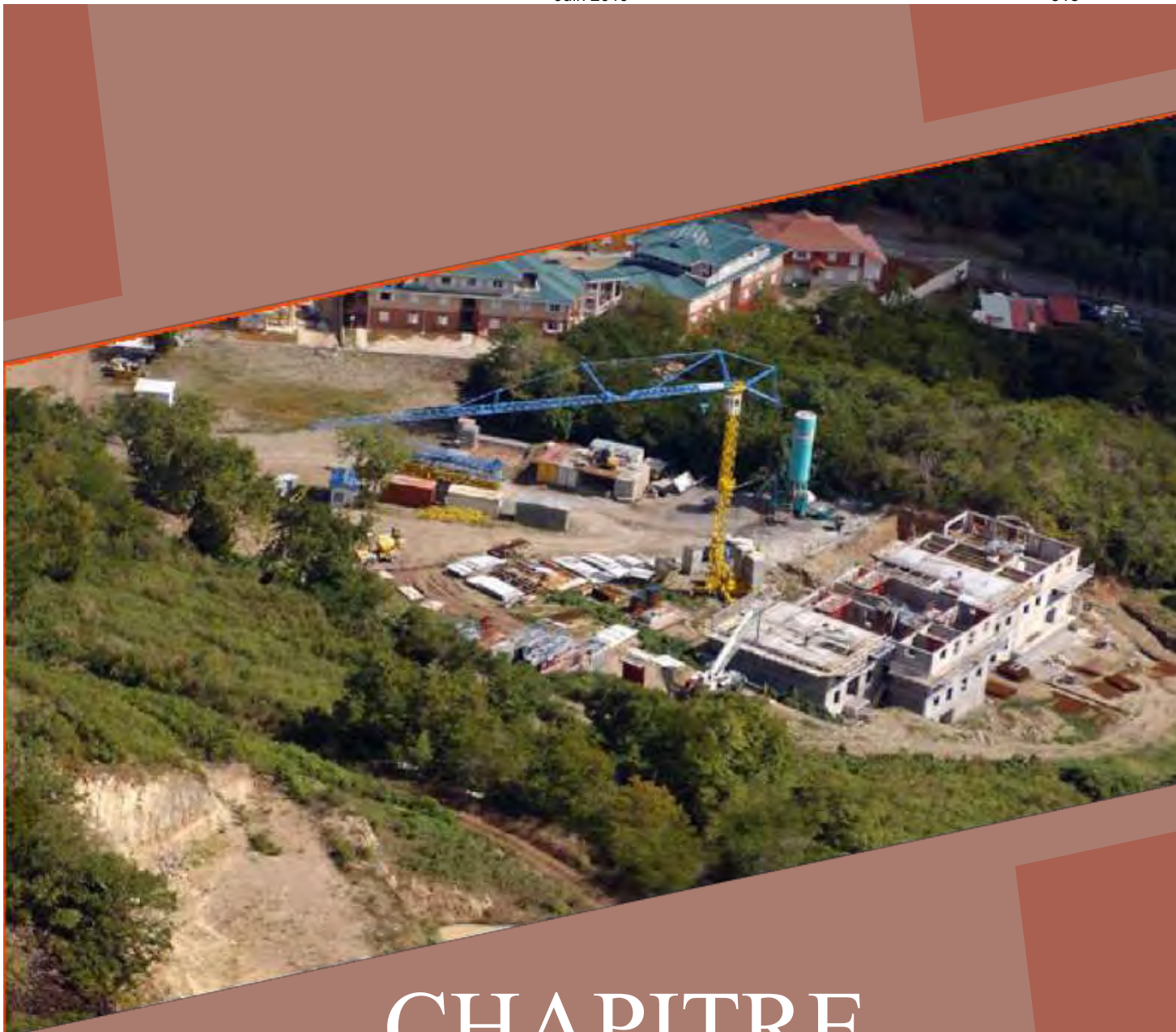
Ainsi, la CTM a poursuivi, au cours de la gestion 2018, son intervention auprès des établissements et associations en faveur des personnes âgées en leur apportant un soutien financier afin de moderniser leurs structures.

CHAPITRE	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
904	4238	Autres actions en faveur des personnes âgées	728 045,43	495 200,00	232 845,43
904	TOTAL		728 045,43	495 200,00	232 845,43

#### ACTION IMPORTANTE

490 000,00 €	EPAHD ANSES ARLETS LES MADREPORES SOLDE SUBVENTION INVESTISSEMENT
--------------	---





# CHAPITRE 905

# Aménagement des Territoires

Les projets portés par les Communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont été accompagnés de manière très importante en 2018 et concernent les thématiques suivantes :

- Infrastructures et services collectifs de base, vulnérabilité des territoires et des populations,
- Aménagement urbain durable et soutien aux dynamiques territoriales,
- Gestion des ressources énergétiques et environnementales (transition écologique et énergétique),
- Développement de la recherche et de l'innovation, filière d'excellence,
- Cohésion sociale et employabilité,
- Développement économique durable,
- Numérique.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
905	510	Services communs	117 553,88	117 553,88	
	53	Agglomérations et villes moyennes	15 251 573,36	14 598 234,58	485 029,90
	54	Espace rural et autres espaces de développement	124 403,20	104 243,03	20 160,17
	552	Aide au secteur locatif	4 149 087,08	3 999 316,64	90 313,00
	553	Aide à l'accession à la propriété	961 193,60	951 920,00	9 273,60
	555	Logement social	5 747 414,13	5 376 199,13	371 215,00
	57	Technologies de l'information et de la communication	3 825 462,44	3 133 729,03	691 733,41
	588	Autres actions d'aménagement	1 310 393,78	1 097 104,76	75 969,60
905	TOTAL		31 487 081,47	29 378 301,05	1 743 694,68

# S/FCT 510 / 53

## Services communs / Agglomérations et villes moyennes

En 2018, la Collectivité a contribué, pour près de 15 M€, à aider les communes à aménager et à développer durablement leur territoire.

Ne sont cités ici que les dispositifs d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière d'aménagement du territoire.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
905	510	Services communs	117 553,88	117 553,88	0,00
	53	Agglomérations et villes moyennes	15 251 573,36	14 598 234,58	485 029,90
905	TOTAL		15 369 127,24	14 715 788,46	485 029,90

Les sommes concernées relèvent soit d'opérations nouvelles soit de soldes d'opérations antérieures.

### ACTIONS IMPORTANTES

<b>CAESM</b>	224 903,95 €	DELIB 09-55-12/17-322-1 AMENAGEMENT ESPACES PUBLICS ENTREES VILLE
<b>SEMAFF</b>	529 677,70 €	DELIB 13-1796-1 AMENAGEMENT VOIES ET EPACES PUBLICS-ZAC PTE SIMON
<b>VILLE DE DUCOS</b>	132 615,50 €	VILLE DE DUCOS-TRAVAUX ECOLE MATERNELLE L. MARIE-MAGDELEINE
<b>VILLE DE FORT DE FRANCE</b>	780 478,25 €	DELIB 13-1561-9/17-321-1 TVX GROSSES REPARAT° ECOLES-SOLDE ARRETE 17-469-1 MISE EN PLACE INFRASTRUCT WIFI PART CTM DELIB 15-2049-1 TX RESTAURATION CATHEDRALE ST LOUIS DELIB 11-2000-1-REAB AXES CIRCULAT°-RESEAUX RIVE D-ABELLARD
<b>VILLE DE GRAND RIVIERE</b>	476 146,76 €	DELIB 15-279-1 PLAN SEISME PR REGROUPEMENT ETS SCOLAIRES DELIB 16-335-15 SUB COMPLEM. TVX REHAB EGLISE DELIB 15-279-1 REHABILITATION EGLISE ET PRESBYTERE - ACPTÉ 1
<b>VILLE DU ROBERT</b>	133 073,28 €	DELIB 17-101-1 CREAT MEDIATHEQUE PAR VOIE REHABILITATION DEL 16-335-12-TRVX CHEMIN COMMUNAL DE MOISE ACPTÉ 1 VILLE DU ROBERT - ACQUISITION PARCELLE M.252 HRTS LIMMOIS
<b>VILLE DE SAINT ESPRIT</b>	172 292,30 €	DELIB 16-335-24 ETUDE REAL DTA PATRIMOINE IMMO DELIB 11-148-24 AR DEL17-1379-1 TRAVAUX FOYER RURAL BALDARA DELIB15-1529-24 ACRC PROGRAMME 2014



		DELIB 15-275-1 AMENAGEMENT DU MARCHE COUVERT
VILLE DE SAINT JOSEPH	360 232,96 €	DELIB 10-924-12 TX REAMENAGEMENT BAT B MAIRIE - SOLDE DELIB 11-1483-25 ACQUISIT° TERRAIN CADASTRE K 32 (ALINGERY) DELIB 12-1835-25/13-1561-26 TVX REHAB ANC. GENDARMERIE-SOLDE
VILLE DE SAINT PIERRE	913 832,06 €	DELIB 17-433-1 ETUDES PRE OPERATIONNELLES OPAH RHI APTÉ 1 DELIB13-1561-27/18-531-4 ACRC PROG2012 ASSAINISMT BOUL ST-LEGER LALUNG DELIB 10-924-13 ET 13-1561-27 TX AMENAG FRONT DE MER DELIB 08-970-19 REHAB BAT COMMUNAL ABRITANT MISSION LOCALE DELIB 07-904-14 REALI ECLAIRAGE STADE PAUL PIERRE CHARLES DELIB 05-1125 ET 11-1483-26 REHAB CENTRE NAUTIQUE LA GALERE DELIB 04-978 RENOV AIRE DE JEUX STADE PAUL PIERRE CHARLES DELIB 16-335-26 TX RENOVATION ECOLE MIXTE B DELIB 14-1968-1 - REHABILITATION SALLE POLYVALENTE DELIB 17-486-27 RENOVATION CATHEDRALE PHASE 1 DELIB17-224-1 RENOVATION CATHEDRALE DU MOUILLAGE PHASE 2 DELIB 17-486-27 TX REALISATION PARCOURS SANTE - ACPTE 1 DELIB 17-487-1 RESTAURATION DE LA RUE VIEILLE HALLE - ACPTE 1 DELIB 17-432-1 SECURISATION HABITAT QUART. VIEUX LYCE SOLDE
VILLE DE SAINTE ANNE	263 617,47 €	DELIB 17-468-22 TX DE RENOVATION DE LA MAIRIE - SOLDE VILLE DE SAINTE ANNE-REPARATION RESTAURANTS SCOLAIRES VILLE DE SAINTE ANNE-TRAVAUX RESTAURANTS ECOLE CAP FERRE VILLE DE SAINTE ANNE-TRAVAUX ENTRETIEN ECOLE BARRIERE CROIX VILLE DE SAINTE ANNE-TRAVAUX ECOLE MATERNELLE AQUARIUM VILLE DE SAINTE ANNE-TRAVAUX ENTRETIEN ECOLE CAP FERRE VILLE DE SAINTE ANNE-TRAVAUX AGENDA ACCESSIBILITE PROGRAMME VILLE DE SAINTE ANNE-TRAVAUX REFECTION ROUTE LES ANGLAIS VILLE DE SAINTE ANNE-REFECTION ROUTE BARRIERE LA CROIX
VILLE DE SAINTE LUCE	857 367,67 €	DELIB 16-335-28 TX REHAB PLATEAU SPORTIF MONESIE DELIB 16-335-28 TX REHAB PLATEAU SPORTIF MONESIE SOLDE DELIB 16-335-28 TVX CONFORMITE RESEAU ASSAIN. "LES MOUBINS" DELIB 16-335-28 TVX CONFORMITE RESEAU ASSAIN. "LES MOUBINS" DELIB 14-1788-9/13-1561-33 TVX REHABILITAT° EGLISE - solde
VILLE DE SAINTE MARIE	473 901,59 €	DELIB 16-335-13 AMO POUR OPERATIONS GESTION VOIERIE ACPTE 1 DELIB 14-1788-33 VILLE DE SAINTE MARIE-REFECTION RESEAU HYDRAULIQUE VILLE DE SAINTE MARIE-REALISATION D'UN PREAU ECOLE F. LORNE DELIB 16-335-13 TX DE REHAB D'UN LOCAL POUR SCIP - ACPTE 1 DELIB 16-335-13 TX EXTENS° ET REECT° INSTALLAT° ECLAIRAGE PUBLICS DELIB 16-335-13 TX SECURISATION RN1 PLAINE UNION ACPTE 1 DELIB 17-486-26 TX AMENAGEMENT RUE DES ETAGES - ACPTE 1 DELIB 16-335-13 TX REECT TOITURE CANTINE ECOLE F GROSZY - SOLDE DELIB 16-335-13TRVX CONNEXION BATIMENTS DELIB17-486-26 ACTC 2016 DELIB 17-486-26 ACTC 2016 VILLE DE SAINTE MARIE-REFECTION TOITURE RESTAURANT SCOLAIRE
VILLE DES ANSES D'ARLETS	211 438,53 €	DELIB 13-1561-2TX REHAB BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE - ACPTE 1 DELIB 13-1561-2 -- 15-21-1 ET 16-335-14 RENOV PATRIMOINE BAT DELIB 10-747-1 ET 12-1835-1 TX REHAB HALL DES SPORTS - SOLDE DELIB 16-335-14 REHAB ET EXTENS° HOTEL VILLE (AIDE COMP)
VILLE DES TROIS ILETS	1 135 633,90 €	DELIB 16-335-30 TX AMENAGEMENT DOJO STADE MUNICIPAL DELIB 11-1430-2 ET 17-247-1 DESENCLAVEMENT ZONE HOTELIERE DELIB 11-1430-2 ET 17-247-1 DESENCLAVEMENT ZONE HOTELIERE DELIB 16-335-30 TX AMENAGEMENT DOJO STADE MUNICIPAL - SOLDE DELIB 16-335-30 VILLE DES TROIS ILETS - TRAVAUX RUE POINCETTAS DELIB 17-486-30 / 18-531-1ACTC 2016/TRVX CONST ATELIERS SERV TECH
VILLE DU CARBET	590 430,91 €	DELIB 09-869-2 TRAVAUX SUR LA RAVINE THIEUBERT - SOLDE



		<p>DELIB 06-841-3 REHABILITATION DE LA PAILLOTE - SOLDE</p> <p>DELIB 09-869-2 TX PROTECT° CRUES ET CONFORTAT° BERGES</p> <p>DELIB 13-1561-4 ET 14-1788-4 TX ACHEVEMNT PRESBYTERE-SOLDE</p> <p>DELIB 13-1564-4 TX AMENAGEMENT FRONT DE MER - SOLDE</p> <p>DEL 06-841-3 ET 08-970-4 REFECTION CLOTURE STADE COMMUNAL</p> <p>DELIB 18-66-1 - RENOVATION CENTRE SPORTIF-AIDE COMPLEM.</p>
<b>VILLE DU FRANCOIS</b>	602 393,32 €	<p>D12-1835-8/AD18-531-1REFEC CHAUS EN ENROBES SUITE INTEMPERIE</p> <p>DELIB 14-11965/14-1065 TVX DEMOLITION ECOLE MORNE PITAUT A</p> <p>DELIB 16-335-19 TX REPARATION VOIE DE MORNE COURBARIL</p> <p>DELIB 16-335-19 TX REHAB SALLE DANSE MARMITE CREOLE</p> <p>DELIB 16-335-19 Travaux réfection voie Morne Courbaril</p> <p>DELIB 16-335-19 TX REAL CHARPENTE COUVERTURE ANNEXE MAIRIE</p> <p>DELIB 16-335-19 TX REAL OUVRAE HYDRAULIQUE A DESROSES - ACPTE 1</p> <p>DELIB 15-1529-10 TX REPARAT° VOIE COMMUNALE BOIS NEUF SOLDE</p> <p>DELIB 15-1529-10 REPARATION VOIE COMMUNALE MORNE SERPENT</p>
<b>VILLE DU GROS MORNE</b>	448 125,97 €	<p>DELIB 15-133-1 AMO RENOVATION CENTRE BOURG</p> <p>VILLE DU GROS MORNE -50 % MISE EN PLACE VIDEO PROTECTION</p> <p>DELIB 15-795-1 TRVX STRUCTURE ACCUEIL ET SECOURS - SOLDE</p> <p>DELIB 15-133-1 -AMENAGEMENT ET SECURISATION HDV</p>
<b>VILLE DU LAMENTIN</b>	419 580,00 €	DELIB10-722-1/14-17338-1 TX ADRESSAGES ET SIGNALISATIONS
<b>VILLE DU LORRAIN</b>	302 374,41 €	<p>DELIB 14-1788-27- 15-1529-14 RECONSTECOLE L. CECILE</p> <p>DELIB 10-924-25 AMENAGEMENT RDC MAIRIE-SOLDE</p> <p>DELIB 09-937-1/10-924-25 -CREATION D'UN OSSUAIRE-SOLDE</p> <p>ARR DEL18-817-1 /11-1483-3 AMENAGEMENT AIRES DE JEUX</p>
<b>VILLE DU MARIGOT</b>	454 146,00 €	<p>DELIB 16-805 60 % SUBV EXCEPTIONNELLE INTEMPERIES</p> <p>DELIB 15-131-1 TRAVAUX RESTAURATION EGLISEST PIERRE ET ST PA</p> <p>DELIB 16-335-3 CENTRE ACCUEIL PERSONNES AGEES</p>
<b>VILLE DU MORNE ROUGE</b>	581 433,88 €	<p>VILLE DU MORNE ROUGE- DELIB 15-1529-27-EQUIP. MOBILIER URBAIN</p> <p>VILLE DU MORNE ROUGE- DELIB 15-1529-27-RENOVATION FOYER HIPOLYT</p> <p>VILLE DU MORNE ROUGE- DELIB 16-335-4-ACQUISITION PARCELLE</p> <p>DELIB 15-1529-27-MODERNISATION VOIERIES -</p> <p>DELIB 17-486-16REHABILITATION AIRE DE JEUX STADUIM -</p>
<b>VILLE DU VAUCLIN</b>	325 623,03 €	<p>DELIB 17-486-11 ACTC 2016</p> <p>DELIB 135-1561-31 ET 16-335-31 TX REHAB RESTO SCOLAIRE</p> <p>DELIB 11-1483-29 ET 16-335-31 TX REHAB EGLISE (AIDE COMP)</p> <p>DELIB 15-1529-31 TRAVAUX MISE HORS D'EAU STATION TOTAL-</p> <p>DELIB 15-1529-31 TX AMENAGEMENT URBAIN PLACE STATIONNEMENT</p> <p>ACTC 2016</p>
<b>VILLE DE BELLEFONTAINE</b>	595 901,43 €	<p>PLAN RELANCE SECURISATION QUARTIER COUR TAMARIN SOLDE</p> <p>PLAN RELANCE RENOVATION ANCIENNE ECOLE VERRIER - SOLDE</p> <p>PLAN RELANCE CONSTRUCTION SERVICES TECHNIQUES - SOLDE</p> <p>VILLE DE BELLEFONTAINE-EQUIP. MULTISPORT QTIER VERRIER</p>
<b>VILLE DE CASE PILOTE</b>	158 003,78 €	<p>DEL 16-335-17 ETUDE PRELIMINAIRE PROTECT LITTORAL VETI</p> <p>DEL 16-335-17-TX RESTAU HABITAT L' ENCLOS-PHASE 2</p> <p>DELIB 16-335-17 REFECTION TOITURE BAT COMMUNAL /POSTE</p> <p>DELIB 15-699-1 TX DE REHABILITATION PATEAU SPORTIF</p> <p>DELIB 16-335-17 RENOV ECOLE MATERNELLE (COMPLEMENT)</p> <p>ARR DELIB1 6-335-17 REFECTION° TOITURE BAT COMMUNAL ABRITANT LA</p> <p>POSTE</p> <p>DEL 16-335-17-TX RESTAU HABITAT L' ENCLOS-PHASE 2</p>
<b>VILLE DE FONDS SAINT DENIS</b>	125 200,00 €	DELIB 15-274-1 -CONSTRUCTION BATIMENT MEDICAL - ACPTE 1



<b>VILLE DE RIVIERE PILOTE</b>	638 591,63 €	<p>DELIB 17-78-1 TX AMENAGEMENT SECURISAT PASSAGE GUE ACPTÉ 1 VILLE DE RIVIERE PILOTE-TRAVAUX AMENAGEMENT PLACE LA SAVANN DELIB14-1788-19 VILLE DE RIVIERE PILOTE-REFECTION TERRAIN HANDBALL EN CAMEE DELIB 16-335-23 -REHABILITATION COMPLEXE SPORTIF - ACPTÉ 1</p>
<b>VILLE DE SCHOELCHER</b>	193 769,74 €	<p>DELIB 16-335-2 ACQUISIT PARCELLE K451 DE 51m<sup>2</sup> ET 453 DE 131m DELIB 12-1835-28 -TRAVAUX MISE AU NORME ECOLE MUSIQUE DELIB 18-65-1 RENOVAT°PARCOURS SANTE TERRVILLE ACOMPTE 1 DELIB 17-486-28 ACQUISIT° PARCELLE H693 DE 300M<sup>2</sup> - ACPTÉ 1 DELIB 16-335-27 TX DEMOLITION ET DIAGNOSTICS AMIANTE ACPTÉ1 DELIB 17-486-28 ACTC 2016</p>
<b>VILLE DU MARIN</b>	194 688,56 €	<p>DELIB 13-1561-17 TX AMENAGEMENT TERRAIN FOOTBALL DIAKA VILLE DU MARIN - MISE AUX NORMES DE L'INFIRMERIE SCOLAIRE PRU - AMENAGEMENT TERRAIN MULTISPORT DE DIAKA PRU RENFORCEMENT SISMIQUE DE LA CAPITAINERIE - SOLDE DELIB 09-869-21 TRAVAUX DE REPARATION DE LA CAPITAINERIE</p>



## S/FCT 54

### Espace rural et autres espaces de développement

Les actions menées ont contribué à l'amélioration des espaces ruraux et de développement.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
905	54	Espace rural et autres espaces de développement	124 403,20	104 243,03	20 160,17
905	TOTAL		124 403,20	104 243,03	20 160,17

#### ACTIONS IMPORTANTES

37 298,71 €	AMO MISE EN OEUVRE EAT PTE MARIN ET SALINES-STE ANNE
29 275,25 €	PARC DES FLORALIES TRAVAUX DE REHABILITATION
5 872,31 €	EAT ANSES D'ARLET



## S/FCT 552 / 553 / 555

Aide au secteur locatif / Aide à l'accession à la propriété / Logement social



En 2018, dans le domaine du Logement Social, la CTM est intervenue en priorité sur les aides à la réhabilitation qui contribuent au maintien de personnes âgées à domicile dans des conditions décentes.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
905	552	Aide au secteur locatif	4 149 087,08	3 999 316,64	90 313,00
	553	Aide à l'accession à la propriété	961 193,60	951 920,00	9 273,60
	555	Logement social	5 747 414,13	5 376 199,13	371 215,00
905	TOTAL		10 857 694,81	10 327 435,77	470 801,60

### ➔ Les Aides à la Réhabilitation (Axe 1)

Les aides à la réhabilitation de la CTM comprennent d'une part des aides autonomes relevant des seuls dispositifs de la Collectivité et versées directement aux propriétaires, et d'autre part, des aides complémentaires aux dispositifs d'Etat avec le plus souvent l'intervention d'opérateurs agréés.

**490 dossiers** d'aide complémentaire au dispositif de l'**AAH** ont été financés en 2018.

**627 aides individuelles autonomes** ont par ailleurs été accordées à des propriétaires occupants.

### ➔ Les Aides à la Construction (Axe 2)

Les aides à la construction concernent principalement les logements HLM, mais également les logements d'accession très sociale à la propriété de type LES (Logements Evolutifs Sociaux) et des logements privés « classiques » au titre de l'Aide à la Construction Durable (ACD) parasismique et paracyclonique.



Un nouveau cadre d'intervention de la CTM dans l'Habitat et le Logement Social, voté à l'unanimité le 6 juin 2018, remplace les dispositifs de l'ex-CG et de l'ex-CR pour ces aides à la réhabilitation et à la construction. Ce nouveau cadre harmonise, clarifie et simplifie les modalités d'intervention de la Collectivité en matière de logement social.

### ➔ Les Aides aux Associations (Axe 3)

Ces aides sont accordées aux associations qui mènent des actions en cohérence avec la politique de la CTM dans les domaines de l'habitat et du logement social.

Ce soutien vise à financer leur programme d'actions ou des missions spécifiques contractualisées.

**Au total, les Aides aux Associations se sont élevées en 2018 à 521 548 €.**

### ➔ Les Aides du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) (Axe 4)

Le Fonds de Solidarité pour le Logement est un dispositif multi partenarial obligatoire, outil essentiel du PDALHPD, destiné à aider les familles défavorisées à accéder à un logement décent et indépendant, ou à s'y maintenir.

Il convient de préciser que les aides du FSL s'inscrivent dans un cadre partenarial impliquant d'autres cofinanceurs, dont la CAF, EDF, ODYSSI, la SME et la SMDS. La CTM, pilote du dispositif, a financé environ 88% du budget du FSL.

Les mesures du FSL ont été définies par un règlement intérieur validé par l'ensemble des acteurs partenaires.

Les aides accordées et les mesures financées portent sur les volets suivants:

- 1) Les aides directes à l'accès au logement** (pour les dépôts de garantie, premiers loyers, frais d'agence, d'assurance, d'ouverture de compteurs, équipements de première nécessité), **et au maintien dans le logement**(pour les impayés de loyer, d'électricité et d'eau)  
**2826 aides** financières directes accordées ;
- 2) Les mesures d'accompagnement social** lié au logement,  
**176** mesures financées ;
- 3) Les enquêtes de prévention des expulsions** locatives,  
**560** enquêtes réalisées.

### ACTIONS IMPORTANTES

<b>261 200,00 €</b>	AIDES A LA CONSTRUCTION DURABLE
<b>97 900,00 €</b>	REALISATIONS LOGEMENTS EVOLUTIFS SOCIAUX
<b>1 858 539,66 €</b>	SIMAR SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - LLTS.
<b>520 067,24 €</b>	SMHLM – LTTS ET LLS
<b>1 730 492,30 €</b>	OCTROYES A DIVERS BENEFICIAIRES DANS LE CADRE DE L'AMELIORATION DE L'HABITAT





# S/FCT 57

## Technologies de l'information et de la communication



Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ouvrent une porte d'accès au monde singulièrement pour les territoires insulaires. C'est pourquoi la Collectivité Territoriale de Martinique continue à investir dans des équipements structurants majeurs, afin que les Martiniquais puissent bénéficier d'accès internet à moindre coût et d'outils numériques de pointe.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
905	57	Technologies de l'information et de la communication	3 825 462,44	3 133 729,03	691 733,41
905	TOTAL		3 825 462,44	3 133 729,03	691 733,41

En 2018, la Collectivité a financé divers dispositifs :

▪ **Aides aux entreprises dans le domaine du numérique**

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue au développement de l'économie numérique. Le *dispositif d'aides aux entreprises dans le domaine du numérique* (Délibération n°18-288-1, en date du 12 juillet 2018) a ainsi été mis en place. Il permet aux entreprises de la filière ou en transformation numérique, d'être mieux armées pour se positionner sur le marché interne, résister à la concurrence et se développer à l'international.

Cette politique numérique se décline en 4 points :

- un dispositif de financement avec des mesures (aide à la création, structuration de filière,...) adaptées au contexte numérique,
- un interlocuteur privilégié au numérique à la CTM,
- la structuration de la filière numérique (Co-organisation de l'événement BIG UP for Startup, 14<sup>ème</sup> conférence de coopération régionale Antilles-Guyane avec Martinique Tech),
- la transformation numérique des entreprises classiques (adhésion à France Num, plateforme numérique d'accompagnement à la transformation numérique des TPE/PME).



# S/FCT 57

## TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (suite)

### ▪ Etudes et Travaux de mise en œuvre des infrastructures d'amélioration du Haut Débit sur le territoire

Cette opération vise à la réalisation des études et construction des infrastructures de liaison et d'accueil pour la mise en place de 26 sites de montée en débit ADSL sur le territoire. Les zones concernées sont les quartiers ayant les plus mauvais débits ADSL.

### ▪ Raccordement en fibre optique d'établissements scolaires (lycée et collèges)

Il s'agit de réaliser des études, des travaux de génie civil et de tirage de fibre optique afin de raccorder des lycées et collèges de la Martinique au réseau Haut Débit LIANE.

### ▪ Déploiement de la première phase du réseau Très Haut Débit

L'objectif est de réaliser des études avant-projet et des études projet pour la mise en œuvre du réseau de fibre optique à l'abonné (FTTH) sur les communes de Case-Pilote, Lorrain, Marigot, Lamentin, Trois-Ilets et Sainte-Luce.

Les travaux de création de dalles d'accueil des armoires télécoms et de génie civil pour le tirage de la fibre optique sont également lancés.

### ▪ Projet de modernisation des espaces publics numériques

L'objectif est de moderniser les EPN pour mieux accompagner les usagers dans la maîtrise des usages numériques. Une réflexion a été amorcée avec les acteurs de la médiation numérique. La CTM prévoit de mettre sur pied une brigade mobile de médiateurs experts et un accompagnement financier pour soutenir les Communes.

### ACTIONS IMPORTANTES

327 908,04 €	ORANGE CARAIBES - CONCEPT REAL INFRASTRUCTURES COM ELECTRO TRES HAUT DEBIT FttH
168 000,00 €	EDF - CESSIION A TITRE ONEREUX DE FOURREAUX DE FIBRE OPTIQUE
1 883 186,94 €	CONSTRUCTEL CONSTRUCTIONS ET TELECOMMUNICATIONS – REALISATION D'INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

\* Fiber-to-the-node (fibre optique jusqu'aux nœuds)

\* (Fiber to the Home = fibre pour les particuliers)



## S/FCT 588

## Autres actions d'aménagement

Dans un souci de développement équilibré, la Collectivité veille à une urbanisation durable et a financé dans ce cadre plusieurs études d'aménagement visant à assurer leur compatibilité avec les espaces ruraux et agricoles.

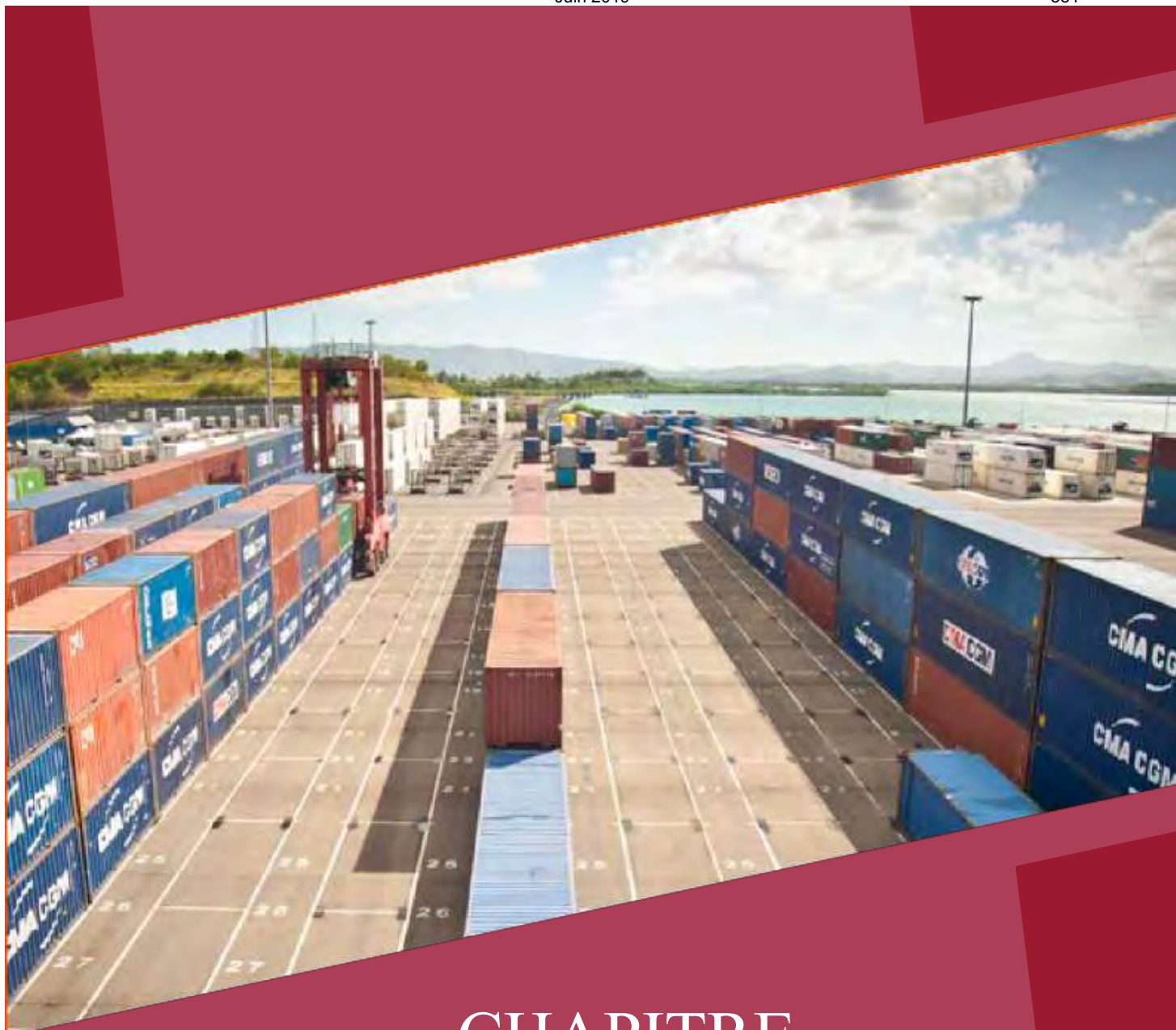
Certaines études d'aides à l'amélioration de l'habitat ont aussi été soutenues.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
905	588	Autres actions d'aménagement	1 310 393,78	1 097 104,76	75 969,60
905	TOTAL		1 310 393,78	1 097 104,76	75 969,60

## ACTIONS IMPORTANTES

166 635,00 €	AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES - SOLDE RECONDUCTION RISQUES ET CONFORTEMENT FALAISE QUARTIER TEXACO
123 151,36 €	CAESM - AC.2 SUBVENTION CONSTRUCTION PISCINE COMMUNAUTAIRE ST-ESPRIT
52 400,00 €	VILLE DU SAINT-ESPRIT - SUBV.AMENAGEMENT PLATEAU MULTISPORTS QUARTIER GRAND-BASSIN
60 503,15 €	VILLE DE DUCOS - SUBVENTION TRAVAUX RECONSTRUCTION OUVRAGE HYDRAULIQUE ET CANALISATIONS QUARTIER FOND PANIER DUCOS
70 003,41 €	VILLE DE FORT DE FRANCE - SUBVENTION REHABILITATION ET RECALIBRAGE RAVINE BELLEVUE PHASE 2
172 581,90 €	VILLE DU MARIN - SOLDE SUBVENTION MISE EN PLACE DISPOSITIFS SIGNALIQUES TOURISTIQUES SUBV. AMENAGEMENT URBAIN RUE DU PUIITS - MARIN AC2 VILLE DU MARIN-AMENAGEMENT URBAIN DE LA RUE DU PUIITS - SOLDE SOLDE SUBV.VILLE DU MARIN-RECONSTRUCTION INFIRMERIE SCOLAIRE ECOLE A -
28 566,80 €	SUBVENTION POUR LA REHABILITAION DE 7 ECOLES COMMUNALES GROS-MORNE SUBVENTION AMAMENAGEMENT ET SECURISATION HOTEL DE VILLE DU GROS-MORNE AC.1
19 417,14 €	FONDS-ST-DENIS: SUBVENTION COMPL. RENOVATION BRETELLE FONDS MASCRET
15 394,22 €	SOLDE SUBV.AJOUPA- BOUILLON-VIABILISATION VOIES COMMUNALES
352 752,49 €	DIVERS BENEFICIAIRES – REHABILITATION DE MAISONS INDIVIDUELLES
1 630,40 €	SOLDE SUBV.PRECHEUR-TRAVAUX REAMENAGEMENT CIMETIERE COMMUNAL
34 068,89 €	LORRAIN - REHABILITATION BAT C ECOLE IPL - SOLDE SUBVENTION VILLE DU LORRAIN -DESENCLAVEMENT QUARTIER SOUS-BOIS AC2





# CHAPITRE 906



## ► Action Économique

L'action économique est au cœur de l'activité de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture constituent des piliers de l'économie martiniquaise. L'objectif étant de réduire la dépendance alimentaire, donc les importations, la CTM s'emploie à soutenir et à développer la production et la transformation des produits de la Terre et de la Mer.

L'industrie, l'artisanat, le commerce et les services nécessitent un accompagnement important de la CTM afin d'améliorer la compétitivité et favoriser la création d'emplois.

Le tourisme est aussi un vecteur de développement important. La Martinique possède de nombreux atouts et il convient d'en faire une destination phare qui propose une offre diversifiée tout en respectant son environnement écologique, social et culturel.

C'est pour toutes ces raisons que la CTM a accompagné financièrement plusieurs entreprises, groupements et particuliers au cours de la gestion 2018.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
906	6312	Autres	3 388 569,47	2 407 765,27	980 804,20
	632	Industrie, commerce et artisanat	9 727 142,36	8 188 928,73	1 538 213,63
	633	Développement touristique	8 805 967,83	8 592 703,83	213 264,00
	67	Recherche et innovation	672 518,67	630 842,93	41 675,74
906	TOTAL		22 594 198,33	19 820 240,76	2 773 957,57

## S/FCT 6312

### Autres (Agriculture, Pêche, Aquaculture)



L'agriculture martiniquaise a été longtemps tournée vers l'exportation grâce à des protections obtenues sur le marché européen.

La diminution progressive des protections douanières sur le marché européen oblige l'agriculture martiniquaise à un repositionnement aussi bien qualitatif que quantitatif sur les marchés extérieurs.

Par ailleurs, l'espace maritime est fragile et l'essor de l'économie bleue suppose que l'on veille à une protection durable des espaces et des espèces.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
906	6312	Autres	3 388 569,47	2 407 765,27	980 804,20
906	TOTAL		3 388 569,47	2 407 765,27	980 804,20

Durant l'exercice 2018, la Collectivité a mis en place des actions afin de relever ce défi et aussi valoriser ce potentiel :

- Protéger, valoriser et aménager le foncier rural (mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier – procédure de contrôle du morcellement des terres agricoles – opération de désenclavement des exploitations agricoles – mise à jour de la carte des potentialités agricoles – animation et gestion de la banque de terre territoriale),
- Moderniser le site Val d'Or afin de proposer un meilleur accompagnement aux agriculteurs vers une culture saine exempte de pesticides,
- Accompagner le PARM,
- Accompagner les organismes agricoles,
- Accompagner la SAEM PSRM Le Galion et la SEMAM,
- Réaliser un programme de pose de DCP,
- Développer des équipements afin de faire émerger certaines filières qui peinent faute de structuration : mise en place du schéma territorial de développement durable et de promotion de la filière aquacole.



## S/FCT 6312

### Autres (Agriculture, Pêche, Aquaculture) (suite)

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>625 828,79 €</b>	TRAVAUX CREATION DU PERIMETRE COLLECTIF - IRRIGATION NOUVELLE CITE – RIVIERE SALEE
<b>132 191,15 €</b>	COMPLEMENT D'EQUIPEMENTS ET GROSSES REPARATIONS DU PISE
<b>840 630,10 €</b>	SAEM PSRM GALION STE ECONOMIE MIXTE PRODUCT SUCRIERE RHUMIERE MQUE AVANCE AVANT BP 2018 PERIODE 1-01 AU 31/03/18 2ème ACOMPTE 80 % PROG ACTIONS 2018 PROG INVESTISSEMENT AU TIRE DE 2017
<b>36 320,00 €</b>	ACSION SERVICES PROJET RAMASSAGE FRUITS ET LEGUMES
<b>397 926,00 €</b>	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT DELEGATION MQUE – CONTRE PARTIE CTM MESURES REGIONALISEES PO FEAMP 2014/2020

75 opérations ont été d'ailleurs programmées pour un montant total de plus de 3M€.





## S/FCT 632

### Industrie, Commerce et Artisanat



De nombreux dispositifs d'accompagnement aux entreprises existent pour soutenir des projets.

La Collectivité est intervenue dans ce domaine par le biais des dispositifs d'aide, de l'ingénierie financière et d'appels à projet spécifiques visant à :

- assurer de la performance globale de l'entreprise,
- mettre en place un dispositif d'accompagnement primo-créditeur pour sécuriser au mieux le démarrage de l'activité,
- assurer la viabilité des entreprises,
- accompagner l'entreprise à l'international et à la structuration de filière.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
906	632	Industrie, commerce et artisanat	9 727 142,36	8 188 928,73	1 538 213,63
906	TOTAL		9 727 142,36	8 188 928,73	1 538 213,63

Les investissements structurants, financés pendant l'année 2018 par la CTM, ont permis aux entreprises d'acquérir des équipements leur permettant de rester compétitives ou de développer une activité. L'objectif est de pérenniser les emplois mais aussi de favoriser une véritable dynamique dans un monde économique de plus en plus concurrentiel.

#### ACTIONS IMPORTANTES

7 446 271,27 €	CREATION AMELIORATION ET DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES DE DIVERSES ENTREPRISES
222 001,82 €	BELLONNIE ET BOURDILLON SUCCESEURS - PROG DE MODERNISATION DE L'OUTIL DE PRODUCT
156 843,00 €	COMIA COMPTOIR MARTINICAIS INDUSTRIE ALIMENTAIRE - MODERNISATION UNITE PDT° ET CREAT NOUVELLE

Au cours de la gestion 2018, près de 380 entreprises ont été aidées.



# S/FCT 633

## Développement touristique



Le tourisme est l'un des moteurs de la croissance économique de la Martinique. Son développement doit s'organiser plus activement : notre compétitivité doit se renforcer pour une meilleure attractivité en direction des investisseurs et les exploitants potentiels.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
906	633	Développement touristique	8 805 967,83	8 592 703,83	213 264,00
906	TOTAL		8 805 967,83	8 592 703,83	213 264,00

Au cours de la gestion 2018, les actions ont permis :

- une révision des dispositifs d'aides au secteur du tourisme,
- la mise en place d'actions visant à favoriser la montée en gamme et la labellisation des structures,
- la revitalisation des zones à dimension touristique,
- l'aide à la dynamique d'ensemble par des dispositifs collectifs pour les TPE-PME,
- la professionnalisation des acteurs.

### ACTIONS IMPORTANTES

92 610,06 €	CAP NORD MARTINIQUE - CREATION RESEAU DE POINTS DE VUE/PART CTM
7 875 000,00 €	COMITE MARTINICAIS DU TOURISME - DOTATION 2017 INVESTISSEMENT ET PROGRAMME ACTIONS 2018 PART INVESTISSEMENT
60 000,00 €	MAMY NOUNOU - RENOVATION CHAMBRES HOTEL CARAVELLE
45 000,00 €	LE DOMAINE SAINT AUBIN - CREATION RESTAURANT

Au cours de la gestion 2018, une vingtaine d'entreprises a sollicité la Collectivité et a été aidée.



# S/FCT 67

## Recherche et Innovation

La Collectivité Territoriale de Martinique a fait de la recherche et de l'innovation un axe central de ses politiques territoriales en faveur du développement économique et industriel car c'est une source essentielle de création d'emplois et d'amélioration de la qualité de vie.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
906	67	Recherche et innovation	672 518,67	630 842,93	41 675,74
906	TOTAL		672 518,67	630 842,93	41 675,74

Au cours de la gestion 2018, la Collectivité Territoriale de Martinique a porté un soutien financier non négligeable à ce secteur en mettant en place des actions visant à :

- aider à l'innovation en faveur des PME au travers de dispositifs d'aides,
- soutenir le projet de construction de centre de culture scientifique, technologique et industrielle de Martinique,
- mettre en œuvre des outils financiers afin de renforcer la structure financière des entreprises,
- financer la part immatérielle de leurs projets,
- générer un effet de levier pour l'obtention d'autres financements.

### ACTIONS IMPORTANTES

28 500,00 €	PARM POLE AGRO RESSOURCES ET DE RECHERCHE DE MARTINIQUE INVESTISEMENT DU 1/01/18 AU 31/03/18
500 000,00 €	BPIFRANCE REGIONS BPIFRANCE-FONDS TERRITORIAL D'INNOVATION DE MARTINIQUE-AVANCE ANNEE 2018





# CHAPITRE 907

## ► Environnement

Les actions menées par la Collectivité Territoriale de Martinique se déclinent en plusieurs opérations stratégiques en matière environnementale :

- la gestion de l'énergie, des déchets, et de l'assainissement,
- la protection de la ressource en eau,
- la protection de la biodiversité,
- le développement de l'économie circulaire.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
907	71	Actions transversales	2 828 940,00	2 828 940,00	0,00
	7211	Actions de prévention et de sensibilisation	17 200,00	17 200,00	0,00
	7213	Tri, valorisation et traitement des déchets	190 588,67	190 588,67	0,00
	731	Politique de l'eau	2 238 334,95	2 210 832,01	27 502,94
	732	Eau potable	798 386,85	677 796,12	120 590,73
	752	Energie photovoltaïque	814 334,44	814 334,44	0,00
	758	Autres actions	9 056 482,09	9 056 482,09	0,00
	76	Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques	682 130,93	674 409,03	6 314,80
907	TOTAL		16 626 397,93	16 470 582,36	154 408,47



## S/FCT 71

### Actions transversales

Le Parc Naturel de Martinique (PNM) accompagne les 32 communes de son territoire vers un développement durable et mène de nombreuses actions dans des domaines aussi divers que l'agriculture, le tourisme, l'environnement, l'économie ...

Il est accompagné par la CTM au titre de ses opérations en matière d'investissement.



CHAPITRE	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
907	71	Actions transversales	2 828 940,00	2 828 940,00	0,00
907	TOTAL		2 828 940,00	2 828 940,00	0,00



## S/FCT 7211 / 7213 / 731 / 732

### Actions de prévention et de sensibilisation / Tri, valorisation et traitement des déchets / Politique de l'eau / Eau potable



La Collectivité Territoriale de Martinique n'a pas de compétence en matière de collecte et de traitement des déchets, lesquelles sont dévolues, pour la première, aux trois communautés d'agglomération et la seconde, au Syndicat Mixte de Traitement et de valorisation des Déchets. Pour autant, la CTM s'investit financièrement via son Programme Territorial de Maîtrise des Déchets de façon à soutenir des actions de prévention et de sensibilisation sur la réduction des déchets à la source, mais également dans le but d'optimiser les taux de collecte des déchets dangereux ou non dangereux, qu'ils soient issus des ménages, des Collectivités ou des activités économiques, etc.

Par ailleurs, la CTM est l'un des partenaires essentiels dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques.

A cet effet, elle intervient dans les domaines suivants :

- la production d'eau potable avec l'exploitation de l'usine de Vivé,
- la gestion de la pêche et de l'aquaculture,
- la gestion des infrastructures portuaires et maritimes, la construction et l'entretien des appontements publics,
- le suivi hydrométrique et la surveillance des crues,
- diverses actions pour la préservation de la ressource en eau.

L'Unité de Production d'Eau Potable de la Capot est primordiale pour l'alimentation en eau potable de la population, et elle sert de secours dans des circonstances particulières (sécheresse et/ou casses sur les autres unités de l'île). Elle est indispensable à la sécurité de la production d'eau potable du territoire.

Par ailleurs, des études de conception pour les travaux de déviation de la canalisation d'eau potable au quartier Séguineau ont été poursuivies en 2018 (phase projet) pour une perspective de travaux au dernier trimestre 2019.



## ► S/FCT 7211 / 7213 /

### 731 / 732 (suite)

Actions de prévention et de sensibilisation / Tri, valorisation et traitement des déchets / Politique de l'eau / Eau potable

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
907	7211	Actions de prévention et de sensibilisation	17 200,00	17 200,00	0,00
	7213	Tri, valorisation et traitement des déchets	190 588,67	190 588,67	0,00
	731	Politique de l'eau	2 238 334,95	2 210 832,01	27 502,94
	732	Eau potable	798 386,85	677 796,12	120 590,73
907	TOTAL		3 244 510,47	3 096 416,80	148 093,67

La Collectivité Territoriale de Martinique considère le tri, la valorisation et le traitement des déchets comme une priorité environnementale et économique pour le territoire et les acteurs publics ou privés. En cohérence et en appui de la compétence de traitement du Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD), la Collectivité Territoriale de Martinique a financé :

- des actions de tri, de valorisation et de traitement des déchets, notamment la réalisation d'une plateforme de prétraitement d'huiles de vidange portée par 2TDA,
- la création de la ressourcerie Cinq vies au Robert,
- l'installation d'un dispositif de traitement des effluents phytosanitaires pour la production de banane par l'Union des Producteurs de Bananes de la Martinique,
- les travaux préalables à la fermeture du site de Céron par le SMTVD.

Ont été également financées des actions de sensibilisation et de prévention portées par CAP NORD ainsi que la mise en place par Madininair d'un réseau de surveillance pour les émanations de gaz toxiques liés à la putréfaction des sargasses.

Par ailleurs, en 2018, la CTM a poursuivi son objectif de restauration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et de préservation de la ressource par le soutien notamment aux investissements pour améliorer l'assainissement, au recours aux solutions alternatives à l'eau potable.

Ainsi, suite à l'incendie de 2017 sur la salle électrique de l'UPEP Capot, des travaux d'urgence conservatoires ont été réalisés en 2018.



## S/FCT 7211 / 7213 /731 / 732

Actions de prévention et de sensibilisation / Tri, valorisation et traitement des déchets / Politique de l'eau / Eau potable (suite)

De plus, des études pour la mise en conformité parasismique du dessableur de la Capot ont aussi été engagées en 2018 ainsi que divers travaux de sécurisation du réseau d'adduction et de rénovation de l'usine.

### ACTIONS IMPORTANTES

<b>17 200,00 €</b>	REALISATION D'UNE RESSOURCERIE AU ROBERT
<b>63 344,41 €</b>	UNION PRODUCTION BANANE MQUE - INSTALLATION DISPOSITIF TRAITEMENT EFFLUENTS PHYTOSANITAIRES
<b>21 181,89 €</b>	SMTVD : MO TRAVAUX PREALABLES A LA FERMETURE DU SITE DE CERON
<b>1 785 509,81 €</b>	AIDE AUX PARTICULIERS POUR L'ACQUISITION DE SYSTEMES DE RECUPERATION DES EAUX DE PLUIE (SREP)
<b>221 953,83 €</b>	ODYSSI - RENOUVELLEMENT RESEAUX RN3 DETOUR BOURDIN FDF
<b>103 500,00 €</b>	AGENCE DES 50 PAS - EP & EU SCHÆLCHER



# S/FCT 752 / 758

## Energie photovoltaïque / Autres actions



La réduction de la facture énergétique tout en protégeant l'environnement est au cœur des politiques environnementales menées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Avec une dépendance aux énergies fossiles autour des 90%, le Programme Pluriannuel de l'Energie (PPE) prend position en faveur d'une diversité des énergies renouvelables et favorise tout particulièrement celles mettant en œuvre une énergie stable telles que le photovoltaïque couplé à des moyens de stockage.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
907	752	Energie photovoltaïque	814 334,44	814 334,44	0,00
	758	Autres actions	9 056 482,09	9 056 482,09	0,00
907	TOTAL		9 870 816,53	9 870 816,53	0,00

Au cours de la gestion 2018, la CTM a participé financièrement à la réalisation de projets en matière d'énergie photovoltaïque. Il s'agit notamment :

- de projets photovoltaïques liés à l'autoconsommation afin d'expérimenter l'optimisation des consommations dans les foyers martiniquais,
- du programme SOPRODEN qui prévoit l'installation de 150 centrales photovoltaïques avec stockage dans 150 foyers pour une puissance totale cumulée de 759 kWc.

Par ailleurs, la filière photovoltaïque nécessite certaines études qui garantissent sa parfaite intégration sur le territoire martiniquais, en fonction des avancées technologiques.

Sur la période 2015-2020, la CTM et EDF ont mis en œuvre un projet en faveur du développement du chauffe-eau solaire, à travers une convention de partenariat avec un objectif d'équiper 60% des logements d'un chauffe-eau solaire en 2020.

Ce programme de développement permettra en outre d'augmenter la part des EnR dans le mix énergétique de 4%.



# S/FCT 752 / 758

## Energie photovoltaïque / Autres actions (suite)

L'opération consiste en:

- Un accompagnement technique - promotion du chauffe-eau solaire, la formation et la qualification de la filière (label Reconnu Garant de l'Environnement : RGE),
- Un accompagnement commercial - promotion du CEST par le Programme Territorial de Maitrise de l'Energie (PTME),
- Un accompagnement financier - Mise en place du paiement des primes CTM et EDF de façon conjointes par EDF,
- Une prime unique, toute l'année, de la part de la CTM de 500 € et d'EDF (500€ pour un 200L, 700 € pour un 300L).

Depuis 2017, le financement de cette opération a été priorisé sur Fonds Européens.

### ACTIONS IMPORTANTES

<b>736 891,75 €</b>	SOPRODEN-PROGRAMME D'INSTALLATION DE PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES
<b>77 442,69 €</b>	SUNZIL SERVICES CARAÏBES - PROJET IMAGE - PROGRAMME ENERGIE SOL AVEC STOCKAGE
<b>6 000 000,00 €</b>	SMTVD - COMPLEXE ENVIRONNEMENTAL VALORISATION DES DECHETS
<b>50 000,00 €</b>	GEOMARTINIQUE - ACQUISITION D'UN OUTIL CARTOGRAPHIQUE "OCCUPATION DES SOLS A GRANDE ECHELLE



## S/FCT 76

### Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques

Au cours de l'année 2018, la Collectivité a poursuivi ses efforts en matière de préservation du patrimoine naturel et de gestion des risques technologiques.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
907	76	Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques	682 130,93	674 409,03	6 314,80
907	TOTAL		682 130,93	674 409,03	6 314,80

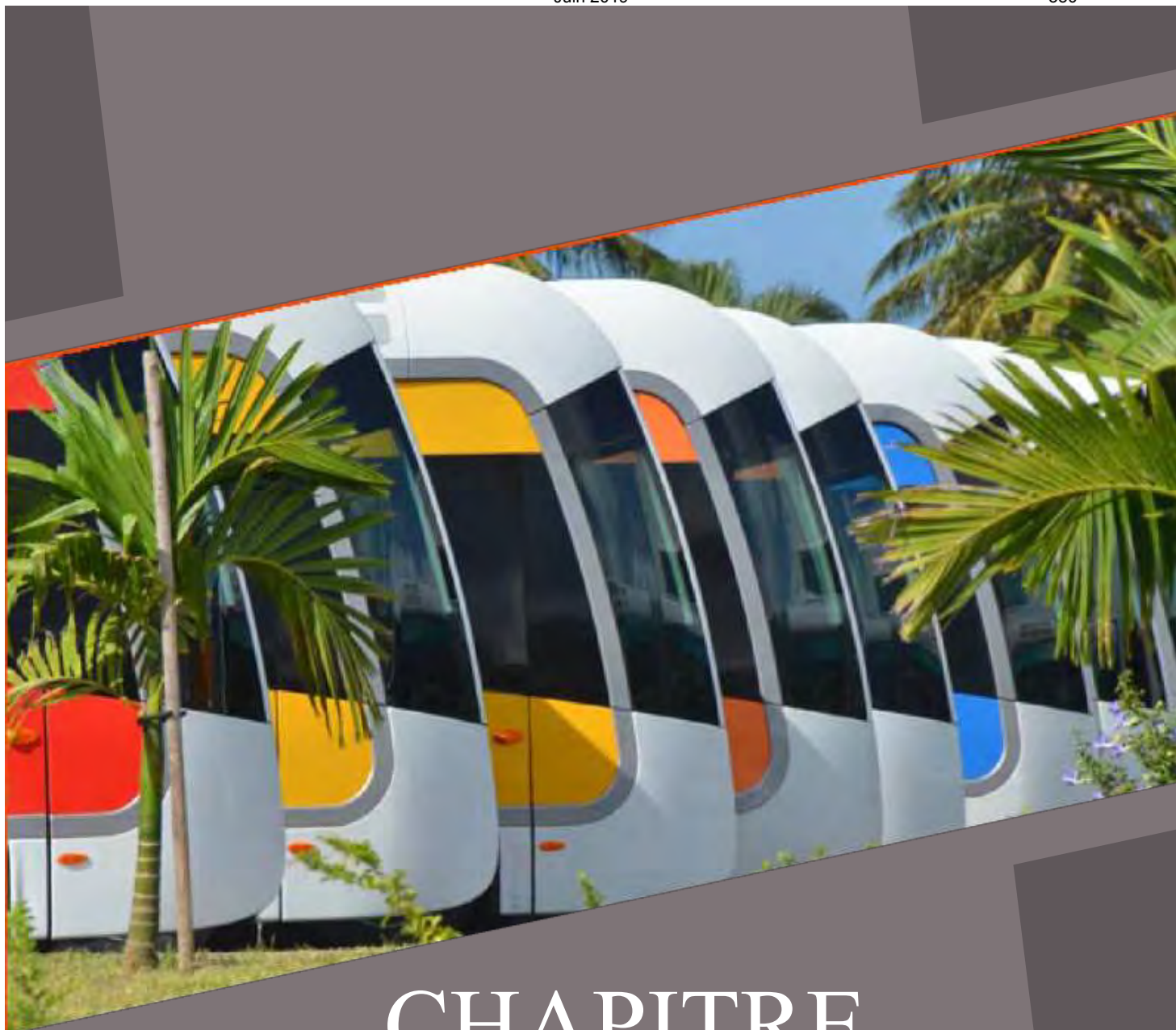
La CTM a participé au financement de la réalisation de 2 opérations phares :

- CTM – ONF / Investissements : travaux en faveur de l'accueil du public sur sites et sentiers ainsi qu'en faveur de la sylviculture sur parcelles et routes forestières,
- Opération Grand Site Sainte-Anne : poursuite de l'étude en vue de l'obtention du label OGS pour le site classé des Salines à la Baie des Anglais.

#### ACTIONS IMPORTANTES

635 972,90 €	REALISATION PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ONF
38 436,13 €	OPERATION GRAND SITE SAINTE-ANNE





# CHAPITRE 908

# ► Transports

La Collectivité Territoriale de Martinique est mobilisée sur tous les champs relevant de sa compétence en particulier pour améliorer la desserte routière, réduire les risques d'accidents et d'engorgement des voies.

A ce titre, Martinique Transports est l'un des opérateurs essentiels de sa politique.

CHAPITRE	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
908	828	Autres transports	2 647 128,00	2 576 465,82	70 662,18
	842	Voirie régionale	12 776 314,17	12 534 463,32	191 638,82
	843	Voirie départementale	12 999 813,19	12 952 054,93	47 758,26
	854	Ports et autres infrastructures portuaires	1 680 348,56	1 598 589,17	81 759,39
908	TOTAL		30 103 603,92	29 661 573,24	391 818,65

# S/FCT 828

## Autres transports



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
908	828	Autres transports	2 647 128,00	2 576 465,82	70 662,18
908	TOTAL		2 647 128,00	2 576 465,82	70 662,18

### ACTION IMPORTANTE

2 576 465,82 €	CACEM REMBOURSEMENT DEPENSES INVESTISSEMENT ET LANCEMENT EXPLOITATION TCSP
----------------	--



# S/FCT 842 / 843

## Voirie régionale / Voirie départementale

La Collectivité Territoriale de Martinique possède un réseau routier de près de 1 000 km soit 362 km de routes nationales et 630 km de routes départementales.

Les actions réalisées en 2018 ont permis:

- d'assurer la pérennité et la conservation du patrimoine routier ainsi qu'à le moderniser,
- d'adapter le réseau pour répondre aux besoins de mobilité de la population et accompagner les grands projets de développement sur le territoire.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
908	842	Voirie régionale	12 776 314,17	12 534 463,32	191 638,82
	843	Voirie départementale	12 999 813,19	12 952 054,93	47 758,26
908	TOTAL		25 776 127,36	25 486 518,25	239 397,08

Au cours de l'année 2018, des travaux de grosses réparations du réseau et de modernisation ont été réalisés.

A titre d'exemples, on peut citer :

- les travaux de mise en sécurité de la RN3 au niveau de l'Arborétum à Fort-de-France,
- la poursuite de la mise hors d'eau de la RD15 entre Mahault et Petit Pré (Lamentin),
- la mise en sécurité de la RD 22 au Lorrain,
- la réalisation de soutènement de types parois clouées ou gabions,
- la mise en sécurité des falaises,
- le démarrage des travaux de carrefour giratoire sur la RN4 au droit de l'accès au futur hôpital de Fantaisie et la fin de celui de la RN2/RD19 Mornes aux Bœufs.



## S/FCT 842 / 843

### Voirie régionale / Voirie départementale (suite)

En outre, en ce qui concerne les études routières, il faut noter celles liées aux projets de viaduc de Fond Lahaye sur la RN2 à Schoëlcher, de restructuration du carrefour Mangot-Vulcin entre la RN1 et la RD 3 au Lamentin, de modernisation de la traverse du Marigot sur la RN1, de l'aménagement du carrefour giratoire de la ZAE de MAUPEOU sur la RD 07 à Rivière-Salée, de protection contre la houle entre Carbet et Saint-Pierre de la RN2, RD16 Modernisation La Manzo (François) qui ont été poursuivies et/ou finalisées au cours de la gestion 2018.

Enfin, les phases 1, 2 et 2 du ***Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique*** (STIRM), qui a pour objectif d'élaborer un outil dynamique de programmation permettant de hiérarchiser les projets à réaliser jusqu'en 2037 pour moderniser les infrastructures routières afin de répondre aux enjeux de mobilité routière des Martiniquais tout en restant dans une enveloppe financière réaliste, ont été poursuivies en 2018 pour une fin d'exécution de la phase 4 en 2019 et l'approbation du STIRM.

#### ACTIONS IMPORTANTES

1 275 726,96 €	TRAVAUX DE RECTIFICATION DE VIRAGES AU LIEUDIT « ARBORETUM » RN3 – ROUTE DE BALATA – FORT-DE-FRANCE
746 317,35 €	CARREFOUR GIRATOIRE DE MORNE AUX BŒUFS – CARBET
518 756,84 €	CABINET FUCHS
6 252 707,20 €	COLAS MARTINIQUE
996 807,02 €	GETELEC
589 447,45 €	GFL TRAVAUX PUBLICS



# S/FCT 854

## Ports et autres infrastructures portuaires



La Collectivité Territoriale de Martinique est engagée dans un plan de modernisation de ses infrastructures portuaires.

Les objectifs de la Collectivité de déclinent comme suit :

- aménager les sites portuaires et les APIT,
- faciliter les conditions de travail des marins pêcheurs,
- préserver l'environnement,
- améliorer les conditions d'hygiène et de vente des produits de la pêche,
- dynamiser la profession pour la rendre plus attractive notamment pour les jeunes,
- mettre en valeur le patrimoine culturel du pays et y apporter un cachet touristique.

Les aménagements portuaires contribuent à l'assainissement du littoral et à l'intégration des installations dans leur environnement.

Au cours de la gestion 2018, des aménagements ont été réalisés sur les différents sites, qu'il s'agisse des ports ou des APIT :

- APIT « Canal » au François : Mise en place d'un système d'épuration,
- APIT Baie des Mulets au Vauclin : Etudes géotechniques, MOE pour réalisation équipements,
- Port de Case Pilote :
  - réhabilitation quai en bois,
  - traitement de la falaise,
  - réalisation d'une dalle en béton et de pose de BID'huile,
- Port de pêche du Marin et de Grand-Rivière : Aménagement des infrastructures et des superstructures sous forme de modulaires (étals de vente, bureau, halle de ramendage, chambre froide, bâtiment sanitaire),
- Divers travaux appontements (Anse Noire, Trinité Cosmy, Sainte Anne, Saint-Pierre, Pointe Simon ...).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
908	854	Ports et autres infrastructures portuaires	1 680 348,56	1 598 589,17	81 759,39
908	TOTAL		1 680 348,56	1 598 589,17	81 759,39

### ACTION IMPORTANTE

1 257 263,48 €

TRAVAUX DE REPARATIONS D APPONTEMENTS ET QUAIS





# CHAPITRE 922 / 923

## ► Dotations et participations

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>922</b>	103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	2 506 103,50	0,00
<b>922</b>	<b>TOTAL</b>		<b>2 506 103,50</b>	<b>2 506 103,50</b>	<b>0,00</b>



## Dettes et autres opérations financières

Au 31 décembre 2018, la dette de la CTM s'élevait à 675 829 151,06 € avec une annuité de 49 403 074,47 € (dont 36 503 408,20 € d'amortissement et 12 899 666,27 € d'intérêts).

L'encours de la dette de la CTM est composé de 47 emprunts contractés auprès de 8 établissements bancaires. L'Agence Française de Développement (65,43 %) est le principal prêteur de la CTM qui bénéficie de prêts à taux extrêmement bonifiés de cet organisme.

En 2018, la seconde tranche du prêt de 100 M€ consenti en 2017 a été mobilisée sur du taux variable (Euribor 3Mois +1,16%), équivalent à un taux fixe de 2,39 % (taux effectif global annuel de 2,45% et taux effectif global trimestriel de 0,61%) à la date de constatation de taux.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
923	1641	Emprunts auprès des établissements de crédit - Emprunts en euros	35 048 495,95	35 031 408,20	17 087,00
	16441	Emprunts auprès des établissements de crédit - Opérations afférentes à l'emprunt	1 472 000,00	1 472 000,00	0,00
	2761	Autres créances immobilisées - Créances pour avances en garanties d'emprunt	6 858 807,85	6 858 807,85	0,00
	27638	Autres créances immobilisées - Autres établissements publics	3 915 734,62	3 915 734,62	0,00
923	TOTAL		47 295 038,42	47 277 950,67	17 087,00





# FONCTIONNEMENT

# Récapitulatif des dépenses de fonctionnement par chapitre

CHAP	INTITULES	CREDITS VOTES	MANDATES	REPORTS
930	Services généraux	240 956 605,47	217 501 939,21	2 318 456,38
9305	Gestion des fonds européens	10 976 643,00	9 036 537,46	0,00
931	Sécurité	18 024 929,85	18 006 740,78	0,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	86 683 367,24	83 829 979,93	115 340,29
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 343 877,76	9 685 775,16	1 257 036,12
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	136 702 865,35	127 519 692,59	1 366 114,08
9343	APA	61 558 124,38	60 099 797,50	145 816,41
9344	RSA - Régularisations de RMI	221 872 476,59	217 348 925,67	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	3 028 947,87	2 578 681,54	410 003,40
936	Action économique	21 229 341,08	16 524 636,90	1 226 883,59
937	Environnement	9 386 955,30	8 736 985,43	398 546,75
938	Transports	83 096 819,05	78 461 747,82	891 988,68
941	Autres impôts et taxes	1 462 000,00	1 453 616,00	0,00
943	Opérations financières	16 864 771,92	16 272 481,74	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>923 187 724,86</b>	<b>867 057 537,73</b>	<b>8 130 185,70</b>





# Les Ressources Humaines



Le volet RH a été au cœur de tous les projets structurants internes menés en 2018 pour renforcer l'opérationnalité des services.

Aussi, les différentes actions relatives aux RH ont eu pour objectif d'accompagner l'évolution des activités et des métiers par la recherche de profils ciblés, l'ajustement des moyens humains, le développement des compétences, l'amélioration des conditions de travail. La politique des RH vise à renforcer la capacité d'intervention et d'action de la Collectivité dans les domaines relevant de sa compétence.

Le taux de réalisation au 31 Décembre 2018 du budget consacré aux RH a été de 99%, et la masse salariale a pu être contenue à un niveau sensiblement comparable à 2017 bien que la structure de la pyramide des âges, donne tout son poids au GVT (glissement, vieillesse, technicité) qui structurellement tend à faire augmenter la masse salariale (avancements de grade et d'échelon).

Les départs à la retraite enregistrés sur l'année (au nombre de 79) et la vigilance sur les effectifs ont cependant permis de contenir ces effets ainsi que ceux découlant d'ajustements réglementaires (reclassement, revalorisation d'indice).



## Les Ressources Humaines (suite)

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>930</b>	021	Personnel non ventilé	182 960 274,24	180 508 874,35	690,87
	028	Autres moyens généraux	3 000,00		
	031	Assemblée délibérante	2 647 936,82	2 576 326,05	18 177,60
	032	Conseil économique et social régional ou Conseil de développement	17 411,00	14 715,89	
	033	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	8 541,25	8 512,19	
	043	Actions européennes	23 685,42	10 458,88	
<b>930</b>			<b>185 660 848,73</b>	<b>183 118 887,36</b>	<b>18 868,47</b>
<b>934</b>	410	Services communs	1 108 796,04	1 097 013,63	
	411	PMI et planification familiale	308 789,54	256 083,38	
	420	Services communs	322 375,91	289 836,54	12 617,08
	4212	Aides à la famille	23 449 241,06	22 655 126,63	
	4238	Autres actions en faveur des personnes âgées	68 089,23	14 995,36	
<b>934</b>			<b>25 257 291,78</b>	<b>24 313 055,54</b>	<b>12 617,08</b>
<b>9343</b>	430	Services communs	7 509,68	7 509,68	
<b>9343</b>			<b>7 509,68</b>	<b>7 509,68</b>	
<b>9344</b>	446	Dépenses de structure	163 777,76	42 877,54	
<b>9344</b>			<b>163 777,76</b>	<b>42 877,54</b>	
<b>*Montant contrepassation : - 151 646,53 €</b>					
<b>TOTAL</b>			<b>211 089 427,95</b>	<b>207 330 683,59</b>	<b>31 485,55</b>





CHAPITRE  
930

## ► Services généraux

En 2018, la Collectivité est restée fidèle à ses objectifs de réduction des coûts. La lutte contre le gaspillage sur les fournitures est passée par une rationalisation stricte des dépenses au sein de l'administration générale.

Ainsi, toutes les dépenses de fonctionnement sont mutualisées dans une démarche écoresponsable. La poursuite et la généralisation de la dématérialisation ont permis de faire des économies importantes sur l'utilisation de papier.

Par ailleurs, la mutualisation du parc automobile a permis d'avoir une gestion du parc proche des différents sites que possède la Collectivité.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>930</b>	020	Administration générale de la Collectivité	18 000,00		0,00
	021	Personnel non ventilé	4 771 965,69	4 307 423,59	93 708,55
	022	Information, communication, publicité	243 746,33	243 280,87	0,00
	028	Autres moyens généraux	44 173 239,75	31 049 622,69	2 183 580,93
	031	Assemblée délibérante	588 162,21	521 127,48	22 298,43
	032	Conseil économique et social régional ou Conseil de développement	10 520,70	909,06	0,00
	033	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	10 323,00	10 079,00	0,00
	038	Autres instances	1 208 134,49	699 472,00 (*)	0,00
	041	Actions relevant de la subvention globale	4 141 664,57		0,00
	042	Actions interrégionales	120 000,00	72 618,41	0,00
	048	Autres actions	10 000,00	0,00	0,00
<b>*Montant contrepassation : - 2 416 372,59 €</b>					
<b>930</b>	<b>TOTAL</b>		<b>55 295 756,74</b>	<b>34 488 160,51</b>	<b>2 299 587,91</b>

(\*) dont 621 525,92 € : indemnités de fonction CESECEM



# Services généraux

## ACTIONS IMPORTANTES

<b>210 818,42 €</b>	Achat de consommables pour matériel informatique, (imprimantes et télécopieurs) et autres dépenses
<b>123 936,30 €</b>	Contrats de prestations de service (parapheur électronique,
<b>368 720,84 €</b>	Maintenance des solutions logicielles ainsi que des matériels (imprimante, logiciels etc...)
<b>2 001 663,16 €</b>	Frais de télécommunications fixe et mobile
<b>370 312,50 €</b>	CAP NORD MARTINIQUE MDFSE201603989-PLAN LOCAL POUR L'INSERT°& L'EMPLOI DE CAP NORD
<b>181 845,72 €</b>	URASS IFMES MDFSE 201704504- AVANCE-DEVELOPPEMET DES COMPETENCE
<b>29 708,41 €</b>	ASSEMBLEE DES DEPARTEMENTS DE FRANCE COTISATIONS ADF 2018





# CHAPITRE 930-5

## CHAPITRE 930-5

### Gestion des Fonds Européens



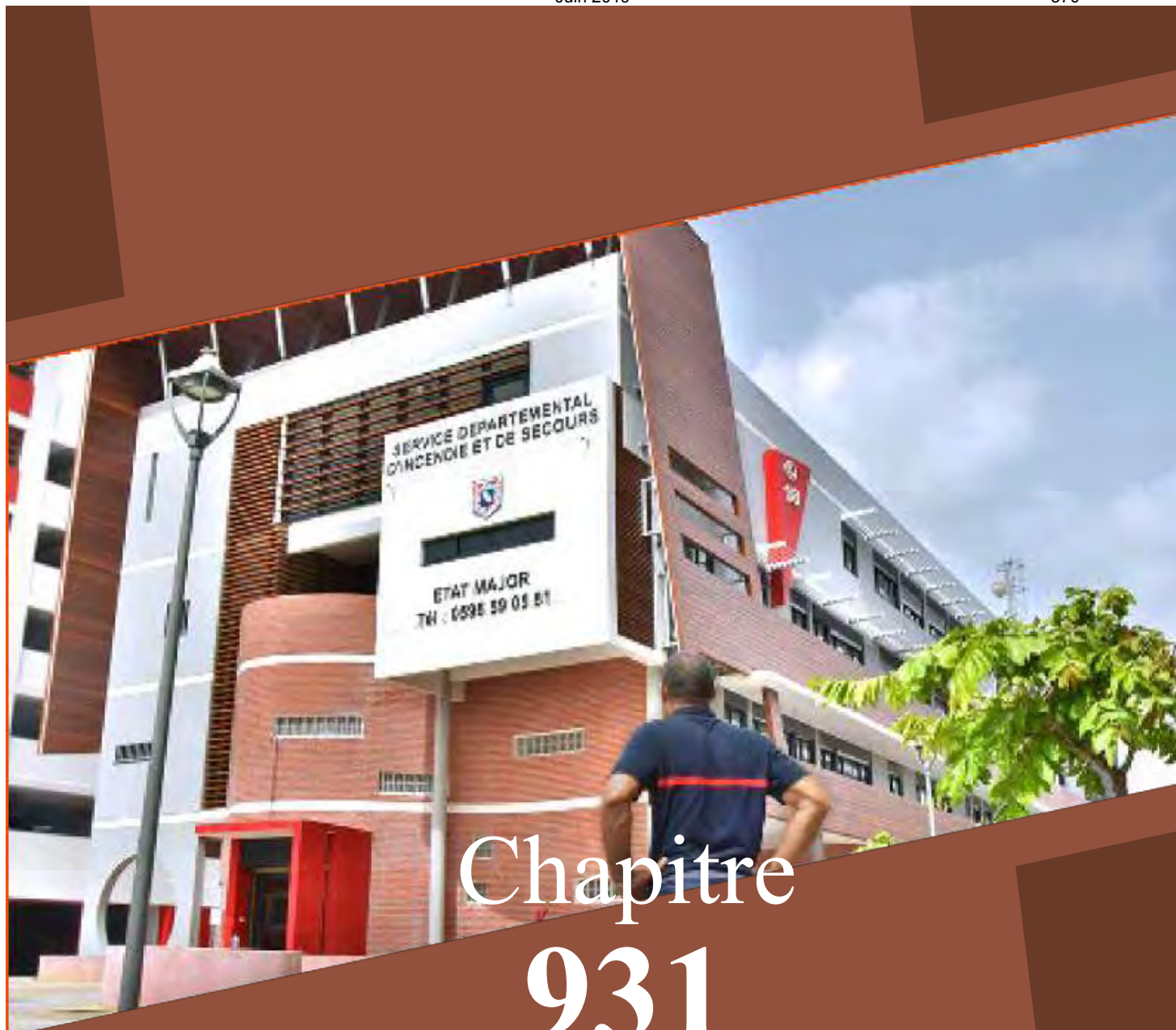
La Collectivité Territoriale de Martinique a financé près de 9 millions d'euros de projets afin d'améliorer la compétitivité martiniquaise dans les domaines suivants :

- les projets de recherche innovants,
- la création d'entreprises innovantes,
- l'installation de la fibre optique et la couverture Internet des zones de fragilité haut débit,
- la réduction des coûts d'accès à Internet et l'amélioration de la qualité du service.

Par ailleurs, les problématiques de développement durable ont été fortement intégrées grâce au financement de dossiers permettant la gestion des ressources en eau, la diminution de la production des déchets, l'éducation et l'emploi des jeunes et la lutte contre le chômage.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
	051	FSE	3 046 843,91	3 026 908,81
	052	FEDER	7 929 799,09	6 009 628,65
<b>9305</b>		<b>TOTAL</b>	<b>10 976 643,00</b>	<b>9 036 537,46</b>





# Chapitre 931

## S/FCT 12 / 18

Incendie et secours / Autres interventions  
des personnes et des biens



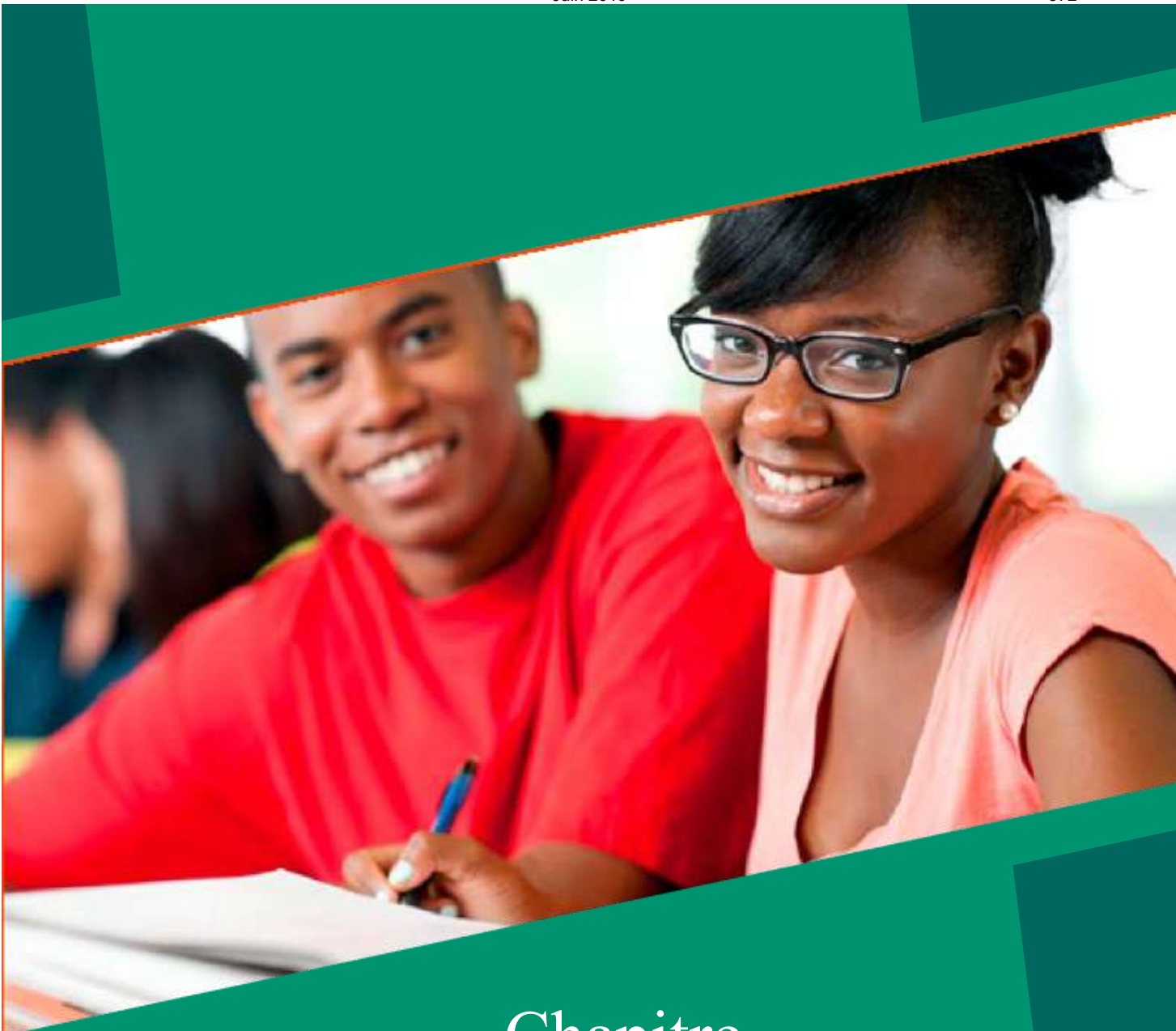
La CTM apporte un soutien important au fonctionnement du SDIS.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
931	12	Incendie et secours	18 000 000,00	18 000 000,00
	18	Autres interventions de protections des personnes et des biens	24 929,85	6 740,78
931	TOTAL		18 024 929,85	18 006 740,78

### ACTIONS IMPORTANTES

18 000 000,00 €	SERVICE DEPARTEMENTAL INCENDIE DE SECOURS DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2018
-----------------	--





# Chapitre 932

## ► Enseignement, Formation Professionnelle et Apprentissage

L'éducation, l'enseignement supérieur et l'apprentissage constituent des compétences clés de la CTM et un champ d'intervention indispensable au développement du territoire et à l'épanouissement des martiniquais.

Aussi, un effort particulier a été porté en 2018 à l'accompagnement des établissements scolaires, au soutien aux étudiants et à l'apprentissage, au financement des formations.

L'objectif a été de favoriser l'accès à la connaissance à tous les jeunes martiniquais ainsi qu'aux adultes en recherche d'emplois, afin de les préparer au défi de l'emploi et de l'insertion dans le milieu professionnel.

Les montants consacrés à ces domaines témoignent de la politique volontariste mise en œuvre par la CTM.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
932	221	Collèges	9 693 737,28	9 417 827,43	40 769,00
	222	Lycées publics	10 816 003,03	10 660 133,00	16 255,15
	223	Lycées privés	998 463,43	997 463,43	0,00
	23	Enseignement supérieur	9 628 751,07	8 985 834,72	43 916,14
	25	Formation professionnelle	39 112 454,51	37 619 305,93	0,00
	26	Apprentissage	11 879 089,54	11 704 592,74	0,00
	27	Formation sanitaire et sociale	4 104 962,76	4 071 792,00	0,00
	288	Autres services annexes de l'enseignement	449 905,62	409 182,55	14 400,00
932		<b>TOTAL</b>	<b>86 683 367,24</b>	<b>83 866 131,80</b>	<b>115 340,29</b>

# S/FCT 221 / 222 / 223

## Collèges / Lycées publics / Lycées privés



La Collectivité a accentué en 2018 sa politique dans le domaine de l'éducation, notamment par le soutien financier aux établissements et le renforcement du dialogue de gestion avec les établissements.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
932	221	Collèges	9 693 737,28	9 417 827,43	40 769,00
	222	Lycées publics	10 816 003,03	10 660 133,00	16 255,15
	223	Lycées privés	998 463,43	997 463,43	0,00
932	TOTAL		21 508 203,74	21 075 423,86	57 024,15

Outre le maintien des dotations et subventions allouées aux EPLE, la Collectivité a favorisé le développement d'égalité des chances et l'adaptation des formations aux besoins du territoire.

Les actions significatives menées en 2018 sont notamment :

- dotation de fonctionnement 2018 pour les collèges : 5 237 140 €,
- dotation de fonctionnement 2018 pour les lycées : 9 001 502,769 €,
- dotation de fonctionnement 2018 pour les lycées privés : 820 297,19 €
- la restauration scolaire : 832 091,63 €
- la 2<sup>nde</sup> édition du Salon de la Formation, des Métiers et de l'Orientation en faveur des lycées et lycéennes : 402 380 €
- l'ouverture de filières professionnelles pré bac et post bac pour un budget de 226 000 €

### ACTIONS IMPORTANTES

8 884 265,07 €	DOTATION DE FONCTIONNEMENT POUR LES COLLEGES
10 267 618,46 €	DOTATION DE FONCTIONNEMENT POUR LES LYCEES PUBLICS
997 463,43 €	DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES LYCEES PRIVES



## S/FCT 23

### Enseignement supérieur



La CTM a réaffirmé en 2018 sa volonté d'accompagner au mieux les étudiants martiniquais dans leur cursus.

Les partenariats forts avec les organismes d'enseignement supérieur ont été poursuivis, notamment avec l'université des Antilles, par le biais de subventions destinées à les accompagner dans leur activité d'enseignement mais aussi de recherche.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
932	23	Enseignement supérieur	9 628 751,07	8 985 834,72	43 916,14
932	TOTAL		9 628 751,07	8 985 834,72	43 916,14

- ✚ 3 868 étudiants ont pu bénéficier d'une aide non remboursable représentant plus de 3 600 00 € au titre de la campagne 2017-2018,
- ✚ 133 prêts ont été attribués, soit 264 672 €,
- ✚ 43 dossiers de bourses doctorales ont reçu un avis favorable et bénéficié d'une allocation pour un montant global de 505 000 €.
- ✚ Pour 2018, le financement des contrats doctoraux a représenté plus de 481 000 €.

#### ACTIONS IMPORTANTES

3 607 385,00 €	AIDES POUR ETUDES SUPERIEURES
481 134,00 €	AIDE AUX DOCTORANTS
58 080,00 €	UNIVERSITE PARIS SUD REALISATION THESE D'UN DOCTORANT



## S/FCT 25

### Formation professionnelle

La politique de la CTM en matière de formation professionnelle s'articule autour de trois principaux axes :

- les aides individuelles à la formation permettant d'accompagner les demandeurs d'emploi, actifs salariés, non-salariés, agents de la fonction publique de disposer de formations spécifiques adaptées à leur profil,
- le soutien financier aux organismes de formation (IMFPA, EFPMA, Ecole de la 2<sup>ème</sup> chance, , RSMA, AGEFMA...),
- les programmes de formations collectives.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
932	25	Formation professionnelle	39 112 454,51	37 619 305,93
932	TOTAL		39 112 454,51	37 619 305,93

La mise en œuvre d'un programme de formations collectives adapté a été poursuivie en 2018.

Dans ce cadre, 32 marchés ont été passés à hauteur de 3 846 264,23 €.

La Collectivité a maintenu sa contribution à la réinsertion des publics sous-main de justice et son action de lutte contre la récidive en organisant des actions de réinsertion pendant leur incarcération, pour un coût de 628 888 €.

Pour favoriser l'orientation et la formation professionnelle des demandeurs d'emploi dans la proximité, sécuriser leur parcours, promouvoir la mobilité, articuler une prise en charge coordonnée sur le territoire des publics les plus éloignés de l'emploi, la Collectivité a renforcé son conventionnement avec Pôle Emploi pour 12 744 708 €, dont 9 197 766 € versés en 2018

#### ACTIONS IMPORTANTES

7 774 600,00 €	IMFPA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
13 982 766,00 €	POLE EMPLOI • AVANCE SUBVENTION 2018 ET SOLDE 2017
2 790 738,00 €	L'AFPMA ECOLE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE • AVANCE 2018 ET SOLDE SUBVENTIONS ANTERIEURES

## S/FCT 26

### Apprentissage



En complémentarité avec la formation initiale, l'apprentissage doit être une voie de qualification et de certification dans les secteurs traditionnels mais aussi dans des secteurs innovants avec pour objectifs de répondre aux besoins du marché du travail. Cela nécessite d'intéresser toutes les entreprises y compris les grands groupes à augmenter leurs effectifs d'apprentis.

La Collectivité a soutenu les acteurs de ce secteur; notamment par le biais de primes aux employeurs d'apprentis et à travers l'accompagnement financier des CFA.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
932	26	Apprentissage	11 879 089,54	11 704 592,74
932	<b>TOTAL</b>		<b>11 879 089,54</b>	<b>11 704 592,74</b>

Au titre de la prime aux employeurs d'apprentis, 2 809 354 € ont été attribués à différentes entreprises.

Les soldes de subvention et de la 1<sup>ère</sup> tranche 2018 ont été versés aux 4 CFA de la Martinique pour un montant de 7 346 682,69 €.

#### ACTIONS IMPORTANTES

2 071 386,20 €	AMEP CFA BTP
3 444 773,88 €	CFA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
2 603 264,41 €	CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE MARTINIQUE
517 754,40 €	CFAA CENTRE FORMATION APPRENTIS

# S/FCT 27 / 288

## Formation sanitaire et sociale / Autres services annexes de l'enseignement

La politique de la CTM en faveur de l'enseignement dans le secteur sanitaire et social s'est traduite en 2018 par le soutien aux organismes d'enseignement supérieur et l'accompagnement des étudiants.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
932	27	Formation sanitaire et sociale	4 104 962,76	4 071 792,00	0,00
	288	Autres services annexes de l'enseignement	449 905,62	409 182,55	14 400,00
932	<b>TOTAL</b>		<b>4 554 868,38</b>	<b>4 480 974,55</b>	<b>14 400,00</b>

Ainsi, la CTM a réaffirmé son partenariat avec les instituts de l'enseignement supérieur :

- IFMES,
- établissements professionnels dans le secteur social, éducatif, médico-social et du service à la personne agréé par le Ministère des affaires sociales,
- CHUM et établissements de formations autorisés ou agréés par la Collectivité : l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers et d'Aides-Soignants, École d'Infirmier de Bloc Opératoire, Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes, l'École de Sages-Femmes.

546 bourses sanitaires et sociales ont été attribuées aux étudiants inscrits dans des établissements de formation agréés dans les domaines de la santé et du travail social.

### ACTIONS IMPORTANTES

786 000,00 €	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MARTINIQUE
762 200,00 €	URASS IFMES
655 000,00 €	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MARTINIQUE
920 000,00 €	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MARTINIQUE
948 592,00 €	BOURSES SANITAIRES ET SOCIALES



# CHAPITRE 933

# CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

La CTM a poursuivi sa politique en matière d'animations culturelles et sportives en direction de la population martiniquaise à travers :

- une offre plus importante d'ateliers et de conférences,
- le renforcement de sa stratégie partenariale avec les associations et partenaires économiques locaux,
- la programmation d'expositions et de conférences sur des thèmes à dominante scientifique ou culturelle,
- l'accompagnement à la réalisation de grands événements sportifs (Grand Prix Hippique de la CTM, Martinique Surf Pro, Martinik Cup, Tour des Yoles Rondes..),
- l'octroi de subventions pour encourager l'élite sportive martiniquaise,
- la mise en place d'un centre de loisirs sans hébergement au bénéfice des enfants relevant des services sociaux de la Collectivité...

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
933	311	Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	4 304 240,70	3 921 380,33	245 394,07
	312	Patrimoine	18 337,08	11 550,00	0,00
	313	Bibliothèques, médiathèques	209 465,55	149 164,67	3 154,00
	314	Musées	622 560,34	447 072,09	113 145,19
	315	Services d'archives	147 493,35	58 039,31	20 000,00
	322	Stades	13 863,36	6 329,89	0,00
	323	Piscines	49 377,22	36 343,64	9 731,50
	324	Centres de formation sportifs	1 241 663,41	1 229 600,00	0,00
	325	Autres équipements sportifs ou de loisirs	181 793,78	127 492,69	32 801,75
	326	Manifestations sportives	4 499 938,02	3 644 619,03	832 809,61
	338	Autres activités pour les jeunes	55 144,95	55 144,39	0,00
	<b>*Montant contrepassation : -960,88 €</b>				
933	TOTAL		11 343 877,76	9 685 775,16	1 257 036,12

# S/FCT 311

## Activités artistiques, actions et manifestations culturelles

De nombreuses manifestations, d'expositions, d'ateliers et de conférences se sont tenues sur différentes thématiques.

Parmi celles-ci, on peut citer :

- les Journées du patrimoine (Musée de la Canne – 716 visiteurs),
- Expositions, conférences et ateliers autour d'Aimé Césaire (581 visiteurs),
- Exposition de coquillages de Martinique et du monde plus expo sur le PERE PINCHON,
- L'intégration du Parc des Floralies dans la dynamique de l'offre culturelle pour le Nord de l'île avec «*le Martinique Jazz Festival*» en partenariat avec Tropiques ATRIUM.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
933	311	Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	4 304 240,70	3 921 380,33	245 394,07
933	<b>TOTAL</b>		<b>4 304 240,70</b>	<b>3 921 380,33</b>	<b>245 394,07</b>

### ACTIONS IMPORTANTES

3 000 000,00 €	TROPIQUES ATRIUM DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2018
103 560,00 €	COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE 16ème EDITION FESTIVAL BIGUINE JAZZ
108 000,00 €	VILLE DE FORT DE FRANCE <ul style="list-style-type: none"> <li>• 47EME EDITION FESTIVAL CULTUREL DE F-D-FCE</li> <li>• AIDE CARNAVAL 2018</li> </ul>
24 000,00 €	OMPACSS OFFICE MUNICIPAL PILOTIN AIDE POUR LES NUITS CULTURELLES 2018 DE RIVIERE-PILOTE 29 <sup>e</sup> EDITION

# S/FCT 312 / 313 / 314 / 315

Patrimoine / Bibliothèques,  
médiathèques /  
Musées / Services d'archives



La Collectivité Territoriale de Martinique entend renforcer le rayonnement et l'attractivité de nos musées, centres culturels, bibliothèques et archives. Ainsi, des actions d'entretien effectuées au cours de l'année 2018, ont accompagnées leur rénovation et mise à niveau, garantissant ainsi la sécurité et le confort des visiteurs et du personnel.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
933	312	Patrimoine	18 337,08	11 550,00	0,00
	313	Bibliothèques, médiathèques	209 465,55	149 164,67	3 154,00
	314	Musées	622 560,34	447 072,09	113 145,19
	315	Services d'archives	147 493,35	58 039,31	20 000,00
933	<b>TOTAL</b>		<b>997 856,32</b>	<b>665 826,07</b>	<b>136 299,19</b>

La Collectivité Territoriale, au quotidien, doit animer, faire vivre et valoriser les bibliothèques et Musées suivants :

- la Bibliothèque Schœlcher,
- le Centre de Découverte des Sciences et de la Terre,
- le Musée de la Pagerie,
- le Musée d'Archéologie et de Préhistoire,
- le Musée d'Histoire et d'Ethnographie,
- l'Ecomusée,
- le Musée de la Canne,
- la Maison des Volcans.

## ACTIONS IMPORTANTES

27 837,86 €	BIBLIOTHEQUE SCHOELCHER DIVERS TRAVAUX D'ENTRETIEN
40 590,00 €	SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME FACT 917/LOCATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE EXPOSITION "FABRIQEXPO"
93 969,38 €	DIVERS MUSEES DIVERS TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOVATION
32 497,96 €	DIVERS MUSEES ORGANISATIONS DE MANIFESTATIONS

# S/FCT 322 / 323 / 324 / 325 / 326 / 338

Stades / Piscines / Centres de formation sportifs / Autres équipements sportifs ou de loisirs / Manifestations sportives / Autres activités pour les jeunes



Les équipements sportifs structurants reçoivent l'appui de la CTM sur l'ensemble du territoire pour les actions visant à leur entretien, leur gestion et leur mise à niveau. Cette offre sportive présente un intérêt remarquable dans le cadre d'organisations de manifestations, mais aussi de l'insertion par le sport.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
933	322	Stades	13 863,36	6 329,89	0,00
	323	Piscines	49 377,22	36 343,64	9 731,50
	324	Centres de formation sportifs	1 241 663,41	1 229 600,00	0,00
	325	Autres équipements sportifs ou de loisirs	181 793,78	127 492,69	32 801,75
	326	Manifestations sportives	4 499 938,02	3 644 619,03	832 809,61
	338	Autres activités pour les jeunes	55 144,95	55 144,39	0,00
933	<b>TOTAL</b>		<b>6 041 780,74</b>	<b>5 099 529,64</b>	<b>875 342,86</b>

# Stades / Piscines / Centres de formation sportifs / Autres équipements sportifs ou de loisirs/ Manifestations sportives / Autres activités pour les jeunes

suite des S/FCT 322/323/324/325/326/338

Quelques exemples de soutien de la CTM aux manifestations sportives réalisées en 2018 :

- Grand Prix Hippique de la CTM,
- 4<sup>ème</sup> édition du Martinique Surf Pro,
- Le Tour des Yoles 2018,
- Tour cycliste international de Martinique,
- Les jeux des îles,
- La Coupe des nations de la Caraïbe et participation à la Gold Cup 2018,
- Sport vacances 2018 ...

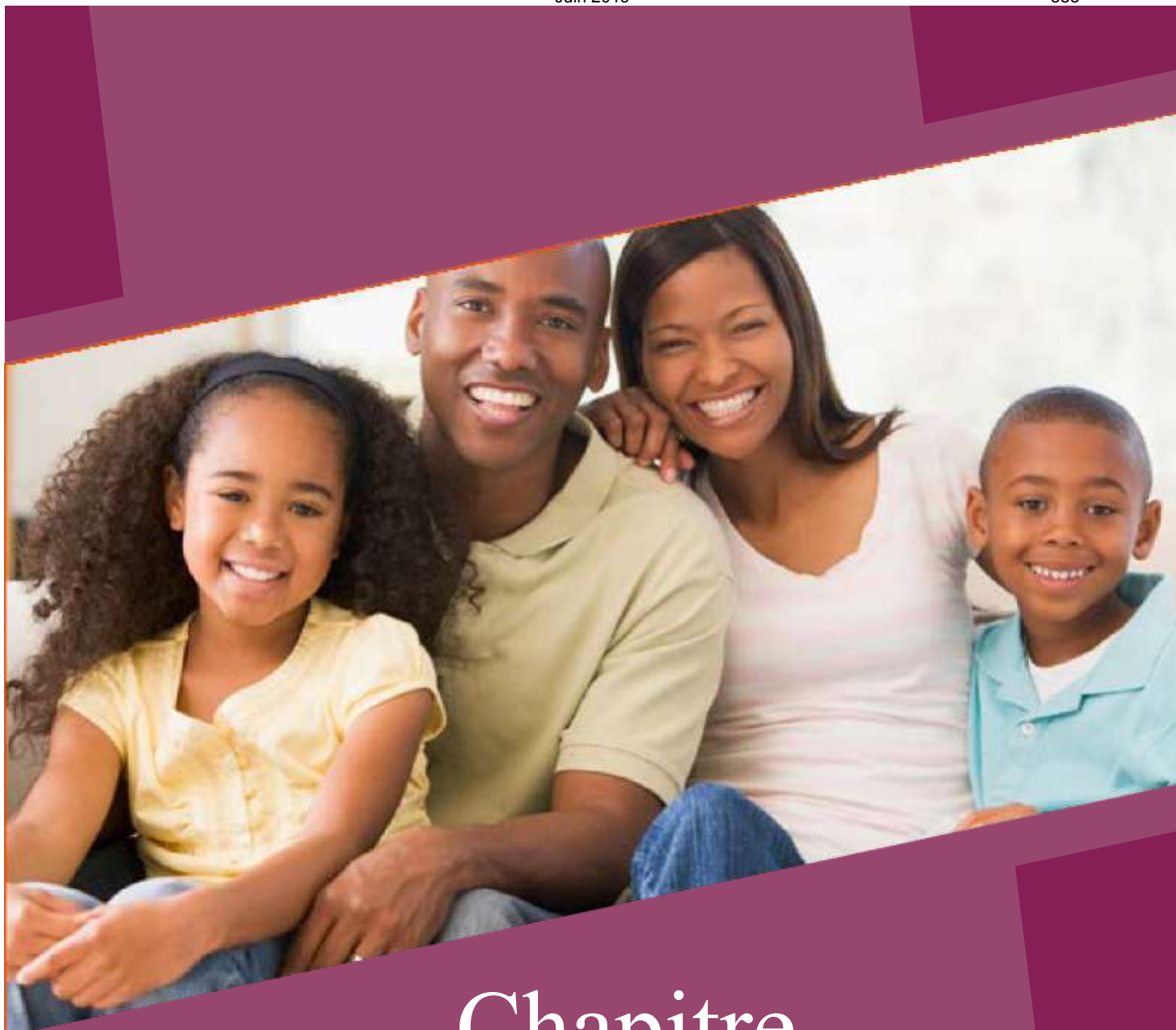
Quelques exemples chiffrés du nombre de bénéficiaires subventionnés en 2018 :

- Ligues et comités sportifs : 73 bénéficiaires,
- Associations : 95 bénéficiaires,
- Aides aux sportifs de haut niveau : 71 bénéficiaires,
- Aides individuelles : 14 bénéficiaires,
- Mise à disposition des équipements scolaires aux associations sportives...

## ACTIONS IMPORTANTES

<b>306 520,00 €</b>	INSTITUT MARTINQUAIS DU SPORT DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2017 – 2018
<b>928 480,00 €</b>	INSTITUT MARTINQUAIS DU SPORT REALISATION PROGRAMME 2018
<b>1 116 865,79 €</b>	SUBVENTIONS VERSEES A DIVERSES LIGUES SPORTIVES (MOTOCYCLISTE, BASKET BALL, HANDBALL, FOOTBALL....)
<b>75 003,29 €</b>	OPERATION « SPORT VACANCES » 2018
<b>619 810,00 €</b>	SUBVENTIONS VERSEES A DIVERS COMITES SPORTIFS (BOXE, PETANQUE, EQUITATION, GOLF, CYCLISTE....)
<b>14 600,00 €</b>	DIVERSES ASSOCIATIONS VERSEMENT DE SUBVENTIONS





# Chapitre 934 / 934-3 / 934-4

## ► Santé et Action Sociale

La Collectivité Territoriale de Martinique mène des actions fortes en matière de politiques publiques territoriales que sont le social et l'action sociale (personnes vulnérables, personnes âgées et en situation de handicap), l'insertion, la santé, le logement, la petite enfance (PMI), la protection de l'enfance, l'Economie Sociale et Solidaire. Pour ce faire, la Collectivité est dotée d'outils tels le Laboratoire Territorial d'Analyses, le Centre de Planification d'Information et d'Orientation (CPIOF), la Maison Martiniquaise des personnes en situation du Handicap (MMPH), le Centre de Démoustication (CEDRE) et le CENDRA.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>934</b>	410	Services communs	157 209,35	134 147,53	0,00
	411	PMI et planification familiale	2 484 443,77	112 527,27	0,00
	412	Prévention et éducation pour la santé	1 806 526,14	1 775 738,99	0,00
	420	Services communs	1 072 241,58		837,51
	4211	Actions en faveur de la maternité	3 000,00	2 695,12	0,00
	4212	Aides à la famille	36 624 023,36	36 050 180,19	26 782,92
	4213	Aides sociales à l'enfance	172 130,69	30 139,57	2 240,00
	422	Petite enfance	62,98	0,00	0,00
	4221	Crèches et garderie	486 642,80	307 169,36	0,00
	4228	Autres actions en faveur de la petite enfance	535 227,30	535 227,30	0,00
	4231	Forfait autonomie	2 514,71	2 514,71	0,00
	4238	Autres action en faveur des personnes âgées	30 461 108,18	29 972 265,68	104 871,18
	425	Personnes handicapées	34 022 633,22	33 194 177,17	2 545,50
	428	Autres interventions sociales	3 617 809,49	1 173 765,66	1 216 219,89
<b>934</b>	<b>TOTAL</b>		<b>111 445 573,57</b>	<b>103 206 636,05</b>	<b>1 353 497,00</b>
	<b>Montant contrepassation : -83 911,50 €</b>				
	431	APA à domicile	49 032 599,29	47 812 607,49	143 685,71
	432	APA versée aux bénéficiaires en établissement	152 561,68	152 131,72	0,00
	433	APA versée à l'établissement	12 365 453,73	12 127 548,61	2 130,70
<b>9343</b>	<b>TOTAL</b>		<b>61 550 614,70</b>	<b>60 092 287,82</b>	<b>145 816,41</b>
<b>9344</b>	441	Insertion sociale	3 616 622,24	15 264,83	0,00
	444	Insertion professionnelle	8 122 156,64	7 320 863,35	0,00
	447	RSA allocations	209 969 919,95	209 969 919,95	0,00
<b>9344</b>	<b>TOTAL</b>		<b>221 708 698,83</b>	<b>217 306 048,13</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>394 704 887,10</b>	<b>380 521 061,50</b>	<b>1 499 313,41</b>

## S/FCT 410 / 411 / 412

Services communs / PMI et  
planification familiale / Prévention et  
éducation pour la santé



L'année 2018 a été marquée par une continuité des actions menées par la CTM en faveur des structures dépendantes de la CTM et œuvrant dans le domaine de la santé.

Ainsi, des subventions de fonctionnement ont été allouées à divers établissements de santé dans le but d'améliorer la santé et le cadre de vie des Martiniquais.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
934	410	Services communs	157 209,35	134 147,53	0,00
	411	PMI et planification familiale	2 484 443,77	112 527,27	0,00
	412	Prévention et éducation pour la santé	1 806 526,14	1 775 738,99	0,00
934	TOTAL		4 448 179,26	2 022 413,79	0,00

### Le Centre de Planification Information et Orientation Familiales

Créée par délibération CG03-15 du 5 Février 2015, la régie personnalisée CPIOF gère les 6 Centres de planification et d'éducation familiale de Martinique (Fort de France, Université des Antilles, Rivière Salée, Sainte Marie, Trinité, Saint Pierre) assurant des consultations de contraception, des actions individuelles et collectives de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale, des entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse et des entretiens relatifs à la régulation des naissances dans les suites d'une interruption volontaire de grossesse. Ils organisent en outre des séances de préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, et des entretiens de conseil conjugal. Les centres de planification ou d'éducation familiale délivrent à titre gratuit des médicaments ou objets contraceptifs aux mineurs désirant garder le secret ainsi qu'aux personnes ne bénéficiant pas de prestations maladie, assurées par un régime légal ou réglementaire. Enfin, ils peuvent réaliser des interruptions volontaires de grossesse (IVG) par mode médicamenteux (jusqu'à 5 semaines de grossesse, soit 7 semaines d'aménorrhée)

En Décembre 2018, le siège du CPIOF a pu déménager dans les locaux situés à la rue de la Liberté.



## S/FCT 410 / 411 / 412

### Services communs / PMI et planification familiale / Prévention et éducation pour la santé (suite)

Au cours de la gestion 2018, plus de 1,8M d'euros ont été octroyés à la structure.

#### Le Centre de Démoustication et de Recherches Entomologiques (CEDRE)

Au cours de l'année 2018, le CEDRE a réalisé diverses missions allant de la gestion des cas de maladies vectorielles (dengue, chikungunya, Zika, paludisme, leishmaniose, ...) jusqu'à la mobilisation des administrés par le biais de la communication sociale en passant par l'éducation et la prévention sanitaires, ou encore le suivi biologique, écologique et biochimique des populations d'insectes d'intérêt.

L'année 2018 a été marquée par des temps forts tels que :

- **l'organisation du colloque international sur la démoustication** du 5 au 7 décembre. Des participants de plusieurs nationalités en provenance de la Caraïbe, des États-Unis, de l'Europe (Espagne) et de plusieurs régions françaises ont eu des échanges fructueux sur les méthodes de lutte à appliquer contre les moustiques et autres arthropodes nuisants et vecteurs de maladies.

D'autres actions-phares ont jalonné l'année 2018, notamment l'organisation des événements annuels en matière de communication sociale. Parmi ceux-ci, **la 21<sup>ème</sup> édition de l'Opération Toussaint** a singulièrement permis de doubler le nombre des visiteurs sensibilisés dans les 47 cimetières de l'île (1343 visiteurs contre 688 en 2017).

L'année 2018 a également permis d'initier **la rédaction d'une convention de collaboration entre l'ARS, la CTM et les communes**. Cette convention pourra être signée prochainement et optimiser le partenariat et l'efficacité de la lutte locale contre les moustiques et les maladies qu'ils transmettent.

En matière de surveillance entomo-épidémiologique, ce sont **78 interventions toutes maladies vectorielles confondues** qui ont été effectuées (contre 83 l'année précédente).

La **veille entomologique** a enregistré une forte montée en charge : le nombre de relevés entomologiques est ainsi passé de 61 en 2017 à 108 en 2018. De même pour le nombre de visites des établissements sensibles (EHPAD, établissements scolaires et d'accueil de la petite enfance, ...) passé de 438 à 523 en 2018. Pour finir, **le CEDRE a enregistré 530 plaintes qui ont donné lieu à 510 interventions** (contre 487 plaintes et 468 interventions en 2017).

L'année 2018 a permis au CEDRE de conforter ses résultats en matière d'amélioration de la santé et du cadre de vie des Martiniquais.



## S/FCT 410 / 411 / 412

### Services communs / PMI et planification familiale / Prévention et éducation pour la santé (suite)

#### Le Laboratoire Territorial d'Analyses

Les activités du LTA se répartissent en 5 secteurs :

- les analyses de l'Eau et l'Environnement,
- les analyses d'Aliments et d'hygiène,
- les analyses Vétérinaires,
- les analyses Végétales
- la vaccination Fièvre jaune.

L'axe majeur de développement pour le Laboratoire en 2018 a concerné la réussite du projet de déménagement sur le nouveau site de la Favorite qui comportait deux volets :

- le déménagement du LTA sur le site de la Favorite a été réalisé avec succès en janvier 2018 pour un montant de 128 231 €,
- le laboratoire a fait l'objet d'une évaluation de surveillance couplée à une évaluation complémentaire suite au déménagement en septembre 2018 par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation). Cet audit a abouti au maintien des accréditations jusqu'au 31 juillet 2021 et a conforté la compétence du laboratoire tant sur le plan technique qu'organisationnel.

#### ACTIONS IMPORTANTES

1 800 000,00 €	CENTRE DE PLANIFICATION D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE (CPIOF) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018
358 080,58 €	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MARTINIQUE DOTATION CAMSP 2018
1 430 000,00 €	LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSES DE MARTINIQUE SUBVENTION FONCTIONNEMENT LTA 2018 CF BP/BS/DM3



## S/FCT 4231/4238

### Forfait autonomie/Autres actions en faveur des personnes âgées



L'activité en termes d'offres d'accueil et hébergement ainsi qu'en termes de prestations d'accompagnement, s'inscrit en 2018 dans le cadre de la mise en œuvre du schéma de l'autonomie, notamment par le soutien au développement de l'offre d'hébergement médicalisée ou non pour les personnes âgées ou handicapées.

À ce titre, la CTM a contribué globalement à hauteur de **39 781 447 €** au financement des prestations liées à hébergement de **1 507** personnes âgées et handicapées dans des structures se déclinant comme suit :

- ☛ Accueil Familial : **124 personnes pour 762 029 €**,
- ☛ EHPAD ET Foyer logement (Martinique et Hexagone) : **1 145 personnes pour 38 473 208 €**,
- ☛ Établissements pour personnes handicapées : **pour 316 personnes pour 1 255 129 €**.

CHAP	S/FONC	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
	4231	Forfait autonomie	2 514,71	2 514,71	0,00
	4238	Autres action en faveur des personnes âgées	30 461 108,18	29 972 265,68	104 871,18
<b>934</b>	<b>TOTAL</b>		<b>30 463 622,89</b>	<b>29 974 780,39</b>	<b>104 871,18</b>

Chaque année, des moyens budgétaires sont allouées aux structures et services autorisés à prendre en charge des publics dits « fragiles » (*enfance en difficultés ; personnes en situation de précarité, d'exclusion, de handicap ou de dépendance*).

Ces établissements ont vocation à délivrer des prestations hôtelières, sociales ou médico-sociales à ces différents publics qu'ils accueillent à titre permanent, temporaire, en mode séquentiel, à temps complet ou partiel, avec ou sans hébergement, en internat, semi-internat ou externat.

L'accompagnement de la Collectivité, en 2018, s'est inscrit dans le cadre de l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale territoriale délivrée aux établissements et services par le Président du Conseil Exécutif.





## S/FCT 4231/4238

### Forfait autonomie/Autres actions en faveur des personnes âgées (suite)

Pour la Collectivité, il s'agit ainsi de prendre en charge les frais d'hébergement des bénéficiaires non couverts par leur contribution.

Le niveau d'habilitation est variable selon le secteur :

- **Pour les établissements et services du secteur de l'aide sociale à l'enfance**, la prise en charge des frais est de l'ordre de 100% dans la mesure où les mineurs placés sont confiés au Président du Conseil Exécutif.  
Il en est de même pour les personnes en situation de handicap.
- **S'agissant des établissements du secteur « personnes âgées »**, le taux moyen d'habilitation est de l'ordre de 85%.  
De ce niveau d'habilitation découle réglementairement un mode de fixation des dotations budgétaires annuelles à la charge de la Collectivité par le Président du Conseil Exécutif, dans le cadre des opérations de tarification (ou allocation de ressources) :
  - **Secteur Enfance et Familles :**
    - Dotation globalisée des prix de journée versée mensuellement par douzième, déterminée sur la base d'un niveau de dépenses autorisées par le PCE.
  - **Secteur des Personnes en Situation de Handicap :**
    - Prise en charge des factures mensuelles des adultes en situation de handicap hébergés dans la limite des dépenses annuelles de fonctionnement autorisées par le PCE.
  - **Secteur des Personnes Agées :**
    - Hébergement : Dotation globalisée des prix de journée nette de la contribution des hébergées, versée mensuellement par douzième déterminée sur la base d'un niveau de dépenses autorisées par le PCE.
    - Dépendance (APA+TMAPA) : Dotation globale annuelle calculée forfaitairement sur la base du niveau de dépendance moyen de l'établissement et de la valeur moyenne territoriale du point de dépendance arrêté par le PCE chaque année. Elle est versée mensuellement par douzième.



## S/FCT 431/432/433

### APA versée aux bénéficiaires en établissement/APA versée à l'établissement



L'année 2018 a été marquée par la poursuite de l'implication financière de la CTM aux diverses dispositions introduites par la loi du 28 décembre 2015 d'adaptation de la société au vieillissement parmi lesquels on peut compter :

#### ➔ L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA – 9 737 bénéficiaires)

L'APA est un droit dont les conditions générales d'attribution, la gestion, le versement, les recours et autres dispositions sont exprimés dans la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001. Sa mise en place date de janvier 2002. Elle permet :

- L'accompagnement des personnes âgées de 60 ans et plus confrontées à des situations de perte d'autonomie liées à leur état physique, mental ou psychique.
- Le financement des aides nécessaires à l'accomplissement des actes indispensables de la vie quotidienne à domicile ou en établissement.

#### ➔ L'aide-ménagère (251 bénéficiaires)

L'aide-ménagère, prestation légale au regard du CASF, participe à l'entretien quotidien du logement, aux courses, aux repas, aux soins sommaires d'hygiène. Elle ne donne aucun soin de nature médicale.

#### ➔ Le portage de repas (339 bénéficiaires)

Le portage de repas est une prestation extra-légale dont la mise en place relève de la volonté politique de la Collectivité. Ce dispositif permet aux allocataires des aides de bénéficier régulièrement de repas équilibrés.

#### ➔ La téléassistance

La téléassistance est destinée à sécuriser le maintien à domicile de personnes âgées ou de personnes en situation de handicap, celle-ci pouvant faire appel 24h/24, tous les jours de l'année à une centrale de veille chargée de leur porter secours et assistance.



## S/FCT 431/432/433

### APA à domicile/APA versée aux bénéficiaires en établissement/APA versée à l'établissement (suite)

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
934-3	431	APA à domicile	49 032 599,29	47 812 607,49	143 685,71
	432	APA versée aux bénéficiaires en établissement	152 561,68	152 131,72	0,00
	433	APA versée à l'établissement	12 365 453,73	12 127 548,61	2 130,70
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>61 550 614,70</b>	<b>60 092 287,82</b>	<b>145 816,41</b>

La tarification annuelle des établissements prenant en charge des personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale concerne **30 institutions conventionnées** (3 USLD, 2 Foyers logement, 24 EHPAD, 1 Hospice. Grâce à l'intervention de la CTM, elle a permis le financement direct des frais de séjours de 1445 résidents, sur les 1 715 hébergés soit **84,25%** des résidents.

Ainsi, le budget consacré aux dépenses d'hébergement s'est établi à plus de **26 M€**, en hausse de **3,3%** par rapport à 2017.

Cette évolution résulte de la mise en service d'un nouvel EHPAD de 96 places sur le territoire de la ville de Fort-de-France (EHPAD « Floréa Etang Z'Abri ») et de la mise en service de 12 places supplémentaires à l'EHPAD « les Madrépores » des Anses-d'Arlet, après reconstruction et extension de capacité (50 pl.).

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>5 397 454,03 €</b>	DOTATIONS D'HEBERGEMENT AUX EHPAD
<b>871 424,24 €</b>	ANTEL PRESENCE : FRAIS TELE ASSISTANCE
<b>5 764 816,31 €</b>	DOTATIONS D'HEBERGEMENT MAISONS DE RETRAITE
<b>2 093 509,87 €</b>	DOTATIONS D'HEBERGEMENT ET FRAIS DE REPAS AUX CCAS
<b>772 340, 25 €</b>	PRESTATIONS D'AIDES MENAGERES ADARPA



## S/FCT 425

### Personnes handicapées (PCH et MMPH)



L'année 2018 a été marquée par la poursuite de l'implication financière de la CTM au financement des prestations aux personnes en situation de handicap parmi lesquelles on peut citer :

- ➔ **La Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et l'Allocation Compensatrice Tierce Personnes (ACTP) – 3042 bénéficiaires dont 2438 en PCH et 604 en ACTP**

La prestation de compensation du handicap (PCH) est une aide financière personnalisée et modulable en fonction des besoins, destinée à rembourser les dépenses liées au handicap. Elle dépend de l'âge, des ressources et du niveau de difficultés rencontrées au regard du référentiel fixé par l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles.

CHAP	FONCTION	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
934	425	Personnes handicapées (PCH et MMPH)	34 022 633,22	33 194 177,17	2 545,50
934	TOTAL		34 022 633,22	33 194 177,17	2 545,50

#### ACTIONS IMPORTANTES

9 098 265,17 €	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS
10 301 467,70 €	UP CHEQUE DEJEUNER
	PRESTATIONS DE COMPENSATION DU HANDICAP
4 353 178,81	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE



## S/FCT 420 / 428

### Services Communs / Autres Interventions Sociales



En 2018, la Collectivité Territoriale de Martinique n'a pas dérogé à la règle d'implication forte et soutenue dans les solidarités, champ dans lequel elle oeuvre en qualité de chef de file.

Pour exemple, l'une des actions phare a concerné 1.000 personnes parmi lesquels 500 hommes, 400 femmes, et 100 jeunes majeurs de l'ASE. Ce dispositif vise à amener des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et des Jeunes majeurs de l'ASE vers l'emploi par la construction de projets et de contrats personnalisés.

Il fait l'objet d'une contractualisation à hauteur de 16 102 500 € dont 11 102 500,00 € de FSE.

Trois autres dispositifs tout aussi innovants **sont en cours** et bénéficient de modalités de financements similaires, à savoir une participation de la CTM et du FSE :

- le dispositif « **atout inclusion** » lancé en 2017 (délibération n° 17-244-1 du 26 juin 2017) entré en vitesse de « croisière » en 2018 et qui se poursuit actuellement. Ce dispositif primé par les régions de France concerne 400 jeunes NEET (Ni en Emploi, Ni en Formation, Ni en Etudes). Ce sont plus de 6 millions d'euros qui ont été investis dont plus de deux millions par la CTM,
- le dispositif « **Ecole Famille Quartier (EFQ)** » mis en place depuis 2005 et cofinancé depuis 2016 sur le FSE. Il a pour objectif de prendre en charge les élèves en difficultés pour les accompagner dans un parcours de réussite. Il s'agit d'un dispositif dont la pérennité est actée et qui a par ailleurs vocation à se généraliser à l'ensemble des collèges,
- Le dispositif expérimental intitulé PISTE « **Parcours d'Insertion et d'accompagnement Social Territorial** » constitue une action innovante, contractuelle visant à la levée des freins de l'emploi. Il a pour but de favoriser la prévention de la vulnérabilité des bénéficiaires du RSA, des demandeurs d'emploi et des familles monoparentales. Lancé en 2018, le budget s'élève à 2 142 000,00 € par an pour une période de trois ans (2018-2020).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
934	420	Services communs	1 072 241,58		837,51
	428	Autres interventions sociales	3 617 809,49	1 173 765,66	1 216 219,89
	Montant contrepassation : -83 911,50 €				
934	TOTAL		4 690 051,07	1 089 854,16	1 217 057,40



**S/FCT**

**420 / 428**

**Services Communs / Autres Interventions Sociales  
(suite)**

**ACTIONS IMPORTANTES**

<b>182 775,60 €</b>	ACISE SAMU SOCIAL – SOLDES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2015, 2016, 2017
<b>41 250,00 €</b>	VILLE TRINITE EPICERIE SOLIDAIRE FONCT ACOMPTE 1
<b>76 109,96 €</b>	CONTRAT PROGRES VILLE TRINITE ECOLE TRACEE -
<b>100 000,00 €</b>	LA BANQUE ALIMENTAIRE - SUBVENTION FONCT 2017
<b>215 727,20 €</b>	URASS IFMES - UN LEVIER CLE POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE
<b>70 000,00 €</b>	URASS URIOPSS – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT



## S/FCT 4211/4212/4213/422/ 4221/4228

Action en faveur de la maternité/Aides à la famille/ Aides sociales à l'enfance/Petite enfance/ Crèches et garderie/ Autres actions en faveur de la petite enfance



Chaque année, la Collectivité prend en charge les dépenses liées à l'hébergement des mineurs et jeunes majeurs confiés au Président du Conseil Exécutif suite à une décision du Juge des enfants.

En 2018, cette prestation a concerné **environ 863** mineurs et adolescents hébergés ou suivis dans les **10 institutions et services** autorisés : 1 Foyer Territorial de l'Enfance, 4 Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS), 1 service d'Accompagnement éducatif à domicile, 1 service d'Accompagnement Educatif en Milieu Ouvert, 1 Lieu de vie et d'Accueil, 2 Centres maternels.

Parallèlement à cette prise en charge institutionnelle, la Collectivité a assuré le financement des frais d'intervention de professionnels socio-éducatifs auprès des mineurs ou de leur famille, dans leur environnement familial ou près des collèges à travers 2 services : l'un de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) et l'autre de 2 Clubs et Equipes de Prévention Spécialisée.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
934	4211	Actions en faveur de la maternité	3 000,00	2 695,12	0,00
	4212	Aides à la famille	36 624 023,36	36 050 180,19	26 782,92
	4213	Aides sociales à l'enfance	172 130,69	30 139,57	2 240,00
	422	Petite enfance	62,98	0,00	0,00
	4221	Crèches et garderie	486 642,80	307 169,36	0,00
	4228	Autres actions en faveur de la petite enfance	535 227,30	535 227,30	0,00
934	TOTAL		37 821 087,13	36 925 411,54	29 022,92

L'accueil des jeunes enfants participe à leur protection et à la prévention dans les milieux de vie autre que le domicile familial. En fonctionnement, le montant des dotations aux structures de garde privés et crèches municipales est de 307 169,36 €.



## S/FCT 4211/4212/4213/422/4221/4228

Action en faveur de la maternité/Aides à la famille/ Aides sociales à l'enfance/Petite enfance/Crèches et garderie/ Autres actions en faveur de la petite enfance (suite)

De plus, en ce qui concerne *la formation des assistantes maternelles* et conformément à l'article L421-14 du Code de l'action sociale et des familles, la Collectivité Territoriale de Martinique est chargée de la formation des assistant(e)s maternel(les) et assistant(es) familial(es) (aux) nouvellement agréé(e)s. Aussi, la Collectivité a fait le choix d'externaliser cette formation par le biais d'un marché public.

En 2018, la somme de 15 489,90 € a été allouée par le CTM.

Enfin, au cours de l'exercice 2018, la CTM a renouvelé son *soutien aux familles, femmes enceintes et jeunes adultes de moins de 21 ans confrontés à des difficultés matérielles ou psychologiques, aux mineurs émancipés et qu'aux parents dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives. Ainsi, elle a mis en œuvre des actions de prévention ou de protection pour les enfants en danger et assuré leur accueil quand ils devaient être séparés de leurs familles.*

### ACTIONS IMPORTANTES

553 869,00 €	LA RUCHE SOS MATERNITE PARTICIPATIONS FINANCIERES
397 839,00 €	LA RUCHE EX FOYER ORPHELIN PARTICIPATIONS TRIESTREILLES ET FRAS D'HERBERGEMENT ET DE REPAS
4 687 681,98 €	PATRONAGE SAINT LOUIS FOYER DE L ESPERANCE DOTATIONS 2018 / FRAIS DE PENSION ET DE SCOLARITE
166 925,61 €	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CRECHES



## Chapitre 934-4 RSA



La loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion confère à la Collectivité Territoriale de Martinique la gestion du RSA, ainsi que la définition de la politique d'insertion et d'orientation et d'accompagnement des publics au niveau du territoire.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
934-4	441	Insertion sociale	3 616 622,24	15 264,83
	444	Insertion professionnelle	8 122 156,64	7 320 863,35
	447	RSA allocations	209 969 919,95	209 969 919,95
934-4	TOTAL		221 708 698,83	217 306 048,13

Par ailleurs, en 2018, des opérations permettant l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du RSA ont été créées.

Il s'agit de :

- l'insertion Professionnelle RSA,
- l'insertion sociale,
- services communs – actions sociales – ESS Insertion

De plus, la délibération n° 18-13-1 du 8 février 2018 portant mise en œuvre de l'action visant à amener 900 BRSA et 100 jeunes majeurs vers l'emploi a acté la mise en place d'une opération dynamique d'insertion dans le cadre d'actions éligibles au co-financement européen (PO FSE Inclusion 2014-2020) pour un budget prévisionnel de 16 450 000 €.

Ont été arrêtées notamment :

- L'élaboration du Pacte Territorial d'Insertion 2019-2021 confiée au cabinet ENEIS by KPMG,
- Ainsi qu'un certain nombre d'actions visant la levée des freins sociaux et professionnels des BRSA et des jeunes majeurs.



## Chapitre 934-4 RSA (suite)

Peuvent être également recensées au titre des actions portées par la CTM :

- L'Aide Individuelle à la Reprise d'Activité (AIRA) est l'une des actions innovantes de la CTM financées par l'Etat, dans les conditions prévues par la Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion (CAPI) signée le 27 avril 2017 pour une durée de 3 ans, dans le cadre du fonds d'appui aux politiques d'insertion créé par la loi de finances initiale pour 2017. Il s'agit d'une aide financière individuelle qui vise à améliorer l'employabilité des bénéficiaires par la levée des freins à l'emploi et à renforcer leur qualification,
- Le financement de boutiques solidaires au titre de cette même CAPI ainsi que la contribution aux différentes associations portant des actions en matière d'Economie Sociale et Solidaire et reconnues d'utilité sociale,
- Le déploiement des Parcours Emploi Compétences (CUI-PEC) initiée dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2018 (CAOM) repose sur le tryptique Emploi-Formation-Accompagnement et vise la mise en emploi dans le secteur non marchand ainsi que le financement d'aides au poste dans le cadre de Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) au sein des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE),
- L'accompagnement social et professionnel des publics cibles, la CTM octroyant une participation financière aux actions des associations et structures qui œuvrent dans les domaines de l'insertion,
- L'accompagnement financier des SIAE conventionnées par l'Etat dans le cadre de conventions annuelles d'objectif et de moyens acté au titre du cadre d'appui la CTM délibération 16-144-1 du 20 juillet 2016,
- Le dispositif Atout Inclusion qui vise un accompagnement renforcé de 400 jeunes NEET'S sur 11 mois pour un montant total de 6 663 390 €.





# CHAPITRE 935



## ► Aménagement des Territoires

De part ces actions, la Collectivité contribue à réduire la fracture territoriale et à promouvoir un aménagement durable.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
935	510	Opérations d'aménagement	149 917,78	149 917,78	0,00
	52	Politique de la ville	78 220,00	78 220,00	0,00
	53	Agglomérations et villes moyennes	511 000,00	510 640,32	0,00
	54	Espace rural et autres espaces de développement	19 530,00	11 718,00	7 812,00
	555	Logement social	1 638 261,15	1 217 964,15	380 393,75
	57	Technologies de l'information et de la communication	65 000,00	65 000,00	0,00
	588	Autres actions d'aménagement	567 018,94	545 221,29	21 797,65
935	TOTAL		3 028 947,87	2 578 681,54	410 003,40

## S/FCT 510

### Services communs



La Martinique, dans l'archipel des Petites Antilles, entre mer des Caraïbes et océan Atlantique, possède des espaces naturels de qualité biologique et paysagère majeurs qui sont issus de son histoire géologique unique.

Le Bien proposé à l'inscription est une mosaïque paysagère de cinq grandes aires géomorphologiques et orographiques d'origine volcanique :

- les massifs du Piton Conil,
- de la Montagne Pelée,
- du Morne Jacob et des pitons du Carbet ;
- les presqu'îles de la Caravelle et du Sud-Ouest ainsi que le Rocher du Diamant.

Cet ensemble est marqué par une coévolution géologique et biologique qui a conduit à une grande diversité de milieux et à un endémisme majeur. Il constitue aujourd'hui un hot spot mondial de biodiversité.

La CTM a alloué au PNRM la somme de 149 917,78 en vue de la mise en œuvre de la procédure d'inscription des « Aires forestières et volcaniques de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique » au patrimoine mondial de l'UNESCO (1<sup>ère</sup> année / études préalables au classement et colloque international).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
935	510	Services communs	149 917,78	149 917,78
935	TOTAL		149 917,78	149 917,78



## S/FCT 52

### Politique de la ville

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
935	52	Politique de la ville	78 220,00	78 220,00
935	<b>TOTAL</b>		<b>78 220,00</b>	<b>78 220,00</b>

Les deux opérations imputées sur cette fonction concernent la politique de la ville.

- **Une subvention de 68 220,00 € versée (en totalité) au Groupement d'intérêt public (GIP) II Fort-de-France 2020 – Mission Animation OPAH (Opération amélioration de l'habitat)** dont la mission est d'aboutir en 2020 à la réhabilitation de 185 logements privés sur le territoire de Fort-de-France. Au titre de la délibération n°15-1109 du 21/05/15, une convention a été signée entre la CTM et ce groupement pour une subvention de 68 220,00 €.

- **Un solde de 10 000 € mandaté à l'Agence des 50 pas dans le cadre de la réalisation de 4<sup>ème</sup> édition du forum Bodlanmè** sur un total de 20 000 € afin de mobiliser les acteurs locaux sur les connectivités qui existent entre la terre, le littoral et la mer.

#### ACTIONS IMPORTANTES

68 220,00 €	GIP - MISSION ANIMATION OPAH
10 000,00 €	AGENCE DES 50 PAS - FORUM BODLANME (SOLDE)



## S/FCT 53

### Agglomérations et villes moyennes



La Collectivité Territoriale de Martinique favorise par son action une intervention mieux ciblée en matière d'urbanisme en se fondant notamment sur le Schéma d'Aménagement Régional (SAR), les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et sur les Plans Locaux d'Urbanisme (PLUI et PLU).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
935	53	Agglomérations et villes moyennes	511 000,00	510 640,32
935	TOTAL		511 000,00	510 640,32

La CTM continue ses actions d'information aux usagers et à la population martiniquaise. Géomartinique a été ainsi financé pour plus de 15 000 € afin de mettre à jour sa cartothèque et son navigateur cartographique. Chaque martiniquais peut ainsi, par exemple, avoir une synthèse des analyses de chlordécone sur le territoire.

#### ACTIONS IMPORTANTES

500 000,00 €	DOTATION DE FONCTIONNEMENT VERSEE A L'AGENCE D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT DE LA MARTINIQUE (ADUAM)
--------------	--



## S/FCT 54 / 555 / 57 / 588

### Espaces rural et autres espaces de développement / Logement social / Technologies de l'information et de la communication/Autres/Autres actions d'aménagement



Les différentes politiques menées en faveur de la ville ont pour objectif l'amélioration du quotidien des habitants. Le soutien aux Sociétés d'HLM et les différents programmes pour résorber l'habitat insalubre ont fait partie des actions importantes menées en 2018 par la CTM.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
935	54	Espace rural et autres espaces de développement	19 530,00	11 718,00	7 812,00
	555	Logement social	1 638 261,15	1 217 964,15	380 393,75
	57	Technologies de l'information et de la communication	65 000,00	65 000,00	0,00
	588	Autres actions d'aménagement	567 018,94	545 221,29	21 797,65
935	TOTAL		2 289 810,09	1 839 903,44	410 003,40

La Collectivité Territoriale de Martinique a poursuivi la mise en œuvre du programme Espace d'Aménagement Touristique (EAT) avec l'objectif de redynamiser les zones touristiques de la Martinique.

Les études en cours sont :

- la Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour le secteur Grand Anse/Anses d'Arlets
- l'AMO pour le secteur du Diamant,
- l'AMO pour le secteur des Trois-Ilets
- l'AMO pour le secteur de la Pointe du Marin et des Salines.

Ainsi dans le cadre des marchés en cours, principalement dans le secteur des Anses d'Arlets et du Diamant, des études ont été réalisées et payées au cours de l'année 2018.

#### ACTIONS IMPORTANTES

13 888,00 €	MARTINIQUE ECOLO MULTISERVICES : M.17MSDBC0316
230 000,00 €	ADIL MARTINIQUE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
130 000,00 €	CLLAJ : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017





# CHAPITRE 936

# Action Économique

Le développement économique constitue un enjeu de premier plan pour la CTM. Ce rôle réaffirmé par la loi NOTRE identifie clairement la Collectivité Territoriale de Martinique comme chef de file en matière de développement.

Le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation et (STDEII) traduit la stratégie, la vision du développement économique souhaité par la CTM.

Trois grandes orientations stratégiques ont été retenues :

- Orienter le financement vers la structuration en filières,
- Innover dans l'organisation territoriale de la production,
- Améliorer la performance globale et l'employabilité des acteurs.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
936	6312	Autres	7 880 057,28	6 359 185,22	684 298,99
	632	Industrie, commerce et artisanat	2 556 925,42	1 176 426,14	136 796,50
	633	Développement touristique	7 446 190,50	7 158 351,44	0,00
	67	Recherche et innovation	2 546 667,88	1 830 977,90	405 788,10
	68	Autres actions	799 500,00	0,00	0,00
	<b>*Montant contrepassation : -303,80 €</b>				
<b>936</b>	<b>TOTAL</b>		<b>21 229 341,08</b>	<b>16 524 636,90</b>	<b>1 226 883,59</b>

# S/FCT 6312

## Autres

Le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'Aquaculture est essentiel au développement de l'économie Martiniquaise.

Dans ces domaines, les interventions de la Collectivité Territoriale de Martinique en 2018 se sont réalisées à travers des actions importantes :

- accompagner le PARM,
- accompagner les organismes agricoles,
- accompagner la SAEM PSRM Le Galion et la SEMAM,
- accompagner au développement de nouvelles pêcheries pour un redéploiement de la pêche au large,
- accompagner à la structuration de la filière pêche-aquaculture,
- renforcer l'attractivité des métiers de la mer,
- porter l'information aux professionnels du secteur.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
936	6312	Autres	7 880 057,28	6 359 185,22	684 298,99
936	TOTAL		7 880 057,28	6 359 185,22	684 298,99



## S/FCT 6312

### Autres (suite)

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>1 350 000,00 €</b>	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT DELEGATION MQUE (ASP) : COMPLEMENT PRX TONNE CANNE LIVREE AU GALION
<b>144 000,00 €</b>	COMITE REGIONAL PECHEES MARITIMES ELEVAGES MARINS (CRPMEM) : PROGRAMME D ACTIONS 2017
<b>1 320 000,00 €</b>	SOCIETE ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE LA MQUE (SEMAM) : PROGRAMME D'ACTIONS 2018 / SUBVENTION 2018 / DOTATON COMPLEMENTAIRE
<b>40 000,00 €</b>	POLE AGRO RESSOURCES ET DE RECHERCHE DE MARTINIQUE (PARM)



## S/FCT 632

### Industrie, Commerce et Artisanat

Dans l'exercice de ses compétences, en 2018, la CTM a poursuivi l'application du dispositif spécifique d'incitation et d'accompagnement des entreprises. Celui-ci a été évalué au cours de l'année afin d'être réadapté aux nouvelles problématiques de développement économique traduits dans le SDTETI.

Couplé au Programme Opérationnel (PO) et aux différentes initiatives étatiques, ce dispositif a pour vocation d'inscrire la Martinique dans un positionnement favorable créateur d'activités et d'emplois.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
936	632	Industrie, commerce et artisanat	2 556 925,42	1 176 426,14	136 796,50
936	TOTAL		2 556 925,42	1 176 426,14	136 796,50

Plusieurs aides ont été attribuées aux porteurs de projets (privés ou publics) selon des critères d'attribution définis dans les dispositifs cadre en cours d'évaluation.

Il s'agit :

- de subventions d'équipement aux personnes de droit privé améliorées en ce qui concerne les secteurs prioritaires,
- des aides à la création et à la modernisation pour les TPE et les PME ; en sus des aides à la reprise-transmission et des aides aux entreprises en difficulté,
- de subventions dans le cadre d'actions collectives de droit privé (groupement, associations), pour des programmes de soutien ou de restructuration de filières, de promotion commerciale (foire, salon),
- de subventions aux communes, associations ou groupements pour des programmes d'actions envers les TPE et artisans, destinées à l'attractivité des centre-bourgs et centre-ville,
- de participation aux infrastructures d'accueil des entreprises (ZAE, pépinière, incubateur, nurserie),
- d'aides exceptionnelles (indemnisation intempéries, catastrophes naturelles).

Concernant l'emploi, plusieurs dispositifs d'incitation à l'embauche facilement mobilisables ont été maintenus afin de réduire le nombre de demandeurs d'emplois sur la base de CDI ou de CDD. Plusieurs types d'aides existent, soit sous forme de partenariat Etat-CTM, soit sous forme d'aides directes de la CTM.



## S/FCT 632

### Industrie, commerce, artisanat (suite)

En outre, plusieurs dispositifs ont bénéficié aux créateurs d'entreprises :

- l'Immersion Emploi Jeune, dispositif permettant de verser à une entreprise une aide en cas d'embauche en job vacances d'un jeune sans aucune qualification, un « NEETS » (Not in Education, Employment or Training (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire),
- une prime forfaitaire de 5 000 € attribuée à un créateur d'entreprise revenant d'une période de chômage et présentant un projet intégrant un programme d'investissement,
- aide à l'emploi d'un salarié en CDI sur une durée maximum de 24 mois,
- aide à l'emploi majorée pour des jeunes cadres ou des seniors, sur une durée maximum de 24 mois.

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>313 921,04 €</b>	CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT REGION MARTINIQUE : EQUIPEMENT ARTISANS TAXIS EN TAXIMETRES- SOLDE / PROG TRIENNAL STRUCTURATION DES FILIERES
<b>442 000,00 €</b>	AIDE APPORTEE A INITIATIVE MARTINIQUE
<b>1 020 000,00 €</b>	MARTINIQUE DEVELOPPEMENT : SUBV POUR COUVRIR PERIODE DU 01-01 AU 31-03 18 PROGRAMMES D' ACTIONS 2018 - 80 %



## S/FCT 633

### Développement touristique



L'économie du tourisme est avant tout une industrie de services que la CTM est résolument décidée de soutenir.

Afin d'améliorer la performance la CTM a aidé à la mise à niveau des compétences métiers et aussi transversales (e-tourisme, accueil, langues étrangères, connaissance du patrimoine ...). C'est l'une des conditions indispensables pour valoriser notre destination et la positionner parmi les standards les plus élevés du secteur.

L'enjeu fondamental en 2018 a été de revitaliser les zones à dimensions touristiques, et assurer la professionnalisation des acteurs. D'autres projets concourant à l'attractivité touristique sont aussi financés sur d'autres lignes budgétaires de la CTM (extension du port de l'aéroport, valorisation du patrimoine culturel etc ...).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)
936	633	Développement touristique	7 446 190,50	7 158 351,44
936	TOTAL		7 446 190,50	7 158 351,44

#### ACTIONS IMPORTANTES

7 017 000,00 €	SUBVENTION ACCORDEE AU COMITE MARTINICAIS DU TOURISME
96 817,36 €	OFFICE DU TOURISME DE FORT DE FRANCE : ORGANISATION DES BOUCANS DE LA BAIE 2017
14 343,58 €	OTITOUR OFFICE DES TROIS ILETS : REALISATION PROG DE DEPENSE



## S/FCT 67 / 68

### Recherche et Innovation / Autres actions



La Collectivité Territoriale de Martinique, faisant de l'innovation un axe central de ses politiques territoriales, entend aider financièrement les PME innovantes afin d'accroître leur compétitivité.

Pour ce faire un certain nombre de dispositifs a été mis en place dans le but :

- d'aider l'innovation en faveur des PME au travers de dispositifs d'aides,
- d'inciter à la création ou au renforcement des Pôles d'innovation,
- de relancer la stratégie de spécialisation intelligente (S3) et définir son animation sur le territoire,
- de mettre en œuvre des outils financiers afin de renforcer la structure financière des entreprises.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
936	67	Recherche et innovation	2 546 667,88	1 830 977,90	405 788,10
	68	Autres actions	799 500,00	0,00	0,00
936	<b>TOTAL</b>		<b>3 346 167,88</b>	<b>1 830 977,90</b>	<b>405 788,10</b>

Pour le renouveau économique et le développement du potentiel innovant Martiniquais, la CTM a soutenu le projet de construction du Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle de Martinique et le PARM devenu un acteur majeur de l'innovation.

#### ACTIONS IMPORTANTES

<b>1 515 784,90 €</b>	POLE AGRO RESSOURCES ET DE RECHERCHE DE MARTINIQUE (PARM) : PROG ACTIONS 2018 – PART FONCTIONNEMENT 90%
<b>52 080,00 €</b>	EMERGENCES MEDIA : « ICI ON INNOVE, SPECIAL MARTINIQUE PARTENARIAT PREMIUM »





# CHAPITRE 937

## ► Environnement

Le tri des déchets et le recyclage dans une île où l'on produit plus de 300 000 tonnes de déchets par an sont primordiaux.

Ainsi, pour notre environnement, notre eau et notre air, il convient d'éviter au maximum d'avoir à brûler ou à enterrer nos déchets.

La Collectivité a investi dans des actions de prévention ayant pour objectif d'informer, de sensibiliser aux gestes adaptés aux situations d'urgence et de familiariser la population à la culture du risque.

En effet, face aux nombreux aléas climatiques et phénomènes naturels tels que les cyclones, les séismes, les inondations dont est sujette la Martinique, chaque citoyen doit être, à son échelle, un acteur de la sécurité civile.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
937	71	Actions transversales	5 071 766,76	4 977 288,24	77 705,26
	7211	Actions de prévention et de sensibilisation	227 851,84	129 469,22	72 956,80
	7213	Tri, valorisation et traitement des déchets	128 732,52	4 324,83	124 407,69
	731	Politique de l'eau	64 765,88	6 973,38	57 487,00
	732	Eau potable	2 400 000,00	2 399 861,55	0,00
	758	Autres actions	49 447,42	43 338,60	0,00
	76	Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques	1 077 037,78	1 022 074,40	23 542,50
	78	Autres actions	367 353,10	153 655,21	42 447,50
937	TOTAL		9 386 955,30	8 736 985,43	398 546,75

# S/FCT 71 / 7211 / 7213

## Actions transversales / Actions de prévention et de sensibilisation / Tri, valorisation et traitement des déchets



La Collectivité Territoriale de Martinique est au cœur de l'information préventive sur les risques majeurs.

De par sa situation géographique, la Martinique se trouve confrontée à de nombreux aléas climatiques : tempêtes, cyclones, tremblements de terre, éruptions volcaniques, glissements de terrain, inondations, pluies diluviennes...

C'est pourquoi il est important et impératif que, dès le plus jeune âge, tout un chacun intègre les consignes de sécurité à suivre pour être préparé à ces risques potentiels.

La politique de prévention menée par la CTM s'est poursuivie en 2018 car il s'agit d'un enjeu fondamental visant à assurer la sécurité des populations. Les gestes de prévention et de gestion de crise doivent devenir des réflexes naturels permettant une bonne coordination entre les populations et les secours dans un contexte de crise.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
937	71	Actions transversales	5 071 766,76	4 977 288,24	77 705,26
	7211	Actions de prévention et de sensibilisation	227 851,84	129 469,22	72 956,80
	7213	Tri, valorisation et traitement des déchets	128 732,52	4 324,83	124 407,69
937	TOTAL		5 428 351,12	5 111 082,29	275 069,75

La Collectivité Territoriale de Martinique a accompagné, sur le volet fonctionnement, des acteurs œuvrant pour la mise en valeur d'actions en faveur de l'environnement et de l'énergie.

Aussi, une dotation de 4 829 589,94 € a été versée au PNRM dans le cadre de la finalisation d'actions du programme antérieur 2017 et mise en œuvre des activités 2018.

De plus, un financement à hauteur de 141 381,30 € a été porté en vue de la « Poursuite de l'élaboration du Plan de prévention et de gestion des déchets en 2018 avec la réalisation des phases 1,2 et 3 (état des lieux, organisation des ateliers thématiques, étude prospective aux échéances, définition des objectifs et analyse des scénarios du Plan).



# S/FCT 71 / 7211 / 7213

## Actions transversales / Actions de prévention et de sensibilisation / Tri, valorisation et traitement des déchets (suite)

Ainsi, Le Programme Territorial de Maitrise des déchets a permis de financer des actions de prévention et de sensibilisation notamment :

- le plan de communication 2016,
- les ambassadeurs du tri,
- les opérations de la KAZ zéro gaspillage,
- la randonnée éco-citoyenne : la CTM accompagne cette action de sensibilisation depuis plus de 10 ans. Il s'agit de promouvoir les gestes vertueux à adopter pour ne pas dégrader les beaux paysages de la Martinique.

Le parcours est ponctué de séquences d'informations sur les lieux visités et sur la prévention des déchets. L'itinéraire comprend également un passage sur le village Nature. Cette halte permet aux randonneurs d'approfondir leurs connaissances autour de jeux et d'animations ludiques dispensés par une vingtaine de partenaires.

- un Appel à Projet (AAP) sur l'alimentation durable mené par la CTM conjointement avec l'ADEME et la DAAF afin de soutenir des initiatives autour des multiples enjeux de l'alimentation durable, ainsi que le développement des Projets alimentaires territoriaux (PAT).
- une opération « entreprises témoins » de la CACEM.

### ACTIONS IMPORTANTES

<b>4 829 589,94 €</b>	PNRM - DOTATIONS FONCTIONNEMENT 2017 (SOLDE) ET 2018 ET SOLDE PROGRAMME BIODIVERSITE
<b>141 381,30 €</b>	ELABORATION PLAN DE PREVENTION ET DE DECHETS DE LA MARTINIQUE (PPGDM)
<b>38 240,56 €</b>	PROGRAMME TERRITORIAL DE MAITRISE DES DECHETS - PLAN COMMUNICATION 2016 AMBASSADEUR DU TRI CAMPAGNE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION OPERATIONS KAZ ZERO GASPILLAGE
<b>91 319,16 €</b>	ZDZG - AAP ALIMENTATION DURABLE





# S/FCT 731 / 732 / 758

## Politique de l'eau / Eau potable / Autres actions



L'eau est l'une des ressources les plus importantes pour la vie et la survie des populations.

La CTM est intervenue pour près de 2,4 millions d'euros afin de gérer, de traiter, et d'améliorer les ressources présentes sur notre territoire.

Grâce à la maintenance et à l'exploitation de l'unité de production de l'Usine de la CAPOT, celle-ci offre une ressource importante de près de 35 000 m<sup>3</sup>/j qui sont traités.

Par ailleurs, des actions ciblées et des études spécifiques sont menées pour la recherche de nouvelles ressources toujours dans un objectif de développement durable.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
937	731	Politique de l'eau	64 765,88	6 973,38	57 487,00
	732	Eau potable	2 400 000,00	2 399 861,55	0,00
	758	Autres actions	49 447,42	43 338,60	0,00
937	<b>TOTAL</b>		<b>2 514 213,30</b>	<b>2 450 173,53</b>	<b>57 487,00</b>

Au cours de l'année 2018, plusieurs opérations ont été financées par la CTM parmi lesquelles on peut citer :

- l'allocation d'une subvention de fonctionnement à l'Usine CAPOT en vue d'effectuer des travaux de maintenance et d'exploitation,
- le financement d'une opération de communication lancée par EDF, conformément aux modalités présentes dans la convention initiale relative au développement du chauffe-eau solaire. (Programme de l'Année 2015),
- l'accompagnement financier de la CTM à la réalisation du Projet d'observatoire territorial lié à la Convention relative à la mise en place de l'Observatoire Martiniquais de l'Energie et des Gaz à effet de serre (OMEGA), de ses activités et de l'animation pour la période 2015-2017, mis en place par l'AME.

### ACTIONS IMPORTANTES

<b>2 307 346,34 €</b>	MAINTENANCE ET EXPLOITATION DE LA CAPOT
<b>11 964,00 €</b>	CAP NORD - ETUDE HYDRO ET PLAN DE GESTION RIVIERE GALION
<b>23 891,18 €</b>	EDF - FRAIS DE COMMUNICATION CESI 2015
<b>19 447,42 €</b>	AGENCE MARTINICAISE DE L'ENERGIE - OMEGA 2015-2017



## S/FCT 76 / 78

### Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques / Autres actions



En 2018, la CTM a poursuivi ses objectifs de préservation, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel de la Martinique et ses ressources naturelles. A cet effet, elle a notamment soutenu « l'entretien et l'aménagement de sites et sentiers en faveur de l'accueil du public et l'entretien de parcelles et routes forestières en vue d'alimenter la filière bois, dans les espaces forestiers et naturels » (travaux réalisés par l'Office national des forêts, dans le cadre des programmes 2016/soldes et 2017-2018/acomptes).

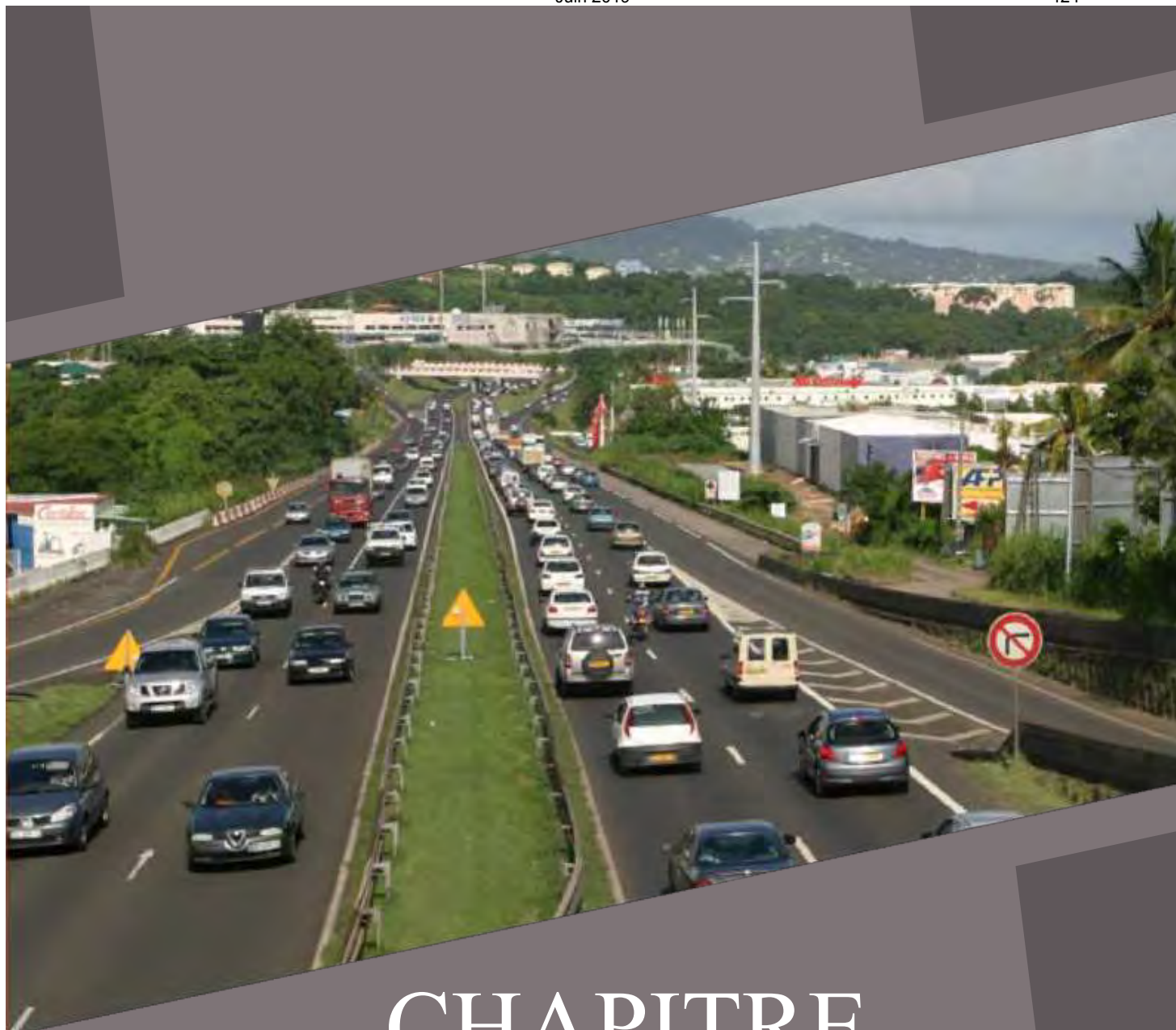
De plus, des aides ont été allouées par la CTM en 2018 pour les études, la recherche et le suivi de programmes environnementaux.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
937	76	Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques	1 077 037,78	1 022 074,40	23 542,50
	78	Autres actions	367 353,10	153 655,21	42 447,50
937	TOTAL		1 444 390,88	1 175 729,61	65 990,00

#### ACTIONS IMPORTANTES

1 057 716,50 €	ONF - PROGRAMMES 2016 ET 2017- 2018 ENTRETIEN DE SITES ET SENTIERS EN ET HORS FTD-FDL ET TRAVAUX DE SYLVICULTURE EN FT
30 000,00 €	BCA COMMUNICATIONS - REALISATION FILM "LES SECRETS DE LA MER" ET KIT D'INFORMATION PLONGEE SOUS-MARINE ET VOILE EN MARTINIQUE
14 399,88 €	MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE - INVENTAIRE FAUNE ET FLORE MARINE MARTINIQUE
80 000,00 €	CONSERVATOIRE BOTANIQUE - PROGRAMME D'ACTIVITES 2017 ET 2018 (ACOMPTE 1)





# CHAPITRE 938

## ► Transports

En 2018, la CTM a poursuivi ses interventions en la matière, dans les domaines suivants, pour plus de 78 millions d'euros dans les domaines suivants :

- transports scolaires,
- mise en œuvre d'un nouveau schéma de transports en Martinique,
- fauchage, élagage, entretien d'espaces verts au niveau des routes,
- entretien des carrefours giratoires,
- dragage et entretien des ports et notamment le port de Grand-Rivière...

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
<b>938</b>	80	Services communs	355 115,59	16 441,45	292 600,00
	81	Transports scolaires	454 800,00	124 764,00	0,00
	820	Services communs			0,00
	821	Transport sur route	3 845 199,67	3 660 124,78	1 517,92
	828	Autres transports	68 547 400,33	65 747 640,33	423 042,61
	842	Voirie régionale	1 428 727,57	1 358 857,70	16 625,76
	843	Voirie départementale	6 736 559,60	6 538 975,38	153 884,09
	854	Ports et autres infrastructures portuaires	1 729 016,29	1 025 330,18	4 318,30
<b>938</b>	<b>TOTAL</b>		<b>83 096 819,05</b>	<b>78 472 133,82</b>	<b>891 988,68</b>

## S/FCT 80

### Services communs

Les équipes de la CTM assurent quotidiennement une mission de surveillance et d'entretien du réseau routier pour garantir un service public de qualité. Des données sur l'état réseau sont aussi collectées en permanence dans le cadre du système d'information.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
938	80	Services communs	355 115,59	16 441,45	292 600,00
938	TOTAL		355 115,59	16 441,45	292 600,00

#### ACTION IMPORTANTE

13 892,45 €	CONVENTION RELATIVE ACCUEIL COLLECTEUR MAJEC DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERRE (IGN) PAR LA CTM
-------------	---



# S/FCT 81

## Transports scolaires

Des entreprises de transport ont pu bénéficier d'aide à travers plus de 141 circuits scolaires de transport interurbain.

A noter que cette compétence a été exercée pour le compte de Martinique Transport.



CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
938	81	Transports scolaires	454 800,00	124 764,00	0,00
938	TOTAL		454 800,00	124 764,00	0,00

### ACTIONS IMPORTANTES

48 281,00 €	INDEMNISATION TRANSPORT BONIFACE- LPO ST-PIERRE
43 460,00 €	INDEMNISATION TRANSTOUR CARAIBES- LPO ST-PIERRE
33 023,00 €	INDEMNISATION SERTRANS- LPO ST-PIERRE



# S/FCT 821

## Transport sur route



Dans le cadre de la réorganisation du transport Interurbain de personnes, le dispositif d'accompagnement des transporteurs qui souhaitent cesser leur activité a été poursuivi par la CTM en 2018.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
938	821	Transport sur route	3 845 199,67	3 660 124,78	1 517,92
938	TOTAL		3 845 199,67	3 660 124,78	1 517,92

Sur l'exercice 2018, 46 transporteurs ont bénéficié de cette aide octroyé par la CTM ce qui représente 3 660 000 d'euros.

### ACTIONS IMPORTANTES

3 660 000,00 €	AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE DES TAXIS COLLECTIFS ET CARS GRANDES LIGNES
----------------	--



# S/FCT 828

## Autres transports



La délibération 17-534-1 actualisée par la délibération 18-526-1 du 22 décembre 2017, met en place un dispositif de détaxe permettant d'accompagner de nombreux professionnels.

La délibération 17-534-1, s'applique pour le remboursement de la détaxe de consommation de carburant (TSC) pour l'année 2018, et concerne les catégories suivantes :

- + Transporteurs de marchandises,
- + Taxis collectifs,
- + Bus et taxis de place.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, la Collectivité Territoriale de Martinique a émis 533 mandats correspondant à la somme globale de 1 137 868,82 €.

La répartition en termes de bénéficiaires est la suivante :

- + 192 mandats pour les transporteurs de marchandises
- + 131 mandats pour les taxis collectifs,
- + 210 mandats pour les bus et taxis de place.

La délibération 18-526-1 est applicable à compter du 22 décembre 2017, et prend en compte la consommation de carburant de l'année 2018 ; les remboursements n'interviendront qu'à partir de l'année 2019. Par ailleurs, son champ application est élargi puis qu'elle intègre de nouveaux bénéficiaires :

Les enseignants de la conduite automobile (auto-école)  
Les infirmiers  
Les ambulanciers.

### Accompagnement financier de Martinique Transport

Par délibération 17-534-1, en son article 3, la Collectivité Territoriale de Martinique a pris l'engagement d'accompagner Martinique Transport au titre de sa contribution au financement des missions de l'AOTU (Autorité Organisatrice du Transport Unique) par le versement mensuel de 7% de la TSC après déduction des sommes allouées à la détaxe.

De plus, le Budget Primitif 2018 de Martinique Transport a été voté lors du Conseil d'Administration du 11 avril 2018.

Le budget de Martinique Transport s'élève à 131,59 M€ dont la contribution principale est celle de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Sur l'exercice 2018, l'intégralité des 64 523 541,00 € budgétés par la CTM a été mandatée.



# S/FCT 828

## Autres transports (suite)

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
938	828	Autres transports	68 547 400,33	65 747 640,33	423 042,61
938	TOTAL		68 547 400,33	65 747 640,33	423 042,61

### ACTIONS IMPORTANTES

1 137 868,82€	DETAXE CARBURANT 2018 : PLUS DE 500 BENEFICIAIRES
64 523 541,00 €	CONTRIBUTION DE LA CTM POUR MARTINIQUE TRANSPORT



# S/FCT 842 / 843

## Voirie régionale / Voirie départementale



La CTM intervient pour l'entretien des routes nationales et départementales.

Ces travaux assurent la pérennité du patrimoine routier de la CTM, et sont réalisés par les entreprises privées sur des marchés à bons de commande et en régie par les équipes d'exploitation et d'entretien.

Ces travaux sont entrepris afin de :

- Fluidifier le trafic,
- Améliorer la sécurité des usagers,
- Protéger contre les risques naturels,
- Mettre en valeur le réseau,
- Conserver le patrimoine.

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
938	842	Voirie régionale	1 428 727,57	1 358 857,70	16 625,76
	843	Voirie départementale	6 736 559,60	6 538 975,38	153 884,09
938	TOTAL		8 165 287,17	7 897 833,08	170 509,85

### ACTIONS IMPORTANTES

4 101 385,80 €	CLEAN GARDEN TRAVAUX DE REMODELAGE, ASSAINISSEMENT DES ABORDS SUR LA VOIRIE, D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DU RESEAU ROUTIER
378 653,85 €	COLAS MARTINIQUE FABRICATION, FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN OEUVRE DE MATERIAUX ENROBES
658 202,60 €	E COMPAGNIE BALAYAGE MECANISE SUR LE RESEAU ROUTIER ET SUR LES EQUIPEMENTS DES BATIMENTS DE LA COLLECTIVITE



# S/FCT 854

## Ports et autres infrastructures portuaires



La Collectivité Territoriale de Martinique est intervenue en 2018 sur :

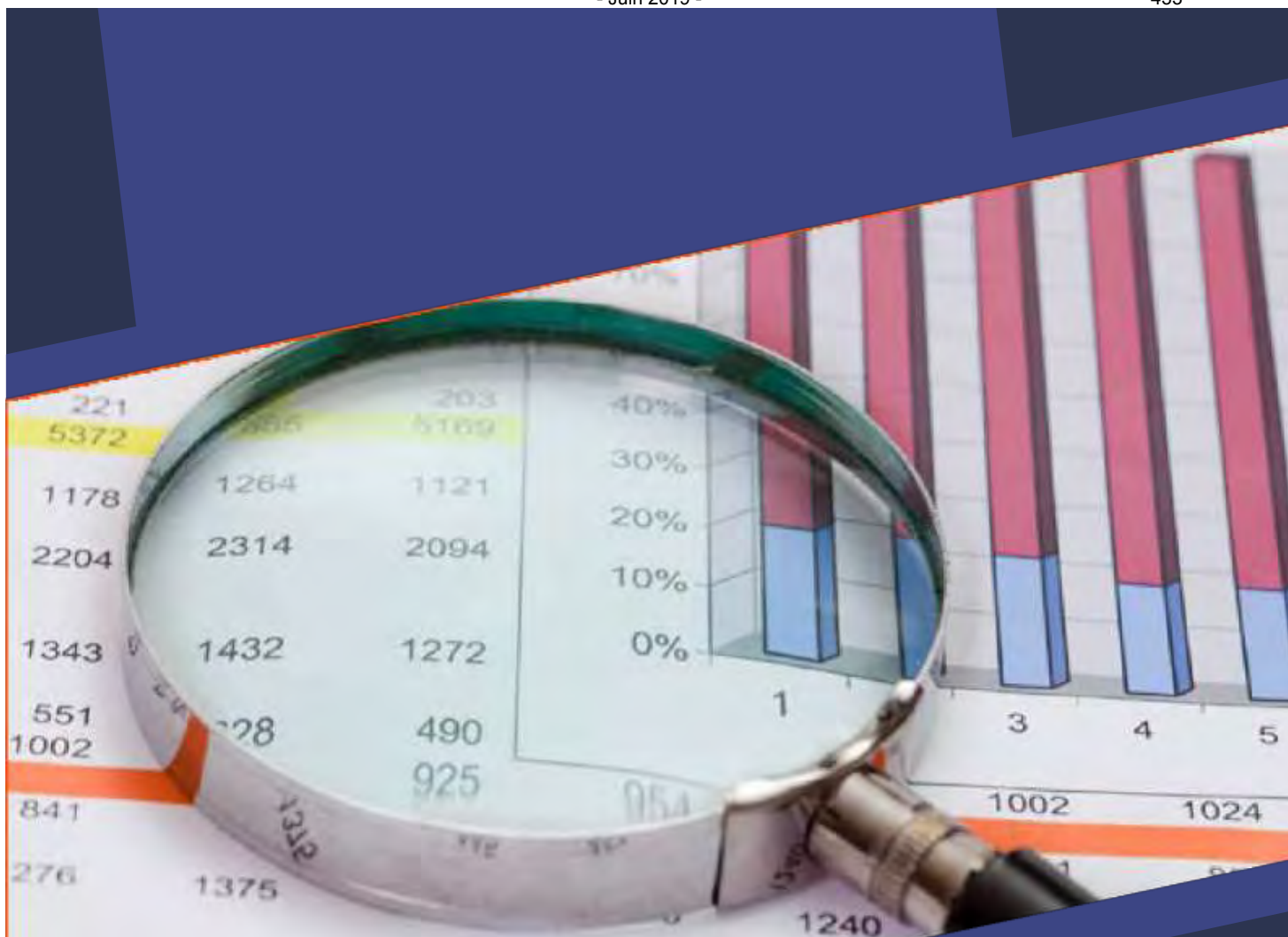
- Port de pêche de Grand Rivière : dragage,
- Port de pêche de Trinité : réparation éclairage, élagage d'arbres,
- APIT du Diamant : remise en état dispositif traitement,
- APIT Sainte Marie : réfection des tôles des abris des pêcheurs,
- Sur l'ensemble des ports de pêche : entretien (élagage, débroussaillage, enlèvement de débris et enlèvement huiles usagées).

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES (€)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
938	854	Ports et autres infrastructures portuaires	1 729 016,29	1 025 330,18	4 318,30
938	TOTAL		1 729 016,29	1 025 330,18	4 318,30

### ACTIONS IMPORTANTES

826 671,26 €	DRAGAGE DU PORT DE PECHE DE GRAND-RIVIERE
12 461,79 €	REPARATION MACHINE A GLACE PORT CASE PILOTE





# CHAPITRE 941 / 942 / 943

## ► Dettes et autres opérations financières

CHAP	S/FCT	INTITULE	CREDITS VOTES( €)	MANDATES (€)	REPORTS (€)
941	73912	Reversements sur droits d'enregistrement			0,00
	7392252	Prélèvements au titre des fonds de solidarité en faveur des départements	1 462 000,00	1 453 616,00	0,00
<b>941</b>	<b>TOTAL</b>		<b>1 462 000,00</b>	<b>1 453 616,00</b>	<b>0,00</b>
943	6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers	5 000,00	5 000,00	0,00
	627	Services bancaires et assimilés	311 142,07	289 523,18	0,00
	66111	Charges d'intérêts - Intérêts réglés à l'échéance	12 971 552,94	12 899 666,27	0,00
	6615	Charges d'intérêts - Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	84 875,00	84 500,00	0,00
	6618	Charges d'intérêts - Intérêts des autres dettes	165,30	165,30	0,00
	6688	Autres charges financières	0,03	0,00	0,00
	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 492 036,58	3 492 036,58	0,00
<b>*Montant contrepassation :-498 409,59 €</b>					
<b>943</b>	<b>TOTAL</b>		<b>16 864 771,92</b>	<b>16 272 481,74</b>	<b>0,00</b>



collectivitedemartinique.mq   



Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-226-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



# COMPTE ADMINISTRATIF

2 0 1 8



BILANS DES ASSOCIATIONS

# SOMMAIRE

- ADIE
- ADIL MARTINIQUE
- AGIR SANS VOIR
- BANQUE ALIMENTAIRE
- CARBET DES SCIENCES
- COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE
- CTOSMA
- FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA  
MARTINIQUE
- SOLIHA ANTILLES

**ADIE**



Crédit photographique : Fabrice Dall'Anese

## LES COMPTES DE L'ADIE 2018

**adie**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

LE MOT DU TRÉSORIER

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS

RAPPORT DE GESTION

ANNEXE COMPTABLE

## SOMMAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS.....	3
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES.....	8
MOT DU TRESORIER.....	12
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....	13
RAPPORT DE GESTION .....	17
1. Activité 2018 .....	17
2. Le compte de résultat .....	18
2.1 Les charges d'exploitation.....	19
2.2 Les ressources .....	19
3. Le bilan .....	21
3.1 L'actif.....	21
3.2 Le passif.....	22
4. Le financement des encours de microcrédits.....	22
5. Perspectives 2019.....	23
6. Affectation du résultat et évolution des réserves.....	24
6.1 La réserve « réglementaire » .....	24
6.2 La réserve « prudentielle ».....	24
6.3 La réserve « plan stratégique » .....	24
6.4 La réserve « en attente d'emplois » .....	24
6.5 Tableau des réserves pour projet associatif.....	24
ANNEXE .....	25
1. Faits caractéristiques de l'exercice – principes, règles et méthodes comptables	25
1.1 Conventions Générales comptables appliquées.....	25
1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application .....	25
2. Présentation des comptes de l'Adie : l'actif du bilan .....	27
2.1 Les immobilisations et les amortissements.....	27
2.2 Les immobilisations financières .....	30
2.3 Les créances .....	32
3. Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan.....	33
3.1 Les fonds associatifs, réserves et autres fonds.....	33
3.2 Les provisions pour risques et charges.....	36
3.3 Les dettes financières .....	36
3.4 Les dettes d'exploitation.....	37
4. Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat .....	39
4.1 Le résultat d'exploitation.....	39
4.2 Le résultat financier .....	41
4.3 Le résultat exceptionnel .....	42
4.4 Synthèse des provisions .....	43
4.5 Le commissaire aux comptes .....	44
4.6 Les salariés et les dirigeants de l'Adie .....	44

<b>5. Les engagements hors bilan.....</b>	<b>44</b>
5.1 Engagements de départ en retraite .....	44
5.2 La sectorisation concernant l'activité d'AMS .....	45
5.3 Les garanties sur les prêts .....	45
5.4 Garantie donnée sur les emprunts .....	46
<b>6. Tableau du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public</b>	<b>47</b>
6.1 Les emplois .....	47
6.2 Les ressources .....	47
6.3 Les contributions volontaires.....	48
6.4 Le mécénat de compétence.....	48
 <b>TABLEAUX DE SYNTHÈSE.....</b>	 <b>50</b>
1 Situation de l'actif réalisable et disponible .....	50
2. Tableau de financement, première partie : haut de bilan .....	51
3. Tableau de financement, seconde partie : bas de bilan .....	52
4. Plan de financement prévisionnel .....	53

## **ADIE**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par décret du 10 janvier 2005

139, boulevard Sébastopol

75002 PARIS

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018



Deloitte & Associés  
6 place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex  
France  
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00  
www.deloitte.fr

Adresse postale :  
TSA 20303  
92030 La Défense Cedex

## ADIE

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par décret du 10 janvier 2005

139, boulevard Sébastopol

75002 PARIS

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

---

A l'assemblée générale de l'association ADIE

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €  
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles  
572 028 041 RCS Nanterre  
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte



## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe des comptes annuels concernant :

- Les règles et méthodes comptables relatives aux amortissements des immobilisations corporelles (Note 1.2.1) ;
- Les modalités de comptabilisation des titres associatifs en fonds associatifs (Note 3.1.1).

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.



### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci



proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris-La Défense, le 15 mars 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Pierre VERCAMER

## **ADIE**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par décret du 10 janvier 2005

139, boulevard de Sébastopol  
75002 PARIS

---

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des  
comptes de l'exercice clos  
le 31 décembre 2018



ADIE

2 / 4

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

**Convention avec le Fonds de dotation Adie :**

***Personnes concernées :***

- Frédéric Lavenir (Président de l'Adie et du Fonds de dotation Adie)
- Emmanuel Landais (Directeur général de l'Adie et Administrateur représentant l'ADIE au Conseil d'administration du Fonds de dotation Adie)

***Nature, objet et modalités :***

- Convention de coopération expliquant les règles de coopération sur la gestion comptable, financière et administrative, la mise à disposition de personnel, la gestion des ressources humaines, et la politique de communication du Fonds.
- Le montant des dépenses du Fonds de dotation pris en charge par l'Adie est de 279 632 € au titre de 2018, déduction faite des charges facturées par l'Adie au Fonds de dotation Adie d'un montant de 168 265 €.
- En 2018, le Fonds de Dotation a versé à l'Adie la somme de 89 775 € de dons IFI dans le cadre du mandat donné par l'Adie concernant la collecte IFI. Il a également versé à l'Adie la somme de 635 489 € dans le cadre des missions sociales.

**Conventions avec l'Association Adie International :**

***Personne concernée :***

- Emmanuel Landais (Directeur général de l'Adie et Vice-Président d'Adie International)

***Nature, objet et modalités :***

- Convention de coopération et d'agrément expliquant les liens étroits entre Adie International et l'Adie, détaillant la gestion administrative par l'Adie au profit d'Adie International. Il n'y a pas eu de mouvement financier en 2018.
- Convention concernant un apport avec droit de reprise d'un montant de 427 000 € octroyé par l'Adie à Adie International en 2014. Cet apport peut être repris dans son intégralité ou bien partiellement, passé un délai de cinq ans.



ADIE

3 / 4

**Convention avec la société AMSI :**

***Personne concernée :***

- Emmanuel Landais (Directeur général de l'Adie et Associé d'AMSI en tant que représentant de l'Adie)

***Nature, objet et modalités :***

- Convention de coopération et d'agrément expliquant les liens étroits entre AMSI et l'Adie, détaillant les conditions de coopération de l'Adie. En contrepartie de cette coopération, AMSI verse à l'Adie une contribution financière. En 2018, le montant facturé par l'Adie à AMSI dans le cadre de la convention s'élève à 4 092 €.

**Convention avec la société Algoan :**

***Personne concernée :***

- Bruno Salmon (Administrateur de l'Adie et de Yelloan qui détient 100% d'Algoan)

***Nature, objet et modalités :***

- La société Algoan développe le Chatbot de l'Adie. Sur 2018, Algoan a facturé à l'Adie la somme de 32 800 € TTC.



ADIE

4 / 4

**Convention passée avec un créateur membre du Conseil d'administration :**

***Personne concernée :***

- Ruben Djagoue (Administrateur de l'Adie et client de l'Adie)

***Nature, objet et modalités :***

- L'Adie a octroyé à Ruben Djagoue un microcrédit et un prêt d'honneur dont les caractéristiques sont :
  - MCPRO (microcrédit) de 5 500 € décaissé le 20/09/18, n° VCAUP382594
  - PH (Prêt d'honneur) de 1 500 € décaissé le 20/09/18, n° VCAUP382595

Au 31 décembre 2018, le KRD (capital restant dû) de ces prêts est de 5 164.77 € pour le MCPRO et de 1 500 € pour le PH.

Paris-La Défense, le 15 mars 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Pierre VERCAMER

## MOT DU TRESORIER

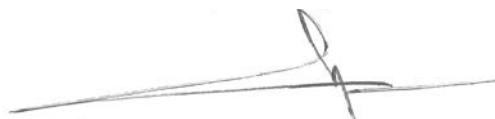
Le nouveau plan stratégique 2018-2020 de l'Adie a débuté de la meilleure des manières. En 2018, en finançant plus de personnes, en les accompagnant davantage et en sécurisant toujours mieux leurs projets grâce à la microassurance, les équipes de l'Adie, salariés et bénévoles, ont démontré leur capacité à se mobiliser et à faire de cette première année un succès. Les actions initiées fin 2017 et les chantiers lancés en 2018 ont permis d'augmenter le nombre de nouveaux contacts, et d'élargir l'offre de service. Les services proposés par l'Adie doivent encore être mieux connus, mais les efforts fournis par les équipes, partout en France, ont permis à toujours plus de personnes de nous connaître, qu'elles aient un projet professionnel, de création ou de développement d'entreprise, ou qu'elles soient confrontées à des problématiques de mobilité pour accéder à un emploi salarié. Ces bons résultats ont été atteints en restant fidèle à notre public cible, comme en témoigne la stabilité du « score d'exclusion sociale et financière » qui vient mesurer le niveau d'exclusion des clients de l'Adie.

Les résultats de l'année 2018 ont été obtenus tout en améliorant le risque, ramené à un niveau historiquement bas, et en maîtrisant les charges, comme l'Adie a toujours su le faire.

Le développement de l'activité et la maîtrise des charges se traduisent par de bons résultats financiers. Avec un excédent de 663 K€, l'Adie consolide sa situation financière et se donne les moyens d'investir davantage dans son développement en 2019.

L'année 2019 devra confirmer cette dynamique en finançant près de 25 000 personnes. Pour soutenir cette ambition, de nouveaux moyens sont prévus, et notamment le renforcement soutenu des équipes sur le terrain, et la création de nouvelles antennes. Si 2018 a vu le lancement de nombreux projets, l'année 2019 les consolidera avec un doublement des dépenses digitales et de notoriété. Et l'organisation sera adaptée pour encore mieux répondre aux besoins des clients, et renforcer l'ancrage territorial de l'Adie.

Sous l'effet de ces moyens complémentaires, le budget 2019 a été présenté déficitaire. Un déficit rendu possible par les excédents réalisés ces dernières années, mais qui devrait rester limité si les financements externes, et notamment publics, se poursuivent au même niveau, un enjeu majeur pour 2019 et les prochaines années. Le développement de l'Adie et la réponse aux besoins de nos clients en dépendent.



Michel Bernard

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

ACTIF	BRUT	31/12/2018 AMORTISSEMENT / PROVISIONS	NET	31/12/2017 NET
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	3 867 994	2 991 648	876 346	709 100
- Concessions, brevets et droits assimilés	3 867 994	2 991 648	876 346	709 100
Immobilisations incorporelles en cours	98 370		98 370	225 233
Immobilisations corporelles	3 012 880	2 997 470	15 410	38 682
- Autres immobilisations corporelles	3 012 880	2 997 470	15 410	38 682
Immobilisations financières	175 481 166	6 909 327	168 571 838	153 288 807
- Autres titres immobilisés	2 516 984	1 265	2 515 719	2 519 872
- Prêts	169 575 071	6 908 062	162 667 009	147 408 091
- - dont microcrédits	148 690 129	6 777 232	141 912 897	128 919 629
- - dont prêts d'honneur	20 884 942	130 830	20 754 112	18 488 461
- Autres prêts	3 000 000		3 000 000	3 000 000
- - dont contrat de capitalisation	3 000 000		3 000 000	3 000 000
- Autres immo. financières (dont dépôts et cautions)	389 110		389 110	360 845
<b>TOTAL I</b>	<b>182 460 409</b>	<b>12 898 445</b>	<b>169 561 964</b>	<b>154 261 823</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Créances	31 127 101	2 506	31 124 594	27 238 729
- dont subventions d'exploitation à recevoir	26 329 355		26 329 355	24 246 202
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	61 611 592		61 611 592	57 425 533
Charges constatées d'avance	519 219		519 219	538 539
<b>TOTAL II</b>	<b>93 257 911</b>	<b>2 506</b>	<b>93 255 405</b>	<b>85 202 802</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL VI (I+II)</b>	<b>275 718 320</b>	<b>12 900 951</b>	<b>262 817 369</b>	<b>239 464 625</b>
<b>TOTAL GENERAL - ACTIF</b>	<b>275 718 320</b>	<b>12 900 951</b>	<b>262 817 369</b>	<b>239 464 625</b>
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>				
Legs nets à réaliser				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES</b>		
<u>Fonds propres</u>	34 310 288	32 574 507
Fonds associatifs sans droit de reprise	12 307 307	11 696 908
- dont Fonds de prêts d'honneur	9 210 836	8 600 438
Réserves pour projet associatif	22 002 981	20 877 599
- dont réserve prudentielle	8 600 000	16 880 000
- dont réserve réglementaire	8 000 000	
- dont réserve plan stratégique	3 900 000	
- dont réserve en attente d'emplois	1 502 981	
- dont réserve libre		3 997 599
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	662 846	1 125 382
<u>Titres associatifs</u>	9 200 000	9 200 000
<u>Autres fonds associatifs</u>	25 471 990	24 187 076
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports	20 791 289	19 707 617
- dont Fonds pour prêts d'honneur	20 691 289	19 607 617
- dont Fonds propres UGP	100 000	100 000
Fonds de crédit	3 907 177	3 592 218
Fonds de garantie	773 525	887 241
<b>TOTAL I</b>	<b>69 645 124</b>	<b>67 086 965</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	2 116 709	1 730 104
Provisions pour charges		
<b>TOTAL II</b>	<b>2 116 709</b>	<b>1 730 104</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
<b>TOTAL II bis</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	129 412 774	119 379 604
Emprunts et dettes financières divers	28 360 899	22 184 462
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 348 978	1 199 741
Dettes fiscales et sociales	5 805 158	5 382 506
Autres dettes	19 221 980	18 857 898
- dont primes et avances remboursables EDEN à reverser	3 307 807	3 309 084
- dont garanties sur prêts appelées	13 815 618	12 950 920
Produits constatés d'avance	6 905 747	3 643 346
<b>TOTAL III</b>	<b>191 055 536</b>	<b>170 647 556</b>
<b>TOTAL V (I+II+III)</b>	<b>262 817 369</b>	<b>239 464 625</b>
<b>TOTAL GENERAL - PASSIF</b>	<b>262 817 369</b>	<b>239 464 625</b>
RENVOIS :		
(1) DONT CONC.BANC.COUR.SOL.CRED.BQ/CCP		
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Legs à réaliser		
- acceptés par les organes statutairement compétents		
- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre		

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2018	31/12/2017
<b>Produits d'exploitation (1)</b>		
Production vendue services	193 984	189 305
- dont facturation NACRE opérateur centralisé de décaissement	114 198	71 910
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>193 984</b>	<b>189 305</b>
Production immobilisée	119 286	142 986
Subventions d'exploitation	27 315 397	24 947 482
- dont Nacre -Etat déconcentré	152 913	277 159
- dont Etat	1 542 210	1 408 903
- dont Conseils Régionaux	5 533 387	5 152 842
- dont Conseils Départementaux	1 884 227	2 207 094
- dont Communes	2 293 243	2 088 131
- dont Etablissements publics (dont CDC)	4 383 731	4 373 923
- dont mécénat d'entreprises privées	4 645 891	4 318 134
- dont Union Européenne	5 866 923	3 961 837
- dont autres	754 150	744 900
- dont Emplois d'avenir et autres emplois aidés	258 722	414 559
Diminution sur conventions des années antérieures	-970 596	-483 684
Reprise sur provisions et amortissements	686 276	799 796
- dont reprise sur provisions		
- dont transferts de charges	686 276	776 628
Cotisations	4 621	5 520
Dons	834 112	1 217 436
Autres produits	196 231	17 425
<b>TOTAL I Produits d'exploitation</b>	<b>28 379 312</b>	<b>26 836 267</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>		
Autres achats et charges externes	11 416 096	10 547 573
Impôts, taxes et versements assimilés	1 234 862	1 150 316
Salaires et traitements	17 410 606	15 786 366
Charges sociales	7 829 866	7 113 214
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	666 796	711 116
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant	315	
Dotations aux provisions pour risques et charges	898 642	54 555
- dont dotations aux provisions sur subventions à recevoir	824 602	23 386
Subventions à verser aux partenaires	11 136	159 633
Autres charges	189 750	245 095
<b>TOTAL II Charges d'exploitation</b>	<b>39 658 069</b>	<b>35 767 869</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-11 278 757</b>	<b>-8 931 602</b>

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2018	31/12/2017
<b>Quotés-parts de résultat sur opérations faites en commun :</b>		
Excédent attribué ou déficit transféré (III)		
Déficit supporté ou Excédent transféré (IV)		
<b>Produits financiers (1)</b>		
Pdts fin. de participations		
Pdts fin. autres valmob et créances de l'actif immob. - <i>Int. sur prêts</i>	14 310 515	12 345 925
Autres intérêts et produits assimilés	185 071	222 142
Reprises sur provisions	1 997 921	1 213 245
- <i>dont reprise sur provisions sur prêts risqués</i>	1 153 384	795 268
- <i>dont reprise sur garantie sur prêts</i>	737 037	239 000
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement		
<b>TOTAL V Produits financiers</b>	<b>16 493 507</b>	<b>13 781 312</b>
<b>Charges financières (2)</b>		
Coût du risque	3 619 929	2 639 548
- <i>dont variation dotations financières pour prêts risqués Adie</i>	2 112 763	1 298 046
- <i>dont pertes sur prêts</i>	1 282 166	1 122 214
- <i>dont dotation garantie sur prêts</i>	225 000	219 288
Intérêts sur emprunts	912 964	959 230
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL VI Charges financières</b>	<b>4 532 893</b>	<b>3 598 778</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>11 960 614</b>	<b>10 182 534</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>681 856</b>	<b>1 250 932</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Pdts except. sur opérations de gestion	10 712	48 985
Pdts except. sur opérations en capital		12 350
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL VII Produits exceptionnels</b>	<b>10 712</b>	<b>61 335</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Ch. except. sur opérations de gestion	1 090	50 387
Ch. except. sur opérations en capital		102 500
Dotations except. amortissements et provisions		
<b>TOTAL VIII Charges exceptionnelles</b>	<b>1 090</b>	<b>152 887</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)</b>	<b>9 622</b>	<b>-91 552</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (IX)</b>		
Impôts sur les bénéfices (IFA et IS) (X)	28 632	33 997
<b>TOTAL des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>44 883 530</b>	<b>40 678 914</b>
<b>TOTAL des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>44 220 684</b>	<b>39 553 531</b>
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>662 846</b>	<b>1 125 382</b>
<b>Renvois</b>		
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs	10 114	48 387
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs	4 839	33 982
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
- <i>dont bénévolat</i>	11 886 345	11 562 616
- <i>dont prestations en nature</i>	11 085 904	10 880 881
- <i>dont dons en nature</i>	800 441	681 735

## RAPPORT DE GESTION

### 1. *Activité 2018*

Première année d'un nouveau plan de développement triennal, 2018 est marquée par une nette croissance de l'activité, mais également le lancement de nombreux projets au service des fortes ambitions que se fixe l'association.

La réussite de cette année 2018 se mesure à tous les niveaux de l'activité de l'Adie :

- Le nombre de clients augmente fortement (+11% par rapport à 2017). Une croissance notamment portée par les nouveaux clients professionnels, principal objectif de développement, dont le nombre augmente de 11% en 2018, sans que cela ne se fasse au détriment des renouvellements de prêts professionnels (+9%) et des prêts mobilité (+16%).
- Le risque opérationnel reste quant à lui bien maîtrisé. Après plusieurs années de baisse continue, il atteint un taux de retard de paiement sur les 4 dernières générations produites (« T1 48 mois ») de 5,40 % à fin décembre 2018 contre 5,93 % à fin décembre 2017.
- Les services d'accompagnement se développent également, avec +12% de clients accompagnés ayant bénéficié d'au moins un service par rapport à 2017.
- Enfin, la micro-assurance poursuit son développement (+25% de nouveaux contrats par rapport à 2017), en particulier sur les nouveaux contrats assurance auto dont le nombre est multiplié par 2,5 par rapport à 2017. Le nombre de nouveaux contrats professionnels est en progression de +5%. Le portefeuille de contrats actifs se monte à 6 245 contrats fin décembre 2018, soit une croissance de 28% sur un an.

La plupart des projets définis lors de la construction du plan stratégique 2018-2020 se sont lancés en 2018.

Faire évoluer l'offre pour permettre à plus d'entrepreneurs de se lancer

- déploiement du programme de formation « Je deviens entrepreneur » dédié aux porteurs d'un projet de création d'entreprise. Grâce à des modules de formation très pratiques et opérationnels, combinant du suivi individuel en parallèle des temps de formations en groupe, ce programme permet d'accompagner les futurs entrepreneurs vers la création de leur entreprise.
- lancement en 2018 d'un programme dédié aux migrants, en partenariat avec des acteurs spécialisés dans l'accompagnement socio-professionnel de ce public.
- depuis le 1er juillet 2018, lancement d'une nouvelle offre permettant de financer ceux qui souhaitent tester leur activité avant de créer leur entreprise, et de les accompagner vers l'officialisation.
- augmentation du plafond des financements en outre-mer à 12 000 euros depuis le 1er juillet 2018 qui permet de mieux répondre aux besoins spécifiques de ces territoires, où le coût de la vie est plus élevé et le réseau bancaire moins dense qu'en métropole.

Toucher plus d'entrepreneurs à travers le canal digital

- optimisation du parcours client en ligne avec une refonte de la demande de microcrédits qui s'appuiera sur l'utilisation d'un chatbot, et la conception d'une offre d'accompagnement en ligne - à livrer en 2019 - qui permettra notamment de lever certains freins liés à la mobilité.
- mise en réseau des clients via la création de groupes Facebook (national ou locaux), tels que « le coin des entrepreneurs malins » qui compte déjà plus de 2200 membres, débouchant sur des rencontres physiques, comme à Marseille avec le lancement du Collectif des Ambassadeurs de l'Adie.

Mieux se faire connaître du public cible de l'Adie, au cœur des territoires

- refonte de la plateforme de marque initiée en juillet 2018 avec pour objectif de moderniser l'image de l'Adie et gagner ainsi en notoriété.
- Début des travaux sur l'amélioration du maillage territorial en s'appuyant sur des bénévoles ambassadeurs.

Optimiser les processus existants

- livraison en mars 2018 du deuxième lot du nouveau processus d'accueil, d'instruction et de décision dans le système d'information.

Adapter l'organisation au service des ambitions 2020

- mise en place d'une organisation plus agile autour de la gestion des projets, avec la création d'une équipe dédiée d'assistance métiers pour les projets informatiques.
- lancement d'un chantier touchant l'organisation pour faire évoluer la répartition des rôles et responsabilités entre siège et réseau.

Militer en faveur de la levée des barrières à la création d'entreprise

- lancement du Mégaphone début 2018 pour faire entendre la voix des entrepreneurs accompagnés par l'Adie, à travers 15 propositions pour lever les barrières à la création d'entreprise, mieux protéger les entrepreneurs, et faciliter leur développement.
- suppression début novembre 2018 de l'âge limite des entreprises au-delà duquel elles ne pouvaient jusqu'alors plus être financées par l'Adie. Cela permettra ainsi à l'association de continuer à financer et accompagner les entreprises qui, plus de 7 ans après leur création, n'ont toujours pas accès au crédit bancaire.

Du point de vue du modèle économique

- Signature en novembre 2018 d'une nouvelle convention avec le Fonds Européen d'Investissement (FEI) qui permet de sécuriser la garantie des prêts professionnels de plus de 7000 euros jusqu'à fin 2020.
- Augmentation des fonds dédiés à la garantie des microcrédits portée par le Fonds de Cohésion Sociale.
- Réalisation d'une vidéo de présentation du modèle économique de l'Adie pour faire de la pédagogie en interne et en externe
- Obtention de premiers financements sur des fonds de la formation professionnelle : AGEFICE, PIC régionaux

## ***2. Le compte de résultat***

Le compte de résultat de l'Adie est excédentaire en 2018 (+663 k€).

Les charges d'exploitation, qui constituent les moyens de l'association pour mener son action, sont en nette augmentation (+3,9 M€ par rapport à 2017, soit +11%), ce qui a contribué à accompagner la croissance de l'activité (+11%).

Cette hausse des charges a été possible grâce à l'augmentation de la marge dégagée par l'activité de microcrédit qui croît de 1,9 M€ en 2018.

Les charges d'exploitation restent principalement financées, à 72 %, par les subventions publiques et privées ainsi que les dons, qui sont en hausse de 1,5 M€ par rapport à 2017.

## 2.1 Les charges d'exploitation

La progression de l'activité s'est faite avec un niveau de charges d'exploitation conforme à l'enveloppe définie au budget, hors primes et intéressement, et même en économie en intégrant les investissements prévus au plan stratégique, inférieurs de 633 K€ à l'enveloppe de 1 350 K€ initialement prévue pour 2018. Ce décalage est lié au temps nécessaire au lancement des différents chantiers.

Les salaires et charges sociales, principal poste de dépenses, sont en augmentation de 2,4 M€, sous l'effet de la hausse du nombre d'ETP (+17 par rapport à 2017), d'une hausse des salaires de 1,9%, et d'une augmentation des primes de l'année de 775 K€ liée au très bon niveau d'activité, ainsi qu'à une reprise de provision sur primes en 2017, non reproductible en 2018 pour 253 K€.

Le poste autres achats et charges externes est également en croissance (+0,9 M€). Cette hausse est essentiellement liée à :

- la célébration des 30 ans de l'Adie pour 309 K€
- l'augmentation des recours au prestataire qui vient en appui à la plateforme d'accueil, lorsque celle-ci n'est pas en capacité de répondre au nombre important d'appels entrants : +138 K€
- la croissance des frais d'huissiers pour 124 K€
- les déménagements, agrandissements et créations de nouvelles antennes pour +129K€

Les dotations aux provisions pour risques sur subventions à recevoir augmentent de 801 K€ par rapport aux dotations 2017. Cette provision correspond au risque de ne pas encaisser des subventions du fait de leur ancienneté, ou parce que les objectifs n'auraient été que partiellement atteints. Le détail de ce poste est exposé en annexes au §4.4.

Le poste des subventions à verser aux partenaires diminue de 148 K€, cela est lié au non renouvellement de la convention entre l'Adie et Adie International portant sur le versement d'une subvention de 150k€.

## 2.2 Les ressources

### 2.2.1 Les produits d'exploitation

En produits d'exploitation figurent les subventions d'exploitation mais également les dons reçus par l'Adie.

Les subventions d'exploitation sont en augmentation de 2,4 M€ par rapport à 2017. Seuls les financements des conseils départementaux marquent une baisse de 323 K€ en 2018, du fait notamment de la perte de financements de 3 départements (225 K€), et de la baisse significative des financements de 3 autres départements (110 K€).

Les autres financeurs ont augmenté leur contribution à l'activité de l'Adie en 2018 :

- Les financements des régions sont en hausse de 381 K€ sous l'effet principalement de la reprise des dispositifs Nacre par les régions.
- les financements des communes et communautés de communes sont supérieures de 205 K€ à 2017.
- les ressources de l'Etat et des établissements publics sont stables malgré la fin des emplois aidés et du dispositif Nacre.
- les ressources provenant du FSE sont quant à elles en nette augmentation du fait principalement d'un effet report de conventions relatives aux années antérieures, décidées en 2018.
- Enfin, les ressources privées progressent de 328 K€, soit près de 8% de plus qu'en 2017 sous l'effet d'une mobilisation intense du réseau pour rechercher des partenaires locaux en région notamment par l'engagement renforcé avec AG2R La Mondiale et au national par le renforcement de l'engagement de la fondation BNP-Paribas et des partenaires de la microassurance (Axa et MACIF).
- Par ailleurs les dons de particuliers, adressés directement à l'Adie en numéraire et sous forme d'abandons de frais par les bénévoles ou reversés par le Fonds de dotation sont en diminution de 383 K€ en 2018, sous l'effet notamment de la suppression de l'ISF.

Les subventions donnent lieu à des diminutions lorsque le partenaire notifie que tout ou partie d'un produit comptabilisé sur un exercice antérieur ne sera pas versé (c'est le cas notamment si des objectifs quantitatifs ou qualitatifs fixés dans la convention ne sont pas atteints). Ces diminutions se chiffrent en 2018 à 971 k€, soit le double des diminutions enregistrées en 2017. Cette forte hausse s'explique par le calendrier de la programmation européenne 2014-2020 (montée en cadence des contrôles de service fait).

La diminution des transferts de charges de 90 K€ est liée :

- aux reversements obtenus de l'OPCA Uniformation au titre de la formation professionnelle en baisse de 30 K€,
- aux redevances versées par les salariés titulaires d'un véhicule de fonction en baisse de 6 K€,
- aux remboursements de la prévoyance au titre des indemnités journalières qui diminuent de 18 K€,
- à la non refacturation de charges à Adie International en 2018 pour 231 K€,
- en partie compensé par l'augmentation des coûts de développements internes en hausse de 185 K€.

## 2.2.2 La marge financière

La marge financière correspond à la marge dégagée par l'activité de prêts. Elle se compose des produits financiers d'un côté, constitués des intérêts perçus sur les prêts, et des charges financières de l'autre, constituées des intérêts d'emprunt et du coût du risque.

En 2018, elle augmente de façon significative grâce à la croissance de l'activité et à la bonne maîtrise du risque, pour s'établir à 11,7 M€, hors produits de placements. Cela correspond à une croissance de 1,9 M€ par rapport à 2017 (+19 %)

### 2.2.2.1 Les produits financiers

Sous l'effet de la hausse de l'activité (+11%), de l'augmentation du montant moyen (+2%), mais également d'une performance du recouvrement des prêts à nouveau en progression, les produits financiers croissent de 2,0 M€, soit 16 % de plus qu'en 2017.

Une partie de la trésorerie de l'Adie est placée sur des produits à capital garanti auprès des partenaires bancaires et génère des revenus, qui diminuent de 37 k€ par rapport à 2017 du fait de la baisse des taux d'intérêt des dernières années.

### 2.2.2.2 Les charges d'emprunt

Les charges d'intérêts sur emprunts sont en diminution de 46 K€ par rapport à 2017, du fait de la baisse des taux d'intérêt au cours des dernières années.

### 2.2.2.3 Le coût du risque

Le coût du risque est constitué des pertes de l'année ainsi que des dotations et des reprises de provision. Il est net des garanties qui couvrent une partie du risque.

Les pertes sont en augmentation de 14% sur l'année, ce qui est conforme à l'évolution de l'activité des dernières années.

Les provisions quant à elles augmentent de 36 K€ (dotations nettes des reprises de provisions), portant ainsi le coût du risque de l'année à 1 730 K€ contre 1 605 K€ en 2017.

L'estimation de la provision a évolué en 2018 (cf §2.2.1.2). Ce changement, qui n'a eu que peu d'impact sur la provision 2018, permet de calculer la provision en fonction du nombre d'échéances de retard des prêts et non plus en fonction du stade de recouvrement, sujet aux évolutions successives du processus de recouvrement nécessaires à l'amélioration de sa performance.

Les pertes, comme les provisions pour prêts risqués, n'impactent le compte de résultat que sur la quote-part du risque sur les microcrédits qui incombe à l'Adie, une fois les différents mécanismes de contre-garantie (le FOGEFI, le FEI, la CDC, puis les établissements bancaires prêteurs) actionnés.

## 3. Le bilan

### 3.1 L'actif

L'encours brut de microcrédits croît de 11% pour atteindre 149 M€. L'encours net croît de façon comparable et se fixe à 142 M€.

La provision prise en compte sur l'encours ne concerne que la quote-part Adie sur les prêts risqués (cf. § 2.2.1.2 des annexes pour l'estimation de la provision)

L'encours brut des prêts d'honneur augmente de façon comparable et atteint 21 M€.

Le poste de créances augmente (+14%) pour se porter à 31,1 M€ contre 27,2 M€ en 2017. Il est composé principalement (cf. détail § 2.3 des annexes)

- des subventions de fonctionnement à recevoir (fonds notifiés par le partenaire et non encaissés) qui augmentent de 9%

- des garanties sur prêts à recevoir (garanties appelées et non encaissées) qui augmentent de 1,8 M€ par rapport à 2017 : augmentation liée aux appels non réglés par le FEI (appels en garantie T3 et T4 2018 non payés à la clôture- augmentation de 481 K€), et par le FOGEFI (appels de l'année 2018 non payés à la clôture, soit une augmentation de 1622 K€)
- de la créance de la taxe sur les salaires pour 341 K€

Les disponibilités et valeurs mobilières de placement progressent de 4,2 M€, pour atteindre 61,6 M€ en fin d'année. Cette évolution est essentiellement liée au fonctionnement (+3,2 M€), et à l'activité prêt d'honneur (+0,9 M€) marquée par des abondements plus importants qu'en 2017.

### 3.2 Le passif

Les fonds propres sont en augmentation de 1,7 M€ avant affectation du résultat positif de l'exercice 2018, hausse expliquée par le résultat positif de 2017 (1,1M€) et de nouveaux abondements sans droit de reprise effectués par les partenaires de l'Adie sur les fonds de prêts d'honneur (+0,6 M€).

Les autres fonds associatifs augmentent de 1,3 M€ du fait de la hausse des fonds de prêts d'honneur avec droit de reprise (+1,1 M€) et des fonds de crédit (+0,3 M€). Les fonds de garantie sont quant à eux en légère baisse suite aux passages en pertes prononcés en 2018. Ces trois postes sont valorisés à hauteur des abondements initiaux réalisés par les partenaires desquels sont déduites les pertes.

Le poste des provisions pour risques et charges est en augmentation de 387 K€ sous l'effet de l'augmentation de la provision sur subvention de 825 K€, en partie compensée par la baisse de la provision pour risque lié aux prêts (cf tableau 4.4 en annexe).

Les emprunts augmentent au même rythme que l'encours de microcrédits qu'ils refinancent, pour atteindre 157,8 M€ fin 2018. Cette hausse de 16 M€ se répartit entre les emprunts bancaires qui augmentent de 10 M€, et les billets à ordre issus de l'épargne salariale solidaire qui progressent de 6 M€.

Les dettes fournisseurs augmentent de 12 %, ce qui est cohérent avec la hausse des charges constatée sur l'exercice.

Le poste dettes fiscales et sociales est en hausse de 8% (+423 k€) et tient compte des provisions sur les primes et l'intéressement à verser en 2019 au titre de 2018.

Le poste autres dettes est en hausse de 364 K€, sous l'effet de l'augmentation des garanties reçues sur des prêts pas encore passés en pertes. Cette augmentation est conforme avec la croissance de l'activité ces dernières années.

Les produits constatés d'avance sont en très nette augmentation (+3,3 M€) du fait de la signature de nouvelles conventions pluri-annuelles courant sur les prochaines années.

## 4. Le financement des encours de microcrédits

L'Adie a obtenu en juillet 2003 une première habilitation dans le cadre de la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. Cette habilitation, délivrée par le Comité du microcrédit de la Banque de France (et renouvelée en 2006 et 2009) a permis de recourir à des emprunts pour assurer la production des microcrédits. Suite à la parution du décret n°2012-471 le 11 avril 2012, le renouvellement de l'habilitation de

l'Adie a été prononcé en juin 2012 par l'ACP (Autorité de Contrôle Prudentiel). Cette habilitation ne comporte désormais plus de limitation de durée.

L'Adie s'appuie depuis 2003 sur des emprunts, auprès des banques d'une part, auprès des fonds de gestion de l'épargne solidaire d'autre part, ainsi que sur les titres associatifs émis en 2015.

Fin 2018, les dettes permettant de refinancer les microcrédits proviennent principalement des ressources suivantes :

- Emprunts auprès des partenaires bancaires à hauteur de 74%.  
En 2018, des contrats ont été signés avec 56 partenaires différents, nationaux et régionaux.
- Emprunts auprès des organismes suivants : l'Agence Française de Développement (pour l'activité en Outremer), BPI France, le Fonds Européen d'Investissement ; pour un total de 10% de l'encours de microcrédits.
- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire pour 9%.

Ces fonds proviennent d'une épargne salariale qui est collectée par des établissements financiers chargés de la mettre à disposition (pour maximum 10% des sommes investies) de structures ayant une mission correspondant aux souhaits des épargnants et disposant, comme l'Adie, d'un agrément ESUS (« entreprise solidaire à utilité sociale »).

- Les titres associatifs émis par l'Adie en 2015 pour un montant de 9,2 M€ (cf annexes § 3.1.1).

Souscrits par une grande variété de partenaires parmi lesquels la Caisse des Dépôts, Axa, Ecofi Investissements, BNP Paribas, Mirova, la SIFA, la Caisse Solidaire ou encore Allianz GI, ces fonds viennent renforcer les quasi-fonds propres de l'Adie. Fin 2018, 4% de l'encours de microcrédits sont adossés à la ressource dégagée par l'émission des titres associatifs.

## 5. Perspectives 2019

Parce que le nombre de personnes souhaitant créer leur entreprise et qui en sont empêchées par manque de moyens ne cesse de croître, l'Adie ambitionne en 2019 de continuer à augmenter le nombre de personnes prenant contact avec l'association, notamment dans le champ de projets d'entreprises.

Pour y parvenir, l'Adie poursuivra le déploiement des projets engagés en 2018, notamment :

- le lancement de la nouvelle plateforme de marque au 1er trimestre 2019, projet phare pour développer la notoriété de l'Adie auprès de son public cible,
- la fusion des sites internet de l'Adie, et l'ajout de nouveaux services en ligne pour les prospects
- la poursuite de la mise en place d'un « parcours client en ligne »,
- la livraison finale de la nouvelle application pour l'instruction par les conseillers qui permettra un gain d'efficacité dans le traitement des demandes de financement,
- la finalisation du travail sur l'organisation qui permettra de redéfinir les rôles et responsabilités sur les différents postes en cohérence avec les enjeux de développement de l'Adie.

Du point de vue organisationnel, le renforcement de l'apport des bénévoles en particulier dans le champ de la prospection et de l'étude des demandes de crédit est un facteur déterminant pour développer les contacts et traiter la demande accrue qui en résultera.

## 6. Affectation du résultat et évolution des réserves

### 6.1 La réserve « réglementaire »

L'association a constitué un fonds de réserve réglementaire dont le but est d'assurer la garantie des prêts. Le montant de cette réserve est indexé sur un ratio mis à jour annuellement par l'ACPR.

Il est proposé de maintenir cette réserve à 8M€, montant qui serait suffisant pour couvrir nos obligations au-delà de 2020.

### 6.2 La réserve « prudentielle »

L'Adie fait aujourd'hui davantage face à des risques financiers qu'à un risque extinctif. Ces risques financiers sont principalement de deux natures :

Risque exogène sur les financements

- Risque à couvrir : baisse de 10% des subventions sur une année 1 (de 26 M€ prévu au budget 2019 à 23,4 M€) et stabilisation à ce niveau en année 2 (23,4 M€)
- Montant requis : 5,2 M€, soit une dotation complémentaire de 0,2 M€

Crise de risque crédit

- Hausse de 2pts du risque crédit
- Montant requis : 3,6 M€

Il est proposé de doter 0,2 M€ supplémentaire pour porter cette réserve à 8,8 M€.

### 6.3 La réserve « plan stratégique »

L'Adie a construit un plan stratégique impliquant des investissements sur 3 ans, il est proposé de les isoler en tant que tel dans les réserves et de les reprendre chaque année en fonction des investissements réalisés

- Montant requis : 3,2 M€, soit une reprise de 0,7 M€ correspondant aux investissements réalisés en 2018

Il est proposé de ramener cette réserve à 3,2 M€.

### 6.4 La réserve « en attente d'emplois »

La réserve en attente d'emplois est dotée du montant des fonds propres non affectés dans une des 3 réserves pré-citées.

### 6.5 Tableau des réserves pour projet associatif

Les réserves après affectation incluent le résultat de l'exercice.

Réserves	Réserve avant affectation	Augmentations	Diminutions	Réserves après affectation du résultat 2018
Réserve garantie des prêts	0			0
Réserve suivi des créateurs	0			0
Réserve règlementaire	8 000 000			8 000 000
Réserve plan stratégique	3 900 000		-717 000	3 183 000
Réserve prudentielle	8 600 000	200 000		8 800 000
Réserve en attente d'emploi	1 502 981	462 846	717 000	2 682 827
Réserve libre	0			0
<b>Total</b>	<b>22 002 981</b>	<b>662 846</b>	<b>0</b>	<b>22 665 827</b>

## ANNEXE

### *1. Faits caractéristiques de l'exercice – principes, règles et méthodes comptables*

#### 1.1 Conventions Générales comptables appliquées

Pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2018, le règlement ANC N°2014-03, relatif au plan comptable général, a été appliqué, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application des dispositions particulières du règlement n° 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Suite à l'émission en décembre 2015 de titres associatifs pour un montant de 9,2 M€, ces derniers sont comptabilisés dans le haut du passif (cf. § 3.1.1) dans une rubrique dédiée sous les fonds propres. Les comptes dérogent sur ce point au règlement n°99-01 sus-mentionné et qui prévoit que les titres associatifs soient traités comptablement comme des émissions obligataires (dette). Or la loi ESS de 2014 réformant le titre associatif indique que ce dernier est une créance de dernier rang, raison du classement choisi en quasi-fonds propres.

#### 1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application

##### 1.2.1 Le traitement comptable des immobilisations incorporelles et corporelles

L'essentiel des immobilisations concerne le renouvellement du matériel informatique utilisé au siège et dans le réseau (immobilisations corporelles) et la valorisation du développement interne des applications informatiques (immobilisations incorporelles). Depuis 2006, il a été décidé d'amortir les immobilisations corporelles intégralement sur l'année d'acquisition afin d'éviter les écarts entre le traitement comptable et les budgets demandés par les financeurs où les investissements sont traités comme des dépenses. Cependant, en 2012, les travaux réalisés pour l'implantation du nouveau siège social de l'Adie et inscrits en immobilisations corporelles ont été amortis (amortissement sur 6 ans). Depuis cette règle s'applique également aux travaux réalisés à l'occasion des déménagements d'ampleur (sièges de directions régionales) si ceux-ci occasionnent des travaux importants.

Par ailleurs, depuis 2015, les dépenses de prestataires informatiques liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes (ces chantiers sont en lien avec les ambitions numériques du plan stratégique) sont amorties (amortissement sur 3 ans).

##### 1.2.2 Le traitement comptable des opérations liées à la gestion des prêts

Les principes de comptabilisation sont les suivants :

A l'actif, figure le capital restant dû des microcrédits et des prêts d'honneur (prêts sans intérêts accordés en complément des microcrédits). Ces valeurs font l'objet si nécessaire, d'une provision pour dépréciation, selon des modalités exposées ci-après (cf. § 2.2.1).

Au passif, figure le financement de ces prêts, à savoir (cf. § 3.1 et §3.4) :

- Les fonds propres de l'association (dont des apports sans droit de reprise)
- Les fonds de prêts d'honneur (avec droit de reprise)
- Les fonds de crédit et de garantie
- Les emprunts bancaires pour refinancer les microcrédits
- Les emprunts issus de l'épargne solidaire
- Les emprunts autres (AFD, FEI, BPI etc.)

Au compte de résultat, les intérêts sur prêts sont comptabilisés d'après les encaissements et non en fonction des intérêts courus.

### 1.2.3 Le traitement comptable des fonds associatifs et autres fonds de l'association

Le tableau ci-dessous résume les positions prises en matière de ventilation des fonds associatifs et autres fonds.

Nature	Affectation comptable
Subventions allouées par la Caisse des Dépôts en vue de renforcer les fonds propres de l'Association	Fonds Associatif sans droit de reprise - inscription directe en fonds propres
Contributions de Solidarité versées par les emprunteurs	Fonds Associatif sans droit de reprise - inscription directe en fonds propres jusqu'en 2005 (en produits à partir de 2006)
Réserves sur excédents constatés	Fonds propres de l'Association - enregistrés après affectation du résultat
Fonds pour prêts d'honneur- subventions d'investissement	Fonds Associatifs avec droit de reprise - inscription directe en fonds associatifs
Fonds de Crédit	Autres fonds associatifs mis à la disposition de l'Association
Fonds de Garantie	Autres fonds associatifs mis à la disposition de l'Association
Titres associatifs	Titres associatifs en Fonds propres - titres remboursables passé un délai de 7 ans dès lors que les excédents cumulés dégagés depuis la date d'émission atteignent le montant des titres émis.

### 1.2.4 Le traitement comptable des provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour la prise en compte des risques relatifs aux salariés, aux frais bancaires, aux subventions et aux garanties. Elles ont fait l'objet d'une dotation en fin d'exercice dont les modalités de constitution sont expliquées dans l'annexe ci-après (cf. § 4.4).

### 1.2.5 Le traitement comptable des conventions de financement

Pour l'arrêté des comptes, les conventions de financement signées au cours de l'exercice ou celles signées au cours des exercices précédents mais ayant des impacts sur les comptes de l'exercice clos et/ou des exercices ultérieurs, ont fait l'objet d'une revue visant à une application intégrale des règles d'enregistrement prévues au règlement CRC n°99-01. Cette revue a évalué dans le détail :

- les subventions de fonctionnement enregistrées dans les produits d'exploitation de l'exercice et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions de fonctionnement pluri-annuelles, constatées d'avance, pour la quote-part relative aux exercices ultérieurs et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions dites "d'investissement" (car finançant des dépenses inscrites à l'actif) enregistrées en fonds associatifs, et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les créances (produits à recevoir) sur subventions de fonctionnement et sur subventions d'investissement vis-à-vis des financeurs, et cela indépendamment des modalités de règlement.

### 1.2.6 Le traitement comptable des dons

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'Adie, sont comptabilisés (conformément au règlement CRC n°99-01) en produits et non directement en fonds associatifs. Le traitement comptable des dons fait l'objet de précisions dans une note ci-après (cf. § 6 - Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public).

## 2. *Présentation des comptes de l'Adie : l'actif du bilan*

### 2.1 Les immobilisations et les amortissements

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées des développements de logiciels réalisés par les équipes de l'Adie sur le Système d'Information dans sa version française et belge. S'agissant des travaux réalisés par des prestataires externes, seules les dépenses liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes sont amorties. C'est le cas en 2018 des dépenses réalisées dans le cadre des projets d'investissements liés au plan stratégique.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur 3 ans.

Le poste "immobilisations corporelles" est composé principalement

- des dépenses de renouvellement du matériel informatique, évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) et amortis intégralement l'année d'achat.
- des achats de mobilier évalués à leur coût d'acquisition et amortis intégralement l'année d'achat
- des réalisations de travaux et aménagements (uniquement pour les aménagements réalisés en 2012 lors de l'installation du siège parisien et de l'agence de Sébastopol et pour les aménagements réalisés en 2015 à la Réunion) évalués à leur coût d'achat. Ces travaux sont amortis sur une durée de 6 ans.

Au titre des immobilisations financières, les « autres titres immobilisés » sont liés au mécanisme de nantissement des encours d'emprunt auprès du Crédit Coopératif.

Tableau des immobilisations hors prêts d'honneur et microcrédits et hors contrat de capitalisation					
Situation et mouvements Rubriques		A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	3 199 384	669 114	504	3 867 994
	Immobilisations incorporelles en cours	225 233	119 286	246 149	98 370
	Total 2	3 424 617	788 400	246 653	3 966 364
Immos. Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage Industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	389 541			389 541
	Matériel de transport	110 978			110 978
	Matériel de bureau et d'informatique	2 311 986	142 159	5 721	2 448 424
	Mobiliers	63 937			63 937
	Autres				
	Total 3	2 876 441	142 159	5 721	3 012 880
Immobilisations financières	Participation et créances rattachées à des participations	30 100		100	30 000
	Autres titres immobilisés	2 491 037	1 306 247	1 310 300	2 486 984
	Autres immobilisations financières	360 845	33 858	5 593	389 110
	Total 4	2 881 982	1 340 105	1 315 992	2 906 094
Total (1 + 2 + 3 + 4)		9 183 040	2 270 665	1 568 367	9 885 338

Tableau des amortissements					
Situation et mouvements Rubriques		A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immos incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	2 490 283	501 365		2 991 648
	Total 2	2 490 283	501 365		2 991 648
Immos . Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct <sup>o</sup>				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	350 859	23 272		374 131
	Matériel de transport	110 978			110 978
	Matériel de bureau et d'informatique	2 311 986	142 159	5 721	2 448 424
	Mobiliers	63 937			63 937
	Autres				
	Total 3	2 837 759	165 432	5 721	2 997 470
Immobilisation s financières	Participation et créances rattachées à des participations	1 265			1 265
	Autres titres immobilisés				
	Autres immobilisations financières				
	Total 4	1 265			1 265
Total (1 + 2 + 3 + 4)		5 329 307	666 796	5 721	5 990 382

## 2.2 Les immobilisations financières

### 2.2.1 Les prêts et provisions sur prêts

#### 2.2.1.1 Présentation en comptabilité de la provision

Depuis la clôture 2013, l'Adie a décidé de mentionner en hors bilan la part des prêts garantis par les partenaires. Le bilan de l'association ne comporte désormais que la part de risque supportée par l'association avec impact sur le résultat.

Les garanties apportées par les partenaires de l'Adie, désormais hors bilan sont représentées au § 5.3

#### 2.2.1.2 Calcul de la provision

Une nouvelle estimation de la provision est appliquée au 31 décembre 2018.

D'après l'ancienne estimation, les prêts étaient provisionnés selon la phase de recouvrement contentieux, sauf en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie où ils étaient provisionnés dès 3 échéances de retard. Cette estimation, principalement adossée au processus de recouvrement, était sensiblement impactée par les changements de processus opérés ces dernières années.

Selon la nouvelle modalité d'estimation, le pourcentage de provision appliqué à chaque prêt, toutes géographies confondues, dépend du nombre d'échéances de retard du prêt au 31 décembre 2018. Le tableau suivant indique le pourcentage de provision ainsi appliqué en fonction du nombre d'échéances de retard :

Nombre d'échéances de retard	Pourcentage de provision appliqué au capital restant dû du prêt
[0;2[	Pas de provision
[2;6[	55%
[6;9[	75%
[9;12[	85%
[12;+∞[	100%

Les prêts d'honneur sont provisionnés comme les microcrédits.

En conséquence le détail des prêts aux clients au 31/12/2018 est le suivant :

Tableau des prêts aux clients			
	Encours à la clôture de l'exercice	Provisions pour dépréciation à la clôture de l'exercice	Provisions pour dépréciation avec l'ancienne méthode
Microcrédits	148 690 129	6 777 232	6 872 806
Prêts d'honneur	20 884 942	130 830	147 602
<b>Total</b>	<b>169 575 071</b>	<b>6 908 062</b>	<b>7 020 408</b>
<i>Pour rappel 2017</i>	<i>153 356 774</i>	<i>5 948 682</i>	

L'impact du changement d'estimation sur le résultat comptable 2018 est donc de - 112 K€ (moindre dotation).

## 2.2.2 Les autres immobilisations financières

Exception faite des prêts aux clients, les autres immobilisations financières sont composées pour l'essentiel

- d'un contrat de capitalisation souscrit pour 3 000 000 € ;
- de nantissemements souscrits lors de la mise en place d'emprunts bancaires pour un total de 1 860 830€;
- du nantissement pour garantie bailleur lié aux locaux du siège social pour un total de 526 641 €
- de 30 000€ de participations, principalement au capital d'Adie Microfranchise Solidaire Investissement et de Microlux.
- de 99 513€ de titres souscrits chez des partenaires lors de la mise en place des comptes bancaires

Etat échéances des immobilisations financières			
Immobilisations financières	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Titres immobilisés	2 516 984		2 516 984
Prêts aux clients	169 575 071	96 582 078	72 992 993
Autres prêts (contrat de capitalisation)	3 000 000		3 000 000
Dépôts de garantie	389 110	9 000	380 110
<b>Total</b>	<b>175 481 166</b>	<b>96 591 078</b>	<b>78 890 088</b>

## 2.3 Les créances

Le poste des subventions d'exploitation à recevoir (tous exercices confondus) compose l'essentiel des créances.

Les subventions d'investissement à recevoir correspondent aux fonds de prêts d'honneur ou de primes (à reverser aux créateurs) notifiés dans des conventions mais non encore encaissés.

Les garanties appelées et en attente d'encaissement sont comptabilisées en créances à l'actif du bilan.

Les créances sur associations affiliées concernent principalement les facturations des charges du 4<sup>ème</sup> trimestre 2018 non encaissées pour le Fonds Adie et pour AMSI.

Etat échéances des créances -			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Subventions d'investissement et pour compte (primes) à recevoir au 31/12/2018	3 276 630	3 276 630	
Subventions d'exploitation 2018 à recevoir	17 540 650	15 370 233	2 170 417
Subventions d'exploitation 2017 à recevoir	4 384 709	4 384 709	
Subventions d'exploitation antérieures à 2017 restant à recevoir	1 127 366	1 127 366	
Créances sur associations affiliées	172 305	146 917	25 388
Frais d'expertise EDEN à recevoir	51 106	51 106	
Taxe sur les salaires CITS	341 446	341 446	
Garanties à encaisser	4 085 441	4 085 441	
Autres	147 448	133 254	14 195
Charges constatées d'avance	519 219	519 219	
<i>Dont CCA d'exploitation</i>	<i>519 219</i>	<i>519 219</i>	
<i>Dont CCA financières</i>			
<i>Dont CCA exceptionnelles</i>			
<b>Total</b>	<b>31 646 320</b>	<b>29 436 320</b>	<b>2 210 000</b>

### 3. Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan

#### 3.1 Les fonds associatifs, réserves et autres fonds

Les fonds associatifs sans droit de reprise et les fonds associatifs avec droit de reprise augmentent du montant des nouvelles dotations en 2018 et diminuent des montants de prêt d'honneur adossés passés en pertes.

Les réserves sont diminuées et augmentées en fonction des décisions d'affectation prises à l'Assemblée générale de 2018.

Tableau de variation des fonds associatifs et autres fonds				
Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise	11 696 907	694 200	83 801	12 307 306
Réserves	20 877 599	1 125 382		22 002 981
Résultat comptable de l'exercice	1 125 382	662 846	1 125 382	662 846
Titres associatifs	9 200 000			9 200 000
Fonds associatifs avec droit de reprise	19 707 617	3 187 192	2 103 520	20 791 289
Fonds de Crédit	3 592 218	393 169	78 211	3 907 177
Fonds de Garantie	887 241		113 716	773 525
<b>Fonds associatifs</b>	<b>67 086 965</b>	<b>6 062 789</b>	<b>3 504 631</b>	<b>69 645 124</b>

##### 3.1.1 Les titres associatifs

L'Adie a émis en décembre 2015 des titres associatifs pour une valeur de 9,2M€. Ces titres sont une créance de dernier rang et ont été classés en haut du passif. C'est une dérogation au règlement n° 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Ce règlement qui n'a pas subi de modification depuis la publication de la loi de 2014 sur l'ESS (sur la base de laquelle les titres associatifs ont été émis) prévoit que les titres soient comptabilisés comme des obligations.

L'Adie devra rembourser les détenteurs des titres associatifs après une période de 7 ans dès lors qu'elle aura accumulé 9,2M€ de résultats positifs à compter de l'année civile suivant l'émission (soit 2016).

### 3.1.2 Les fonds de prêts d'honneur

Une partie des fonds associatifs avec droit de reprise et des fonds associatifs sans droit de reprise sont dédiés à l'activité de prêts d'honneur. Les prêts d'honneur sont octroyés en complément d'un microcrédit professionnel.

Les fonds de prêts d'honneur sont dotés par des partenaires privés (banques, autres entreprises) et publics (collectivités locales, Caisse des Dépôts et Consignation, Etat). Ces versements sont mutualisés au sein de fonds régionaux, mobilisables par les directions régionales en fonction du lieu d'habitation du créateur d'entreprise.

Fonds de prêts d'honneur avec ou sans droit de reprise	
Régions	Total
Alsace	555 765
Aquitaine	595 562
Auvergne	434 552
Basse-Normandie	188 070
Bourgogne	223 135
Bretagne	744 314
Centre	519 474
Champagne-Ardenne	158 648
Corse	1 588 296
Franche-Comté	273 612
Guadeloupe	7 474
Guyane	368 712
Haute-Normandie	433 332
Ile de France	5 808 503
Languedoc-Roussillon	147 515
Limousin	88 138
Lorraine	314 365
Mayotte	1 366 492
Midi-Pyrénées	1 378 439
Martinique	406 740
National	6 466 469
Nouvelle Calédonie	2 694 213
Nord-Pas de Calais	570 567
Pays de la Loire	666 337
Picardie	186 223
Polynésie Française	68 528
Poitou-Charentes	684 325
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 505 665
La Réunion	265 499
Rhône-Alpes	1 193 163
<b>Total</b>	<b>29 902 125</b>

### 3.1.3 Détail des fonds de crédit

Les fonds de crédit ont historiquement été dotés par des partenaires publics ou privés, avant la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. A cette

période, l'Adie réalisait ses opérations de microcrédits soit sur ces fonds de crédits soit par des opérations hors bilan directement réalisées par les partenaires bancaires (Caisse d'Epargne et Crédit Coopératif essentiellement).

Ces fonds sont valorisés à hauteur des montants des conventions signées avec les partenaires, déduction faite des pertes constatées sur l'ensemble des exercices comptables.

L'augmentation en 2018 correspond à la dotation d'un fonds de crédit en Corse par la Collectivité Territoriale de Corse.

Fonds de crédit	
Partenaires	Total
Caisse d'épargne Picardie	30 000
CDC Antilles	55 592
Ceral	2 798
Cetelem	66 903
Collectivité territoriale de Corse	375 000
Conseil régional Champagne-Ardenne	286 967
Conseil régional d'Ile De France	381 470
Crédit Immobilier de France	34 447
Guyane	175 232
Mayotte //Dirad et Préfecture	1 092 554
Nouvelle Calédonie	32 616
La Réunion	273 598
LIBER	1 100 000
<b>Total</b>	<b>3 907 177</b>

### 3.1.4 Détail des fonds de garantie

Des fonds de garantie ont été anciennement constitués par des apports extérieurs, souvent par des partenaires bancaires, ou des Conseils départementaux en garantie des microcrédits décaissés sur leurs fonds. Les garanties mises en place avec le FOGEFI, le FEI et avec les banques ont progressivement rendu le recours à ces fonds moins nécessaire, exception faite de la garantie AFD qui couvre les prêts octroyés en Polynésie française jusqu'en 2014.

Le fonds de garantie AFD est revalorisé chaque année de la valeur des intérêts de placement (selon un calcul forfaitaire).

Ces fonds sont diminués des pertes enregistrées sur les prêts qu'ils garantissent.

Fonds de garantie	
Partenaires	Total
AFD	252 161
Crédit Coopératif	39 091
CG 44 Loire Atlantique	41 354
Crédit Mutuel Pays de Loire	207 445
Crédit Municipal de Lyon	33 190
Fape	179 284
Financière du Cédre	21 000
<b>Total</b>	<b>773 525</b>

### 3.2 Les provisions pour risques et charges

Figurent au bilan la valeur nette des provisions suivantes :

- les provisions pour risques prud'homaux ;
- la provision pour dépréciation des produits à recevoir sur subventions (cf. § 4.1.3),
- les provisions pour garantie des prêts

Le détail de l'ensemble des provisions figure au § 4.4

### 3.3 Les dettes financières

Avec le renouvellement de l'habilitation de l'Adie en juin 2012 sans limitation de durée, (dans le cadre de la modification de l'article L.511-6 du code monétaire et financier permettant à l'Adie d'emprunter pour prêter aux créateurs), l'Adie a assuré la croissance de son activité principalement grâce à des emprunts auprès de banques et d'institutions financières.

Fin 2018, les dettes financières permettant de refinancer l'encours de microcrédits provenaient des ressources suivantes :

- Emprunts auprès des partenaires bancaires à hauteur de 74 %.

L'Adie a signé des contrats de prêts de 30 et 48 mois avec 56 partenaires différents, nationaux et régionaux.

- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire (principalement épargne salariale solidaire) pour 9 %.
- Emprunts auprès d'organismes non bancaires pour un total de 10% de l'encours de microcrédits : Agence Française de Développement (procure des ressources pour l'Outremer), BPI France, Fonds Européen d'Investissement.

S'ajoutent à ces dettes financières les ressources suivantes, comptabilisées en Fonds Associatifs (cf. § 3.1), qui permettent également de financer une partie de l'encours de microcrédits :

- Fonds provenant de l'émission des titres associatifs (cf. §3.1.1)
- Fonds de crédit (cf. §3.1.3)

Enfin, l'Adie refinance une partie de son encours sur Fonds propres (3 % de l'encours de microcrédits fin 2018).

Chaque microcrédit refinancé par les partenaires bancaires est dans un premier temps financé sur fonds propres avant d'être refinancé par une ligne bancaire. Les fonds propres sont ainsi mobilisés pour pré-financer plusieurs mois d'activité.

Etat des emprunts et des dettes				
Dettes	Montant brut au 31/12/2017	Exercice 2018		
		Nouveaux emprunts	remboursements	Montant au 31/12/2018
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	119 379 604	74 376 674	64 343 505	129 412 774
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	<i>119 347 651</i>	<i>74 282 675</i>	<i>64 232 190</i>	<i>129 398 135</i>
Emprunts et dettes financières divers	22 184 462	20 237 670	14 061 234	28 360 899
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	<i>21 444 967</i>	<i>19 080 000</i>	<i>12 932 667</i>	<i>27 592 300</i>
<b>Total</b>	<b>141 564 066</b>	<b>94 614 344</b>	<b>78 404 739</b>	<b>157 773 672</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	129 412 774	66 294 180	63 118 594	
<i>Dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	<i>129 398 135</i>	<i>66 294 180</i>	<i>63 103 955</i>	
Emprunts et dettes financières divers	28 360 899	6 230 000	22 130 899	
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	<i>27 592 300</i>	<i>6 140 000</i>	<i>21 452 300</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 348 978	1 348 978		
Dettes fiscales et sociales	5 805 158	5 805 158		
Autres dettes (dont EDEN, Primes et Garanties appelées)	19 221 981	6 452 963	12 769 018	
Produits constatés d'avance	6 905 747	4 530 850	2 374 897	
<b>Total</b>	<b>191 055 536</b>	<b>90 662 129</b>	<b>100 393 407</b>	

### 3.4 Les dettes d'exploitation

Les dettes autres que les dettes financières sont principalement composées des postes suivants :

- Les dettes fournisseurs qui augmentent en 2018 sous l'effet de la hausse des charges (cf. §2.1 du rapport de gestion) ;
- Les dettes fiscales et sociales qui sont stables par rapport à fin 2017 ;
- Les garanties encaissées sur des prêts toujours enregistrés en encours. Les mécanismes de garantie, autres que bancaires, sont actionnés dès la

prononciation de la déchéance du terme du prêt garanti. La quote-part garantie est alors versée par le partenaire. Le prêt étant toujours en encours, le versement du partenaire est comptabilisé au passif. Ce poste sera diminué au moment du passage en perte du prêt, avec pour contrepartie la diminution de l'encours de microcrédits à l'actif, liée au passage en perte ;

Ce poste est en augmentation en 2018 sous l'effet de l'augmentation de l'activité constatée sur les dernières années ;

- Les primes versées à l'Adie par les conseils régionaux qui seront ensuite reversées par l'Adie aux porteurs de projets d'entreprises.  
La diminution de 327 K€ en 2018, est liée au reversement de primes aux porteurs de projets ;
- Les avances remboursables liées à l'ancien dispositif EDEN qui sont stables par rapport à fin 2017 ;
- Les fonds de « Prêts à Taux Zéro » (« PTZ »), anciennement Nacre, versés à l'Adie pour qu'elle les prête aux porteurs de projets. Ce poste est également en diminution de 84 K€ sous l'effet des versements réalisés par l'Adie à ses clients.
- Les produits constatés d'avance qui correspondent à des subventions d'ores et déjà accordées à l'Adie, relatives aux exercices à venir (principalement 2019 et 2020)

Détail des dettes et charges à payer		
	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs	1 009 463	795 900
Fournisseurs - factures non parvenues	339 515	403 841
Dettes fiscales et sociales	5 805 158	5 382 506
- personnel notes de frais	9 172	110
- Comité d'Entreprise	42 347	63 656
- organismes sociaux	1 189 487	1 148 450
- dettes liées aux congés à payer	2 143 187	2 244 419
- dettes liées aux primes sur salaires à verser	1 128 346	852 901
- dettes liées à l'intéressement	744 326	601 264
- personnel compte épargne temps	432 066	332 896
- taxes sur salaires+diverses charges personnel	116 228	138 809
Autres dettes	19 221 980	18 857 898
- subv. EDEN à reverser aux créateurs d'entreprise	3 307 807	3 309 084
- dispositif NACRE	304 340	458 581
- autres primes à reverser	1 618 414	1 944 678
- microassurance	37 946	34 316
- Babylon	98 300	62 152
- Garanties	13 815 618	12 950 920
- débiteurs divers	39 555	98 166
<b>TOTAL</b>	<b>26 376 116</b>	<b>25 440 144</b>

## 4. *Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat*

### 4.1 Le résultat d'exploitation

#### 4.1.1 Les subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comprises dans les produits de l'association lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur ;
- Et/ou une convention de financement a été signée entre les parties ;
- Et/ou une délibération désigne l'Adie comme bénéficiaire d'une subvention ;
- Et/ou un ou plusieurs versements ont eu lieu.

Les dépenses engagées avant que l'association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits, exception faite lorsque la subvention a été encaissée par l'association.

Seuls les produits correspondant à des droits acquis sur les partenaires financiers, déterminés par l'analyse des conventions de financement, sont rattachés et enregistrés à l'exercice comptable. Dans le cas où il existe des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'Adie sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut, prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance » (cf. tableau correspondant au § 3.3).

#### 4.1.2 Les diminutions sur conventions des années antérieures

Les produits à recevoir sur subventions de fonctionnement (subventions non encore encaissées à la fin de l'exercice) font l'objet d'une évaluation prudente. En effet, les conventions de financement comportent généralement des clauses qui attachent le montant des subventions à la réalisation d'objectifs annuels (prêts accordés, réalisation budgétaire, production de rapports dans certains délais...). Ces clauses conduisent l'Adie à constater une diminution des produits quand les conditions mentionnées dans la convention ne sont clairement pas remplies et une provision pour dépréciation des produits à recevoir sur subventions quand un risque sur le versement total subsiste. Il convient de noter que les conventions de financement prévoient généralement de limiter le montant de la subvention allouée en fonction des objectifs à atteindre et stipulent rarement un reversement intégral de la subvention. La réduction éventuelle de la subvention s'effectue en principe sur le dernier versement (produits à recevoir).

#### 4.1.3 Les dotations aux provisions sur subventions à recevoir

Les modalités de provisionnement des produits à recevoir sur subventions ont été modifiées en 2012, et le calcul est demeuré identique depuis.

La base de la dotation est le montant des créances vis-à-vis des financeurs, diminué des produits constatés d'avance (ils concernent les exercices ultérieurs), des subventions à reverser à des partenaires (elles sont enregistrées en dettes de l'exercice et ne sont reversées par l'Adie que lorsque cette dernière a reçu les fonds de ses financeurs), des versements sur subventions enregistrés jusqu'à la date d'établissement des comptes annuels.

Le versement des subventions (ou du solde des subventions) nécessite un délai qui peut être très long et demande de nombreuses relances, d'où le risque que l'Adie associe à ces produits.

Le taux de provision est de 50% pour toutes les créances relatives aux subventions restant à recevoir de l'exercice 2017, de 75% pour les exercices 2016 et 2015 et de 100% pour les exercices antérieurs. L'Adie a complètement renoncé à constituer une provision pour l'année en cours depuis la clôture 2009, car la pratique courante des pouvoirs publics consiste à différer au maximum les notifications de subventions et par conséquent le paiement de ces dernières. Aucune relance n'étant possible sur l'année en cours, la provision devient sans objet.

S'agissant spécifiquement des fonds FSE, La provision est de 20% pour les conventions de 2016, de 50% pour l'exercice 2015 et de 100% pour les exercices antérieurs à 2015. Ce traitement spécifique tient compte des longs délais de versement sur ces subventions.

Pourcentage de dépréciation	N-1	N-2	N-3	> 3 ans
Subventions hors FSE	50%	75%	75%	100%
Subventions FSE	0%	20%	50%	100%

Par ailleurs, dès lors qu'un risque de diminution de subvention est avéré, soit suite aux conclusions des contrôles effectués par le financeur, soit parce que les objectifs fixés dans la convention n'ont pas été atteints, une provision est comptabilisée.

#### 4.1.4 Les dons manuels

Les dons sont en diminution (-383 K€) par rapport à 2017 et sont traités plus globalement dans le § 6 - Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

#### 4.1.5 Les cotisations

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion à l'association. Par prudence, seules les cotisations encaissées sont comptabilisées. Les cotisations appelées mais non encaissées ne sont pas comprises dans les produits d'exploitation.

## 4.2 Le résultat financier

Le tableau ci-dessous détaille les produits et charges financiers liés à l'activité de distribution et gestion de crédits de l'Adie.

Les produits financiers sont de quatre ordres :

- les intérêts perçus au taux annuel de chaque contrat de microcrédit (taux fixe pour le client),
- la « contribution de solidarité » perçue en une fois au moment du décaissement du prêt,
- la reprise sur provisions pour microcrédits risqués liée au passage en perte des créances,
- les intérêts sur placements.

Les charges financières sont composées :

- des pertes prononcées sur les microcrédits (quote-part de risque de l'Adie une fois les autres mécanismes de garantie mobilisés),
- de la dotation aux provisions née d'une nouvelle photographie de l'encours risqué prise au 31/12/2018,
- des intérêts sur les emprunts permettant d'adosser la production de prêts.

Incidence sur le résultat des opérations liées au crédit		
Rubriques	Produits financiers liés au crédit	Charges financières liées au crédit
Contributions de solidarité	5 181 111	
Revenus d'intérêts sur microcrédits	9 129 253	
Revenus sur créances diverses	150	
Reprise sur provisions microcrédits	1 997 921	
Pertes microcrédits		1 282 166
Dotation provisions microcrédits		2 337 763
Intérêts versés sur emprunts bancaires		581 951
Intérêts sur épargne solidaire		143 364
Coupons titre associatif		183 596
<b>Total</b>	<b>16 308 436</b>	<b>4 528 840</b>

En 2018, une écriture de provision pour risque de 225 k€ a été comptabilisée. Cette provision est liée aux mécanismes de garanties régionaux des prêts octroyés en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna, pour lesquels des appels en garantie effectués en 2016 n'ont toujours pas été versés.

### 4.3 Le résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles sont en nette diminution en 2018. Pour rappel, en 2017, elles étaient liées à des remboursements effectués à des clients suite à la découverte d'une fraude, et à la valeur nette comptable des parts de l'Adie dans Isomir et Vélobar au moment de la cession de ces parts.

Détail des charges exceptionnelles		
	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations de gestion	1 090	50 387
<i>Pénalités</i>	365	289
<i>Dont régularisation Gaja</i>	725	50 003
<i>Autres Charges Exceptionnelles</i>		95
<i>Valeur nette comptable sur immobilisations incorporelles</i>		
Sur opérations en capital		102 500
<i>Valeur comptable des éléments d'actif cédés</i>		102 500
<b>TOTAL</b>	<b>1 090</b>	<b>152 887</b>

Détail des produits exceptionnels		
	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations de gestion	10 712	48 985
<i>Dont régularisation sur prêts en perte</i>	180	598
<i>Dont régularisations sur charges externes</i>	5 132	
<i>Dont régularisations sur charges sociales</i>	5 400	
<i>Dont régularisations sur fonds de garantie et fonds de crédit</i>		48 387
Sur opérations en capital		12 350
<i>Produits de cession</i>		12 350
<b>TOTAL</b>	<b>10 712</b>	<b>61 335</b>

## 4.4 Synthèse des provisions

Tableau des provisions ayant une incidence sur le résultat				
Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice A	Augmentations : dotations de l'exercice B	Diminutions : reprises de l'exercices C	Provisions à la fin de l'exercice D
Provision pour risques prud'hommes	104 919	74 041		178 959
Provision pour dépr. sub à recevoir	860 084	824 602		1 684 686
Provision pour risque sur garantie	765 101	225 000	737 037	253 064
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>1 730 104</b>	<b>1 123 642</b>	<b>737 037</b>	<b>2 116 709</b>
Provision sur titres de participation	1 265			1 265
Provision sur prêts	5 948 683	2 112 763	1 153 384	6 908 062
Provision sur actif circulant				
Provision pour risques EDEN	2 192	315		2 507
<b>Total provisions sur actif circulant</b>	<b>5 952 140</b>	<b>2 113 078</b>	<b>1 153 384</b>	<b>6 911 834</b>
<b>Total des provisions</b>	<b>7 682 244</b>	<b>3 236 720</b>	<b>1 890 421</b>	<b>9 028 543</b>
<b>Dont dotations :</b>				
- d'exploitation		898 957		
- financières		2 337 763	1 890 421	
- exceptionnelles				

Les provisions à la fin de l'exercice sont comptabilisées

- au passif pour les provisions risques et charges
- à l'actif pour les provisions sur les immobilisations financières

Les augmentations et diminutions de provisions sont quant à elles visibles dans le compte de résultat (les dotations sont en charges et les reprises en produits)

- dans la partie financière s'agissant des provisions sur prêts et sur les titres de participation
- dans la partie exploitation pour toutes les autres provisions

Les principales dotations concernent :

- la provision sur prêts
- le risque lié aux mécanismes de garanties régionaux des prêts octroyés en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna (dotation de 225 k€). (cf §4.2)
- les dotations aux provisions pour risque sur subventions

Les principales reprises correspondent à la reprise de provision sur prêt, et à la provision pour risque relative à la garantie FEI Progress. Les prêts garantis par cette convention et toujours en encours étant provisionnés à 91%, le dépassement de plafond du FEI est comptabilisé en provision à l'actif.

Enfin, l'Adie réévalue chaque année la provision sur les titres détenus sur les structures du groupe Adie (AMSI), et des institutions de Microcrédit (MicroLux).

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2018									
Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur Brute des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'exercice
I - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations :									
AMSI (au 31/12/2018 non arrêté)	520 000	118 795	3,85%	20 000				19 222,10	néant
Microlux (balance du 31/12/2017 avec le capital de 2018) (a)	1 200 000	(114 967)	0,83%	10 000				(165 962)	néant
<b>Total</b>				<b>30 000</b>					

\* information non disponible au moment de l'établissement des comptes

(a) les comptes au 31/12/2018 n'ont pas encore été arrêtés

Microlux augmentation du capital de 300 parts en 2018

## 4.5 Le commissaire aux comptes

Les charges d'honoraires du commissaire aux comptes enregistrées au titre de 2018 s'élèvent à :

- 49 008 € pour le contrôle des comptes annuels Adie
- 12 600 € pour les missions ponctuelles Adie (notamment certifications des comptes régionaux pour le FSE)

## 4.6 Les salariés et les dirigeants de l'Adie

L'effectif total au 31/12/2018 s'établit à 533 (contre 516 au 31/12/2017) dont :

- 213 hommes et 320 femmes ;
- 498 CDI et 35 CDD.

La rémunération brute des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles de l'association, au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, s'est élevée à 100 667 € au titre de l'exercice 2018.

Par ailleurs la rémunération brute soumise à cotisations des cinq plus hauts salaires de l'association s'est élevée à 421 842 € au titre de l'exercice 2018.

## 5. Les engagements hors bilan

### 5.1 Engagements de départ en retraite

Une indemnité de départ en retraite a été calculée à titre indicatif mais non provisionnée. Elle s'élève à 1 246 753€ pour 2018 contre 1 144 241€ pour 2017, charges patronales incluses. Elle est calculée en fonction des éléments suivants :

Méthode d'évaluation : suivant la recommandation du CNC reprenant la norme IAS n°19

- Table de mortalité (hommes/femmes) : TF 00-02 (avec décalage d'âge)
- Départ volontaire à 65 ans
- Catégorie : Ensemble du personnel
- Probabilité d'être présent à l'Adie au terme : table de rotation du personnel fournie
- Evolution annuelle des salaires : 1,8 %
- Charges sociales patronales : 40%
- Taux d'actualisation : 1,57%

## 5.2 La sectorisation concernant l'activité d'AMS

L'Adie a repris l'activité d'AMS dans ses comptes au 01/01/2013 suite à la dissolution de cette dernière. Cette activité est fiscalisée. En 2018, compte-tenu du résultat déficitaire, il n'y a pas d'impôt à payer.

Adie - Charges 2018 activité AMS	
Libellé	Montants
Charges d'exploitation	181 847
Produits d'exploitation	-9 400
<b>Total déficitaire</b>	<b>172 447</b>

## 5.3 Les garanties sur les prêts

Le tableau ci-dessous représente la garantie apportée par les différents dispositifs, sur les prêts provisionnés, garantie qui n'est pas visible au bilan, qui ne tient compte que de la quote-part de risque qui pèse sur le compte de résultat de l'Adie.

Engagements hors bilan	
Garanties sur les prêts-disponible sur contrat	Disponible au 31/12/2018
Engagements des partenaires bancaires	6 715 991
Engagement du FOGEFI	763 925
Engagement du FEI Easi	8 677 500
Engagement de BPI	3 832 301
Engagement de la CDC	1 497 649
Engagements des fonds de garantie sur la Nouvelle Calédonie	7 862 816
<b>Total</b>	<b>29 350 182</b>

Les prêts en Nouvelle Calédonie sont garantis par des fonds régionaux. Le niveau d'engagement lié à ces garanties est fonction de la capacité des fonds qui couvrent par ailleurs d'autres structures.

Le tableau ci-dessous illustre pour chacun des dispositifs de garantie les engagements disponibles pour la prise en charge de pertes futures, en l'état des conventions signées avec chaque partenaire.

Engagements hors bilan		
Provisions sur prêts à la clôture de l'exercice 2018	Débit	Ancienne méthode
Provisions sur garanties bancaires	2 063 464	2 030 603
Provision sur fonds de garanties	252 161	252 161
Provision sur la garantie FOGEFI	7 204 650	7 151 599
Provision sur la garantie FEI	5 029 822	4 621 473
Provision sur la garantie BPI	123 297	128 673
Provision sur la garantie CDC	1 187 413	1 203 415
Provision sur les garanties de Nouvelle Calédonie	1 661 708	1 781 716
Provision sur fonds de crédit	113 099	102 070
Provision sur fonds de prêts d'honneur	3 224 965	3 446 677
<b>Total</b>	<b>20 852 579</b>	<b>20 718 386</b>

## 5.4 Garantie donnée sur les emprunts

Dans le cadre des engagements hors bilan, 81% du capital restant dû sur les emprunts bancaires sont liés à un acte de cession de créances professionnelles soumis aux articles L.313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier.

## **6. Tableau du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public**

L'Adie reçoit des dons directement ou indirectement grâce à des partenaires organisant des collectes au profit des actions de l'association. Une bonne partie des dons provient également des abandons de frais réalisés par les bénévoles de l'Adie.

L'ordonnance du 28 juillet 2005 portant sur la simplification et la modification notamment des obligations des associations et fondations relatives à leurs comptes annuels prévoit que, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, le compte d'emploi annuel des ressources (CER), accompagné des informations relatives à son élaboration, soit inclus dans l'annexe des comptes annuels.

L'Adie présente son compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public selon le modèle du Règlement N° 2008-12 du 7 mai 2008 afférent à l'établissement du compte d'emploi annuel des ressources des associations et fondations.

### **6.1 Les emplois**

La mission sociale :

L'Adie a une mission sociale qui est de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteuses de projets de création ou de développement d'activité économique. Cette mission donne aux porteurs de projets l'accès (ou le retour) à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toutes formes de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

Le coût des missions sociales d'un montant total de 31 241 547 € est valorisé par :

- l'intégralité des charges du réseau de l'Adie pour un montant de 23 447 989 €
- les charges des plateformes d'accueil, de recouvrement et de gestion des prêts pour un montant de 7 509 583 €
- les frais de plaidoyer pour un montant de 283 975 €

Frais de recherche de fonds :

Les frais de recherche de fonds correspondent aux charges directes des services de collecte (« partenariats » et Fonds de dotation).

Frais de fonctionnement :

Les frais de fonctionnement correspondent au total des charges diminuées des frais de mission sociale et des frais de recherche de fonds mentionnés ci-dessus. Ces frais concernent principalement les fonctions du siège.

### **6.2 Les ressources**

Les ressources collectées auprès du public correspondent à la ligne « Dons » du compte de résultat pour 834 112 €.

Ce montant provient des sommes suivantes :

- 635 K€ de dons affectés versés par le fonds de dotation Adie dans le cadre de missions sociales ou par des donateurs qui désirent financer l'action de l'Adie dans une région en particulier
- 102 K€ d'abandon de frais de la part des bénévoles

- 90 K€ de dons sur IFI
- 5 K€ issus de l'épargne des clients d'Arkéa
- 2 K€ de dons spontanés

Les autres fonds privés correspondent à la ligne « Mécénat d'entreprise privées » du compte de résultat pour 4 645 891 €.

Les subventions et autres concours publics correspondent aux prestations et aux subventions publiques diminuées du mécénat d'entreprise (mis en évidence en autres fonds privés dans le CER), soit au total 21 892 895 €.

### 6.3 Les contributions volontaires

L'Association regroupe en moyenne sur l'année 1400 bénévoles et dispose, dans certaines régions, de locaux à titre gratuit (au nombre de 242, y compris les permanences). Les bénévoles effectuent des missions diverses à l'Adie. Historiquement mobilisés principalement sur les comités de crédit et l'accompagnement des créateurs, les bénévoles sont aujourd'hui mobilisés sur l'ensemble des temps forts de la relation client, instruction de demande de crédit incluse. Les bénévoles sont également mobilisés dans les directions du siège où ils viennent en appui, soit via des missions administratives, soit avec une fonction d'expert.

Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit par les bénévoles ont été valorisées à 11,1 M€ pour l'exercice 2018 sur la base des éléments suivants :

- Le nombre de jours moyens d'intervention par bénévole sur une année est de 32 (donnée issue de l'enquête bénévoles 2017) ;
- La valeur de chaque journée de travail est établie à 247,45 €.

Le Bureau du 22 janvier 2015 a fixé comme référence pour valoriser le travail des bénévoles le calcul suivant : coût annuel équivalent à 2 fois le SMIC brut complété des charges patronales (à 50%), avec un SMIC de référence pris au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N. Le coût jour est obtenu en divisant le montant obtenu par 218 jours ouvrés.

### 6.4 Le mécénat de compétence

Pour un certain nombre de prestations, l'Adie a régulièrement recours au mécénat de compétence (ce qui est différent du mécénat d'entreprises privées cité plus haut) : il s'agit pour des entreprises partenaires de l'Adie de mettre à sa disposition des compétences expertes sans contrepartie financière.

Ces prestations en nature correspondent principalement à :

- la maintenance d'un progiciel SAI pour une valeur de 71 846 €
- des prestations de conseil pour 13 930 €
- de la mise à disposition de collaborateurs à temps plein pour des projets nationaux et régionaux pour 701 679 €
- des mises à disposition de locaux de bureaux pour 12 987 €

Compte d'emploi annuel des ressources globalisé avec affectation des ressources collectées auprès du public par type d'emplois pour l'année 2018

EMPLOIS	Emplois de 2018 compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public consommées sur 2018 (3)	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2018compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2018 (4)
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	33 241 547	80 741	<b>1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS</b>	834 112	834 112
<b>1.1. Réalisées en France</b>	31 241 547		<b>1.1. Dons et legs collectés</b>		
- Actions réalisées directement			- Dons manuels non affectés	168 682	168 682
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés	665 430	665 430
			- Legs et autres libéralités non affectés		
			- Legs et autres libéralités affectés		
<b>1.2. Réalisées à l'étranger</b>			<b>1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public</b>		
- Actions réalisées directement					
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes					
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	576 127	731			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	279 632	731			
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés			<b>2 - AUTRES FONDS PRIVÉS</b>	4 645 891	
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	296 495		<b>3 - SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	21 892 895	
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	9 166 290	21 640	<b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	15 620 213	
		834 112			
<b>I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>	40 983 964		<b>I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	42 993 110	
<b>II - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	3 236 720		<b>II - REPRISES DES PROVISIONS</b>	1 890 420	
<b>III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>			<b>III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>		
			<b>IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)</b>		
<b>IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	662 846		<b>V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>V - TOTAL GENERAL</b>	44 883 530		<b>VI - TOTAL GENERAL</b>	44 883 530	834 112
<b>V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		834 112	<b>VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		834 112
			<b>Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice</b>		
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>					
Missions sociales	8 179 667		Bénévolat	11 085 904	
Frais de recherche de fonds	219 197		Prestations en nature	800 441	
Frais de fonctionnement et autres charges	3 487 461		Dons en nature		
<b>Total</b>	11 886 345		<b>Total</b>	11 886 345	

(1) La colonne 1 correspond aux charges du compte de résultat classées par "Nature".

(2) La colonne 2 correspond aux ressources collectées sur l'année, donnée reprises du compte de résultat.

(3) La colonne 3 correspond à l'affectation des ressources collectées auprès du public et utilisées sur l'exercice par types d'emplois.

(4) La colonne 4 correspond au suivi des ressources collectées auprès du public.

## TABLEAUX DE SYNTHÈSE

### 1 Situation de l'actif réalisable et disponible

SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE		
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (1)	31/12/2018	31/12/2017
Créances rattachées à des participations (titres, obligations)		
Prêts	96 582 078	86 145 849
Autres immobilisations financières (cautions sur loyers)	9 000	8 629
Avances et acomptes versés sur commandes (de fournisseurs d'exploitation)		
Autres créances principalement subventions d'exploitation	28 917 101	26 235 075
<i>Sous-total</i>	<i>125 508 179</i>	<i>112 389 553</i>
Valeur mobilières de placement		
Disponibilités	61 611 592	57 425 533
<b>Total</b>	<b>187 119 770</b>	<b>169 815 086</b>
PASSIF EXIGIBLE (1)	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) (emprunts bancaires)	83 894 003	57 963 099
Emprunts et dettes financières divers (billets à ordre émis sur l'épargne salariale)	6 230 000	9 417 667
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 348 978	1 199 741
Dettes fiscales et sociales	5 805 158	5 382 506
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (EDEN et primes)	12 145 775	5 906 978
<b>Total</b>	<b>109 421 914</b>	<b>79 869 990</b>
<i>Actif / Passif</i>	<i>171,01%</i>	<i>212,61%</i>
(1) Conceptions retenues : - Toutes les créances et dettes - Sans les "charges à payer" et "les produits à recevoir"		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		

## 2. Tableau de financement, première partie : haut de bilan

TABLEAU DE FINANCEMENT, PREMIERE PARTIE ("haut de bilan")					
EMPLOIS-	31/12/2018 (a)	31/12/2017 (a)	RESSOURCES-	31/12/2018 (a)	31/12/2017 (a)
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 675 942	2 255 952
Immobilisations incorporelles	788 400	708 486	Cession ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobilisations corporelles	142 159	307 077	Cession d'immobilisations incorporelles	246 653	44 505
Immobilisations financières (1)	102 328 301	93 310 346	Cession d'immobilisations corporelles	5 721	13 428
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Cession ou réduction d'immobilisations financières (4)	86 085 890	76 011 227
Réduction des fonds propres et des garanties (2)	2 379 249	3 105 505	Augmentation des fonds propres et des garanties	4 274 561	5 895 587
Remboursements des dettes financières (3)	78 404 739	67 109 689	Augmentation des dettes financières	94 614 345	83 720 704
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>184 042 848</b>	<b>161 541 102</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>187 903 113</b>	<b>167 941 402</b>
<b>Variation du fonds de roulement net global (Ressource nette)</b>	<b>3 860 265</b>	<b>€ 400 300</b>	<b>Variation du fonds de roulement net global (Emploi net)</b>		

(1) Achats de titres, des décaissements de prêts et des versements de cautions sur loyers

(2) Fonds sans et avec droit de reprise, des fonds de crédit et des fonds de garantie

(3) Emprunts bancaires et billets à ordre émis sur l'épargne salariale

(4) Ventes de titres, encaissements sur prêts et remboursements de cautions sur loyers

(a) La variation est calculée entre la date indiquée et celle du 31 décembre de l'année précédente.

### 3. Tableau de financement, seconde partie : bas de bilan

TABLEAU DE FINANCEMENT, SECONDE PARTIE ("bas de bilan")						
Variation du fonds de roulements net global	31/12/2018			31/12/2017		
	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)
<b>Variation "Exploitation"</b>						
<i>Variations des actifs d'exploitation :</i>						
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation (I) (a)	3 872 579			4 268 745		
<i>Variations des dettes d'exploitation :</i>						
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (II) (b)		3 834 291		667 053		
<b>Totaux</b>	3 872 579	3 834 291		4 935 798	0	
<b>A. Variation nette "Exploitation" *</b>			-38 288			-4 935 798
<b>Variation "Hors Exploitation" :</b>						
Variation des autres débiteurs		364 082		2 383 236		
Variation des autres créditeurs (c)						
<b>Totaux</b>	0	364 082		2 383 236	0	
<b>B. Variation nette "Hors Exploitation" *</b>			364 082			-2 383 236
<b>TOTAL A+B :</b>	3 872 579	4 198 373		7 319 034	0	
<b>Fond de roulement</b>			325 794			-7 319 034
<b>Variation de trésorerie</b>						
Variations des disponibilités (d)	4 186 059				918 734	
<b>Totaux</b>	4 186 059	0		0	918 734	
<b>C. Variation nette "Trésorerie" *</b>			-4 186 059			918 734
<b>Variation du Fonds de roulement net global (A+B+C)</b>						
<b>Emploi net</b>			3 860 265			6 400 300
<b>Ressource nette</b>						

\* Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(I) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(II) Y compris les produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(a) Il s'agit des créances sur subventions sans les provisions sur prêts douteux pris en charge par les garants.

(b) Il s'agit des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales.

(c) Les dispositifs de primes et avances remboursables EDEN sont repris sur cette ligne.

(d) Y compris les valeurs mobilières de placement.

#### 4. Plan de financement prévisionnel

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL			
en K€	2017 réalisé	2018 réalisé	2019 prévisionnel
<b>Investissements nouveaux</b>	<b>91 326</b>	<b>103 259</b>	<b>109 831</b>
dont immobilisations incorporelles	709	789	1 000
dont immobilisations corporelles	307	142	250
(1) dont immobilisations financières (prêts)	90 055	100 988	108 581
dont autres immobilisations financières (placements)	255	1 340	0
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>7 319</b>	<b>-326</b>	<b>165</b>
<b>Remboursements d'emprunts</b>	<b>70 215</b>	<b>80 784</b>	<b>81 751</b>
dont remboursements emprunts	53 905	64 344	75 311
(2) dont remboursements épargne salariale	13 205	14 061	6 140
(3) dont utilisations fonds de garanties, fonds de PH, fonds de crédits	3 105	2 379	300
<b>Total</b>	<b>168 860</b>	<b>183 717</b>	<b>191 747</b>
<b>(4) Capacité d'autofinancement</b>	<b>2 256</b>	<b>2 676</b>	<b>1 473</b>
<b>Désinvestissements</b>	<b>76 069</b>	<b>86 338</b>	<b>95 197</b>
dont immobilisations incorporelles	45	246	0
dont immobilisations corporelles	13	6	0
dont immobilisations financières (prêts)	75 897	84 770	95 197
dont autres immobilisations financières (désinvestissement)	114	1 316	0
<b>Ressources extérieures</b>	<b>89 616</b>	<b>98 889</b>	<b>93 776</b>
dont emprunts activité de microcrédits	66 532	74 376	85 022
dont épargne salariale	17 189	20 238	6 754
dont divers (intérêts courus et comptes débiteurs)	5 895	4 275	2 000
<b>Total</b>	<b>167 941</b>	<b>187 903</b>	<b>190 446</b>
<b>Excédent ou insuffisance de ressources</b>	<b>-919</b>	<b>4 186</b>	<b>-1 300</b>

(1) production de prêts d'honneur et de microcrédits

(2) l'hypothèse d'un renouvellement des BAO d'épargne salariale a été retenue : faible variation entre les emplois et les ressources

(3) Les pertes et les remboursements diminuent les fonds

(4) la capacité d'autofinancement est évaluée d'après le résultat prévisionnel

## **ADIL MARTINIQUE**



Annexe aux comptes annuels

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2018

## ASSOCIATION ADIL MARTINIQUE

Annexe page 1

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'MH'.



Annexe aux comptes annuels

## Table des matières

1	Faits majeurs de l'exercice, principes et méthodes comptables	3
1.1	Faits majeurs de l'exercice	3
1.1.1	Litiges en cours	3
1.2	Principes et méthodes comptables	3
1.2.1	Présentation des comptes	3
1.2.2	Changement de méthode d'évaluation	3
1.2.3	Changement de méthode de présentation	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
2.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	7
2.1.4	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
2.1.5	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	7
2.2	Actif circulant	8
2.2.1	Actif circulant / dépréciations	8
2.2.2	Précisions sur d'autres créances significatives	8
2.2.3	Charges constatées d'avance	8
2.3	Dépréciation de l'actif	9
2.4	Fonds associatifs	9
2.4.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	10
2.4.2	Le résultat de l'exercice	10
2.4.3	Autres fonds associatifs	10
2.5	Autres passifs	11
2.5.1	Détail des charges à payer	11
2.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	11
2.7	Compte de résultat	13
2.7.1	Ventilation des produits d'exploitation	13
2.7.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	13
2.8	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	14
2.9	Informations relatives à l'effectif	14
3	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	15
3.1	Engagements financiers donnés et reçus	15
3.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)	15

Annexe page 2

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

## **1 Faits majeurs de l'exercice, principes et méthodes comptables**

### **1.1 Faits majeurs de l'exercice**

#### **1.1.1 Litiges en cours**

La situation des litiges devant les tribunaux opposant l'association à son ancien directeur est la suivante :

- **Affaire pénale**

Suite à sa condamnation par le tribunal Correctionnel de Fort de France lors de l'audience du 21/09/2016, l'ancien directeur de l'Adil, avait interjeté appel de cette décision en avril 2017. Aucun nouveau jugement n'a eu lieu en 2018.

Cependant en 2019, un arrêt en date du 10 avril 2019 a condamné l'ancien directeur à verser à l'Association des dommages et intérêts pour 101 336 € et des frais de procédure de 3 000 €. Aucun pourvoi à l'encontre de cette décision n'a été déposé.

- **Affaire prudhommale**

En date du 11 octobre 2018, un juge ment de désistement de l'ancien directeur de l'Adil a été rendu. Au 31/12/2018, cette affaire est donc close.

### **1.2 Principes et méthodes comptables**

#### **1.2.1 Présentation des comptes**

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999.

Les comptes annuels de l'association ADIL pour l'exercice 2018 se caractérisent par :

- un résultat excédentaire de 27 748 €
- un total bilan de 492 103 €
- une durée de 12 mois comme l'exercice précédent

#### **1.2.2 Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### **1.2.3 Changement de méthode de présentation**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Annexe page 3

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Annexe page 4

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre

A handwritten signature in blue ink, located at the bottom right of the page, below the text 'Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre'. The signature appears to be 'dth'.



Annexe aux comptes annuels

## 2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	11 989	-	-	-	11 989
Immobilisations corporelles	Terrains	22 000	-	-	-	22 000
	Constructions	344 009	-	-	-	344 009
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	5 828	-	-	-	5 828
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	49 860	8 082	-	-	57 943
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	421 696	8 082	-	-	429 779
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	31 486	-	-	-	31 486
	Prêts et autres immo. Financières	-	-	-	-	-
	Total IV	31 486	-	-	-	31 486
Total général		465 172	8 082	-	-	473 254

Annexe page 5

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

### 2.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Matériel informatique			8 082		
Immobilisations financières					
<b>TOTAL</b>			<b>8 802</b>		

### 2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	11 999	-	-	11 989
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	247 778	5 344	-	253 122
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	5 828	-	-	5 828
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	39 679	4 230	-	43 909
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		293 284	9 574	-	302 859
<b>Total général</b>		<b>305 274</b>	<b>9 574</b>	<b>-</b>	<b>314 848</b>

Annexe page 6

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

### 2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	985	1 151	985	1 151
<b>TOTAL</b>	<b>985</b>	<b>1 151</b>	<b>985</b>	<b>1 151</b>

### 2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	11 989	-	-	-	-	11 989
Corporelles	293 284	9 574	-	-	-	302 858
Financières	985		1 151		985	1 151
<b>TOTAL</b>	<b>306 258</b>	<b>9 574</b>	<b>1 151</b>	<b>-</b>	<b>985</b>	<b>315 998</b>

### 2.1.5 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :						
- au coût de revient	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
- au cours de bourse	1 486	501	501	1 486	335	335
<b>Valeur estimative du portefeuille</b>	<b>31 486</b>	<b>30 501</b>	<b>30 501</b>	<b>31 486</b>	<b>30 335</b>	<b>30 335</b>

Annexe page 7

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

## 2.2 Actif circulant

### 2.2.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	82 261	4 970	-	87 231
<b>TOTAL</b>	<b>82 261</b>	<b>4 970</b>	<b>-</b>	<b>87 231</b>

La dépréciation des autres créances concerne:

- les créances liées au personnel pour un montant de 51 582 €
- les comptes débiteurs des financeurs pour un montant de 28 360 €
- les comptes autres débiteurs divers pour 7 289 €.

### 2.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

Les comptes débiteurs des financeurs sont de 78 914 € au 31/12/2018. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation à 100% pour la part des créances antérieures à 2016, soit 28 360 €.

### 2.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avances d'un montant de 3 893 € sont des charges d'exploitation concernant les tickets restaurants, l'assurance et les locations.

Annexe page 8

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

## 2.3 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Autres créances	82 261	4 970		87 231
Immobilisations financières	984	1 151	984	1 151
<b>TOTAL</b>	<b>83 209</b>	<b>6 121</b>	<b>984</b>	<b>88 382</b>

Les événements qui ont conduit à comptabiliser ou reprendre les dépréciations sont les suivants :

- Dépréciation des créances antérieures à 2016 ;
- Ajustement de la valeur des titres immobilisés à la valeur de liquidation à la clôture de l'exercice.

## 2.4 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel sur celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

Annexe page 9

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

#### 2.4.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Autres réserves (1)	172 047			172 047
Report à nouveaux	206 638		40 112	166 525
Total	378 685		40 112	338 572

(1) Dont réserve pour projet associatif d'un montant de 134 297 €

#### 2.4.2 Le résultat de l'exercice

Il se compose d'un excédent de 27 748 €, résultat définitivement acquis à l'organisme.

#### 2.4.3 Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Écarts de réévaluation	6 435			6 435
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	1 933		1 213	720
Total	8 368		1 213	7 154

Annexe page 10

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

## 2.5 Autres passifs

### 2.5.1 Détail des charges à payer

Détail des charges à payer	Montant
Fournisseurs factures non parvenue	7 389
Provisions congés payés (Brut + Charges)	43 269
Autres charges sociales à payés	846
<b>TOTAL</b>	<b>51 504</b>

## 2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	144 929	144 929	
Charges constatées d'avance		3 893	3 893	
<b>TOTAL</b>		<b>174 486</b>	<b>174 486</b>	

Annexe page 11

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		10 208	10 208		
Dettes fiscales et sociales		108 419	108 419		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		118 626	118 626		

Annexe page 12

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

## 2.7 Compte de résultat

### 2.7.1 Ventilation des produits d'exploitation

Financiers	Montant 2018
Etats (Ministère du logement)	77 012
CTM	230 000
CAF	60 000
UESL	49 188
Communes (34)	40 798
Bailleurs sociaux	27 297
CGLLS	17 137
Autres partenaires divers	6 741
CAESM	20 000
<i>Sous total subventions</i>	<b>528 174</b>
Autres produits de gestion	14
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>528 188</b>

### 2.7.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

#### 2.7.2.1 Charges et des produits exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 5 294 € concernent régularisations de cotisations retraite de l'année 2014 ;

Les produits exceptionnels d'un montant de 1 213 € concernent la quote-part de subvention d'investissement.

Annexe page 13

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

### 2.7.2.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 533
<b>Honoraires totaux</b>	<b>5 533</b>

## 2.8 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 60 849 € en 2018.

## 2.9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et Techniciens	3	
Employés	1	
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	

Annexe page 14

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre



Annexe aux comptes annuels

### **3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

#### **3.1 Engagements financiers donnés et reçus**

##### **3.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)**

Notre entité ne provisionne pas ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après.

###### **3.1.1.1 Les engagements de retraite**

Les engagements de départ à la retraite sont déterminés en application de la loi et d'un accord particulier correspondant à la recommandation du réseau ANIL/ADIL.

Le montant de notre engagement total charges comprises, non provisionné, s'élève à 85 544 € au 31/12/2018.

Les engagements ont été évalués en appliquant les calculs suivants :

- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de turn-over : 0
- Pas de prise en compte des taux de mortalité ni d'un taux d'augmentation des salaires
- Taux moyen de charges sociales retenu: 41,17%
- Base de l'indemnité : Tableau de l'ANIL + Indemnité spéciale égale à 1/12 du salaire brut annuel.

###### **3.1.1.2 Le droit individuel à la formation**

Au 31 décembre 2018, le montant des droits acquis pour l'ensemble du personnel s'élève à 537 h.

Au cours de l'exercice, aucune demande d'utilisation de ce droit n'a été reçue.

Annexe page 15

Comptes ayant fait l'objet de notre rapport ci-contre

**AGIR SANS VOIR**

## Etats financiers au 31/12/2018

### **COMPTE DE RESULTAT**

# Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		31/12/2018	31/12/2017
	12 mois	12 mois	
Ventes de marchandises, de produits fabriqués			
Prestations de services			
Productions stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation	16 264	118 930	
Dons	9 760	17 116	
Cotisations	1 915	1 240	
Legs et donations			
Autres produits de gestion courante	10 937	3 704	
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			
Autres produits			
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>38 876</b>	<b>140 991</b>	
Achats			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	39 607	28 418	
Impôts, taxes et versements assimilés	97	1 326	
Rémunération du personnel	9 928	35 031	
Charges sociales	1 857	4 294	
Subventions accordées par l'association			
Dotation aux amortissements et dépréciations	19 215	22 513	
Dotation aux provisions			
Autres charges	27 645	12 900	
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>98 347</b>	<b>104 482</b>	
<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(59 471)</b>	<b>36 508</b>	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
Intérêts et produits financiers		2	
Dotation aux amortissements et aux dépréciations			
Intérêts et charges financières			
<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>		<b>2</b>	
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>(59 471)</b>	<b>36 511</b>	
Produits exceptionnels	15 649	19 253	
Charges exceptionnelles	436	86	
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>15 213</b>	<b>19 167</b>	
Impôts sur les sociétés			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	1 298	1 060	
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>55 824</b>	<b>161 306</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>98 784</b>	<b>104 568</b>	
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>(42 960)</b>	<b>56 738</b>	
<b>PRODUITS</b>			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
<b>CHARGES</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			

LESTE

Association AGIR SANS VOIR

Page :

8

## Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros		01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
<b>Total des produits de fonctionnement</b>		<b>38 876</b>	<b>100,00</b>	<b>140 991</b>	<b>100,00</b>	<b>(102 115)</b>	<b>-72,43</b>
<b>Subventions d'exploitation</b>		<b>16 264</b>	<b>41,84</b>	<b>118 930</b>	<b>84,35</b>	<b>(102 666)</b>	<b>-86,32</b>
74000001	SUBVENTION CTM			90 000	63,83	(90 000)	-100,00
74000003	SUBV DDJS			2 000	1,42	(2 000)	-100,00
74000005	SUBV CONTRAT AVENIR	8 037	20,67			8 037	
74000011	SUBV. CNASEA			24 732	17,54	(24 732)	-100,00
74000012	SUBV SERVICE CIVIQUE	2 107	5,42	313	0,22	1 793	572,35
74130000	SUBV. F.A.F	6 120	15,74	1 885	1,34	4 235	224,69
<b>Dons</b>		<b>9 760</b>	<b>25,11</b>	<b>17 116</b>	<b>12,14</b>	<b>(7 356)</b>	<b>-42,98</b>
75820002	DON MEDIAVEUGLE	1 678	4,32	3 825	2,71	(2 147)	-56,13
75820003	DONS QUETE	6 282	16,16	8 921	6,33	(2 639)	-29,58
75821000	DONS DIVERS	1 800	4,63	4 370	3,10	(2 570)	-58,81
<b>Cotisations</b>		<b>1 915</b>	<b>4,93</b>	<b>1 240</b>	<b>0,88</b>	<b>675</b>	<b>54,44</b>
75600000	COTISATIONS	1 915	4,93	1 240	0,88	675	54,44
<b>Autres produits de gestion courante</b>		<b>10 937</b>	<b>28,13</b>	<b>3 704</b>	<b>2,63</b>	<b>7 232</b>	<b>195,24</b>
75800000	PROD.DIVERS GESTION COUR.			17	0,01	(17)	-100,00
75800001	REC. DEJEUNER DANSANT	7 710	19,83			7 710	
75800004	JOURNEES RECREATIVES			375	0,27	(375)	-100,00
75800005	RECETTES ACTIVITES DIVERSES	70	0,18	2 720	1,93	(2 650)	-97,43
75800007	RECETTES TRANSPORTS	3 157	8,12	492	0,35	2 665	541,57
75800009	LOCATION VELO TANDEM			100	0,07	(100)	-100,00
<b>Total des charges de fonctionnement</b>		<b>98 347</b>	<b>252,98</b>	<b>104 482</b>	<b>74,11</b>	<b>(6 135)</b>	<b>-5,87</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>		<b>39 607</b>	<b>101,88</b>	<b>28 418</b>	<b>20,16</b>	<b>11 189</b>	<b>39,37</b>
60610000	ELECTRICITE	822	2,11	567	0,40	255	44,89
60610100	EAU	962	2,48	675	0,48	287	42,48
60610200	CARBURANT	6 158	15,84	4 593	3,26	1 565	34,08
60630000	FOURNITURES D'ENTRETIEN	281	0,72			281	
60633000	PETITS EQUIPEMENTS	2 226	5,73	2 371	1,68	(146)	-6,15
60640000	FOURNITURES ADMINISTRATI.	4 218	10,85	287	0,20	3 931	N/S
61350000	LOCATIONS MOBILIERES			782	0,55	(782)	-100,00
61551000	ENTRET. REPAR. MAT. OUTIL	500	1,29			500	
61552000	ENTRET. REPAR. MAT.TRANSP	4 612	11,86	5 199	3,69	(587)	-11,30
61554000	ENTRETIEN REPARATION DIVERS	4 863	12,51	169	0,12	4 694	N/S
61600000	ASSURANCES RAQVAM	326	0,84	326	0,23		
61610000	ASSURANCES VEHICULES	3 701	9,52	3 918	2,78	(217)	-5,54
62141000	PERSONNEL PRETE A L'ENTREPRISE	1 954	5,03	321	0,23	1 633	508,48
62260000	HONORAIRES	1 450	3,73	1 450	1,03		
62380000	DONS			32	0,02	(32)	-100,00
62520000	VOYAGES DEPLAC. DIRECTION	2 850	7,33	2 349	1,67	500	21,30
62530000	VOYAGES DEPLACEMENTS DIVERS	84	0,22			84	
62570000	RECEPTIONS	71	0,18			71	
62600100	AFFRANCHISSEMENT	463	1,19	308	0,22	155	50,18
62620000	TELEPHONE	259	0,67	601	0,43	(342)	-56,93
62621001	PORTABLE ONLY	1 807	4,65	2 520	1,79	(713)	-28,31
62622100	INTERNET	1 157	2,98	663	0,47	494	74,50
62780000	FRAIS BANCAIRES	503	1,29	892	0,63	(389)	-43,59
62810000	COTISATIONS	342	0,88	394	0,28	(52)	-13,20
<b>Impôts, taxes, versements assimilés</b>		<b>97</b>	<b>0,25</b>	<b>1 326</b>	<b>0,94</b>	<b>(1 229)</b>	<b>-92,72</b>
63330000	FORMATION PROFESSIONNELLE	(604)	-1,55	705	0,50	(1 309)	-185,79
63512000	TAXES FONCIERES	701	1,80	621	0,44	80	12,88
<b>Rémunération du personnel</b>		<b>9 928</b>	<b>25,54</b>	<b>35 031</b>	<b>24,85</b>	<b>(25 103)</b>	<b>-71,66</b>
64110000	SALAIRES. APPOINTEMENTS	5 917	15,22	32 976	23,39	(27 059)	-82,06

# Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros		01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
64111100	SALAIRES TTS	6 043	15,53	2 320	1,65	3 723	160,49
64120000	CONGES PAYES	(2 033)	-5,23	(265)	-0,19	(1 768)	-667,77
<b>Charges sociales</b>		<b>1 857</b>	<b>4,78</b>	<b>4 294</b>	<b>3,05</b>	<b>(2 438)</b>	<b>-56,77</b>
64510000	COTISATIONS A L'URSSAF	590	1,52	1 987	1,41	(1 397)	-70,32
64511000	COTISATIONS A L'URSSAF TTS	878	2,26	152	0,11	726	477,74
64530000	COTIS. RETRAITE NON CADRE	346	0,89	1 929	1,37	(1 583)	-82,05
64750000	MEDECINE DU TRAVAIL PHARM	43	0,11	226	0,16	(184)	-81,20
<b>Dotation aux amortissements</b>		<b>19 215</b>	<b>49,43</b>	<b>22 513</b>	<b>15,97</b>	<b>(3 298)</b>	<b>-14,65</b>
68111000	DOT.AMORT.IMMOB.INCORP.	626	1,61	1 204	0,85	(578)	-48,01
68112000	DOT.AMORT.IMMOB.CORPOR.	18 589	47,82	21 309	15,11	(2 720)	-12,76
<b>Autres charges</b>		<b>27 645</b>	<b>71,11</b>	<b>12 900</b>	<b>9,15</b>	<b>14 744</b>	<b>114,29</b>
65800000	FRAIS DIVERS DE GESTION	8 457	21,75	1		8 456	N/S
65800004	ASSEMBLEE GENERALE FRANCE	60	0,15	2 340	1,66	(2 280)	-97,44
65800006	CONSEIL D'ADMIN ET AG MQUE	28	0,07			28	
65800007	AUTRES DEPENSES	15 384	39,57	5 470	3,88	9 915	181,26
65800010	ATELIER MUSIQUE	1 298	3,34	1 060	0,75	238	22,45
65800011	ACTIVITES DIVERSES	867	2,23	2 094	1,49	(1 227)	-58,60
65800012	DEJEUNER DANSANT	1 550	3,99	745	0,53	805	108,05
65800017	ACTIVITE NOEL			1 190	0,84	(1 190)	-100,00
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>		<b>(59 471)</b>	<b>-152,98</b>	<b>36 508</b>	<b>25,89</b>	<b>(95 979)</b>	<b>-262,90</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>				<b>2</b>		<b>(2)</b>	<b>-100,00</b>
<b>Intérêts et produits financiers</b>				<b>2</b>		<b>(2)</b>	<b>-100,00</b>
76400000	REVENUS VMP			2		(2)	-100,00
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(59 471)</b>	<b>-152,98</b>	<b>36 511</b>	<b>25,90</b>	<b>(95 982)</b>	<b>-262,89</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>15 649</b>	<b>40,25</b>	<b>19 253</b>	<b>13,66</b>	<b>(3 604)</b>	<b>-18,72</b>
77180000	AUTRES PROD. EXCEPTIONNELS	356	0,92	50	0,04	306	612,00
77200000	PRODUITS S/ EXERCICES ANT			126	0,09	(126)	-100,00
77700000	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS.	15 293	39,34	19 077	13,53	(3 783)	-19,83
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>436</b>	<b>1,12</b>	<b>86</b>	<b>0,06</b>	<b>351</b>	<b>409,47</b>
67120000	PENALIT. AMENDES FISCALES	205	0,53			205	
67180000	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	231	0,60	21	0,01	210	N/S
67200000	CHARGES SUR EXERCICES ANTER.			65	0,05	(65)	-100,00
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>15 213</b>	<b>39,13</b>	<b>19 167</b>	<b>13,59</b>	<b>(3 954)</b>	<b>-20,63</b>
<b>Report des ressources non utilisées des exercices antérieur</b>		<b>1 298</b>	<b>3,34</b>	<b>1 060</b>	<b>0,75</b>	<b>238</b>	<b>22,45</b>
78940000	REPORT RESSOURCES NON UTILISES	1 298	3,34	1 060	0,75	238	22,45
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>55 824</b>	<b>143,59</b>	<b>161 306</b>	<b>114,41</b>	<b>(105 482)</b>	<b>-65,39</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>98 784</b>	<b>254,10</b>	<b>104 568</b>	<b>74,17</b>	<b>(5 784)</b>	<b>-5,53</b>
<b>Résultat</b>		<b>(42 960)</b>	<b>-110,50</b>	<b>56 738</b>	<b>40,24</b>	<b>(99 698)</b>	<b>-175,72</b>
<b>Contribution en nature - Produits</b>							
<b>Contribution en nature - Charges</b>							

LESTE

Association AGIR SANS VOIR

Page : 10

## Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
<b>Total des produits de fonctionnement</b>	<b>38 876</b>	<b>100,00</b>	<b>140 991</b>	<b>100,00</b>	<b>(102 115)</b>	<b>-72,43</b>
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>16 264</b>	<b>41,84</b>	<b>118 930</b>	<b>84,35</b>	<b>(102 666)</b>	<b>-86,32</b>
SUBVENTION CTM			90 000	63,83	(90 000)	-100,00
SUBV DDJS			2 000	1,42	(2 000)	-100,00
SUBV CONTRAT AVENIR	8 037	20,67			8 037	
SUBV. CNASEA			24 732	17,54	(24 732)	-100,00
SUBV SERVICE CIVIQUE	2 107	5,42	313	0,22	1 793	572,35
SUBV. F.A.F	6 120	15,74	1 885	1,34	4 235	224,69
<b>Dons</b>	<b>9 760</b>	<b>25,11</b>	<b>17 116</b>	<b>12,14</b>	<b>(7 356)</b>	<b>-42,98</b>
DON MEDIAVEUGLE	1 678	4,32	3 825	2,71	(2 147)	-56,13
DONS QUETE	6 282	16,16	8 921	6,33	(2 639)	-29,58
DONS DIVERS	1 800	4,63	4 370	3,10	(2 570)	-58,81
<b>Cotisations</b>	<b>1 915</b>	<b>4,93</b>	<b>1 240</b>	<b>0,88</b>	<b>675</b>	<b>54,44</b>
COTISATIONS	1 915	4,93	1 240	0,88	675	54,44
<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>10 937</b>	<b>28,13</b>	<b>3 704</b>	<b>2,63</b>	<b>7 232</b>	<b>195,24</b>
PROD.DIVERS GESTION COUR.			17	0,01	(17)	-100,00
REC. DEJEUNER DANSANT	7 710	19,83			7 710	
JOURNEES RECREATIVES			375	0,27	(375)	-100,00
RECETTES ACTIVITES DIVERSES	70	0,18	2 720	1,93	(2 650)	-97,43
RECETTES TRANSPORTS	3 157	8,12	492	0,35	2 665	541,57
LOCATION VELO TANDEM			100	0,07	(100)	-100,00
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>98 347</b>	<b>252,98</b>	<b>104 482</b>	<b>74,11</b>	<b>(6 135)</b>	<b>-5,87</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>39 607</b>	<b>101,88</b>	<b>28 418</b>	<b>20,16</b>	<b>11 189</b>	<b>39,37</b>
ELECTRICITE	822	2,11	567	0,40	255	44,89
EAU	962	2,48	675	0,48	287	42,48
CARBURANT	6 158	15,84	4 593	3,26	1 565	34,08
FOURNITURES D'ENTRETIEN	281	0,72			281	
PETITS EQUIPEMENTS	2 226	5,73	2 371	1,68	(146)	-6,15
FOURNITURES ADMINISTRATI.	4 218	10,85	287	0,20	3 931	N/S
LOCATIONS MOBILIERES			782	0,55	(782)	-100,00
ENTRET. REPAR. MAT. OUTIL	500	1,29			500	
ENTRET. REPAR. MAT. TRANSP	4 612	11,86	5 199	3,69	(587)	-11,30
ENTRETIEN REPARATION DIVERS	4 863	12,51	169	0,12	4 694	N/S
ASSURANCES RAQVAM	326	0,84	326	0,23		
ASSURANCES VEHICULES	3 701	9,52	3 918	2,78	(217)	-5,54
PERSONNEL PRETE A L'ENTREPRISE	1 954	5,03	321	0,23	1 633	508,48
HONORAIRES	1 450	3,73	1 450	1,03		
DONS			32	0,02	(32)	-100,00
VOYAGES DEPLAC. DIRECTION	2 850	7,33	2 349	1,67	500	21,30
VOYAGES DEPLACEMENTS DIVERS	84	0,22			84	
RECEPTIONS	71	0,18			71	
AFFRANCHISSEMENT	463	1,19	308	0,22	155	50,18
TELEPHONE	259	0,67	601	0,43	(342)	-56,93
PORTABLE ONLY	1 807	4,63	2 520	1,79	(713)	-28,31
INTERNET	1 157	2,98	663	0,47	494	74,50
FRAIS BANCAIRES	503	1,29	892	0,63	(389)	-43,59
COTISATIONS	342	0,88	394	0,28	(52)	-13,20
<b>Impôts, taxes, versements assimilés</b>	<b>97</b>	<b>0,25</b>	<b>1 326</b>	<b>0,94</b>	<b>(1 229)</b>	<b>-92,72</b>
FORMATION PROFESSIONNELLE	(604)	-1,55	705	0,50	(1 309)	-185,79
TAXES FONCIERES	701	1,80	621	0,44	80	12,88
<b>Rémunération du personnel</b>	<b>9 928</b>	<b>25,54</b>	<b>35 031</b>	<b>24,85</b>	<b>(25 103)</b>	<b>-71,66</b>

Etat exprimé en euros	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
SALAIRES, APPOINTEMENTS	5 917	15,22	32 976	23,39	(27 059)	-82,06
SALAIRES TTS	6 043	15,55	2 320	1,65	3 723	160,49
CONGES PAYES	(2 033)	-5,23	(265)	-0,19	(1 768)	-667,77
<b>Charges sociales</b>	<b>1 857</b>	<b>4,78</b>	<b>4 294</b>	<b>3,05</b>	<b>(2 438)</b>	<b>-56,77</b>
COTISATIONS A L'URSSAF	590	1,52	1 987	1,41	(1 397)	-70,32
COTISATIONS A L'URSSAF TTS	878	2,26	152	0,11	726	477,74
COTIS. RETRAITE NON CADRE	346	0,89	1 929	1,37	(1 583)	-82,05
MEDECINE DU TRAVAIL PHARM	43	0,11	226	0,16	(184)	-81,20
<b>Dotation aux amortissements</b>	<b>19 215</b>	<b>49,43</b>	<b>22 513</b>	<b>15,97</b>	<b>(3 298)</b>	<b>-14,65</b>
DOT.AMORT.IMMOB.INCORP.	626	1,61	1 204	0,85	(578)	-48,01
DOT.AMORT.IMMOB.CORPOR.	18 589	47,82	21 309	15,11	(2 720)	-12,76
<b>Autres charges</b>	<b>27 645</b>	<b>71,11</b>	<b>12 900</b>	<b>9,15</b>	<b>14 744</b>	<b>114,29</b>
FRAIS DIVERS DE GESTION	8 457	21,75	1		8 456	N/S
ASSEMBLEE GENERALE FRANCE	60	0,15	2 340	1,66	(2 280)	-97,44
CONSEIL D'ADMIN ET AG MQUE	28	0,07			28	
AUTRES DEPENSES	15 384	39,57	5 470	3,88	9 915	181,26
ATELIER MUSIQUE	1 298	3,34	1 060	0,75	238	22,45
ACTIVITES DIVERSES	867	2,23	2 094	1,49	(1 227)	-58,60
DEJEUNER DANSANT	1 550	3,99	745	0,53	805	108,05
ACTIVITE NOEL			1 190	0,84	(1 190)	-100,00
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(59 471)</b>	<b>-152,9</b>	<b>36 508</b>	<b>25,89</b>	<b>(95 979)</b>	<b>-262,90</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>2</b>		<b>(2)</b>	<b>-100,00</b>
<b>Intérêts et produits financiers</b>			<b>2</b>		<b>(2)</b>	<b>-100,00</b>
REVENUS VMP			2		(2)	-100,00
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(59 471)</b>	<b>-152,9</b>	<b>36 511</b>	<b>25,90</b>	<b>(95 982)</b>	<b>-262,89</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>15 649</b>	<b>40,25</b>	<b>19 253</b>	<b>13,66</b>	<b>(3 604)</b>	<b>-18,72</b>
AUTRES PROD. EXCEPTIONNELS	356	0,92	50	0,04	306	612,00
PRODUITS S/ EXERCICES ANT			126	0,09	(126)	-100,00
QUOTE-PART SUBV.INVESTIS.	15 293	39,34	19 077	13,53	(3 783)	-19,83
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>436</b>	<b>1,12</b>	<b>86</b>	<b>0,06</b>	<b>351</b>	<b>409,47</b>
PENALIT. AMENDES FISCALES	205	0,53			205	
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	231	0,60	21	0,01	210	N/S
CHARGES SUR EXERCICES ANTER.			65	0,05	(65)	-100,00
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>15 213</b>	<b>39,13</b>	<b>19 167</b>	<b>13,59</b>	<b>(3 954)</b>	<b>-20,63</b>
<b>Report des ressources non utilisées des exercices antérieur</b>	<b>1 298</b>	<b>3,34</b>	<b>1 060</b>	<b>0,75</b>	<b>238</b>	<b>22,45</b>
REPORT RESSOURCES NON UTILISES	1 298	3,34	1 060	0,75	238	22,45
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>55 824</b>	<b>143,59</b>	<b>161 306</b>	<b>114,41</b>	<b>(105 482)</b>	<b>-65,39</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>98 784</b>	<b>254,10</b>	<b>104 568</b>	<b>74,17</b>	<b>(5 784)</b>	<b>-5,53</b>
<b>Résultat</b>	<b>(42 960)</b>	<b>-110,5</b>	<b>56 738</b>	<b>40,24</b>	<b>(99 698)</b>	<b>-175,72</b>
<b>Contribution en nature - Produits</b>						

LESTE

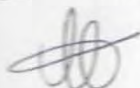
Association AGIR SANS VOIR

Page :

## Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros	01/01/2018	12	01/01/2017	12	Variations
	31/12/2018	mois	31/12/2017	mois	
Contribution en nature - Charges					

La Trésorière



Le Président



## **BANQUE ALIMENTAIRE**

**JEAN PIERRE PONSAR**

*Expert - Comptable  
Commissaire aux Comptes*

**Banque Alimentaire de la Martinique**

**Immeuble SEGO**

**Zone de Champigny**

**97224 DUCOS**

**RAPPORT DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**2018**



## **JEAN PIERRE PONSAR**

*Expert - Comptable  
Commissaire aux Comptes*

Imm. les Palétuviers • ZI La Lézarde  
97232 LAMENTIN  
Tél. : 05 96 57 25 84  
Fax : 05 96 51 94 92

**Banque Alimentaire de la Martinique  
Immeuble SEGO  
Zone de Champigny  
97224 DUCOS**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2018**

A l'Assemblée Générale

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale j'ai effectué l'audit des comptes annuels de La banque Alimentaire de la Martinique relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 01/01/2018 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérification du rapport de gestion adressé aux adhérents.**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par : le conseil d'administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Au Languedoc-Roussillon, le 04/2019  
Jean-Pierre PONSAR  
Commissaire aux Comptes  
Science  
Innovation  
Environnement  
Languedoc-Roussillon  
Jean-Pierre PONSAR  
Commissaire aux Comptes

## ANNEXE

### « Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes »

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Jean-Pierre PONSAR**  
*Commissaire aux comptes*



BANQUE ALIMENTAIRE DE LA MARTINIQUE ASSOC.

ETATS FINANCIERS AU 31.12.18

### Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	258	258			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions	18 119	8 869	9 250	11 062	- 1 812
Installations techniques, matériel et outillage industriels	193 709	108 189	85 520	111 614	- 26 094
Autres immobilisations corporelles	167 362	56 407	110 955	108 049	2 906
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés	70 000		70 000		70 000
Prêts					
Autres immobilisations financières	14 000		14 000	14 000	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>463 448</b>	<b>173 722</b>	<b>289 725</b>	<b>244 725</b>	<b>45 000</b>
<b>Stocks en cours</b>					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	1 847		1 847		1 847
Créances usagers et comptes rattachés					
Autres créances					
· Fournisseurs débiteurs				117	- 117
· Personnel	2		2	2	
· Organismes sociaux					
· Etat, impôts sur les bénéfices					
· Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
· Autres	184 439		184 439	94 349	90 090
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	576 399		576 399	555 132	21 267
Charges constatées d'avance	906		906		906
<b>TOTAL (II)</b>	<b>763 592</b>		<b>763 592</b>	<b>649 600</b>	<b>113 992</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 227 040</b>	<b>173 722</b>	<b>1 053 318</b>	<b>894 325</b>	<b>158 993</b>

### Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation
<b>Fonds associatifs et réserves</b>			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise	449 138	397 018	52 120
. Ecart de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	-60 087	-12 463	- 47 624
. Résultat de l'exercice	-26 755	-47 624	20 869
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports	225 784	225 784	
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	186 218	237 674	- 51 456
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>774 298</b>	<b>800 389</b>	<b>- 26 091</b>
Provisions pour risques et charges	46 456	46 456	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>46 456</b>	<b>46 456</b>	
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources	200 000		200 000
<b>TOTAL (III)</b>	<b>200 000</b>		<b>200 000</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts et dettes assimilées	11 203	11 203	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	6 405	11 262	- 4 857
Autres	14 956	25 015	- 10 059
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>32 564</b>	<b>47 480</b>	<b>- 14 916</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 053 318</b>	<b>894 325</b>	<b>158 993</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
<b>Engagements donnés</b>			
BENEVOLAT	344 746	344 746	



## Compte de résultat association

Présenté en Euros

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services						
<b>Montants nets produits d'expl.</b>						
<b>Autres produits d'exploitation</b>						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			264 826	221 759	43 067	19,42
Cotisations			29 729	37 877	- 8 148	-21,51
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
Autres produits			231 216	32 120	199 096	619,85
Reprise de provisions						
Transfert de charges			6 155	5 910	245	4,15
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>			<b>531 926</b>	<b>297 666</b>	<b>234 260</b>	<b>78,70</b>
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>531 926</b>	<b>297 666</b>	<b>234 260</b>	<b>78,70</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)						
<b>Produits financiers</b>						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés			1 016	1 805	- 789	-43,71
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
<b>Total des produits financiers (III)</b>			<b>1 016</b>	<b>1 805</b>	<b>- 789</b>	<b>-43,71</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opérations de gestion				2 011	- 2 011	-100
Sur opérations en capital			9 536	10 313	- 777	-7,53
Reprises sur provisions et transferts de charges						
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>			<b>9 536</b>	<b>12 325</b>	<b>- 2 789</b>	<b>-22,63</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)</b>			<b>542 477</b>	<b>311 795</b>	<b>230 682</b>	<b>73,99</b>
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>			<b>-26 755</b>	<b>-47 624</b>	<b>20 869</b>	<b>43,82</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>569 233</b>	<b>359 420</b>	<b>209 813</b>	<b>58,38</b>

BANQUE ALIMENTAIRE DE LA MARTINIQUE ASSOC.

ETATS FINANCIERS AU 31.12.18

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation	%
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	17 651	40 904	- 23 253	-56,85
Services extérieurs	158 108	124 999	33 109	26,49
Autres services extérieurs	38 328	54 463	- 16 135	-29,63
Impôts, taxes et versements assimilés	448	1 824	- 1 376	-75,44
Salaires et traitements	86 930	85 205	1 725	2,02
Charges sociales	14 566	12 331	2 235	18,13
Autres charges de personnels		488	- 488	-100
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	53 000	37 585	15 415	41,01
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	200 000		200 000	N/S
Autres charges	117	0	117	N/S
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>569 149</b>	<b>357 799</b>	<b>211 350</b>	<b>59,07</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	84		84	N/S
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (III)</b>	<b>84</b>		<b>84</b>	<b>N/S</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion		1 620	- 1 620	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>		<b>1 620</b>	<b>- 1 620</b>	<b>-100</b>
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>569 233</b>	<b>359 420</b>	<b>209 813</b>	<b>58,38</b>
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>569 233</b>	<b>359 420</b>	<b>209 813</b>	<b>58,38</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Bénévolat		370 211	- 370 211	-100
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
<b>Total</b>		<b>370 211</b>	<b>- 370 211</b>	<b>-100</b>
Charges				
. Secours en nature		370 211	- 370 211	-100
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				

## ETATS FINANCIERS AU 31.12.18

	Exercice clos le <b>31/12/2018</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2017</b> (12 mois)	Variation	%
. Personnel bénévole				
<b>Total</b>		<b>370 211</b>	<b>- 370 211</b>	<b>-100</b>



## Annexe association

### PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2017 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 053 318E.

Le résultat net comptable est un déficit de 26 755,08E.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- Réception le 27/11/2018 de la notification d'une subvention de la CTM de 100 000€ accordée pour l'année 2017. De ce fait, l'impact de cette subvention sur les comptes 2017 aurait donné un résultat positif de 52375,81€ et le résultat corrigé sur 2018 aurait été un déficit de -126755,08€
- Don d'un particulier de 200k€ pour la construction d'un local.

### PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable



## PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.



### **Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués à 26 522€ .

**Contributions volontaires :**

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les comptes: ils s'élèvent à 345k€.

Les contributions sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.



## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	258			258
Immobilisations corporelles	351 190	28 000		379 190
Immobilisations financières	14 000	70 000		84 000
<b>TOTAL</b>	<b>365 448</b>	<b>98 000</b>		<b>463 448</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
<b>TOTAL I</b>				
Autres immobilisations incorporelles	258			258
<b>TOTAL II</b>				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	7 057	1 812		8 869
Installations techniques, matériel, outillages industriels	82 095	26 094		108 189
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	2 222	1 284		3 505
Matériel de transport	25 775	22 368		48 143
Matériel de bureau et informatique	3 317	1 442		4 759
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL III</b>	<b>120 466</b>	<b>53 000</b>		<b>173 465</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>120 723</b>	<b>53 000</b>		<b>173 723</b>

#### Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	174 116
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>174 116</b>



## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds associatifs

Postes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Fonds associatifs sans droit de reprises:</b>				
Valeur du patrimoine intégré	354 629			354 629
Fonds statutaires				
Apport sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	42 390	52 120		94 510
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par organisme (1)				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
<b>Réserves:</b>				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Report à nouveau	-12 463	-47 624		-60 087
Résultat de l'exercice	-47 624	-26 755	-47 624	-26 755
<b>SOUS TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)</b>	<b>336 932</b>	<b>-22 259</b>	<b>-47 624</b>	<b>362 297</b>
<b>Fonds associatifs avec droit de reprises:</b>				
Apport avec droit de reprise	225 784			225 784
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables	237 674		51 456	186 218
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
<b>SOUS TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II)</b>	<b>463 458</b>		<b>51 456</b>	<b>412 002</b>
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)</b>	<b>800 390</b>	<b>-22 259</b>	<b>3 832</b>	<b>774 299</b>



BANQUE ALIMENTAIRE DE LA MARTINIQUE ASSOC.

ETATS FINANCIERS AU 31.12.18

*Analyse des fonds dédiés*

Nature des fonds	A l'ouverture	Aug. engag. à réaliser sur subv. attribuées	Diminutions fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au-2ans
DON PAR PARTICULIER		200 000		200 000	
<b>TOTAL</b>		<b>200 000</b>		<b>200 000</b>	

*Indiquer :*

Un don de 200 000€ a été effectué sur 2018 par un particulier. Le particulier a accompagné son chèque d'un courrier signifiant la destination du don : don accordé pour la construction du local de l'association.

*Provisions pour risques et charges*

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	46 456			46 456
<b>TOTAL (II)</b>	<b>46 456</b>			<b>46 456</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>46 456</b>			<b>46 456</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				



Description des éléments significatifs ou importants



## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
DJSCS	FONCTIONNEMENT	40 000	40 000			
COMMUNES	FONCTIONNEMENT	850	850			
CAF	FONCTIONNEMENT	86 200	60 340	25 860		
CTM	FONCTIONNEMENT	100 000	0	100 000		
FEAD		10 818	6 529	4 289		
TOTAL		237 868	107 719	130 149		



## Annexe association (suite)

### AUTRES INFORMATIONS

#### *Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite. L'évaluation des indemnités de fin de carrière ont été évalués à 26 522€.

#### *Effectif moyen*

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres		
Non cadres	4	
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>0</b>

#### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4123€.



**JEAN PIERRE PONSAR**

*Expert - Comptable  
Commissaire aux Comptes*

**Banque Alimentaire de la Martinique**

**Immeuble SEGO**

**Zone de Champigny**

**97224 DUCOS**

**RAPPORT SPECIAL DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**2018**



## **JEAN PIERRE PONSAR**

*Expert - Comptable*  
*Commissaire aux Comptes*

Imm. les Palétuviers • ZI La Lézarde  
97232 LAMENTIN  
Tél. : 05 96 57 25 84  
Fax : 05 96 51 94 92

**Banque Alimentaire de la Martinique**  
**Immeuble SEGO**  
**Zone de Champigny**  
**97224 DUCOS**

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

#### **Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2018**

A l'Assemblée Générale

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Au Lamentin le 15/04/2019



*Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique*  
*Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de la Martinique*

Email : j-p.ponsar@carexco.fr • SIRET : 441 239 399 00013 • APE 6920Z

## **CARBET DES SCIENCES**



## **ASSOCIATION CARBET DES SCIENCES**

Siège social : 6448, Bois du Parc  
97112 SAINT-JOSEPH

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2018

**I Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort-de-France I**

14 rue Case Nègres - Immeuble les Trois Tours - 97232 Le Lamentin  
T. 05 96 56 39 36 - sroques@auditim.com - Siret 438 859 233 00035 – APE 6920Z



Aux adhérents,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association CARBET DES SCIENCES relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### *Référentiel d'audit*

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er Janvier 2018 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**| Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort-de-France |**

14 rue Case Nègres - Immeuble les Trois Tours - 97232 Le Lamentin  
T. 05 98 56 39 36 - sroques@auditim.com - Siret 436 859 233 00035 - APE 69202



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Règles et méthodes comptables

L'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations.

Sur la base de mes travaux et des informations qui m'ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, j'ai vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de l'Association.

### Subventions d'exploitation

Je me suis assuré de la correcte application de la méthode de comptabilisation et de rattachement des subventions de l'exercice.

Mes travaux ont consisté à valider les informations fournies dans l'annexe à savoir :

- Les montants de subventions encaissés au titre de l'exercice avec les avis de notification et la revue de la trésorerie
- Les produits constatés d'avance sur les opérations futures
- Les produits à recevoir sur les opérations en cours

**| Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort-de-France |**

14 rue Case Nègres - Immeuble les Trois Tours - 97232 Le Lamentin  
T. 05 96 56 39 36 - sroques@auditim.com - Siret 438 859 233 00035 - APE 6920Z



### Subventions d'investissement

La note « événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe expose le projet de construction en cours du centre de culture scientifique, technique et industrielle de Martinique porté par votre association et ses modalités de financement.

Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par votre association, j'ai examiné les modalités d'inscription en fonds associatifs de ces subventions d'investissement notifiées sur cet exercice et je me suis assuré que la note « subventions d'investissement » de l'annexe fournit une information appropriée.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données et dans les documents adressés aux membres adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

**| Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort-de-France |**



### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de

**I Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort-de-France I**



mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au LAMENTIN, le 10/05/2019

Le Commissaire aux comptes



**STÉPHANE ROQUES**  
**COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
14 RUE CASE NÈGRES - IMMEUBLE LES TROIS TOURS  
97232 LE LAMENTIN - TÉL : 05 96 56 39 36  
SIRET 438 859 233 00035 - APE 69202

**! Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort-de-France !**

14 rue Case Nègres - Immeuble les Trois Tours - 97232 Le Lamentin  
T. 05 96 56 39 36 - sroques@auditim.com - Siret 438 859 233 00035 - APE 69202



SELARL Vincent LACOSTE et ASSOCIES  
Expert Comptable - Commissaire aux Comptes

## **CARBET DES SCIENCES**

6448 BOIS DU PARC  
97212 SAINT-JOSEPH

**COMPTES ANNUELS**

**du 01/01/2018 au 31/12/2018**

CARBET DES SCIENCES

6448 BOIS DU PARC 97212 SAINT-JOSEPH

07/05/2019

# Bilan association



Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	1 977	1 977			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	104 238	61 455	42 783	49 501	- 6 718
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours	234 842		234 842	189 610	45 232
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	2 127		2 127	2 127	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>343 184</b>	<b>63 432</b>	<b>279 752</b>	<b>241 237</b>	<b>38 515</b>
<b>Stocks en cours</b>					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	64		64	400	- 336
Créances usagers et comptes rattachés	12 230		12 230	8 327	3 903
Autres créances					
Fournisseurs débiteurs	22		22		22
Personnel					
Organismes sociaux					
Etat, impôts sur les bénéfices					
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
Autres	1 565 488		1 565 488	1 581 709	- 16 221
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	345 786		345 786	246 778	99 008
Charges constatées d'avance	1 400		1 400	615	785
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 924 991</b>		<b>1 924 991</b>	<b>1 837 828</b>	<b>87 163</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 268 175</b>	<b>63 432</b>	<b>2 204 743</b>	<b>2 079 065</b>	<b>125 678</b>

# Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation
<b>Fonds associatifs et réserves</b> Fonds propres . Fonds associatifs sans droit de reprise . Ecarts de réévaluation . Réserves . Report à nouveau . Résultat de l'exercice Autres fonds associatifs . Fonds associatifs avec droit de reprise . Apports . Legs et donations . Résultats sous contrôle de tiers financeurs Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées Droits des propriétaires (commodat)			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 659 373</b>	<b>1 573 733</b>	<b>85 640</b>
Provisions pour risques et charges	53 623	56 122	- 2 499
<b>TOTAL (II)</b>	<b>53 623</b>	<b>56 122</b>	<b>- 2 499</b>
Fonds dédiés . Sur subventions de fonctionnement . Sur autres ressources			
<b>TOTAL (III)</b>			
<b>Dettes</b> Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Fournisseurs et comptes rattachés Autres Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>491 747</b>	<b>449 210</b>	<b>42 537</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 204 743</b>	<b>2 079 065</b>	<b>125 678</b>
<b>Engagements reçus</b> Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre <b>Engagements donnés</b>			

## Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le <b>31/12/2018</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2017</b> (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	48 790	126	48 916	21 716
<b>Montants nets produits d'expl.</b>	<b>48 790</b>	<b>126</b>	<b>48 916</b>	<b>21 716</b>
				<b>27 200</b>
				<b>125,25</b>
<b>Autres produits d'exploitation</b>				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation		530 334	518 494	11 840
Cotisations				
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Autres produits		4	3	1
Reprise de provisions				
Transfert de charges		6 236	24 118	- 17 882
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>		<b>536 575</b>	<b>542 615</b>	<b>- 6 040</b>
				<b>-1,11</b>
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>585 491</b>	<b>564 331</b>	<b>21 160</b>
				<b>3,75</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)				
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés		582	454	128
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>		<b>582</b>	<b>454</b>	<b>128</b>
				<b>28,19</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges		3 321		3 321
				N/S
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>		<b>3 321</b>		<b>3 321</b>
				<b>N/S</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)</b>		<b>589 394</b>	<b>564 785</b>	<b>24 609</b>
				<b>4,36</b>
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>589 394</b>	<b>564 785</b>	<b>24 609</b>
				<b>4,36</b>

CARBET DES SCIENCES

6448 BOIS DU PARC 97212 SAINT-JOSEPH

07/05/2019

Présenté en Euros

	Exercice clos le <b>31/12/2018</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2017</b> (12 mois)	Variation	%
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	35 773	43 108	- 7 335	-17,02
Services extérieurs	42 998	47 076	- 4 078	-8,66
Autres services extérieurs	82 154	125 335	- 43 181	-34,45
Impôts, taxes et versements assimilés	6 613	5 032	1 581	31,42
Salaires et traitements	262 294	252 370	9 924	3,93
Charges sociales	47 241	47 602	- 361	-0,76
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Sur immobilisations : dotation aux amortissements	19 132	9 690	9 442	97,44
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
Pour risques et charges : dotation aux provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Autres charges	3	90	- 87	-96,67
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>496 208</b>	<b>530 302</b>	<b>- 34 094</b>	<b>-6,43</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 154	34	1 120	N/S
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (III)</b>	<b>1 154</b>	<b>34</b>	<b>1 120</b>	<b>N/S</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	3 071	3 542	- 471	-13,30
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	822	13 003	- 12 181	-93,68
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>	<b>3 892</b>	<b>16 545</b>	<b>- 12 653</b>	<b>-76,48</b>
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>501 255</b>	<b>546 882</b>	<b>- 45 627</b>	<b>-8,34</b>
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>88 139</b>	<b>17 903</b>	<b>70 236</b>	<b>392,31</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>589 394</b>	<b>564 785</b>	<b>24 609</b>	<b>4,36</b>



## CARBET DES SCIENCES

# Annexes Associations 2019

## Annexes Associations 2019

### PREAMBULE



L'exercice social clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois.  
L'exercice précédent clos le 31/12/2017 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 204 742,84 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 88 139,07 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 06/05/2019 par les dirigeants.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Deux faits significatifs au cours de l'exercice 2018 sont à signaler :

- 1) S'agissant du projet de construction des nouveaux bâtiments du CARBET DES SCIENCES, le retard cumulé lié au recours contentieux de l'ASSAUPAMAR rend impossible la réalisation de ce projet dans les termes définis par l'avenant N°5.

Le CARBET DES SCIENCES, maître d'ouvrage du projet de construction, ne pouvant supporter financièrement le surcoût généré par la situation, a décidé d'abandonner cette solution pour redémarrer autrement.

Lors de son conseil exécutif du 13 décembre 2018, la Collectivité Territoriale de Martinique, bien consciente de l'intérêt de ce projet pour la Martinique a donné son accord pour se substituer au Carbet des Sciences en qualité de Maître d'Ouvrage de la construction et a précisé qu'elle concèdera au Carbet des Sciences la gestion et l'entretien de l'équipement par le biais d'un bail emphytéotique administratif. Tout ceci, dans l'optique d'optimiser l'éligibilité financière du projet aux subventions européennes.

Le Président du Carbet des Sciences, dans un courrier du 14 décembre 2018, précise renoncer à la maîtrise d'ouvrage de ce projet au profit de la Collectivité Territoriale de Martinique. Le Permis de construire, N°PC 972224 17BR024, ainsi obtenu en septembre 2017 par le Carbet des Sciences sera aussitôt transféré à la CTM.

Il est également convenu que l'ensemble des marchés passés par le Carbet des Sciences (maîtrise d'œuvre, assistance à maîtrise d'ouvrage) soient aussi transférés à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ces différentes décisions permettent au maître d'œuvre de redéfinir le planning général des travaux en une seule phase :

- Les 9 premiers mois de l'année 2019 seront consacrés à préciser les différents éléments du programme et à lancer les appels d'offre,
- Le démarrage de la construction interviendra début octobre 2019,
- La réception des travaux devrait intervenir en octobre 2020,
- Une période de 6 mois est retenue pour faire face aux aléas potentiels, (Octobre 2020 à mars 2021).

Le coût total de la construction est estimé à 3 977 815 € Hors Taxes, et son financement est assuré selon les termes suivants :

- Commune de Saint Joseph : 13%
- FEDER : 44%
- Investissement d'Avenir : 14%
- Collectivité Territoriale de Martinique : 14%
- ADEME : 4%
- ODE : 4%
- EDF : 1 %
- Etat (contrat de convergence) : 6 %

- 2) La création d'une nouvelle section analytique générale, non lié à un projet spécifique, nommée "COORDINATION".

Cette section englobe le temps de travail passé sur la coordination de l'ensemble des projets. De ce fait la notion de « part salariale affectée au projet » correspond au temps de travail en lien direct avec le projet.

Elle a été créée également pour une meilleure visibilité entre les charges d'activité et les charges administratives. Pour son mode de financement, LE CARBET DES SCIENCES s'est inspiré du mode de calcul des frais de structure utilisé par l'ANRU pour les projets du Programme investissement d'avenir c'est-à-dire un pourcentage de la part salariale passée sur le projet.

Le pourcentage adopté est de 15%.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, sauf sur les points suivants :

- Le traitement des fonds dédiés : Justifié par la tenue d'une comptabilité annexe en analytique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euros.

#### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

##### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

##### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

##### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

##### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Surtout dans le cas ici présent, où les subventions d'exploitations allouées à un projet sont supérieures aux dépenses effectives ou si le projet ne s'est pas réalisé à 100%.

Le surplus de perception est donc provisionné en cas de demande de remboursement par le financeur.

##### **Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

##### **Contributions volontaires :**

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

## Annexes Associations 2019 (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF



#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	2 865		889	1 977
Immobilisations corporelles	282 734	57 647	1 300	339 080
Immobilisations financières	2 127			2 127
<b>TOTAL</b>	<b>287 726</b>	<b>57 647</b>	<b>2 189</b>	<b>343 184</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
<b>TOTAL I</b>				
Autres immobilisations incorporelles	2 865		889	1 977
<b>TOTAL II</b>				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	3 936	10 148	1 300	12 785
Matériel de transport	26 709	5 790		32 499
Matériel de bureau et informatique	12 978	3 194		16 172
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL III</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>				

CARBET DES SCIENCES

6448 BOIS DU PARC 97212 SAINT-JOSEPH

07/05/2019

**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	2 127		2 127
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	12 220	12 220	
Autres créances	64	64	
<b>Charges constatées d'avance</b>	1 400	1 400	
<b>TOTAL</b>	<b>15 811</b>	<b>13 685</b>	<b>2 127</b>

**Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	1 564 828
<b>TOTAL</b>	<b>1 564 828</b>

## Annexes Associations 2019 (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds associatifs

Postes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Fonds associatifs sans droit de reprises:</b>				
Valeur du patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apport sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par organisme (1)	1 397 500		2 500	1 395 000
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
<b>Réserves:</b>				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves (2)				
<b>SOUS TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)</b>	<b>1 397 500</b>		<b>2 500</b>	<b>1 395 000</b>
<b>Fonds associatifs avec droit de reprises:</b>				
Apport avec droit de reprise				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
<b>SOUS TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II)</b>				
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)</b>	<b>1 397 500</b>		<b>2 500</b>	<b>1 395 000</b>

CARBET DES SCIENCES

6448 BOIS DU PARC 97212 SAINT-JOSEPH

07/05/2019

**Report à nouveau avant répartition du résultat**

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		176 233
<b>SOLDE</b>		<b>176 233</b>

**Analyse des fonds dédiés**

Nature des fonds	A l'ouverture	Aug. engag. à réaliser sur subv. attribuées	Diminutions fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au-2ans
CTM	700 000		2 500	697 500	
PIA	697 500			697 500	
<b>TOTAL</b>	<b>1 397 500</b>		<b>2 500</b>	<b>1 395 000</b>	

**Subventions d'investissement**

**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CTM	CONSTRUCT°	700 000		2 500	697 500
PIA	CONSTRUCT°	697 500			697 500
<b>TOTAL</b>		<b>1 397 500</b>		<b>2 500</b>	<b>1 395 000</b>

CARBET DES SCIENCES

6448 BOIS DU PARC 97212 SAINT-JOSEPH

07/05/2019

**Provisions pour risques et charges**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	56 122	822	3 321	53 623
<b>TOTAL (II)</b>	<b>56 122</b>	<b>822</b>	<b>3 321</b>	<b>53 623</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>56 122</b>	<b>822</b>	<b>3 321</b>	<b>53 623</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles		822	3 321	

Description des éléments significatifs ou importants

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	11 796	11 796		
Dettes fiscales et sociales	50 410	50 410		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	10	10		
Produits constatés d'avance	429 531	429 531		
<b>TOTAL</b>	<b>491 747</b>	<b>491 747</b>		

CARBET DES SCIENCES

6448 BOIS DU PARC 97212 SAINT-JOSEPH

07/05/2019

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	7 296
Dettes fiscales et sociales	34 970
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>42 266</b>



**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

**Subventions reçues et fonds dédiés**

Le CARBET DES SCIENCES a reçu 515 K€ de subventions en 2018, dont 50% pour le programme d'activité 2017 octroyé par la CTM à hauteur de 258 K€.

**Subventions d'investissements**

- Montants reçus pendant l'exercice : 21.841,52 €
- Immobilisations financées : Construction du centre de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) de Martinique
- Mode de comptabilisation suivant que le renouvellement incombe à l'association ou pas.

**Subventions de fonctionnement**

- Montants reçus pendant l'exercice : 486.764,68 €
  - La période couverte : Pour l'ensemble des subventions la période concerne un exercice de 12 à 24 mois à compter de la date de départ du projet. Souvent elle est à cheval sur deux années civiles, soit 2018-2019 pour les projets commencés cette année.
- Le projet "à l'école de la mer" est programmé sur 2 ans.
- La nature de la subvention : Exploitation
  - Le mode de comptabilisation : Neutralisation des subventions par le compte 487 pour les projets en cours non encore terminés à la clôture de l'exercice.

## Annexes Associations 2019 (suite)

### AUTRES INFORMATIONS



#### *Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 43.341,02 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire
- l'âge de départ à la retraite : 60 ans
- le taux de rotation du personnel : 35 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 1.57 %
- le taux moyen des charges sociales 20% NC et 50% C

#### *Rémunération des cadres dirigeants*

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 €.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

#### *Effectif moyen*

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres	10	
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>0</b>

#### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6.510 E.

## **COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE**



**Charles CAUMARTIN**

EXPERT-COMPTABLE INSCRIT AU CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DE MARTINIQUE  
EXPERT PRES LA COUR D'APPEL DE FORT DE FRANCE ET LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE  
BORDEAUX

---

Centre d'Affaires Didier Piazza 1<sup>er</sup> étage porte n°18  
02 rue du professeur Raymond Garcin  
97200 Fort de France  
Tél : 05 96 72 54 17/ Gsm 06 96 25 07 59 Fax: 05 96 72 54 77  
@mail : [caumartin.consultants@wanadoo.fr](mailto:caumartin.consultants@wanadoo.fr)  
n° SIRET 39379836800022

# Association COMITE MARTINIQUAIS DE LA MUSIQUE

**Comptes arrêtés au  
31/12/2018**

**Période du 01 janvier au 31 décembre 2018**



**Charles CAUMARTIN**

EXPERT-COMPTABLE INSCRIT AU CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DE MARTINIQUE  
EXPERT PRES LA COUR D'APPEL DE FORT DE FRANCE ET LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX

Centre d'Affaires Didier Plazza 1<sup>er</sup> étage porte n°18  
02 rue du professeur Raymond Garcin  
97200 Fort de France  
Tél : 05 96 72 54 17/ Gsm 06 96 25 07 59 Fax: 05 96 72 54 77  
@mail : [caumartin.consultants@wanadoo.fr](mailto:caumartin.consultants@wanadoo.fr)  
n° SIRET 39379836800022

## ATTESTATION

**Association COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE**

**c/O Cab Dorwling Carter**

**Immeuble Plein Ciel .**

97200 FORT DE FRANCE

Siret : 48367870200018 NAF : 9001Z

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de l'Association COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE pour l'exercice du 01 janvier au 31 décembre 2018, et conformément aux termes de ma lettre de mission, j'ai effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'ordre des experts-comptables.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance du bilan de l'opération.

Les comptes de l'opération qui figurent en pièces jointes, se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 50.252,87 €
- Total des produits : 235.205,25 € (dont 49.454 € constitués par des contributions volontaires et du bénévolat)
- Résultat net comptable : (1.409,39 €)

Fait à Fort de France  
Le 16 juin 2019

Charles CAUMARTIN  
**EXPERT-COMPTABLE**  
*Inscrit au Conseil Régional de l'Ordre de Martinique*  
N° inscription: 22-00000150-01  
Centre d'Affaires Didier Plazza  
02 rue du professeur Raymond Garcin  
97200 FORT DE FRANCE  
SIRET 39379836800022 NAF 7022Z  
Tél : 0596725417 Fax : 0596725477

**COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE**

c/0 Cabinet DORWLING CARTER

97200 FORT DE FRANCE

0596753131



# Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2018



**COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE**

**© Sage**

# Bilan Passif

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatif sans droit de reprise	6 000	
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau sur gestion propre		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	(1 409)	
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Fonds associatif avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
- Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>4 591</b>	
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	13 937	
Provisions pour charges		
<b>TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>13 937</b>	
<b>FONDS DEDIES</b>		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
<b>TOTAL III FONDS DEDIES</b>		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 572	
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	153	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
<b>TOTAL IV DETTES</b>	<b>31 726</b>	
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>50 253</b>	
(1) A plus d'un an	A moins d'un an	<b>31 726</b>
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		

# Compte de Résultat en liste

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

	31/12/2018	31/12/2017
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :</b> - Ventes de marchandises - Production vendue [biens et services]	58 889	
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>58 889</b>	
Dont à l'exportation : - Production stockée - Production immobilisée - Produits nets partiels sur opérations à long terme - Subventions d'exploitation - Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges - Cotisations - Autres produits	176 317	
<b>TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>235 205</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2) :</b> - Achat de marchandises Variation de stocks - Achats de matières premières et autres approvisionnements Variation de stocks - Autres achats et charges externes - Impôts, taxes et versements assimilés - Salaires et traitements - Charges sociales - Dotations aux amortissements et aux provisions - Sur immobilisations : dotations aux amortissements - Sur immobilisations : dotations aux provisions - Sur actif circulant : dotations aux provisions - Pour risques et charges : dotations aux provisions - Subventions accordées par l'association - Autres charges	214 561 1 200 6 833	
<b>TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>222 594</b>	
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION ( I - II)</b>	<b>12 612</b>	
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b> - De participation (3) - D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) - Autres intérêts et produits assimilés (3) - Reprises sur provisions et transferts de charges - Différences positives de change - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES :</b> - Dotations aux amortissements et aux provisions - Intérêts et charges assimilées (4) - Différences négatives de change - Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		

## Compte de Résultat en liste - suite

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

	31/12/2018	31/12/2017
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I - II + III - IV )</b>	<b>12 612</b>	
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion	1	
- Sur opérations en capital		
- Reprises provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1</b>	
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion	85	
- Sur opérations en capital		
- Dotations aux amortissements et aux provisions	13 937	
<b>TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>14 022</b>	
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI )</b>	<b>(14 021)</b>	
Impôts sur les bénéfices (VII)		
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		
<b>TOTAL DES PRODUITS ( I + III + V + VIII )</b>	<b>235 206</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES ( II + IV + VI + VII + IX )</b>	<b>236 615</b>	
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>(1 409)</b>	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat	39 600	
- Prestations en nature	9 854	
- Dons en nature		
<b>TOTAL</b>	<b>49 454</b>	
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services	(9 854)	
- Personnel bénévole	(39 600)	
<b>TOTAL</b>	<b>(49 454)</b>	

# Détail des comptes



# Détail des Comptes

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

© Sage - Ciel Etats comptables et fiscaux 11.42

## Bilan Actif (Association)

	Brut	Amortissements	Net 31/12/2018	Net N-1 31/12/2017	Variation En valeur	En %
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>						
<b>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES</b>						
<b>CRÉANCES</b>						
Autres créances	37 395,68		37 395,68		37 395,68	
401BMP BALAYA MUSIC PUBLISHING	64,00		64,00		64,00	
401OLP ONLINE PRINTERS	915,47		915,47		915,47	
467200 CTM	25 890,00		25 890,00		25 890,00	
467900 RHUMS JM	6 500,00		6 500,00		6 500,00	
467ABJ ASSOCIATION BIGUINE JAZZ	4 026,21		4 026,21		4 026,21	
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>						
<b>INSTRUMENTS DE TRESORERIE</b>						
<b>DISPONIBILITES</b>						
Disponibilités	12 857,19		12 857,19		12 857,19	
512000 BANQUE	12 687,83		12 687,83		12 687,83	
531000 CAISSE SIEGE SOCIAL	169,36		169,36		169,36	
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>						
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT ( II )</b>	<b>50 252,87</b>		<b>50 252,87</b>		<b>50 252,87</b>	
<b>TOTAL ACTIF ( I + II + III + IV + V )</b>	<b>50 252,87</b>		<b>50 252,87</b>		<b>50 252,87</b>	
<b>X</b>						

# Détail des Comptes

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

© Sage - Ciel Etats comptables et fiscaux 11.42

Bilan Passif (Association)				
	Net 31/12/2018	Net N-1 31/12/2017	Variation	
			En valeur	En %
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>				
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatif sans droit de reprise	6 000,00		6 000,00	
102100 FONDS ASSOCIATIFS SANS DROITS	6 000,00		6 000,00	
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-1 409,39		-1 409,39	
<i>Autres fonds associatifs</i>				
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS ( I )</b>	<b>4 590,61</b>		<b>4 590,61</b>	
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provisions pour risques	13 936,50		13 936,50	
151000 PROVISIONS POUR RISQUES	13 936,50		13 936,50	
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ( II )</b>	<b>13 936,50</b>		<b>13 936,50</b>	
<b>FONDS DEDIES</b>				
<b>DETTES</b>				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 572,48		31 572,48	
401AGL AGLM LOCATIONS CHAPITEAUX	1 500,00		1 500,00	
401BAT HOTEL BATELIERE	1 617,88		1 617,88	
401CCS CONCEPT CARAIBES SECURITE	1 551,71		1 551,71	
401DRM DREAM MASTER	1 406,87		1 406,87	
401FLE FLEURI STYLES	4 080,00		4 080,00	
401FOR FORMULE TECK	10 098,22		10 098,22	
401JUN JUNZY PRODUCTION	2 785,00		2 785,00	
401KFC KFEE'IN CONSEILS	500,00		500,00	
401LME LIVE MUSIC ENTREPRISE	972,00		972,00	
401MJA MADIN JEUNES AMBITION	1 000,00		1 000,00	
401RZM ROZ'O MANAGEMENT	2 000,00		2 000,00	
401SKT SAKITANOU	500,00		500,00	
408100 FOURNISSEURS	3 560,80		3 560,80	
Autres dettes	153,28		153,28	
467400 CHRISTIAN BOUTANT	153,28		153,28	
<b>TOTAL DETTES ( IV )</b>	<b>31 725,76</b>		<b>31 725,76</b>	
<b>TOTAL PASSIF ( I + II + III + IV + V )</b>	<b>50 252,87</b>		<b>50 252,87</b>	
X				

# Détail des Comptes

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

© Sage - Ciel Etats comptables et fiscaux 11.42

Compte de Résultat - Page 1 (Assoc)				
	Net 31/12/2018	Net N-1 31/12/2017	Variation	
			En valeur	En %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Production vendue (biens et services)	58 888,67		58 888,67	
706000 PRESTATIONS DE SERVICES	58 888,67		58 888,67	
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	58 888,67		58 888,67	
Subventions d'exploitation	176 316,58		176 316,58	
741000 SUBVENTION CTM	129 450,00		129 450,00	
742000 SUBVENTIONS DAC	15 000,00		15 000,00	
743000 SUBVENTION MINISTERE INTERIEUR	5 000,00		5 000,00	
744000 PATENARIAT AIR CARAIBES	13 941,58		13 941,58	
745000 PATENARIAT GROUPAMA	1 000,00		1 000,00	
746000 PATENARIAT RHUMS JM	6 500,00		6 500,00	
747000 PARTENARIAT CREDIT MUTUEL ANTI	5 425,00		5 425,00	
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION ( I )	235 205,25		235 205,25	
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	214 560,60		214 560,60	
604100 PRESTATIONS ARTISTIQUES	46 456,25		46 456,25	
604200 ORGANISATIONS ARTISTIQUES	37 414,59		37 414,59	
604300 FRAIS DE VOYAGES/HOTELS ARTIST	38 013,65		38 013,65	
604400 PRESTATIONS SECURITE	15 745,38		15 745,38	
604500 AUTRES FRAIS ARTISTIQUES	12 983,01		12 983,01	
606300 FOURNIT. ENTRETIEN & PETIT EQU	2 974,02		2 974,02	
606400 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	400,06		400,06	
606500 REPAS LOGISTIQUES	935,65		935,65	
611100 INSTALLATIONS ELECTRIQUES LOGI	2 010,02		2 010,02	
611200 NETTOYAGES DIVERS LOGISTIQUES	1 306,88		1 306,88	
611300 INSTALLATIONS DECOR LOGISTIQUE	8 780,00		8 780,00	
611400 MOYENS HUMAINS	1 000,00		1 000,00	
613210 LOCATIONS SAISONNIERES LOGISTI	2 754,00		2 754,00	
613510 LOCATIONS TPE LOGISTIQUES	270,00		270,00	
613520 LOCATIONS AUTOMOBILES LOGISTIQ	1 313,50		1 313,50	
613530 LOCATIONS DIVERS LOGISTIQUES	10 241,67		10 241,67	
616100 MULTIRISQUES	1 950,00		1 950,00	
622600 HONORAIRES	1 200,00		1 200,00	
623100 ANNONCES ET INSERTIONS	9 796,56		9 796,56	
623200 ECHANTILLONS	550,96		550,96	
623300 FOIRES ET EXPOSITIONS	6 076,00		6 076,00	
623600 CATALOGUES ET IMPRIMES	4 648,30		4 648,30	
623700 PUBLICATIONS	4 300,00		4 300,00	
623800 DIVERS (POURBOIRES, DONS COURA	490,40		490,40	
625100 VOYAGES ET DEPLACEMENTS	76,89		76,89	
625110 ESSENCES LOGISTIQUES	1 050,67		1 050,67	
625120 BILLETS AVION LOGISTIQUES	320,40		320,40	
625700 RECEPTIONS	714,70		714,70	
627000 SERVICES BANCAIRES ET ASSIM.	787,04		787,04	
Impôts, taxes et versements assimilés	1 200,00		1 200,00	
635800 AUTRES DROITS	1 200,00		1 200,00	
Autres charges	6 833,02		6 833,02	
651600 DROITS D'AUTEUR ET DE REPRODUC	6 833,02		6 833,02	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION ( II )	222 593,62		222 593,62	
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )	12 611,63		12 611,63	
PRODUITS FINANCIERS				
CHARGES FINANCIERES				
X				

# Détail des Comptes

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

© Sage - Ciel Etats comptables et fiscaux 11.42

Compte de Résultat - Page 2 (Assoc)				
	Net 31/12/2018	Net N-1 31/12/2017	Variation	
			En valeur	En %
3. RÉSULTAT COURANT AV. IMPOTS (I -II +III - IV)	12 611,63		12 611,63	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	0,74		0,74	
771800 AUTRES PROD. EXCEPT. SUR OP. G	0,74		0,74	
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS ( V )	0,74		0,74	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	85,26		85,26	
671000 CHARG. EXCEPT. SUR OPERAT. GES	85,26		85,26	
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 936,50		13 936,50	
687500 DOTAT. PROV. RISQ. & CHARG. EX	13 936,50		13 936,50	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES ( VI )	14 021,76		14 021,76	
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI )	-14 021,02		-14 021,02	
TOTAL DES PRODUITS ( I + III + V + VIII )	235 205,99		235 205,99	
TOTAL DES CHARGES ( II + IV + VI + VII + IX )	236 615,38		236 615,38	
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 409,39		-1 409,39	
EVAL. DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS				
Bénévolat	39 600,00		39 600,00	
870000 BENEVOLAT	39 600,00		39 600,00	
Prestations en nature	9 853,65		9 853,65	
871000 PRESTATIONS EN NATURE	9 853,65		9 853,65	
TOTAL	49 453,65		49 453,65	
CHARGES				
Mise à disposition gratuite de biens et services	-9 853,65		-9 853,65	
861100 MISE A DISPO GRATUITE DES LOC	-9 853,65		-9 853,65	
Personnel bénévole	-39 600,00		-39 600,00	
864000 PERSONNEL BENEVOLE	-39 600,00		-39 600,00	
TOTAL	-49 453,65		-49 453,65	
X				

# État des Créances et Dettes

COMITE MARTINICAIS DE LA MUSIQUE

Période du 01/01/18 au 31/12/18  
Edition du 17/06/19  
Tenue de compte

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres créances immobilisées			
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>			
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Usagers			
Personnel et charges sociales à récupérer			
État et autres collectivités publiques			
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés			
Débiteurs divers	37 396	37 396	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>37 396</b>	<b>37 396</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37 396</b>	<b>37 396</b>	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice			

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
<b>TOTAL :</b>				
Fournisseurs et comptes rattachés	31 572	31 572		
Usagers avances reçues				
Dettes relatives au personnel				
État et autres collectivités publiques				
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar				
Autres dettes	153	153		
<b>TOTAL :</b>	<b>31 726</b>	<b>31 726</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>31 726</b>	<b>31 726</b>		

**BALANCE GLOBALE**

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Avec brouillard      Hors simulation      Avec comptes soldés

Avec les écritures lettrées et non lettrées      Avec les écritures pointées et non pointées

N° de compte	Intitulé du compte	Cumul débit	Cumul crédit	Solde débit	Solde crédit
102100	Fonds associatifs sans droits de repr...		6 000,00		6 000,00
151000	Provisions pour risques		13 936,50		13 936,50
<b>TOTAL CLASSE 1</b>			<b>19 936,50</b>		<b>19 936,50</b>
401100	Fourn.achats de biens presta serv	803,00	803,00		
401AEK	Association e.sy kennenga	1 500,00	1 500,00		
401AGL	Aglm locations chapiteaux	7 565,47	9 065,47		1 500,00
401ANT	Antilles loisirs	395,00	395,00		
401BAK	Bakoua hotel	1 828,35	1 828,35		
401BAT	Hotel bateliere	3 000,00	4 617,88		1 617,88
401BMP	Balaya music publishing	5 022,42	4 958,42	64,00	
401BRO	Yolanda brown	6 286,76	6 286,76		
401BUZ	Buzz magazine	808,33	808,33		
401CAR	Carib sono	1 844,50	1 844,50		
401CCS	Concept caraibes securite	10 000,00	11 551,71		1 551,71
401CGA	Cga management	6 500,00	6 500,00		
401DEA	Dean beal	2 171,00	2 171,00		
401DRM	Dream master	2 500,00	3 906,87		1 406,87
401DRP	Dream print	1 205,46	1 205,46		
401FLE	Fleuri styles	4 700,00	8 780,00		4 080,00
401FOR	Formule teck	15 000,00	25 098,22		10 098,22
401FUN	Funplass	846,80	846,80		
401FUS	Fusion	2 850,00	2 850,00		
401IRD	Irich design	400,00	400,00		
401JCR	Julie chatenay-rivauday	1 830,00	1 830,00		
401JUN	Junzy production	6 000,00	8 785,00		2 785,00
401KAR	Karayib flash	406,88	406,88		
401KFC	Kfee'in conseils	5 836,40	6 336,40		500,00
401KIZ	Kiz locations	781,20	781,20		
401KZB	Kazabiz	15 126,04	15 126,04		
401LME	Live music entreprise	2 500,00	3 472,00		972,00
401LOU	Lou chabanne	280,00	280,00		
401MAD	Mad clean	900,00	900,00		
401MAT	Mattaniah	698,02	698,02		
401MJA	Madin jeunes ambition		1 000,00		1 000,00
401MON	Monetik alize	270,00	270,00		
401MPL	Mizik pou lanmou	3 889,84	3 889,84		
401MRB	Mr bricolage	243,00	243,00		
401MUN	Munoz machicao cllaudia	2 074,00	2 074,00		
401NIC	Transport nicolas	510,50	510,50		
401NOO	Nook traiteur	714,70	714,70		
401OLP	Online printers	915,47		915,47	
401PEN	Pennont mathias	1 749,99	1 749,99		
401PRO	Protection civile	670,76	670,76		
401QJP	Quincy jones production	7 963,43	7 963,43		
401RZM	RoZo management	3 939,87	5 939,87		2 000,00
401SAC	Sacem	6 833,02	6 833,02		

N° de compte	Intitulé du compte	Cumul débit	Cumul crédit	Solde débit	Solde crédit
401SEC	Securite sim	3 522,91	3 522,91		
401SFB	So fun box	230,00	230,00		
401SIM	Hotel simon	694,56	694,56		
401SKD	Soka diffusion	2 196,04	2 196,04		
401SKT	Sakitanou		500,00		500,00
401STL	Saint-louis location	680,00	680,00		
401SYM	Symphonie antilles	560,00	560,00		
401TLD	Trans el luxury driver	3 272,31	3 272,31		
401TTE	Tte logistique	2 010,02	2 010,02		
401XER	Xerri films	4 300,00	4 300,00		
408100	Fournisseurs		3 560,80		3 560,80
411000	Clients divers	67 197,55	67 197,55		
467100	Thomas boutant	76,89	76,89		
467200	Ctm	129 450,00	103 560,00	25 890,00	
467300	Groupama	1 000,00	1 000,00		
467400	Christian boutant	1 947,00	2 100,28		153,28
467500	D.a.c	15 000,00	15 000,00		
467600	Evelyne lavoi	68,50	68,50		
467700	Emmanuelle	377,04	377,04		
467800	Air caraibes subvention	13 941,58	13 941,58		
467900	Rhums jm	6 500,00		6 500,00	
467ABJ	Association biguine jazz	9 209,82	5 183,61	4 026,21	
467CCM	Credit mutuel antilles-guyane	5 425,00	5 425,00		
467EDW	Edwige	406,06	406,06		
467KVF	Kevin florian	685,00	685,00		
467MIN	Ministere de l'interieur	5 000,00	5 000,00		
<b>TOTAL CLASSE 4</b>		<b>413 110,49</b>	<b>407 440,57</b>	<b>37 395,68</b>	<b>31 725,76</b>
512000	Banque	197 211,48	184 523,65	12 687,83	
531000	Caisse siege social	18 495,00	18 325,64	169,36	
<b>TOTAL CLASSE 5</b>		<b>215 706,48</b>	<b>202 849,29</b>	<b>12 857,19</b>	
604100	Prestations artistiques	46 456,25		46 456,25	
604200	Organisations artistiques	37 414,59		37 414,59	
604300	Frais de voyages/hotels artistes	38 013,65		38 013,65	
604400	Prestations securite	15 745,38		15 745,38	
604500	Autres frais artistiques	12 983,01		12 983,01	
606300	Fournit. entretien & petit equip.	2 974,02		2 974,02	
606400	Fournitures administratives	400,06		400,06	
606500	Repas logistiques	935,65		935,65	
611100	Installations electriques logistiq	2 010,02		2 010,02	
611200	Nettoyages divers logistiques	1 306,88		1 306,88	
611300	Installations decor logistiques	8 780,00		8 780,00	
611400	Moyens humains	1 000,00		1 000,00	
613210	Locations saisonnieres logistiques	2 754,00		2 754,00	
613510	Locations tpe logistiques	270,00		270,00	
613520	Locations automobiles logistiques	1 313,50		1 313,50	
613530	Locations divers logistiques	10 241,67		10 241,67	
616100	Multirisques	1 950,00		1 950,00	
622600	Honoraires	1 200,00		1 200,00	
623100	Annonces et insertions	9 796,56		9 796,56	
623200	Echantillons	550,96		550,96	
623300	Foires et expositions	6 076,00		6 076,00	
623600	Catalogues et imprimes	4 648,30		4 648,30	

Dossier : Comité Mquais Musique ttes activité

Balance

Le 17/06/2019

N° de compte	Intitulé du compte	Cumul débit	Cumul crédit	Solde débit	Solde crédit
623700	Publications	4 300,00		4 300,00	
623800	Divers (pourboires, dons courants)	490,40		490,40	
625100	Voyages et déplacements	76,89		76,89	
625110	Essences logistiques	1 050,67		1 050,67	
625120	Billets avion logistiques	320,40		320,40	
625700	Receptions	714,70		714,70	
627000	Services bancaires et assim.	787,04		787,04	
635800	Autres droits	1 200,00		1 200,00	
651600	Droits d'auteur et de reproduct.	6 833,02		6 833,02	
671000	Charg. except. sur operat. gestion	85,26		85,26	
687500	Dotat. prov. risq. & charg. excep.	13 936,50		13 936,50	
<b>TOTAL CLASSE 6</b>		<b>236 615,38</b>		<b>236 615,38</b>	
706000	Prestations de services	6 000,00	64 888,67		58 888,67
741000	Subvention ctm		129 450,00		129 450,00
742000	Subventions dac		15 000,00		15 000,00
743000	Subvention ministere interieur		5 000,00		5 000,00
744000	Patenariat air caraibes		13 941,58		13 941,58
745000	Patenariat groupama		1 000,00		1 000,00
746000	Patenariat rhums jm		6 500,00		6 500,00
747000	Partenariat credit mutuel antilles		5 425,00		5 425,00
771800	Autres prod. except. sur op. gest.		0,74		0,74
<b>TOTAL CLASSE 7</b>		<b>6 000,00</b>	<b>241 205,99</b>		<b>235 205,99</b>
861100	Mise a dispo gratuite des locaux	9 853,65		9 853,65	
864000	Personnel benevole	39 600,00		39 600,00	
870000	Benevolat		39 600,00		39 600,00
871000	Prestations en nature		9 853,65		9 853,65
<b>TOTAL CLASSE 8</b>		<b>49 453,65</b>	<b>49 453,65</b>	<b>49 453,65</b>	<b>49 453,65</b>
<b>TOTAL BALANCE</b>		<b>920 886,00</b>	<b>920 886,00</b>	<b>336 321,90</b>	<b>336 321,90</b>

**CTOSMA**



**Yva CABRISSEAU - SYLVIUS**  
Expert comptable inscrite au tableau de l'ordre de la Martinique



**COMITE TERRITORIAL  
OLYMPIQUE ET SPORTIF  
DE LA MARTINIQUE  
C.T.O.S.M.A**

**MAISON DES SPORTS  
*Pointe de la vierge*  
97200 FORT-DE-FRANCE**

***COMPTES ANNUELS  
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018***

✶ **BILAN ASSOCIATION**  
✶ **COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION**  
✶ **ANNEXES**

## Sommaire

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

<i>Attestation</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Actif</i>	<i>2</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>3</i>
<i>Compte de résultat</i>	<i>4</i>
<i>Détail de l' Actif</i>	<i>5</i>
<i>Détail du Passif</i>	<i>7</i>
<i>Détail du compte de résultat</i>	<i>9</i>
<i>Annexes</i>	
<i>Règles et méthodes comptables 1</i>	<i>12</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>14</i>
<i>Amortissements</i>	<i>15</i>
<i>Provisions</i>	<i>16</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>17</i>
<i>Charges à payer (avec détail)</i>	<i>18</i>
<i>Produits à recevoir (avec détail)</i>	<i>19</i>
<i>Charges et Produits constatés d'avance</i>	<i>20</i>
<i>Tableau de suivi des fonds associatifs</i>	<i>21</i>
<i>Tableau de suivi des fonds dédiés</i>	<i>22</i>
<i>Annexe Divers</i>	<i>23</i>
<i>Annexe libre 2</i>	<i>24</i>
<i>Bilans comparatifs et graphiques</i>	<i>26</i>
<i>Bilan Répartition graphique</i>	<i>27</i>
<i>Soldes Intermédiaires de Gestion</i>	<i>28</i>

CTOSMA

Page 1

## Attestation de présentation des comptes

Conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise CTOSMA relatifs à l'exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018, qui se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	862 917 euros
Chiffre d'affaires :	122 994 euros
Résultat net comptable :	-37 479 euros

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à  
Le 15/02/2019

**Yva CABRISSEAU - SYLVIUS**  
Expert Comptable - Commissaire aux Comptes  
Lot. La Crique Voie N° 2 - 97220 TINITE  
SIRET : 434 131 272 000 16 - APE : 741 C  
TEL : 0596 58 22 78 - FAX : 0596 58 34  
GSM : 06 96 26 67 67  
Email : yva.sylvius@wanadoo.

CTOSMA

Page : 2

## Bilan Actif

		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	5 665	4 742	922	1 500
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	11 612	7 360	4 252	5 123
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	34 027		34 027	34 027
	Constructions	2 151 697	1 906 808	244 889	265 736
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	33 347	19 459	13 888	19 155
	Autres immobilisations corporelles	166 722	135 761	30 961	40 677
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	10 000		10 000	10 000
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	120		120	120
TOTAL (I)		2 413 190	2 074 130	339 060	379 318
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	8 484		8 484	6 469
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	93 991	11 026	82 965	57 513
	Autres créances	202 231	10 800	191 431	193 587
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	899		899	899
	DISPONIBILITES	230 466		230 466	265 822
	Charges constatées d'avance	9 613		9 613	5 739
	TOTAL (II)	545 683	21 826	523 857	530 028
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 958 873	2 095 956	862 917	909 346
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				120	120
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

CTOSMA		Page	3
Bilan Passif			
		31/12/2018	31/12/2017
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	354 090	345 250
	Résultat de l'exercice	(37 479)	8 840
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>316 611</b>	<b>354 090</b>
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Fonds dédiés	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	256 296	298 064
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>256 296</b>	<b>298 064</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>572 906</b>	<b>652 154</b>
Provisions	Provisions pour risques		8 828
	Provisions pour charges	5 259	5 442
	<b>Total des provisions</b>	<b>5 259</b>	<b>14 270</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	64 488	64 944
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>	<b>64 488</b>	<b>64 944</b>
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	164	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 766	37 655
	Dettes fiscales et sociales	25 292	16 961
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	147 544	120 920
	Produits constatés d'avance	24 498	2 442
	<b>Total des dettes</b>	<b>220 263</b>	<b>177 978</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>862 917</b>	<b>909 346</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(37 479,22)	8 839,79
	(1) Dont à moins d'un an	220 263	177 978
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	164	
	ENGAGEMENTS DONNES		

CTOSMA

Page : 4

## Compte de Résultat

		31/12/2018	31/12/2017
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	122 994	218 994
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	363 957	512 732
	Dons	4 500	5 500
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	4	22
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	13 820	28 619
	Autres produits		
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>505 276</b>	<b>765 867</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	403 655	497 753
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 606	2 646
	Rémunération du personnel	119 215	125 932
	Charges sociales	28 695	30 658
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	52 288	59 078
	Dotation aux provisions		22 644
	Autres charges	803	31 829
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>607 261</b>	<b>770 539</b>
Charges financières	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(101 985)</b>	<b>(4 671)</b>
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	403	389
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	73	1 910
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>330</b>	<b>(1 521)</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)</b>	<b>(101 655)</b>	<b>(6 192)</b>
	Produits exceptionnels	66 478	42 978
	Charges exceptionnelles	2 759	12 686
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>63 720</b>	<b>30 292</b>
	Impôts sur les sociétés		
	(-) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	4 847	2 000
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	4 391	17 260
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>577 004</b>	<b>811 234</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>614 483</b>	<b>802 394</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>(37 479)</b>	<b>8 840</b>
	<b>PRODUITS</b>		<b>36 545</b>
	Bénévolat		32 494
	Prestations en nature		360
	Dons en nature		3 691
	<b>CHARGES</b>		<b>36 545</b>
	Secours en nature		3 691
	Mise à disposition gratuite de biens et services		360
	Personnel bénévole		32 494

CTOSMA

Page : 5

## Détail de l' Actif

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
<b>TOTAL II - Actif Immobilisé NET</b>	<b>339 060</b>	<b>39,29</b>	<b>379 318</b>	<b>41,71</b>	<b>(40 258)</b>	<b>-10,61</b>
<b>Concessions brevets et droits similaires</b>	<b>922</b>	<b>0,11</b>	<b>1 500</b>	<b>0,16</b>	<b>(578)</b>	<b>-38,51</b>
Droits et concessions	3 324	0,39	3 324	0,37		
DROITSET CONCESS. SAPHYR	1 875	0,22	1 875	0,21		
LOGICIEL CHANT. INSERTION	465	0,05	465	0,05		
Dot. amortis. droits	(2 402)	-0,28	(1 824)	-0,20	(578)	-31,69
Dot. amort. dr. conc. sa	(1 875)	-0,22	(1 875)	-0,21		
AMORT. LOG.CH. INSERTION	(465)	-0,05	(465)	-0,05		
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>4 252</b>	<b>0,49</b>	<b>8 123</b>	<b>0,89</b>	<b>(3 871)</b>	<b>-47,63</b>
Site Internet	11 612	1,33	11 612	1,26		
Amort. site internet	(7 360)	-0,85	(3 489)	-0,38	(3 871)	-110,93
<b>Terrains</b>	<b>34 027</b>	<b>3,94</b>	<b>34 027</b>	<b>3,74</b>		
Terrains	34 027	3,94	34 027	3,74		
<b>Constructions</b>	<b>244 889</b>	<b>28,38</b>	<b>265 736</b>	<b>29,22</b>	<b>(20 847)</b>	<b>-7,84</b>
Decomposition mais	752 501	87,20	752 501	82,73		
Compos. facade mais	451 501	52,37	451 501	49,63		
Compos. agencement m	225 750	26,16	225 750	24,63		
Compos. lgt maison d	75 250	8,72	75 250	8,28		
Construction parking	285 600	33,10	285 600	31,41		
Inst. gles amenag co	243 481	28,22	243 481	26,78		
Rhabilitation Bt. Sportif	99 870	11,57	87 840	9,65	12 030	13,70
Ouvrages d'infrastructures	17 745	2,08	17 745	1,93		
Decomp amort. des	(752 501)	-87,20	(752 501)	-82,73		
Decomp amort. des	(451 501)	-52,37	(451 501)	-49,63		
Decomp amort. des	(225 750)	-26,16	(225 750)	-24,63		
Decomp amort. des	(75 250)	-8,72	(75 250)	-8,28		
Amort. construction parking	(125 824)	-14,58	(117 309)	-12,90	(8 515)	-7,25
Amort. inst. aménagemnt	(204 295)	-23,97	(193 038)	-21,23	(11 258)	-5,53
AMORT. TVX REHAB BAT. SPORT	(53 941)	-6,23	(40 837)	-4,49	(13 104)	-32,09
AMORT. AUTRES OUVR.INFRASTRUCTURES	(17 745)	-2,08	(17 745)	-1,93		
<b>Installations techniques, matériel et outillage</b>	<b>13 888</b>	<b>1,61</b>	<b>19 135</b>	<b>2,10</b>	<b>(5 247)</b>	<b>-27,42</b>
Outillage	1 117	0,13	1 117	0,12		
Matériel d'exploitation	32 230	3,73	32 230	3,34		
Amort. outillage	(703)	-0,08	(523)	-0,06	(180)	-34,42
Amort. matériel d'exploitation	(18 756)	-2,17	(13 689)	-1,51	(5 067)	-37,02
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>30 961</b>	<b>3,59</b>	<b>40 677</b>	<b>4,47</b>	<b>(9 715)</b>	<b>-23,86</b>
Agencement	125 736	14,57	125 736	13,63		
A.A.I. Saphyr	3 333	0,39	3 333	0,37		
Fresque non amortissable	1 348	0,16	1 348	0,13		
A.A.I. CHANT. INSERTION	5 837	0,68	5 837	0,64		
Matériel informatique	8 251	0,95	8 251	0,91		
Matériel Saphyr	1 803	0,21	1 803	0,20		
MAT. INFORM. CH. INSERTION	690	0,08	690	0,08		
Mobilier	14 985	1,74	14 985	1,63		
MOBILIER CHANTIER INSERTION	4 740	0,55	4 740	0,52		
Amort. agencemnt amnt divers	(105 509)	-12,23	(99 292)	-10,92	(6 218)	-5,95
Amort. A.A.I. Saphyr	(2 602)	-0,30	(2 369)	-0,25	(233)	-9,83
AMORT. A.A.I. CHANT. INS.	(5 837)	-0,68	(5 380)	-0,59	(457)	-8,49
Amort. matériel informatique	(6 383)	-0,74	(5 232)	-0,56	(1 151)	-22,09
AMORT. MAT. INF. SAPHYR	(1 803)	-0,21	(1 803)	-0,20		
Amort. Mat. Inf. Saphyr	(690)	-0,08	(690)	-0,08		
Amort. mobilier	(9 973)	-1,16	(8 935)	-0,98	(1 038)	-11,62
AMORT. MOB. CH. INSERT.	(2 964)	-0,34	(2 345)	-0,25	(619)	-24,40

CTOSMA

Page : 6

## Détail de l' Actif

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
Immobilisations corporelles en cours	10 000	1.10	10 000	1.10		
IMMOB CORPORELLES EN COURS	10 000	1.10	10 000	1.10		
Autres immobilisations financières	120	0.01	120	0.01		
Caution Saphyr	120	0.01	120	0.01		
<b>TOTAL III - Actif Circulant NET</b>	<b>523 857</b>	<b>50.71</b>	<b>530 028</b>	<b>58.29</b>	<b>(6 171)</b>	<b>-1.16</b>
Avances & acomptes versés sur commandes	8 484	0.98	6 469	0.71	2 016	31.15
Fourniss. avc es & acptes versé	8 484	0.98	6 469	0.71	2 016	31.15
Créances usagers et comptes rattachés	82 965	9.61	57 513	5.32	25 452	44.23
Collectif clients débiteurs	82 965	9.61	57 513	5.32	25 452	44.23
BOXE ANGLAISE	5 741	0.67	5 741	0.69		
BOXE FRANCAISE	5 285	0.61	5 285	0.58		
MAIF			800	0.02	(800)	-100.00
Prov. pour dép. clients	(11 026)	-1.28	(11 826)	-1.30	800	5.75
Autres créances	191 431	22.18	193 587	21.29	(2 157)	-1.11
REMUNERATION TTS			374	0.04	(374)	-100.00
Personnel Avances et acomptes	375	0.04			375	
AGER LA MONDIALE	42				42	
Subventions Région	54 130	6.27	54 130	5.93		
Subv. Saphyr - C. Reg	8 000	0.91	8 000	0.88		
Subventions Etat	72 436	8.39	5 436	0.60	67 000	25.5
SUBV CTM	58 410	6.77	96 880	10.63	(38 470)	-39.71
CMT			10 000	1.10	(10 000)	-100.00
ESPACE SUD			7 500	0.82	(7 500)	-100.00
LIGUE DE BOXE FRANCAISE	2 000	0.23				
LIGUE MOTOCYCLISTES	800	0.09	800	0.09		
CPT COURANT	38				38	
Membres du CD			310	0.03	(310)	-100.00
Produits à recevoir	6 000	0.70	19 268	2.12	(13 268)	-58.85
Dép. comptes de d	(10 800)	-1.23	(11 110)	-1.22	310	2.79
Valeurs mobilières de placement	899	0.10	899	0.10		
PARTS SOCIALES BRED	899	0.10	899	0.10		
Disponibilités	230 466	25.71	265 822	29.27	(35 356)	-13.30
CA FEMMES ET SPORTS			42		(42)	-100.00
CA SEMI MARATHON FDF	81 598	9.48	11 659	1.28	69 939	595.89
CA FEMMES ET SPORTS LIVRET	14 195	1.64	14 166	1.56	28	0.20
BRED	57 017	6.31	62 286	6.83	(5 269)	-8.45
BRED LIVRET	873	0.10	100 842	11.09	(99 969)	-99.13
BRED LIVRET A	76 773	8.90	76 827	8.43	(54)	-0.07
Caisse	10				10	
Charges constatées d'avance	9 613	1.11	5 739	0.63	3 874	57.50
Charges constatées d'avance	9 613	1.11	5 739	0.63	3 874	57.50
<b>TOTAL DU BILAN ACTIF</b>	<b>862 917</b>	<b>100.00</b>	<b>909 346</b>	<b>100.00</b>	<b>(46 429)</b>	<b>-5.11</b>

CTOSMA

Page 7

## Détail du Passif

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
Total des fonds associatifs	572 906	55,39	652 154	71,72	(79 248)	-12,13
Total des fonds propres	316 611	33,69	354 090	38,94	(37 479)	-10,58
Report à nouveau	354 090	41,03	345 250	37,97	8 840	2,55
Report à nouveau	354 090	41,03	345 250	37,97	8 840	2,55
Résultat	(37 479)	-4,34	8 840	0,97	(46 319)	-522,98
Total des autres fonds associatifs	256 296	29,70	298 064	32,78	(41 769)	-14,01
Subventions investissement	256 296	29,70	298 064	32,78	(41 769)	-14,01
SUBV PREFECTURE PARKING	102 139	11,64	102 139	11,13		
Subv. investissement C.N.	159 578	18,49	159 578	17,33		
Subvention REGION	118 313	13,71	118 313	13,01		
SUBV REG CH INSERTION	112 000	12,98	112 000	12,32		
SUBV REHAB BT SPORT	13 733	1,59	13 733	1,51		
SUB REGION RENOV EXTENS BT	25 000	2,90	25 000	2,73		
AUTRES SUB CTM	5 972	0,69	12 000	1,32	(6 028)	-50,23
Subv. 'quapt C GENERAL	60 000	6,93	60 000	6,59		
Subvention invest inscrite	(340 439)	-39,43	(304 698)	-33,31	(35 741)	-11,73
TOTAL III - Total des Provisions	5 259	0,61	14 270	1,57	(9 011)	-63,13
Provisions pour risques			8 828	0,97	(8 828)	-100,00
Autres provisions pour risq			8 828	0,97	(8 828)	-100,00
Provisions pour charges	5 259	0,61	5 442	0,60	(183)	-3,35
Prov. pensions & engag sum	5 259	0,61	5 442	0,60	(183)	-3,35
Total des fonds dédiés	64 488	7,47	64 944	7,14	(456)	-0,70
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	64 488	7,47	64 944	7,14	(456)	-0,70
Dotation pour fonds dédi	34 014	3,84	34 470	3,79	(456)	-1,32
Fonds dédiés Saphyr	30 474	3,53	30 474	3,35		
TOTAL IV - Total des dettes	220 263	23,53	177 978	19,37	42 286	23,79
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	164	0,02			164	
CA FEMMES ET SPORTS	164	0,02			164	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 766	2,64	37 655	4,14	(14 890)	-39,54
Collectif fournisseurs créditeurs	10 722	1,24	26 078	2,87	(15 356)	-58,89
Fourniss. fact. non parvenues	12 044	1,40	11 577	1,27	467	4,03
Dettes fiscales et sociales	25 292	2,92	16 961	1,87	8 332	49,12
Remun MALBOROUGH ISABELLE	97	0,01			97	
Dettes provisionnées pour cp	7 563	0,88	10 366	1,14	(2 803)	-27,04
Personnel - Charges à payer	375	0,04			375	
Cotisations URSSAF	6 920	0,80			6 920	
Cotisations IRCOM	2 953	0,34			2 953	
AGOR REUNICA PREVOYANCE	223	0,03			223	
CAISSE PREVOYANCE CADRE	1 089	0,13	1 089	0,12		
MUTUELLE	254	0,03	254	0,03		
Taxes Formation	2 291	0,27	2 646	0,29	(355)	-15,42
Charges sociales cp	1 361	0,16	1 866	0,21	(504)	-27,04
CHARGES SOCIALES TTS	1 975	0,23	740	0,08	1 235	165,89
AUTRES CHARG SOCIALES A PAYER	190	0,02			190	

CTOSMA

Page : 8

## Détail du Passif

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
Autres dettes	147 544	17,10	120 920	13,30	26 624	22,02
ATHLETISME			5 083	0,62	(5 083)	-100,00
CREDITEUR DIVERS SAPHYR	68	0,01	68	0,01		
ATHLETE DE HN SUBV A RVERSEE	2 500	0,29	3 500	0,38	(1 000)	-28,57
SEMI MARATHON VILLE DE FDF	81 598	8,45	11 659	1,25	69 939	599,99
LIGUE VOLLEY BALL			5 546	0,61	(5 546)	-100,00
CPT COURANT GERMAIN SOUMBO			196	0,02	(196)	-100,00
DEBITEUR et CREDITEUR DIVERS S			23 491	2,38	(23 491)	-100,00
Charges à payer	63 378	7,34	65 378	7,52	(5 000)	-7,31
Produits constatés d'avance	24 498	2,84	2 442	0,27	22 055	903,04
Produits constatés d'avance	24 498	2,84	2 442	0,27	22 055	903,04
Total du passif	862 917	100,00	909 346	100,00	(46 429)	-5,11

CTOSMA

Page : 9

## Détail du compte de résultat

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
<b>Total des produits de fonctionnement</b>	<b>505 276</b>	<b>100.00</b>	<b>765 867</b>	<b>100.00</b>	<b>(260 592)</b>	<b>-34.03</b>
<b>Prestations de services</b>	<b>122 994</b>	<b>24.34</b>	<b>218 994</b>	<b>28.39</b>	<b>(96 000)</b>	<b>-43.84</b>
706100000 Prestations de services PARKIN	2 400	0.47	2 200	0.29	200	9.09
706220000 PARTIC. CHARGES LOCATIVES	33 900	6.71	33 000	4.31	900	2.73
706300000 MISE A DISPO DOJO	8 860	1.75	11 695	1.53	(2 835)	-24.24
706310000 LOC. TOITURE BAT. SP. SU	3 350	0.66	4 297	0.56	(947)	-22.04
706400000 FORMATIONS			11 110	1.43	(11 110)	-100.00
706500000 MISE A DISPO SALLE D'ARMES	3 355	0.66	3 050	0.40	305	10.00
706600000 PARTIC. JEUX DES ILES	63 928	12.63	126 115	16.47	(62 187)	-49.31
706650000 PRODUITS NUIT DES CHAMPIONS	800	0.16	17 928	2.34	(17 128)	-95.54
706700000 MISE A DISPO DE SALLE REUNION	1 370	0.27	1 875	0.24	(505)	-26.93
706800000 NUIT DES ARTS MARTIAUX			4 495	0.59	(4 495)	-100.00
706900000 CAASH DISTRIBUTEUR	232	0.05	230	0.03	2	0.93
708000000 Produits des activités annexes	3 000	0.59	3 000	0.39		
708000010 PARTENAIRES	1 800	0.35			1 800	
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>363 957</b>	<b>72.03</b>	<b>512 732</b>	<b>66.93</b>	<b>(148 775)</b>	<b>-29.02</b>
740000040 SUBVENTION CTM	138 280	27.37	252 638	32.99	(114 358)	-45.27
740002500 SUBV ESPACE SUD			7 500	0.96	(7 500)	-100.00
740005000 Subvention C.N.D.S.	193 115	38.22	172 000	22.45	21 115	12.28
740007000 Subvention ASP	28 787	5.70	48 488	6.33	(19 701)	-40.63
740008000 Subvention CNOSF	3 772	0.75			3 772	
740009000 SUBV CMT			25 000	3.25	(25 000)	-100.00
740015000 Fonsep			7 107	0.93	(7 107)	-100.00
<b>Donc</b>	<b>4 500</b>	<b>0.89</b>	<b>5 500</b>	<b>0.72</b>	<b>(1 000)</b>	<b>-18.18</b>
758200000 Cotisation annuelle	4 500	0.89	5 500	0.72	(1 000)	-18.18
<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>4</b>		<b>22</b>		<b>(17)</b>	<b>-79.83</b>
758000000 Produits divers de gestion cou	4		22		(17)	-79.83
<b>Reprises sur provisions et amortissements, transferts d</b>	<b>13 820</b>	<b>2.74</b>	<b>28 619</b>	<b>3.74</b>	<b>(14 799)</b>	<b>-31.71</b>
781500000 Rep. prov. risq. & ch.	8 828	1.75			8 828	
781740000 Reprises prov. dép. créances	1 110	0.22	28 508	3.72	(27 398)	-94.11
791000000 Transfert de charges d'exploit	3 882	0.77	111	0.01	3 771	33.5
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>607 261</b>	<b>120.18</b>	<b>770 539</b>	<b>100.61</b>	<b>(163 278)</b>	<b>-21.19</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>403 655</b>	<b>79.89</b>	<b>497 753</b>	<b>64.99</b>	<b>(94 098)</b>	<b>-18.99</b>
606100000 Eau	659	0.13	1 599	0.21	(940)	-58.79
606101000 Electricité	9 004	1.78	10 098	1.32	(1 094)	-10.83
606130000 CARBURANT	145	0.03	1 179	0.15	(1 034)	-87.43
606300000 Fourn. d'entretien & petits eq	7 163	1.42	9 926	1.29	(2 763)	-27.84
606320000 OUTILS DE COMMUNICATION	1 444	0.29			1 444	
606400000 Fournitures administratives	3 225	0.64	2 958	0.39	267	9.02
606550000 AUTRES ACHATS SPECIAUX			10 915	1.43	(10 915)	-100.00
606800000 Autres matières et fournitures			1 320	0.17	(1 320)	-100.00
613200000 Autres locations			915	0.12	(915)	-100.00
613500000 LOCATION DE MATERIEL			960	0.13	(960)	-100.00
613510000 LOCATION AUTO COM ORANGE	1 415	0.28	1 415	0.18		
613530000 LOC. AUTRE MATERIEL	5 205	1.03			5 205	
613550000 LOC DE VEHICULES			720	0.09	(720)	-100.00
613700000 LOCATION PHOTOCOPIEUR	3 363	0.67			3 363	
613701000 Locat. photoc. cofil			3 417	0.45	(3 417)	-100.00
615200000 Ent. sur biens immobiliers	33 985	6.73	30 327	3.95	3 658	12.05
615210000 ENTRETIEN BATIMENTS ET AGENC	7 214	1.43			7 214	
615220000 ENTRETIEN BATIMENTS ET AGEN BS	800	0.16			800	
615300000 Entretien réparat. BAT SPORT	1 354	0.27			1 354	
615500000 Entretien et réparations de	181	0.04	847	0.11	(666)	-78.85
615600000 Maintenance	2 286	0.45	2 699	0.35	(413)	-17.89

CTOSMA

Page : 10

## Détail du compte de résultat

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
615601000 Maintenance photocopieur	2 319	0,45	2 572	0,24	(253)	-9,82
615602000 Maintenance climatiseurs	1 215	0,24	1 264	0,17	(49)	-3,85
615610000 Mainten. app. sanitact	1 909	0,38	1 881	0,23	28	1,50
615900000 Contrôle extincteurs portati	494	0,10	494			
616100000 Assurances multirisques	4 194	0,83	6 020	0,79	(1 826)	-30,33
622600000 Honoraires			24 515	3,20	(24 515)	-100,00
622610000 HONORAIRES COMPTABLES	10 739	2,13	10 009	1,31	730	7,29
622700000 FRAIS D'ACTE	165	0,03	165			
623000000 Publicité, publication, relati	14 620	2,89	48 498	6,33	(33 878)	-59,83
623400000 Récompenses	6 389	1,25	7 773	1,01	(1 385)	-17,82
623600000 CATALOGUES ET IMPRIMES			597	0,08	(597)	-100,00
623800000 Divers dons			152	0,02	(152)	-100,00
625100000 Voyages et déplacements	239 822	47,45	246 345	32,17	(6 523)	-2,63
625700000 Réception et repas	24 345	4,84	43 801	5,72	(19 456)	-44,19
626100000 AFFRANCHISSEMENTS	709	0,14	782	0,10	(73)	-9,28
626200000 TELEPHONE TELECOPIE	1 673	0,33	1 737	0,23	(64)	-3,79
626300000 Frais mobile	5 114	1,01	5 365	0,70	(252)	-4,95
626400000 INTERNET	2 409	0,48	3 189	0,42	(780)	-24,47
627000000 Services bancaires et assimilé	733	0,14	977	0,13	(245)	-33,05
628100000 COT PROFESSIONNELLES	4 872	0,95	765	0,10	4 108	337,12
628300000 Formation personnel	4 286	0,83	217	0,03	4 069	95,5
628320000 AUTRES FORMATIONS			12 000	1,37	(12 000)	-100,00
<b>Impôts, taxes, versements assimilés</b>	<b>2 606</b>	<b>0,52</b>	<b>2 646</b>	<b>0,33</b>	<b>(40)</b>	<b>-1,52</b>
633300000 Partic. à la format. profess.	2 606	0,52	2 646	0,33	(40)	-1,52
<b>Rémunération du personnel</b>	<b>119 215</b>	<b>23,39</b>	<b>125 932</b>	<b>16,44</b>	<b>(6 716)</b>	<b>-5,33</b>
641000000 Salaires et appointements	97 352	19,29	107 018	13,97	(9 666)	-8,94
641050000 AUTRES REMUNERATIONS	566	0,11	566			
641100000 REMUNERATIONS TTS	3 461	0,69	1 174	0,15	2 288	194,83
641200000 Congés payés	(2 803)	-0,53	2 849	0,37	(5 651)	-198,38
641300000 Primes et gratific. imposables	20 539	4,05	14 591	1,91	5 948	40,75
641400000 Indemnités et avantages divers			300	0,04	(300)	-100,00
<b>Charges sociales</b>	<b>28 695</b>	<b>5,68</b>	<b>30 658</b>	<b>4,00</b>	<b>(1 964)</b>	<b>-6,40</b>
645100000 Cotisations à l'URSSAF	7 578	1,50	7 874	1,03	(296)	-3,78
645120000 CHARGES SOCIALES TTS	1 235	0,24	152	0,02	1 083	12,50
645300000 Cotisations à l'IRCOM	8 266	1,64	8 756	1,14	(490)	-5,93
645320000 COT CAISSE PREVOY CADRES	632	0,13	613	0,08	19	3,14
645330000 COT CAISSE PREVOY CNC	710	0,14	722	0,09	(12)	-1,70
645340000 FRAIS SANTE MUTUELLE	509	0,10	491	0,05	18	3,58
645400000 Cotisations aux ASSÉDIC	4 822	0,93	5 098	0,67	(276)	-5,72
645800000 Charges sociales s cp	(504)	-0,10	513	0,07	(1 017)	-198,38
647500000 Médecine du travail	477	0,09	560	0,07	(82)	-14,73
648000000 Autres charges de person	4 970	0,98	5 879	0,77	(909)	-18,47
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>52 285</b>	<b>10,35</b>	<b>59 078</b>	<b>7,71</b>	<b>(6 793)</b>	<b>-11,49</b>
681110000 Dot. aux amort. Imm	4 449	0,88	4 325	0,55	124	2,87
681120000 Dotation aux amort. immo.	47 839	9,47	54 753	7,15	(6 914)	-12,53
<b>Dotation aux provisions</b>			<b>22 644</b>	<b>2,95</b>	<b>(22 644)</b>	<b>-100,00</b>
681740000 Dot. prov. dépréc. créances			22 644	2,95	(22 644)	-100,00
<b>Autres charges</b>	<b>803</b>	<b>0,16</b>	<b>31 829</b>	<b>4,15</b>	<b>(31 026)</b>	<b>-97,48</b>
654400000 PERTE CREANCES ENERC ANT	800	0,16	31 750	4,13	(30 950)	-97,48
658000000 Charges diverses de gest	3		79	0,01	(76)	-95,22
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(101 985)</b>	<b>-20,18</b>	<b>(4 671)</b>	<b>-0,61</b>	<b>(97 314)</b>	<b>95,5</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>330</b>	<b>0,07</b>	<b>(1 521)</b>	<b>-0,20</b>	<b>1 851</b>	<b>121,72</b>

CTOSMA	Page : 11
--------	-----------

## Détail du compte de résultat

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Variations	%
Intérêts et produits financiers	403	0,06	389	0,03	14	3,67
766000000 Gains de change	57	0,01			57	
768000000 Autres produits financiers	347	0,07	389	0,03	(42)	-10,86
Intérêts et charges financières	73	0,01	1 910	0,23	(1 837)	-98,17
661500000 Intérêts des comptes courants	73	0,01	1 910	0,23	(1 837)	-98,17
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOS</b>	<b>(101 655)</b>	<b>-0,12</b>	<b>(6 192)</b>	<b>-0,61</b>	<b>(95 463)</b>	<b>N/S</b>
Produits exceptionnels	66 478	13,16	42 978	5,61	23 501	54,66
771800000 Autres produits except op	800	0,16			800	
772000000 Produits except exercices	29 754	5,89	1 055	0,14	28 699	N/S
777000000 Quote part de subvention	35 741	7,07	41 923	5,47	(6 182)	-14,73
787500000 REP PROVRISQ CHARGES EXCEPT	183	0,04			183	
Charges exceptionnelles	2 759	0,53	12 686	1,66	(9 927)	-78,23
671200000 PENALITES ET MAJORATIONS			95	0,01	(95)	-100,00
672000000 Charges sur exercice antérieur	2 759	0,53	11 930	1,56	(9 171)	-76,86
687500000 DOT PROV EXCEPT			661	0,09	(661)	-100,00
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>63 720</b>	<b>12,61</b>	<b>30 292</b>	<b>3,96</b>	<b>33 428</b>	<b>110,33</b>
Report des ressources non utilisées des exercices antér	4 847	0,99	2 000	0,26	2 847	142,33
789000000 REPORT FONDS DEDIES			2 000	0,26	(2 000)	-100,00
789400000 Reprise fonds dédiés	4 847	0,99			4 847	
Engagements à réaliser sur ressources affectées	4 391	0,87	17 260	2,23	(12 869)	-74,56
689400000 Dotation pour fonds dédiés	4 391	0,87	17 260	2,23	(12 869)	-74,56
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>577 084</b>	<b>114,20</b>	<b>811 234</b>	<b>103,92</b>	<b>(234 130)</b>	<b>-28,87</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>614 483</b>	<b>121,61</b>	<b>802 394</b>	<b>104,77</b>	<b>(187 911)</b>	<b>-23,42</b>
<b>Résultat</b>	<b>(37 479)</b>	<b>-7,42</b>	<b>8 840</b>	<b>1,13</b>	<b>(46 319)</b>	<b>-523,98</b>
Contribution en nature - Produits			36 545	4,77	(36 545)	-100,00
Bénévolat			32 494	4,24	(32 494)	-100,00
870000000 BENEVOLATS			32 494	4,24	(32 494)	-100,00
Prestations en nature			360	0,03	(360)	-100,00
871000000 PRESTATION EN NATURE			360	0,03	(360)	-100,00
Dons en nature			3 691	0,48	(3 691)	-100,00
875000000 DONSEN NATURE			3 691	0,48	(3 691)	-100,00
Contribution en nature - Charges			36 545	4,77	(36 545)	-100,00
Secours en nature			3 691	0,48	(3 691)	-100,00
860000000 DONSEN NATURE			3 691	0,48	(3 691)	-100,00
Mise à disposition gratuite biens et services			360	0,03	(360)	-100,00
862000000 PRESTATION DIVERSES			360	0,03	(360)	-100,00
Personnel bénévole			32 494	4,24	(32 494)	-100,00
864000000 BENEVOLATS			32 494	4,24	(32 494)	-100,00

## **Etats financiers au 31/12/2018**

### **Annexes**

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 862 917 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 577 004 euros et un total charges de 614 483 euros, dégageant ainsi un résultat de -37 479 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2018 et finit le 31/12/2018.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances et dettes

## Règles et Méthodes Comptables

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

CTOSMA

Page : 14

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2018
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluation	Acquisitions	Virement p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	17 277					17 277
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>17 277</b>					<b>17 277</b>
CORPORELLES	Terrains	34 027					34 027
	Constructions sur sol propre	1 808 347					1 808 347
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	331 320		12 030			343 350
	Instal technique, matériel outillage industriels	33 347					33 347
	Instal., agencement, aménagement divers	136 253					136 253
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	30 469					30 469
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grevées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	10 000					10 000
	Avances et acomptes						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 383 763</b>		<b>12 030</b>			<b>2 395 793</b>	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	120					120
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>120</b>					<b>120</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 401 160</b>		<b>12 030</b>			<b>2 413 190</b>

CTOSMA	Page 15
--------	---------

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2018
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	7 653	4 449		12 102
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 653	4 449		12 102
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 640 056	8 515		1 648 571
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	233 875	24 362		258 236
	Instal technique, matériel outillage industriels	14 212	5 247		19 459
	Autres instal., agencement, aménagement divers	107 041	6 907		113 948
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	19 005	2 808		21 813
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 014 188	47 839		2 062 027
TOTAL		2 021 842	52 288		2 074 130

CTOSMA	Page : 16
--------	-----------

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2018
PROVISIONS REGLEMEENTEEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	5 442       8 826		183       8 825	5 259
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>14 270</b>		<b>9 011</b>	<b>5 259</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo financières  Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	     11 826 11 110		     800 310	     11 026 10 800
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>22 936</b>		<b>1 110</b>	<b>21 826</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>37 206</b>		<b>10 121</b>	<b>27 085</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				9 938 183	

CTOSMA

Page : 17

## Créances et Dettes

		31/12/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	120	120	
	Clients douteux ou litigieux	11 026	11 026	
	Autres créances clients	82 965	82 965	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	375	375	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	42	42	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	192 975	192 975	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	8 838	8 838	
	Charges constatées d'avance	9 613	9 613	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>305 955</b>	<b>305 955</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	164	164		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	22 766	22 766		
	Personnel et comptes rattachés	8 036	8 036		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 257	17 257		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	147 544	147 544		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	24 498	24 498		
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>220 263</b>	<b>220 263</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

CTOSMA

Page : 18

ANNEXE - Elément 6.11

## Charges à payer (avec détail)

	31/12/2018	31/12/2017	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 044	11 577	467	4,03
Dettes fiscales et sociales	11 465	12 972	(1 506)	-11,61
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	144 976	109 269	35 707	32,68
<b>TOTAL</b>	<b>168 485</b>	<b>133 818</b>	<b>34 667</b>	<b>25,91</b>

CTOSMA

Page 19

ANNEXE - Elément 6.10

## Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2018	31/12/2017	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	199 014	201 523	(2 510)	-1,25
<b>TOTAL</b>	<b>199 014</b>	<b>201 523</b>	<b>(2 510)</b>	<b>-1,25</b>



CTOSMA

Page 20

ANNEXE - Elément 6.12

## Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2018	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		9 613	88 986
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
<b>TOTAL</b>		<b>9 613</b>	<b>88 986</b>

--

CTOSMA

Page : 21

## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	345 250	8 840		354 090
Résultat de l'exercice	8 840	(37 479)	8 840	(37 479)
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	298 064		41 770	256 294
Provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>	<b>652 154</b>	<b>(28 639)</b>	<b>50 609</b>	<b>572 905</b>

CTOSMA	Page : 22
--------	-----------

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
FONDS DEDIES CTOS	38 861	4 847		34 014
FONDS DEDIES SAPHIR	30 474			30 474
<b>TOTAL</b>	<b>69 335</b>	<b>4 847</b>		<b>64 488</b>

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
<b>Total</b>				
Legs et donations				
<b>Total</b>				
<b>TOTAL</b>				

CTOSMA	Page 23
--------	---------

## Rémunérations des Dirigeants

	31/12/2018
Rémunérations des membres : - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance	

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

## Effectif moyen DIF

	31/12/2018
Volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF Volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande	

## Effectif moyen

	31/12/2018	Interne	Externe
<b>EFFEC TIF MOYEN PAR CATEGORIE</b> Cadres & professions intellectuelles supérieures Professions intermédiaires Employés Ouvriers <b>TOTAL</b>		5	5

## Identité de la société Mère

			31/12/2018
Dénomination sociale - Siège social	Forme	Capital	% Détenu

## **Annexe libre 2**

### **AUTRES INFORMATIONS**

#### **1°) Les engagements de retraite**

##### **Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements comptabilisés en provision)**

Notre entité provisionne ses engagements dont, les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte des art. L.3141-3 à L.3141-21 et L.3164-9 u Code du Travail.

Le montant de notre engagement total s'élève à 5 259 € au 31/12/2018.

Cet engagement est estimé selon la Recommandation ANC 2013-02.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 62 ans
- Taux d'actualisation : 1.30 %.
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1.5 %.
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,

- Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.

Pour la prise en compte du risque de mortalité,

Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

#### **2°) Travaux d'entretien des bâtiments**

## Annexe libre 2

Des dégâts ont été occasionnés à nos installations, lors du passage de l'ouragan " Maria ". Ces dégâts font actuellement l'objet d'une estimation par les experts dûment mandatés par nos assurances, et leurs conclusions définitives ne nous ont pas encore été communiqués. Cependant un premier versement de 21 908.43 € nous a été effectué par nos assurances.

### 3°) Les contributions volontaires

Le bénévolat et les dons en nature reçus présentent un caractère significatif pour le CTOSMA. Mais en l'absence de procédures appropriées permettant leur identification et leur évaluation satisfaisantes, ces contributions n'ont pas été prises en compte dans les états financiers arrêtés au 31/12/2018.

### 4°) Arrêté des comptes

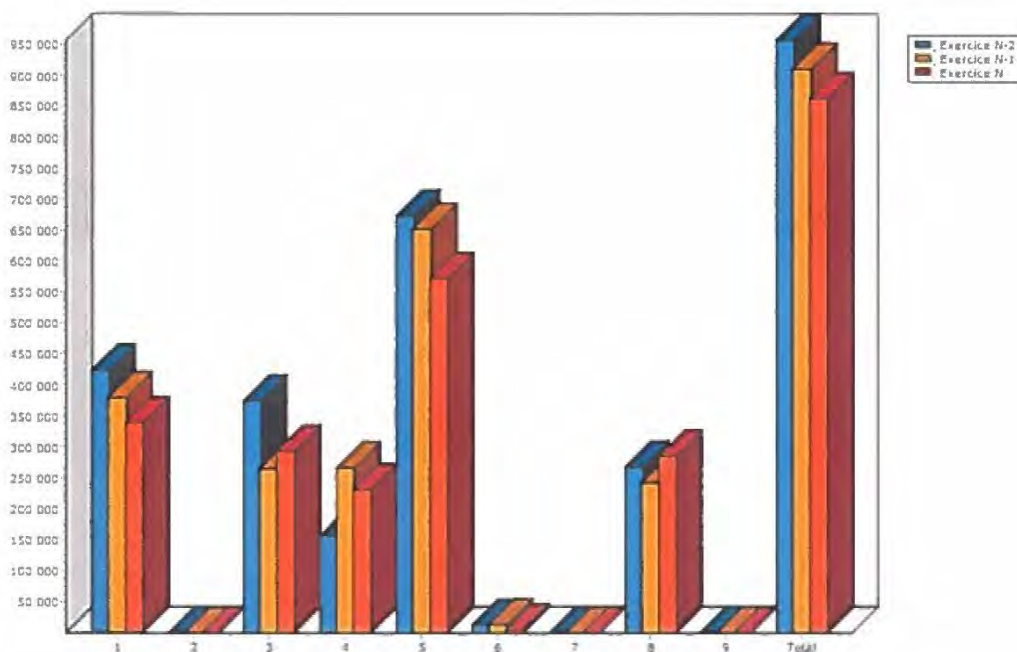
L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999.

CTOSMA

Page 26

## Bilans Comparatifs

	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
1 - Immobilisations nettes	424 336 44,34	379 318 41,71	339 060 38,29
2 - Valeurs d'exploitation			
3 - Réalisable	375 416 39,23	264 206 29,03	293 391 34,00
4 - Disponible	157 180 16,43	265 822 29,23	230 466 26,71
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>956 931 100,00</b>	<b>909 346 100,00</b>	<b>862 917 100,00</b>
5 - Capitaux propres	673 237 70,33	652 154 71,72	572 906 66,19
6 - Provisions pour risques et charges	13 609 1,42	14 270 1,57	5 259 0,61
7 - Emprunts à long et moyen terme			
8 - Exigible à court terme	267 658 27,97	242 922 26,71	284 557 32,98
9 - Concours bancaires courants	2 427 0,25		164 0,02
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>956 931 100,00</b>	<b>909 346 100,00</b>	<b>862 917 100,00</b>



CTOSMA

Page : 27

## Bilans Comparatifs

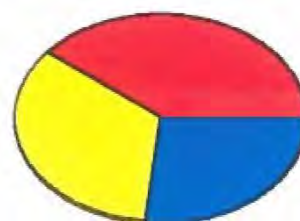
	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
1 - Immobilisations nettes	424 336 44,34	379 318 41,71	339 060 37,29
2 - Valeurs d'exploitation			
3 - Réalisable	375 416 39,21	264 206 29,03	293 391 34,00
4 - Disponible	157 180 16,43	265 822 29,23	230 466 26,71
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>956 931 100,00</b>	<b>909 346 100,00</b>	<b>862 917 100,00</b>



31/12/2016



31/12/2017



31/12/2018

	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
5 - Capitaux propres	673 237 70,33	652 154 71,72	572 906 66,29
6 - Provisions pour risques et charges	13 609 1,42	14 270 1,57	5 259 0,61
7 - Emprunts à long et moyen terme			
8 - Exigible à court terme	267 658 27,97	242 922 26,71	284 587 32,98
9 - Concours bancaires courants	2 427 0,25		164 0,02
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>956 931 100,00</b>	<b>909 346 100,00</b>	<b>862 917 100,00</b>



31/12/2016



31/12/2017



31/12/2018

CTOSMA	Page : 28
--------	-----------

## Soldes Intermédiaires de Gestion

	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	Ecart	%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>122 994</b>	<b>100,00</b>	<b>218 994</b>	<b>100,00</b>	<b>(96 000)</b>	<b>-43,84</b>
- Ventes de marchandises						
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
<b>MARGE COMMERCIALE (a)</b>						
- Production vendue	122 994	100,00	218 994	100,00	(96 000)	-43,84
- Variation production stockée						
- Production immobilisée						
<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>122 994</b>	<b>100,00</b>	<b>218 994</b>	<b>100,00</b>	<b>(96 000)</b>	<b>-43,84</b>
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe						
<b>MARGE BRUTE PRODUCTION (b)</b>	<b>122 994</b>	<b>100,00</b>	<b>218 994</b>	<b>100,00</b>	<b>(96 000)</b>	<b>-43,84</b>
<b>MARGES ( Commerciale + Production )</b>	<b>122 994</b>	<b>100,00</b>	<b>218 994</b>	<b>100,00</b>	<b>(96 000)</b>	<b>-43,84</b>
- Achats non stockés (c)	21 643	17,60	37 995	17,33	(16 352)	-43,04
- Autres charges externes (c)	382 012	310,39	459 758	209,84	(77 746)	-19,91
<b>VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)</b>	<b>(280 660)</b>	<b>-228,19</b>	<b>(278 759)</b>	<b>-127,29</b>	<b>(1 901)</b>	<b>-0,68</b>
- Subventions d'exploitation	363 957	295,91	512 732	234,13	(148 775)	-29,02
- Impôts, taxes sur rémunérations	2 606	2,12	2 646	1,21	(40)	-1,52
- Autres impôts et taxes						
- Salaires et traitements	119 215	96,93	125 932	57,30	(6 716)	-5,33
- Charges sociales	28 695	23,33	30 658	14,00	(1 964)	-6,40
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>(67 219)</b>	<b>-54,63</b>	<b>74 738</b>	<b>34,13</b>	<b>(141 957)</b>	<b>-189,94</b>
- Reprises sur amortissements et provisions	9 938	8,08	28 508	13,02	(18 570)	-53,14
- Autres produits d'exploitation	9 351	7,60	7 522	3,43	1 829	24,32
+ Transfert de charges d'exploitation	3 882	3,15	111	0,03	3 771	5,5
- Dotations aux amort., dépréciations et provisions	52 288	42,51	81 722	37,32	(29 434)	-28,02
- Autres charges de gestion courante	5 194	4,22	49 089	22,42	(43 895)	-89,42
<b>RESULTAT EXPLOITATION</b>	<b>(101 529)</b>	<b>-82,33</b>	<b>(19 931)</b>	<b>-9,10</b>	<b>(81 598)</b>	<b>-409,39</b>
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
- Produits financiers	403	0,33	389	0,18	14	3,67
- Charges financières	73	0,06	1 910	0,87	(1 837)	-94,17
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(101 199)</b>	<b>-82,28</b>	<b>(21 452)</b>	<b>-9,80</b>	<b>(79 747)</b>	<b>-371,74</b>
Produits exceptionnels	66 478	54,03	42 978	19,63	23 501	34,68
- Charges exceptionnelles	2 759	2,24	12 686	5,79	(9 927)	-78,23
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>63 720</b>	<b>51,81</b>	<b>30 292</b>	<b>13,83</b>	<b>33 428</b>	<b>110,35</b>
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices						
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>(37 479)</b>	<b>-30,47</b>	<b>8 840</b>	<b>4,04</b>	<b>(46 319)</b>	<b>-521,98</b>

## **FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE**



Lauhon et Associés Expertise

**C.G.F**

**Société d'Expertise Comptable**

SARL au Capital de 80 000 €

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique

RCS 89 B 532 - SIRET : 351 670 435 000 46 - APE : 6920Z

**FÉDÉRATION DES VOLES RONDES  
DE LA MARTINIQUE**

Maison des Sports

Rue du Petit Pavois

97200 FORT-DE-FRANCE

2019/DV/KV/109

Fort-de-France, le 22/03/2019

**COMPTE RENDU DE TRAVAUX  
EXERCICE 2018**

Au terme de la mission de présentation de votre comptabilité et de l'établissement des comptes annuels que vous nous avez confiée, conformément à notre lettre de mission du 06 janvier 2017

Nous déclarons que les comptes annuels se rapportant à l'exercice au 31 décembre 2018 et caractérisés notamment par les données suivantes :

-Total bilan .....	338 690,00 €
- Recettes .....	492 125,00 €
- Subventions .....	464 905,00 €
- Déficits .....	-79 510,00 €

ont été établis à partir des pièces, documents et informations fournis par vous, en conformité avec les dispositions de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, régissant l'ordre des Experts Comptables, et avec les règles et diligences préconisées par l'Ordre.



Lauhon et Associés  
Expertise

### DÉROULEMENT DE LA MISSION :

Les documents de finalisation des états de synthèses relatif à l'année 2018 ne nous sont parvenus dans leur intégralité que le 25 janvier 2019.

Nous vous rappelons que vous tenez une comptabilité d'engagement. Ainsi, selon le principe de séparation des exercices, vous devez produire tous les justificatifs des dépenses et des recettes engagés au titre d'un exercice, même si le paiement ou la recette n'intervient que l'année suivante.

Par ailleurs, nous sommes amenés à faire les observations suivantes :

### AU NIVEAU FISCAL :

- Les amendes délivrées suite à un contrôle de la circulation doivent être réglées par l'auteur de l'infraction.
- Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2012, toute personne doit vérifier lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et **tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat**, que son cocontractant s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail (relatives à la lutte contre le travail dissimulé).

### AU NIVEAU JURIDIQUE :

- Les comptes de l'exercice 2016 n'ont pas été approuvés par l'assemblée générale toutefois vous devez établir un procès verbal le mentionnant.  
La publication des comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations et les fondations lorsque le montant total des dons et/ou des subventions au cours de l'exercice comptable atteint 153 000,00 €.  
**Décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels**

### AU NIVEAU COMPTABLE :

- Dans un souci de transparence, les numéros des plaques d'immatriculation des véhicules doivent figurer sur les bons d'essence.
- Les relevés de comptes de la Banque Postale présentent des solde au 30.11.2018, identiques sur le relevé à fin Janvier 2019.
- Nous n'avons pas eu l'inventaire physique de la Caisse au 31 décembre 2018, daté et signé.



**Lauhon et Associés** Expertise

- Toute prestation effectuée par un particulier de façon habituelle doit être justifiée au moyen d'une facture mentionnant son numéro d'inscription auprès d'un centre de formalités, sinon elle est requalifiée en rémunération sur laquelle des cotisations sociales doivent être retenues; exemple : factures canots suiveurs.
- Nous vous recommandons de procéder à l'acquisition d'un logiciel de facturation afin d'assurer un meilleur suivi de vos factures. En effet nous avons constaté des doublons dans la numérotation et la chronologie n'est pas respectée. En outre nous n'avons aucun moyen de valider l'exhaustivité des opérations de facturation.
- Les opérations de prestations concernant le fournisseur CONCEPTUEL représente 166 k€ (facturation) au titre de l'exercice 2018. (176 k€ ont été payés).  
Vous devez formaliser vos accords, le contrat fournis date de 1992.

Il apparait que des règlements ont été effectués alors que l'association n'a pas obtenu le règlement des partenaires depuis 2014.

Le solde partenaires en 2017 était de 145 959,00 €.

Le solde partenaires en 2018 est de 77 276,00 €.

Une provision a été constituée à hauteur de 39 500,00 € pour non paiement du partenaire depuis 2014.

Nous vous recommandons de prévoir une clause garantissant le paiement des partenaires avant règlement de la société CONCEPTUEL.

Par ailleurs, la commission porte également sur des subventions publiques qui ont fait l'objet de demande et de justification par l'association, ou des dons en nature dont les sommes n'ont pas été validées par nos soins faute d'informations.

Nous vous recommandons de revoir votre analyse sur ces transactions.

- Certains comptes fournisseurs et clients présentent des soldes antérieurs, un point sera réalisé en début d'exercice 2019 afin d'apporter les corrections nécessaires.
- **L'inventaire des stocks est obligatoire** (article L. 123-12 du Code de commerce).  
Il doit être **réalisé à la date de clôture de l'exercice**. En pratique, il est possible de l'effectuer quelques jours avant ou après s'il est possible de rétablir l'inventaire à la date de clôture (neutralisation des entrées et sorties en cas d'inventaire postérieur ou prise en compte des entrées et sorties en cas d'inventaire antérieur).  
Il faut donc procéder à un comptage physique des éléments constituant le stock.  
Une fois comptés, les stocks doivent être valorisés à la clôture de l'exercice.  
Les marchandises et matières premières sont valorisées à leur **coût d'acquisition**.  
**Coût d'acquisition = prix d'achat + frais accessoires d'achat.**



Lauhon et Associés Expertise

Nous avons constaté que l'évaluation du stock de marchandises est incohérent par rapport à celui transmis au titre de 2017.

- La provision constatée au titre du litige "CAROLLI" a été ajustée compte tenu du dénouement intervenu en 2019.

**C.G.F**  
**Comptabilité Gestion Fiduciaire**  
11, rue Alexandre Nestoret  
Fond Lada - Route de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 11 - Fax 0596 64 22 24  
SIRET 351 670 435 91046 - APE 6920 Z

A. DÉDÉ

D. VALLERAY-JEANNE



Louhon et Associés Expertise

**C.G.F**

**Société d'Expertise Comptable**

SARL au Capital de 80 000 €

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique

RCS 89 B 532 - SIRET : 351 670 435 000 46 - APE : 6920Z

# FÉDÉRATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE

Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT-DE-FRANCE

Activité principale de l'entreprise : Pratique et promotion de la yole  
ronde à la Martinique

Nous vous présentons ci-après le dossier financier qui se décompose ainsi :

- Les comptes annuels
- L'annexe
- Le dossier de gestion
- Les autres états

11, Rue Alexandre NESTORET - Fond Lada - Route de Didier - B.P. 8004 - 97200 FORT-DE-FRANCE  
Téléphone : 0596 64-24-17 - Télécopie : 0596 64-22-24  
Adresse INTERNET : lauhonauditexpertise@wanadoo.fr

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE

Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

## COMPTES ANNUELS du 01/01/2018 au 31/12/2018

	Pages
<b>COMPTES ANNUELS</b>	
- Bilan actif-passif	1 et 2
- Compte de résultat	3 et 4
- Annexe	5 à 11
- Détail bilan	12 à 14
- Détail Compte de résultat	15 à 17
<b>AUTRES ETATS</b>	
- Etat des Immobilisations	18 et 19

### COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

11 Rue Alexandre Nestoret  
Rte de didier  
97200 FORT DE FRANCE  
0596 642 417



Lauhon et Associés Expertise

**C.G.F**

**Société d'Expertise Comptable**

SARL au Capital de 80 000 €

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique

RCS 89 B 532 - SIRET : 351 670 435 000 46 - APE : 6920Z

## COMPTES ANNUELS

11, Rue Alexandre NESTORET - Fond Lada - Route de Didier - B.P. 8004 - 97200 FORT-DE-FRANCE  
Téléphone : 0596 64-24-17 - Télécopie : 0596 64-22-24  
Adresse INTERNET : [lauhonauditexpertise@wanadoo.fr](mailto:lauhonauditexpertise@wanadoo.fr)

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page 1

## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	48 014	34 486	13 528	18 504	4 976	26.89
	Autres immobilisations corporelles	51 158	30 133	21 024	23 186	2 162	9.32
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations financières (2)</b>						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	76		76	76		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	1 097		1 097	977	120	12.28
<b>Total I</b>		100 345	64 619	35 726	42 744	7 018	16.42
<b>Comptes de liaison Total II</b>							
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	13 875		13 875	4 390	9 485	216.06
	Avances et acomptes versés sur commandes	9 505		9 505	8 196	1 308	15.96
	<b>Créances (3)</b>						
	Créances usagers et comptes rattachés	65 645	39 500	26 145	5 050	21 095	417.72
	Autres créances	235 863		235 863	427 986	192 123	44.89
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	17 577		17 577	1 827	15 750	861.93
	Charges constatées d'avance (3)						
<b>Total III</b>		342 465	39 500	302 965	447 449	144 485	32.29
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		442 810	104 119	338 690	490 193	151 503	30.91

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond Lade - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

(1) Dont droit au bail  
(2) Dont a moins d'un an  
(3) Dont a plus d'un an

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 2

# BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2018	Exercice N-1 31/12/2017	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	367 888	367 888		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	79 510	152 096	72 586	47.72
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	259 900	107 804	152 096	141.09
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	28 478	107 988	79 510	73.63
	Comptes de liaison				
	Total II				
	Provisions pour risques	52 575	60 349	7 773	12.88
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III	52 575	60 349	7 773	12.88
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		2 563	2 563	100.00
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 110	242 718	42 608	17.55
	Dettes fiscales et sociales	14 074	19 163	5 088	26.55
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	1 528	1 328	200	15.07
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	41 925	56 085	14 160	25.25
	Total IV	257 637	321 856	64 219	19.95
	Ecart de conversion passif (V)				
Comptes de Régularisation	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	338 690	490 193	151 503	30.91

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques  
Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

215 712 265 771

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 3

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises	5 812	6 223	412	6.62
Production vendue de Biens et Services	492 125	461 189	30 936	6.71
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	464 905	570 608	105 703	18.52
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	15 349		15 349	
Collectes				
Cotisations	37 465	37 565	100	0.27
Autres produits	35	7 738	7 702	99.55
<b>Total I</b>	<b>1 015 691</b>	<b>1 083 323</b>	<b>67 632</b>	<b>6.24</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises	11 060	12 168	1 108	9.11
Variation de stock (marchandises)	9 485	1 920	7 565	394.01
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	805 079	839 984	34 905	4.16
Impôts, taxes et versements assimilés	271	273	2	0.82
Salaires et traitements	20 403	35 701	15 298	42.85
Charges sociales	3 628	8 991	5 363	59.65
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 494	6 733	1 761	26.16
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions		39 500	39 500	100.00
Pour risques et charges : dotations aux provisions	7 575	45 000	37 425	83.17
Subventions accordées par l'association	244 985	235 885	9 100	3.86
Autres charges (2)	1	469	468	99.82
<b>Total II</b>	<b>1 092 012</b>	<b>1 222 784</b>	<b>130 773</b>	<b>10.69</b>
<b>I - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>76 321</b>	<b>139 462</b>	<b>63 141</b>	<b>45.27</b>
<b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond Lata - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89-B 532 - SIREN 351 670 435

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page 4

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations		0	0	100.00
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total V</b>		0	0	100.00
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés	1 144	1 421	277	19.48
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total VI</b>	1 144	1 421	277	19.48
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>	1 144	1 421	277	19.48
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	77 465	140 882	63 417	45.01
<b>Produits exceptionnels</b>				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 065	64 111	59 046	92.10
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total VII</b>	5 065	64 111	59 046	92.10
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 110	75 325	68 215	90.56
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
<b>Total VIII</b>	7 110	75 325	68 215	90.56
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>	2 045	11 214	9 169	81.76
Impôts sur les bénéfices (IX)				
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	1 020 756	1 147 434	126 678	11.04
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)</b>	1 100 266	1 299 530	199 264	15.33
<b>Solde intermédiaire</b>	79 510	152 096	72 586	47.72
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>5. EXCEDENTS OU DEFICITS</b>	79 510	152 096	72 586	47.72

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond de la Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE



Lauhon et Associés Expertise

**C.G.F**

**Société d'Expertise Comptable**

SARL au Capital de 80 000 €

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique  
RCS 89 B 532 - SIRET : 351 670 435 000 46 - APE : 6920Z

## ANNEXE

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

## ANNEXE

### SOMMAIRE

	page
<b>- REGLES ET METHODES COMPTABLES</b>	
Principes et conventions générales	5
Permanence ou changement de méthodes	5
Informations générales complémentaires	5
<b>- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN</b>	
Etat des immobilisations	7
Etat des amortissements	7
Tableau de variation des fonds associatifs	8
Etat des provisions	8
Etat des échéances des créances et des dettes	9
Evaluation des immobilisations corporelles	9
Evaluation des amortissements	9
Disponibilités en Euros	9
Produits à recevoir	10
Charges à payer	10
Charges et produits constatés d'avance	10
<b>- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT</b>	
Ventilation des subventions	10
Ventilation de l'effectif moyen	10
Honoraires des commissaires aux comptes	10
<b>- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	
Produits et charges exceptionnels	11
Produits et charges sur exercices antérieurs	11

NA = Non Applicable NS = Non significative

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fondallata - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 338 690.42 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 015 690.62 Euros et dégageant un déficit de 79 510.02- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### - REGLES ET METHODES COMPTABLES -

#### Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### Informations générales complémentaires

##### AFFECTATION DES RESULTATS EXERCICE 2016

Les comptes de l'année 2016 présentés et soumis au vote des membres de l'assemblée générale ordinaire du 26 janvier 2018 n'ont pas été approuvés.

Le résultat a donc été comptabilisé dans le compte "résultat en instance d'affectation" au passif du bilan.

Il demeure dans ce compte au 31.12.2018.

##### DONS EN NATURE

L'association a reçu des dons en nature sous forme d'échanges de marchandises

##### PROVISIONS POUR RISQUES/LITIGE

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

- La provision pour le risque de l'affaire CARACOLLI a été réajusté et tient compte du jugement définitif. La provision s'élève à 7 575 € à fin 2018.

- Un litige avec la société RISING est en cours, aucune provision n'a été dotée au titre de l'exercice.

### CONTINUITE D'EXPLOITATION

Pour l'exercice clos le 31.12.2018, l'association a enregistré un nouveau déficit de -79 510 €

ce qui a causé une baisse significative de ses fonds propres qui ne sont plus que de 28 478 €. (ils étaient de 260 084 en 2016, 107 988 en 2017)

La situation de l'association est très préoccupante.

Les subventions sont en baisse, l'équilibre budgétaire n'est pas respectée.

Sans l'engagement de la C.T.M à maintenir son niveau de contribution à l'association, celle-ci pourrait se trouver dans l'impossibilité de réaliser son objet social.

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 7

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	48 014		
Installations générales agencements aménagements divers	1 369		
Matériel de transport	30 761		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	17 671		1 356
<b>TOTAL</b>	<b>97 816</b>		<b>1 356</b>
Autres participations	76		
Prêts, autres immobilisations financières	977		120
<b>TOTAL</b>	<b>1 053</b>		<b>120</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98 869</b>		<b>1 476</b>

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			48 014	48 014
Installations générales agencements aménagements divers			1 369	1 369
Matériel de transport			30 761	30 761
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			19 028	19 028
<b>TOTAL</b>			<b>99 172</b>	<b>99 172</b>
Autres participations			76	76
Prêts, autres immobilisations financières			1 097	1 097
<b>TOTAL</b>			<b>1 173</b>	<b>1 173</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>100 345</b>	<b>100 345</b>

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	29 510	4 976		34 486
Installations générales agencements aménagements divers	1 369			1 369
Matériel de transport	8 907	2 900		11 807
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	16 339	618		16 957
<b>TOTAL</b>	<b>56 125</b>	<b>8 494</b>		<b>64 619</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>56 125</b>	<b>8 494</b>		<b>64 619</b>

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus	4 976				
Matériel de transport	2 900				
Matériel de bureau informatique mobilier	618				
<b>TOTAL</b>	<b>8 494</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 494</b>				

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 8

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

### Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Réserves :					
Report à nouveau	367 888		152 096	152 096	367 888
RESULTAT DE L'EXERCICE	152 096	72 586			79 510
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Résultats sous contrôle de tiers	107 804		107 804	259 900	259 900
Provisions réglementées					
TOTAL I	107 988	72 586	259 900	411 996	28 478

### Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	60 349	7 575	15 349		52 575
TOTAL	60 349	7 575	15 349		52 575

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	39 500				39 500
TOTAL	39 500				39 500
TOTAL GENERAL	99 849	7 575	15 349		92 075
Dont dotations et reprises d'exploitation		7 575	15 349		

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 097	1 097	
Clients douteux ou litigieux	39 500	39 500	
Autres créances clients	26 145	26 145	
Divers état et autres collectivités publiques	235 000	235 000	
Débiteurs divers	863	863	
<b>TOTAL</b>	<b>302 605</b>	<b>302 605</b>	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	200 110	200 110		
Personnel et comptes rattachés	2 640	2 640		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 434	11 434		
Autres dettes	1 528	1 528		
Produits constatés d'avance	41 925	41 925		
<b>TOTAL</b>	<b>257 637</b>	<b>257 637</b>		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 563			

### Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	3 ans
Installations techniques	Linéaire	5 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 et 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

### Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

BANQUE ET CAISSE.....17577 €

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 10

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	5 000
Autres créances	235 444
Total	240 444

### Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 761
Dettes fiscales et sociales	8 415
Total	16 176

### Charges et produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	41 925
Total	41 925

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

### Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
CTM	384 000
CNDS	23 000
MUNICIPALITES	50 724
CONTRATS AIDES	2 181
CACEM	5 000
Total	464 905

### Effectif moyen

	Personnel salarié
Employés	1
Total	1

L'association n'a pratiquement pas utilisé de salariés sous le dispositif Titre de Travail Simplifié (TTS) au cours de l'année 2018

### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5 644 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 :

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 11

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

### - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

#### Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Charges exceptionnelles		
- PENALITES ET MAJORATION	110	6712000
- REGULARISATION SUBVENTION ANTERIEURE	2 000	6718000
Total	2 110	

#### Charges et produits sur exercices antérieurs

Nature	Montant	imputé au compte
Charges		
- REGUL PARTENAIRE PRIVE	5 000	67200000
Total	5 000	
Produits		
- REGULARISATIONS FOURNISSEURS	5 065	
Total	5 065	

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page 12

## DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS	13 528	18 504	4 976	26.89
INSTALL TECHNIQUES, MATÉRIELS	17 515	17 515		
INST. MATERIEL OUTILLAGE BOUEE	30 499	30 499		
AMORT.INSTALL MATÉR.OUTILLAGE	17 515	17 515		
INST. MATERIEL OUTILLAGES BOUE	16 971	11 995	4 976	41.48
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 024	23 186	2 162	9.32
INSTALL GÉNÉRALES, AGENCEMENTS	1 369	1 369		
MATÉRIEL DE TRANSPORT	30 761	30 761		
MATÉRIEL BUREAU, INFORMATIQUE	19 028	17 671	1 356	7.67
AMORT.INSTALL GÉNÉRALES, AGCMT	1 369	1 369		
AMORT MATÉRIEL DE TRANSPORT	11 807	8 907	2 900	32.56
AMORT MATÉRIEL BUREAU, INFORMA	16 957	16 339	618	3.78
AUTRES PARTICIPATIONS	76	76		
TITRES DE PARTICIPATION	76	76		
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 097	977	120	12.28
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	1 097	977	120	12.28
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>35 726</b>	<b>42 744</b>	<b>7 018</b>	<b>16.42</b>
MARCHANDISES	13 875	4 390	9 485	216.06
STOCKS DE MARCHANDISES	13 875	4 390	9 485	216.06
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	9 505	8 196	1 308	15.96
FRS AVANCE ET ACOMPTÉ	9 505	8 196	1 308	15.96
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES	26 145	5 050	21 095	417.72
CLIENTS	21 145	50	21 095	NS
CLIENTS DOUTEUX	39 500	39 500		
DUDE PRESSE	5 000	5 000		
DEPRECIATION CREANCES CLIENTS	39 500	39 500		
AUTRES CREANCES	235 863	427 986	192 123	44.89
FOURNISSEURS	359		359	
PERSONNEL-AVANCES ET ACOMPTES		28	28	100.00
SUB A RECEVOIR MINISTERE OM		5 000	5 000	100.00
SUV A RECEVOIR CTM	80 500	159 800	79 300	49.62
SUBVENTION CACEM	5 000	5 000		
SUBV. A RECEVOIR PARTENAIRES	77 276	145 959	68 683	47.06
SUBV. A RECEVOIR MUNICIPALITÉS	72 224	105 000	32 776	31.22
AUTRES CPTES DÉBIT OU CRÉDIT	49		49	
ASSOCIATION MOUN DOUBOUT	10	10		
JUMBO CARS		5 280	5 280	100.00
PRODUITS À RECEVOIR		1 465	1 465	100.00
SYLVAIN R-M DETOURNEMENT	444	444		
DISPONIBILITES	17 577	1 827	15 750	861.93
CHEQUES A ENCAISSER	6 488		6 488	
L C L	10 817	1 495	9 321	623.32
LA BANQUE POSTALE	48	78	30	38.39
LA BANQUE POSTALE 0155001R017	129	159	30	18.81
LCL LIVRET	56	56		
CAISSE	39	39		

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

Page 13

[illegible]

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 14

# DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
REPORT A NOUVEAU	367 888	367 888		
REPORT A NOUVEAU(SOLDE CRÉDIT)	367 888	367 888		
RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENTS OU DEFICITS)	79 510	152 096	72 586	47.72
RESULTATS SOUS CONTROLE DE TIERS FINANCEURS	259 900	107 804	152 096	141.09
RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTAI	259 900	107 804	152 096	141.09
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	28 478	107 988	79 510	73.63
PROVISIONS POUR RISQUES	52 575	60 349	7 773	12.88
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	45 000	45 000		
AUTRE PROVISIONS POUR RISQUE	7 575	15 349	7 773	50.64
<b>TOTAL PROVISIONS ET FONDS DEDIES</b>	52 575	60 349	7 773	12.88
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		2 563	2 563	100.00
EMPRUNTS		2 563	2 563	100.00
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	200 110	242 718	42 608	17.55
FOURNISSEURS	192 348	225 123	32 775	14.56
FOURNISSEURS FAC, NON PARV	7 761	17 594	9 833	55.89
DETTE FISCALES ET SOCIALES	14 074	19 163	5 088	26.55
DETTE PROVISIONNEES POUR CP	1 384	1 840	455	24.75
DETTE PROV POUR PRECA	1 256	1 256		
CGSS	3 067	1 928	1 140	59.11
IRCOM	2 087	2 004	83	4.14
FORMATION CONTINUE	505	507	2	0.44
CHARGES SOCIALES SUR CP	243	250	7	2.66
AUTRES CHARGES A PAYER	5 532	11 378	5 847	51.38
AUTRES DETTES	1 528	1 328	200	15.07
CLIENTS	260	260		
AUTRES CPTE DEBIT, OU CREDIT		220	220	100.00
ASSOCIATION ZIZITATA	550		550	
RAMSAHAI ARMELLE	104	104		
LAVALY HONORE	21	21		
SCP BR ASSOCIES	593	593		
RICHARD ALAIN		130	130	100.00
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	41 925	56 085	14 160	25.25
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	41 925	56 085	14 160	25.25
<b>TOTAL DETTES</b>	257 637	321 856	64 219	19.95
<b>TOTAL GENERAL</b>	338 690	490 193	151 503	30.91

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page 15

## DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
VENTES DE MARCHANDISES	5 812	6 223	412	6.62
VENTES BOUTIQUE	5 812	6 223	412	6.62
PRODUCTION VENDUE DE BIENS ET SERVICES	492 125	461 189	30 936	6.71
ETUDE EVALUATION POIDS ECONOMI	13 395		13 395	
FRAIS D'ENGAGEMENT BB YOLE	1 200	1 140	60	5.26
FRAIS D'ENGAGEMENT GD YOLE	1 280	1 440	160	11.11
DROIT D'ENTREE	1 890	3 900	2 010	51.54
FRAIS D'ENGAGEMENT ASSOCIATION	2 000	2 610	610	23.37
PARTICIPATION PRIX DES ASS	16 000	18 000	2 000	11.11
PARTICIPATION AU TOUR	12 800	12 800		
CERTIFICAT DE CONFORMITE	450	1 500	1 050	70.00
VENTES DE VHF		1 050	1 050	100.00
CONTRIBUT° MARCHANDS AMBULANTS	51 996	32 540	19 456	59.79
LES PARTENAIRES DU TOUR	391 114	386 209	4 905	1.27
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	464 905	570 608	105 703	18.52
SUBVENTIONS CONTRAT AIDES	2 181	6 108	3 927	64.28
SUBVENTION CNDS	23 000	20 000	3 000	15.00
SUBVENTION MINISTERE DES OM		5 000	5 000	100.00
CTM( COLLECTIVITE TERRITORIALE	384 000	480 000	96 000	20.00
SUBVENTION CACEM	5 000	5 000		
PARTICIPAT° MUNICIPALITES	50 724	54 500	3 776	6.93
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES	15 349		15 349	
REPRISE S PROV D'EXPLOITATION	15 349		15 349	
COTISATIONS	37 465	37 565	100	0.27
LICENCES MEMBRES ASSOCIES	850	1 640	790	48.17
LICENCES ASSOCIATIONS	33 920	32 900	1 020	3.10
MUTATION	2 695	3 025	330	10.91
AUTRES PRODUITS	35	7 738	7 702	99.55
DROITS AUTEUR ET DE REPRODUCTI		7 730	7 730	100.00
PRODT DIVERS GESTION COURANTE	35	7	28	383.91
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 015 691</b>	<b>1 083 323</b>	<b>67 632</b>	<b>6.24</b>
ACHATS DE MARCHANDISES	11 060	12 168	1 108	9.11
ACHAT BOUTIQUES TOUR	11 060	12 168	1 108	9.11
VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES)	9 485	1 920	7 565	394.01
VARIATION STOCKS MARCHANDISE	9 485	1 920	7 565	394.01
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	805 079	839 984	34 905	4.16
ACHATS ETUDES ET PRESTATION SE	16 752	12 960	3 792	29.26
PRESTATION CANOT SUIVEURS TOUR	37 625	34 000	3 625	10.66
PRESTAT° CANOT SUIVEURS SAISON	29 100	30 120	1 020	3.39
CARBURANT ORGANISATION TOUR	6 000	5 844	156	2.67
FOURNIT ENTRETIEN PETIT EQUIPT	1 856	2 958	1 101	37.24
ACHATS RECOMPENSES	4 653	3 259	1 394	42.79
FLAMMES -PAVILLONS-BEACH FLAG	21 507	35 577	14 070	39.55
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 933	985	948	96.24
T.SHIRTS TOUR	29 977	31 242	1 265	4.05
T.SHIRT CHAMPIONNAT	4 179	2 036	2 143	105.28

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page 16

## DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
LOCATION SALLE	750	1 300	550	42.31
LOCATIONS MATERIEL TOUR	45 731	53 946	8 216	15.23
LOCATION SANITAIRE TOUR	9 985	18 561	8 576	46.21
LOCATION TPE	276	276		
CHARGES LOCATIVES SIEGE	1 800	1 900	100	5.26
CONTRAT D'ENTRETIEN PHOTOCOPIE	450	2 296	1 846	80.39
ENTRETIEN ET REPARATION VEHICU	469	619	150	24.22
ENTRETIEN REPARATION MATÉRIEL	56	1 212	1 156	95.40
ENTRETIEN REPARATION BOUEE	130	69	61	88.46
ASSURANCE MULTIRISQUE	3 429	3 335	93	2.79
SITE INTERNET	6 117	7 162	1 046	14.60
SECURITE TOUR MARTINIQUE	238 165	216 563	21 603	9.98
HONORAIRES REGIE	78 387	95 727	17 340	18.11
HONORAIRES CAC	5 644	5 644		
HONORAIRES JURIDIQUE	2 713	5 425	2 713	50.00
HONORAIRES EXPERT COMPTABLE	5 584	5 819	234	4.03
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS	30 476	14 678	15 798	107.63
PUB PUBLICATIONS TOUR	52 779	45 274	7 505	16.58
GERBES	80	75	5	6.67
ANIMAT° SONORISAT° PODIUM TOUR	40 653	74 792	34 139	45.64
DIVERS-POURBOIRES, DON'S COURAN	1 000		1 000	
TRANSPORTS ORG.TOUR	2 175	1 800	375	20.86
DÉPLACEMENTS ET SEJOURS		2 502	2 502	100.00
RECEPTION ORGANISATION COURSES	7 215	8 929	1 714	19.19
RESTAURATION SECURITE TOUR	29 946	36 196	6 250	17.27
RECEPT. ANIM. TRANSPORT CATA	66 676	41 709	24 967	59.86
RECEPT° RESTAURAT° ORGANI.TOUR	10 747	24 330	13 583	55.83
AFFRANCHISSEMENTS	86	185	99	53.51
TÉLÉPHONE TÉLÉCOPIE	1 029	943	86	9.08
TÉLÉPHONE PORTABLE	6 315	7 286	972	13.34
INTERNET	1 129	1 146	17	1.51
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILÉ	1 438	1 231	207	16.82
COMMISSION SUR CB	67	71	4	5.80
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	271	273	2	0.82
FORMAT PROFESSIONNELLE CONTINU	271	273	2	0.82
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20 403	35 701	15 298	42.85
RÉMUNÉRATIONS DU PERSONNEL	20 220	20 063	157	0.78
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL TTS	638	14 596	13 958	95.63
CONGÉS PAYÉS	455	67	388	579.43
PRIMES ET GRATIFICATIONS		1 109	1 109	100.00
CHARGES SOCIALES	3 628	8 991	5 363	59.65
COTISATIONS À L'URSSAF	2 370	1 345	1 025	76.19
COTISATIONS TTS	81	6 555	6 474	98.76
COTISATION CAISSES DE RETRAITE	1 183	1 174	9	0.79
DETTES SOCIALES SUR CP	7	322	315	97.94
MÉDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE		80	80	100.00
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL		160	160	100.00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	8 494	6 733	1 761	26.16
DOT. AMORT. IMMO CORPORELLES	8 494	6 733	1 761	26.16

**C.G.F.**  
Comptabilité - Gestion - Fiduciaire  
11, rue du Fond Leca - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 Fax 0596 64 22 24  
RCS 89-B 532- SIREN 351 670 435

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page 17

## DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT		39 500	39 500	100.00
PROV. SUR CREANCES DOUTEUSES		39 500	39 500	100.00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 575	45 000	37 425	83.17
DOTATIONS DES CHGS EXPLOITAT	7 575	45 000	37 425	83.17
SUBVENTIONS ACCORDEES PAR L'ASSOCIATION	244 985	235 885	9 100	3.86
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	244 985	235 885	9 100	3.86
AUTRES CHARGES	1	469	468	99.82
CHARGE DIVERSE GESTION COURANT	1	469	468	99.82
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 092 012</b>	<b>1 222 784</b>	<b>130 773</b>	<b>10.69</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>76 321</b>	<b>139 462</b>	<b>63 141</b>	<b>45.27</b>
PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATIONS		0	0	100.00
PRODUITS FINANCIERS		0	0	100.00
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100.00</b>
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	1 144	1 421	277	19.48
INTERETS PRETS BANCAIRES	37	212	175	82.42
INTÉR BANC, ET OPÉRAT FINANCEM	1 107	1 208	102	8.43
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>	<b>1 144</b>	<b>1 421</b>	<b>277</b>	<b>19.48</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1 144</b>	<b>1 421</b>	<b>277</b>	<b>19.48</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>77 465</b>	<b>140 882</b>	<b>63 417</b>	<b>45.01</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	5 065	64 111	59 046	92.10
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIE	5 065	64 111	59 046	92.10
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>5 065</b>	<b>64 111</b>	<b>59 046</b>	<b>92.10</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	7 110	75 325	68 215	90.56
PENALITES, AMENDES FISCALES	110	188	78	41.51
AUTRES CHGS EXCEPTIONNELLES	2 000	11 065	9 065	81.92
CHARGES SUR EXERCICES ANTÉRIEU	5 000	64 072	59 072	92.20
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>7 110</b>	<b>75 325</b>	<b>68 215</b>	<b>90.56</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>2 045</b>	<b>11 214</b>	<b>9 169</b>	<b>81.76</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>1 020 756</b>	<b>1 147 434</b>	<b>126 678</b>	<b>11.04</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 100 266</b>	<b>1 299 530</b>	<b>199 264</b>	<b>15.33</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>79 510</b>	<b>152 096</b>	<b>72 586</b>	<b>47.72</b>
<b>EXCEDENTS OU DEFICITS</b>	<b>79 510</b>	<b>152 096</b>	<b>72 586</b>	<b>47.72</b>

**C.G.F.**  
**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE



Lauhon et Associés Expertise

**C.G.F**

**Société d'Expertise Comptable**

SARL au Capital de 80 000 €

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique  
RCS 89 B 532 - SIRET : 351 670 435 000 46 - APE : 6920Z

## AUTRES ÉTATS

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 18

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Compte : 21500000 INSTALL TECHNIQUES, MATÉRIELS

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00001 000	MATERIEL	17 514.71	010111	L 5,00	17 514.71		17 514.71		
Totaux compte : 21500000		17 514.71			17 514.71		17 514.71		

Compte : 21530000 INST. MATERIEL OUTILLAGE BOUEE

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00002 000	BOUEES	11 236.44	010111	L 10,00	10 052.65	1 123.64	11 176.29	60.15	
00016 000	BOUEES CUBIQUES REGATES COLORIS JAUNES + TRANSPORT	6 587.17	290617	L 20,00	671.35	1 317.43	1 988.78	4 598.39	
00017 000	BOUEE CYCLINRIQUE/CERTEC	4 704.00	070717	L 20,00	458.80	940.80	1 399.60	3 304.40	
00018 000	BOUEES CYCLINDRIQUES HAUTE MER + TRANSPORT	7 971.74	290617	L 20,00	812.46	1 594.35	2 406.81	5 564.93	
Totaux compte : 21530000		30 499.35			11 995.26	4 976.22	16 971.48	13 527.87	

Compte : 21810000 INSTALL GÉNÉRALES, AGENCEMENTS

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00003 000	MATERIEL	1 369.12	010111	L 33,33	1 369.12		1 369.12		
Totaux compte : 21810000		1 369.12			1 369.12		1 369.12		

Compte : 21820000 MATÉRIEL DE TRANSPORT

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00004 000	FIAT DUCATO 3 PORTES FOURGON	25 954.00	110613	L 5,00	5 917.40	1 297.70	7 215.10	18 738.90	
00006 000	BANICAR/BXB31CN OPEL COMBO	4 806.89	190216	L 33,33	2 989.49	1 602.30	4 591.79	215.10	
Totaux compte : 21820000		30 760.89			8 906.89	2 900.00	11 806.89	18 954.00	

Compte : 21830000 MATÉRIEL BUREAU, INFORMATIQUE

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00007 000	AMPLIFIE PORTATIF YAMAHA	1 399.00	120413	L 10,00	664.80	139.90	804.70	594.30	
00008 000	ACER UNITE CENTRALE	983.98	041213	L 20,00	792.60	191.38	983.98		
00009 000	ACER PORTABLE	798.75	190113	L 20,00	798.75		798.75		
00010 000	PHOTOCOPIEUR XEROX	1 356.25	040714	L 20,00	949.47	271.25	1 220.72	135.53	
00011 000	MATERIEL	13 133.51	010111	L 10,00	13 133.51		13 133.51		

**C.G.F.**

En Euros

**Comptabilité - Gestion - Fiduciaire**  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 851 670 435

COMPTABILITE GESTION FIDUCIAIRE

FEDERATION DES YOLLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
97200 FORT DE FRANCE

Page: 19

## ETAT DES IMMOBILISATIONS

Compte : 21830000 MATÉRIEL BUREAU, INFORMATIQUE

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00023 000	VERSALINK COLOR + 497K17260	1 356.25	11/12/18	L 20,00		15.61	15.61	1 340.64	
Totaux compte : 21830000		19 027.74			16 339.13	618.14	16 957.27	2 070.47	

Compte : 26100000 TITRES DE PARTICIPATION

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00012 000	TITRES DE PARTICIPATION	76.22	01/01/16	N 0,00				76.22	
Totaux compte : 26100000		76.22						76.22	

Compte : 27520000 DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS

No Immo	Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur Résiduelle	Date Cession
		Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total		
00013 000	DÉPÔT ET CAUTIONNEMENTS	276.94	01/01/16	N 0,00				276.94	
00014 000	PROVISION CGF COMPTA	700.00	01/06/16	N 0,00				700.00	
00024 000	PROVISION CONSEILDEXPER 10/03/2017	120.00	01/01/18	N 0,00				120.00	
Totaux compte : 27520000		1 096.94						1 096.94	

Récapitulatif général

Valeur brute Immobilisation début exercice	Augmentations				Diminutions			Valeur brute Immo. fin exercice
	Réévaluation	Acquisition	Poste/Poste	Total	Cession	Poste/Poste	Total	
98 868.72		1 476.25		1 476.25				100 344.97

Montants des Amortissements début exercice	Augmentations : dotations de l'exercice				Diminutions Amort. sortis de l'actif	Montant Amortissements fin exercice	Amortissements dérogatoires	
	Linéaires	Dégressif	Exceptionnelles	Total			Dotations	Reprises
56 125.11	8 494.36			8 494.36		64 619.47		

**C.G.F.**  
Comptabilité Gestion Fiduciaire  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 5321 SIREN 351 670 435



Lauhon et Associés Expertise

**C.G.F**

**Société d'Expertise Comptable**

SARL au Capital de 80 000 €

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Martinique  
RCS 89 B 532 - SIRET : 351 670 435 000 46 - APE : 6920Z

## BALANCES

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 1

## Balance Clients

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
41100001	ASS CARACOLI	3 985.00	4 245.00	260.00-
41100009	ASS FEM' & HOM' A LA BARRE	6 035.00	5 165.00	870.00
41100014	ASS APRANT	2 190.00	800.00	1 390.00
41100019	ASS LA YOLE TRINITENNE	11 370.00	7 800.00	3 570.00
41100027	ASS MOUN DOUBOUT	2 130.00	1 550.00	580.00
41100029	ASS VINI WE SA	2 020.00	1 320.00	700.00
41100032	MARCHAND AMBULANT	50.00		50.00
41100160	ASSOCIATION MAHOGANY	790.00	200.00	590.00
41100170	CCIM	10 895.00		10 895.00
41100171	CONCEPTUEL	2 500.00		2 500.00
	Total classe 41	41 965.00	21 080.00	20 885.00
	Total classe 4	41 965.00	21 080.00	20 885.00
	TOTAL GENERAL	41 965.00	21 080.00	20 885.00
	SOLDES	21 145.00	260.00	20 885.00

**C.G.F.**  
Comptabilité - Gestion - Fiduciaire  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES VOIES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 2

## Balance Fournisseurs

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
40100003	ORANGE CARAIBE	10 134.68	11 091.87	957.19-
40100005	CROSM	1 500.00	1 950.00	450.00-
40100006	CONCEPTUEL	313 314.60	339 840.00	26 525.40-
40100080	SDIS MARTINIQUE	72 530.72	132 530.72	60 000.00-
40100106	CABINET PAQUET	5 644.17	11 288.34	5 644.17-
40100160	FOURNISSEUR DIVERS	59 915.00	60 178.01	263.01-
40100171	WEST PROTECTION ET SECURITY	63 294.88	74 179.28	10 884.40-
40100177	MARTINES MICHELLE		3 133.45	3 133.45-
40100198	RESTAURANTS TI BO	2 545.55	2 186.11	359.44
40100200	CGF	7 657.79	13 560.14	5 902.35-
40100210	DIRECTION DEPART SERVICE PUBLI	23 120.00	23 220.00	100.00-
40100250	CDES		16 751.50	16 751.50-
40100300	CONSEILDEXPER	1 270.10	1 530.50	260.40-
40100525	RISING SARL		16 704.00	16 704.00-
40100532	DRAKO SECURITE	50 000.00	94 772.58	44 772.58-
	Total classe 40	610 927.49	802 916.50	191 989.01-
	Total classe 4	610 927.49	802 916.50	191 989.01-
	TOTAL GENERAL	610 927.49	802 916.50	191 989.01-
	SOLDES	359.44	192 348.45	191 989.01-

**C.G.F.**  
**Comptabilité Gestion - Fiduciaire**  
17, rue du Fort Lade - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Dossier : 000343	FEDERATION DES VOLES RONDES DE LA MARTINIQUE
Editée le 27/03/2019 à 08:19	Maison des Sports
	Rue du Petit Pavois
	97200 FORT DE FRANCE
Page : 3	
<b>Balance Générale</b>	
Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018	
brouillard	(Période au 31/12/2018)

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
11000000	REPORT A NOUVEAU(SOLDE CRÉDIT)		367 887.93	367 887.93-
11500000	RESULTAT EN INSTANCE DAFFECTAI	259 899.68		259 899.68
	Total classe 11	259 899.68	367 887.93	107 988.25-
15180000	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES		45 000.00	45 000.00-
15181000	AUTRE PROVISIONS POUR RISQUE	15 348.60	22 924.05	7 575.45-
	Total classe 15	15 348.60	67 924.05	52 575.45-
	Total classe 1	275 248.28	435 811.98	160 563.70-
21500000	INSTALL TECHNIQUES, MATÉRIELS	17 514.71		17 514.71
21530000	INST. MATERIEL OUTILLAGE BOUEE	30 499.35		30 499.35
21810000	INSTALL GÉNÉRALES, AGENCEMENTS	1 369.12		1 369.12
21820000	MATÉRIEL DE TRANSPORT	30 760.89		30 760.89
21830000	MATÉRIEL BUREAU, INFORMATIQUE	19 027.74		19 027.74
	Total classe 21	99 171.81		99 171.81
26100000	TITRES DE PARTICIPATION	76.22		76.22
	Total classe 26	76.22		76.22
27520000	DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	1 096.94		1 096.94
	Total classe 27	1 096.94		1 096.94
28150000	AMORT. INSTALL MATÉR, OUTILLAGE		17 514.71	17 514.71-
28153000	INST. MATERIEL OUTILLAGES BOUE		16 971.48	16 971.48-
28181000	AMORT. INSTALL GÉNÉRALES, AGCMT		1 369.12	1 369.12-
28182000	AMORT MATÉRIEL DE TRANSPORT		11 806.89	11 806.89-
28183000	AMORT MATÉRIEL BUREAU, INFORMA		16 957.27	16 957.27-
	Total classe 28		64 619.47	64 619.47-
	Total classe 2	100 344.97	64 619.47	35 725.50
37000000	STOCKS DE MARCHANDISES	18 265.00	4 390.00	13 875.00
	Total classe 37	18 265.00	4 390.00	13 875.00
	Total classe 3	18 265.00	4 390.00	13 875.00
40110000	FOURNISSEURS	1 049 829.40	1 241 818.41	191 989.01-
40810000	FOURNISSEURS FAC. NON PARV	10 546.77	18 307.91	7 761.14-
40910000	FRS AVANCE ET ACOMPTE	10 482.83	978.24	9 504.59
	Total classe 40	1 070 859.00	1 261 104.56	190 245.56-
41110000	CLIENTS	249 570.00	228 685.00	20 885.00
41600000	CLIENTS DOUTEUX	39 500.00		39 500.00
41810000	DUDE PRESSE	5 000.00		5 000.00
	Total classe 41	294 070.00	228 685.00	65 385.00
42820000	DETTES PROVISIONNÉES POUR CP	1 839.87	3 224.32	1 384.45-
42821000	DETTES PROV POUR PRÉCA		1 255.88	1 255.88-
	Total classe 42	1 839.87	4 480.20	2 640.33-

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES VOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 4

## Balance Générale

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
43100000	CGSS	4 745.00	7 812.31	3 067.31-
43731000	IRCOM	1 888.48	3 975.36	2 086.88-
43781000	FORMATION CONTINUE	273.39	778.32	504.93-
43820000	CHARGES SOCIALES SUR CP	249.93	493.21	243.28-
43860000	AUTRES CHARGES À PAYER	6 066.07	11 597.60	5 531.53-
	Total classe 43	13 222.87	24 656.80	11 433.93-
44115000	SUV. A RECEVOIR CTM	543 800.00	463 300.00	80 500.00
44135000	SUVVENTION CACEM	10 000.00	5 000.00	5 000.00
44150000	SUBV. A RECEVOIR PARTENAIRES	465 439.25	388 163.00	77 276.25
44170000	SUBV. A RECEVOIR MUNICIPALITÉS	163 924.00	91 700.00	72 224.00
	Total classe 44	1 183 163.25	948 163.00	235 000.25
46700000	AUTRES CPTES DÉBIT. OU CRÉDIT	249 098.22	249 048.82	49.40
46700022	ASSOCIATION ZIZITATA		550.00	550.00-
46700029	RAMSAHAI ARMELLE	11.00	115.39	104.39-
46700031	ASSOCIATION MOUN DOUBOUT	10.00		10.00
46700036	LAVALY HONORE		21.00	21.00-
46700040	SCP BR ASSOCIES		592.50	592.50-
46870200	SYLVAIN R-M DETOURNEMENT	444.20		444.20
	Total classe 46	249 563.42	250 327.71	764.29-
48700000	PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	56 085.00	98 010.00	41 925.00-
	Total classe 48	56 085.00	98 010.00	41 925.00-
49100000	DEPRECIATION CREANCES CLIENTS		39 500.00	39 500.00-
	Total classe 49		39 500.00	39 500.00-
	Total classe 4	2 868 803.41	2 854 927.27	13 876.14
51120000	CHEQUES A ENCAISSER	6 488.32		6 488.32
51221000	L C L	1 154 432.71	1 143 615.80	10 816.91
51260000	LA BANQUE POSTALE	84.14	36.00	48.14
51261000	LA BANQUE POSTALE 0155001R017	179.98	50.50	129.48
51290000	LCL LIVRET	55.50		55.50
	Total classe 51	1 161 240.65	1 143 702.30	17 538.35
53000000	CAISSE	38.69		38.69
	Total classe 53	38.69		38.69
	Total classe 5	1 161 279.34	1 143 702.30	17 577.04
	COMPTES DE BILAN	4 423 941.00	4 503 451.02	79 510.02-
60370000	VARIATION STOCKS MARCHANDISE	4 390.00	13 875.00	9 485.00-
	Total classe 603	4 390.00	13 875.00	9 485.00-
60400000	ACHATS ETUDES ET PRESTATION SE	16 751.50		16 751.50
60400001	PRESTATION CANOT SUIVEURS TOUR	37 625.00		37 625.00
60400002	PRESTAT° CANOT SUIVEURS SAISON	29 100.00		29 100.00

**C.G.F.**  
Comptabilité - Gestion - Fiduciaire  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tel 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 69 B 532 - SIREN 351 670 435

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES VOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 5

## Balance Générale

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
	Total classe 604	83 476.50		83 476.50
60613100	CARBURANT ORGANISATION TOUR	6 000.00		6 000.00
60630000	FOURNIT ENTRETIEN PETIT EQUIPT	1 856.33		1 856.33
60631000	ACHATS RÉCOMPENSES	4 652.96		4 652.96
60639000	FLAMMES -PAVILLONS-BEACH FLAG	21 506.60		21 506.60
60640000	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 932.85		1 932.85
60685000	T.SHIRTS TOUR	29 976.99		29 976.99
60688000	T.SHIRT CHAMPIONNAT	4 179.42		4 179.42
	Total classe 606	70 105.15		70 105.15
60712000	ACHAT BOUTIQUES TOUR	11 060.23		11 060.23
	Total classe 607	11 060.23		11 060.23
	Total classe 60	169 031.88	13 875.00	155 156.88
61300001	LOCATION SALLE	750.00		750.00
61351000	LOCATIONS MATERIEL TOUR	45 730.90		45 730.90
61351100	LOCATION SANITAIRE TOUR	9 984.99		9 984.99
61380000	LOCATION TPE	276.00		276.00
	Total classe 613	56 741.89		56 741.89
61400000	CHARGES LOCATIVES SIEGE	1 800.00		1 800.00
	Total classe 614	1 800.00		1 800.00
61500000	CONTRAT D'ENTRETIEN PHOTOCOPIE	450.30		450.30
61510000	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICU	469.41		469.41
61550000	ENTRETIEN RÉPARATION MATÉRIEL	55.78		55.78
61551000	ENTRETIEN REPARATION BOUEE	129.51		129.51
	Total classe 615	1 105.00		1 105.00
61610000	ASSURANCE MULTIRISQUE	3 428.57		3 428.57
	Total classe 616	3 428.57		3 428.57
61831000	SITE INTERNET	6 116.74		6 116.74
	Total classe 618	6 116.74		6 116.74
	Total classe 61	69 192.20		69 192.20
62100003	SECURITE TOUR MARTINIQUE	238 165.45		238 165.45
	Total classe 621	238 165.45		238 165.45
62260000	HONORAIRES REGIE	180 249.34	101 861.97	78 387.37
62261000	HONORAIRES CAC	11 288.34	5 644.17	5 644.17
62262000	HONORAIRES JURIDIQUE	2 712.50		2 712.50
62264000	HONORAIRES EXPERT COMPTABLE	10 209.80	4 625.36	5 584.44
	Total classe 622	204 459.98	112 131.50	92 328.48
62300000	PUBLICITÉ, PUBLICATIONS	30 475.75		30 475.75
62311000	PUB PUBLICATIONS TOUR	52 778.53		52 778.53
62341000	GERBES	80.00		80.00

**C.B.F.**  
Comptabilité - Gestion - Fiduciaire  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 11 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 6

## Balance Générale

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
62353000	ANIMAT° SONORISAT° PODIUM TOUR	40 653.36		40 653.36
62380000	DIVERS-POURBOIRES, DONS COURAN	1 000.00		1 000.00
	Total classe 623	124 987.64		124 987.64
62470005	TRANSPORTS ORG. TOUR	2 175.43		2 175.43
	Total classe 624	2 175.43		2 175.43
62574000	RECEPTION ORGANISATION COURSES	7 215.32		7 215.32
62576000	RESTAURATION SECURITE TOUR	29 945.92		29 945.92
62579200	RECEPT. ANIM. TRANSPORT CATA	66 676.46		66 676.46
62579300	RECEPT° RESTAURAT° ORGANI. TOUR	10 747.30		10 747.30
	Total classe 625	114 585.00		114 585.00
62610000	AFFRANCHISSEMENTS	86.00		86.00
62620000	TÉLÉPHONE TÉLÉCOPIÉ	1 028.67		1 028.67
62630000	TÉLÉPHONE PORTABLE	6 314.64		6 314.64
62640000	INTERNET	1 128.61		1 128.61
	Total classe 626	8 557.92		8 557.92
62700000	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILÉ	1 464.53	26.50	1 438.03
62710000	COMMISSION SUR CB	66.74		66.74
	Total classe 627	1 531.27	26.50	1 504.77
	Total classe 62	694 462.69	112 158.00	582 304.69
63330000	FORMAT PROFESSIONNELLE CONTINU	271.14		271.14
	Total classe 633	271.14		271.14
	Total classe 63	271.14		271.14
64100000	RÉMUNÉRATIONS DU PERSONNEL	20 220.43		20 220.43
64110000	RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL TTS	638.38		638.38
64120000	CONGÉS PAYÉS	1 384.45	1 839.87	455.42-
	Total classe 641	22 243.26	1 839.87	20 403.39
64510000	COTISATIONS À L'URSSAF	2 370.30		2 370.30
64512000	COTISATIONS TTS	81.14		81.14
64530000	COTISATION CAISSES DE RETRAITE	1 182.90		1 182.90
64550000	DETTES SOCIALES SUR CP	243.28	249.93	6.65-
	Total classe 645	3 877.62	249.93	3 627.69
	Total classe 64	26 120.88	2 089.80	24 031.08
65700000	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	244 985.00		244 985.00
	Total classe 657	244 985.00		244 985.00
65800000	CHARGE DIVERSE GESTION COURANT	0.86		0.86
	Total classe 658	0.86		0.86
	Total classe 65	244 985.86		244 985.86

**C.G.F.**  
Comptabilité - Gestion - Fiduciaire  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 47 Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 532 - SIREN 351 670 435

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES YOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 7

## Balance Générale

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
66110000	INTERETS PRETS BANCAIRES	37.30		37.30
66160000	INTÉR BANC. ET OPÉRAT.FINANCEM	1 106.57		1 106.57
	Total classe 661	1 143.87		1 143.87
	Total classe 66	1 143.87		1 143.87
67120000	PENALITES, AMENDES FISCALES	110.00		110.00
67180000	AUTRES CHGS EXCEPTIONNELLES	2 000.00		2 000.00
	Total classe 671	2 110.00		2 110.00
67200000	CHARGES SUR EXERCICES ANTÉRIEU	5 000.00		5 000.00
	Total classe 672	5 000.00		5 000.00
	Total classe 67	7 110.00		7 110.00
68112000	DOT .AMORT. IMMO CORPORELLES	8 494.36		8 494.36
68150000	DOTATIONS DES CHGS EXPLOITAT	7 575.45		7 575.45
	Total classe 681	16 069.81		16 069.81
	Total classe 68	16 069.81		16 069.81
	Total classe 6	1 228 388.33	128 122.80	1 100 265.53
70601000	ETUDE EVALUATION POIDS ECONOMI		13 395.00	13 395.00-
70620000	FRAIS D'ENGAGEMENT BB YOLES		1 200.00	1 200.00-
70630000	FRAIS D'ENGAGEMENT GD YOLES		1 280.00	1 280.00-
70640000	DROIT D'ENTREE		1 890.00	1 890.00-
70660000	FRAIS D'ENGAGEMENT ASSOCIATION		2 000.00	2 000.00-
70670000	PARTICIPATION PRIX DES ASS		16 000.00	16 000.00-
70680000	PARTICIPATION AU TOUR		12 800.00	12 800.00-
70690000	CERTIFICAT DE CONFORMITE		450.00	450.00-
	Total classe 706		49 015.00	49 015.00-
70700001	VENTES BOUTIQUE		5 811.50	5 811.50-
	Total classe 707		5 811.50	5 811.50-
70800002	CONTRIBUT° MARCHANDS AMBULANTS		51 996.00	51 996.00-
70800006	LES PARTENAIRES DU TOUR		391 113.85	391 113.85-
	Total classe 708		443 109.85	443 109.85-
	Total classe 70		497 936.35	497 936.35-
74000000	SUBVENTIONS CONTRAT AIDES		2 181.49	2 181.49-
74000001	SUBVENTION CNDS		23 000.00	23 000.00-
74000006	CTM( COLLECTIVITE TERRITORIALE		384 000.00	384 000.00-
74000007	SUBVENTION CACEM		5 000.00	5 000.00-
	Total classe 740		414 181.49	414 181.49-
74200000	PARTICIPAT° MUNICIPALITES	200.00	50 924.00	50 724.00-
	Total classe 742	200.00	50 924.00	50 724.00-

C.G.F.

aptabilité - Gestion - Fiduciaire  
1, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
et 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
N° S 49 B 432 - SIREN 351 670 435

Dossier : 000343  
Editée le 27/03/2019 à 08:19

FEDERATION DES VOLES RONDES DE LA MARTINIQUE  
Maison des Sports  
Rue du Petit Pavois  
97200 FORT DE FRANCE

Page : 8

## Balance Générale

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018  
(Période au 31/12/2018)

brouillard

COMPTE	INTITULE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
	Total classe 74	200.00	465 105.49	464 905.49-
75600000	LICENCES MEMBRES ASSOCIES		850.00	850.00-
75610000	LICENCES ASSOCIATIONS		33 920.00	33 920.00-
75620000	MUTATION		2 695.00	2 695.00-
	Total classe 756		37 465.00	37 465.00-
75800000	PRODT DIVERS GESTION COURANTE		35.18	35.18-
	Total classe 758		35.18	35.18-
	Total classe 75		37 500.18	37 500.18-
77200000	PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIE		5 064.89	5 064.89-
	Total classe 772		5 064.89	5 064.89-
	Total classe 77		5 064.89	5 064.89-
78150000	REPRISE S PROV D'EXPLOITATION		15 348.60	15 348.60-
	Total classe 781		15 348.60	15 348.60-
	Total classe 78		15 348.60	15 348.60-
	Total classe 7	200.00	1 020 955.51	1 020 755.51-
	COMPTES DE RESULTAT	1 228 588.33	1 149 078.31	79 510.02
	TOTAL GENERAL	5 652 529.33	5 652 529.33	

**C.G.R.**  
Comptabilité - Gestion - Fiduciaire  
11, rue du Fond Lada - Rte de Didier  
97200 FORT DE FRANCE  
Tél 0596 64 24 17 - Fax 0596 64 22 24  
RCS 89 B 5321 SIREN 351 670 435

## **SOLIHA ANTILLES**



ASSOCIATION SOLIHA ANTILLES

BAT F4 - 1 ER ETAGE  
LOT ZAC DE RIVIERE ROCHE

97200 FORT-DE-FRANCE

---

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

---

Exercice clos le 31 décembre 2018

---

**ASSOCIATION SOLIHA ANTILLES**

**BAT F4 - 1 ER ETAGE  
LOT ZAC DE RIVIERE ROCHE**

**97200 FORT-DE-FRANCE**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

---

Aux membres de l'Assemblée,

**I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée lors de votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de SOLIHA ANTILLES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**II. Fondement de l'opinion avec réserve**

*Motivation de la réserve*

Lors de notre audit, nous n'avons pu nous assurer de la réalité des prestations réalisées sur les exercices antérieurs, comptabilisées en 2018 (159 K€) avec une fiabilité suffisante du fait de la non obtention des comptes des années antérieures.

De plus, nous constatons que les fonds dus aux mandants ne sont pas représentés en trésorerie pour environ 30 K€.

*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations qui en ont résulté s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

**VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

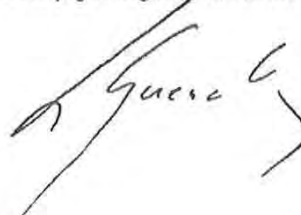
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à FORT DE FRANCE  
Le 27 Mars 2019,

Le Commissaire aux Comptes chargé du mandat

**Ludovic GUEUDET**  
Membre de la Compagnie Régionale de Fort de France



## ANNEXE DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AXIOME DELTA ARLES	Ass SOLIHA ANTILLES	Page : 1
--------------------	---------------------	----------

## Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	15 807	13 015	2 792	4 392
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	267 080		267 080	267 080
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	32 929	27 050	5 878	7 773
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	357		357	329
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 161		8 161	6 156
	<b>TOTAL (1)</b>	<b>324 334</b>	<b>-40 065</b>	<b>284 268</b>	<b>285 730</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	325 071	292 257	32 814	351 319
	Autres créances	412 085		412 085	249 980
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	168 506		168 506	14 132
	Charges constatées d'avance	746		746	4 000
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>906 407</b>	<b>292 257</b>	<b>614 150</b>	<b>619 431</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>		<b>1 230 741</b>	<b>332 323</b>	<b>898 418</b>	<b>905 161</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				8 161	6 156
(3) dont à plus d'un an					
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

AXIOME DELTA ARLES	Ass SOLIHA ANTILLES	Page : 2
--------------------	---------------------	----------

## Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2018	31/12/2017
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	239 363	218 676
	Résultat de l'exercice	88 114	20 687
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>327 477</b>	<b>239 363</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	19 400	19 400
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>19 400</b>	<b>19 400</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>346 877</b>	<b>258 763</b>
Provisions	Provisions pour risques	3 000	3 000
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	238 654	239 840
	Emprunts et dettes financières divers	4 186	4 186
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		8 184
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 893	208 543
	Dettes fiscales et sociales	101 540	138 068
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		40
	Autres dettes	142 268	44 536
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>548 541</b>	<b>643 398</b>
	Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>898 418</b>	<b>905 161</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		88 114,15	20 687,14
(1) Dont à moins d'un an		548 541	635 213
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		12 361	
ENGAGEMENTS DONNES			

AXIOME DELTA ARLES	Ass SOLIHA ANTILLES	Page : 3
--------------------	---------------------	----------

## Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2018	31/12/2017
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	239 363	218 676
	Résultat de l'exercice	88 114	20 687
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>327 477</b>	<b>239 363</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Provisions	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	19 400	19 400
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>19 400</b>	<b>19 400</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>346 877</b>	<b>258 763</b>
	Provisions pour risques	3 000	3 000
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
Fonds dédiés	Aux fondations abritées		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	238 654	239 840
	Emprunts et dettes financières divers	4 186	4 186
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		8 184
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 893	208 543
	Dettes fiscales et sociales	101 540	138 068
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		40
	Autres dettes	142 268	44 536
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>548 541</b>	<b>643 398</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>898 418</b>	<b>905 161</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	88 114,15	20 687,14
	(1) Dont à moins d'un an	548 541	635 213
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	12 361	
	ENGAGEMENTS DONNES		

AXIOME DELTA ARLES

Ass SOLIHA ANTILLES

Page : 4

## Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		31/12/2018	31/12/2017
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	375 221	856 977
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	460 103	388 000
	Dons		10 000
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	13 157	224
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	59 627	
	Autres produits		
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>908 108</b>	<b>1 255 202</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	540	
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	415 494	978 655
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 426	1 351
	Rémunération du personnel	182 901	167 096
	Charges sociales	48 153	44 122
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	5 694	6 766
	Dotation aux provisions	290 667	19 063
	Autres charges	24 164	1 531
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>972 038</b>	<b>1 218 584</b>
Produits financiers Charges financières	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(63 931)</b>	<b>36 617</b>
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers		15
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	5 690	64
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(5 690)</b>	<b>(50)</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)</b>	<b>(69 621)</b>	<b>36 567</b>
	Produits exceptionnels	158 973	4 271
	Charges exceptionnelles	1 238	20 151
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>158 075</b>	<b>(15 880)</b>
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 067 080</b>	<b>1 259 487</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>978 966</b>	<b>1 238 800</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>88 114</b>	<b>20 687</b>
	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

AXIOME DELTA ARLES

Ass SOLIHA ANTILLES

Page : 17

ANNEXE - Elément 1

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 898 418 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 067 080 euros et un total charges de 978 966 euros, dégageant ainsi un résultat de 88 114 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2018 et finit le 31/12/2018.  
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

AXIOME DELTA ARLES

Ass SOLIHA ANTILLES

Page : 18

ANNEXE - Elément I

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

### Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

# BUDGET PRINCIPAL

## ETAT DES DEPENSES ENGAGEES

### NON MANDATEES

### ET

## DES RECETTES CERTAINES

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-226-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

**EXERCICE 2018**

**BUDGET PRINCIPAL**  
**ETAT DES RESTES A REALISER**  
***SECTION D'INVESTISSEMENT***

# ETAT DES DEPENSES

## ENGAGEES NON MANDATEES

### *SECTION INVESTISSEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
900	Services généraux	12 114 552,78	3 588 475,01
9005	Gestion des fonds européens	13 229 356,02	14 858 447,17
901	Sécurité	1 911 588,31	195 238,50
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	32 835 547,32	1 046 996,10
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 204 037,26	1 287 501,50
904	Santé et action sociale (hors RSA)	3 765 627,49	522 019,63
905	Aménagement des territoires et habitat	28 425 004,56	1 743 694,68
906	Action économique	22 977 876,28	2 773 957,57
907	Environnement	15 354 763,92	154 408,47
908	Transports	52 109 558,42	391 818,65
923	Dettes et autres opérations financières	46 810 776,20	17 087,00
	<b>Somme :</b>	<b>232 738 688,56</b>	<b>26 579 644,28</b>

# CHAPITRE 900

-----

## Services Généraux

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
900	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	163 226,74	59 954,15
900	2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires - Concessions et droits similaires	1 162 479,25	122 347,37
900	2111	Terrains - Terrains nus	466 494,51	392 622,27
900	2115	Terrains - Terrains bâtis	2 500 000,00	897 886,93
900	21318	Constructions - Autres bâtiments publics	1 101 187,74	9 200,06
900	21351	Constructions - Bâtiments publics	344 400,65	35 992,54
900	2151	Installations, matériel et outillage techniques - Réseaux de voirie	61 761,26	29 617,29
900	21568	Installations, matériel et outillage techniques - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile		214,32
900	21578	Installations, matériel et outillage techniques - Autre matériel technique	14 662,58	17 805,69
900	21828	Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de transport	129 700,00	159 000,00
900	21838	Autres immobilisations corporelles - Autre matériel informatique	1 220 222,04	83 897,60
900	21848	Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de bureau et mobiliers	495 483,28	211 067,74
900	2188	Autres immobilisations corporelles - Autres	52 009,85	26 984,48
900	2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions		1 168 515,98
900	2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations, matériel et outillage techniques		323 264,76
900	275	Dépôts et cautionnements versés	46 124,90	50 103,83
<b>TOTAL</b>			<b>7 757 752,80</b>	<b>3 588 475,01</b>

# CHAPITRE 900-5

-----

## Gestion des Fonds Européens

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
9005	204122	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations		480 000,00
9005	2041412	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	0,00	456 814,30
9005	2041482	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	94 000,00	885 151,28
9005	2041483	Subventions d'équipement versées - Projets d'infrastructures d'intérêt national		76,38
9005	2041582	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations		15 653,88
9005	204181	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études		669 080,55
9005	204182	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	3 217 080,23	229 384,98
9005	20421	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	3 168 448,69	3 737 032,68
9005	20422	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	6 749 827,10	8 385 253,12
<b>TOTAL</b>			<b>13 229 356,02</b>	<b>14 858 447,17</b>

# CHAPITRE 901

-----

## Sécurité

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
901	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	5 857,12	13 969,29
901	20415332	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	511 371,60	88 754,49
901	2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions		92 514,72
TOTAL			517 228,72	195 238,50

# CHAPITRE 902

-----

## Enseignement, Formation Professionnelle et Apprentissage

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
902	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	402 335,93	42 753,09
902	204181	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	150 601,00	0,72
902	20431	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	3 292 319,73	35 000,00
902	21351	Constructions - Bâtiments publics	217 190,33	21 568,56
902	21735	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	773 672,31	477,04
902	21838	Autres immobilisations corporelles - Autre matériel informatique	473 243,29	131,69
902	2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions		564 781,34
902	2317	Immobilisations corporelles en cours - Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition		378 933,26
902	2744	Prêts - Prêts d'honneur	495 259,00	3 350,40
TOTAL			5 804 621,59	1 046 996,10

# CHAPITRE 903

-----

Culture, vie sociale, jeunesse, sports et  
loisirs

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
903	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	83 456,80	46 263,36
903	2041581	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	285 000,00	3 929,73
903	20421	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	813 548,60	837 004,72
903	2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires - Concessions et droits similaires	63 526,22	30 218,84
903	215738	Installations, matériel et outillage techniques - Autre matériel et outillage de voirie	22 518,00	15 750,03
903	21578	Installations, matériel et outillage techniques - Autre matériel technique	185 618,96	19 012,63
903	2158	Installations, matériel et outillage techniques - Autres installations, matériel et outillage techniques	10 899,00	823,79
903	2161	Collections et oeuvres d'art - oeuvres et objets d'art	97 319,92	1 700,00
903	2168	Collections et oeuvres d'art - Autres collections et oeuvres d'art	27 209,90	0,42
903	21838	Autres immobilisations corporelles - Autre matériel informatique	0,00	11 321,50
903	21848	Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de bureau et mobiliers	13 956,19	3 632,09
903	2188	Autres immobilisations corporelles - Autres	27 918,92	33 185,05
903	2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions		212 041,34
903	2316	Immobilisations corporelles en cours - Restauration des collections et oeuvres d'art		72 618,00
<b>TOTAL</b>			<b>1 630 972,51</b>	<b>1 287 501,50</b>

# CHAPITRE 904

-----

## Santé et action sociale (hors RSA)

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
904	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	40 149,67	2 670,10
904	20415332	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	548 456,00	152 873,57
904	20415341	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	200 000,00	83 389,69
904	20421	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	345 656,79	80 005,50
904	20422	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	804 613,43	149 478,46
904	21828	Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de transport		43 553,05
904	21848	Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de bureau et mobiliers	39 903,20	280,68
904	2188	Autres immobilisations corporelles - Autres	62 134,01	674,18
904	2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions		7 561,85
904	275	Dépôts et cautionnements versés	35 120,00	1 532,55
TOTAL			2 076 033,10	522 019,63

# CHAPITRE 905

-----

## Aménagement des territoires et habitat

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
905	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	72 105,21	20 160,17
905	2041481	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	11 866,38	41 752,55
905	2041482	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	2 997 794,91	443 276,69
905	204182	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	154 600,00	5 513,66
905	20422	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	7 057 688,55	522 761,20
905	2314	Immobilisations corporelles en cours - Constructions sur sol d'autrui		659 305,58
905	2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations, matériel et outillage techniques		32 427,83
905	2748	Prêts - Autres prêts	60 055,00	18 497,00
TOTAL			10 354 110,05	1 743 694,68

# CHAPITRE 906

-----

## Action économique

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
906	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	197 965,94	58 293,52
906	2041411	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	0,00	99 508,36
906	2041482	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	0,00	128,78
906	20415331	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études		491,39
906	2041582	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	240 000,00	0,94
906	204181	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	8 591 200,00	41 184,35
906	20421	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	11 514 588,18	652 179,43
906	20422	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	257 817,51	1 352 716,56
906	2128	Agencements et aménagements de terrains - Autres agencements et aménagements	0,00	11 300,00
906	21351	Constructions - Bâtiments publics	43 193,55	11 743,80
906	21533	Installations, matériel et outillage techniques - Réseaux câblés	0,00	8 026,00
906	21538	Installations, matériel et outillage techniques - Autres réseaux	0,00	462,92
906	217578	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition - Autre matériel technique	0,00	1 824,90
906	2186	Autres immobilisations corporelles - Cheptel	4 621,74	2 000,00
906	2188	Autres immobilisations corporelles - Autres	1 063,46	18 964,02
906	2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations, matériel et outillage techniques		329 879,53
906	238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	1 171,21
906	261	Titres de participation	0,00	184 081,86
<b>TOTAL</b>			<b>20 850 450,38</b>	<b>2 773 957,57</b>

# CHAPITRE 907

-----

## Environnement

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
907	20421	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	2 877 699,15	27 502,94
907	2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires - Concessions et droits similaires	0,00	6 314,80
907	2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations, matériel et outillage techniques		120 590,73
<b>TOTAL</b>			<b>2 877 699,15</b>	<b>154 408,47</b>

# CHAPITRE 908

-----

## Transports

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
908	2031	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion - Frais d'études	1 475 186,67	73 317,96
908	2041582	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations		70 662,18
908	2151	Installations, matériel et outillage techniques - Réseaux de voirie	468 106,39	1,42
908	2152	Installations, matériel et outillage techniques - Installations de voirie	138 679,51	21 647,00
908	2158	Installations, matériel et outillage techniques - Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	16 144,66
908	21828	Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de transport	462 618,75	27 423,59
908	2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions		2 892,83
908	2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations, matériel et outillage techniques		166 996,07
908	238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	404 063,16	12 732,94
<b>TOTAL</b>			<b>2 948 654,48</b>	<b>391 818,65</b>

# CHAPITRE 923

-----

## Dettes et autres opérations financières

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
923			46 810 776,20	17 087,00
TOTAL			46 810 776,20	17 087,00

**BUDGET PRINCIPAL**

**ETAT DES RESTES A REALISER**

***SECTION FONCTIONNEMENT***

# ETAT DES DEPENSES

## ENGAGEES NON MANDATEES

### *SECTION FONCTIONNEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
930	Services généraux	214 452 479,83	2 318 456,38
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	86 207 774,27	115 340,29
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	14 924 467,05	1 257 036,12
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	159 741 933,23	1 366 114,08
9343	APA	59 677 581,63	145 816,41
935	Aménagement des territoires et habitat	1 500 992,82	410 003,40
936	Action économique	17 531 580,39	1 226 883,59
937	Environnement	10 475 059,43	398 546,75
938	Transports	78 940 110,02	891 988,68
	<b>Somme :</b>	<b>643 451 978,67</b>	<b>8 130 185,70</b>

# CHAPITRE 930

-----

## Services Généraux

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
930	60623	Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation	68 449,90	1 743,86
930	60632	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures de petit équipement	818 130,07	28 699,25
930	6064	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures administratives	262 377,72	36,89
930	611	Contrats de prestations de services	211 215,07	126 094,36
930	61351	Locations - Matériel roulant	1 019 362,90	12 725,47
930	61358	Locations - Autres	445 088,50	1 329,13
930	61521	Entretien et réparations - Terrains	106 261,07	3 232,36
930	615221	Bâtiments publics	456 184,40	24 304,00
930	61551	Entretien et réparations - Matériel roulant	374 045,93	19 556,34
930	61558	Entretien et réparations - Autres biens mobiliers	25 163,34	192,96
930	6156	Entretien et réparations - Maintenance	983 971,28	71 719,67
930	617	Études et recherches	450 197,75	132 762,63
930	6182	Divers - Documentation générale et technique	119 655,20	15 862,40

930	6184	Divers - Versements à des organismes de formation	418 832,68	53 924,55
930	6188	Divers - Autres frais divers	698 154,39	94 014,43
930	62268	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Autres honoraires, conseils...	707 273,13	795 866,18
930	6236	Publicité, publications, relations publiques - Catalogues et imprimés et publications	704 155,37	288,60
930	6262	Frais postaux et frais de télécommunications - Frais de télécommunications	2 338 983,09	350 486,54
930	6282	Divers - Frais de gardiennage	6 149 975,97	293 108,42
930	6283	Divers - Frais de nettoyage des locaux	311 018,29	163 003,70
930	6475	Autres charges sociales - Médecine du travail, pharmacie	79 052,30	690,87
930	648	Autres charges de personnel	2 617 446,04	20 000,00
930	65311	Indemnités - Indemnités de fonction	1 799 190,06	18 177,60
930	65315	Indemnités - Formation	54 305,39	22 298,43
930	6558	Contributions obligatoires - Autres contributions obligatoires	0,00	19 784,00
930	6581	Charges diverses de gestion courante - Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires		48 553,74
<b>TOTAL</b>			<b>21 218 489,84</b>	<b>2 318 456,38</b>

# CHAPITRE 932

-----

## Enseignement, formation Professionnelle et apprentissage

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
932	615221	Bâtiments publics	468 914,85	8 669,15
932	6188	Divers - Autres frais divers	26 692,91	34 069,00
932	65131	Aides à la personne - Bourses	5 920 461,26	6 000,00
932	657381	Subventions - Autres établissements publics locaux	8 792 424,86	26 886,00
932	65748	Autres personnes de droit privé		1 800,00
932	6577	Remises gracieuses		37 916,14
<b>TOTAL</b>			<b>15 208 493,88</b>	<b>115 340,29</b>

# CHAPITRE 933

-----

Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sport,  
Loisirs

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
933	60623	Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation	4 031,72	1 000,00
933	60631	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures d'entretien	3 326,44	3 978,48
933	60632	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures de petit équipement	61 903,68	23 693,57
933	60636	Achats non stockés de matières et fournitures - Habillement et Vêtements de travail	812,80	3 000,00
933	6065	Achats non stockés de matières et fournitures - Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	157 411,13	690,79
933	6068	Achats non stockés de matières et fournitures - Autres matières et fournitures.	18 090,76	32 512,48
933	611	Contrats de prestations de services	10 961,61	1 270,00
933	61358	Locations - Autres	68 915,20	12 933,00
933	61521	Entretien et réparations - Terrains	266 002,80	11 857,75
933	615221	Bâtiments publics	192 156,89	24 503,40
933	6156	Entretien et réparations - Maintenance	100 446,10	3 471,46

933	6182	Divers - Documentation générale et technique	38 555,54	641,50
933	6188	Divers - Autres frais divers	520 381,69	33 436,70
933	6232	Publicité, publications, relations publiques - Fêtes et cérémonies	16 791,39	5 620,25
933	6236	Publicité, publications, relations publiques - Catalogues et imprimés et publications	97 221,03	10 130,29
933	6241	Transports de biens et transports collectifs - Transports de biens	28 853,34	6 042,77
933	6245	Transports de biens et transports collectifs - Transports de personnes extérieures à la collectivité	68 759,76	15 868,61
933	65131	Aides à la personne - Bourses	677 449,99	74 833,43
933	657348	Subventions - Autres communes	392 026,06	7 800,00
933	657381	Subventions - Autres établissements publics locaux	751 940,00	63 500,00
933	657382	Subventions - Organismes publics divers	3 032 500,00	16 200,00
933	65748	Autres personnes de droit privé		904 051,64
<b>TOTAL</b>			<b>6 508 537,93</b>	<b>1 257 036,12</b>

# CHAPITRE 934

-----

## Santé et Action Sociale (Hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
934	6185	Divers - Frais de colloques et séminaires	39 485,10	84 565,10
934	6188	Divers - Autres frais divers	321 121,34	29 309,20
934	62261	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Honoraires médicaux et paramédicaux	28 714,27	240,88
934	62268	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Autres honoraires, conseils...	403 031,53	210,00
934	6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers	1 235 590,42	4 735,70
934	6231	Publicité, publications, relations publiques - Annonces et insertions	81 716,49	11 287,70
934	6232	Publicité, publications, relations publiques - Fêtes et cérémonies	10 950,89	2 240,00
934	6234	Publicité, publications, relations publiques - Réceptions	87 518,46	2 557,40
934	6251	Déplacements et missions - Voyages, déplacements et missions	104 939,45	12 617,08
934	65111	Aides à la personne - Famille et enfance	1 247 310,11	600,00
934	6511211	Aides à la personne - Prestation de compensation du handicap - plus de 20 ans	17 592 755,59	389,10
934	65133	Aides à la personne - Secours d'urgence	2 100 616,97	40 165,00
934	65212	Frais de séjour, frais d'hébergement et frais d'inhumation - Frais périscolaires	30 466,65	15,00
934	652414	Frais de séjour, frais d'hébergement et frais d'inhumation - Foyers de jeunes travailleurs	134 066,05	17 269,50
934	652418	Frais de séjour, frais d'hébergement et frais d'inhumation - Autres	577 883,43	25 839,32
934	65243	Frais de séjour, frais d'hébergement et frais d'inhumation - Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	32 110 856,29	5 364,34
934	65748	Autres personnes de droit privé		1 128 708,76
<b>TOTAL</b>			<b>56 107 023,04</b>	<b>1 366 114,08</b>

# CHAPITRE 934-3

-----

## APA

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
9343	651141	Aides à la personne - APA à domicile versée au service d'aide à domicile	1 231 854,71	143 685,71
9343	651144	Aides à la personne - APA versée à l'établissement	9 332 353,06	2 130,70
TOTAL			10 564 207,77	145 816,41

# CHAPITRE 935

-----

## Aménagement des territoires et habitat

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
935	61521	Entretien et réparations - Terrains	47 821,00	7 812,00
935	65133	Aides à la personne - Secours d'urgence		293 804,00
935	6568	Participations - Autres participations	685 000,00	41 589,75
935	657363	Subventions - à caractère administratif	0,00	21 797,65
935	65748	Autres personnes de droit privé		45 000,00
TOTAL			732 821,00	410 003,40

# CHAPITRE 936

-----

## Action économique

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
936	60632	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures de petit équipement	2 976,54	341,86
936	6068	Achats non stockés de matières et fournitures - Autres matières et fournitures.	4 598,16	1 137,60
936	62261	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Honoraires médicaux et paramédicaux	162,00	727,50
936	65742	Entreprises		8 000,00
936	65748	Autres personnes de droit privé		1 216 676,63
TOTAL			7 736,70	1 226 883,59

# CHAPITRE 937

-----

## Environnement

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
937	617	Études et recherches	239 240,77	166 968,72
937	6568	Participations - Autres participations	268 742,10	34 086,56
937	657348	Subventions - Autres communes	617 771,11	1 057,67
937	657351	Subventions - GFP de rattachement	43 742,12	61 097,00
937	657381	Subventions - Autres établissements publics locaux	22 660,67	9 780,00
937	657382	Subventions - Organismes publics divers	4 752 070,97	32 292,50
937	65742	Entreprises		28 000,00
937	65748	Autres personnes de droit privé		65 264,30
<b>TOTAL</b>			<b>5 944 227,74</b>	<b>398 546,75</b>

# CHAPITRE 938

-----

## Transport

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
938	60632	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures de petit équipement	800,00	74 689,81
938	61351	Locations - Matériel roulant	50 786,72	24 464,85
938	615221	Bâtiments publics	0,00	1 517,92
938	615231	Voiries	11 383 691,37	68 328,13
938	61558	Entretien et réparations - Autres biens mobiliers	2 393,17	182,00
938	617	Études et recherches	446 221,00	333 721,50
938	6188	Divers - Autres frais divers	80 311,62	7 118,36
938	6238	Publicité, publications, relations publiques - Divers	0,00	45,00
938	65748	Autres personnes de droit privé		381 921,11
TOTAL			11 964 203,88	891 988,68



# B.G.P.I.S.E

## ETAT DES RESTES A REALISER

EXERCICE 2018

# ETAT DES DEPENSES

## ENGAGEES NON MANDATEES

*SECTION FONCTIONNEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
011	Charges à caractère général	1 381 538,02	523 975,88
012	Charges de personnel et frais assimilés	355 900,00	2 079,00
67	Charges exceptionnelles	120 594,56	594,56
	<b>Somme :</b>	<b>1 858 032,58</b>	<b>526 649,44</b>

# CHAPITRE 011

-----

## Charges à caractère général

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
011	6061	Achats non stockés de matière et fournitures - Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	448 343,49	19 523,58
011	61521	Bâtiments publics	93 725,41	9 343,49
011	6156	Entretien et réparations - Maintenance	734 271,47	479 492,14
011	617	Études et recherches	17 845,50	15 616,67
TOTAL			1 294 185,87	523 975,88

# CHAPITRE 012

-----

## Charges de personnel et frais assimilés

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
012	6411	Rémunérations du personnel - Salaires, appointements, commissions de base	154 340,50	693,00
012	6478	Autres charges sociales - Autres charges sociales diverses		1 386,00
TOTAL			154 340,50	2 079,00

# CHAPITRE 67

-----

## Charges exceptionnelles

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
67	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	120 594,56	594,56
TOTAL			120 594,56	594,56

# ETAT DES RECETTES

## ENGAGEES NON MANDATEES

*SECTION FONCTIONNEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	935 000,00	9 104,78
	<b>Somme :</b>	<b>935 000,00</b>	<b>9 104,78</b>

# CHAPITRE 70

-----

Ventes de produits fabriqués,  
prestations de services, marchandises

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
70	70111	Ventes d'eau - Ventes d'eau aux abonnés	640 000,00	9 104,78
TOTAL			640 000,00	9 104,78

ETAT DES RESTES

A

REALISER

*Laboratoire Territoriale d'Analyse*

ETAT DES DEPENSES ENGAGEES  
NON  
MANDATEES  
Laboratoire Territoriale d'Analyse  
*SECTION INVESTISSEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
904	Santé et action sociale (hors RSA)	300 970,93	59 226,44
	<b>Somme :</b>	<b>300 970,93</b>	<b>59 226,44</b>

# CHAPITRE 904

-----

## Santé et Action Sociale (Hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
904	21578	Installations, matériel et outillage techniques - Autre matériel technique	255 379,81	58 474,04
904	2188	Autres immobilisations corporelles - Autres	752,40	752,40
TOTAL			256 132,21	59 226,44

# ETAT DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES

## Laboratoire Territoriale d'Analyse

*SECTION FONCTIONNEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	3 264 063,36	181 112,78
	<b>Somme :</b>	<b>3 264 063,36</b>	<b>181 112,78</b>

# CHAPITRE 934

-----

## Santé et Action Sociale (Hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
934	60623	Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation	100,00	90,34
934	60632	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures de petit équipement	154 465,32	17 170,10
934	60668	Achats non stockés de matières et fournitures - Autres produits pharmaceutiques	325 569,43	78 296,23
934	6068	Achats non stockés de matières et fournitures - Autres matières et fournitures.	1 489,12	12,86
934	6156	Entretien et réparations - Maintenance	167 653,17	63 604,00
934	6188	Divers - Autres frais divers	63 875,78	874,10
934	6241	Transports de biens et transports collectifs - Transports de biens	103 136,58	4 912,27
934	6288	Divers - Autres	6 225,14	1 091,68
934	6478	Autres charges sociales - Autres charges sociales diverses		15 061,20
<b>TOTAL</b>			<b>822 514,54</b>	<b>181 112,78</b>

# ETAT DES RECETTES ENGAGEES NON MANDATEES Laboratoire Territoriale d'Analyse

*SECTION FONCTIONNEMENT*

CHAP	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET TOTAL	ENGAGEMENTS
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	3 376 284,96	98 647,90
	<b>Somme :</b>	<b>3 376 284,96</b>	<b>98 647,90</b>

# CHAPITRE 934

-----

## Santé et Action Sociale (Hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

CHAP	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	TOTAL CP VOTE	ENGAGEMENTS
934	70641	Prestations de services - Taxes d'analyse	1 887 784,96	98 647,90
TOTAL			1 887 784,96	98 647,90

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-226-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**RAPPORT**  
**À**  
**MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**  
**MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS**  
**À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**  
  
**SEANCE DU 20 JUIN 2019**  
  
**RAPPORT N°10**  
  
**EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018**

Le compte administratif retrace les ouvertures cumulées, les dépenses et les recettes exécutées par l'ordonnateur au cours de l'exercice écoulé, mais aussi les restes à réaliser (dépenses et recettes) des deux sections du budget.

Le compte administratif doit être voté avant le 30 juin 2019.

*Les résultats de l'exercice budgétaire* figurant au compte administratif sont constitués du déficit ou de l'excédent réalisé de chacune des deux sections, mais aussi des restes à réaliser en dépenses et en recettes. Ces derniers font en effet partie intégrante des résultats du compte administratif.

*Les restes à réaliser en dépenses* sont justifiés par un état détaillé des dépenses engagées non mandatées; en recettes, ils sont justifiés par un état faisant apparaître les recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission de titre.

#### Résultat de l'exercice 2018

	Budget principal (€)	LTA (€)	BGPISE (€)
Résultat comptable	(*) 34 194 362,51	293 043,67	359 460,20
Montant des Dépenses Engagées Non Mandatées	- 34 709 829,98	141 691,32	-526 649,44
Restes à réaliser en recettes			9 104,78
Résultat global net de clôture	-515 467,47	151 352,35	-158 084,46

(\*) Ce résultat comptable est concordant avec le résultat du Compte de gestion 2018

Vous êtes invités à vous prononcer sur l'adoption Compte Administratif 2018.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, Chers collègues de bien vouloir en délibérer.



Le Président du Conseil Exécutif  
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

- 4 JUIN 2019

collectivitedemartinique.mq   



Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-226-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



# COMPTE ADMINISTRATIF

2 0 1 8

**ERRATUM**



## EXPOSE DES MOTIFS

## Le Compte de Gestion (CG)

Est l'ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous la responsabilité d'un comptable principal dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des Collectivités Locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

**Avant le 1<sup>er</sup> juin** de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte:

- **une balance générale** de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la Collectivité),
- **le bilan comptable** de la Collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la Collectivité ou de l'établissement local. Le compte de gestion est également soumis au vote de l'Assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance sur les flux des deux documents (Compte administratif et Compte de gestion).

## Le Compte administratif (CA) est le compte rendu de la gestion de l'ordonnateur pour l'exercice écoulé

Il retrace les ouvertures cumulées, les dépenses et les recettes exécutées par l'ordonnateur au cours de l'exercice écoulé, mais aussi les restes à réaliser (dépenses et recettes) des deux sections du budget.

**Les résultats de l'exercice budgétaire** figurant au compte administratif sont constitués du déficit ou de l'excédent réalisé de chacune des deux sections, mais aussi des restes à réaliser en dépenses et en recettes. Ces derniers font en effet partie intégrante des résultats du compte administratif.

**Les restes à réaliser en dépenses** sont justifiés par un état détaillé des dépenses engagées non mandatées; en recettes, ils sont justifiés par un état faisant apparaître les recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission de titre.

## Résultat de l'exercice 2018

	Budget principal (€)	LTA (€)	BGPISE (€)
Résultat comptable	<b>34 194 362,51</b>	<b>298 999 ,22</b>	359 460,20
Montant des Dépenses Engagées Non Mandatées	34 709 829,98	<b>240 339,22</b>	526 649,44
Restes à réaliser en recettes		<b>98 647,90</b>	9 104,78
Résultat global net de clôture			
Excédent		<b>157 307,90</b>	
Déficit	<b>515 467,47</b>		158 084,46

(\*) Ce résultat comptable est concordant avec le résultat du Compte de gestion 2018.





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-227-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 1<sup>er</sup> 0 JUL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-227-1

#### PORTANT AFFECTATION DES RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Stéphanie NORCA, Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 19 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Formation professionnelle et Apprentissage et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 11 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement Réseaux numériques le 14 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Transport le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique, après avoir analysé et voté le Compte Administratif de l'exercice 2018, décide des affectations suivantes :

## COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2018

### AFFECTATION DU RÉSULTAT

#### Mouvements Réels + Ordre

#### BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	950 443 331,34
Dépenses Totales de Fonctionnement	- 900 242 073,51
Résultat de l'Exercice	<b>50 201 257,83</b>
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	9 029 581,06
Résultat Cumulé de l'Exercice	<b>59 230 838,89</b>
Recettes Reportées	-
Dépenses Engagées Non Mandatées	8 130 185,70
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	<b>51 100 653,19</b>
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement hors 1068	219 082 657,41
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86
Recettes Totales d'Investissement	<b>228 586 233,27</b>
Dépenses Totales d'Investissement	- 229 268 985,77
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	- <b>682 752,50</b>
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	- 24 353 723,88
Résultat Net d'Investissement	- <b>25 036 476,38</b>
Recettes Reportées	-
Dépenses Engagées Non Mandatées	26 579 644,28
Besoin de Financement (II)	- <b>51 616 120,66</b>
DEFICIT GLOBAL DE L'EXERCICE	- <b>515 467,47</b>

#### DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

RÉSULTAT CUMULÉ DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	59 230 838,89
AFFECTATION DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ (Couverture du besoin de financement ARTICLE 1068)	<b>51 616 120,66</b>
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	<b>7 614 718,23</b>
001 DÉFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ	- <b>25 036 476,38</b>
BESOIN DE FINANCEMENT APRES AFFECTATION DES RÉSULTATS	- 515 467,47

## **COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2018**

### **AFFECTATION DU RÉSULTAT**

#### ***Mouvements Réels + Ordre***

#### **BUDGET LTA**

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	2 916 349,78
Dépenses Totales de Fonctionnement	-2 886 506,06
Résultat de l'Exercice	<b>29 843,72</b>
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	88 570,61
Résultat Cumulé de l'Exercice	<b>118 414,33</b>
Recettes Reportées	98 647,90
Dépenses Engagées Non Mandatées	181 112,78
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	<b>35 949,45</b>
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	149 698,71
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	-
Dépenses Totales d'Investissement	- 91 572,48
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	<b>58 126,23</b>
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	122 458,66
Résultat Net d'Investissement	180 584,89
Recettes Reportées	-
Dépenses Engagées Non Mandatées	59 226,44
Excédent de Financement (II)	<b>121 358,45</b>
EXCEDENT GLOBAL DE L'EXERCICE	<b>157 307,90</b>

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
001 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	<b>121 358,45</b>
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	<b>118 414,33</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2018

### AFFECTATION DU RÉSULTAT

#### Mouvements Réels + Ordre

#### BUDGET BGPISÉ

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	1 466 008,45
Dépenses Totales de Fonctionnement	- 972 579,69
Résultat de l'Exercice	<b>493 428,76</b>
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	- 133 968,56
Résultat Cumulé de l'Exercice	<b>359 460,20</b>
Recettes Reportées	9 104,78
Dépenses Engagées Non Mandatées	526 649,44
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	- <b>158 084,46</b>
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	-
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	-
Dépenses Totales d'Investissement	-
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	-
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	-
Résultat Net d'Investissement	-
Recettes Reportées	-
Dépenses Engagées Non Mandatées	-
Besoin de Financement (II)	-
DEFICIT GLOBAL DE L'EXERCICE	- <b>158 084,46</b>

#### DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE

002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	<b>359 460,20</b>
---	-------------------

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 32 voix pour, 14 voix contre et 1 abstention, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL, 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-228-1

#### PORTANT ADOPTION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE (procuration à Manuella CLEMBERTHOLO), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Michelle MONROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Maryse PLANTIN, Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 du 19 décembre 2018 portant approbation du Budget primitif de l'exercice 2019 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-78-1 du 4 avril 2019 portant adoption de la décision modificative n°1 au Budget de l'exercice 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;  
Vu le projet de budget supplémentaire proposé par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ;  
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 19 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Transport le 18 juin 2019 ;  
Considérant l'adoption, par un vote de l'Assemblée de Martinique, d'un amendement validant une inscription pour l'Institut Martiniquais du Sport (IMS) de 500 000,00 € de crédits de paiement ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique adopte, conformément aux documents joints à la présente délibération, le budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2019 :

- en mouvements budgétaires : 65 489 767,36 €
- en mouvements réels : 66 060 599,12 €
- en mouvements d'ordre : - 570 831,76 €.

**ARTICLE 2 :** Les crédits de paiement en dépenses et en recettes sont votés et répartis comme suit :

B.S. 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & D'ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
<b>Budget Principal</b>						
Investissement	49 583 175,94	53 105 358,47	2 806 698,77	-715 483,76	52 389 874,71	52 389 874,71
Fonctionnement	15 710 434,52	12 188 251,99	-3 522 182,53		12 188 251,99	12 188 251,99
	<b>65 293 610,46</b>	<b>65 293 610,46</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>64 578 126,70</b>	<b>64 578 126,70</b>
<b>Budget L.T.A.</b>						
Investissement	59 226,44	-85 425,56		144 652,00	59 226,44	59 226,44
Fonctionnement	181 112,78	325 764,78	144 652,00		325 764,78	325 764,78
	<b>240 339,22</b>	<b>240 339,22</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>384 991,22</b>	<b>384 991,22</b>
<b>Budget B.G.P.I.S.E.</b>						
Investissement						
Fonctionnement	526 649,44	526 649,44			526 649,44	526 649,44
	<b>526 649,44</b>	<b>526 649,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>526 649,44</b>	<b>526 649,44</b>
<b>Budget Général</b>						
Investissement	49 642 402,38	53 019 932,91	2 806 698,77	-570 831,76	52 449 101,15	52 449 101,15
Fonctionnement	16 418 196,74	13 040 666,21	-3 377 530,53	0,00	13 040 666,21	13 040 666,21
	<b>66 060 599,12</b>	<b>66 060 599,12</b>	<b>-570 831,76</b>	<b>-570 831,76</b>	<b>65 489 767,36</b>	<b>65 489 767,36</b>

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 29 voix pour, 10 voix contre, 0 abstention et 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



2 0 1 9

# BUDGET SUPPLÉMENTAIRE

## *BUDGET PRINCIPAL*

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

**Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)**

**(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE**

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

**M. 57**

**Budget supplémentaire (3)**

**Voté par fonction**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL CTM (4)

**ANNEE 2019**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

### III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	49
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	50
A.906 - Action économique	53
A.907 - Environnement	55
A.908 - Transports	58
A.921 - Taxes non affectées	62
A.922 - Dotations et participations	63
A.923 - Dettes et autres opérations financières	64
A.925 - Opérations patrimoniales	65
A.926 - Transferts entre les sections	66
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	68
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	69
B.930 - Services généraux	73
B.930-5 - Gestion des fonds européens	76
B.931 - Sécurité	77

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	81
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	84
B.934-3 - APA	87
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	88
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	89
B.936 - Action économique	92
B.937 - Environnement	94
B.938 - Transports	97
B.940 - Impositions directes	101
B.941 - Autres impôts et taxes	102
B.942 - Dotations et participations	104
B.943 - Opérations financières	105
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	107
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	108
B.946 - Transferts entre les sections	109
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	110
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	111

**IV - Annexes****A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	112
A1.01 - Opérations non ventilables	114
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	115
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	118
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	119
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	120
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	123
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	126
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	129
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	130
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	133
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	135
A1.908 - Fonction 8 - Transports	138
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	142
A2.01 - Opérations non ventilables	144
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	145
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	151
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	152
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	153
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	156
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	159
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	163

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	164
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	165
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	168
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	170
A2.938 - Fonction 8 - Transports	173
<b>B - Annexes patrimoniales</b>	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	177
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

**V - Arrêté et signatures**

A - Arrêté et signatures

178

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

<b>Informations statistiques</b>	<b>Valeurs</b>
Population totale	0.00

<b>Informations fiscales (N-2)</b>	<b>Collectivité</b>
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

<b>Informations financières – ratios</b>	<b>Valeurs</b>
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	
3 Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4 Encours de dette / population (2)	0.00
5 DGF / population	0.00
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0.0%
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0.0%
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

<p>I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;</li> <li>- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;</li> <li>- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.</li> </ul> <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.</p> <p>III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .</p> <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont budgétaires (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).</p> <p>VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).</p>
---

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

<b>RESULTAT DE L'EXERCICE N-1</b>					
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde d'exécution ou résultat reporté</b>	<b>Résultat ou solde (A) (2)</b>	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	1 129 511 059,28	1 179 029 564,61	-15 324 142,82	A1	34 194 362,51
<b>Investissement</b>	229 268 985,77	228 586 233,27	(3) -24 353 723,88	A2	-25 036 476,38
<b>Fonctionnement</b>	900 242 073,51	950 443 331,34	(4) 9 029 581,06	A3	59 230 838,89

<b>RESTES A REALISER N-1</b>					
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde (B)</b>		
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 34 709 829,98	III + IV 0,00	B1	-34 709 829,98	
<b>Investissement</b>	I 26 579 644,28	III 0,00	B2	-26 579 644,28	
<b>Fonctionnement</b>	II 8 130 185,70	IV 0,00	B3	-8 130 185,70	

<b>RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	-515 467,47
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	-51 616 120,66
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	51 100 653,19

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) 26 579 644,28
900	Services généraux	3 588 475,01
900-5	Gestion des fonds européens	14 858 447,17
901	Sécurité	195 238,50
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 046 996,10
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 287 501,50
904	Santé et action sociale (hors RSA)	522 019,63
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	1 743 694,68
906	Action économique	2 773 957,57
907	Environnement	154 408,47
908	Transports	391 818,65
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	17 087,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) 8 130 185,70
930	Services généraux	2 318 456,38
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	115 340,29
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 257 036,12
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	1 366 114,08
934-3	APA	145 816,41
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	410 003,40
936	Action économique	1 226 883,59
937	Environnement	398 546,75
938	Transports	891 988,68
940	Impositions directes	0,00

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -  
**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

760

<b>Chap. / Art. (2)</b>	<b>Libellé</b>	<b>Dépenses engagées non mandatées</b>
<b>941</b>	<b>Autres impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>
<b>942</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>
<b>943</b>	<b>Opérations financières</b>	<b>0,00</b>
<b>944</b>	<b>Frais de fonctionnement groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b>	<b>C3</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
- Juin 2019 -  
**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

762

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.  
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.  
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.  
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	773 754,05	52 389 874,71

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	26 579 644,28	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 25 036 476,38	(si solde positif) 0,00

	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	52 389 874,71	52 389 874,71

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 058 066,29	4 573 533,76

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	8 130 185,70	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 7 614 718,23

	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	12 188 251,99	12 188 251,99

	TOTAL DU BUDGET (4)	64 578 126,70	64 578 126,70
--	---------------------	---------------	---------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE</b>	<b>A2</b>

**VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-2 032 944,72	2 806 698,77	773 754,05	53 105 358,47	-715 483,76	52 389 874,71
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	7 580 248,82	-3 522 182,53	4 058 066,29	4 573 533,76	0,00	4 573 533,76
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	5 547 304,10	-715 483,76	4 831 820,34	57 678 892,23	-715 483,76	56 963 408,47

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>	<b>B1</b>

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>	950	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>	<b>B2</b>

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C
SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>AE VOTEES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>271 642 701,64</b>	<b>26 579 644,28</b>	<b>25 810 230,43</b>	<b>25 810 230,43</b>	<b>52 389 874,71</b>
90 Opérations ventilées	220 789 160,97	26 562 557,28	-2 032 944,72	-2 032 944,72	24 529 612,56
- en AP/CP (2)	220 718 370,97	26 495 991,33	-1 989 391,67	-1 989 391,67	24 506 599,66
- hors AP/CP (2)	70 790,00	66 565,95	-43 553,05	-43 553,05	23 012,90
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	50 853 540,67	17 087,00	2 806 698,77	2 806 698,77	2 823 785,77
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		25 036 476,38	25 036 476,38	25 036 476,38
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>271 642 701,64</b>	<b>0,00</b>	<b>52 389 874,71</b>	<b>52 389 874,71</b>	<b>52 389 874,71</b>
90 Opérations ventilées	83 472 974,06	0,00	1 339 237,81	1 339 237,81	1 339 237,81
- Recettes affectées	83 472 974,06	0,00	1 339 237,81	1 339 237,81	1 339 237,81
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	158 967 348,00	0,00	2 956 698,77	2 956 698,77	2 956 698,77
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	29 202 379,58		-3 522 182,53	-3 522 182,53	-3 522 182,53
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		51 616 120,66	51 616 120,66	51 616 120,66
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>949 844 832,36</b>	<b>8 130 185,70</b>	<b>4 058 066,29</b>	<b>4 058 066,29</b>	<b>12 188 251,99</b>
93 Services ventilés	866 177 748,45	8 130 185,70	5 080 248,82	5 080 248,82	13 210 434,52
- en AE/CP	154 950 517,97	0,00	2 298 278,71	2 298 278,71	2 298 278,71
- hors AE/CP	711 227 230,48	8 130 185,70	2 781 970,11	2 781 970,11	10 912 155,81
94 Services communs non ventilés	54 464 704,33	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
953 Virement à la section d'investissement	29 202 379,58		-3 522 182,53	-3 522 182,53	-3 522 182,53
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>949 844 832,36</b>	<b>0,00</b>	<b>12 188 251,99</b>	<b>12 188 251,99</b>	<b>12 188 251,99</b>
93 Services ventilés	273 514 506,36	0,00	3 440 759,80	3 440 759,80	3 440 759,80
94 Services communs non ventilés	676 330 326,00	0,00	1 132 773,96	1 132 773,96	1 132 773,96
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		7 614 718,23	7 614 718,23	7 614 718,23

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)</b>	<b>C</b>

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
<b>AE VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>27 860 262,15</b>	<b>4 138 475,01</b>	<b>12 482 286,46</b>	<b>195 238,50</b>	<b>1 046 996,10</b>	<b>1 287 501,50</b>	<b>315 235,62</b>
90 Opérations ventilées		4 138 475,01	12 482 286,46	195 238,50	1 046 996,10	1 287 501,50	315 235,62
- en AP/CP (2)		4 137 000,01	12 482 286,46	195 238,50	1 046 996,10	1 287 501,50	315 235,62
- hors AP/CP (2)		1 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	2 823 785,77						
001 Solde exécution invest. reporté	25 036 476,38						
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>51 050 636,90</b>	<b>558 039,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>181 037,99</b>	<b>0,00</b>
90 Opérations ventilées		558 039,82	0,00	0,00	100 000,00	181 037,99	0,00
- Recettes affectées		558 039,82	0,00	0,00	100 000,00	181 037,99	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	2 956 698,77						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	-3 522 182,53						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	51 616 120,66						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>-1 022 182,53</b>	<b>45 526 894,38</b>	<b>2 376 160,71</b>	<b>0,00</b>	<b>-39 374 417,61</b>	<b>258 536,12</b>	<b>-1 525 183,37</b>
93 Services ventilés		45 526 894,38	2 376 160,71	0,00	-39 374 417,61	258 536,12	-1 525 183,37
- en AE/CP		0,00	2 376 160,71	0,00	-378 000,00	0,00	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		45 526 894,38	0,00	0,00	-38 996 417,61	258 536,12	-1 525 183,37
94 Services communs non ventilés	<b>2 500 000,00</b>						
953 Virement à la section d'investissement	<b>-3 522 182,53</b>						
002 Résultat de fonctionnement reporté	<b>0,00</b>						
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>8 747 492,19</b>	<b>543 562,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>338 415,44</b>	<b>1 600,00</b>	<b>1 059 473,72</b>
93 Services ventilés		543 562,11	0,00	0,00	338 415,44	1 600,00	1 059 473,72
94 Services communs non ventilés	<b>1 132 773,96</b>						
002 Résultat de fonctionnement reporté	<b>7 614 718,23</b>						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	1 743 694,68	5 773 957,57	-2 845 591,53	391 818,65	
90 Opérations ventilées		0,00	1 743 694,68	5 773 957,57	-2 845 591,53	391 818,65	
- en AP/CP (2)		0,00	1 738 181,68	5 757 932,67	-2 845 591,53	391 818,65	
- hors AP/CP (2)		0,00	5 513,00	16 024,90	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	500 160,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	500 160,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	500 160,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	145 816,41	-1 380 000,00	-486 434,60	728 527,05	-251 453,25	7 191 988,68	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	145 816,41	-1 380 000,00	-486 434,60	728 527,05	-251 453,25	7 191 988,68	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	286 118,00	14 000,00	0,00	

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	145 816,41	-1 380 000,00	-486 434,60	442 409,05	-265 453,25	7 191 988,68	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>306 835,70</b>	<b>25 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 165 172,83</b>	
93 Services ventilés	306 835,70	25 700,00	0,00	0,00	0,00	1 165 172,83	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT</b>	<b>D1</b>

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>90 Opérations ventilées</b>	<b>24 529 612,56</b>	<b>1 339 237,81</b>
900 Services généraux	4 138 475,01	558 039,82
900-5 Gestion des fonds européens	12 482 286,46	0,00
901 Sécurité	195 238,50	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	1 046 996,10	100 000,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 287 501,50	181 037,99
904 Santé et action sociale (hors RSA)	315 235,62	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	1 743 694,68	0,00
906 Action économique	5 773 957,57	0,00
907 Environnement	-2 845 591,53	500 160,00
908 Transports	391 818,65	0,00
909 Fonction en réserve		
<b>92 Opérations non ventilées</b>	<b>17 087,00</b>	<b>150 000,00</b>
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	-51 466 120,66
923 Dettes et autres opérations financières	17 087,00	51 616 120,66
<b>95 Chapitres de prévision sans réalisation</b>		<b>0,00</b>
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 24 546 699,56</b>	<b>II 1 489 237,81</b>

**OPERATIONS D'ORDRE**

925 Opérations patrimoniales	2 806 698,77	2 806 698,77
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement		-3 522 182,53
<b>TOTAL</b>	<b>III 2 806 698,77</b>	<b>IV -715 483,76</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :.....</b>	<b>-3 522 182,53</b>
---	----------------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 25 036 476,38	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 51 616 120,66

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V</b>	<b>52 389 874,71</b>	<b>II + IV + VI + VII</b>	<b>52 389 874,71</b>
----------------------------	--------------------	----------------------	---------------------------	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT</b>	<b>D2</b>

## OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>93 Services ventilés</b>	<b>13 210 434,52</b>	<b>3 440 759,80</b>
930 Services généraux	45 526 894,38	543 562,11
930-5 Gestion des fonds européens	2 376 160,71	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign., form. professionnelle, apprent.	-39 374 417,61	338 415,44
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	258 536,12	1 600,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	-1 525 183,37	1 059 473,72
934-3 APA	145 816,41	306 835,70
934-4 RSA / Régularisations de RMI	-1 380 000,00	25 700,00
935 Aménagement des territoires et habitat	-486 434,60	0,00
936 Action économique	728 527,05	0,00
937 Environnement	-251 453,25	0,00
938 Transports	7 191 988,68	1 165 172,83
939 Fonction en réserve		
<b>94 Services communs non ventilés</b>	<b>2 500 000,00</b>	<b>1 132 773,96</b>
940 Impositions directes	0,00	-25 114,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	2 489 374,96
942 Dotations et participations	0,00	-1 331 487,00
943 Opérations financières	2 500 000,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 15 710 434,52</b>	<b>II 4 573 533,76</b>

## OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	-3 522 182,53	
<b>TOTAL</b>	<b>III -3 522 182,53</b>	<b>IV 0,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :.....</b>	<b>-3 522 182,53</b>
--	----------------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 7 614 718,23
--	--------	-----------------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V</b>	<b>12 188 251,99</b>	<b>II + IV + VI</b>	<b>12 188 251,99</b>
----------------------------	--------------------	----------------------	---------------------	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>271 642 701,64</b>	<b>26 579 644,28</b>	<b>25 810 230,43</b>	<b>25 810 230,43</b>	<b>52 389 874,71</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>270 942 701,64</b>	<b>26 579 644,28</b>	<b>-2 032 944,72</b>	<b>-2 032 944,72</b>	<b>24 546 699,56</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	39 466 983,00	17 087,00	0,00	0,00	17 087,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	8 455 387,75	476 262,65	43 553,05	43 553,05	519 815,70
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	112 199 996,13	19 546 563,08	417 055,28	417 055,28	19 963 618,36
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	13 222 301,74	2 135 937,94	506 446,95	506 446,95	2 642 384,89
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	85 997 910,35	4 146 227,97	-3 000 000,00	-3 000 000,00	1 146 227,97
26	Participations et créances rattachées	105 150,00	184 081,86	0,00	0,00	184 081,86
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	11 044 972,67	73 483,78	0,00	0,00	73 483,78
018	RSA	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>700 000,00</b>		<b>2 806 698,77</b>	<b>2 806 698,77</b>	<b>2 806 698,77</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	700 000,00		2 806 698,77	2 806 698,77	2 806 698,77
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			25 036 476,38	25 036 476,38

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>949 844 832,36</b>	<b>8 130 185,70</b>	<b>4 058 066,29</b>	<b>4 058 066,29</b>	<b>12 188 251,99</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>883 236 472,78</b>	<b>8 130 185,70</b>	<b>7 580 248,82</b>	<b>7 580 248,82</b>	<b>15 710 434,52</b>
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	66 617 039,00	3 257 159,25	-228 500,00	-228 500,00	3 028 659,25
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	208 159 399,75	20 690,87	880 000,00	880 000,00	900 690,87
014	Atténuations de produits	1 681 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	322 010 130,56	4 706 519,17	8 308 748,82	8 308 748,82	13 015 267,99
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 403 124,33	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	682 037,57	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	370 000,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	61 830 020,00	145 816,41	0,00	0,00	145 816,41
017	RSA / Régularisations de RMI	207 483 721,57	0,00	-1 380 000,00	-1 380 000,00	-1 380 000,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>66 608 359,58</b>		<b>-3 522 182,53</b>	<b>-3 522 182,53</b>	<b>-3 522 182,53</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	29 202 379,58		-3 522 182,53	-3 522 182,53	-3 522 182,53
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	<b>Recettes d'investissement – Total</b>	<b>271 642 701,64</b>	<b>0,00</b>	<b>52 389 874,71</b>	<b>52 389 874,71</b>	<b>52 389 874,71</b>
	<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>	<b>204 334 342,06</b>	<b>0,00</b>	<b>1 489 237,81</b>	<b>1 489 237,81</b>	<b>1 489 237,81</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	18 533 936,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	134 800 406,06	0,00	1 280 005,81	1 280 005,81	1 280 005,81
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	59 232,00	59 232,00	59 232,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Sous total des opérations d'ordre</b>	<b>67 308 359,58</b>		<b>-715 483,76</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>-715 483,76</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	700 000,00		2 806 698,77	2 806 698,77	2 806 698,77
021	Virement de la section de fonctionnement	29 202 379,58		-3 522 182,53	-3 522 182,53	-3 522 182,53
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		51 616 120,66	51 616 120,66	51 616 120,66
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>949 844 832,36</b>	<b>0,00</b>	<b>12 188 251,99</b>	<b>12 188 251,99</b>	<b>12 188 251,99</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>949 844 832,36</b>	<b>0,00</b>	<b>4 573 533,76</b>	<b>4 573 533,76</b>	<b>4 573 533,76</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	22 149 657,59	0,00	963 868,42	963 868,42	963 868,42
73	Impôts et taxes (sauf 731)	255 804 653,00	0,00	606 826,50	606 826,50	606 826,50
731	Fiscalité locale	224 466 581,00	0,00	1 857 434,46	1 857 434,46	1 857 434,46
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	247 662 037,40	0,00	-338 805,88	-338 805,88	-338 805,88
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	2 119 237,37	0,00	674 270,71	674 270,71	674 270,71
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	700 000,00	0,00	477 403,85	477 403,85	477 403,85
016	APA	25 250 000,00	0,00	306 835,70	306 835,70	306 835,70
017	RSA / Régularisations de RMI	171 692 666,00	0,00	25 700,00	25 700,00	25 700,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		7 614 718,23	7 614 718,23	7 614 718,23

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	220 789 160,97	26 562 557,28	0,00	-2 032 944,72	-2 032 944,72	-1 989 391,67	-43 553,05	24 529 612,56
900	Services généraux	10 294 120,00	3 588 475,01	0,00	550 000,00	550 000,00	550 000,00	0,00	4 138 475,01
900-5	Gestion des fonds européens	45 652 097,61	14 858 447,17	0,00	-2 376 160,71	-2 376 160,71	-2 376 160,71	0,00	12 482 286,46
901	Sécurité	2 656 379,41	195 238,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 238,50
902	Enseign., form. professionnelle, apprent.	50 046 165,19	1 046 996,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 046 996,10
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	6 174 126,00	1 287 501,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 287 501,50
904	Santé et action sociale (hors RSA)	6 198 349,69	522 019,63	0,00	-206 784,01	-206 784,01	-163 230,96	-43 553,05	315 235,62
904-4	RSA	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	25 772 572,95	1 743 694,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 743 694,68
906	Action économique	23 606 982,12	2 773 957,57	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	5 773 957,57
907	Environnement	22 929 888,00	154 408,47	0,00	-3 000 000,00	-3 000 000,00	-3 000 000,00	0,00	-2 845 591,53
908	Transports	27 008 480,00	391 818,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391 818,65
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	50 853 540,67	17 087,00		2 806 698,77	2 806 698,77		2 806 698,77	2 823 785,77
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	50 153 540,67	17 087,00		0,00	0,00		0,00	17 087,00
925	Opérations patrimoniales	700 000,00			2 806 698,77	2 806 698,77		2 806 698,77	2 806 698,77
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		271 642 701,64	26 579 644,28	0,00	773 754,05	773 754,05	-1 989 391,67	2 763 145,72	27 353 398,33
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)									25 036 476,38
TOTAL									52 389 874,71

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>83 472 974,06</b>	<b>0,00</b>	<b>1 339 237,81</b>	<b>1 339 237,81</b>	<b>1 339 237,81</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	558 039,82	558 039,82	558 039,82
900-5	Gestion des fonds européens	71 559 857,06	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	11 847 567,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	65 550,00	0,00	181 037,99	181 037,99	181 037,99
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	500 160,00	500 160,00	500 160,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>158 967 348,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 956 698,77</b>	<b>2 956 698,77</b>	<b>2 956 698,77</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	70 861 368,00	0,00	-51 466 120,66	-51 466 120,66	-51 466 120,66
923	Dettes et autres opérations financières	50 000 000,00	0,00	51 616 120,66	51 616 120,66	51 616 120,66
925	Opérations patrimoniales	700 000,00		2 806 698,77	2 806 698,77	2 806 698,77
926	Transferts entre les sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>29 202 379,58</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 522 182,53</b>	<b>-3 522 182,53</b>	<b>-3 522 182,53</b>
951	Virement de la section de fonctionnement	29 202 379,58		-3 522 182,53	-3 522 182,53	-3 522 182,53
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>271 642 701,64</b>	<b>0,00</b>	<b>773 754,05</b>	<b>773 754,05</b>	<b>773 754,05</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						51 616 120,66
--	--	--	--	--	--	---------------

TOTAL						52 389 874,71
-------	--	--	--	--	--	---------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 900

## CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	980 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 314 120,00
Restes à réaliser N-1	351 069,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 237 405,53
Propositions nouvelles	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	550 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

## CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

## CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 294 120,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588 475,01
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900-5

## CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	43 269 325,94	2 376 160,71	6 610,96	45 652 097,61
Restes à réaliser N-1	0,00	14 848 220,17	0,00	10 227,00	14 858 447,17
Propositions nouvelles	0,00	0,00	-2 376 160,71	0,00	-2 376 160,71
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	-2 376 160,71	0,00	-2 376 160,71
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	-2 376 160,71	0,00	-2 376 160,71
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

## CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	640 559,41	2 656 379,41
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	88 754,49	0,00	106 484,01	195 238,50
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 902

## CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	12 229 074,58	32 527 720,18	300 000,00
Restes à réaliser N-1	35 000,00	0,00	0,00	0,00	501 466,48	443 800,20	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 831 037,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

## CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	570 355,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 273,94	2 269 473,01	0,00
Restes à réaliser N-1	5 824,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 904,51	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 902</b>

## CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 046 165,19
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 046 996,10
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 847 567,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	2 016 669,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	680 001,92	1 766,77	7 874,86	157 890,06	82 050,94	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	181 037,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	181 037,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	181 037,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 903</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 697 825,73	650 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	85 350,00	48 841,68	3 929,73	11 593,76	208 201,78
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

## CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 174 126,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 287 501,50
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 037,99
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 037,99
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 037,99
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 904

## CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	1 035 920,00	392 400,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
Restes à réaliser N-1	420,05	149,08	92 363,61	0,00	0,00	2 600,00
Propositions nouvelles	0,00	43 553,05	-206 784,01	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	43 553,05	-206 784,01	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	43 553,05	-206 784,01	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

## CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	759 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	60 394,29	0,00	79 454,57	0,00	0,00	4 922,79	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

## CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	2 879 388,40	27 933,95	0,00	160 000,00	6 198 349,69
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	232 845,43	1 783,11	0,00	46 813,13	522 019,63
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-43 553,05	-206 784,01
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-43 553,05	-206 784,01
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-163 230,96
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-43 553,05	-43 553,05
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

## CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

## CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	8 033 695,71	15 000,00	0,00	1 777 350,00	444 764,98	0,00	4 067 817,02
Restes à réaliser N-1	0,00	485 029,90	20 160,17	0,00	90 313,00	9 273,60	0,00	371 215,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

## CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	9 191 803,56	0,00	2 242 141,68	0,00	25 772 572,95
Restes à réaliser N-1	0,00	691 733,41	0,00	75 969,60	0,00	1 743 694,68
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 906

## CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	916 894,40	8 114 724,38	7 633 600,17
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	980 804,20	1 538 213,63	213 264,00
Propositions nouvelles	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

## CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	264 694,11	6 677 069,06	23 606 982,12
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	41 675,74	0,00	2 773 957,57
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES								A 907
Détail par articles								

## CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	1 543 046,87	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

## CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	3 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	27 502,94	120 590,73	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

## CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	14 946 046,16	152 000,00	0,00	0,00	22 929 888,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 314,80	0,00	0,00	154 408,47
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	-3 000 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	-3 000 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	-3 000 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

## CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 662,18
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 908</b>

## CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 908</b>

## CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	8 738 492,88	10 339 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	191 638,82	47 758,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

## CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	0,00	27 008 480,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	81 759,39	0,00	0,00	0,00	0,00	391 818,65
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 921</b>

## CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES						A 922
Détail par articles						

## CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
103	Plan de relance FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>70 861 368,00</b>	<b>0,00</b>	<b>150 000,00</b>	<b>150 000,00</b>	<b>71 011 368,00</b>
1021	Dotation	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
10222	FCTVA	18 533 936,00	0,00	0,00	0,00	18 533 936,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	26 318 744,00
1337	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
13411	DGE	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> Détail par articles	<b>A 923</b>

## CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>50 153 540,67</b>	<b>17 087,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 170 627,67</b>
1641	Emprunts en euros	36 927 813,00	17 087,00	0,00	0,00	36 944 900,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 539 170,00	0,00	0,00	0,00	2 539 170,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	4 800 668,67	0,00	0,00	0,00	4 800 668,67
27638	Créance Autres établissements publics	4 885 889,00	0,00	0,00	0,00	4 885 889,00
	<b>RECETTES</b>	<b>50 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>51 616 120,66</b>	<b>51 616 120,66</b>	<b>101 616 120,66</b>
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	51 616 120,66	51 616 120,66	51 616 120,66
1641	Emprunts en euros	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000 000,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 925</b>

**CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales**

<b>Article / compte par nature (1)</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles</b>	<b>Vote de l'assemblée</b>
	<b>DEPENSES (3)</b>	<b>700 000,00</b>	<b>2 806 698,77</b>	<b>2 806 698,77</b>
2313	Constructions	700 000,00	2 806 698,77	2 806 698,77
231312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
23158	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
231735	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (3)</b>	<b>700 000,00</b>	<b>2 806 698,77</b>	<b>2 806 698,77</b>
238	Avances commandes immo corporelles	700 000,00	2 806 698,77	2 806 698,77

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

## CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i>Charges transférées</i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)</b>	<b>37 405 980,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Amortissement des immobilisations</b>	<b>37 405 980,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outill. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28186	Cheptel	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION</b>	<b>A 95</b>

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>				<b>0,00</b>
950	Dépenses imprévues				0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>29 202 379,58</b>	<b>-3 522 182,53</b>	<b>-3 522 182,53</b>	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	29 202 379,58	-3 522 182,53	-3 522 182,53	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>866 177 748,45</b>	<b>8 130 185,70</b>	<b>0,00</b>	<b>5 080 248,82</b>	<b>5 080 248,82</b>	<b>2 298 278,71</b>	<b>2 781 970,11</b>	<b>13 210 434,52</b>
930	Services généraux	157 420 361,57	2 318 456,38	0,00	43 208 438,00	43 208 438,00	0,00	43 208 438,00	45 526 894,38
930-5	Gestion des fonds européens	16 451 437,00	0,00	0,00	2 376 160,71	2 376 160,71	2 376 160,71	0,00	2 376 160,71
931	Sécurité	18 038 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	123 879 773,00	115 340,29	0,00	-39 489 757,90	-39 489 757,90	-378 000,00	-39 111 757,90	-39 374 417,61
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	25 420 619,25	1 257 036,12	0,00	-998 500,00	-998 500,00	0,00	-998 500,00	258 536,12
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	143 308 450,06	1 366 114,08	0,00	-2 891 297,45	-2 891 297,45	0,00	-2 891 297,45	-1 525 183,37
934-3	APA	61 830 020,00	145 816,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 816,41
934-4	RSA / Régularisations de RMI	207 483 721,57	0,00	0,00	-1 380 000,00	-1 380 000,00	0,00	-1 380 000,00	-1 380 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	3 782 438,00	410 003,40	0,00	-896 438,00	-896 438,00	0,00	-896 438,00	-486 434,60
936	Action économique	17 583 687,00	1 226 883,59	0,00	-498 356,54	-498 356,54	286 118,00	-784 474,54	728 527,05
937	Environnement	10 462 800,00	398 546,75	0,00	-650 000,00	-650 000,00	14 000,00	-664 000,00	-251 453,25
938	Transports	80 516 441,00	891 988,68	0,00	6 300 000,00	6 300 000,00	0,00	6 300 000,00	7 191 988,68
939	Fonction en réserve								
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>54 464 704,33</b>	<b>0,00</b>		<b>2 500 000,00</b>	<b>2 500 000,00</b>		<b>2 500 000,00</b>	<b>2 500 000,00</b>
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 681 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	15 007 724,33	0,00		2 500 000,00	2 500 000,00		2 500 000,00	2 500 000,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	370 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (5)	37 405 980,00			0,00	0,00		0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	29 202 379,58		0,00	-3 522 182,53	-3 522 182,53		-3 522 182,53	-3 522 182,53
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	29 202 379,58			-3 522 182,53	-3 522 182,53		-3 522 182,53	-3 522 182,53
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>949 844 832,36</b>	<b>8 130 185,70</b>	<b>0,00</b>	<b>4 058 066,29</b>	<b>4 058 066,29</b>	<b>2 298 278,71</b>	<b>1 759 787,58</b>	<b>12 188 251,99</b>

<b>002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)</b>								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	------

<b>TOTAL</b>								<b>12 188 251,99</b>
--------------	--	--	--	--	--	--	--	----------------------

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)  II	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>273 514 506,36</b>	<b>0,00</b>	<b>3 440 759,80</b>	<b>3 440 759,80</b>	<b>3 440 759,80</b>
930	Services généraux	11 004 255,37	0,00	543 562,11	543 562,11	543 562,11
930-5	Gestion des fonds européens	11 755 801,40	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	22 775 797,00	0,00	338 415,44	338 415,44	338 415,44
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	79 980,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	10 040 271,00	0,00	1 059 473,72	1 059 473,72	1 059 473,72
934-3	APA	25 250 000,00	0,00	306 835,70	306 835,70	306 835,70
934-4	RSA / Régularisations de RMI	171 692 666,00	0,00	25 700,00	25 700,00	25 700,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	3 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	17 645 735,59	0,00	1 165 172,83	1 165 172,83	1 165 172,83
939	Fonction en réserve					
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>676 330 326,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 132 773,96</b>	<b>1 132 773,96</b>	<b>1 132 773,96</b>
940	Impositions directes	119 685 992,00	0,00	-25 114,00	-25 114,00	-25 114,00
941	Autres impôts et taxes	343 846 653,00	0,00	2 489 374,96	2 489 374,96	2 489 374,96
942	Dotations et participations	212 797 681,00	0,00	-1 331 487,00	-1 331 487,00	-1 331 487,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>949 844 832,36</b>	<b>0,00</b>	<b>4 573 533,76</b>	<b>4 573 533,76</b>	<b>4 573 533,76</b>

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)						7 614 718,23
------------------------------------	--	--	--	--	--	--------------

TOTAL						12 188 251,99
-------	--	--	--	--	--	---------------

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

- (4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

## CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	200 000,00	110 954 159,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 688 418,57
Restes à réaliser N-1	0,00	94 399,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 183 580,93
Propositions nouvelles	0,00	43 288 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-80 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	43 288 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-80 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	43 288 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-80 000,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	639 426,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	787 237,37
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	543 562,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	543 562,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 930</b>

## CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
Restes à réaliser N-1	40 476,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 930</b>

## CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	157 420 361,57
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 318 456,38
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 208 438,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 208 438,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 208 438,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 004 255,37
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	543 562,11
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	543 562,11

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

## CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	3 940 468,00	12 510 969,00	0,00	0,00	16 451 437,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	2 376 160,71	0,00	0,00	2 376 160,71
Vote de l'assemblée (3)	0,00	2 376 160,71	0,00	0,00	2 376 160,71
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	2 376 160,71	0,00	0,00	2 376 160,71
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 931</b>

## CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	28 000,00	18 038 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 932</b>

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 000 000,00	950 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	40 769,00	16 255,15	0,00
Propositions nouvelles	-39 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 242,10	0,00
Vote de l'assemblée (3)	-39 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 242,10	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-39 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 242,10	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	83 968,74	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	83 968,74	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
			93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	6 928 729,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 723 932,00	0,00	34 226 491,00	10 935 000,00	2 500 000,00
Restes à réaliser N-1	43 916,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	228 000,00	0,00	-150 000,00	-100 000,00	0,00	-8 000,00	0,00	0,00	0,00	-120 000,00
Vote de l'assemblée (3)	228 000,00	0,00	-150 000,00	-100 000,00	0,00	-8 000,00	0,00	0,00	0,00	-120 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	-150 000,00	-100 000,00	0,00	-8 000,00	0,00	0,00	0,00	-120 000,00
- Hors AE-CP	228 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 195 797,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 696,70	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 696,70	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	123 879 773,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	14 400,00	0,00	115 340,29
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-39 489 757,90
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-39 489 757,90
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-378 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-39 111 757,90
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 775 797,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 415,44
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 415,44

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 933</b>

## CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	13 060 560,00	6 040 963,25	0,00	220 000,00	615 400,00	200 600,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	245 394,07	0,00	3 154,00	113 145,19	20 000,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	-1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	-1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

## CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	13 000,00	110 000,00	1 200 000,00	750 096,00	2 830 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	9 731,50	0,00	32 801,75	832 809,61
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

## CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00	0,00	25 420 619,25
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 257 036,12
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-998 500,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-998 500,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-998 500,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	79 980,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 934</b>

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	5 400 406,00	2 457 700,00	1 815 610,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	-3 000 000,00	0,00	108 702,55	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	-3 000 000,00	0,00	108 702,55	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-3 000 000,00	0,00	108 702,55	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	161 684,42	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	161 684,42	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 934</b>

## CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	5 627 525,00	40 000,00	60 176 402,97	150 000,00	0,00	530 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	13 454,59	0,00	26 782,92	2 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

## CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	80 000,00	0,00	29 698 530,00	0,00	31 570 550,00	5 761 726,09	143 308 450,06
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	104 871,18	0,00	2 545,50	1 216 219,89	1 366 114,08
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 891 297,45
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 891 297,45
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 891 297,45
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	2 035 271,00	0,00	4 380 000,00	0,00	10 040 271,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	582 300,00	0,00	0,00	315 489,30	0,00	1 059 473,72
Vote de l'assemblée (3)	0,00	582 300,00	0,00	0,00	315 489,30	0,00	1 059 473,72

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 934-3</b>

## CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Budget de l'exercice (2)	592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
Restes à réaliser N-1	0,00	143 685,71	0,00	2 130,70	145 816,41
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Budget de l'exercice (2)	25 200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	25 250 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	306 835,70	0,00	0,00	0,00	306 835,70
Vote de l'assemblée (3)	306 835,70	0,00	0,00	0,00	306 835,70

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 934-4</b>

## CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Budget de l'exercice (2)	10 000,00	0,00	0,00	7 767 334,00	0,00	2 413 954,00	197 292 433,57	0,00	207 483 721,57
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 380 000,00	0,00	0,00	-1 380 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 380 000,00	0,00	0,00	-1 380 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 380 000,00	0,00	0,00	-1 380 000,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 692 666,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 935</b>

## CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	-976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	-976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	-976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

## CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 570 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	7 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 393,75
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

## CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	21 797,65	0,00	410 003,40
Propositions nouvelles	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	-896 438,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	-896 438,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	-896 438,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 936</b>

## CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	6 174 500,00	1 061 000,00	5 375 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	684 298,99	136 796,50	0,00
Propositions nouvelles	-2 582 000,00	0,00	0,00	0,00	744 202,46	1 339 441,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	-2 582 000,00	0,00	0,00	0,00	744 202,46	1 339 441,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	286 118,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-2 582 000,00	0,00	0,00	0,00	458 084,46	1 339 441,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

## CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	1 766 529,00	0,00	17 583 687,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	405 788,10	0,00	1 226 883,59
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-498 356,54
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-498 356,54
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 118,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-784 474,54
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

## CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72					
			Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721			93-722	
				Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine	
			93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	700 000,00	4 086 800,00	0,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	77 705,26	0,00	72 956,80	0,00	124 407,69	0,00	0,00
Propositions nouvelles	-650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	-650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-14 000,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 937</b>

## CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	2 065 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	57 487,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

## CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	10 462 800,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 542,50	0,00	42 447,50	398 546,75
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-650 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-650 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-664 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

## CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
Restes à réaliser N-1	292 600,00	0,00	0,00	1 517,92	0,00	0,00	0,00	0,00	423 042,61
Propositions nouvelles	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	14 713 164,71	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963 868,42
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963 868,42

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 938</b>

## CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

## CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	16 625,76	153 884,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	1 304,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	1 304,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

## CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 516 441,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	4 318,30	0,00	0,00	0,00	0,00	891 988,68
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 645 735,59
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 165 172,83
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 165 172,83

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 940</b>

## CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>119 685 992,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-25 114,00</b>	<b>-25 114,00</b>	<b>119 660 878,00</b>
73111	Taxes foncières et d'habitation	74 800 000,00	0,00	-729 229,00	-729 229,00	74 070 771,00
73112	Cotisation sur la VAE	39 122 992,00	0,00	774 235,00	774 235,00	39 897 227,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 930 000,00	0,00	-70 120,00	-70 120,00	2 859 880,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732222	Fonds pérérq. ress. / régions, coll. Corse	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00
73224	Fonds péréquation cotis sur VA des ent.	533 000,00	0,00	0,00	0,00	533 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

## CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 681 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 681 000,00</b>
7392252	Prélèv. fonds solidarité / départements	1 681 000,00	0,00	0,00	0,00	1 681 000,00
	<b>RECETTES</b>	<b>343 846 653,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 489 374,96</b>	<b>2 489 374,96</b>	<b>346 336 027,96</b>
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	23 000 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000 000,00
73122	Taxe dpt. additionnelle à droits d'enreg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73128	Autres droits d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	2 800 000,00	0,00	1 382 548,46	1 382 548,46	4 182 548,46
73151	Taxe sur les permis de conduire	270 000,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	7 200 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	26 500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	27 000 000,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
731771	Taxe d'apprentissage	27 500 000,00	0,00	0,00	0,00	27 500 000,00
731772	TICPE - Ressource région. apprentissage	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
73221	FNGIR	6 629 251,00	0,00	0,00	0,00	6 629 251,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	7 356 000,00	0,00	1 109,00	1 109,00	7 357 109,00
732252	Attrib./fonds solidarité / départements	11 183 000,00	0,00	0,00	0,00	11 183 000,00
732258	Autres attributions	6 033 000,00	0,00	0,00	0,00	6 033 000,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	12 184 800,00	0,00	0,00	0,00	12 184 800,00
73411	Taxe sur les rhums	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00
7342	Taxes sur les carburants	84 000 000,00	0,00	0,00	0,00	84 000 000,00
73432	Octroi de mer régional	72 000 000,00	0,00	520 251,00	520 251,00	72 520 251,00
73433	Taxe tr public aérien,maritimes-dt Corse	1 900 000,00	0,00	85 466,50	85 466,50	1 985 466,50
73474	TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer	33 000 000,00	0,00	0,00	0,00	33 000 000,00
735	Fraction de TVA	16 385 602,00	0,00	0,00	0,00	16 385 602,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> Détail par articles	<b>B 942</b>

## CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>212 797 681,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 331 487,00</b>	<b>-1 331 487,00</b>	<b>211 466 194,00</b>
74121	Dotation forfaitaire des départements	26 700 452,00	0,00	-309 892,00	-309 892,00	26 390 560,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	11 399 670,00	0,00	0,00	0,00	11 399 670,00
741222	Dotat. péréquation urbaine départements	8 341 685,00	0,00	0,00	0,00	8 341 685,00
741223	Dotation compensation départements	99 558 193,00	0,00	0,00	0,00	99 558 193,00
744	FCTVA	2 097 930,00	0,00	0,00	0,00	2 097 930,00
74621	DGD des départements	8 890 075,00	0,00	0,00	0,00	8 890 075,00
74631	DGD des régions	31 625 847,00	0,00	0,00	0,00	31 625 847,00
74788	Autres	8 400 000,00	0,00	0,00	0,00	8 400 000,00
748312	D.C.R.T.P.	6 300 000,00	0,00	-406 884,00	-406 884,00	5 893 116,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 683 829,00	0,00	30 413,00	30 413,00	2 714 242,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	6 800 000,00	0,00	-645 124,00	-645 124,00	6 154 876,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b>	<b>B 943</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES (5)</b>	<b>15 007 724,33</b>	<b>0,00</b>	<b>2 500 000,00</b>	<b>2 500 000,00</b>	<b>17 507 724,33</b>
6228	Divers	4 600,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	14 302 124,33	0,00	0,00	0,00	14 302 124,33
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
666	Pertes de change créances det. fin	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
	<b>RECETTES (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766	Gains de change créances det. fin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	4 329 812,52
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 329 812,52
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019**

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 944</b>

## CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 945</b>

## CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	<b>DEPENSES (4)</b>	<b>370 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	370 000,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> Détail par articles	<b>B 946</b>

**CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections**  
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	<b>DEPENSES (4) (6)</b>	<b>37 405 980,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i><b>Dot. aux amortissements et provisions</b></i>	<b>37 405 980,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	37 405 980,00	0,00	0,00
	<i><b>Autres</b></i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6761	<i>Différences sur réalisations (positives)</i>	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (5) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i><b>Reprises sur autofinancement</b></i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i><b>Transfert de charges</b></i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> Détail par articles	<b>B 947</b>

*CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	<b>DEPENSES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS</b>	<b>B 95</b>

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>	<b>29 202 379,58</b>	<b>-3 522 182,53</b>	<b>-3 522 182,53</b>	<b>0,00</b>
952	Dépenses imprévues				0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>29 202 379,58</i>	<i>-3 522 182,53</i>	<i>-3 522 182,53</i>	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>50 153 540,67</b>	<b>10 844 120,00</b>	<b>43 275 936,90</b>	<b>2 656 379,41</b>	<b>50 046 165,19</b>	<b>6 174 126,00</b>	<b>5 991 565,68</b>	<b>450 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	39 466 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	613 050,61	0,00	0,00	211 981,45	235 121,09	189 041,05	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	70 790,00	43 275 936,90	2 015 820,00	7 831 478,23	795 000,00	4 749 447,62	450 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	5 490 681,73	0,00	0,00	2 358 087,32	3 044 524,11	758 846,95	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 629 597,66	0,00	640 559,41	39 344 618,19	2 099 480,80	275 815,06	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 686 557,67	40 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	18 415,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>172 627 488,66</b>	<b>558 039,82</b>	<b>71 559 857,06</b>	<b>0,00</b>	<b>11 947 567,00</b>	<b>246 587,99</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	70 300 056,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	52 327 432,00	558 039,82	71 559 857,06	0,00	10 947 567,00	187 355,99	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 232,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>25 772 572,95</b>	<b>26 606 982,12</b>	<b>19 929 888,00</b>	<b>27 008 480,00</b>		<b>268 909 756,92</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		39 466 983,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	6 677 069,06	21 500,00	551 177,54		8 498 940,80
204	Subventions d'équipement versées	17 957 572,95	19 164 092,79	9 637 598,00	7 119 314,92		113 067 051,41
21	Immobilisations corporelles	0,00	9 628,48	1 536,87	2 065 443,23		13 728 748,69
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	7 815 000,00	651 041,79	10 269 253,13	17 272 544,31		82 997 910,35
26	Participations et créances rattachées	0,00	105 150,00	0,00	0,00		105 150,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		11 044 972,67
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500 160,00</b>	<b>0,00</b>		<b>257 439 700,53</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		70 300 056,66
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	500 160,00	0,00		136 080 411,87
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		59 232,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.01</b>

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>50 153 540,67</b>
164	Emprunts auprès des états financiers	39 466 983,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00
276	Autres créances immobilisées	9 686 557,67
<b>RECETTES</b>		<b>172 627 488,66</b>
102	Dotations et fonds d'investissement	18 683 936,00
106	Réserves	51 616 120,66
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	10 000 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	40 222 432,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	2 105 000,00
164	Emprunts auprès des états financiers	50 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		1 530 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 314 120,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
205	Licences, procédés, droits similaires	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 120 541,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789 110,07
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 030,15
218	Autres immobilisations corporelles	930 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 490 810,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
RECETTES		558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	558 039,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 844 120,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 120 541,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789 110,07
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 030,15
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 332 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 490 810,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 039,82

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>43 269 325,94</b>	<b>0,00</b>	<b>6 610,96</b>	<b>43 275 936,90</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	43 269 325,94	0,00	6 610,96	43 275 936,90
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>71 559 857,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>71 559 857,06</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.901</b>

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 015 820,00</b>	<b>0,00</b>	<b>640 559,41</b>	<b>2 656 379,41</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	0,00	2 015 820,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	640 559,41	640 559,41
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21			90-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	12 229 074,58	32 527 720,18	300 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	199 391,77	12 589,68	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	1 836 732,23	1 510 000,00	300 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 854,99	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	82 030,58	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	345 201,75	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	8 180 065,01	30 659 928,75	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 831 037,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 831 037,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				Formation professionnelle							
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES		570 355,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 273,94	2 269 473,01	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	162 374,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 169 104,15	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	107 981,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 273,94	100 368,86	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 046 165,19
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 981,45
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 831 478,23
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 854,99
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 030,58
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 201,75
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 344 618,19
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 947 567,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 947 567,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	2 016 669,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	5 783,06	0,00	0,00	82 515,30	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	3 975,00	130 748,70	8 936,25	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	10 502,69	0,00	39 571,57	6 634,78	45 488,48	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	305 705,59	0,00	0,00	1 030,00	17 630,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	3 460,10	3 076,20	7 920,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	21 624,90	46 175,10	1 063,75	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 244 678,48	0,00	39 822,03	247 120,88	34 511,70	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	246 587,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	187 355,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	59 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>65 077,74</b>	<b>3 247,97</b>	<b>0,00</b>	<b>2 697 825,73</b>	<b>650 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 162,78	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 467 126,85	305 000,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	762 514,10	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	465 022,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 174 126,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 461,14
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 659,95
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 197,52
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 096 492,44
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 456,30
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	831 377,85
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 099 480,80
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 587,99
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 355,99
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 232,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		1 035 920,00	435 953,05	331 585,10	0,00	0,00	1 220,95
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	43 553,05	30 488,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 035 920,00	0,00	53 215,99	0,00	0,00	1 220,95
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	247 881,11	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		759 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	394 219,54	0,00	235 482,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	18 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	2 879 388,40	27 933,95	0,00	116 446,95	5 991 565,68
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 041,05
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 879 388,40	0,00	0,00	0,00	4 749 447,62
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 400,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 446,95	366 446,95
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	27 933,95	0,00	0,00	275 815,06
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 415,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

## FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	8 033 695,71	15 000,00	0,00	1 777 350,00	444 764,98	0,00	4 067 817,02
204	Subventions d'équipement versées	0,00	8 033 695,71	0,00	0,00	1 777 350,00	444 764,98	0,00	4 067 817,02
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	9 191 803,56	0,00	2 242 141,68	0,00	25 772 572,95
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 391 803,56	0,00	2 242 141,68	0,00	17 957 572,95
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	7 800 000,00	0,00	0,00	0,00	7 815 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63			
					Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres							
DEPENSES		3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	916 894,40	8 114 724,38	7 633 600,17
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	349 768,24	8 114 724,38	7 633 600,17
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 064,27	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	564,21	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	452 347,68	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	105 150,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

## FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>264 694,11</b>	<b>6 677 069,06</b>	<b>26 606 982,12</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 677 069,06	6 677 069,06
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	19 164 092,79
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 064,27
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564,21
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	198 694,11	0,00	651 041,79
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 150,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoieement
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>1 543 046,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>1 220 625,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 526 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 536,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		3 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 389 161,00	200 000,00	375 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	304 008,87	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	500 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	11 946 046,16	152 000,00	0,00	0,00	19 929 888,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	21 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 801,90	135 500,00	0,00	0,00	9 637 598,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,87
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	9 955 244,26	10 000,00	0,00	0,00	10 269 253,13
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 160,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	8 738 492,88	10 339 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	356 061,99	192 125,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	116 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 559 443,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	6 706 987,66	10 147 472,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>421 074,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 008 480,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	2 990,53	0,00	0,00	0,00	0,00	551 177,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
215	Installat <sup>o</sup> , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 559 443,23
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	418 083,88	0,00	0,00	0,00	0,00	17 272 544,31
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>19 558 724,33</b>	<b>200 628 799,57</b>	<b>18 827 597,71</b>	<b>18 038 000,00</b>	<b>84 390 015,10</b>	<b>24 422 119,25</b>	<b>140 417 152,61</b>	<b>61 830 020,00</b>
011	Charges à caractère général	304 600,00	37 008 768,00	279 888,00	21 000,00	6 443 191,00	2 519 500,00	5 900 500,00	131 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	153 054 928,00	4 153 659,00	0,00	2 393 490,00	11 910 656,00	28 341 572,75	592 670,00
014	Atténuations de produits	1 681 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 500 000,00	10 207 866,00	14 394 050,71	18 017 000,00	75 553 334,10	9 991 963,25	106 150 279,86	61 101 350,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 403 124,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	300 000,00	357 237,57	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>677 463 099,96</b>	<b>11 547 817,48</b>	<b>11 755 801,40</b>	<b>0,00</b>	<b>23 114 212,44</b>	<b>81 580,00</b>	<b>11 099 744,72</b>	<b>25 556 835,70</b>
013	Atténuations de charges	0,00	1 177 403,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 210 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	255 811 479,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	210 185 426,46	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	211 466 194,00	7 417 018,00	11 755 801,40	0,00	10 185 904,70	71 980,00	6 042 255,42	24 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	743 395,63	0,00	0,00	89 718,74	1 600,00	1 757 489,30	1 356 835,70
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>206 103 721,57</b>	<b>2 886 000,00</b>	<b>17 085 330,46</b>	<b>9 812 800,00</b>	<b>86 816 441,00</b>		<b>890 816 721,60</b>
011	Charges à caractère général	8 923,00	859 587,00	170 500,00	4 475 000,00	8 406 005,00		66 528 462,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 033 954,00	0,00	624 658,00	50 000,00	8 510 436,00		210 666 023,75
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 681 000,00
65	Autres charges de gestion courante	205 010 844,57	2 026 413,00	16 290 172,46	5 287 800,00	69 900 000,00		596 431 073,95
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 403 124,33
67	Charges spécifiques	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		737 037,57
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>171 718 366,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 270 000,00</b>	<b>18 810 908,42</b>		<b>954 418 366,12</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 177 403,85
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00	18 225 526,01		23 113 526,01
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		256 411 479,50
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		391 366 681,46
74	Dotations et participations	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00		277 823 231,52
75	Autres produits de gestion courante	375 700,00	0,00	0,00	0,00	201 304,41		4 526 043,78
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>19 558 724,33</b>
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	300 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	2 500 000,00
661	Charges d'intérêts	14 402 124,33
666	Pertes de change créances det. fin	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	300 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	370 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 681 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>677 463 099,96</b>
731	Fiscalité locale	210 185 426,46
732	Fiscalité reversée	46 220 160,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	193 205 717,50
735	Fraction de TVA	16 385 602,00
741	D.G.F.	145 690 108,00
744	FCTVA	2 097 930,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 515 922,00
747	Participations	8 400 000,00
748	Autres attributions et participations	14 762 234,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02							
		Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		200 000,00	154 242 597,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 608 418,57
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 955 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 594 344,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 463 577,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 000,00
618	Divers	0,00	1 614 587,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 145 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 724 600,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 715 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	149 035 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 283 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 237,57
RECETTES		639 426,00	3 343 562,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	787 237,37
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
647	Autres charges sociales	0,00	577 403,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	639 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 237,37
758	Produits divers de gestion courante	0,00	66 158,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	136 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053 274,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	200 628 799,57
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 955 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 594 344,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 613 577,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	310 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 075 787,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	3 380 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 084 600,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 000,00
628	Divers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	7 815 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 918,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 035 010,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 283 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 313 274,00
657	Subventions	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 789 592,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 237,57
RECETTES		6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 547 817,48

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577 403,85
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 417 018,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 237,37
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 158,26

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		3 940 468,00	14 887 129,71	0,00	0,00	18 827 597,71
617	Etudes et recherches	0,00	279 888,00	0,00	0,00	279 888,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 353 000,00	0,00	0,00	3 353 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	520 659,00	0,00	0,00	520 659,00
657	Subventions	3 940 468,00	10 453 582,71	0,00	0,00	14 394 050,71
RECETTES		1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40
747	Participations	1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.931</b>

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 000,00</b>	<b>18 038 000,00</b>
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés	
DEPENSES		2 543 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 510 242,10	950 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 393 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	6 272 131,00	9 560 242,10	900 000,00
656	Participations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	650 000,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	483 968,74	180 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	83 968,74	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES		7 156 729,00	0,00	-150 000,00	-100 000,00	0,00	7 715 932,00	0,00	34 226 491,00	10 935 000,00	2 380 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 743 268,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 923,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 224 797,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	662 755,00	0,00	800 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 360 234,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 238 862,00	0,00	0,00
657	Subventions	3 931 932,00	0,00	0,00	-100 000,00	0,00	7 715 932,00	0,00	24 531 683,00	9 574 766,00	1 580 000,00
RECETTES		5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 444 493,70	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 605 904,70	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>350 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>84 390 015,10</b>
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	5 793 268,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649 923,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 393 490,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 687 552,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 092 607,10
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 038 862,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	48 734 313,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23 114 212,44</b>
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 605 904,70
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 718,74

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		11 560 560,00	6 040 963,25	0,00	220 000,00	615 400,00	202 100,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	111 000,00	38 400,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	35 000,00	0,00	74 000,00	78 600,00	117 500,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	479 000,00	0,00	28 000,00	246 900,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	2 000,00	94 500,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	4 000,00	29 000,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	11 560 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	5 176 963,25	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 980,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	13 000,00	110 000,00	1 700 000,00	750 096,00	2 830 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	70 000,00	0,00	20 000,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 000,00	40 000,00	0,00	380 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	350 096,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00	0,00	2 710 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00	0,00	24 422 119,25
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 900,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	738 100,00
618	Divers	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	1 236 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	119 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 910 656,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 641 963,25
RECETTES		0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	81 580,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	71 980,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		2 400 406,00	2 457 700,00	1 924 312,55	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	94 000,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	18 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 100 406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	1 800 000,00	1 634 312,55	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	161 684,42	223 000,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	161 684,42	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		5 627 525,00	40 000,00	60 176 402,97	150 000,00	0,00	530 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 320 000,00	40 000,00	454 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 633 000,00	0,00	23 821 634,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	499 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	32 524 168,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	3 025 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	937 993,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		80 000,00	0,00	29 698 530,00	0,00	31 570 550,00	5 761 726,09	140 417 152,61
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	345 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	56 500,00	0,00	0,00	0,00	96 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	245 000,00
618	Divers	0,00	0,00	395 000,00	0,00	58 000,00	338 500,00	819 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	80 000,00	0,00	800 000,00	0,00	55 200,00	142 000,00	3 906 200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	7 000,00	202 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 555 040,75
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699 532,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	24 295 710,00	590 000,00	25 205 710,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	27 085 030,00	0,00	6 092 840,00	496 000,00	66 198 038,22
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 000,00	10 000,00	4 445 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	1 280 000,00	0,00	4 000,00	4 110 226,09	10 301 531,64
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	10 000,00	0,00	14 800,00	0,00	24 800,00
RECETTES		0,00	582 300,00	2 035 271,00	0,00	4 695 489,30	0,00	11 099 744,72
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	582 300,00	1 095 271,00	0,00	3 980 000,00	0,00	5 880 571,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 684,42
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	1 042 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	615 489,30	0,00	615 489,30

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

## FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>592 670,00</b>	<b>48 642 350,00</b>	<b>130 000,00</b>	<b>12 465 000,00</b>	<b>61 830 020,00</b>
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	131 000,00	0,00	0,00	131 000,00
641	Rémunérations du personnel	592 670,00	0,00	0,00	0,00	592 670,00
651	Aides à la personne	0,00	48 511 350,00	130 000,00	12 460 000,00	61 101 350,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>25 506 835,70</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 556 835,70</b>
747	Participations	24 200 000,00	0,00	0,00	0,00	24 200 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 306 835,70	0,00	0,00	0,00	1 306 835,70

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

## FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 767 334,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 033 954,00</b>	<b>197 292 433,57</b>	<b>0,00</b>	<b>206 103 721,57</b>
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 033 954,00	0,00	0,00	1 033 954,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	4 783 411,00	0,00	0,00	197 292 433,57	0,00	202 075 844,57
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 935 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 935 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>171 692 666,00</b>	<b>0,00</b>	<b>171 718 366,00</b>
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00	0,00	6 300 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	-1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	261 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	-260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		0,00	546 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 570 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 913,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	546 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	95 000,00	0,00	655 000,00	0,00	2 886 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-260 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 913,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	95 000,00	0,00	255 000,00	0,00	1 213 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
					Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES		624 658,00	0,00	0,00	0,00	6 918 702,46	2 400 441,00	5 375 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	824 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	-200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 798 202,46	2 400 441,00	100 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

## FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 766 529,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 085 330,46</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	824 658,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-200 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 716 529,00	0,00	11 015 172,46
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
DEPENSES		50 000,00	4 086 800,00	0,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	-8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	238 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	-180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 076 800,00	0,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		2 065 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	9 812 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 405 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	1 440 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-8 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-180 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	128 000,00	5 277 800,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		8 550 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 210 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000 000,00
RECETTES		0,00	14 713 164,71	0,00	200 000,00	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	963 868,42
708	Autres produits	0,00	14 713 164,71	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	963 868,42
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	6 276,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 087 466,53	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	1 304,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	1 304,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 816 441,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 276,47
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 298 388,53
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 340,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 210 436,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 810 908,42
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 225 526,01
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 304,41

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - BS - 2019

<b>IV - ANNEXES</b>		<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENT HORS BILAN - SUBVENTIONS VERSEES</b>		<b>B8.1</b>

**SUBVENTIONS VERSEES**

<i>Article (1)</i>	<i>Subvention (2)</i>	<i>Objet de la subvention (3)</i>	<i>Nature juridique</i>	<i>Montant de la subvention</i>
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>				<b>-206 784,01</b>
<b>20415341</b>		Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	-206 784,01
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>				<b>266 787,01</b>
<b>6573641</b>		Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	108 702,55
<b>6573641</b>		Bureau de Gestion du Périmètre Irrigué du Sud-Est (BGPISE)	SPIC	158 084,46

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention

(3) Objet pour lequel est versé la subvention

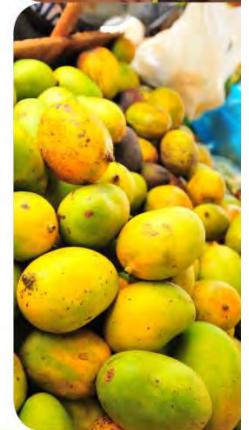
Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



2 0 1 9

# BUDGET SUPPLÉMENTAIRE

*BUDGET ANNEXE : LABORATOIRE*



**REPUBLIQUE FRANÇAISE****Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)****(2) AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL CTM**

Numéro SIRET : 20005550700061

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

**M. 57****Budget supplémentaire (3)****Voté par fonction**

BUDGET : LABORATOIRE D'ANALYSE CTM (4)

**ANNEE 2019**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

### III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	49
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	50
A.906 - Action économique	53
A.907 - Environnement	55
A.908 - Transports	58
A.921 - Taxes non affectées	62
A.922 - Dotations et participations	63
A.923 - Dettes et autres opérations financières	64
A.925 - Opérations patrimoniales	65
A.926 - Transferts entre les sections	66
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	67
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	68
B.930 - Services généraux	72
B.930-5 - Gestion des fonds européens	75
B.931 - Sécurité	76

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019**

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	77
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	80
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	83
B.934-3 - APA	86
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	87
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	88
B.936 - Action économique	91
B.937 - Environnement	93
B.938 - Transports	96
B.940 - Impositions directes	100
B.941 - Autres impôts et taxes	101
B.942 - Dotations et participations	102
B.943 - Opérations financières	103
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	104
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	105
B.946 - Transferts entre les sections	106
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	107
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	108

**IV - Annexes****A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	109
A1.01 - Opérations non ventilables	111
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	112
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	115
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	116
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	117
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	120
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	123
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	126
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	127
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	130
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	132
A1.908 - Fonction 8 - Transports	135
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	139
A2.01 - Opérations non ventilables	141
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	142
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	145
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	146
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	147
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	150
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	153
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	156

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019**

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	157
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	158
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	161
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	163
A2.938 - Fonction 8 - Transports	166
<b>B - Annexes patrimoniales</b>	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	170
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	171
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1- Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

**V - Arrêté et signatures**

## A - Arrêté et signatures

173

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

<b>Informations statistiques</b>	
	<b>Valeurs</b>
Population totale	0.00

<b>Informations fiscales (N-2)</b>	
	<b>Collectivité</b>
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

<b>Informations financières – ratios</b>		<b>Valeurs</b>
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4	Encours de dette / population (2)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0.0%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0.0%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

<b>RESULTAT DE L'EXERCICE N-1</b>					
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde d'exécution ou résultat reporté</b>	<b>Résultat ou solde (A) (2)</b>	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	2 978 078,54	3 066 048,49	211 029,27	A1	298 999,22
<b>Investissement</b>	91 572,48	149 698,71	(3) 122 458,66	A2	180 584,89
<b>Fonctionnement</b>	2 886 506,06	2 916 349,78	(4) 88 570,61	A3	118 414,33

<b>RESTES A REALISER N-1</b>					
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde (B)</b>		
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 240 339,22	III + IV 98 647,90	B1	-141 691,32	
<b>Investissement</b>	I 59 226,44	III 0,00	B2	-59 226,44	
<b>Fonctionnement</b>	II 181 112,78	IV 98 647,90	B3	-82 464,88	

<b>RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	157 307,90
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	121 358,45
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	35 949,45

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

<b>Chap. / Art. (2)</b>	<b>Libellé</b>	<b>Dépenses engagées non mandatées</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(I) 59 226,44</b>
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	59 226,44
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(II) 181 112,78</b>
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	181 112,78
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b>	<b>C3</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) 98 647,90
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	98 647,90
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS</b>	<b>A1</b>

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	-62 132,01

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	59 226,44	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 121 358,45

=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	59 226,44 59 226,44

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	144 652,00	108 702,55

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	181 112,78	98 647,90
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 118 414,33

=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	325 764,78 325 764,78

<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>	<b>384 991,22</b> <b>384 991,22</b>
----------------------------	--

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE</b>	<b>A2</b>

**VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	-206 784,01	144 652,00	-62 132,01
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	144 652,00	144 652,00	108 702,55	0,00	108 702,55
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	0,00	144 652,00	144 652,00	-98 081,46	144 652,00	46 570,54

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>	<b>B1</b>

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>	950	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>	<b>B2</b>

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C
SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>AE VOTEES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>372 458,78</b>	<b>59 226,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>
90 Opérations ventilées	372 458,78	59 226,44	0,00	0,00	59 226,44
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	372 458,78	59 226,44	0,00	0,00	59 226,44
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>372 458,78</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>	<b>59 226,44</b>	<b>59 226,44</b>
90 Opérations ventilées	260 000,00	0,00	-206 784,01	-206 784,01	-206 784,01
- Recettes affectées	260 000,00	0,00	-206 784,01	-206 784,01	-206 784,01
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00	0,00	144 652,00	144 652,00	144 652,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	112 458,78		121 358,45	121 358,45	121 358,45
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 105 700,00</b>	<b>181 112,78</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>325 764,78</b>
93 Services ventilés	3 105 700,00	181 112,78	0,00	0,00	181 112,78
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	3 105 700,00	181 112,78	0,00	0,00	181 112,78
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	144 652,00	144 652,00	144 652,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 105 700,00</b>	<b>98 647,90</b>	<b>227 116,88</b>	<b>227 116,88</b>	<b>325 764,78</b>
93 Services ventilés	3 105 700,00	98 647,90	108 702,55	108 702,55	207 350,45
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		118 414,33	118 414,33	118 414,33

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)</b>	<b>C</b>

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

<b>AP VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
<b>AE VOTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 226,44
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 226,44
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>266 010,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-206 784,01</b>
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-206 784,01
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-206 784,01
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	144 652,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	121 358,45						
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>144 652,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>181 112,78</b>
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 112,78
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 112,78
94 Services communs non ventilés	144 652,00						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>118 414,33</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>207 350,45</b>
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 350,45
94 Services communs non ventilés	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	118 414,33						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT</b>	<b>D1</b>

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>90 Opérations ventilées</b>	<b>59 226,44</b>	<b>-206 784,01</b>
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	59 226,44	-206 784,01
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
<b>92 Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
<b>95 Chapitres de prévision sans réalisation</b>		<b>0,00</b>
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 59 226,44</b>	<b>II -206 784,01</b>

**OPERATIONS D'ORDRE**

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	144 652,00
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>III 0,00</b>	<b>IV 144 652,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :.....</b>	<b>144 652,00</b>
---	-------------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 121 358,45
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V</b>	<b>59 226,44</b>	<b>II + IV + VI + VII</b>	<b>59 226,44</b>
----------------------------	--------------------	------------------	---------------------------	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT</b>	<b>D2</b>

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
<b>93 Services ventilés</b>	<b>181 112,78</b>	<b>207 350,45</b>
930 Services généraux	0,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	181 112,78	207 350,45
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
<b>94 Services communs non ventilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>I 181 112,78</b>	<b>II 207 350,45</b>

**OPERATIONS D'ORDRE**

946 Transferts entre les sections (2)	144 652,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	
<b>TOTAL</b>	<b>III 144 652,00</b>	<b>IV 0,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :.....</b>	<b>144 652,00</b>
--	-------------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 118 414,33
--	--------	---------------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V</b>	<b>325 764,78</b>	<b>II + IV + VI</b>	<b>325 764,78</b>
----------------------------	--------------------	-------------------	---------------------	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>372 458,78</b>	<b>59 226,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>
	<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>	<b>372 458,78</b>	<b>59 226,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	372 458,78	59 226,44	0,00	0,00	59 226,44
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Sous total des opérations d'ordre</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>3 105 700,00</b>	<b>181 112,78</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>325 764,78</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>3 105 700,00</b>	<b>181 112,78</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>181 112,78</b>
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	863 311,00	166 051,58	0,00	0,00	166 051,58
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	2 241 289,00	15 061,20	0,00	0,00	15 061,20
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		144 652,00	144 652,00	144 652,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>	<b>E2</b>

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Budget de l'exercice (1)</b>	<b>RAR N-1</b>	<b>Propositions nouvelles (2)</b>	<b>Vote de l'assemblée</b>	<b>TOTAL (Vote + RAR N-1)</b>
	<b>Recettes d'investissement – Total</b>	<b>372 458,78</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>	<b>59 226,44</b>	<b>59 226,44</b>
	<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>	<b>260 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-206 784,01</b>	<b>-206 784,01</b>	<b>-206 784,01</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	260 000,00	0,00	-206 784,01	-206 784,01	-206 784,01
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Sous total des opérations d'ordre</b>	<b>0,00</b>		<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00		144 652,00	144 652,00	144 652,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	112 458,78			121 358,45	121 358,45

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>3 105 700,00</b>	<b>98 647,90</b>	<b>227 116,88</b>	<b>227 116,88</b>	<b>325 764,78</b>
<b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>		<b>3 105 700,00</b>	<b>98 647,90</b>	<b>108 702,55</b>	<b>108 702,55</b>	<b>207 350,45</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 551 190,00	98 647,90	0,00	0,00	98 647,90
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	1 523 510,00	0,00	108 702,55	108 702,55	108 702,55
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous total des opérations d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		118 414,33	118 414,33	118 414,33

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>372 458,78</b>	<b>59 226,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	372 458,78	59 226,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 226,44
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>			<b>0,00</b>					
950	Dépenses imprévues			0,00					
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>372 458,78</b>	<b>59 226,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>
<b>001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)</b>									<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>									<b>59 226,44</b>

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>90</b>	<b>Opérations ventilées</b>	<b>260 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-206 784,01</b>	<b>-206 784,01</b>	<b>-206 784,01</b>
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	260 000,00	0,00	-206 784,01	-206 784,01	-206 784,01
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
<b>92</b>	<b>Opérations non ventilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (4)	0,00		144 652,00	144 652,00	144 652,00
<b>95</b>	<b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>260 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-62 132,01</b>	<b>-62 132,01</b>	<b>-62 132,01</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						121 358,45
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						59 226,44
-------	--	--	--	--	--	-----------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019**

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 900</b>

## CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 900</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 900-5

## CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

## CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 902

## CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

## CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 902</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 903</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>A 903</b>
<b>Détail par articles</b>	

## CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	372 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	59 226,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	-206 784,01	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	-206 784,01	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	-206 784,01	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 904</b>

## CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

## CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 226,44
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-206 784,01
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-206 784,01
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-206 784,01
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 904-4

## CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

## CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

## CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 905</b>

## CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 906</b>

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 906

## CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES								A 907
Détail par articles								

## CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

## CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

## CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 908</b>

## CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 908</b>

## CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

## CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 921</b>

## CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

<b>Article / compte par nature (1)</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget de l'exercice (2) I</b>	<b>RAR N-1 (3) II</b>	<b>Propositions nouvelles</b>	<b>Vote de l'assemblée (4) III</b>	<b>TOTAL IV = I + II + III</b>
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 922</b>

## CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> Détail par articles	<b>A 923</b>

## CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>A 925</b>

*CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET				III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES				A 926
Détail par articles				

## CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i>Charges transférées</i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
281351	<i>Bâtiments publics</i>	0,00	524,00	524,00
281578	<i>Autre matériel technique</i>	0,00	65 397,00	65 397,00
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	0,00	75 754,00	75 754,00
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	0,00	2 977,00	2 977,00
	<b>Autres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION</b>	<b>A 95</b>

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>				<b>0,00</b>
950	Dépenses imprévues				0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	3 105 700,00	181 112,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 112,78
930	Services généraux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 104 700,00	181 112,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 112,78
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	0,00	0,00		144 652,00	144 652,00		144 652,00	144 652,00
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (5)	0,00			144 652,00	144 652,00		144 652,00	144 652,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>3 105 700,00</b>	<b>181 112,78</b>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>325 764,78</b>

<b>002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)</b>								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	------

<b>TOTAL</b>								<b>325 764,78</b>
--------------	--	--	--	--	--	--	--	-------------------

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)  II	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>93</b>	<b>Services ventilés</b>	<b>3 105 700,00</b>	<b>98 647,90</b>	<b>108 702,55</b>	<b>108 702,55</b>	<b>207 350,45</b>
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 105 700,00	98 647,90	108 702,55	108 702,55	207 350,45
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
<b>94</b>	<b>Services communs non ventilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>		<b>3 105 700,00</b>	<b>98 647,90</b>	<b>108 702,55</b>	<b>108 702,55</b>	<b>207 350,45</b>

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)						118 414,33
------------------------------------	--	--	--	--	--	------------

TOTAL						325 764,78
-------	--	--	--	--	--	------------

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019**

- (4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

## CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 930</b>

## CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 930-5</b>
<b>Détail par articles</b>	

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 931</b>

## CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 932</b>

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et social
			93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

## CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 933</b>

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

## CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 933</b>

## CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>B 934</b>
<b>Détail par articles</b>	

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	3 104 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	181 112,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	1 582 190,00	0,00	1 523 510,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	98 647,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	108 702,55	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	108 702,55	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 934</b>

## CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

## CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 104 700,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 112,78
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 105 700,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 647,90
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 702,55
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 702,55

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 934-3</b>

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

## CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 935</b>

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
		DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

## CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

## CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
				Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES						B 936
Détail par articles						

## CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

## CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72					
			Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721			93-722	
				Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine	
			93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 937</b>

## CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

## CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 938</b>

## CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

## CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 938</b>

## CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b>								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

## CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 940</b>

## CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 941</b>

## CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 942</b>

## CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 943</b>

## CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 944</b>

## CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 945</b>

## CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	<b>DEPENSES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> <b>Détail par articles</b>	<b>B 946</b>

**CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections**  
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

<b>Article / compte par nature (1)</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles</b>	<b>Vote de l'assemblée (3)</b>
	<b>DEPENSES (4) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
	<i><b>Dot. aux amortissements et provisions</b></i>	<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	0,00	144 652,00	144 652,00
	<i><b>Autres</b></i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (5) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i><b>Reprises sur autofinancement</b></i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i><b>Transfert de charges</b></i>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> Détail par articles	<b>B 947</b>

*CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	<b>DEPENSES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS</b>	<b>B 95</b>

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
952	Dépenses imprévues				0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>372 458,78</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 215,99</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 215,99	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>372 458,78</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		372 458,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>53 215,99</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		53 215,99
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.01</b>

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900-5</b>

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.901</b>

**FONCTION 1 – Sécurité**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211	90-212	90-213	90-221	90-222	90-223
			Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		372 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	372 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	53 215,99	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	53 215,99	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées		90-428 Autres interventions sociales
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 215,99
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 215,99

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904-4</b>

## FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
		DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.906</b>

**FONCTION 6 – Action économique**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.906</b>

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoisement
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83					
		Transports de marchandises					
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien
							90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 104 700,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	863 311,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 241 289,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 214 402,55</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 551 190,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 632 212,55	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>3 105 700,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		863 311,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 241 289,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>3 214 402,55</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		31 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 551 190,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 632 212,55
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.01</b>

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930-5</b>

**FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.931</b>

**FONCTION 1 – Sécurité**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		3 104 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	534 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	95 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	62 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	31 733,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 628 714,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	475 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	104 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 582 190,00	0,00	1 632 212,55	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	1 500 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	1 632 212,55	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 104 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 031,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 067,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 693,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 733,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 628 714,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 872,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 970,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 214 402,55
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 190,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 632 212,55

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934-3</b>

## FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934-4</b>

**FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.936</b>

**FONCTION 6 – Action économique**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.936</b>

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.937</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83					
		Transports de marchandises					
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>I 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>	<b>0,00</b>	<b>59 226,44</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>VI 144 652,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>0,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281351	Bâtiments publics	0,00	524,00	524,00
281578	Autre matériel technique	0,00	65 397,00	65 397,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	75 754,00	75 754,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	2 977,00	2 977,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>144 652,00</b>	<b>0,00</b>	<b>233 817,23</b>	<b>0,00</b>	<b>378 469,23</b>

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 59 226,44
Ressources propres disponibles	VIII 378 469,23

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - BS - 2019

<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (7)</b>	<b>319 242,79</b>
--------------	---------------------------	-------------------

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



2 0  
1 9

# BUDGET SUPPLÉMENTAIRE

*BUDGET ANNEXE :  
BUREAU DE GESTION DU  
PERIMETRE IRRIGUE DU SUD EST*

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Numéro SIRET**  
**20005550700038**

**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**  
**Régions COLLECTIVITE TERRITORIALE DE**  
**MARTINIQUE**

POSTE COMPTABLE DE : Payeur Territorial de Martinique

**SERVICE PUBLIC LOCAL**

M. 49 (1)

**Budget supplémentaire (3)**

BUDGET : BGPISE CTM (3)

**ANNEE 2019**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	18
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION			
		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	158 084,46
+		+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	526 649,44	9 104,78
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 359 460,20
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		526 649,44	526 649,44

INVESTISSEMENT			
		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		0,00	0,00

TOTAL		
TOTAL DU BUDGET (3)	526 649,44	526 649,44

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

## DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 248 500,00	523 975,88	0,00	0,00	1 772 475,88
012	Charges de personnel, frais assimilés	306 000,00	2 079,00	0,00	0,00	308 079,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>526 054,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 080 554,88</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	594,56	0,00	0,00	594,56
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>526 649,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 081 149,44</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>526 649,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 081 149,44</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>2 081 149,44</b>
---	---------------------

## RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	9 104,78	0,00	0,00	944 104,78
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	617 000,00	0,00	158 084,46	158 084,46	775 084,46
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>9 104,78</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>	<b>1 721 689,24</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>9 104,78</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>	<b>1 721 689,24</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>9 104,78</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>	<b>1 721 689,24</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>359 460,20</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>2 081 149,44</b>
---	---------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>0,00</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.
---	-------------	---

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - BS - 2019**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

## COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPSE CTM - BS - 2019

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
=	
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	<b>EXPLOITATION</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
011	Charges à caractère général	523 975,88		523 975,88
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 079,00		2 079,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	594,56	0,00	594,56
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
	<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>	<b>526 649,44</b>	<b>0,00</b>	<b>526 649,44</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>526 649,44</b>
---	-------------------

	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>Opérations réelles (1)</b>	<b>Opérations d'ordre (2)</b>	<b>TOTAL</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 104,78		9 104,78
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	158 084,46		158 084,46
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>167 189,24</b>	<b>0,00</b>	<b>167 189,24</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>359 460,20</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>526 649,44</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - BS - 2019**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>1 248 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	420 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 500,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	80 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	700 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	45 000,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>306 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6331	Versement de transport	31 975,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	901,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 004,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	80 000,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	80 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	3 006,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	50 000,00	0,00	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	114,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	50 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	5 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>526 649,44</b>
-----------------------------------	-------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>526 649,44</b>
---	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) cf. Modalités de vote I.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
- (6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
- (7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
- (8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
- (12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (5)</b>	<b>2 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
64198	Autres remboursements	2 500,00	0,00	0,00
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>935 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70111	Ventes d'eau aux abonnés	640 000,00	0,00	0,00
70118	Autres ventes d'eau	250 000,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	45 000,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	0,00	0,00	0,00
<b>73</b>	<b>Produits issus de la fiscalité (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>617 000,00</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>
747	Subv. et participat° collectivités	617 000,00	158 084,46	158 084,46
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>1 554 500,00</b>	<b>158 084,46</b>	<b>158 084,46</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>9 104,78</b>
-----------------------------------	-----------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>359 460,20</b>
--	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>526 649,44</b>
---	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

V - ARRÊTÉ ET SIGNATURES	V
ARRÊTÉ - SIGNATURES / COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET SUPPLEMENTAIRE / DM2 - EXERCICE 2019	A

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Nombre de membres en exercice : 51 51

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 40

VOTES : Pour : 29

Contre : 10

Abstentions : 0

NPPV = 1

Date de convocation : 7 juin 2019

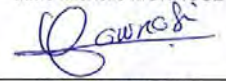




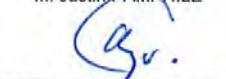
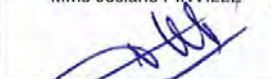
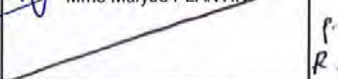
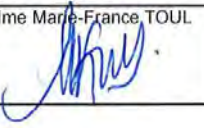
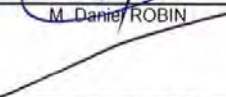


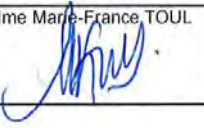
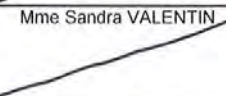
Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique

A Fort de France, le 20 juin 2019

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session

A Fort de France, le 20 JUIN 2019

M. Lucien ADENET	M. Richard BARTHELERY	Mme Chistine BAURAS	M. Claude BELLUNE	Mme Kora BERNABE procuration Mme P. TELLE	M. Belfort BIROTA
Mme Michelle BONNAIRE procuration M. Clem. BERTHOLD	M. Joachim BOUQUETY procuration G. COUTURIER	M. Michel BRANCHI	Mme Francine CARIUS	Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS procuration J.C. DUVERGER	M. Félix CATHERINE
Mme Catherine CONCONNE	M. Clément CHARPENTIER-TITY	Mme Manuella CLEM-BERTHOLO	M. Georges CLEON	M. Gilbert COUTURIER	Mme Jenny DULYS-PETIT
M. Jean-Claude DUVERGER	Mme Christiane EMMANUEL	M. Johnny HAJJAR	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE	M. Eugène LARCHER procuration M. J. PINVILLE	Mme Lucie LERAVE
Mme Marie-Line LESDEMA	Mme Nadia LIMIER procuration L. ADENET	M. Claude LISE	M. Fred LORINOT	M. Denis LOUIS-REGIS	M. Raphaël MARTINE

M. Charles-André MENCE procuration M. MONROSE	M. Yan MONPLAISIR 	Mme Michelle MONROSE 	Mme Diane MONTROSE 	Mme Karine MOUSSEAU 	M. Marius NARCISSOT procuration F. LA RIVS
M. Jean-Philippe NILOR 	Mme Stéphanie NORCA 	M. Justin PAMPHILE 	Mme Josiane PINVILLE 	Mme Maryse PLANTIN 	M. Lucien RANGON procuration R. BARTHELEMY
Mme Nadine RENARD procuration R.F. TOUL 	M. Daniel ROBIN 	Mme Sandrine SAINT-AIME procuration L. TELLE	Mme Louise TELLE 	Mme Patricia TELLE 	Mme Marie-Frantz TINOT 
Mme Marie-France TOUL 	Mme Sandra VALENTIN 	M. David ZOBDA procuration F. CATHERINE			

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le ..... et de la publication le .....

A

,le

Le Président du Conseil Exécutif  
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**RAPPORT**  
**À**  
**MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**  
**MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS**  
**À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**  
  
**SEANCE DU 20 JUIN 2019**  
  
**RAPPORT N° 12**  
  
**BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE L'EXERCICE 2019**  
**(DECISION MODIFICATIVE N°2)**

Le présent rapport a pour objet de présenter les modifications prises en compte dans le projet de budget supplémentaire 2019.

Un Budget supplémentaire assure la continuité budgétaire d'un exercice à l'autre, en introduisant dans la gestion de l'exercice en cours les résultats constatés au compte administratif de l'exercice précédent.

Aussi le projet de budget supplémentaire 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique contient la reprise du résultat constaté lors du Compte Administratif 2018 et son affectation

Il permet aussi de procéder à des ajustements budgétaires, en dépenses comme en recettes des deux sections, dans le cadre de la dynamique budgétaire engagée depuis trois ans, visant à clarifier et à fiabiliser les comptes de la Collectivité.

## **I- LES RECETTES**

### **1°) L'affectation du résultat : 59 230 838,89 €**

Le compte administratif 2018 du budget principal fait apparaître un résultat comptable (recettes de fonctionnement diminuées des dépenses de fonctionnement) de **50 201 257,83€**.

Ce résultat comptable cumulé au résultat non affecté de l'exercice précédent, soit un total de **59 230 838,89 €**, sert en priorité à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement

Il a donc été proposé à l'assemblée plénière :

→ d'affecter en fonds propres, une partie du résultat comptable cumulé soit **51 616 120,66 €**, (recettes d'investissement ; compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés ») pour la couverture du besoin de financement,

→ d'inscrire le solde du résultat comptable cumulé, soit **7 614 718,23 €**, en excédent de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement au compte 002).

Le projet de Budget supplémentaire 2019 prend en compte cette proposition.

### **2°) Les ajustements des prévisions 2019**

Il s'agit, dans un souci de conformité, d'affiner les inscriptions prévisionnelles du budget primitif et de la décision modificative n°1 de l'exercice 2019.

#### **Les diminutions : - 1 653 832,00 €**

Compte tenu des éléments portés à notre connaissance après le vote du budget primitif et de la décision modificative n°1, il convient de diminuer le montant prévisionnel des recettes suivantes :

- Produit des taxes foncières et d'habitation..... - 729 229,00 €
- Allocations compensatrices (TH, TF, TP, Exonération CVAE) ..... - 614 711,00 €

- Dotation Globale de Fonctionnement (Forfaitaire) ..... – 309 892,00 €.

**Les augmentations : 3 886 334,81 €**

Il convient également d'augmenter le montant prévisionnel d'autres recettes :

- Fiscalité directe (IFER, CVAE, FNGIR, DC RTP) ..... 297 231,00 €  
- Fonds de péréquation des DMTO ..... 1 109,00 €  
- Taxe sur l'électricité ..... 1 382 548,46 €  
- Taxe additionnelle à l'octroi de mer ..... 520 251,00 €  
- Remboursement chèques service périmés CESU (APA, PCH) ..... 622 325,00 €  
- Taxe de transport public aérien et maritime..... 85 466, 50 €  
- Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)..... 500 000,00 €  
- Recouvrements sur le personnel ..... 477 403,85 €.

**Les recettes nouvelles : 3 830 268,76 €**

Ces recettes n'ont pas fait l'objet d'inscription préalable en 2019 :

- Transfert canal Beauregard dit « Canal des esclaves»..... 150 000,00 €  
- Subvention Pôle Universitaire de Martinique ..... 100 000,00 €  
- Trop perçu subvention création filière cinématographique..... 59 232,00 €  
- FEDER Opération RIGMA/Assistance technique matériel DFE..... 558 039,82 €  
- Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC)..... 121 805,99 €  
- ODE – Modules ultrafiltration VIVÉ..... 500 160, 00 €  
- Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels..... 248 696,70 €  
- CNSA – Autres actions de prévention ..... 582 300,00 €  
- ASP – Politique d'accompagnement PMI ..... 161 684,42 €  
- Recouvrements divers (Trop perçu, annulation de mandats.....)..... 1 348 349,83 €

**II- LES DÉPENSES**

**1°) Les restes à réaliser (RAR)**

Le vote du budget supplémentaire permet d'intégrer dans la gestion de l'exercice 2019 les restes à réaliser arrêtés au 31 décembre 2018.

Les résultats du compte administratif 2018 font apparaître des dépenses engagées non mandatées représentant un total de **34 709 829,98 €**, soit 26 579 644,28 € en investissement et 8 130 185,70 € en fonctionnement.

## **2°) Les besoins nouveaux en crédits de paiement**

En premier lieu, le déficit net constaté au résultat global de clôture au Compte Administratif 2018 d'un montant de **515 467,47 €**, correspond à une dépense nouvelle à intégrer obligatoirement au budget supplémentaire 2019.

En second lieu, des ajustements par virements de crédits, se compensant très exactement et ne modifient pas le volume du budget sont à mettre à exécution. Ces virements s'élèvent à **55 058 598,71 €** de crédits.

### **DEPENSES BUDGET PRINCIPAL**

CHAPITRE	NATURE	LIBELLES	VIREMENT	
			-	+
INVESTISSEMENT			5 376 160,71	3 000 000,00
9005	20421	FEADER	2 376 160,71	
906	20422	Part CTM - Autres actions économiques		3 000 000,00
907	231318	Part CTM - Autres actions environnementales	3 000 000,00	
FONCTIONNEMENT			49 682 438,00	52 058 598,71
930	64111	Charges de personnel		43 288 438,00
930	617	AMO - Très Haut Débit	80 000,00	
9305		FEDER - Axe 5 Compenser les surcoûts liés à l'ultrapériphérie		2 376 160,71
932	63./64...	Charges de personnel	40 000 000,00	
933	63./64...	Charges de personnel	1 000 000,00	
934	63./64...	Charges de personnel	3 000 000,00	
9344	63./64...	Charges de personnel	1 380 000,00	
935	63./64...	Charges de personnel	976 438,00	
935	65748/65742	Très Haut Débit		80 000,00
936	63./64...	Charges de personnel	2 582 000,00	
937	63./64...	Charges de personnel	650 000,00	
937	617	PTMD - Gestion des déchets (EPF)	14 000,00	
937	617	PTMD - Gestion des déchets (AE)		14 000,00
938	63./64...	Charges de personnel		6 300 000,00
TOTAL			55 058 598,71	55 058 598,71

En dernier lieu, la budgétisation de nouveaux crédits de paiement en fonction de l'avancée des dossiers et l'équilibrage des budgets annexes, comme retracé ci-après :

CHAPITRE	DEPENSES	
	<b>DEPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>343 215,99 €</b>
900	Marché tablettes, unités centrales, portables...	550 000,00 €
904	Subvention d'équipement LTA	-206 784,01 €
	<b>DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 204 088,11 €</b>
932	Dotation de fonctionnement aux lycées	510 242,10 €
933	Transport et dédouanement - Archives	1 500,00 €
934	Subvention pour couverture reports + amortissements LTA	108 702,55 €
936	Subvention pour couverture reports BGPISE	158 084,46 €
936	Subventions Mque Développement, IMA, Chambre d'agriculture	1 925 559,00 €
943	Créances admises en non-valeur	2 500 000,00 €
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>5 547 304,10 €</b>

### III- LES ÉCRITURES COMPTABLES

Des avances remboursables ont été versées aux titulaires de certains marchés pour un montant global de **2 806 698,77 €**.

Afin de permettre les écritures comptables relatives au remboursement de ces avances, ce montant est à inscrire aux articles budgétaires correspondants. Ce sont des opérations patrimoniales dont le montant s'ajoute au total des opérations d'ordre.

Opérations	Compte 231 Dépenses d'ordre	Compte 238 Recettes d'ordre
MARCHE 2017MTDB0382/AVANCE DEMARRAGE TRAVAUX RECONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER LOT 2	1 285 502,17	1 285 502,17
MARCHE 2017MTDB0382/AVANCE DEMARRAGE TRVX RECONSTRUCT LYCEE SCHOELCHER 5 TRAITANT LOT 2 SECOND OEUVERE	15 625,96	15 625,96
MARCHE 2017MTDB0385/AVANCE DEMARRAGE TRAVAUX RECONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER LOT 5	257 047,74	257 047,74
MARCHE 2017MTDB0386/AVANCE DEMARRAGE TRAVAUX RECONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER LOT 6	308 217,45	308 217,45
MARCHE 2016-MTDR0016 AVANCE DE 5% AMENAGEMENT CARREFOUR MORNE AUX BŒUFS LOT 1	425,45	425,45
MARCHE 2016MTDR0019 AVANCE DE DEMARRAGE AMENAGEMENT CARREFOUR MORNE AUX BŒUFS LOT 4	5 651,53	5 651,53
MARCHE 2018MTDR0026 AVANCE DE 5% AMENAGEMENT TRAVERSEE DU GROS MORNE LOT 1	83 896,80	83 896,80
MARCHE 2018MTDR00148 AVANCE DE 5% AMENAGEMENT GIRATOIRE QUARTIER FANTAISIE A SAINT JOSEPH LOT 1	81 146,19	81 146,19
MARCHE 2018MTDR00149 AVANCE DE 5% AMENAGEMENT GIRATOIRE QUARTIER FANTAISIE A SAINT JOSEPH LOT 2	22 928,41	22 928,41
MARCHE 2018MTDIPRO071 AVANCE DE 30% CREATION D'UN PERIMETRE COLLECTIF D'IRRIGATION QUARTIER NOUVELLE CITE COMMUNE DE RIVIERE - TRANCHE FERME	125 033,37	125 033,37
MARCHE 2018MTDIPRO071 AVANCE DE 30% CREATION D'UN PERIMETRE COLLECTIF D'IRRIGATION QUARTIER NOUVELLE CITE COMMUNE DE RIVIERE - TRANCHE FERME	69 689,34	69 689,34
MARCHE 2018MTDIPRO071 AVANCE DE 30% CREATION D'UN PERIMETRE COLLECTIF D'IRRIGATION QUARTIER NOUVELLE CITE COMMUNE DE RIVIERE - TRANCHE FERME	243 840,84	243 840,84
MARCHE 2018MTDIPRO072 AVANCE DE 30% CREATION D'UN PERIMETRE COLLECTIF D'IRRIGATION QUARTIER NOUVELLE CITE COMMUNE DE RIVIERE	187 270,24	187 270,24
MARCHE 2018MTDIPRO14 AVANCE DE 30% AMENAGEMENT DES SUPERSTRUCTURES DU PORT DE PECHE DE GRAND-RIVIERE	120 423,28	120 423,28

### IV- LA BALANCE DU BUDGET PRINCIPAL

Ainsi, le budget supplémentaire de 2019 comprend les recettes et les dépenses complémentaires spécifiques à l'exercice en cours, auxquelles s'ajoutent la prise en compte des résultats et des restes à réaliser de l'exercice précédent.

B.S. 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & D'ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
<b>Budget Principal</b>						
Investissement	49 583 175,94	53 105 358,47	2 806 698,77	-715 483,76	52 389 874,71	52 389 874,71
Fonctionnement	15 710 434,52	12 188 251,99	-3 522 182,53		12 188 251,99	12 188 251,99
	<b>65 293 610,46</b>	<b>65 293 610,46</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>64 578 126,70</b>	<b>64 578 126,70</b>

## **V- LES BUDGETS DU LTA ET DU BGPISE**

Les budgets annexes du LTA et du BGPISE se sont soldés en 2018 par des excédents nets.

### **1°) Le Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)**

Le budget annexe du LTA clôture sa gestion 2018 par un excédent d'investissement de **121 358,45 €**.

Cet excédent, complété par l'inscription des amortissements des immobilisations en recette d'ordre d'investissement pour un montant de **144 652,00 €**, permettra de réduire la dotation initiale inscrite au budget primitif 2019 soit une diminution de **- 206 784,01 €**.

S'agissant de la section de fonctionnement, il est proposé de financer la dépense d'ordre relative aux amortissements des immobilisations ainsi que la prise en charge sur le budget 2019 des restes à réaliser en dépense comme suit :

CHAPITRE	LIBELLÉ	DÉPENSE	RECETTE
002	Excédent de fonctionnement reporté		118 414,33
934	Subvention de fonctionnement		108 702,55
934	Restes à réaliser	181 112,78	98 647,90
946	Amortissement des immobilisations	144 652,00	
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>		<b>325 764,78</b>	<b>325 764,78</b>

### **2°) LE BUREAU DE GESTION DU PÉRIMETRE IRRIGUÉ DU SUD EST (BGPISE)**

Le résultat excédentaire du BGPISE (**359 460,20 €**) complété des restes à réaliser en recette de fonctionnement (**9 104,78 €**), ne permet pas la prise en charge totale en 2019 des restes à réaliser en dépense (**526 649,44 €**). Il est donc proposé d'augmenter la subvention initiale de **158 084,46 €**.

## **VI- LA BALANCE DU BUDGET GÉNÉRAL**

Ainsi le budget supplémentaire de l'exercice 2019 intègre les restes à réaliser, les soldes d'exécution ainsi que l'affectation des résultats de l'exercice 2018 auxquels s'ajoutent les recettes et les dépenses complémentaires de l'exercice en cours.

Conformément à l'article 1612-4 du CGCT, le budget supplémentaire 2019 est arrêté en équilibre au montant de **66 060 599,12 €** en mouvements réels et de **- 570 831,76 €** en mouvements d'ordre.

B.S. 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
<b>Budget Principal</b>						
Investissement	49 583 175,94	53 105 358,47	2 806 698,77	-715 483,76	52 389 874,71	52 389 874,71
Fonctionnement	15 710 434,52	12 188 251,99	-3 522 182,53		12 188 251,99	12 188 251,99
	<b>65 293 610,46</b>	<b>65 293 610,46</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>64 578 126,70</b>	<b>64 578 126,70</b>
<b>Budget L.T.A.</b>						
Investissement	59 226,44	-85 425,56		144 652,00	59 226,44	59 226,44
Fonctionnement	181 112,78	325 764,78	144 652,00		325 764,78	325 764,78
	<b>240 339,22</b>	<b>240 339,22</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>384 991,22</b>	<b>384 991,22</b>
<b>Budget B.G.P.I.S.E.</b>						
Investissement						
Fonctionnement	526 649,44	526 649,44			526 649,44	526 649,44
	<b>526 649,44</b>	<b>526 649,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>526 649,44</b>	<b>526 649,44</b>
<b>Budget Général</b>						
Investissement	49 642 402,38	53 019 932,91	2 806 698,77	-570 831,76	52 449 101,15	52 449 101,15
Fonctionnement	16 418 196,74	13 040 666,21	-3 377 530,53	0,00	13 040 666,21	13 040 666,21
	<b>66 060 599,12</b>	<b>66 060 599,12</b>	<b>-570 831,76</b>	<b>-570 831,76</b>	<b>65 489 767,36</b>	<b>65 489 767,36</b>

♦♦♦♦

Vous êtes invités à vous prononcer sur :

- l'adoption du budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2019 comme figurant aux documents annexés à la présente délibération :
  - o En mouvements budgétaires : **65 489 767,36 €**
  - o En mouvements réels : **66 060 599,12 €**
  - o En mouvements d'ordre : **- 570 831,76 €**
- le mandat à donner au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions nécessaires à l'application et à la mise en œuvre de la décision qui sera prise.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, Chers collègues de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Exécutif  
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE

- 3 JUIN 2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°

#### BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique, adopte, conformément aux documents joints à la présente délibération, le budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2019 :

- en mouvements budgétaires : 65 489 767,36 €
- en mouvements réels : 66 060 599,12 €
- en mouvements d'ordre : - 570 831,76 €.

**ARTICLE 2 :** Les crédits de paiement en dépenses et en recettes sont votés et répartis comme suit :

B.S. 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & D'ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
<b>Budget Principal</b>						
Investissement	49 583 175,94	53 105 358,47	2 806 698,77	-715 483,76	52 389 874,71	52 389 874,71
Fonctionnement	15 710 434,52	12 188 251,99	-3 522 182,53		12 188 251,99	12 188 251,99
	<b>65 293 610,46</b>	<b>65 293 610,46</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>-715 483,76</b>	<b>64 578 126,70</b>	<b>64 578 126,70</b>
<b>Budget L.T.A.</b>						
Investissement	59 226,44	-85 425,56		144 652,00	59 226,44	59 226,44
Fonctionnement	181 112,78	325 764,78	144 652,00		325 764,78	325 764,78
	<b>240 339,22</b>	<b>240 339,22</b>	<b>144 652,00</b>	<b>144 652,00</b>	<b>384 991,22</b>	<b>384 991,22</b>
<b>Budget B.G.P.I.S.E.</b>						
Investissement	526 649,44	526 649,44			526 649,44	526 649,44
Fonctionnement	<b>526 649,44</b>	<b>526 649,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>526 649,44</b>	<b>526 649,44</b>
<b>Budget Général</b>						
Investissement	49 642 402,38	53 019 932,91	2 806 698,77	-570 831,76	52 449 101,15	52 449 101,15
Fonctionnement	16 418 196,74	13 040 666,21	-3 377 530,53	0,00	13 040 666,21	13 040 666,21
	<b>66 060 599,12</b>	<b>66 060 599,12</b>	<b>-570 831,76</b>	<b>-570 831,76</b>	<b>65 489 767,36</b>	<b>65 489 767,36</b>

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la Collectivité Territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec XX voix pour et XX voix contre, en sa séance publique des XX et XX juin 2019.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-228-2-DE  
Date de télétransmission : 22/07/2019  
Date de réception préfecture : 22/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 22 JUIL. 2019

## ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

### DELIBERATION N° 19-228-2

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE À L'INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT (IMS), POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE (procuration à Manuella CLEMBERTHOLO), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE, Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Michelle MONROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Maryse PLANTIN, Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 19-228-1 du 20 juin 2019 portant adoption du budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;

Considérant l'adoption d'un amendement dans le cadre de l'examen du budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2019, validant une inscription pour l'Institut Martiniquais du Sport (IMS) de 500 000 € de crédit de paiement ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

**ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention complémentaire de fonctionnement d'un montant de cinq cent mille euros (500 000 €) est allouée à l'Institut Martiniquais du Sport (IMS), pour la réalisation de son programme d'actions 2019.

**ARTICLE 2 :** La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre fonctionnel correspondant, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés ; en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

  
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-229-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : – 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-229-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE (EFPMA) AU TITRE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA JOURNÉE PORTES OUVERTES 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à l'Association de gérance de l'Ecole de Formation Professionnelle Maritime et Aquacole (EFPMA), une subvention d'un montant de quatorze mille huit cent trente-quatre euros quatre-vingt un centimes (14 834,81€), pour l'organisation de la « Journée Portes Ouvertes 2019 ».

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La subvention est versée à l'attributaire selon les modalités prévues dans une convention et définissant les rapports entre les parties et selon l'échéancier prévisionnel suivant :

	Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
Dotation	14 834, 81 €	14 834, 81 €	2019

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-230-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-230-1

**PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL  
EXÉCUTIF DE MARTINIQUE DE TOUT ACTE ET TOUTE DÉCISION PORTANT SUR  
L'EXÉCUTION DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC TRÈS HAUT DÉBIT  
POUR L'EXPLOITATION TECHNIQUE ET COMMERCIALE DU RÉSEAU FTTH,  
AINSI QUE DES CONVENTIONS D'INSTALLATION, DE GESTION,  
D'ENTRETIEN ET DE REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS  
ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7211-1 à L.7331-3;

Vu le décret n°2009-54 du 15 janvier 2009 relatif à la convention entre opérateur et propriétaire portant sur l'installation, la gestion, l'entretien et le remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans un immeuble ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2473-1 du 19 novembre 2015 portant lancement de la procédure de Délégation de Service Public en affermage pour l'exploitation et la commercialisation du réseau FTTH de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 relative à la délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-309-1 du 28 juillet 2017 portant sur le choix de la société attributaire de la Délégation de Service Public pour l'exploitation technique et commerciale du réseau FTTH et l'approbation de la convention de Délégation de Service Public ;  
Vu le marché n°2017-MTDAT0770 relatif à la conception-réalisation d'une infrastructure de communications électroniques à très haut débit (FTTH) sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Martinique ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;  
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 14 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, dans le cadre du déploiement du réseau FTTH de la Martinique par le groupement ORANGE SA/CONSTRUCTEL, pour signer les conventions entre opérateur et propriétaire d'immeuble, portant sur l'installation, la gestion, l'entretien et le remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, pour une durée de 25 ans, ainsi que de tous les actes y afférents.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour suivre l'exécution de la convention de délégation de service public relative à l'exploitation technique et commerciale du réseau FTTH, approuvée par la délibération n°17-309-1 du 28 juillet 2017, et signer les actes liés à son exécution.

**ARTICLE 3 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique rend compte à l'Assemblée de Martinique de l'exercice de cette compétence déléguée.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-231-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-231-1

#### PORTANT UTILISATION DU MODÈLE CONCEPTUEL DE DONNÉES « GRACE THD » PRÉSENTÉ PAR L'ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (A.V.I.C.C.A.) ET APPROBATION DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 14 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est approuvée l'utilisation et la participation au comité de pilotage de l'exploitation du modèle conceptuel de données « GRACE THD », moyennant la somme forfaitaire, au titre de l'année 2018, s'élevant à huit mille cent trente-sept euros cinquante centimes (8 137,50 € TTC).

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-232-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : **6 AOUT 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-232-1

#### PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA SOCIÉTÉ IPM ANTILLES GUYANE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE À LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'Appel d'Offres du 10 avril 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle entre la Société IPM ANTILLES GUYANE et la Collectivité Territoriale de Martinique pour le règlement de factures d'un montant total de quarante mille six cent vingt quatre euros quatre vingt trois centimes (40 624,83 € TTC) inhérentes à des prestations de fourniture de consommables informatiques.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-233-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-233-1

#### PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique, en matière de marchés publics et d'accords-cadres, portant sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 29 mai 2019.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.



Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-234-1-DE  
Date de télétransmission : 22/07/2019  
Date de réception préfecture : 22/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 22 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-234-1

#### PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 19-75-8 DU 4 AVRIL 2019 PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS LÉGISLATIVES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-75-8 du 4 avril 2019 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la société ÉDITIONS LÉGISLATIVES ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-75-8 du 4 avril 2019 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la société ÉDITIONS LÉGISLATIVES, est annulée.

**ARTICLE 2 :** Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ÉDITIONS LÉGISLATIVES, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La société ÉDITIONS LÉGISLATIVES percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt et un mille six cent soixante quatre euros quinze centimes (21 664,15 €).

**ARTICLE 4 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-234-2-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2019  
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 25 JUL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-234-2

#### PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 19-75-10 DU 4 AVRIL 2019 PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ MARTIN MÉDIA

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-75-10 du 4 avril 2019 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la société EDITIONS MARTIN MÉDIA ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX  
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-75-10 du 4 avril 2019 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la société EDITIONS MARTIN MÉDIA, est annulée.

**ARTICLE 2 :** Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS MARTIN MÉDIA, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La société ÉDITIONS MARTIN MÉDIA percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de cinq cent quarante cinq euros vingt trois centimes (545,23 €).

**ARTICLE 4 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-234-3-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2019  
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-234-3

#### PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 19-75-16 DU 4 AVRIL 2019 PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ LA DOCUMENTATION FRANCAISE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.,.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Patricia TELLE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Lucien ADENET), Raphaël MARTINE (procuration à Belfort BIROTA), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Daniel ROBIN (procuration à Claude BELLUNE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN, David ZOBDA (procuration à Félix CATHERINE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-75-16 du 4 avril 2019 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la société LA DOCUMENTATION FRANCAISE;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX  
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-75-16 du 4 avril 2019 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la société LA DOCUMENTATION FRANCAISE, est annulée.

**ARTICLE 2 :** Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société LA DOCUMENTATION FRANCAISE, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La société LA DOCUMENTATION FRANCAISE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de mille sept cent soixante huit euros trente deux centimes (1 768,32 €).

**ARTICLE 4 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique  
Claude LISE

The image shows a handwritten signature, "Claude LISE", in black ink. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text "Collectivité Territoriale de Martinique" around the perimeter and a central emblem depicting a landscape with a building and trees. A small, dark mark is visible to the left of the signature.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-235-1-DE  
Date de télétransmission : 19/09/2019  
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-235-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE MARTINIQUE POUR L'OPÉRATION  
« MISE EN OEUVRE D'UN "CANCER DATA-HUB" POUR UNE EXPLOITATION DES DONNÉES DE  
SANTÉ EN CANCÉROLOGIE ET HÉMATOLOGIE : INTÉRÊT POUR LA DATA-VISUALISATION ET LA  
MODÉLISATION DES PARCOURS SANTÉ – MQ0019171 »**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

**L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;  
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;  
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 juin 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 29 avril 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique en cofinancement d'un montant de quatre cent quarante-trois mille cent soixante-dix-neuf euros vingt-cinq centimes (443 179,25 €) soit 80% de l'assiette éligible, est attribuée au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE MARTINIQUE, pour l'opération « Mise en oeuvre d'un "cancer data-hub" pour une exploitation des données de santé en cancérologie et hématologie : intérêt pour la data-visualisation et la modélisation des parcours santé - MQ001971 ».

Le coût total éligible de l'opération représente cinq cent cinquante-trois mille neuf cent soixante-quatorze euros six centimes (553 974,06 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à trois cent trente-deux mille trois cent quatre-vingt-quatre euros quarante-quatre centimes (332 384,44 €), soit 60% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;

- Pour la part territoriale, qui s'élève à cent dix mille sept cent quatre-vingt-quatorze euros quatre-vingt-un centimes (110 794,81 €), soit 20% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédits de paiement 2019
- 50 % en crédits de paiement 2020.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-236-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-236-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA FREDON POUR LA VULGARISATION ET LA DÉMONSTRATION DE PRATIQUES DE BIOCONTRÔLE ADAPTÉES AU CONTEXTE DE LA FILIÈRE MARTINICAISE DE DIVERSIFICATION VÉGÉTALE - RMAR010218DA0970010

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 25 août 2017 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent dix-neuf mille neuf cent cinquante-deux euros quatre-vingt-douze centimes (119 952,92 €), soit 85,00% du coût total éligible de 141 121,08 €, est attribuée à la «FREDON – Vulgarisation et démonstration de pratiques de biocontrôle adaptées au contexte de la filière martiniquaise de diversification végétale - RMAR010218DA0970010».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-237-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-237-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À VOISIN WILLY POUR L'ADOPTION D'UN NOUVEL ITINÉRAIRE TECHNIQUE POUR LA CULTURE DE L'ANANAS - RMAR040119DA0970007

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 7 décembre 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent quatre mille trois cent trente-neuf euros vingt-deux centimes (104 339,22 €), soit 63,75% du coût total éligible de 163 669,36 €, est attribuée à «VOISIN Willy – Adoption d'un nouvel itinéraire technique pour la culture de l'ananas - RMAR040119DA0970007».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-238-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **23 SEP. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-238-1

**PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-164-1 DU 17 MAI 2019  
ET OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS DISTILLERIES  
AGRICOLAS DE SAINTE-LUCE POUR LA REPLANTATION DE CANNES À SUCRE  
(47,64 HA RAMENÉS À 39,32 HA), TRAVAUX DE DÉROCHAGES, D'AMÉLIORATIONS  
FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE ET RÉALISATION D'UN HANGAR -  
PROGRAMME D'EXPLOITATION DASL 2016 - RMAR040116DA0970259**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-164-1 du 17 mai 2019 portant octroi d'une aide publique à la SAS distilleries agricoles de Sainte-Luce pour la replantation de 48 ha de cannes à sucre, travaux de dérochages, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire et réalisation d'un hangar - programme d'exploitation DASL 2016 - RMAR040116DA0970259 ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 7 juillet 2016 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-164-1 du 17 mai 2019 portant octroi d'une aide publique à la SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE pour la replantation de 48 ha de cannes à sucre, travaux de dérochages, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire et réalisation d'un hangar - programme d'exploitation DASL 2016 - RMAR040116DA0970259, est annulée.

**ARTICLE 2 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent soixante-dix-sept mille sept cent quarante-huit euros treize centimes (177 748,13 €), soit 60,03% du coût total éligible de 296 121,40 €, est attribuée à la «SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE – Replantation de cannes à sucre (47,64 ha ramenés à 39,32 ha), travaux de dérochages, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire et réalisation d'un hangar - Programme d'exploitation DASL 2016 - RMAR040116DA0970259».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente-et-un mille trois cent soixante-sept euros trente-deux centimes (31 367,32 €), est attribuée à la «SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE - Replantation de cannes à sucre (47,64 ha ramenés à 39,32 ha), travaux de dérochages, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire et réalisation d'un hangar - Programme d'exploitation DASL 2016 -RMAR040116DA0970259».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-239-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-239-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL AGRISUD'ESPERANCE POUR LA PLANTATION DE 7,27 HA (2,38 HA ÉLIGIBLES) DE VITROPLANTS BANANES ET AMÉNAGEMENT DE L'EXPLOITATION 2018 - RMAR040118DA0970086

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE)n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 12 février 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de six mille six cent dix euros quinze centimes (6 610,15 €), soit 42,50% du coût total éligible de 15 553,30 €, est attribuée à la « SARL AGRISUD'ESPERANCE – Plantation de 7,27 ha (2,38 ha éligibles) de vitroplants bananes et aménagement de l'exploitation 2018 - RMAR040118DA0970086 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de mille cent soixante-six euros cinquante centimes (1 166,50 €), est attribuée à la « SARL AGRISUD'ESPERANCE - Plantation de 7,27 ha (2,38 ha éligibles) de vitroplants bananes et aménagement de l'exploitation 2018 - RMAR040118DA0970086 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-240-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-240-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SA EXPLOITATION  
AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE (E.A.M.P) POUR LA PLANTATION DE CANNE À SUCRE  
SUR 34,77 HA EN 2019 SUR LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE ET DU MORNE-ROUGE  
ET CONFECTION DE TRACES POUR LA CIRCULATION DANS LES ÎLOTS (400ML) -  
RMAR040118DA0970158**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 30 octobre 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros quarante centimes (63 394,40 €), soit 55,25% du coût total de éligible 114 741,00 €, est attribuée à la « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELEE (E.A.M.P) – Plantation de canne à sucre sur 34,77 ha en 2019 sur les communes de Saint-Pierre et du Morne-Rouge et confection de traces pour la circulation dans les îlots (400ml) - RMAR040118DA0970158 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de onze mille cent quatre-vingt-sept euros vingt-cinq centimes (11 187,25 €), est attribuée à la « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELEE (E.A.M.P) – Plantation de canne à sucre sur 34,77 ha en 2019 sur les communes de Saint-Pierre et du Morne-Rouge et confection de traces pour la circulation dans les îlots (400ml) - RMAR040118DA0970158 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-242-1-DE  
Date de télétransmission : 19/09/2019  
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 19 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-242-1

**PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°19-31-1  
DU 15 FÉVRIER 2019 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU  
« CIRAD BIO-PIMENTA PROTECT : DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU PRODUIT DE  
BIOCONTRÔLE À BASE DE BOIS D'INDE (PIMENTA RACEMOSA) POUR LA PROTECTION DES  
CULTURES MARAÎCHÈRES EN MARTINIQUE - RMAR160218DA0970010 »**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBD.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-31-1 du 15 février 2019 portant octroi d'une aide publique au « CIRAD - Bio-pimenta protect : développement d'un nouveau produit de biocontrôle à base de bois d'Inde (Pimenta racemosa) pour la protection des cultures maraîchères en Martinique - RMAR160218DA0970010 » ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 25 août 2017 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-31-1 du 15 février 2019 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 au « CIRAD - Bio-pimenta protect : développement d'un nouveau produit de biocontrôle à base de bois d'Inde (Pimenta racemosa) pour la protection des cultures maraîchères en Martinique - RMAR160218DA0970010 », est annulée.

**ARTICLE 2 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent soixante-huit mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros soixante trois centimes (168 298,63 €), soit 80% du coût total éligible de 247 497,99 €, est attribuée au « CIRAD - Bio-pimenta protect : développement d'un nouveau produit de biocontrôle à base de bois d'Inde (Pimenta racemosa) pour la protection des cultures maraîchères en Martinique - RMAR160218DA0970010 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-dix-neuf euros soixante-seize centimes (29 699,76 €), est attribuée au « CIRAD - Bio-pimenta protect : développement d'un nouveau produit de biocontrôle à base de bois d'Inde (Pimenta racemosa) pour la protection des cultures maraîchères en Martinique -RMAR160218DA0970010 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-243-1-DE  
Date de télétransmission : 19/09/2019  
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE 19 SEP. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-243-1

#### **PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « CERISE PEYI SAS POUR VENTE DE PRODUITS AGRICOLES ET TRANSFORMÉS EN CIRCUIT COURT ET EN LIGNE - RMAR190219GA3350003 »**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### **L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu l'avenant n°1 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER Hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signé le 07 décembre 2018 ;  
Vu la convention relative à la mise en oeuvre du développement local mené par les acteurs locaux dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique entre la Collectivité Territoriale de Martinique, autorité de gestion, l'Agence de services et de paiement, organisme payeur, et la Communauté d'agglomération du Sud de la Martinique, structure porteuse du Groupe d'Action Locale GAL Sud Martinique, en date du 02 Octobre 2017 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 6 novembre 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une contrepartie de la Collectivité Territoriale de Martinique, liée au dispositif LEADER dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique 2014-2020, d'un montant de quinze mille neuf cent cinquante-neuf euros trente-deux centimes (15 959,32 €), soit 10,79% du coût total éligible de 147 862,85 €, est attribuée à la « CERISE PÉYI SAS – Vente de produits agricoles et transformés en circuit court et en ligne - RMAR190219GA3350003 ».

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-244-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-244-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «VILLE DE SAINTE-LUCE – AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DE TROIS-RIVIÈRES - PFEA430018CT0970006 »

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (UE) n°2328/2003, (CE) n°861/2006, (CE) n°1198/2006 et (CE) n°791/2007 et le règlement (UE) n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil, et notamment son article 97 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en oeuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu le Programme Opérationnel Fonds Européen pour les Affaires maritimes et la Pêche (PO FEAMP) en France (CCI 2014FR14MFOP001) approuvé par la Commission européenne le 3 décembre 2015 (C(2015)8863) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 demandant l'exercice des fonctions d'organisme intermédiaire par délégation de gestion des mesures qui relèveront des compétences de la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre du programme opérationnel national du FEAMP pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;

Vu la convention du 19 octobre 2016 entre l'autorité de gestion du programme opérationnel FEAMP pour la période 2014-2020 et la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la demande d'aide enregistrée le 6 septembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 27 mai 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide FEAMP d'un montant de cinq cent treize mille trois cent quatre-vingt-douze euros quarante centimes (513 392,40 €) soit 60 % du coût total éligible de 855 654,00 €, est attribuée à la « Ville de SAINTE-LUCE pour l'Aménagement pour la Pêche d'Intérêt Territorial (APIT) de Trois-Rivières – PFEA430018CT0970006 » au titre de la Mesure 43 – Mesure - Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criées et abris.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-245-1-DE  
Date de télétransmission : 26/07/2019  
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-245-1

**PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À  
L'ASSOCIATION LE PÔLE AGRO-RESSOURCES ET DE RECHERCHE DE MARTINIQUE (PARM)  
POUR LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA GRAPPE D'ENTREPRISES « INOVAGRO »  
PAR DÉLIBÉRATION N°11-1033-1 POUR PAIEMENT DES SOLDES DE SUBVENTION  
AU TITRE DU PO FEDER 2007-2013**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CR n°11-1033-1 du 5 juillet 2011 portant subvention à l'association Pôle Agro-ressources et de Recherche de Martinique (PARM), pour le programme d'activités de la grappe d'entreprises « INOVAGRO » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le régime d'aide d'état SA 39618 (2014/N) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens, Questions européennes, Tourisme ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 17 juin 2019 ;  
Considérant la nécessité de permettre le mandatement des soldes et l'émission de titres pour les contreparties nationales des subventions accordées au Pôle d'Agro-ressources Régional de la Martinique (PARM), au titre du PO FEDER 2007-2013 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est approuvée la levée de la déchéance quadriennale affectant la subvention d'un montant de deux cent quatre-vingt-seize mille trois euros (296 003 €), allouée à l'association Pôle Agro-ressources et de Recherche de Martinique (PARM), pour le programme d'activités de la grappe d'entreprises INOVAGRO, par délibération CR n°11-1033-1 du 5 juillet 2011.

La levée doit permettre le mandatement des soldes et l'émission de titres pour les contreparties nationales des subventions accordées au PARM, au titre du Programme Opérationnel (PO) FEDER 2007-2013 pour les opérations suivantes :

Solde à mandater par opération :

N° PRESAGE	31884	31885	31888	31890	31891	31892	TOTAL
MONTANT	1 600,00 €	2 750,00 €	681,67 €	11 063,56 €	2 710,81 €	972,00 €	<b>19 778,04 €</b>

Titres à émettre par opération :

N° PRESAGE	31883	31889	32342	TOTAL
MONTANT	4 475,24 €	148,98 €	2 407,82 €	<b>7 032,04 €</b>

**ARTICLE 2 :** Les sommes mentionnées à l'article 1 sont imputées au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-246-1-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2019  
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-246-1

#### PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (O.A.E.D) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu les décrets n°2016-1814 et n°2016-1815 en date du 21 décembre 2016, relatifs aux principes de la tarification des établissements et aux dispositions financières des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu les arrêtés ministériels en date des 22, 27 et 29 décembre 2016 relatifs aux documents budgétaires et comptables des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-232-1 du 19 mai 2017 portant formalisation du dispositif de « facturation différentielle » des frais d'hébergement des établissements d'hébergement pour personnes âgées ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-292-1 du 19 mai 2017 portant autorisation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique, de mettre en oeuvre les dispositions de l'article 58 de la loi ASV sur la contractualisation (CPOM) dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF ;  
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°05-02-19 N°109 portant fixation de la valeur du point GIR Dépendance 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif, en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;  
Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est fixé pour l'exercice 2019, un taux d'actualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux des secteurs « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance-Famille » sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif de Martinique, limité à 0,5 % pour l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** Est fixé à quatre-vingt millions huit cent soixante et onze mille trois cent quatre-vingt quatre euros (80 871 384 €), le montant de l'enveloppe limitative de crédits 2019, opposable aux structures gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux tarifés selon les modalités suivantes :

- Une enveloppe budgétaire de reconduction des moyens arrêtée à la somme de soixante-dix-neuf millions sept cent quatorze mille trois cent quatre-vingt sept euros (79 714 387 €) et répartie comme suit :
  - S/enveloppe « Personnes Agées » : 38 817 205 €
  - S/enveloppe « Personnes Handicapées » : 6 121 360 €
  - S/enveloppe « Enfance-Famille » : 34 775 822 €.

Cette enveloppe budgétaire intègre les résultats à affecter retenus par la Collectivité au titre des comptes administratifs de l'exercice 2017 et résultats antérieurs.

- Une enveloppe de crédits arrêtée à la somme d'un million cent cinquante six mille neuf cent quatre vingt dix sept euros (1 156 997 €), destinée à financer des mesures nouvelles dans les secteurs :
  - S/enveloppe « Personnes Agées » : 654 682 €
  - S/enveloppe « Personnes Handicapées » : 0 €
  - S/enveloppe « Enfance-Famille » : 502 315 €.

**ARTICLE 3 :** En cas de nécessité, il est possible de procéder à la « fongibilité » des sous-enveloppes « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance – Famille ».

**ARTICLE 4 -** Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels 934 et 934-3 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-247-1-DE  
Date de télétransmission : 30/08/2019  
Date de réception préfecture : 30/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 30 AOUT 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-247-1

#### PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES CYCAS » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) DE SAINTE-THÉRÈSE AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande de subvention formulée en date du 22 janvier 2019, par l'Association d'Éducation Populaire de Sainte-Thérèse pour le fonctionnement du Foyer de Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » au titre de l'exercice 2019;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif, en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est fixée à la somme de cinq cent vingt quatre mille quatre vingt neuf euros (524 089 €), le montant de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS », pour l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La participation financière mentionnée à l'article 1 est versée à l'Association d'Éducation Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels, chacun d'un montant de cent trente-et-un mille vingt-deux euros vingt-cinq centimes (131 022,25 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

**ARTICLE 3 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-248-1-DE  
Date de télétransmission : 30/08/2019  
Date de réception préfecture : 30/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : **30 AOUT 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-248-1

#### PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LA RUCHE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande de subvention formulée en date 23 octobre 2018, par l'Association « LA RUCHE » pour le fonctionnement du Foyer de Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » au titre de l'exercice 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif, en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est fixée à la somme de quatre cent soixante-treize mille trois cent quarante-six euros (473 346 €), le montant de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE », pour l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La participation financière mentionnée à l'article 1 est versée à l'association « la Ruche » sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels, chacun d'un montant de cent dix-huit mille trois cent trente-six euros cinquante centimes (118 336,50 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

**ARTICLE 3 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-250-1-DE  
Date de télétransmission : 27/06/2019  
Date de réception préfecture : 27/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 27 JUIN 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-250-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE « ALLOCATION VACANCES » EN FAVEUR DES JEUNES CONFIÉS AUX ASSISTANTS FAMILIAUX ET AUX TIERS BÉNÉVOLES DE L'ARTICLE L 221-2-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L221-2-1;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CP/427-13 du 15 juillet 2013, portant revalorisation des assistants familiaux et des allocations versées aux enfants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 19-129-1 du 5 avril 2019, portant mise en oeuvre du dispositif d'accueil durable et bénévole par un tiers d'un enfant confié à l'Aide Sociale à l'Enfance, prévu par l'article L 221-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;  
Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est adoptée la mise en place d'une « allocation vacances » pour les assistants familiaux et les tiers bénévoles, destinée à leur permettre de faire face aux frais occasionnés par les vacances des jeunes confiés au titre de l'aide sociale à l'enfance, durant les mois de juillet et août.

**ARTICLE 2 :** Les jeunes confiés, dont les projets individualisés prévoient un retour en famille ou un accueil par des familles d'accueil-relais durant la période indiquée, n'ouvrent pas droit au bénéfice de l'« allocation vacances », pour l'assistant familial et le tiers bénévole.

**ARTICLE 3 :** L'« allocation vacances » est versée uniquement aux assistants familiaux et aux tiers bénévoles, dont les jeunes confiés sont accueillis en centre de loisirs, avec ou sans hébergement, ou qui participent à des séjours dans la Caraïbe, organisés par des opérateurs habilités par la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale.

**ARTICLE 4 :** La durée du séjour ou de l'accueil qui est prise en charge en centre de loisirs, est de 5 à 22 jours.

**ARTICLE 5 :** Au vu du devis estimatif fourni par l'assistant familial ou le tiers bénévole, l'allocation est versée, au mois de juin au plus tard pour les enfants bénéficiant d'un accueil au mois de juillet. Elle est versée, au plus tard au mois de juillet pour les enfants bénéficiant d'un accueil au mois d'août.

L'assistant familial ou le tiers bénévole doit obligatoirement transmettre un justificatif de paiement, au plus tard deux mois après la réalisation de l'accueil en centre de loisirs avec ou sans hébergement ou du séjour.

En cas de défaut de transmission du justificatif dans ce délai imparti, l'« allocation vacances » est récupérée.

Lors de dépenses inférieures au devis estimatif, le montant de l'allocation est diminué et le surplus versé est récupéré.

**ARTICLE 6 :** Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** Mandat est donné Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, toutes les mesures d'application ou d'ajustements de la présente délibération.

**ARTICLE 8 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 9 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 10 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-251-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-251-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ACTION SIDA MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) à l'association Action Sida Martinique, pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 984 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-252-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : -- 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-252-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM) DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ALIMENTAIRE, POUR L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la demande de subvention de la Banque Alimentaire de Martinique pour l'année 2018 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à la Banque Alimentaire de Martinique (BAM) une subvention de fonctionnement d'un montant de cent mille euros (100 000 €), pour financer des actions de formation des bénévoles, des ateliers thématiques pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire et les charges locatives, au titre de l'exercice 2018.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 984 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le

Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-253-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-253-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION DES ŒUVRES LAÏQUES DE LA MARTINIQUE (FOL), POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à la Fédération des Œuvres Laïques (FOL) de la Martinique, pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2018, qui se répartie comme suit :

- dix mille euros (10 000 €) au titre du fonctionnement,
- cinq mille euros (5 000 €) au titre de l'investissement.

**ARTICLE 2 :** Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 et au chapitre d'investissement 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature in black ink that reads "Claude LISE". To the right of the signature is a circular official seal. The seal features a central emblem with a landscape and a building, surrounded by the text "Collectivité Territoriale de Martinique" and the year "1976".



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-254-1-DE  
Date de télétransmission : 09/08/2019  
Date de réception préfecture : 09/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 9 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-254-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CITOYENNE POUR L'INSERTION SOLIDAIRE ET ÉCONOMIQUE (ACISE) SAMU SOCIAL

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande de subvention de l'association « ACISE SAMU SOCIAL » relative au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) multi-dispositifs - CPOM 2016-2020;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent mille euros (200 000 €) à l'Association ACISE SAMU SOCIAL, pour la poursuite des actions du Centre d'Hébergement et Réinsertion Sociale (CHRS) multi-dispositifs dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2016-2020.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention d'objectifs et de moyens.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

  
Claude LISE





DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE  
SOLIDARITES

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE

## ACISE SAMUSOCIAL

\*\*\*

### **CONVENTION DE MOYENS ET D'OBJECTIFS ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ASSOCIATION ACISE SAMUSOCIAL –SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU CHRS**

**(Circulaire Premier ministre NOR : PRMX1001610C du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations. JO du 20).**

Vu La loi n° 96-142 du 21 Février 1996, relative au Code Général des Collectivités Territoriales, les articles L. 2121-29, L.3211-1, L.4221-1

Vu les articles L.311-1, L.312-1, L.313-6, L.313-8, L.313-8-1, L.313-9, L.314-1 ; L.314-3 à L.314-7 ; L.345-1 à L.345-4 ainsi que les articles R.314-28 à R.314-33, R.314-49, R.345-1 à R.345-7 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi Besson du 31 Mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement pour les personnes défavorisées,

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Vu La loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales et notamment son article 51 modifiant les articles L 263-15 et L 263-16 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR,

Vu la délibération n°16-16-1 du 24 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Entre, d'une part,**

La Collectivité Territoriale de la MARTINIQUE,  
Représentée par le Président du Conseil Exécutif en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE  
Dûment habilitée pour la convention susvisée  
Domiciliée à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sis Rue Gaston DEFERRE – CS 30137 –  
97201 Fort de France Cedex,  
Dénommé ci-après « la CTM »,

**Et, d'autre part,**

ACISE SAMUSOCIAL,  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,  
Représentée par sa présidente, Mme  
Dument habilitée par le Conseil d'Administration du.....  
Ayant son siège social situé au : **1, rue Martin Luther King – 97200 FORT-DE-FRANCE**  
N° SIRET : 449 754 803 00020

Dénommé ci-après « gestionnaire »

**PREAMBULE :**

La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions pose le principe du respect de l'égalité de tous les êtres humains. La présente loi tend à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance. La Collectivité Territoriale de la Martinique, chef de file dans le domaine de l'action sociale affirme la déclinaison de ces principes sur le territoire de la Martinique autour des valeurs de solidarité, d'inclusion sociale et économique.

En matière d'hébergement d'urgence, le cadre réglementaire propose différents types de structures et de services aux usagers. Le CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) est un outil incontournable pour assurer une offre de services aux personnes sans abri en termes d'hébergement, d'insertion, d'accompagnement. Cette structure participe aux actions définies dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). Par ailleurs, la loi ALUR réaffirme le droit pour l'accès de tous à un logement digne et abordable.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention de moyens et d'objectif vise à :

- Optimiser la continuité de l'accueil et de l'hébergement pour les personnes en situation de grande exclusion, de pauvreté et sans abri au sein du CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) de l'ACISE SAMUSOCIAL de Martinique
- Assurer la continuité de l'hébergement et de l'accompagnement social des personnes sans abri en situation d'addiction ou en crise reçues par les services sociaux de la CTM
- Prendre en charge les personnes âgées sans hébergement, se retrouvant de ce fait dans l'espace public de façon continue
- Mettre en œuvre des actions favorisant l'insertion des publics les plus éloignés des droits sociaux

## **ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE LA GESTION FINANCIERE, ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DU CHRS**

### **2-1- Modalités de mise en œuvre de la gestion administrative**

La CTM attend de l'association ACISE SAMUSOCIAL qu'il assure :

- La mise en place de ressources humaines et d'outils visant au bon fonctionnement de l'établissement.

En cas de manquement de la part des professionnels chargés de l'exécution des prestations, la CTM se réserve le droit de demander leur remplacement en maintenant un niveau égal ou supérieur de compétence.

- Une fonction d'accueil et de gestion des admissions.

L'ACISE devra porter une attention particulière à l'accueil du public orienté par les services sociaux de la CTM. Une coordination avec le référent social demeure impérative pour optimiser l'accompagnement vers l'insertion.

- Une fonction d'animation et de régulation.

### **2-2 Procédure d'admission**

- Les demandes

Les demandes d'admission sont adressées au SIAO ou à l'ACISE par le biais d'un rapport social rédigé par un travailleur social avec validation de sa hiérarchie.

- Dispositions administratives

L'admission est subordonnée à la constitution d'un dossier administratif (rapport social et justificatifs). Ce dossier est soumis au secret professionnel.

Toutes les données concernant la personne font l'objet d'un traitement dans les conditions fixées par la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés.

Toute personne accueillie peut exercer son droit d'accès, d'opposition et de rectification des informations la concernant.

### **2-3- Modalités de l'accompagnement social**

Le travailleur social de l'ACISE assure le lien avec les services à l'origine de la demande d'hébergement.

Dans les 15 jours suivant l'admission, l'ACISE doit effectuer une évaluation globale de la situation, et proposer un projet global d'accompagnement et d'insertion qui donnera lieu à un contrat d'accompagnement.

Ce projet d'accompagnement social devra comprendre un bilan psychologue et médical.

Chaque année, un bilan des projets d'accompagnement devra être joint au rapport d'activité de l'établissement et transmis à la CTM

## **2-4- modalités de la gestion financière**

L'ACISE s'engage à transmettre dans les 6 mois, un bilan financier de fonctionnement du CHRS et des projets menés au bénéfice des résidents orientés par les services de la CTM.

### **ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES PARTIES**

#### **3-1- Engagements du gestionnaire**

L'ACISE s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires (humains, matériels, financiers) pour la réalisation du projet d'hébergement d'urgence et d'accompagnement défini dans le cahier des charges des CHRS
- Elaborer un règlement Intérieur, un règlement de fonctionnement conforme à la réglementation, un contrat d'hébergement, un livret d'accueil, mettre en place un conseil de résidents (conseil vie sociale) et organiser les évaluations annuelles de l'établissement conformément à la réglementation.
- Elaborer les outils permettant d'assurer de façon fiable la tenue des indicateurs d'évaluation de la structure (rapport d'activité, statistiques, questionnaire de satisfaction des résidents...).
- Préparer et faire signer le contrat d'hébergement tripartite entre l'établissement d'accueil, le ménage, le Département.
- Mettre en œuvre tous les moyens pour que la confidentialité des données relatives aux résidents soit respectée.
- S'engager à s'acquitter des obligations légales à sa charge.
- Fournir à la Collectivité Territoriale de Martinique, le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions menées au bénéfice des personnes hébergées. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée. Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Rechercher des solutions pour l'accès à un logement abordable et à l'insertion sociale ou économique

Afin que la nature transitoire de l'hébergement au sein du CHRS soit effective, l'ACISE devra :

- Organiser une sensibilisation aux droits et devoirs des résidents en matière de logement
- Développer les potentialités et l'autonomie de chaque famille dans sa recherche de logement abordable

- Interpeller le réseau de partenaires en matière de logement (DEAL, SIAO, organismes d'HLM, propriétaires privés, etc.) et d'emplois (structures d'insertion par l'économique, Pôle Emploi etc.)
- Coopérer avec les réseaux locaux en matière d'habitat notamment le SIAO, le DALO, la CTM, les mairies...
- Assurer la continuité du service
- Transmettre les données statistiques suivantes à la Collectivité Territoriale de Martinique :
  - Engagement sur un taux minimum semestriel et annuel d'insertion des résidents temporaires dans un logement autonome :

Dans un délai de 6 mois à compter de la signature de la convention, puis tous les six mois, le titulaire produit :

- Le taux d'insertion réalisé, ainsi que tout document permettant à la Collectivité Territoriale de Martinique d'apprécier quantitativement les actions menées,
- Un compte rendu présentant une information qualitative pour chaque action d'insertion réalisée.
- Accepter et faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds publics alloués et notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par la présente convention. Le Gestionnaire devra fournir à la Collectivité les justificatifs avant tout commencement d'exécution de la présente convention. Payer les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité puisse être mise en cause.
- Se conformer aux prescriptions comptables relatives aux associations recevant des aides publiques définies par les lois et les règlements. Il transmettra les rapports d'activité, les bilans et comptes de résultats concernant l'année de l'exercice des mesures.

### 3-2- Engagements de la Collectivité

La Collectivité s'engage à :

- Allouer à l'Association ACISE SAMUSOCIAL, conformément à la délibération n° \_\_\_\_\_, pour le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), au titre de l'année 2018 une subvention de \_\_\_\_\_ €

Les modalités de paiement sont définies comme suit :

- Un acompte de 60 % soit \_\_\_\_\_ dès que la présente convention sera rendue exécutoire,
- Le solde de 40 % soit \_\_\_\_\_ € sur présentation des documents cité à l'article 2.4
- Exercer pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place dans le cadre d'une évaluation des dispositifs financés par la collectivité.

## ARTICLE 4 – ANNULATION REVERSEMENT

En cas d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que la réalisation de l'objet de la demande ou le non-respect des dispositions de la présente

convention ; la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'Association.

Un titre de recette pourra être émis à l'encontre de l'Association, en cas de trop perçu pour le remboursement de cette somme.

Si l'action liée à la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, après que la convention soit certifiée exécutoire, sans justificatifs valables de l'Association, la subvention sera annulée de plein droit

#### **ARTICLE 5 – RECOURS**

Les parties de la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant saisine de la juridiction compétente.

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

**Le Président du Conseil Exécutif**

**La Présidente de L'ACISE SAMUSOCIAL**

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE

Madame



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-255-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : – 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-255-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (A.A.D.C.P) POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (D.L.A.) AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000 €) à l'Association pour l'Accompagnement et le Développement des Compétences Professionnelles (A.A.D.C.P.), pour la mise en oeuvre du Dispositif Local d'Accompagnement (D.L.A.), au titre de l'année 2017.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-256-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : = 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-256-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE (ASC) PARAPEL POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de six mille cent euros (6 100,00 €) à l'association ASC PARAPEL, pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2018.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier du programme d'activités 2018, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-257-1-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2019  
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 25 JUIN 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-257-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ LOCAL POUR LE LOGEMENT AUTONOME DES JEUNES (CLLAJ) MARTINIQUE AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 06 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cent trente mille euros (130 000 €) au Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) Martinique au titre de l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La subvention mentionnée à l'article 1 est versée en une fois, et selon les modalités fixées dans une convention.

**ARTICLE 3 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-258-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : – 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-258-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LANGELLIER ACTIF POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinq mille euros ( 5 000 €) à l'association Langellier Actif, pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2018.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-259-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 6 JUILLET 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-259-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE (CAESM) DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DE SON PLAN INTERCOMMUNAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 06 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 18 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000 €) à la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM), dans le cadre de l'élaboration de son Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne, pour l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La subvention est versée en une fois, dès que la présente délibération est exécutoire.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-260-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-260-1

#### MODIFIANT LA DÉLIBÉRATION N°16-291-1 DU 5 OCTOBRE 2016 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LOGEMENT SOCIAL (ALS) POUR SON PROJET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN 2016

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-291-1 du 5 octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'Association pour le Logement Social (ALS) pour son projet d'accompagnement social en 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 6 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et des Solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-291-1 du 5 octobre 2016 susvisée, est modifié comme suit :

« La dépense correspondante est imputée au chapitre 935-555 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, inscrite en crédits de paiement (CP), dont les modalités d'attribution et de versement sont mentionnées à l'article 3 de la convention financière s'y rapportant ».

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 24 JUIL. 2019



## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-261-1

#### PORTANT CRÉATION D'EMPLOIS SUPPORTS AUX RECRUTEMENTS DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS "DJOB VACANCES" ET "SPORT VACANCES"

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Considérant la nécessité de création d'emplois pour accueillir les recrutements dans le cadre des opérations « Djob vacances » et « Sport vacances » ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ; l'

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est autorisée la création, dans le cadre des opérations « Djob vacances » et « Sport vacances », de 243 emplois non permanents à temps complet, pour une période maximale de 6 mois, conformément à la réglementation, soit :

- 160 emplois au grade d'adjoint administratif territorial,
- 83 emplois au grade d'adjoint technique territorial.

**ARTICLE 2 :** Est adoptée la modification, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019, du tableau des emplois non permanents ainsi proposée :

CADRE D'EMPLOI	IM	ANCIEN EFFECTIF	NOUVEL EFFECTIF	EMPLOIS
Adjoint administratif	326 - 466	0	160	Renforcement agents administratifs
Adjoint technique	326 - 466	0	83	Encadrement sport vacances

**ARTICLE 3 :** Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces dits emplois, sont inscrits aux chapitres fonctionnels du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente décision et signer les actes et documents inhérents à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-262-1-DE  
Date de télétransmission : 02/09/2019  
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-262-1

#### PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE AU BÉNÉFICE DE MADAME

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Considérant la demande de recours gracieux formulée par Madame

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** Est accordée à Madame une remise gracieuse de sa dette à concurrence de six mille six cent cinquante-trois euros vingt-deux centimes (6 653,22 €).

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019/

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-263-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-263-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'INDÉPENDANCE DES ACTIVITÉS DE CONSEIL À L'UTILISATION DES PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES ET AU DISPOSITIF DE CERTIFICATS D'ÉCONOMIE DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;  
Vu la publication de l'ordonnance n° 2019-361 du 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 13 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques et la commission Développement agricole, Agro transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication au Journal Officiel de la République Française du 25 avril 2019, de l'ordonnance n°2019-361 au 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques.

Les membres de l'Assemblée de Martinique demandent une application de l'ordonnance suivant les mêmes délais que l'hexagone.

Eu égard à la pollution des sols que connaît la Martinique, notamment du fait de l'utilisation de la molécule de chlordécone, le gouvernement doit créer les conditions qui permettent une application sans délai de l'ordonnance.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, avec 6 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-264-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-264-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT REVALORISATION DU REVENU DE SOLIDARITÉ EN GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE, À LA RÉUNION ET DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE SAINT-BARTHÉLÉMY, SAINT-MARTIN ET SAINT-PIERRE- ET-MIQUELON

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Insertion, Économie sociale et solidaire et la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 13 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 18 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Considérant la motion de l'Assemblée de Martinique en date du 14 novembre 2017 relative à la RE-ETATISATION du (RSA) ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, Guyane, Martinique, à la Réunion et dans les collectivités territoriales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'Assemblée rappelle toutefois l'insuffisance de compensation financière liée aux transferts ou à la création de compétences opérées dans le domaine social et demande la « RE-ETATISATION du RSA » .

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-265-1-DE  
Date de télétransmission : 23/08/2019  
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **23 AOÛT 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-265-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA COMPOSITION DES REPAS SERVIS DANS LES RESTAURANTS COLLECTIFS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.230-5-1 DU CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;

Vu le décret n° 2019-351 du 23 avril 2019 relatif à la composition des repas servis dans les restaurants collectifs en application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 13 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 17 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution au Journal Officiel de la République Française du 24 avril 2019, du décret n°2019-351 du 23 avril 2019 relatif à la composition des repas servis dans les restaurants collectifs en application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'Assemblée constate toutefois, que le décret ne tient pas compte des productions susceptibles de bénéficier de la mention valorisante « produits pays ».

Elle demande la prise en compte de cette mention pour l'application du 3° du I de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime, concernant les catégories de produits pouvant entrer dans le décompte des objectifs quantitatifs d'approvisionnement en denrées alimentaires de qualité et durables fixés par les restaurants collectifs.

Elle précise qu'il faut garantir les conditions dans lesquelles sont placés les producteurs martiniquais afin de répondre à la demande de la restauration collective en termes de production au plan quantitatif et de procédures liées à la commande publique.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-267-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-267-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA RÉVISION DES ORIENTATIONS NATIONALES POUR LA PRÉSERVATION ET LA REMISE EN BON ÉTAT DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBD.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.7252-2 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 13 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 17 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à la révision des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Elle précise que le texte traduit une véritable prise de conscience.

Toutefois la problématique des financements demeure, dans la mesure où l'Etat transfère des compétences, sans véritablement donner les moyens et particulièrement en ce qui concerne le curage des rivières, le comité de l'eau et de la biodiversité.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-268-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-268-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'EXONÉRATION DE COTISATIONS SOCIALES APPLICABLE AUX EMPLOYEURS IMPLANTÉS EN OUTRE-MER

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;  
Vu le décret n°2019-199 du 15 mars 2019 relatif à l'exonération de cotisations sociales applicable aux employeurs implantés en outre-mer ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 13 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution du Journal Officiel de la République Française du 17 mars 2019, du décret n°2019-199 du 15 mars 2019 relatif à l'exonération de cotisations sociales applicable aux employeurs implantés en Outre-Mer.

Elle précise toutefois que pour soutenir la transition écologique, il conviendrait que les métiers liés à l'environnement puissent bénéficier du coefficient d'exonération le plus important.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-269-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 6 JUILLET 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-269-1

#### PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 31 MARS AU 29 MAI 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée au Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux, pour la période allant du 31 mars au 29 mai 2019.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-270-1-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2019  
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-270-1

#### PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION « NOUVEL ACCOMPAGNEMENT POUR LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE » (NACRE) AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1, R.313-13 et D.313-15 suivants relatifs à l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5141-5 et L.5522-21 relatifs à l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-257-1 du 26 juin 2017 portant autorisation de passation d'une convention définissant les conditions de transfert du dispositif « Nouvel Accompagnement pour la Création et Reprise d'Entreprise » (NACRE) à la Collectivité Territoriale de Martinique et autorisant le Président du Conseil Exécutif à signer la convention y afférente ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la convention du 17 aout 2017 relative aux prestations réalisées par l'Agence de Services et de Paiement pour la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles L.5141-5 et L.5522-21 du code du travail ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est autorisée la prorogation de la convention du 17 aout 2017 susvisée, afin de permettre le traitement et la liquidation des dossiers en cours du dispositif NACRE.

**ARTICLE 2 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention du 17 aout 2017 conclue avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP), conformément au projet joint en annexe, ainsi que tout document y afférent.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DU 17 AOUT 2017 RELATIVE AUX  
PRESTATIONS REALISEES PAR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT  
POUR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE  
DE LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES L.5141-5 et L.5522-21 DU CODE DU  
TRAVAIL**

**ENTRE**

La Collectivité Territoriale de Martinique ; Rue Gaston Defferre –Plateau Roy – Cluny - CS  
30137 - 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex représentée par le Président du Conseil exécutif, M.  
Alfred MARIE-JEANNE, ci-après dénommée « CTM »,

Et,

L'ASP, Agence de services et de paiement, Etablissement Public ayant son siège, 2 rue du  
Maupas, 87 040 Limoges Cedex 1, représentée par son Président-Directeur Général, M.  
Stéphane Le Moing, ci-après dénommée « ASP »,

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5141-5 et L.5522-21 relatifs à l'aide à la  
création ou à la reprise d'entreprise,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1611-7 relatif à  
la délégation de l'instruction et du paiement d'aides,

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1 et R.313-13 et  
suivants relatifs à l'ASP,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la  
République et notamment ses articles 7 (II) relatif au transfert aux régions de la compétence  
en matière de financement d'actions d'accompagnement et de conseil à la création/reprise  
d'entreprise et 133 (XII) relatif à la sécurisation des engagements contractuels souscrits par  
l'Etat avant la date du transfert de compétence,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable  
publique,

Vu la convention relative aux prestations NACRE signée le 17/18/2017 entre la Collectivité  
Territoriale de Martinique et l'ASP,

Vu la délibération n° ... en date du XX/XX/XXXX de l'Assemblée de Martinique autorisant  
Monsieur Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique à  
signer le présent avenant,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

Suite à la forte diminution du nombre de phases ou d'années de phases à instruire et à payer par l'ASP, l'extranet Nacre s'arrête le 31/12/2018. A partir du 01/01/2019, l'ASP propose une solution de substitution aux régions qui auront des dossiers actifs en 2019, voire au-delà. Cette solution consiste à mettre à disposition des opérateurs des formulaires de sortie de phase ou d'année de phase et un fichier contenant les données de l'extranet lors de sa fermeture.

**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent a pour objet :

- modifier les dispositions financières de la convention initiale ;
- modifier l'annexe 1 : « cahier des charges » de la convention initiale.

**ARTICLE 2 – L'article 3 « DISPOSITIONS FINANCIERES » de la convention initiale est complété comme suit :**

La participation financière de la CTM versée à l'ASP et relative, d'une part, au paiement des dossiers indiqués à l'article 3.1 et, d'autre part, aux frais de gestion indiqués à l'article 3.2, est communiquée par la CTM à l'ASP pour l'année 2019.

**3.1 Crédits d'intervention**

Le solde de trésorerie établi au 31/12/18 et reporté sur 2019 doit permettre le paiement des phases métiers à clôturer.

Le cas échéant le versement de crédits d'intervention complémentaires pour 2019 par le CTM fera l'objet d'une notification de crédits dont le montant sera à déterminer en cours d'année.

**3.2 Frais de gestion**

L'UO7 « traitement des phases ou années de phase terminées ou rompues réceptionnées à l'ASP à partir du 01/01/2019 » comprend :

- la réception des formulaires papiers et des pièces provenant des opérateurs justifiant la réalisation de phases ou de l'année de phase ;
- la vérification des formulaires papiers et justificatifs reçus et de la recevabilité des demandes de paiement (respect des délais, montant demandé...);
- le suivi des demandes de paiement ;
- l'envoi, le cas échéant, de courriers de demandes de pièces complémentaires aux opérateurs et leur traitement ;
- le paiement de l'aide à la réception d'un dossier complet ;
- la réalisation d'opérations de clôture de dossiers pour les phases rompues (réalisation d'un ordre de recouvrer si l'opérateur a bénéficié d'une avance, clôture informatique);

- Gestion et suivi des recouvrements, suivi des créances et des demandes de recours gracieux ;
- les activités connexes et notamment l'assistance aux opérateurs et l'archivage des pièces afférentes aux phases terminées ou rompues.

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1<sup>er</sup> janvier 2019 à :

- UO1 « réception des phases ou années de phase terminées ou rompues relatives aux annexes financières antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2017 » : 14,09 € HT (16,91 € TTC) par justificatif reçu avant le 01/01/2019 et traité par l'ASP en 2019<sup>1</sup> ;
- UO7 « traitement des phases ou années de phase terminées ou rompues réceptionnées à l'ASP à partir du 01/01/2019<sup>1</sup> » : 37,20€ HT (44,68€ TTC) par justificatif reçu ;
- Forfait mensuel pour le suivi et le pilotage financier du dispositif (instrumentation technique, appels de fonds des crédits d'intervention, production de statistiques, appui à la CTM) : 550€ HT mensuel (660 € TTC) à facturer jusqu'au mois correspondant au dernier dossier payé (*exemple : Facturation du dernier forfait juillet 2019 si le dernier paiement est le 17/07/2019*) ;

Sur la base de 333 phases, les frais de gestion sont calculés de manière prévisionnelle et estimés à 18 988 € HT pour 2019.

Commenté [m1]: Calcul des FG 37,20\*333 + 550 X12

Les prestations relatives aux UO sont facturées à l'issue de chaque trimestre civil. Les quantités affichées dans les factures correspondent au nombre d'unités réellement traitées ainsi qu'au nombre de mois d'activation du forfait mensuel pour le suivi et le pilotage financier du dispositif.

Ces factures devront parvenir de manière dématérialisée via Chorus dont les indications nécessaires pour l'enregistrement des factures sont les suivantes :

Collectivité Territoriale de Martinique  
Rue Gaston DEFFERRE - CS 30137  
97201 FORT DE France  
Siret: 200 055 507 00012

Mis en forme : Police : Non Gras

En cas de modification de ces éléments, la CTM transmettra les nouveaux éléments par courrier dans les meilleurs délais.

**ARTICLE 3 – L'article 7 « DUREE – CLOTURE – MODIFICATION – RESILIATION DE LA CONVENTION » de la convention initiale est complété comme suit :**

L'ASP prendra en charge les phases métiers ayant une date de fin au plus tard le 31 décembre 2019 et transmises à l'ASP au plus tard le 29 février 2020.

Au-delà, les demandes sont considérées comme caduques et ne feront l'objet d'aucun traitement.

Après le dernier paiement, l'ASP adressera un fichier à la CTM récapitulant l'ensemble des phases-métiers réalisées, interrompues ou inachevées.

<sup>1</sup> Contrôle des réceptions sur la base du cachet de la poste

**ARTICLE 4 – L'annexe 1 : « cahier des charges »**

L'annexe 1 « cahier des charges » est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent avenant.  
L'annexe jointe s'applique à compter du 01/01/2019.

**ARTICLE 5 – Autres articles de la convention initiale**

Les autres articles de la convention initiale sont inchangés.

**ARTICLE 6 – Date de prise d'effet**

Le présent avenant prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à ..... le .....

Le Président du Conseil Exécutif de la  
Collectivité Territoriale de la Martinique

Alfred MARIE JEANNE

Le Président Directeur Général de l'Agence  
de services et de paiement  
Par délégation, la Directrice Régionale  
de l'ASP en Martinique

**ANNEXE 1**

**Cahier des charges**

**ACCOMPAGNEMENT POUR LA CREATION ET LA REPRISE D'ENTREPRISE**

**PRESENTATION D'ENSEMBLE**

Aux termes de l'article 7 (II) de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les régions disposent au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la compétence pour financer des actions de conseil et d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise destinées à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi.

A cet effet, les articles L.5141-5 et L.5522-21 dans leur version entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017 prévoient que la CTM participe, par convention, au financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. Ces actions bénéficient à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, pour lesquelles la création ou la reprise d'entreprise est un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi.

Le présent cahier des charges définit les modalités de gestion par l'ASP pour le compte de la CTM :

- des phases ou années de phase engagées avant le 31 décembre 2016 et non achevées à cette date afin d'assurer la poursuite de la prise en charge de ces dossiers;

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette disposition législative, l'ASP est chargée pour le compte de la CTM :

- de verser aux opérateurs les crédits permettant l'accompagnement des bénéficiaires dont le parcours engagé avant le 31 décembre 2016 n'est pas achevé à la date du transfert de compétences;
- de rendre compte à la CTM dans les conditions prévues au cahier des charges, des activités mentionnées ci-dessus,
- de concevoir et de diffuser à la CTM les supports administratifs standardisés (CERFA) propres à la conclusion des conventions financières entre la CTM et les opérateurs.
- d'avoir des outils et des procédures permettant de réaliser l'ensemble des paiements et des recouvrements des phases engagées.

1. DIFFUSION, ENREGISTREMENT ET SUIVI DES CONVENTIONS SIGNEES AVEC LES OPERATEURS....	7
1.1. DIFFUSION DES SUPPORTS STANDARDISES DES CONVENTIONS .....	7
1.2. ANNEXE FINANCIERE ANNUELLE A LA CONVENTION D'OBJECTIF ENTRE LA CTM ET L'OPERATEUR D'ACCOMPAGNEMENT ...	
2. VERSEMENT ET REVERSEMENT DES CREDITS ALLOUES PAR LA CTM.....	8
2.1. ENGAGEMENT .....	8
2.2 MODALITES DE VERSEMENT .....	8
2.3 MODALITES DE REVERSEMENT DES SOMMES INDUMENT VERSEES .....	9
3. PROCEDURE DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS .....	10
4. CONTROLES .....	10
5. PROPRIETE DES DONNEES ET DES TRAITEMENTS .....	10
ANNEXE .....	17

1. DIFFUSION, ENREGISTREMENT ET SUIVI DES CONVENTIONS SIGNÉES AVEC LES OPERATEURS

⇒ **La mise en œuvre des articles L.5141-5 et L.5522-21 du code du travail implique :**

Le versement par la CTM des crédits affectés à la mise en œuvre de la compétence transférée, dans le cadre des procédures budgétaires et comptables applicables.

*Destinataire des annexes financières signées entre le Président du Conseil Exécutif et les opérateurs, l'ASP constitue une base statistique et financière à partir notamment des éléments contenus dans l'annexe financière à la convention d'objectifs.*

*L'ASP enregistre ainsi l'ensemble des données de ces dossiers.*

Les données à saisir sont indiquées dans l'annexe technique et référencées à l'article 1.2 du présent cahier des charges.

⇒ **Le suivi du dispositif repose sur l'exécution d'un Contrat Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise (CACRE).**

Le CACRE formalise les engagements réciproques du porteur de projet et de l'opérateur d'accompagnement (qualité, délai, information...) et comprend l'ensemble des droits et devoirs du porteur de projet.

Pour les bénéficiaires engagés dans un parcours d'accompagnement en 2016 non achevé au 31 décembre de cette même année, le CACRE signé entre le bénéficiaire et l'opérateur produit ses effets jusqu'au terme de la phase en cours ou de l'année de phase en cours.

Au terme de la phase ou année de phase en cours, l'opérateur enregistre complète le formulaire d'annexe de sortie ou de rupture. Ces exemplaires devront être signés par les deux parties.

A réception de ce document, accompagné des pièces justificatives nécessaires, l'ASP enregistre les données et déclenche le paiement de l'opérateur sous réserve de disposer d'un dossier complet.

1.1. Diffusion des supports standardisés des conventions

L'ASP est chargée pour le compte de la CTM de la réalisation et de la diffusion des supports administratifs standardisés (Cerfa).

## 2. VERSEMENT ET REVERSEMENT DES CREDITS ALLOUES PAR LA CTM

### 2.1. Engagement

*Concernant les poursuites de parcours, l'engagement est matérialisé par l'annexe signée dans les années antérieures à la date du transfert par les services de l'Etat.*

### 2.2 Modalités de versement

#### 2.2.1. Le montant des crédits versés par la CTM

Les crédits versés par la CTM comprennent une enveloppe annuelle affectée aux actions d'accompagnement généraliste, déterminée en fonction du type et du nombre d'actions d'accompagnement conventionnés assurant le financement des poursuites de parcours ; une enveloppe annuelle allouée au titre de l'expertise spécialisée, plafonnée par opérateur et par phase de parcours pour le financement des poursuites de parcours.

#### 2.2.2. Les versements

Les versements sont effectués mensuellement et sur service fait.

Le versement est déclenché à la fin de la phase, sur production de l'annexe de sortie de phase du CACRE contresignée par les parties.

A la réception du dossier complet, l'ASP procède à la mise en paiement dans un délai moyen de 15 jours.

Pour chaque année d'accompagnement en phase de post création ou reprise d'entreprise, le paiement est effectué sous réserve du nombre de points de gestion<sup>2</sup> renseigné dans le formulaire de sortie de phase par l'opérateur :

- Pour la 1<sup>ère</sup> année, le versement du solde est effectué au terme de l'année sous réserve qu'au moins 4 points de gestion figurent dans le formulaire de sortie de phase transmis à la fin de la période,
- Pour les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années, le versement du solde est effectué au terme de l'année, sous réserve d'avoir au moins 2 points de gestion dans le formulaire de sortie de phase, et que l'année précédente ait été payée par l'ASP.

#### 2.2.3. Versement de l'expertise spécialisée

L'opérateur peut, dans certains cas, avoir commandé une prestation au titre d'une action d'expertise spécialisée exclusivement. Dans ce cas, un organisme prestataire (de personnalité juridique distincte) assure l'acte d'expertise, dont le coût est pris en charge.

<sup>2</sup> Point de gestion : Rendez-vous entre l'opérateur et le porteur de projet pour faire un point sur le projet. Le compte-rendu et la date de ce point sont saisis dans le formulaire.

Au terme de la prestation, l'opérateur transmet une demande de paiement accompagnée de la copie de la facture et des pièces justifiant de sa situation de bénéficiaire des minima sociaux le cas échéant (pour les expertises spécialisées commandées au cours de la phase 1).

A réception et vérification de l'ensemble des documents, l'ASP paie tout ou partie de la facture selon les règles suivantes :

Si le montant de la facture est inférieur ou égal au montant du devis, alors le versement doit correspondre à :

- 75% du montant de la facture si le créateur n'est pas bénéficiaire des minima sociaux,
- 100% du montant de la facture si le créateur est bénéficiaire des minima sociaux et en phase 1.

Si le montant de la facture est supérieur au montant du devis, alors le versement doit correspondre à :

- 75% du montant du devis si le créateur n'est pas bénéficiaire des minima sociaux,
- 100% du montant du devis si le créateur est bénéficiaire des minima sociaux et en phase 1.

#### **2.2.4 Périodicité des paiements**

*L'ASP procède à la mise en paiement des opérateurs chaque semaine.*

#### **2.3 Modalités de reversement des sommes indûment versées**

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de reversement, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de reversements selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les crédits ne sont pas versés et les sommes indûment perçues font l'objet de l'émission d'un ordre de reversement notamment dans les cas suivants :

- dans le cadre d'une phase métier 3 et dès lors qu'un acompte a déjà été versé, en cas de rupture à l'initiative du porteur de projet ou de l'opérateur ou en cas de rupture automatique (dépassement du délai de prescription) et sauf avis contraire motivé par la CTM après appréciation du service fait,
- En cas de dénonciation de la convention d'objectif par l'autorité signataire et suivant son avis motivé après appréciation du service fait.

Lorsque l'autorité signataire dénonce la convention pour non-respect des engagements de l'opérateur, ou en cas de constat de fraude, elle informe l'opérateur de sa décision, ainsi que l'ASP qui sur cette base émet un ordre de recouvrement à l'encontre de l'opérateur de l'intégralité des sommes perçues au titre des contrats concernés par cette dénonciation.

Les sommes récupérées viennent en déduction des demandes d'avances formulées auprès de la CTM par l'ASP.

### 3. PROCEDURE DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS

A partir du 01/01/2019, l'ASP adressera aux opérateurs et aux Régions des formulaires à compléter en cas de demande de paiement et un fichier contenant les données de l'extranet lors de sa fermeture. Ces données structurées dans un tableur permettront d'identifier les phases ou années de phases restantes à payer.

En cas de demande de paiement, l'opérateur devra compléter le formulaire de sortie de phase et l'adresser à l'ASP (cf. annexe 1).

En cas de rupture d'une phase ou d'une année de phase, l'opérateur devra compléter le formulaire dédié (cf. annexe 1).

### 4. CONTROLES

L'ASP met en place des procédures d'alerte notamment en direction des services régionaux, en particulier s'agissant des anomalies définies au présent cahier des charges : reste à payer ; ruptures automatiques, règles d'apurement ou de caducité du stock.

### 5. PROPRIETE DES DONNEES ET DES TRAITEMENTS

L'acceptation du présent cahier des charges par l'ASP vaut cession de tout droit, sur toutes les données et traitements informatiques produits dans le cadre de la convention.

Au terme de la convention ou en cas de résiliation, les données sont transférées à la CTM.

ANNEXE 1 : FORMULAIRES



Annexe de sortie de phase métier 1  
"Montage"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
Prénom :  
Domicilié(e)  
a  
a  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale:  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 1

Date d'entrée dans la phase métier 1 :

Date de sortie de la phase métier 1 :

Le Bénéficiaire reconnaît avoir reçu de la part de l'opérateur d'accompagnement les livrables indiqués ci-dessous.

Récapitulatif des livrables remis au Bénéficiaire (vaut pour attestation du service fait de l'Opérateur d'accompagnement) par l'Opérateur d'accompagnement :	Reçu		Commentaires éventuels du bénéficiaire (à remplir de manière manuscrite)
	Oui	Non	
Argumentaire projet (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Simulation modèle économique (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Préconisations accompagnement (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

3. Orientation du bénéficiaire

- Poursuite de parcours :  
Phase métier proposée par l'Opérateur d'accompagnement :  
Opérateur proposé :

4. Appréciation de la qualité de l'accompagnement par le Bénéficiaire (à renseigner de manière manuscrite par le  
bénéficiaire).

Note de satisfaction de la qualité des prestations offertes			
1 : médiocre <input type="checkbox"/>	2 : moyen <input type="checkbox"/>	3 : satisfaisant <input type="checkbox"/>	4 : dépasse mes attentes <input type="checkbox"/>
Autres commentaires :			

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

Les signataires certifient l'exactitude des renseignements qui les concernent.

Fait à  
le

Le Bénéficiaire

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



**Annexe de sortie de phase métier 2  
"Structuration financière"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE**



**1. Identification des parties prenantes**

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
Prénoms :  
Date de naissance :  
Sexe :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

**2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 2**

Date d'entrée dans la phase métier 2 :

Date de sortie de la phase métier 2 :

Demande de prêt à taux zéro nacre :

Le Bénéficiaire reconnaît avoir reçu de la part de l'opérateur d'accompagnement les livrables indiqués ci-dessous.

Récapitulatif des livrables remis au Bénéficiaire (voir pour attestation du service fait de l'Opérateur d'accompagnement) par l'Opérateur d'accompagnement :	Reçus		Commentaires éventuels du bénéficiaire (à remplir de manière manuscrite)
	Oui	Non	
Préconisations accompagnement (papier, électronique) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**3. Orientation du bénéficiaire**

- Poursuite de parcours :  
Phase métier proposée par l'Opérateur d'accompagnement :  
Opérateur proposé :

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

4. Appréciation de la qualité de l'accompagnement par le Bénéficiaire (à renseigner de manière manuscrite par le bénéficiaire).

Note de satisfaction de la qualité des prestations offertes			
1 : médiocre <input type="checkbox"/>	2 : moyen <input type="checkbox"/>	3 : satisfaisant <input type="checkbox"/>	4 : dépasse mes attentes <input type="checkbox"/>
Autres commentaires :			

Les signataires certifient l'exactitude des renseignements qu'ils fournissent.

Fait à

le

Le Bénéficiaire

L'Opérateur de l'accompagnement.  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de fin de 1ère année - Phase métier 3  
"Démarrage et développement"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



Entrepreneurs  
Associés

1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
Né(e) le : 3  
Domicilié(e)  
à  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 3 - 1ère année

Date d'entrée dans la phase métier 3 :

Date de sortie de 1ère année de la phase métier 3 :

Entreprise concernée par l'accompagnement :

Dénomination : située :  
N° SIRET : Forme juridique d'entreprise :

Le Bénéficiaire reconnaît avoir reçu de la part de l'opérateur d'accompagnement les livrables indiqués ci-dessous.

Recapitulatif des livrables remis au Bénéficiaire (vaut pour attestation du service fait de l'Opérateur d'accompagnement) par l'Opérateur d'accompagnement :	Reçus		Commentaires éventuels du bénéficiaire (à remplir de manière manuscrite)
	Oui	Non	
Plan de démarrage (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Au minimum 4 points de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

3. Appréciation de la qualité de l'accompagnement par le Bénéficiaire (à renseigner de manière manuscrite par le  
bénéficiaire).

Note de satisfaction de la qualité des prestations offertes			
1 : médiocre <input type="checkbox"/>	2 : moyen <input type="checkbox"/>	3 : satisfaisant <input type="checkbox"/>	4 : dépassé mes attentes <input type="checkbox"/>
Autres commentaires :			

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

Les signataires certifient l'exactitude des renseignements qui les concernent.

Fait à

le

Le Bénéficiaire

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Justificatif(s) à joindre :

Pour compléter cette annexe, les justificatifs suivants sont nécessaires :

- \* justificatif attestant de l'immatriculation/enregistrement/déclaration de l'entreprise créée ou reprise (certificat d'inscription au répertoire national des entreprises, copie de l'original du kbis, récépissé de déclaration d'activité fourni par l'INSEE, ...)
- \* statuts de l'entreprise

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de fin de 2ème année - Phase métier 3  
"Démarrage et développement"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
né(e) le : a  
Domicile(s) :  
a  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 3 - 2ème année

Date d'entrée dans la 2ème année de la phase métier 3 :

Date de sortie de 2ème année de la phase métier 3 :

Entreprise concernée par l'accompagnement :

Dénomination : située :  
N° SIRET : Forme juridique d'entreprise :

Le Bénéficiaire reconnaît avoir reçu de la part de l'opérateur d'accompagnement les livrables indiqués ci-dessous.

Recapitulatif des livrables remis au Bénéficiaire (voir pour attestation du service fait de l'Opérateur d'accompagnement) par l'Opérateur d'accompagnement :	Reçus		Commentaires éventuels du bénéficiaire (à remplir de manière manuscrite)
	Oui	Non	
Diagnostic de première année	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Au minimum 2 points de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

3. Appréciation de la qualité de l'accompagnement par le Bénéficiaire (à renseigner de manière manuscrite par le bénéficiaire).

Note de satisfaction de la qualité des prestations offertes			
1 : médiocre <input type="checkbox"/>	2 : moyen <input type="checkbox"/>	3 : satisfaisant <input type="checkbox"/>	4 : dépasse mes attentes <input type="checkbox"/>
Autres commentaires :			

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

Les signataires certifient l'exactitude des renseignements qu'ils concernent.

Fait à

le

Le Bénéficiaire

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Justificatif(s) à joindre :

Pour compléter cette annexe, les justificatifs suivants sont nécessaires :

- \* justificatif attestant de l'immatriculation/enregistrement/déclaration de l'entreprise créée ou reprise (certificat d'inscription au répertoire national des entreprises, copie de l'original du kbis, récépissé de déclaration d'activité fourni par l'INSEE, ...)
- \* statuts de l'entreprise

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de sortie de phase métier 3 - 3ème année  
"Démarrage et développement"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



Ministère de l'Économie  
et des Finances

1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
né(e) le : à  
Domicilié(e) :  
à  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 3 - 3ème année

Date d'entrée dans la 3ème année de la phase métier 3 :

Date de sortie du dispositif (3ème année de la phase métier 3) :

Entreprise concernée par l'accompagnement :

Dénomination : située :

N° SIRET : Forme juridique d'entreprise :

Le Bénéficiaire reconnaît avoir reçu de la part de l'opérateur d'accompagnement les livrables indiqués ci-dessous.

Recapitulatif des livrables remis au Bénéficiaire (vaut pour attestation du service fait de l'opérateur d'accompagnement) par l'Opérateur d'accompagnement :	Reçu		Commentaires éventuels du bénéficiaire (à remplir de manière manuscrite)
	Oui	Non	
Au minimum 2 points de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

3. Appréciation de la qualité de l'accompagnement par le Bénéficiaire (à renseigner de manière manuscrite par le  
bénéficiaire).

Note de satisfaction de la qualité des prestations offertes  
1 : médiocre ☐ 2 : moyen ☐ 3 : satisfaisant ☐ 4 : dépasse mes attentes ☐

Autres commentaires :

Les signataires certifiant l'exactitude des renseignements qui les concernent.

Fait à

le

Le Bénéficiaire

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

**Justificatif(s) à joindre :**

Pour compléter cette annexe, les justificatifs suivants sont nécessaires :

- \* justificatif attestant de l'immatriculation/enregistrement/déclaration de l'entreprise créée ou reprise (certificat d'inscription au répertoire national des entreprises, copie de l'original du kbis, récépissé de déclaration d'activité fourni par l'INSEE, ...)
- \* statuts de l'entreprise

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



**Annexe de rupture de phase métier 1  
"Montage"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE**



**1. Identification des parties prenantes**

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprises nacre

Nom :  
né(e) le : 3  
Domicilié(e) :  
2  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale:  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

**2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 1**

Date d'entrée dans la phase métier 1 :

Date de rupture de la phase métier 1 : au motif :

- Fin de parcours :

Le bénéficiaire a terminé son parcours d'accompagnement nacre au motif suivant :

L'opérateur d'accompagnement atteste avoir réalisé les livrables suivants (à renseigner par l'opérateur):

Livrables réalisés par l'opérateur	Réalises	
	Oui	Non
Argumentaire projet (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Simulation modèle économique (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Préconisations accompagnement (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'opérateur d'accompagnement certifie l'exactitude des renseignements indiqués ci-dessus.

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

- L'opérateur transmet un exemplaire original de la présente annexe de rupture au Bénéficiaire identifié à l'article 1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Lorsqu'il demande le paiement de cette phase d'accompagnement, l'opérateur transmet à la Région par tout moyen permettant d'attester sa réception, un exemplaire original de cette annexe de rupture accompagnée de tous documents utiles à la prise de décision de la Région.

Pat 3  
le

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Conformément au décret n° 2013-1642 du 23 décembre 2013 pris en application de l'article L. 5141-8 du code du travail, ce document vaut décision de résiliation du contrat d'accompagnement en phase de "Montage" signé le :

Cette décision peut, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, faire l'objet :

- d'un recours hiérarchique auprès du Président de la Région de domiciliation de l'Opérateur d'accompagnement signataire
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent.

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de rupture de phase métier 2  
"Structuration financière"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
né(e) le : à :  
Domicile :  
à :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 2

Date d'entrée dans la phase métier 2 :

Date de rupture de la phase métier 2 : au motif :

- Fin de parcours :

Le bénéficiaire a terminé son parcours d'accompagnement nacre au motif suivant :

Demande de prêt à taux zéro nacre :

L'Opérateur d'accompagnement atteste avoir réalisé les livrables suivants (à renseigner par l'opérateur) :

Livrables réalisés par l'opérateur	Réalisés	
	Oui	Non
Préconisations accompagnement (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'Opérateur d'accompagnement certifie l'exactitude des renseignements indiqués ci-dessus.

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

- L'opérateur transmet un exemplaire original de la présente annexe de rupture au Bénéficiaire Identifié à l'article 1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Lorsqu'il demande le paiement de cette phase d'accompagnement, l'opérateur transmet à la Région par tout moyen permettant d'attester sa réception, un exemplaire original de cette annexe de rupture accompagnée de tous documents utiles à la prise de décision de la Région.

Fat 3

le

L'Opérateur de l'accompagnement  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Conformément au décret n° 2010-1642 du 23 décembre 2010 pris en application de l'article L. 5141-5 du code du travail, ce document vaut décision de réalisation du contrat d'accompagnement en prise de "Soutenance financière" signé le :

Cette décision peut, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, faire l'objet :

- d'un recours hiérarchique auprès du Président de la Région de démission de l'Opérateur d'accompagnement signataire;
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent.

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de rupture de 1ère année - Phase métier 3  
"Démarrage et développement"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Nom :  
né(e) le :  
à :  
Domicilié(e) :  
à :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale:  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 3 - 1ère année

Date d'entrée dans la phase métier 3 :

Date de rupture de la phase métier 3 : au motif :

Entreprise concernée par l'accompagnement :

Dénomination : située :

N° SIRET : Forme juridique d'entreprise :

L'Opérateur d'accompagnement atteste avoir réalisé les livrables suivants à renseigner par l'opérateur:

Livrables réalisés par l'opérateur	Réalisés	
	Oui	Non
Plan de démarrage (papier, électronique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 1 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 2 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 3 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 4 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'Opérateur d'accompagnement certifie l'exactitude des renseignements indiqués ci-dessus.

- Fin de parcours :

Le bénéficiaire a terminé son parcours d'accompagnement nacre au motif suivant :

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

- \* L'opérateur transmet un exemplaire original de la présente annexe de rupture au Bénéficiaire identifié à l'article 1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- \* Lorsqu'il demande le paiement de cette phase d'accompagnement, l'opérateur transmet à la Région par tout moyen permettant d'attester sa réception, un exemplaire original de cette annexe de rupture accompagnée de tous documents utiles à la prise de décision de la Région.

Fait à  
le

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Conformément au décret n° 2010-1540 du 23 décembre 2010 pris en application de l'article L. 5141-6 du code du travail, ce document vaut décision de réalisation du contrat d'accompagnement en phase de "Démarrage et développement (année 1)" agréée :

Cette décision peut, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, faire l'objet :

- \* d'un recours hiérarchique auprès du Président de la Région de domiciliation de l'Opérateur d'accompagnement signataire ;
- \* d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent.

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de rupture de 2ème année - Phase métier 3  
"Démarrage et développement"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



Agence de Service  
à l'Entrepreneuriat

1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
Prénoms :  
Domicilié(s) :  
a  
b  
c  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 3 - 2ème année

Date d'entrée dans la 2ème année de la phase métier 3 :

Date de rupture de la phase métier 3 : au motif :

Entreprise concernée par l'accompagnement : située :

Dénomination : N° SIRET : Forme juridique d'entreprise :

L'Opérateur d'accompagnement atteste avoir réalisé les livrables suivants à renseigner par l'opérateur :

Livrables réalisés par l'opérateur	Réalisés	
	Oui	Non
Diagnostic de première année	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 5 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 6 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'Opérateur d'accompagnement certifie l'exactitude des renseignements indiqués ci-dessus.

- Fin de parcours :

Le Bénéficiaire a terminé son parcours d'accompagnement nacre au motif suivant :

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

- \* L'opérateur transmet un exemplaire original de la présente annexe de rupture au Bénéficiaire Identifié à l'article 1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- \* Lorsqu'il demande le paiement de cette phase d'accompagnement, l'opérateur transmet à la Région par tout moyen permettant d'attester sa réception, un exemplaire original de cette annexe de rupture accompagnée de tous documents utiles à la prise de décision de la Région.

Fait à  
le

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Conformément au décret n° 2010-1642 du 23 décembre 2010 pris en application de l'article L. 5141-6 du code du travail, ce document vaut décision de résiliation du contrat d'accompagnement en phase de "Démarrage et développement (année 2)" signé(e) :

Cette décision peut, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, faire l'objet :

- \* d'un recours hiérarchique auprès du Président de la Région de domiciliation de l'Opérateur d'accompagnement signataire ;
- \* d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent.

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



Annexe de rupture de 3ème année - Phase métier 3  
"Démarrage et développement"  
CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT  
POUR LA CREATION/REPRISE D'ENTREPRISE



1. Identification des parties prenantes

"Bénéficiaire" du parcours  
d'accompagnement à la création/reprise  
d'entreprise nacre

Nom :  
Prénoms :  
Domicile(s) :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :  
Téléphone portable :

L' "Opérateur d'accompagnement" conventionné par  
l'Etat

Dénomination :  
Adresse :  
Affiliation nationale :  
Conseiller en charge du dossier :  
Structure associée :  
Téléphone :  
Adresse Courriel :

2. Description de l'accompagnement réalisé par l'opérateur au titre de la phase 3 - 3ème année

Date d'entrée dans la 3ème année de la phase métier 3 :

Date de rupture de la phase métier 3 : au motif :

Entreprise concernée par l'accompagnement :

Dénomination : située :

N° SIRET : Forme juridique d'entreprise :

L'Opérateur d'accompagnement atteste avoir réalisé les livrables suivants (à renseigner par l'opérateur) :

Livrables réalisés par l'opérateur	Réalisation	
	Oui	Non
Point de gestion 7 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de gestion 8 du	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'Opérateur d'accompagnement certifie l'exactitude des renseignements indiqués ci-dessus.

- Fin de parcours :

Le bénéficiaire a terminé son parcours d'accompagnement nacre au motif suivant :

N° Contrat :  
N° de projet :  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 1 / 2

- \* L'opérateur transmet un exemplaire original de la présente annexe de rupture au Bénéficiaire Identifié à l'article 1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- \* Lorsqu'il demande le paiement de cette phase d'accompagnement, l'opérateur transmet à la Région par tout moyen permettant d'attester sa réception, un exemplaire original de cette annexe de rupture accompagnée de tous documents utiles à la prise de décision de la Région.

Fait à

le

L'Opérateur de l'accompagnement,  
(nom et qualité du signataire, cachet de l'organisme)

Conformément au décret n° 2010-1642 du 23 décembre 2010 pris en application de l'article L. 5141-5 du code du travail, ce document vaut décision de résiliation du contrat d'accompagnement en phase de "Démarrage et développement" (article 3) signée le :

Cette décision peut, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, faire l'objet :

- \* d'un recours hiérarchique auprès du Président de la Région de domiciliation de l'Opérateur d'accompagnement signataire;
- \* d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent.

N° Contrat :  
N° de projet  
N° Annexe :

Date d'édition :

Page 2 / 2



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-271-1-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2019  
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-271-1

#### PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF « CHRYSALIDE » POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION ET À LA REPRISE D'ENTREPRISE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.40208 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5141-5 et L.5522-21 relatifs à l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise ;

Vu l'arrêté préfectoral R02-2017-09-28-006, en date du 28 septembre 2017, et portant approbation du STDEII ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-164-1 du 18 mai 2017 portant adoption du STDEII ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-78-1 du 2 mars 2018 portant refonte du dispositif des aides aux entreprises ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du Développement économique, de l'Emploi et des Aides aux entreprises ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est adopté le dispositif d'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprise pour les publics éloignés de l'emploi, dénommé « CHRYSALIDE », tel qu'annexé à la présente délibération.

**ARTICLE 2 :** Est approuvé le plan de financement pluriannuel, présentant pour chaque année, l'accompagnement de deux cents (200) bénéficiaires, en cofinancement avec l'Union Européenne (FSE) :

PLAN DE FINANCEMENT PLURIANNUEL : ACCOMPAGNEMENT DE 200 BÉNÉFICIAIRES PAR AN						
Ventilation	2019	2020	2021	2022	TOTAL	Taux
CTM	162 500,00 €	162 500,00 €	162 500,00 €	162 500,00 €	650 000,00 €	25%
FSE	487 500,00 €	487 500,00 €	487 500,00 €	487 500,00 €	1 950 000,00 €	75%
TOTAL Ressources	650 000,00 €	650 000,00 €	650 000,00 €	650 000,00 €	2 600 000,00 €	100%

**ARTICLE 3 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, est autorisé à solliciter au titre du FSE la somme de 1 950 000 € dans le cadre du financement du dispositif mentionné à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui s'élève à six cent cinquante mille euros (650 000 €) sur 4 ans, est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





## DISPOSITIF CHRYSALIDE

### CONTEXTE

Conformément à la Loi du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) dispose, depuis le 1er janvier 2017, de la compétence pour financer les actions d'accompagnement et de conseil à la création ou reprise d'entreprises, à destination des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés à s'insérer durablement.

Dans le cadre du STDEII, la Collectivité Territoriale de Martinique entend renforcer l'économie territoriale, l'entrepreneuriat et le maillage du territoire en proposant d'accompagner, tout au long de son cycle de vie, la Très Petite Entreprise (TPE), la création ou reprise, le développement puis la transmission.

La création et la reprise d'entreprise par des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires de minima sociaux sont une des réponses dans la démarche d'insertion et de mise en activité de ce public en difficulté.

Au regard des constats et enjeux identifiés et précisés dans le STDEII (taux de chômage de 19.7 %, 36 000 BRSA, etc), l'ambition de la collectivité est donc de construire une offre d'accompagnement de proximité, renforcée et lisible sur l'ensemble du territoire, à destination de demandeurs d'emploi et des bénéficiaires de minima sociaux.

Aussi, en remplacement du NACRE (Nouvel Accompagnement à la Création ou la Reprise d'Entreprise) géré antérieurement par l'Etat, la Collectivité Territoriale de Martinique décide de mettre en place un Dispositif d'Accompagnement des Créateurs et Repreneurs d'Entreprises, dénommé « **CHRYSALIDE** ». Il concerne les personnes éloignées du monde du travail et les porteurs de projet à la création ou à la reprise d'entreprise.

A cet effet, ce dispositif sera doté d'une enveloppe de 600 000 € par an, correspondant à l'accompagnement de 200 bénéficiaires maximum par an.

Le dispositif CHRYSALIDE sera financé et totalement pris en charge par la CTM et le FSE dans le cadre de la mesure 8.1.3. «*Améliorer l'emploi par la création d'entreprises pérennes*» du PO FDEDER-FSE 2014-2020.

La CTM en assurera l'animation et la coordination ainsi que son pilotage.

## **OBJECTIFS**

Les objectifs recherchés par la Collectivité à travers la mise en place de ce dispositif sont les suivants :

- promouvoir l'esprit d'entreprendre auprès des publics précités,
- proposer un parcours personnalisé et adapté aux besoins des candidats, afin d'encadrer la création et le développement de leur entreprise et créer ainsi leur activité,
- garantir l'accessibilité au monde du travail à tous les publics quel que soit leur lieu de résidence ou leur parcours personnel.

## **ENJEU ET FINALITE**

L'enjeu est d'aider les publics en rupture avec le monde du travail à s'inscrire dans un projet d'insertion par l'activité économique avec une double finalité :

- a - Contribuer à l'émergence et à l'optimisation des parcours de chaque créateur/repreneur d'entreprise par :
  - l'accompagnement et le suivi individualisé proposé,
  - l'articulation de l'activité envisagée, menée de concert par les porteurs de projets et les opérateurs dédiés au dispositif,
- b - Renforcer la performance de CHRYSALIDE avec les autres prestations et dispositifs existants sur le territoire (Pôle emploi, aides de la CTM, etc.).

La finalité globale de CHRYSALIDE est d'apporter un appui complet, technique et financier aux créateurs/repreneurs bénéficiaires. Il s'agit ainsi de leur donner un maximum d'opportunités pour développer leur activité tout en réduisant les causes d'échec trop souvent rencontrées dans les 3 ans de la création.

L'offre de service doit être coordonnée, professionnelle et permettre l'accès au financement bancaire des projets qui se concrétisent et deviennent des entreprises.

## **BENEFICIAIRES**

Toute personne sans emploi ou rencontrant des difficultés à s'insérer durablement dans l'emploi, souhaitant bénéficier d'un accompagnement pour la mise en œuvre de son projet de création ou de reprise d'entreprise.

Autrement dit, le présent parcours d'accompagnement s'adresse aux porteurs de projet pour lesquels une création ou une reprise d'entreprise pérenne et son développement ne seraient pas envisageables sans un accompagnement mobilisant les fonds publics.

Les bénéficiaires devront répondre à l'un des critères suivants :

- demandeur d'emploi bénéficiaire d'allocations spécifiques [RSA, Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) ou de l'Allocation Temporaire d'Attente (Ata)...],
- demandeur d'emploi non indemnisé inscrit au Pôle Emploi au cours des 18 derniers mois,
- personne âgée de 18 à 25 ans en rupture avec le monde du travail,
- personne âgée de 29 ans maximum reconnue comme atteinte d'un handicap,
- personne âgée de plus de 45 ans et inscrite depuis plus de 6 mois en tant que demandeur d'emploi,
- personne salariée ou licenciée d'une entreprise en plan de sauvegarde ou en redressement ou en liquidation judiciaire,
- personne sans emploi, titulaire d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE),
- personne créant ou reprenant une entreprise dans un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPPV),
- personne bénéficiant du Complément Libre Choix d'Activité (CLCA) ou de la Prestation Partagée d'Education de l'enfant (PreParE).

## **COMITE STRATEGIQUE**

Composé de la CTM et de POLE EMPLOI, il fixe les orientations et veille, tout au long de la mise en œuvre du dispositif, à l'atteinte des objectifs généraux. Des indicateurs de suivi seront définis et permettront l'évaluation de la politique de développement souhaitée par le dispositif.

## **ZONES CIBLEES**

Tout le territoire de la Martinique et singulièrement la population du Nord.

## **DESCRIPTIF DU DISPOSITIF CHRYSALIDE**

Le présent dispositif s'articule autour d'un parcours composé en quatre phases :

**Phase 1 :** Emergence de projet

**Phase 2 :** Premier pas (structuration du projet)

**Phase 3 :** Structuration financière du projet

**Phase 4 :** Suivi renforcé

L'accompagnement des phases 2, 3 et 4 sera réalisé par des opérateurs labellisés et conventionnés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La rémunération de ces prestataires sélectionnés s'effectuera sur la base d'un forfait horaire et financier défini pour chaque phase, à savoir en :

- Phase métier 1 : accompagnement POLE EMPLOI (6 semaines),
- Phase métier 2 : 490 € pour un accompagnement de 4 mois (création) et 6 mois (reprise) maximum,
- Phase métier 3 : 560 € pour un accompagnement de 3 mois (création) et 4 mois (reprise) maximum,
- Phase métier 4 : 1 400 € pour un accompagnement de 3 ans (obligatoire).

Les porteurs de projet ayant débuté un parcours d'accompagnement en 2016 au titre du précédent dispositif d'accompagnement NACRE, financé par l'Etat pourront, le cas échéant, intégrer la phase 4 du présent parcours d'accompagnement dans le respect des conditions d'admissions desdites phases. Il en est de même pour les bénéficiaires des dispositifs CITELAB et Emergence des jeunes talents porté par CAP NORD en partenariat avec l'AFE.

**Concernant le financement** des projets validés, le dispositif CHRYSALIDE aura un fonds de prêts à taux zéro, abondé par un collège de financeurs, géré par un intermédiaire financier choisi par la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt. Ce prêt à taux 0 sera couplé par un prêt bancaire attribué par l'une des banques privées partenaires.

Le gestionnaire du fonds CHRYSALIDE (voir page 12) devra proposer une garantie sur les prêts bancaires et sur les prêts à taux 0.

Un dossier unique de demande de financement sera présenté au Comité d'engagement de gestion du fonds CHRYSALIDE (voir page 12) qui validera ou pas le projet. Le détail de la procédure est présenté en phase 3.

Le règlement du fonds sera établi par le gestionnaire du fonds et le collège des financeurs. Il en sera de même pour la composition du dossier unique de financement.

Une convention actant la contribution des financeurs sera signée avec chacun d'eux et le gestionnaire. Elle précisera outre le montant, le planning des échéances de versement.

## PHASE 1 : EMERGENCE DE PROJET

---

La phase d'émergence vise à faciliter la traduction de l'idée, en projet de création ou de reprise d'entreprise. Elle permet de formaliser un pré-projet, d'en définir la pertinence et de valider l'idée.

Ce cheminement devra permettre de transformer une intention à peine définie en un véritable projet réfléchi et formalisé.

Les bénéficiaires entreront dans le parcours en phase 1, sur recommandation du POLE EMPLOI, porte d'entrée pour les nouveaux porteurs de projet n'ayant pas encore entamé une démarche de création/reprise d'entreprise.

### Objectifs

Les objectifs de la phase d'émergence consistent à :

- clarifier l'idée, structurer la réflexion et formuler les bases du projet entrepreneurial,
- apprendre à mieux connaître sa personnalité, maîtriser ses atouts, ses faiblesses et ses potentiels,
- évaluer le risque personnel d'entreprendre,
- connaître les compétences et qualifications nécessaires à l'exercice de l'activité envisagée,
- définir les priorités d'action,
- identifier les étapes de son parcours.

Cette phase sera assurée par POLE EMPLOI pour atteindre les objectifs précités.

En fonction des besoins identifiés, il proposera aux porteurs de projet les ateliers suivants :

- l'adéquation homme-projet (identification des compétences, aptitudes, motivations et valeurs),
- la présentation de l'idée (Quoi? Qui? Où? Quand? Comment? Combien? Pourquoi ?),
- la maîtrise de l'environnement de son projet (secteur d'activité, métier, marché, concurrence, etc).

A l'issue de cette phase d'accompagnement, un bilan sera réalisé par POLE EMPLOI, validant ou pas l'adéquation entre le bénéficiaire, son projet et son environnement.

A ce stade, le porteur de projet devra être en mesure de confirmer/d'infirmier son projet de création ou de reprise d'entreprise :

- **Pour les projets de création/reprise confirmés :** le porteur encadré par POLE EMPLOI devra être capable de décrire son projet et d'établir un plan d'actions. Dans ce cas, il pourra accéder à la phase 2 correspondant au « *Premier pas* ».
- **Pour les projets abandonnés ou estimés non encore viables :** POLE EMPLOI devra orienter les bénéficiaires vers les dispositifs de formation professionnelle ou tout autre dispositif adapté à sa situation (POLE EMPLOI, AGEFMA, etc...).

La durée de cette phase sera déterminée par le partenaire POLE EMPLOI, mais ne devra pas excéder 6 semaines à compter de la confirmation de la prise en charge de la demande par POLE EMPLOI.

PS : chaque mois, POLE EMPLOI communiquera à la CTM la liste des porteurs intégrant la phase 1 du dispositif.

## PHASE 2 : PREMIER PAS - STRUCTURATION DE PROJET

---

Cette phase intervient après la validation de la première étape et consiste en :

- un appui permettant aux porteurs de projet de :
  - valider la pertinence de l'idée, le potentiel économique et social du projet,
  - structurer le plan d'actions à venir,
- différents conseils individualisés, de la méthodologie, la mise à disposition de documentation, la mise en relation avec des experts spécialisés, etc ;
- la mise en place de tests virtuels de l'activité sur le territoire (le cas échéant).

### Objectifs

Les objectifs de cette phase permettront au porteur de projet de/d' :

- valider la maturité et les chances de succès de son projet de création/reprise d'entreprise,
- bénéficier d'un soutien sur l'ensemble des problématiques (personnelles, techniques, économiques, juridiques, financières, administratives) liées au projet,
- définir le type de société à constituer la mieux adaptée au projet,
- établir un dossier structuré présentant le projet, qui servira de base pour la phase suivante,
- avoir une visibilité sur l'ensemble du projet et identifier les difficultés possibles au cours du parcours.

Sur la base des analyses ou évaluations effectuées durant cette phase, le porteur de projet bénéficiera des conseils et de l'expertise de l'opérateur retenu.

Au terme de la phase « premier pas », les personnes accompagnées disposeront des moyens pour décider de la poursuite ou non de leur démarche de création ou de reprise d'entreprise. A cette occasion, l'opérateur fournira au créateur/repreneur une liste de points de vigilance (ou plan d'accompagnement) concernant le développement à venir du projet.

L'opérateur conclura cette phase d'accompagnement par la remise d'un livrable (étude de marché, business-modèle, business-plan). Il s'agit d'un dossier-bilan qui permettra au porteur de projet de structurer son discours lors de la présentation et de la description de son affaire. Cela complètera la fiche d'orientation établie en phase 1 par POLE EMPLOI.

### **PHASE 3 : STRUCTURATION FINANCIERE**

---

Au cours de cette phase, l'opérateur accompagnera le porteur de projet pour l'obtention des concours financiers nécessaires à la réalisation de son projet (subventions, prêt à taux 0, couplé obligatoirement avec un prêt bancaire).

A cet effet, l'opérateur assistera le bénéficiaire pour :

- définir les besoins financiers correspondant à la réalisation du projet, (investissements, BFR, stocks, fonctionnement, etc.),
- formaliser et rédiger le dossier de demande de financement du projet valable pour tous les partenaires financiers.

#### **Objectifs**

Les objectifs fixés dans le cadre de la mise en œuvre de cette phase sont les suivants :

De façon générale,

- apporter au porteur de projet l'ingénierie adaptée au montage de son dossier de financement

Plus particulièrement,

- assister le porteur de projet dans l'évaluation des postes d'exploitation nécessaires au démarrage de son affaire,
- identifier les éléments les plus pertinents qui convaincront les financeurs sollicités.

Le livrable de l'opérateur attendu à ce stade est le dossier unique de financement.

#### **Mise en œuvre de la phase**

Dans un souci de rationalisation et de mutualisation financière de ce dispositif d'accompagnement des créateurs/repreneurs d'entreprise, un collège de financeurs sera constitué, dans le cadre d'une démarche partenariale de la CTM.

Ce collège de financeurs constituera le fonds CHRYSALIDE pour les prêts à taux zéro.

Il est composé de / des :

- la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM),
- la Caisses des dépôts et consignations (CDC),
- banques privées partenaires.

Le gestionnaire du fonds, choisi par appel à manifestation, sera chargé de l'organisation de la procédure d'attribution des prêts. Chaque année, il devra communiquer aux financeurs un état récapitulatif des opérations effectuées et les engagements correspondants. D'autres éléments de suivi pourront être demandés par les financeurs et précisés dans la convention d'attribution des fonds signée avec le gestionnaire.

Un comité d'engagement sera mis en place par le gestionnaire du fonds, et aura pour mission :

- l'examen des projets,
- l'audition des candidats,
- l'attribution des prêts à taux zéro (PTZ),
- la validation de l'engagement de l'établissement financier partenaire proposant le prêt bancaire complémentaire.

En effet, les membres du Comité d'engagement statueront sur le prêt à taux zéro et prendront acte du prêt bancaire complémentaire financé par l'une des banques privées partenaires.

Il sera constitué de personnes qualifiées dans la finance et/ou partenaires économiques de la CTM (IEDOM, BPI, EPCI, Chambres Consulaires, etc) et les représentants des banques partenaires du collège des financeurs.

Les dossiers de financement seront soumis au Comité d'engagement selon la procédure ci-après :

- circularisation du dossier unique de demande de financement par le gestionnaire,
- présentation du dossier par **l'opérateur et le porteur de projet** aux membres du Comité d'engagement,
- décision du Comité d'engagement à la suite de la présentation, sur le prêt à taux zéro,
- validation de l'engagement de l'établissement financier partenaire proposant le prêt bancaire complémentaire.

Le Comité d'engagement valide, amende ou refuse le financement. Il notifie sa décision au demandeur.

L'attribution du prêt à taux zéro et la gestion des remboursements seront réalisées par le gestionnaire de fonds.

Le prêt bancaire complémentaire sera attribué par l'un des établissements financiers partenaires, selon les conditions actées et validées dans une convention signée entre les membres du collège des financeurs. (Projet annexe 1).

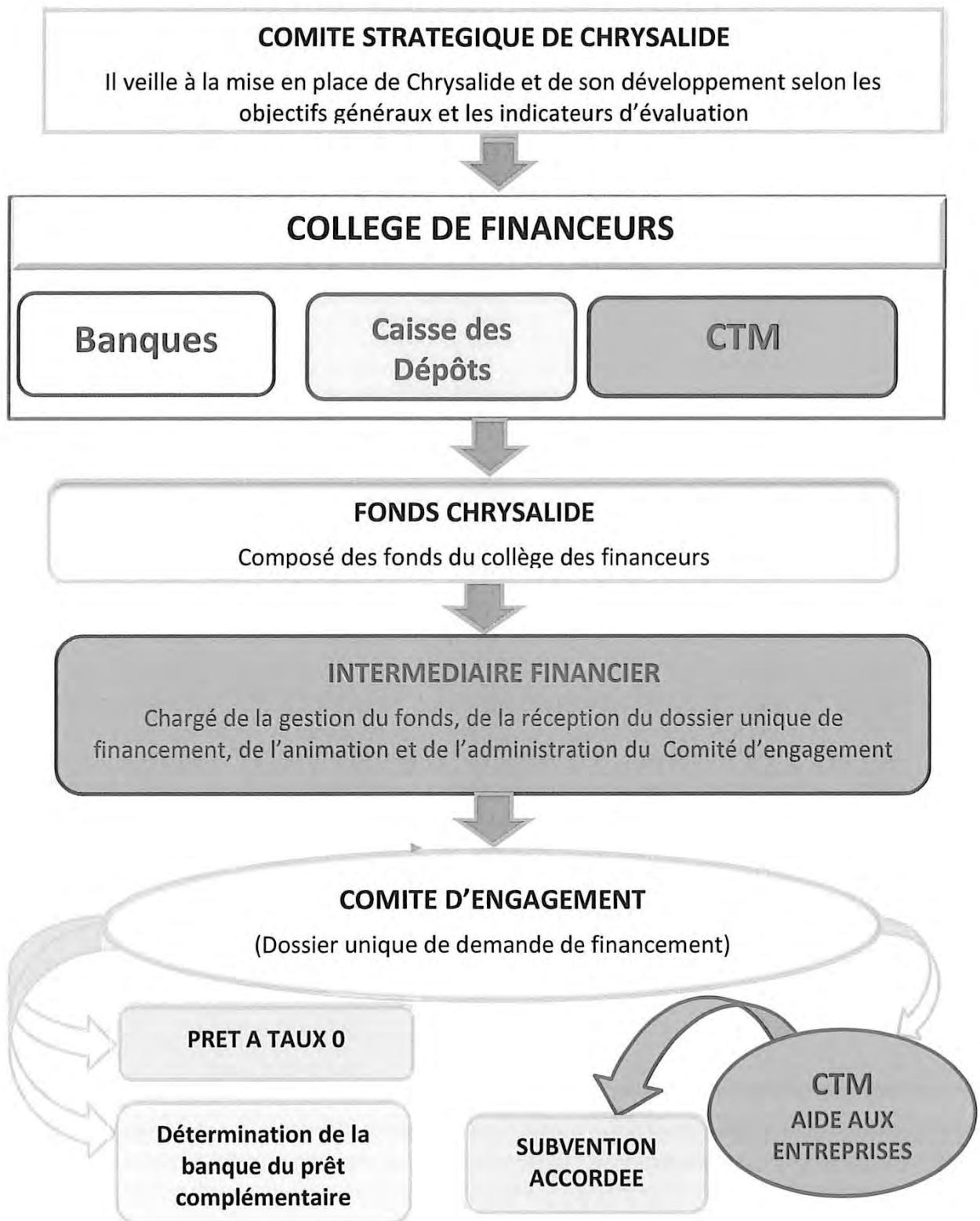
La subvention de la CTM, au titre des aides à la création ou de l'aide à la reprise-transmission, sera accordée conformément aux règles de procédure en vigueur.

L'instruction du dossier devra s'appuyer sur celle du Comité d'engagement, dans un souci de cohérence de décision.

A l'issue de la phase 3, les bénéficiaires de financements **devront s'engager à suivre, pendant 3 ans, l'accompagnement** au démarrage et au développement, mis en place à la phase 4. Le porteur sera orienté par l'administration CTM, chargé du dispositif CHRYSLIDE, vers l'opérateur de la phase 4, après avoir reçu la liste des points de vigilance de celui de la phase 3.

En cas de non validation de cette phase métier par l'opérateur ou le collège de financeurs, ou de non poursuite du parcours d'accompagnement par le bénéficiaire, l'opérateur conventionné devra réorienter le bénéficiaire vers le POLE EMPLOI ou la CTM.

SCHEMA D'ORGANISATION DU FINANCEMENT DU DISPOSITIF CHRYSALIDE



## PHASE 4 : LE SUIVI RENFORCE

---

Les premières années étant décisives pour le maintien et le développement des entreprises, imposent de mettre à la disposition des nouveaux chefs d'entreprises un accompagnement post-création qui facilite le passage des étapes clés allant de la 1  re à la 3  me année.

Le lancement de l'entreprise concrétise ainsi les efforts engagés par le créateur/repreneur durant les phases de préparation de son projet. Il pourra bénéficier de conseils de l'opérateur d'accompagnement sur des questions concrètes qu'il se pose dans la conduite de son entreprise, et pour lesquelles il recherche un avis ou une information technique.

### Objectifs

Le suivi post-création qualitatif et personnalisé proposé par l'opérateur visera notamment à :

- aider les dirigeants à se poser les bonnes questions, trouver les solutions adéquates et orienter vers le ou les bons experts ;
- mieux appréhender les questions de développement stratégique comme les RH ;
- intégrer et anticiper les changements, mutations actuelles et futures (transition numérique, écologique, innovation sociale,...) ;
- veiller au respect des échéances fiscales, sociales et financières ;
- anticiper les éventuelles difficultés et proposer les mesures correctives nécessaires ;
- mettre en place des indicateurs de suivi (tableaux de bord, fiches d'information...), afin d'optimiser la gestion de l'entreprise ;
- sortir le chef d'entreprise de son isolement.

Les bénéficiaires de l'ancien dispositif NACRE pourront entrer directement dans le parcours en phase 4, selon l'avancement de leur projet et dans le respect des conditions suivantes :

- avoir immatriculé l'entreprise depuis moins de 2 ans,
- avoir bénéficié d'un prêt à taux zéro NACRE,
-   tre en attente de passage en phase 3 au 31/12/2016,

Les prestataires retenus devront fournir pour chaque porteur de projet :

- les modalités d'intervention,
- le contenu et le calendrier du plan d'accompagnement,
- les tableaux de bord et de suivi.

Ce dispositif avec ses 4 phases apportera une réponse positive et active de la Collectivité Territoriale de Martinique à ce public en difficulté, en lui donnant la possibilité d'avoir des ressources par son travail et être acteur de son devenir. **L'investissement réalisé par la CTM et ses partenaires** est un signal fort pour retrouver le cycle vertueux d'une vie digne et productive.

## ANNEXE 1

### CONVENTION DU FONDS DE FINANCEMENT DES PROJETS CHRYSALIDE

**Parties prenantes :**

- La CTM
- La banque des Territoires
- Les banques privées partenaires

**Objet :**

Conditions et modalités de financement des projets du dispositif Chrysalide, validé par le Comité d'engagement.

**Article 1 :**

Le projet financé a été retenu par le Comité d'engagement après avoir été examiné par les membres du Comité réunis en séance d'attribution et après avoir auditionné le candidat accompagné ou pas de son conseiller d'entreprise.

**Article 2 :**

Le financement du projet sera assuré à 50% par le prêt à taux zéro et à 50% par le prêt bancaire complémentaire.

**Article 3 :**

Caractéristiques du prêt à taux zéro

Il est financé par la CTM, la CDC et par **les banques privées partenaires à hauteur de 10% de leur enveloppe attribuée à l'opération Chrysalide.**

Le prêt à taux zéro couvre 50% du besoin total de financement dont les fonds propres.

Un différé de 6 mois est systématiquement accordé aux bénéficiaires.

La durée maximale du prêt est de 7 ans

Une garantie du prêt sera proposée par BPI.

**Article 4 :**

Caractéristiques du prêt bancaire complémentaire

Il est accordé par un des établissements financiers partenaires de l'opération Chrysalide, membres du collège de financeurs. Le choix de l'établissement est concerté en Comité d'engagement et selon notamment les critères suivants :

- L'Etablissement le plus proche du lieu d'exploitation,
- L'objet de l'exploitation en adéquation avec une politique de développement de l'établissement (ex. un projet agricole au Crédit agricole, ...)
- L'intérêt manifesté par un des banquiers.
- **Autres (à préciser)**

Le montant du prêt accordé représente 50% du besoin de financement du projet.

Le taux du prêt sera le taux unique déterminé par les banques privées partenaires de l'opération Chrysalide, membres du collège de financeurs. Il sera fixé à la signature de la convention en concertation avec les partenaires banquiers.

La durée de prêt sera au maximum 7 ans avec un différé de 3 mois. **(À discuter)**

Une garantie de prêt sera proposée à la Banque.

**Article 5 :**

Les remboursements sont traités par la banque. En cas d'incident, la Banque s'engage à privilégier la procédure amiable et alerte le service de la CTM qui est en charge de l'opération Chrysalide.

**Article 6 :**

Le bénéficiaire du prêt s'engage à ouvrir son compte en banque de son exploitation auprès de l'établissement qui a accordé le prêt bancaire complémentaire.

**Article 7 :**

L'opération en quelques chiffres

**Demande de fonds à chaque banque pour participer à l'opération Chrysalide :**

1 M€ est demandé réparti comme suit :

Fonds attribué aux prêts à taux zéro : 100 K€

Fonds attribués aux prêts complémentaires (aux conditions pré-citées) mais laissés aux banques (pré-affectés dans leurs comptes) : 900 K€



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-272-1-DE  
Date de télétransmission : 22/07/2019  
Date de réception préfecture : 22/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 22 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-272-1

#### PORTANT ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM)

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la directive européenne n°2008-98-CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 dans le domaine des déchets ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'Environnement, notamment ses articles R 123-5 et suivants ;

Vu la délibération de la Région Martinique n° 15-1946-1 du 30 octobre 2015 lançant la procédure d'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis émis par la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM le 19 février 2019 ;

Vu l'avis émis par la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud (CAESM) le 02 avril 2019 ;

Vu l'avis émis par le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) le 04 avril 2019 ;  
Vu l'avis émis par la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) le 09 avril 2019 ;  
Vu l'avis émis par la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) le 24 avril 2019 ;  
Vu l'avis émis par la Collectivité Territoriale de Guyane le 29 avril 2019 ;  
Vu l'avis émis par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) le 02 mai 2019 ;  
Vu l'avis émis par le Préfet de Région Martinique le 17 mai 2019 ;  
Vu l'avis émis par la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord) le 21 mai 2019 ;  
Vu l'avis émis par la Région Guadeloupe le 4 juin 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;  
Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 17 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation des avancées dans l'élaboration du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM).

**ARTICLE 2 :** Un avis favorable est donné pour que le Président du Conseil Exécutif de Martinique poursuive la procédure d'élaboration et de consultation sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et signe l'ensemble des actes et documents y afférents.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses inhérentes sont imputées au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 7 abstentions et 4 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-273-1-DE  
Date de télétransmission : 22/07/2019  
Date de réception préfecture : 22/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 22 JUL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-273-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE PLAN REGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE GUADELOUPE ET SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la saisine de la Région Guadeloupe en date du 04 avril 2019 dans le cadre de la consultation administrative préalable à l'adoption du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de Guadeloupe ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 17 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est émis un avis favorable sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Guadeloupe et sur son rapport environnemental.

Toutefois, les élus insistent sur la nécessité de mettre en place une vraie concertation, en amont, entre les territoires, sur les projets en commun et sur le choix d'implantation des équipements mutualisés.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 8 abstentions et 6 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019/

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-274-1-DE  
Date de télétransmission : 12/09/2019  
Date de réception préfecture : 12/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 12 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-274-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE POUR L'ÉLABORATION DU MODÈLE DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU À L'ÉCHELLE DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 17 juin 2019 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs au sein de l'Office de l'Eau Martinique, n'ont pas pris part, ni assisté au vote ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à l'Office de l'Eau Martinique, une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €), pour la réalisation du modèle de gestion de la ressource en eau à l'échelle de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Cette somme est versée selon les modalités suivantes :

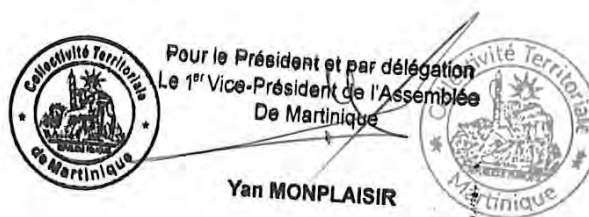
- 50%, dès que la présente délibération est rendue exécutoire ,
- le solde sur présentation des justificatifs attestant de la réalisation de l'opération (état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public, factures correspondantes et livrables).

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

  
Pour le Président et par délégation  
Le 1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée  
De Martinique  
**Yan MONPLAISIR**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-275-1-DE  
Date de télétransmission : 22/07/2019  
Date de réception préfecture : 22/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE :

22 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-275-1

#### PORTANT CLASSEMENT EN AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DU SITE DE GRANDE ANSE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DU CARBET

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'économie bleue (plaisance, Métiers de la mer, Énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 14 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 17 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est adopté le classement en Aménagement pour la Pêche d'Intérêt Territorial (APIT), du site de « Grande Anse » sur le territoire de la Commune du Carbet.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-276-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-276-1

#### PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA FÉDÉRATION DES YOLES RONDES DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DU TOUR DE MARTINIQUE DES YOLES RONDES 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance, Métiers de la mer, Énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** La participation totale de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'organisation du Tour de Martinique des Yoles Rondes, édition 2019, est fixée à hauteur de trois cent mille euros (300 000 €).

Elle se décompose comme suit :

- Une subvention d'un montant de deux cent soixante dix mille euros (270 000 €), est attribuée à la Fédération des yoles rondes de Martinique, et est répartie comme suit :
  - 220 000 € pour l'organisation du Tour des Yoles Rondes 2019,
  - 50 000 € pour la communication.
- Une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €), est versée directement aux associations de yoles participantes et est répartie entre elles pour les récompenses des équipages.

**ARTICLE 2 :** Les dépenses correspondantes aux sommes mentionnées à l'article 1 sont imputées au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et sont versées selon les modalités définies par convention.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-277-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-277-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE MOTOCYCLISME

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à Monsieur une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €), pour la réalisation de sa saison sportive 2018-2019 de motocyclisme.

**ARTICLE 2 :** La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-277-2-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-277-2

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE BASKET-BALL AUX ÉTATS-UNIS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance, Métiers de la mer, Énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à Monsieur une subvention d'un montant de quatre mille euros (4 000 €) pour la réalisation de sa saison sportive 2018-2019 de basket-ball, aux États-Unis.

**ARTICLE 2 :** La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la présente délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-277-3-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 6 AOUT 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-277-3

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE MOTOCYCLISME DE SON FILS YOURY CATHERINE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance, Métiers de la mer, Énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 17 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENUEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à Monsieur une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €,) pour la réalisation de la saison sportive 2018-2019 de motocyclisme de son fils Youry CATHERINE.

**ARTICLE 2 :** La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la présente délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190715-19-278-1-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2019  
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-278-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA PARTICIPATION DE LA SÉLECTION SÉNIOR MASCULINE DE FOOTBALL À LA GOLD CUP 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté-délibéré n° 19-170-1 du Conseil Exécutif du 21 février 2019, portant attribution d'une subvention de 100 000 € à la Ligue de Football de Martinique pour la participation de la sélection senior masculine à la Gold Cup 2019 (phase 1) ;

Vu l'arrêté délibéré n°19-604-1 du Conseil Exécutif du 23 mai 2019 portant attribution d'une subvention de 100 000 € à la Ligue de Football de Martinique pour la participation de la sélection senior masculine à la Gold Cup 2019 (Phase 2) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance, Métiers de la mer, Énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;  
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 17 juin 2019 ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 18 juin 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à la Ligue de Football de Martinique, une subvention complémentaire d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000 €) pour la participation de la sélection senior masculine de football à la Gold Cup, au mois de juin 2019.

**ARTICLE 2 :** L'accompagnement financier global, de la Collectivité Territoriale de Martinique, à la participation de la sélection senior masculine de football à la Gold Cup 2019 s'élève à deux cent quatre vingt mille euros (280 000 €).

**ARTICLE 3 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Cette somme est versée selon les modalités définies par convention.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-279-1-DE  
Date de télétransmission : 06/08/2019  
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

**ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE** AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019  
**DÉLIBÉRATION N°19-279-1**

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PARC NATUREL  
DE MARTINIQUE (PNM) POUR L'ORGANISATION DE LA 4<sup>ÈME</sup> ÉDITION  
DES FLORALIES INTERNATIONALES DE MARTINIQUE**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

**L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-08-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Considérant que les élus de l'Assemblée de Martinique administrateurs au sein du Parc Naturel de la Martinique n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée au Parc Naturel de la Martinique (PNM) une subvention d'un montant de deux cent mille euros (200 000 €), pour l'organisation de la 4<sup>ème</sup> édition des Florales internationales de Martinique, en décembre 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante, engagée en autorisation d'engagement, est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1, sont définies dans une convention à conclure entre le Parc Naturel de la Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et signer tout acte inhérent à l'opération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-281-1-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2019  
Date de réception préfecture : 23/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 23 SEP. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-281-1

#### PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.7252-2;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire.

Elle attire néanmoins l'attention sur la problématique de la gestion du tri sélectif et de la consigne.

**ARTICLE 2 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-283-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2019  
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-283-1

#### MOTION POUR LE MAINTIEN DE L'OCTROI DE MER DES ELUS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### LES CONSEILLERS A L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Considérant le rôle essentiel et irremplaçable de l'Octroi de mer aussi bien pour le financement des collectivités qui en bénéficient que pour le soutien de notre production ;

Considérant qu'il n'existe aucun dispositif alternatif en mesure de répondre à cette double mission ;

Considérant le caractère décentralisé de cet outil fiscal, caractère qui pourrait encore s'affirmer davantage ;

Considérant les mises en cause dont l'octroi de mer a fait l'objet, ayant conduit le Conseil Constitutionnel à réaffirmer encore récemment sa pleine conformité à la Constitution ;

**Demandent** instamment au Gouvernement :

Que l'octroi de mer soit maintenu et pérennisé en l'état dans sa double fonction de financement des collectivités et de soutien à la production locale, fortement créatrice d'emplois.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-284-1-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2019  
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-284-1

#### MOTION POUR UNE PRISE EN COMPTE DES DIFFICULTÉS DES FILIÈRES DES SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Considérant que l'agriculture, l'élevage et la pêche revêtent une importance toute particulière dans l'économie et l'aménagement de notre territoire ;

Considérant que les filières organisées en interprofessions jouent un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire, pour offrir à nos compatriotes des produits frais, mais également pour lutter contre notre taux de chômage particulièrement élevé ;

Considérant que la Martinique fait face à des contraintes spécifiques, notamment l'éloignement, l'insularité et l'exiguïté, qui sont reconnues à l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et que le programme POSEI a été mis en œuvre pour répondre aux exigences de ces contraintes ;

Considérant que la nécessité d'interprofessions agricoles organisées dans les DOM exige que les mesures d'aides du POSEI soient couplées à la production, ce qui implique, comme prévu par le POSEI depuis 2007, une adaptation de l'enveloppe à l'évolution des besoins ;

Considérant qu'en 2009, face au gel de l'enveloppe communautaire du POSEI dans le cadre de la réforme de la PAC, la France a mis en place une enveloppe complémentaire de 40 millions d'euros (dite « CIOM ») pour répondre à l'augmentation des besoins des filières agricoles des quatre DOM au sein du POSEI ;

Considérant que depuis 2017 les dirigeants des filières végétales et animales de la Martinique alertent le ministère de l'Agriculture sur la nécessité d'une valorisation de l'enveloppe mise en place en 2009 pour tenir compte de l'augmentation annuelle de leurs besoins entre 2009 et 2017 ;

Considérant que le ministère vient d'informer les filières agricoles de l'enveloppe mise en place qui ne suffira pas à couvrir les besoins à partir de 2019 ;

Considérant les démarches de l'ensemble des filières agricoles de nos régions, en vue de se faire entendre du Ministère de l'Agriculture et pour une réelle prise en compte de leurs besoins ;

Considérant que la situation constatée en 2019, aura, si le Gouvernement ne lui apporte pas de solutions, des conséquences graves sur l'agriculture de notre territoire ;

Considérant les déclarations du Président de la République, le 27 octobre 2017, sur l'importance et les vertus du POSEI pour des dynamiques de développement des filières de l'agriculture et de la pêche avec les moyens nécessaires ;

**Demande** au Président de la République française et à son Gouvernement :

- De prendre toute la mesure des difficultés que connaissent nos filières des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche,
- Et de mettre en œuvre, dans le dialogue avec les interprofessions, les dispositions et tous les moyens pour y répondre efficacement et durablement.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190620-19-285-1-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2019  
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-285-1

#### MOTION POUR UN VRAI ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS VICTIMES DE LA CHLORDÉCONE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière les 20 et 21 juin 2019, accueillent favorablement les dispositions prises par l'arrêté du 23 mai 2019 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2019, relatif aux limites maximales applicables aux résidus de chlordécone.

Ainsi, les limites maximales applicables aux résidus du pesticide présent, ne doivent pas dépasser 0,02 mg/kg pour la viande et les produits porcins, ovins, caprins et la volaille.

Ce nouvel arrêté qui met à niveau les limites maximales applicables aux résidus de pesticides dans les viandes porcines, ovines, caprines et volailles est de nature à poser une certaine homogénéité dans la prévention des risques.

Toutefois, les conseillers à l'Assemblée de Martinique expriment leur vive préoccupation et rappellent fortement l'exigence pressante des associations de consommateurs et environnementales ainsi que celle des élus martiniquais, demandant que la protection des personnes soit totale, selon le principe de précaution.

Les conseillers à l'Assemblée rappellent également que cette catastrophe sanitaire est pour nos populations, sans précédent, que nos sols, nos masses d'eau de surface (rivières, mer, nappes souterraines), sont souillés ainsi que les produits de notre agriculture et de la pêche.

De surcroît, notre territoire est également fortement impacté sur le plan environnemental et économique, créant des dommages dans différents secteurs de notre activité économique comme :

- la perte de confiance du consommateur martiniquais pour nos produits agricoles,
- la porte ouverte sur notre territoire à l'importation de produits venant de pays dont nous ne maîtrisons pas les normes sanitaires,
- des pertes sèches d'exploitation pour les agriculteurs, suite à la saisine de leurs produits par les services vétérinaires sans indemnisation.

Les conseillers de l'Assemblée convaincus de l'obligation de préserver notre patrimoine naturel pour les générations futures, réaffirment l'urgence de protection sanitaire et celle d'accompagner nos professionnels victimes économiques de cet empoisonnement.

Ainsi les élus à l'Assemblée **réclament** instamment à l'Etat :

- une avancée rapide vers le zéro chlordécone,
- la prise en charge des frais d'analyses de sol,
- des mesures concrètes et des programmes d'aides à la décontamination des parcelles et des bêtes souillées par ce pesticide,
- un accompagnement des agriculteurs pour converger vers des pratiques plus saines pour notre environnement,
- un financement clairement défini en concertation avec les professionnels, pour indemniser les pertes des produits saisis.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190621-19-286-1-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2019  
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-286-1

#### MOTION POUR UNE DÉFENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITÉ

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Félix CATHERINE), Belfort BIROTA (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Catherine CONCONNE (procuration à Marie-Thérèse CASIMIRIUS), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Raphaël MARTINE (procuration à Christiane EMMANUEL), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Richard BARTHELERY), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Charles-André MENCE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Lucie LEBRAVE), Sandra VALENTIN (procuration à Jean-Claude DUVERGER), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

À la rentrée de 2019-2020, le secteur de l'Éducation en Martinique devrait connaître une perte de 95 postes d'enseignement, de 5 postes administratifs et la suppression de 54 classes, rendant plus difficile sinon impossible le maintien sur place des nouveaux lauréats martiniquais aux concours d'enseignement.

La baisse démographique est l'argument généralement brandi afin de justifier cette politique ; pourtant, cet argument est démenti par le cas du collège de Ducos qui, à effectifs constants, se voit infliger une suppression de 3 classes.

Concernant l'Université des Antilles, le pôle Martinique risque d'être transformé en coquille vide par l'application de clefs de répartition injustifiées

Devant de telles dégradations, présentes et à venir, les élus de l'Assemblée de Martinique, réunis en plénière ce vendredi 21 Juin 2019, **se déclarent** solidaires des actions menées, visant au développement d'une éducation de qualité pour tous en Martinique, et **interpellent** solennellement le Gouvernement sur l'urgence de prendre les mesures concrètes qui s'imposent.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





# ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE  
DE MARTINIQUE

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20190626-2019-PAM-06-AR  
Date de télétransmission : 26/06/2019  
Date de réception préfecture : 26/06/2019

République Française



Collectivité Territoriale de Martinique

**AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019**

**ARRETE N°2019 - PAM – 6 du 26 JUIN 2019**

Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique  
au sein des établissements de santé – établissements hospitaliers

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,**

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu le code de la santé publique;

Vu le code de l'action sociale et des familles;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

**ARRETE**

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein des Conseils de surveillance des établissements hospitaliers de Martinique, les conseillers suivants :

NOM DE L'ETABLISSEMENT	TITULAIRES
CHU de Martinique	- Monsieur Claude LISE (Président de l'Assemblée de Martinique) - Monsieur Francis CAROLE - Madame Louise TELLE
CH Maurice Despinoy (ex Colson)	- Madame Louise TELLE (représentant le Président de l'Assemblée de Martinique) - Monsieur Francis CAROLE
NOM DE L'ETABLISSEMENT	TITULAIRES

CH Nord Caraïbe	- Monsieur Raphael MARTINE (représentant le Président de l'Assemblée de Martinique)  - Monsieur Louis BOUTRIN
CHI Lorrain / Basse-Pointe	- Monsieur Joachim BOUQUETY
CH Saint-Joseph (Romain BLONDET)	- Monsieur Yan MONPLAISIR
CH Trois-Ilets	- Madame Josiane PINVILLE
CH Saint-Esprit	- Madame Maryse PLANTIN
CH Marin	- Madame Michelle BONNAIRE
CH François	- Madame Christiane BAURAS
EHPAD du Robert (Les Filaos)	- Monsieur Belfort BIROTA - Madame Stéphanie NORCA - Madame Patricia TELLE
EHPAD des Anses d'Arlet (Les Madrépores)	- Madame Josiane PINVILLE - Monsieur Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE - Madame Lucie LEBRAVE

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

